
3 1761 06663848 7






VELUT
ARBOR
ÆVO



Série

50

LES COMBATTANTS DE 1870-71

COMMANDANT L. ROUSSET

HISTOIRE COMPLÈTE
DE LA
GUERRE FRANCO-ALLEMANDE

PRÉFACE

GÉNÉRAL THOUMAS

ÉDITION ILLUSTRÉE
de Portraits, Vues, Scenes, Types militaires, Cartes et Plans
EN NOIR ET EN COULEURS

PARIS — LIBRAIRIE ILLUSTRÉE


LIBRARY
SEP 0 6 2005
UNIVERSITY OF TORONTO

LES COMBATTANTS DE 1870-71



LIVRE PREMIER

LA DÉCLARATION DE GUERRE

CHAPITRE PREMIER

LES CAUSES DE LA GUERRE

Durant la période triomphale pour nos armes qui s'écoula de 1792 à 1808, la Prusse avait tenté par deux fois de se faire le champion de la féodalité terrassée et des trônes menacés par la Révolution française. Son premier essai d'intervention n'aboutit qu'à un rude échec d'amour-propre ; le second faillit la démembrer à jamais. La déroute de Valmy et l'inconcevable débâcle qui s'ensuivit auraient dû cependant, ce semble, la mettre en garde contre de nouvelles velléités de don-quichottisme et la prémunir contre les dangers d'une imprudente exaltation ; il n'en fut rien. Dès 1805, son gouvernement, bien que lié par un traité formel avec

la France, adoptait vis-à-vis de celle-ci une politique tortueuse, que Napoléon, couronné des récents lauriers d'Austerlitz, n'était pas d'humeur à supporter. L'année suivante, ce même gouvernement, entraîné par une cour qu'aveuglaient des illusions incurables, se précipitait tête baissée dans une aventure où devait, pour un temps du moins, sombrer la monarchie du grand Frédéric.

Ce que furent Iéna et Auerstædt, nul ne l'ignore, et le souvenir de ces journées mémorables éclairera éternellement notre histoire nationale de son flambeau lumineux. L'armée prussienne tout entière anéantie, ses misérables restes se rendant successivement à nos colonnes, le territoire entier du royaume tombant en notre pouvoir, avec ses places fortes, ses arsenaux, ses approvisionnements et ses magasins, le roi de 14 millions d'âmes réduit au territoire de Kœnigsberg et bientôt même à la forteresse de Mémel, et contraint de paraître devant son vainqueur en suppliant; enfin l'empire de Charlemagne reconstitué au profit du César populaire: tels furent les résultats de cette campagne extraordinaire, la dernière où le génie de Napoléon ait été d'accord avec le bon droit. La paix de Tilsitt consacra nos conquêtes, et si, *en considération de l'empereur de Russie,* elle rendit au malheureux Frédéric-Guillaume quelques lambeaux de ses anciennes possessions, ce fut avec des entraves telles dans l'exercice de la souveraineté, que le nouvel État ne pouvait être désormais autre chose qu'un de ces nombreux satellites qui gravitaient alors autour de l'astre impérial.

Les historiens ont porté sur cette paix de Tilsitt, qui marque l'apogée de la puissance française, des jugements fort divers. Les uns, et Napoléon lui-même est du nombre, ont regretté depuis que la Prusse, ennemie héréditaire de notre nation, n'ait pas été punie davantage de sa duplicité, de sa politique louche et de sa haine séculaire contre le nom français. L'occasion était unique, ont-ils dit, pour terrasser définitivement un adversaire dangereux et rayer de la carte d'Europe cette puissance turbulente, ambitieuse, dont les instincts soldatesques et les appétits toujours inassouvis constituaient pour la paix du continent une menace perpétuelle. D'autres, au contraire, ont pensé que l'Empereur aurait eu tout à gagner en traitant la Prusse avec plus de générosité, et qu'au lieu de se jeter dans les bras d'Alexandre, prince séduisant, à la vérité, chevaleresque même, mais indécis, mobile et trop facilement accessible aux chimères, il eût mieux fait de s'attacher le roi Frédéric-Guillaume, homme honnête et sage, qui se reprochait sans cesse d'avoir cédé à un fol entraînement, et dont, à défaut de reconnaissance, la probité politique et l'aversion pour la guerre lui eussent garanti la fidélité.

Il est malaisé assurément, quand on songe aux extrémités où son insatiable ambition a entraîné Napoléon par la suite, hors de toute sagesse, de toute politique, on pourrait ajouter de toute justice, il est malaisé, dis-je, d'affirmer après coup que tel ou tel de ces deux systèmes aurait été capable de conserver à la France sa situation grandiose et sa prépondérance incontestée sur tous les peuples de l'univers. Ni l'un ni l'autre ne nous eût préservés probablement de l'aventure espagnole, de l'outrance des représailles vis-à-vis de l'Angleterre non plus que de la fatale campagne de Russie. Ce qui est historiquement certain, c'est que tous deux furent

écartés ; que Napoléon, qui, ainsi que l'a écrit très justement M. Thiers, faisait la guerre avec son génie et la politique avec ses passions, aima mieux démembrer la Prusse que de la détruire ou de la reconstituer, et la laissa ulcérée et meurtrie, sans prestige comme sans influence, mais pas assez abattue cependant pour qu'elle ne conservât pas dans son haineux isolement l'espoir d'une vengeance que la fragilité visible du colosse impérial lui permettait déjà d'entrevoir.

Aussi, dès que l'Empereur eut tourné les talons pour aller relever dans la Péninsule ses affaires compromises, se mit-elle résolument et virilement à l'œuvre. Condamnée à n'entretenir qu'une faible armée de 40,000 hommes et à en prêter la plus grande partie à Napoléon, elle s'ingénia à tourner la difficulté, et par sa création de la *landwehr* s'assura une force réelle, tangible, d'hommes peu aguerris à la vérité, mais suffisamment instruits pour paraître avec honneur sur un champ de bataille éventuel. Des hommes de guerre qui avaient fait leurs preuves, des organisateurs remarquables, les Scharnhorst, les Gneisenau, les Massembach, créèrent de toutes pièces, pour remplacer l'armée de première ligne que la méfiance du maître redouté ne voulait plus voir, une armée de réserve grossissant d'année en année, et prête, au premier signal, à se lever contre nous. La perspicacité de l'Empereur ne s'était cependant pas laissé prendre en défaut, car, dès 1810, mis au courant des progrès accomplis en dépit du traité de Tilsitt, il avait fait des observations sévères et exigé que le roi Frédéric-Guillaume renvoyât du ministère le général Scharnhorst. Mais si la Prusse, obligée de céder par la loi du plus fort, s'exécuta officiellement, les choses n'en continuèrent pas moins comme par le passé, et Scharnhorst dirigea les affaires dans la coulisse avec la même opiniâtreté qu'il avait mise à les engager.

Le résultat fut qu'au moment de la guerre dite de l'Indépendance, en 1813, la Prusse put mettre sur pied 180,000 hommes, qui contribuèrent pour une large part à nous écraser à Leipzig, à nous envahir en 1814 et à nous ramener, par le traité de Paris, aux frontières de 1790. En 1815, elle en arma 264,000, lesquels, bien plus que les Anglais de lord Wellington, donnèrent le dernier coup à l'Empire et à la France, dans les champs tristement célèbres de Waterloo.

Mais cette part prépondérante prise au succès final devait, par cela même qu'elle avait été décisive, réveiller les ambitions assoupies et les rêves d'hégémonie que les désastres de 1792 et de 1806 avaient éteints pour un temps. L'Allemagne composée de tronçons épars, de monarchies minuscules que ne rattachait plus entre elles aucun lien politique ni aucune direction commune, depuis que le Saint-Empire avait disparu, bientôt suivi dans son effondrement par la Confédération du Rhin, l'Allemagne, épuisée par une guerre de vingt ans, n'ayant plus ni commerce, ni industrie, ni agriculture, semblait vouloir chercher dans une unification définitive et complète le remède à sa faiblesse et des garanties contre le retour à la féodalité dont elle avait tant souffert. Des symptômes non équivoques de cette tendance se manifestaient en des points séparés par de grandes distances, et il était à prévoir qu'un mouvement spontané, général et puissant allait bientôt donner un corps aux aspirations encore un peu vagues de tant de peuples de même langue, de

même race et de mêmes intérêts. La défiance de celui que les événements venaient de faire l'arbitre de l'Europe, de l'empereur Alexandre, ne le permit pas. Pour ne point être obligé d'adjuger soit à la Prusse, soit à l'Autriche, la couronne impériale restaurée, le congrès de Vienne, docile aux inspirations du czar, se contenta d'un moyen terme, qui était d'englober l'Allemagne tout entière dans un système fédératif, où l'influence de l'une des deux puissances fût sans cesse contre-balancée par celle de l'autre, où les petits demeurassent impuissants par eux-mêmes, les grands intéressés, par jalousie réciproque, à maintenir le *statu quo*, et l'ensemble groupé contre l'ennemi commun, la France, par le faisceau des haines accumulées depuis cent cinquante ans dans tous les cœurs allemands. Ce système hybride et imparfait, qui reçut le nom de *Confédération germanique*, n'était en réalité et ne pouvait être qu'un expédient, car il ne satisfaisait ni les princes, dont les ambitions demeuraient presque partout inassouvies, ni les peuples, encore tout secoués du grand souffle de liberté qui avait passé sur leur tête. Il n'avait plus rien de la grandeur morale du vieux Saint-Empire, et ne créait pas, entre les différents peuples allemands, ce lien intime qui seul pouvait leur donner la force, la richesse au dedans et la puissance au dehors. Il devait n'avoir qu'une existence éphémère et craquer au premier choc.

C'est ce que la Prusse, il faut en convenir à l'honneur de sa sagacité, reconnut dès le début. Trop faible encore et pas assez remise de ses sanglantes blessures pour tenter du premier coup de faire à son profit l'unification politique, elle chercha un terrain moins glissant, plus facilement abordable, pour y jeter les bases de son hégémonie future, et le trouva dans l'inextricable enchevêtrement des tarifs douaniers. Les transactions commerciales à travers l'Allemagne étaient, en effet, à cette époque, à peu près impossibles par suite de la multiplicité des frontières à franchir et des retards qu'apportaient la perception et la restitution répétées des droits. Il en résultait un malaise évident et une misère pitoyable que la Prusse s'empressa d'exploiter habilement. Préconisant le remède à cette situation et prêchant d'exemple, elle commença par abattre les barrières qui existaient entre ses propres provinces, puis, cela fait, invita les États de la Confédération à agir de même les uns vis-à-vis des autres, afin que l'Allemagne, bien que politiquement divisée, devînt, au point de vue commercial, une seule et puissante nation. C'était là ce qu'on a appelé le *Zollverein*[1].

Chose étrange! tandis que les peuples accueillaient avec enthousiasme cette ouverture, les gouvernements, qui peut-être voyaient passer le bout de l'oreille, n'y répondaient qu'avec une certaine froideur. Les discussions à la Diète fédérale furent longues et laborieuses, et c'est seulement en 1854 que le traité fut solennellement proclamé. Il devait avoir une durée de onze ans et s'appliquait à l'Allemagne entière, non compris l'Autriche, les deux Mecklembourg et les villes hanséatiques[2]. Ce traité venait à peine d'expirer quand éclata le coup de foudre de Sadowa, et il va sans dire, comme nous le verrons d'ailleurs bientôt, que les modifications qu'il

1. Union douanière.
2. Brême, Hambourg et Lübeck.



CHASSEURS A PIED

subit alors de ce fait tendirent uniquement à affermir la prédominance de la Prusse et à donner à celle-ci une action encore plus directe sur l'application du règlement organique auquel les autres peuples allemands étaient soumis.

Cependant, tandis qu'il gagnait cette victoire pacifique, le gouvernement prussien ne négligeait rien pour en préparer d'autres plus éclatantes. Mettant à profit les loisirs créés par une longue paix, laissant la Russie s'embrouiller dans les affaires de Pologne et de Turquie, l'Autriche s'user dans une lutte sans fin contre ses provinces italiennes toujours frémissantes, la France s'épuiser en révolutions et en expéditions glorieuses mais stériles, il augmentait sans répit sa puissance militaire et dotait son armée d'une organisation solide qui la faisait, dès 1860, la plus redoutable de l'Europe après l'armée française [1]. Le prestige de la Prusse en grandit aussitôt à ce point qu'elle jeta presque le masque et ne dissimula plus son intention d'abattre en Allemagne l'influence autrichienne pour y substituer la sienne propre, mais sans partage, cette fois. En même temps ses écrivains prenaient à tâche de préparer l'opinion à ce qu'ils appelaient *sa mission historique*, insistaient sur la nécessité de donner satisfaction aux aspirations générales et cherchaient à personnifier dans l'exaltation de la Prusse l'idée de la patrie allemande que les poètes populaires célébraient en des chants enflammés.

Bien plus, la littérature prussienne indiquait déjà la France comme l'obstacle le plus sérieux à la réalisation de ces vœux d'unité et demandait à grands cris qu'on achevât contre celle-ci l'œuvre de 1815, en lui reprenant les pays d'origine allemande qu'on l'accusait d'avoir arrachés par la force à l'empire germanique, au temps de ses malheurs. Or, rien n'était plus contraire à la vérité que cette façon d'envisager l'histoire. Car, outre que l'annexion de l'Alsace et plus tard de la Lorraine s'était effectuée à une époque où le principe de nationalité n'existait pas [2], ces deux pays n'avaient été pour la France autre chose que le prix d'interventions sollicitées par

1. On sait qu'en 1859 Napoléon III, menacé d'avoir à combattre la Prusse, qui arguait de sa situation de puissance fédérale pour armer, dut s'arrêter court après la victoire de Solferino.

2. Ceci était déjà écrit, quand a paru dans le *Figaro* du 15 mars 1892 un article de M. Ernest Lavisse, l'éminent professeur à la Sorbonne, dont je crois devoir citer les passages suivants :

« Est-ce qu'il y avait une Allemagne au dix-septième siècle? Est-ce que ce chaos de princes grands, moyens et minuscules, les uns mitrés, les autres casqués, où s'entremêlait le chaos des républiques; est-ce que ce désordre et cette médiocrité des esprits, cette concurrence effrontée des égoïsmes et le pédantisme des institutions surannées; est-ce que tout cela composait un être conscient de lui, intellectuel et sensible, capable de penser et qui pût souffrir?...

« Il n'y avait pas, au dix-septième siècle, une patrie allemande, et c'est pour cela que les armes et la politique de la France n'ont pas taillé dans la chair vive. Il y avait, en 1870, une patrie française, dans la chair vive de laquelle il a été taillé... »

Puis, répondant à ceux qui appellent à leur aide l'ethnographie et la communauté de dialecte, M. Lavisse ajoute :

« En somme, parmi nos adversaires, les uns nient le mouvement dans l'histoire, les autres nient la liberté des âmes. Ceux-là comparent deux faits à deux siècles de distance, comme si ces faits n'étaient pas devenus dissemblables; ceux-ci ordonnent aux hommes de demeurer là où la nature les a classés. »

On ne saurait mieux détruire au nom de la raison et de l'équité ces théories spécieuses d'assimilation derrière lesquelles s'abrite l'ambition du plus fort. Voici d'ailleurs comment s'exprime le grand poète Schiller au sujet de la cession à la France de l'Alsace et de la Lorraine : « Ce honteux démembrement de l'empire germanique *fut l'œuvre des souverains de cet empire*, que la peur poussa à trafiquer lâchement avec une puissance qui, sous le masque de l'amitié et à titre de protection, ne

les *Allemands eux-mêmes* et de la protection accordée contre la maison d'Autriche à ses vassaux du Nord [1].

« Dans le traité de 1551, qui trouvait bon que le roi Henri II s'impatronisât dans les villes qui ne sont pas de langue germanique (Metz, Toul et Verdun), les princes allemands du Nord disaient à leur allié : *Et attendu que le Roi Très Chrétien se porte avec nous Allemands en cette affaire, avec secours et aide, non seulement comme ami, mais comme père charitable, nous en aurons tout le temps de notre vie une reconnaissance éternelle* [2]. »

En 1633, l'électeur de Brandebourg, ancêtre des rois de Prusse, en sollicitant de Louis XIII le secours de son alliance, dont l'Alsace devait être le prix, suppliait très humblement le Roi *de prendre en main l'œuvre de protection et de médiation qu'on réclamait de lui et de s'y porter avec une promptitude salutaire* [3].

Rien ne ressemble moins à la spoliation et à la violence. Mais que peut avoir de commun la saine notion de l'histoire avec les appétits déchaînés des masses, quand on exploite habilement et constamment leurs passions et leurs haines, quand on surexcite à haute pression leur amour-propre national? Ce qu'espérait la Prusse ne manqua pas d'arriver : ces étranges théories de revendication eurent bientôt acquis dans toute l'Allemagne, et principalement dans les régions voisines du Rhin, la puissance des faits acquis, et attisèrent la sourde antipathie qui y couvait contre les anciens vainqueurs. On verra avec quelle ténacité la Prusse sut préparer l'explosion de ses sentiments inquiétants. Quoi qu'il en soit, M. de Bismarck, qui déjà dirigeait la politique de son pays, jugea, vers l'année 1863, que le moment était venu pour celui-ci d'accomplir ses destinées. La machine militaire dont il disposait semblait avoir atteint son complet perfectionnement : ses rouages en parfait état étaient prêts à prouver leur souplesse et leur force : il était temps de les essayer.

Mais pour cela un prétexte était nécessaire. Ce fut la question *des duchés* qui le fournit. On sait comment les deux grandes puissances allemandes s'unirent pour fondre ensemble sur le petit royaume de Danemark, toujours sous couleur de revendications à exercer au nom de la Confédération germanique; comment, ce qui ne faisait malheureusement de doute pour personne, le Danemark fut écrasé malgré sa résistance énergique, sa vaillance et l'héroïsme de ses soldats; comment, enfin, la Prusse, sûre maintenant de la supériorité de ses armes, s'empressa de se brouiller avec son alliée de la veille, en refusant, au mépris des traités, de lui céder sa part du butin, et absorba, d'une bouchée, le fruit de la conquête commune.

Cette attitude rendait la guerre inévitable; mais si la Prusse en envisageait l'issue avec tranquillité, l'Europe, qui n'avait peut-être pas suivi l'expérience d'assez près et ignorait encore en partie les redoutables secrets d'une organisation formidable, l'Europe en attendit avec une certaine anxiété les résultats. Quelques gou-

songea qu'à profiter des calamités générales pour agrandir ses États déjà si riches et si étendus. » (*Histoire de la guerre de Trente ans*, livre V.)

1. Albert Sorel, *Histoire diplomatique de la guerre franco-allemande.*

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*

vernements même firent preuve d'étranges illusions et comptèrent jusqu'à la fin sur une victoire complète de l'Autriche... La catastrophe de Sadowa fut pour eux un coup de tonnerre, et il en est, tel celui de l'empereur Napoléon III, qui ne s'en relevèrent pas.

C'était bien, en effet, comme on l'a dit, une ère nouvelle qui se levait pour les armées et pour les peuples. C'était le début de profondes perturbations apportées à l'organisation politique, sociale et économique de l'Europe, perturbations que l'avenir ne devait qu'aggraver et dont il est impossible encore de prévoir la fin ; c'était enfin la rupture définitive de l'équilibre européen, l'invasion du règne de la force et l'obligation, pour les nations qui ne veulent pas mourir, de s'imposer des sacrifices hors de toute proportion.

La Prusse victorieuse dictait ses lois à l'Allemagne, annulait de sa seule volonté les traités antérieurs, détruisait la Confédération germanique, excluait sa rivale de toute ingérence dans les pays allemands, s'annexait violemment et sans le consentement des populations un territoire de 73,125 kilomètres carrés, avec 4 millions d'âmes, et enchaînait étroitement à sa politique tous les États allemands, les uns directement, par la constitution de la Confédération du Nord ; les autres subrepticement, par des conventions militaires. Elle devenait d'un seul coup puissance de premier ordre, constituait un État formidable au centre de l'Europe, et donnait pour appui à son hégémonie souveraine, d'une part un *Zollverein* refondu à son gré, d'autre part une organisation militaire telle qu'aucun peuple n'en avait connu de pareille jusqu'à ce jour.

Bien évidemment la France, avec ses traditions généreuses, son passé glorieux et la fierté légitime de sa situation jusqu'alors prépondérante, ne pouvait se défendre d'une certaine amertume en présence des faits accomplis. Elle sentait sa suprématie contestée, son influence compromise et les idées dont elle était le champion séculaire foulées aux pieds par un triomphateur implacable, qui traitait d'idéologie les droits les plus sacrés des nations. Mais elle n'était malheureusement pas en état de jeter dans la balance le poids de son épée : la désastreuse expédition du Mexique, gouffre sans fond, où s'engloutissaient depuis quatre années son or et ses soldats, lui interdisait pour le moment toute intervention péremptoire dans les affaires de l'Europe, et la condamnait de fait à une impassibilité qui n'était ni dans ses intérêts ni dans son tempérament. Aussi, bien que la cession de la Vénétie par l'empereur d'Autriche à l'empereur des Français ait fait l'office d'un léger baume appliqué sur notre blessure, celle-ci était trop vive encore pour se refermer, et l'amour-propre national trop profondément atteint pour se contenter d'une aussi infime compensation. L'empereur Napoléon le comprit, et voulut tenter d'en obtenir d'autres ; mais les démarches officieuses entreprises dans ce sens auprès de M. de Bismarck par M. Drouyn de Lhuys, ministre des Affaires étrangères, au nom du cliché démodé de l'équilibre européen, n'aboutirent qu'à un échec complet. Le ministre se retira et le gouvernement impérial, obligé d'accepter les faits accomplis, demeura en butte aux reproches d'imprévoyance, voire même d'impuissance, que ses adversaires ne lui ménagèrent pas.



Infanterie de la garde allemande au combat.

A ces difficultés si graves venaient d'ailleurs s'en ajouter d'autres, d'ordre intérieur et politique. La guerre déclarée par le libéralisme au pouvoir absolu devenait chaque jour plus ardente, et l'hésitation du gouvernement dans le choix définitif d'une voie nouvelle portait atteinte à son prestige et à son autorité. De là un malaise de jour en jour plus accentué, auquel les concessions successives faites par l'Empereur, et l'abandon à petite dose de ses prérogatives autoritaires n'apportaient que des palliatifs insuffisants. L'entourage immédiat du souverain, qui ne voyait pas sans regret le maître s'engager dans la voie libérale, désirait ardemment qu'une guerre extérieure, au succès de laquelle il croyait, vînt mettre un terme à cette situation, et, en rendant au régime impérial son ancienne popularité, lui permît de remettre la main sur son autorité despotique. De là l'existence, à la cour, d'un parti belliqueux qui ne manquait pas une occasion de signaler les dangers extérieurs, et d'aviver les regrets du chauvinisme français. De là aussi l'acuité grandissante des moindres incidents diplomatiques, et la tension progressive des rapports entre les deux nations.

Un an ne s'était pas écoulé depuis la défaite de l'Autriche, que déjà la paix était de nouveau menacée, et qu'une étincelle inopinément allumée menaçait d'embraser l'Europe occidentale. Il s'agissait de la question du Luxembourg.

Ce grand-duché, attribué par les traités de Vienne à la maison d'Orange-Nassau, mais rattaché à la Confédération germanique, a pour capitale la ville de Luxembourg, qui, en sa qualité de forteresse fédérale, possédait une garnison mixte d'Autrichiens et de Prussiens. La Confédération dissoute, le droit de garnison semblait aboli de fait; cependant la Prusse déclara le maintenir pour son compte, sous prétexte qu'il lui appartenait en vertu de traités particuliers. C'était aussi un traité particulier que le gouvernement français négociait dans le même moment avec la Hollande, dans le but d'obtenir la cession du Luxembourg; le secret n'en fut cependant pas gardé jusqu'au bout, puisque le roi de Hollande, pris de scrupules à l'instant décisif, jugea prudent d'en informer le ministre de Prusse à la Haye.

L'irritation des Allemands, vraie ou feinte, fut à son comble. Permettre à la France de mettre la main, même avec le consentement de celui-ci, sur un pays de Zollverein, ancien fief impérial au temps déjà lointain des Césars germaniques, était, aux yeux de gens que l'annexion violente du Hanovre, de la Hesse et du Nassau n'avait nullement choqués, une idée odieuse, quelque chose comme l'abomination de la désolation. Un Hanovrien rallié, M. de Benningsen, d'accord avec M. de Bismarck, la signala à la vindicte publique, dans une interpellation portée le 1er avril 1867 à la tribune du Reichstag de l'Allemagne du Nord, et le chancelier n'eut garde, en y répondant, de jeter de l'eau sur le feu. Les choses s'envenimèrent, des communications aigres-douces furent échangées entre les deux gouvernements, qui armèrent aussitôt, et un vent de guerre souffla pendant plusieurs jours à travers le Rhin et les Vosges, menaçant de tout embraser.

Mais la France était hors d'état d'accepter la lutte. Privée de ses meilleurs régiments, qui étaient encore au Mexique, réduite à un noyau d'armée qu'aucun

système de réserves ne venait encore renforcer, elle eut le bon sens de suivre les conseils de la prudence, et d'accepter l'intervention des puissances, qui lui procura, somme toute, sinon un accroissement de territoire, du moins des satisfactions suffisantes. Le traité de Londres, en effet, signé le 31 mai, déclara le Luxembourg État neutre, tout en le maintenant sous le sceptre de la maison de Nassau, obligea la Prusse à retirer sa garnison, et prescrivit que la forteresse serait démantelée. Ce n'était pas là, évidemment, tout ce qu'on avait espéré; c'était assez cependant pour modérer l'effervescence générale, et ramener au moins momentanément le calme dans les esprits.

Malheureusement, l'orage qui grondait sourdement, et qu'on venait de si heureusement détourner, n'avait rien perdu de son intensité menaçante. Les mêmes causes continuaient à produire les mêmes effets, et si l'Exposition universelle de 1867, en faisant pendant six mois de Paris la capitale de l'Europe, détourna un moment l'attention publique des graves complications qui se préparaient, elle eut aussi pour résultat d'augmenter les haines jalouses de nos voisins, et de leur montrer de trop près sur quelles fragiles bases reposait notre apparente prospérité.

Au reste, si la France était en proie à des agitations intérieures, l'Allemagne, de son côté, semblait ne pas vouloir se résoudre sans difficultés au système inauguré par le traité de Prague. La Prusse ne rencontrait pas partout, en effet, surtout dans les États du Sud, l'entière soumission qu'elle entendait obtenir. Des tiraillements s'en suivaient, gros de menaces, et pour en triompher, M. de Bismarck n'eut bientôt plus, lui aussi, d'autre ressource qu'une puissante diversion. Il savait que la haine du nom français ferait taire toutes les divisions et toutes les rancunes, et que, le cas échéant, les Allemands se lèveraient en masse contre l'ennemi commun, pourvu toutefois que celui-ci prît l'initiative des hostilités. C'était là seulement, dans ce sentiment de patriotisme unitaire, qu'il fallait chercher la solution du problème; c'était lui seul qu'il fallait exploiter pour réussir. On revint donc, à Berlin, aux idées belliqueuses, et l'on se mit en devoir de provoquer une occasion décisive, si celle-ci tardait trop à se présenter.

Cette assertion n'est en aucune façon une appréciation gratuite, faite après coup, quand, l'événement s'étant produit, toutes les suppositions sont possibles. Les écrivains allemands eux-mêmes, avec une admirable candeur, se sont chargés d'éclairer à cet égard la postérité, et la meilleure preuve en est dans les pages suivantes, où l'état des esprits se trouve exposé sous un jour suffisamment clair.

« Au printemps de 1870, écrit M. Klüpfel, on ne pouvait se dissimuler que le « mouvement unitaire rétrogradait. Le parlement douanier avait perdu toute « signification nationale; en Bavière et en Wurtemberg, des Chambres particula- « ristes se donnaient pour tâche d'anéantir les traités d'alliance. . . . .

« M. de Bismarck considérait l'état des choses en Allemagne comme *malsain* « *et insupportable*, et comptait sur certains événements, pour *mûrir les réso-* « *lutions* dans le Sud. Il savait sans aucun doute qu'il y avait sur le métier une « affaire qui non seulement confirmerait l'alliance du Sud avec la Prusse, mais

« l'étendrait, ou donnerait à la Prusse, d'une autre manière, le droit de tirer les « choses au clair… — Il savait qu'il se préparait des événements qui présenteraient « une occasion plus favorable d'unir non seulement Bade, mais tout le Sud, au « Nord de l'Allemagne. Il savait que la guerre avec la France était inévitable, mais « il ne voulait pas qu'on pût accuser la Prusse d'avoir provoqué la crise par son « impatience d'étendre sa sphère d'action. Il voulait que la France *trouvât, dans « d'autres circonstances, un motif de commencer la guerre,* et de telle manière « qu'elle assumerait évidemment le rôle d'agresseur et de perturbateur de la paix… « *Cet homme d'État sut exploiter si bien la situation* que le conflit, conséquence « nécessaire de la politique française, *éclata au moment opportun.* Cette guerre « *qu'il tenait pour indispensable à l'exécution de ses desseins,* il n'eut pas « besoin de la chercher, il n'eut qu'à l'accepter [1]. »

Voilà qui est clair. Ajoutons que la situation dépeinte ici, d'une plume candide, par l'auteur allemand, remontait beaucoup plus haut qu'il ne le dit, car déjà en 1868, le ministre de France à Berlin, qui pouvait juger *de visu* de la situation, écrivait à son gouvernement cette phrase caractéristique : « La guerre est à la merci d'un incident. » Cet incident, à jamais déplorable, se produisit au milieu de 1870, et quand on songe aux catastrophes qu'il a déchaînées sur notre malheureux pays, on est en droit d'envelopper d'une égale malédiction, et l'homme dont l'ambition démesurée en a rendu l'explosion si terrible, et le ministère au cœur léger, qui s'est jeté tête baissée dans le piège tendu à son incapacité vaniteuse, entraînant ainsi son pays dans une des plus épouvantables aventures dont l'histoire fasse mention.

Si l'on ne connaissait d'ailleurs par le menu les détails qui précèdent, il serait difficile de s'expliquer comment un événement en apparence aussi futile a pu avoir les conséquences que l'on sait. Certes, l'affaire du Luxembourg, dont on avait pu se tirer sans encombre, présentait des dangers bien autrement redoutables que l'acceptation ou le refus du trône d'Espagne par un cadet sans avenir de la maison de Hohenzollern. Mais les temps n'étaient déjà plus les mêmes. Le gouvernement de l'Empereur, abandonnant définitivement la forme césarienne, avait cédé à la pression de l'opinion publique, et à la mise en demeure qui lui avait été adressée, dans une interpellation célèbre, par 116 membres du Corps législatif. Après quelques nouvelles concessions jugées insuffisantes, après la promulgation d'un sénatus-consulte qui n'était qu'un moyen terme, et n'empêcha pas l'arrivée à la Chambre, par les élections de 1869, d'une minorité d'opposants trop importante pour être négligée, Napoléon III, déjà malade de l'affection organique qui devait l'emporter, physiquement usé et moralement affaibli, ne se sentit plus de taille à lutter seul contre une nation qui semblait exiger sa liberté. Il abdiqua les pouvoirs qu'il tenait de la constitution de 1852, et, le 27 décembre 1869, chargea M. Émile Ollivier de former un ministère, responsable devant les Chambres, et pris, en grande majorité, dans leur sein.

1. Klüpfel, *Histoire de l'Unification allemande* (passim).

Or, le personnage auquel incombait ainsi la tâche difficile de réconcilier l'Empire avec ses adversaires, s'il avait en lui-même une confiance absolue, manquait totalement de l'autorité morale nécessaire pour s'imposer. Ancien ennemi résolu du régime napoléonien, membre de ce fameux groupe des Cinq, qui avait pendant si longtemps personnifié à lui tout seul l'opposition libérale, il était considéré par ses anciens coreligionnaires politiques comme un renégat, et par les dynastiques comme un ambitieux vulgaire qui, jugeant par les faits de l'inanité de ses premiers efforts, s'était brusquement, suivant une expression célèbre, tourné du côté du manche. Non qu'il fût absolument médiocre, tant s'en faut. C'était, au contraire, un orateur remarquable, un écrivain distingué, un dialecticien habile. Mais de là à devenir un homme d'État, capable d'enrayer la crise actuelle, et de présider d'une main ferme et sûre à un changement de régime aussi radical, il y avait tout un abîme, au fond duquel M. Émile Ollivier ne pouvait manquer d'être précipité.

Dès ses débuts au pouvoir, il se trouva aux prises avec des embarras qu'il n'avait pas prévus. Le malheureux événement de Neuilly, qui faisait d'un membre de la famille de l'Empereur un meurtrier, le déchaînement d'injures et d'outrages qui en fut la conséquence de la part des intransigeants, visant la personne même du souverain, mirent M. Ollivier dans l'alternative ou de capituler vis-à-vis de ses anciens amis ou de rompre complètement avec eux par un acte d'énergie. C'est à ce dernier parti qu'il se résolut, voulant, a-t-on dit, montrer aux mameluks du césarisme qu'il avait autant de « poigne » qu'eux. Il fit donc arrêter à la fois le prince Pierre Bonaparte, qui fut traduit devant la Haute Cour de justice, et M. Henri Rochefort, député radical, qui passa en police correctionnelle.

Mais ce qui advint de ces deux actes de fermeté, à savoir, l'acquittement du prince et la condamnation du journaliste à trois mois de prison et 6,000 francs d'amende, produisit des résultats tout différents de ceux que le ministère avait espérés. On épilogua avec passion, dans les milieux populaires, sur l'anomalie de ces deux sanctions pénales, pourtant bien explicable si l'on tient compte des circonstances inhérentes à chacune des deux affaires et de la différence des juridictions. La presse, dont certains représentants avaient passé sans transition de la contrainte à l'extrême licence, attisa par une campagne des plus violentes les ferments d'effervescence qui commençaient à se manifester dans les faubourgs de Paris, et bientôt l'émeute, encouragée peut-être par une police maladroite, releva la tête assez haut pour légitimer de fréquents déploiements militaires et provoquer un malaise inquiétant.

Les choses en étaient là, quand l'Empereur, qui, malgré le régime parlementaire, entendait rester le César de la démocratie, jugea à propos de faire ratifier par le peuple les modifications qu'il venait d'apporter aux constitutions de l'Empire. Certes, si quelqu'un s'était jamais, par ses paroles et ses écrits, prononcé ouvertement contre la doctrine plébiscitaire, c'était bien M. Émile Ollivier. Ce fut lui cependant qui, par une amère ironie du sort, dut en faire accepter le principe au ministère, et en assurer l'exécution, malgré l'opposition de deux de ses collègues, MM. Daru et Buffet, qui préférèrent se retirer.

Or, quelle que soit la théorie gouvernementale que l'on professe, l'appel au peuple, en un pareil moment, devenait une double faute. La majorité était, il est vrai, assurée au gouvernement, parce que les campagnes aimaient l'Empereur, et parce que le peuple français est généralement porté à accepter ce qui existe. Mais l'armée, fortement travaillée par les révolutionnaires, n'était déjà plus unanime, et elle le prouva, aussi bien par le chiffre relativement élevé de ses votes négatifs que par les scènes regrettables dont certaines casernes furent le théâtre, scènes peu compatibles avec les idées que l'on se fait généralement de la discipline et de la dignité de l'uniforme. En outre, ce qui était plus grave, le nombre total des votes militaires, qui ne s'élevait qu'à 331,867, accusa trop formellement la faiblesse de nos effectifs, et l'infériorité numérique manifeste de nos forces nationales. La Prusse en fit plus que personne son profit, et se résolut, dès lors, à hâter la guerre qu'elle désirait de tous ses vœux. Un point noir qui grossissait à l'horizon lui donna l'espoir que le prétexte ne se ferait pas attendre. Ce point noir était la situation des affaires espagnoles.

On sait en effet qu'en renversant le trône d'Isabelle II, les auteurs du pronunciamiento de 1868 n'avaient entendu faire qu'une révolution dynastique. Le peuple espagnol, et moins encore le gouvernement provisoire à la tête duquel était le maréchal Serrano, ne désirait nullement proclamer la République, et cherchait, au contraire, un prétendant de bonne volonté, pour poser sur sa tête la couronne que a fille de Ferdinand VII avait laissée tomber. Les candidats ne manquaient pas, à vrai dire ; on n'avait que l'embarras du choix. Malheureusement, tous n'étaient pas également acceptables, en sorte qu'après avoir oscillé entre le duc de Montpensier, trop antipathique, le roi *in partibus* de Portugal, don Ferdinand[1], trop ami de son repos, et le duc d'Aoste, trop indécis, on se décida, pour ne pas arriver à don Carlos, qui sentait son ancien régime d'une lieue, à offrir le sceptre des Espagnes à un prince allemand.

Il existait à Berlin une branche de la maison régnante, qui possédait autrefois deux fiefs dans la Souabe, mais les avait cédés depuis 1849 à ses puissants aînés. Le chef de cette branche, Charles-Antoine de Hohenzollern-Sigmaringen, général prussien, était fils d'une nièce du roi Murat, et veuf d'une princesse de Bade, fille elle-même de la princesse Stéphanie, proche parente de la reine Hortense et par suite de Napoléon III. On voit que ces liens de famille le rapprochaient bien moins du roi de Prusse que de l'empereur des Français.

De son mariage avec la princesse Joséphine de Bade, Charles-Antoine avait eu cinq enfants :

Léopold, né en 1835, prince héritier ;

Charles, actuellement roi de Roumanie, né en 1830 ;

Antoine, né en 1841, et mort des blessures qu'il avait reçues à Sadowa, dans les rangs prussiens ;

1. Don Ferdinand avait renoncé à la couronne du Portugal en faveur de son fils, don Luis, père du roi actuellement régnant, et, tout en conservant son titre de roi, vivait complètement éloigné des affaires, à Oporto.

Frédéric, né en 1843 ;
Marie, née en 1845.

C'est au prince Léopold que s'adressèrent les offres du gouvernement provisoire espagnol et, dès le mois de mars 1869, des pourparlers s'engagèrent à cet effet[1]. Un mois plus tard, M. Salazar y Mazarredo, député aux Cortès et ancien attaché à l'ambassade de Berlin, se rendait auprès de M. de Bismarck et entamait des négociations officieuses[2]. Mais le gouvernement prussien, résolu à ne s'engager qu'à bon escient, refusa tout d'abord de donner un acquiescement formel. M. Salazar, éconduit une première fois, retourna en Espagne, et ne revint à Berlin qu'au mois de novembre, porteur cette fois d'une lettre du maréchal Prim qui parut triompher des résistances pour la forme rencontrées tout d'abord. On lit en effet, dans une dépêche officielle, écrite par le Chancelier au maréchal Prim : « *La candidature du prince de Hohenzollern est en elle-même une excellente chose, qu'il ne faut pas abandonner et qui pourra, à un moment donné, devenir opportune*[3]. »

Ce ne fut cependant que six mois plus tard, en juin 1870, que le prince Léopold demanda au roi de Prusse son consentement, lequel fut accordé sans difficulté. Aussitôt les ministres espagnols se réunirent en conseil, le 3 juillet, et convoquèrent les Cortès pour le 22 du même mois. L'élection était fixée au 1er août, et le nouveau roi devait faire son entrée solennelle dans sa capitale, le 1er novembre suivant.

L'émotion causée à Paris par ces nouvelles extraordinaires fut prodigieuse. On traversait précisément, à cette époque, une période d'accalmie qui semblait devoir reculer pour longtemps encore toute chance de conflit, et divers symptômes, auxquels nul ne pouvait se tromper, indiquaient clairement que le gouvernement, rassuré par la terminaison pacifique des derniers incidents[4], ne croyait plus à une guerre prochaine. C'est ainsi que le ministre de la guerre, en présence de la rareté des fourrages, due à une sécheresse excessive, venait de donner l'ordre de vendre un nombre important de chevaux ; c'est ainsi que le 30 juin, le Corps législatif abaissait, sans discussion, le contingent annuel de 100,000 à 80,000 hommes, et que M. Émile Ollivier déclarait à cette occasion que jamais la paix de l'Europe n'avait été mieux assurée. Enfin le camp de Châlons ne reçut cette année qu'une série de troupes, au lieu de deux, et nombre d'officiers étrangers y furent invités. D'ailleurs l'Empereur, « qu'il faut, pour être juste, séparer du parti de la cour, qui connaissait mieux l'Allemagne qu'elle n'est connue généralement en France, qui eût fait volontiers une guerre victorieuse pour donner à sa race un nouveau relief, mais gardait jusqu'à la dernière heure des doutes sur la supériorité militaire des Français

1. *Rapport de l'ambassadeur de France* (31 mars 1869).
2. *Rapport de l'ambassadeur de France* (11 mai 1869).
3. Duc de Gramont, *La France et la Prusse.*
4. Ces incidents étaient le percement du tunnel du Saint-Gothard et l'affaire des chemins de fer belges. Le premier amena une interpellation dont la discussion calma les craintes que ce projet avait soulevées. Le second, survenu à la suite d'une offre d'achat faite aux Compagnies belges par notre Compagnie de l'Est, se termina à l'amiable, par un simple traité d'exploitation, que le président du conseil des ministres belges, M. Frère-Orban, était venu en personne négocier à Paris.

en face des Allemands[1], » l'Empereur ne voulait pas faire la guerre, et ne la subit, plus tard, qu'à son corps défendant.

Ce fut donc avec colère et stupeur qu'on apprit à Paris l'état si avancé des négociations pendantes et la réponse dilatoire faite par M. de Thiele, sous-secrétaire d'État de M. de Bismarck, aux demandes d'explications formulées par notre ambassadeur, le comte Benedetti : « Le gouvernement prussien, avait dit M. de Thiele, *ignorait cette affaire, et elle n'existait pas pour lui.* » C'était obliger la France à s'adresser directement au roi, chef de la maison de Hohenzollern.

La presse parisienne, en commentant la nouvelle avec aigreur, contribua à augmenter l'excitation générale, que le gouvernement, de son côté, ne chercha pas à calmer. Partout retentirent des paroles belliqueuses, et un député, M. Cochery, crut devoir se faire l'écho de l'opinion publique, en lançant, le 5 juillet, une interpellation à la tribune du Corps législatif.

Si l'on eût dû trouver quelque part, dans ces circonstances difficiles, la réflexion et le calme dont tout le monde avait besoin, c'est, à coup sûr, sur les bancs du ministère qui tenait entre les mains ses destinées du pays. Mais celui-ci, malheureusement, n'était ni assez sûr de lui, ni assez maître de sa parole, pour remettre d'un mot les choses à leur place. La déclaration qu'il lut, dans la séance du 6 juillet, par l'organe de M. de Gramont, ministre des affaires étrangères, n'était qu'un tissu de contradictions, couronnées par une phrase comminatoire dont il était difficile de méconnaître le caractère belliqueux. On ne manqua pas en tous cas, à l'étranger, de l'interpréter dans ce sens, en sorte que la crise, au lieu d'être apaisée, prit tout à coup une acuité singulière, qui devait précipiter son dénouement.

Voici le texte de cette déclaration :

« Il est vrai que le maréchal Prim a offert au prince Léopold de Hohenzollern la couronne d'Espagne et que ce dernier l'a acceptée ; mais le peuple espagnol ne s'est point encore prononcé, et nous ne connaissons pas encore les détails vrais d'une négociation qu'il nous a cachée.

« Nous n'avons cessé de témoigner nos sympathies à la nation espagnole, et d'éviter tout ce qui aurait pu avoir les apparences d'une immixtion quelconque dans les affaires intérieures d'une noble et grande nation en plein exercice de sa souveraineté.

« Nous ne sommes pas sortis, à l'égard des divers prétendants au trône, de la plus stricte neutralité, et nous n'avons jamais témoigné pour aucun d'eux, ni préférence ni éloignement. Nous persisterons dans cette conduite.

« Mais nous ne croyons pas que le respect des droits d'un peuple voisin nous oblige à souffrir qu'une puissance étrangère, en plaçant un de ses princes sur le trône de Charles-Quint, puisse déranger à notre détriment l'équilibre actuel des forces en Europe, et mettre en péril les intérêts et l'honneur de la France. Cette éventualité, nous en avons le ferme espoir, ne se réalisera pas. Pour l'empêcher, nous comptons à la fois sur la sagesse du peuple allemand et sur l'amitié du peuple espagnol.

1. W. Rüstow, *Guerre des frontières du Rhin*. Paris, Dumaine, 1873.



Le duc de Grammont annonçant au Sénat la déclaration de guerre.

« S'il en était autrement, forts de votre appui, Messieurs, et de celui de la nation, *nous saurions remplir notre devoir sans hésitation et sans faiblesse.* »

Tenir un pareil langage, avant toute espèce de tentative de conciliation diplomatique, était pour le moins une imprudence. Son effet fut immédiat, et les rares amis de la France n'eurent plus qu'à déplorer, sans pouvoir y porter remède, l'esprit de vertige dont son gouvernement semblait atteint.

Cependant, tandis qu'il se coupait ainsi par avance la retraite, le duc de Gramont donnait mission à son ambassadeur M. Benedetti de se mettre en relation directe avec le roi de Prusse. Il devait demander à celui-ci « *d'intervenir sinon par des ordres, au moins par des conseils, auprès du prince Léopold, pour faire disparaître, avec les projets formés par le maréchal Prim, sur cette candidature, les inquiétudes profondes qu'elle avait partout suscitées*[1]. »

Le roi Guillaume se trouvait à Ems. M. Benedetti l'y rejoignit le 9 juillet, et eut avec lui une première entrevue, qui, bien que fort courtoise, n'aboutit à aucun résultat, le roi de Prusse persistant à ne vouloir considérer la candidature du prince que comme une affaire espagnole au point de vue diplomatique, dont il n'avait été informé qu'en sa qualité de chef de la maison de Hohenzollern. Deux jours après, le 11, M. Benedetti revint à la charge, et obtint cette fois que le roi consentit à faire connaître au prince qu'il l'approuverait s'il envoyait en Espagne sa renonciation.

Cette attitude un peu fermée du roi Guillaume était bien évidemment due à la malencontreuse déclaration du gouvernement français, et M. Benedetti ne s'était pas mépris lui-même sur le désir qu'avait son interlocuteur d'aboutir à une solution pacifique ; mais il était visible que celui-ci ne voulait pas paraître céder à une mise en demeure, et considérait toute concession officielle comme une atteinte à sa dignité de souverain.

Quoi qu'il en soit, les affaires prenaient une meilleure tournure, et bien que l'agitation commençât à gagner l'Allemagne, où les esprits, travaillés par la presse bismarckienne, s'enflammaient à leur tour, on était en droit d'espérer que si le prince Léopold voulait suivre les conseils de la sagesse, et consentir à une renonciation, l'incident se terminerait à la satisfaction de tous, sauf peut-être du seul M. de Bismarck.

Or, cette renonciation, M. de Olozaga, ambassadeur d'Espagne à Paris, prévenu officiellement par un télégramme venu de Sigmaringen, la communiqua le 12 juillet au gouvernement français. Elle était d'ailleurs, à la même date, publiée par le *Mercure de Souabe*, sur l'ordre du prince Antoine de Hohenzollern, et notifiée par ce dernier lui-même au roi de Prusse dans une lettre qui parvint à son adresse le 13 dans l'après-midi.

La solution qui devait assurer le maintien de la paix, tout en sauvegardant la dignité et l'amour-propre du peuple français, et qui était certainement conforme aux désirs des deux souverains, intervenait donc d'elle-même. C'était pour M. de Bismarck, dont l'attitude en cette affaire avait montré trop clairement les intentions, un

1. Documents diplomatiques.

échec grave, pour la diplomatie française un succès incontestable, pour le ministère une victoire éclatante et inespérée. Comment donc celui-ci, dont l'imprudence avait déjà une première fois failli tout compromettre, ne sut-il pas s'en contenter? Comment, à peine sorti d'une aventure dont l'heureuse issue n'était certainement pas due à l'habileté de sa politique, se lança-t-il sans transition dans une autre, plus périlleuse encore, qu'il pouvait si facilement éviter? C'est ici qu'il faut rendre à chacun sa part des responsabilités, et montrer quel étrange aveuglement poussait à une catastrophe inévitable ceux qui formaient le parti belliqueux de la cour.

Le 12 juillet, un député de la majorité, adversaire, on pourrait presque dire ennemi personnel de M. E. Ollivier, M. Clément Duvernois, demanda à interpeller le gouvernement sur « les garanties qu'il s'était assurées contre le retour d'éventualités semblables à celle qui venait de se produire ». L'interpellation fut fixée par la Chambre au vendredi 15 juillet. Mais, sur ces entrefaites, dans la séance du 12, M. de Gramont vint apporter à la tribune la nouvelle officielle du désistement du prince Léopold, en ajoutant maladroitement à sa communication que c'était là tout ce qu'il pouvait faire connaître à la Chambre, les négociations avec la Prusse « n'ayant pas encore donné de résultat ». Aussitôt, un autre membre de la droite, le baron Jérôme David[1], se leva, et d'un ton véhément, déposa une demande d'interpellation nouvelle, sur les causes des lenteurs « dérisoires » apportées par la Prusse aux négociations, lenteurs qui, disait-il, constituaient un danger autant pour la fortune publique que pour notre honneur national.

Des murmures et des protestations nombreuses accueillirent ces paroles plus qu'imprudentes ; aucun des ministres présents ne crut cependant devoir les relever. Bien plus, elles exercèrent sur l'esprit de certains d'entre eux une impression déplorable, et les poussèrent, par crainte d'être renversés s'ils paraissaient faiblir, dans une voie fatale. Ils crurent voir dans l'excitation toute factice de leur interlocuteur un reflet de l'opinion générale, et ne se sentirent point assez forts pour résister à des sommations si violemment formulées. La légèreté des uns, la fatuité des autres leur masqua le précipice qui s'ouvrait devant eux. Ils s'y jetèrent tête baissée, à la grande joie de leur terrible adversaire, sûr, cette fois, qu'ils ne lui échapperaient plus.

Dans la journée même du 13, M. Benedetti recevait à Ems une dépêche lui enjoignant de demander au roi de Prusse qu'il interdît à jamais au prince Léopold d'accepter la candidature du trône d'Espagne, si elle lui était offerte de nouveau. On juge quel effet désastreux cette attitude nouvelle et imprévue, qui voulait paraître énergique, et n'était qu'insensée, produisit en Europe, quelle explosion de colère elle provoqua dans les pays allemands, et quelle satisfaction elle causa à M. de Bismarck, assuré maintenant de prendre telle revanche qu'il entendrait. Quant au roi, après avoir, le matin du 13, annoncé lui-même à M. Benedetti le désistement du prince Léopold, qu'il ne connaissait encore que par les journaux, et fait confirmer par un de ses aides de camp la nouvelle, aussitôt qu'il l'eut officiellement

1. M. Jérôme David était fils naturel du prince Jérôme, frère de Napoléon Ier et ancien roi de Westphalie. Sa mère était une fille du grand peintre David.

reçue, il fit répondre aux dernières ouvertures de l'ambassadeur « *qu'il avait consenti à donner son approbation entière et sans réserve au désistement du prince de Hohenzollern, mais qu'il ne pouvait faire davantage.* » Le comte Benedetti, dont les instructions étaient trop précises pour qu'il se contentât de cette fin de non-recevoir, revint alors à la charge et sollicita une entrevue qui ne lui fut pas accordée. Le roi se borna à lui adresser, le soir à cinq heures et demie, son aide de camp le prince Radziwill, avec mission de déclarer qu'à ses yeux l'incident était clos, qu'il n'y avait plus lieu d'en parler, et qu'on devait purement et simplement s'en rapporter à la déclaration communiquée précédemment. Dès le lendemain, le roi quittait Ems pour se rendre à Coblentz. Comme il allait monter en wagon, il aperçut à la gare le comte Benedetti, qui partait de son côté pour Paris. Il le salua avec urbanité, mais froidement.

C'était, cette fois, au gouvernement français de reculer, s'il ne voulait pas absolument et décidément la guerre. Mais l'effervescence grandissante et l'exaltation générale qui se manifestaient à la fois dans la Chambre et dans l'opinion, l'acculaient déjà à ce dilemme, ou céder, ou se retirer. Il préféra ne pas céder, et, dès lors, les événements se précipitèrent.

On répandit aussitôt dans Paris le bruit que notre ambassadeur avait été outragé par le roi de Prusse ; j'ai dit ce qu'il y avait de vrai dans cette allégation. On laissa les journaux et certaines personnalités très en vue entretenir dans les esprits une excitation fâcheuse, que des bandes avinées traduisaient dans les rues par les cris répétés de « A Berlin ! » Enfin, les représentations théâtrales elles-mêmes devinrent l'occasion de manifestations soi-disant patriotiques, où la *Marseillaise*, chantée ou déclamée par des artistes en vogue, était chaque soir acclamée par un auditoire dont l'ardeur belliqueuse ne se connaissait plus.

Disons, pour être juste, qu'une excitation pareille se montrait de l'autre côté du Rhin, et que M. de Bismarck, certain maintenant de pouvoir se dire provoqué, l'entretenait soigneusement par ses journaux. La *Gazette nationale* et la *Gazette de la Bourse* tenaient, dès le 12, un langage menaçant. Le 13, la *Gazette de l'Allemagne du Nord* publiait le télégramme suivant, daté d'Ems :

« *Après que la nouvelle de la renonciation du prince de Hohenzollern a été officiellement donnée au gouvernement français par celui de Madrid, l'ambassadeur français a fait demander au roi Guillaume de l'autoriser à télégraphier à Paris que Sa Majesté le roi s'engageait pour l'avenir à ne jamais donner son consentement aux Hohenzollern, dans le cas où ceux-ci reviendraient sur leur renonciation. Sa Majesté le roi a refusé de recevoir encore une fois l'ambassadeur français, auquel il a fait savoir par l'aide de camp de service qu'il n'avait plus rien à lui communiquer.* »

Ce télégramme fut envoyé le 14 aux représentants de la Confédération du Nord près des puissances étrangères, avec ce commentaire significatif du chancelier « *que du moment où la Prusse penserait être arrivée à la limite que lui traçait l'honneur national, elle serait plus ferme qu'on ne le croyait peut-être d'un autre côté.* »

C'était mettre le feu aux poudres. Aussitôt une agitation pareille à celle dont Paris était le théâtre se manifesta à Berlin ; par une réciprocité singulière, on y colporta la fable d'une offense commise par l'ambassadeur de France contre le roi. Les esprits se montèrent au point que tout apaisement devenait impossible, et la guerre se trouva déclarée de fait.

Cependant, le gouvernement français, ou plutôt l'Empereur, hésitait encore. Le conseil des ministres, qui fut tenu dans la nuit du 14 au 15, au château de Saint-Cloud, et rappelait la séance fatale où avaient été résolues les ordonnances de 1830, ne parvint qu'avec quelque peine à vaincre les répugnances du souverain, répugnances d'ailleurs platoniques, quand on songe que les réserves avaient été, dès le 14, rappelées sous les drapeaux par le ministre de la guerre, maréchal Lebœuf. L'assurance donnée par celui-ci « qu'il ne manquait pas un bouton de guêtre », finit cependant par l'emporter. A deux heures du matin, M. É. Ollivier rentrait à Paris, ayant en poche la déclaration des hostilités, et se préparait à la notifier, dès le lendemain, au Parlement. Le ministre de Prusse avait déjà quitté Paris dans la journée.

Rien ne pouvait donc plus, désormais, triompher de la folle obstination du ministère. L'Angleterre essaya bien, tant à Paris qu'à Berlin, d'offrir sa médiation en faveur de la paix. M. Émile Ollivier la remercia poliment de ses bons offices. Quant à M. de Bismarck, « déjà instruit de ce refus, il déclara qu'il accepterait avec reconnaissance la médiation anglaise, mais à la condition que la France l'accepterait également [1]. » On voit que le chancelier connaissait son Machiavel.

Le 15 donc, à l'ouverture de la séance du Corps législatif, M. Émile Ollivier lut une nouvelle déclaration ministérielle qui levait tous les doutes, et réclama l'urgence pour le vote d'un crédit de 500 millions de francs. Il l'obtint naturellement, malgré les protestations de l'opposition, qui s'abstint tout entière, et un discours plein de sagesse de M. Thiers. Le vieil homme d'État s'efforça de démontrer, en des paroles éloquentes et émues, que la guerre, entreprise dans les circonstances présentes, était une faute, parce que l'occasion n'était pas bonne, parce que la France se trouvait isolée et sans alliances fermes sur qui compter, enfin parce qu'elle n'était pas prête. Il disait vrai, malheureusement ! Mais de cet état d'infériorité militaire, que la Prusse ne connaissait que trop, M. Thiers eût pu, avec ses collègues de la gauche, prendre sa part de responsabilité. N'était-ce pas en effet aux efforts désespérés de l'opposition que les projets du maréchal Niel, en faveur d'une reconstitution nécessaire de l'armée française sur les bases du service obligatoire et personnel, avaient dû de ne pas aboutir ? N'était-ce pas ce même M. Thiers qui, deux ans auparavant, avait traité de *fantasmagorie* le tableau trop exact que le ministre de la guerre, mort à la peine quelques mois plus tard, traçait de la puissance formidable qui nous menaçait ? N'était-ce pas la gauche enfin, qui, par ses discours violents, avait entraîné la Chambre dans une voie de parcimonie désastreuse, dont les tristes résultats devenaient évidents aujourd'hui ?

1. Rüstow, *loc. cit.*, page 116.

Certes, M. Thiers avait grandement raison quand il signalait au gouvernement les dangers de sa politique insensée. Mais qui dit que cette politique eût pu être ainsi jugée, si le ministère l'eût appuyée sur des forces suffisantes pour lutter à armes égales, et rétablir en Europe cet équilibre dont la destruction avait porté à son repos et à la dignité de la France un si rude coup ? Faire la guerre dans les conditions où nous nous trouvions était une incontestable folie, et il fallait l'incapacité suffisante de M. Émile Ollivier pour la tenter. Mais cette guerre, comme on l'a vu, était inévitable. Elle devait éclater un jour ou l'autre, parce que M. de Bismarck ne pouvait s'en passer. La sagesse du Parlement eût donc été de la préparer en silence, et le devoir du gouvernement de ne la provoquer jamais, mais surtout de ne l'accepter que quand il serait sûr de pouvoir la soutenir. Cette sagesse, la Chambre, impressionnée par les théories spécieuses de l'opposition, ne l'a pas eue. Quant au gouvernement, il suffit, pour jauger sa notion des responsabilités, de rappeler que dans cette mémorable séance du 15 juillet 1870, il a déclaré, avec une assurance qui tient vraiment de l'inconscience, les assumer « d'un cœur léger » !

Le vote des crédits était donc enlevé. La déclaration ministérielle faisait allusion à la note diplomatique envoyée de Berlin, le 15, aux cours étrangères, note que nous avons reproduite plus haut. Suivant le gouvernement, la guerre était rendue nécessaire par l'injure qui avait été faite au comte Benedetti, injure que la note susdite venait encore d'aggraver, en notifiant officiellement à l'Europe le refus formel du roi Guillaume de recevoir l'ambassadeur français. Aussitôt la gauche demanda communication de la note ; mais, fort d'une majorité acquise, qui s'opposait tumultueusement à ce que la discussion fût prolongée, le ministre s'y refusa. On a su depuis que cette pièce fameuse n'avait pas absolument le caractère d'une note diplomatique, mais seulement celui d'une communication particulière où le gouvernement prussien informait ses agents à l'étranger des événements qui venaient de se passer !

Quoi qu'il en soit, la Chambre, par 245 voix contre 10, vota, le 15, un crédit de 50 millions pour la guerre, et de 16 millions pour la marine ; le 18, elle vota de nouveau 440 millions pour la guerre, et 60 millions pour la marine. Le 18, la déclaration de guerre fut envoyée de Paris à Berlin, et remise le 19 à 1 heure de l'après-midi, au gouvernement prussien, par M. Le Sourd, premier secrétaire et ambassadeur par intérim, en l'absence de M. Benedetti. Elle était conçue en ces termes :

« Le soussigné, chargé d'affaires de France, conformément aux ordres de son « gouvernement, a l'honneur de porter la communication suivante à la connaissance « de Son Excellence le ministre des affaires étrangères de Sa Majesté le roi « de Prusse.

« Le gouvernement de Sa Majesté l'Empereur des Français, ne pouvant consi- « dérer le projet d'élever un prince prussien au trône d'Espagne que comme une « entreprise dirigée contre la sécurité territoriale de la France, s'est vu forcé de « demander à Sa Majesté le roi de Prusse l'assurance qu'une pareille combinaison « ne se reproduirait plus à l'avenir avec son assentiment.

« Sa Majesté le roi de Prusse ayant refusé cette assurance, et ayant au contraire « déclaré à l'envoyé de Sa Majesté l'Empereur des Français qu'il voulait se réserver, « pour cette éventualité comme pour toute autre, de consulter les circonstances, « le gouvernement impérial a dû voir dans cette déclaration du roi une arrière- « pensée menaçante pour la France et pour l'équilibre européen. Cette déclaration « a reçu un caractère encore plus sérieux par la communication faite aux cabinets « étrangers du refus de recevoir l'envoyé de l'Empereur et d'entrer avec lui dans de « nouvelles explications.

« En conséquence, le gouvernement français a cru de son devoir de songer sans « délai à la défense de sa dignité blessée, de ses intérêts menacés, et résolu, dans « ce but, à prendre toutes les mesures qui lui sont ordonnées par la situation qui « lui est faite, il se considère, dès à présent, comme en état de guerre avec la « Prusse. »

Ainsi M. de Bismarck était arrivé à ses fins : la guerre, dont il avait besoin pour obtenir en Allemagne l'hégémonie de la Prusse, lui était déclarée, et semblait, tant la conduite du gouvernement français avait été légère et imprévoyante, lui être imposée. Il pouvait exploiter à son aise l'irritation de l'Allemagne, et montrer la Prusse attaquée, obligée d'entreprendre une lutte dont les prétentions de la France semblaient maintenant être le seul motif. « La France, répondait-il, le 18 juillet, aux offres de médiation de l'ambassadeur anglais, lord Loftus, et répétait-il deux jours après au Reichstag, la France a pris l'initiative de la guerre, et y a persisté après que la première complication eut été matériellement écartée, de l'aveu même de l'Angleterre. Si nous prenions maintenant l'initiative des négociations, cette démarche ne serait pas comprise du sentiment national des Allemands, qui s'est trouvé profondément blessé par les menaces de la France. Notre force réside dans le sentiment national, de justice et d'honneur de la nation, tandis que le gouvernement français a montré qu'il n'avait pas le même besoin de cet appui dans son propre pays. »

De son côté, le roi de Prusse ne négligeait pas l'occasion qui lui était offerte de solidariser l'Allemagne tout entière avec les griefs de la Prusse. Dans le discours d'ouverture du Reichstag, prononcé le 19 juillet, on lit clairement, à travers la phraséologie pompeuse et mystique qui est la manière ordinaire des Hohenzollern, un appel au peuple germanique tout entier, comme si ce peuple eût formé déjà un État unique, soumis au sceptre d'un nouveau César, ou comme si Dieu lui-même ayant été outragé dans la personne du maître de M. de Bismarck, ce ne soit pas trop de l'effort de toute l'Allemagne pour punir un tel crime de lèse-majesté.

« Si, dans les siècles précédents, disait le roi Guillaume, l'*Allemagne* a supporté en silence les atteintes portées à son honneur, elle ne les a supportées que parce que, dans son déchirement, elle ne savait pas combien elle était forte. Aujourd'hui que le lien d'une *union morale et légale*, lien que les guerres de l'indépendance ont commencé à établir, unit ensemble, avec une connexité *qui sera d'autant plus étroite qu'elle durera plus longtemps*, les membres de la famille allemande ; aujourd'hui que les armements de l'Allemagne ne laissent plus de porte ouverte

à l'ennemi, l'Allemagne porte en elle-même la volonté et la force de se défendre contre les nouvelles violences de la France.

« Ce n'est pas l'outrecuidance qui me dicte ces paroles. Les gouvernements confédérés, ainsi que moi-même, agissent dans la pleine conscience *que la victoire ou la défaite sont entre les mains du Dieu des batailles.*

« Nous avons, d'un regard calme et clair, mesuré la responsabilité qui, devant le jugement de Dieu et des hommes, incombe à celui qui pousse à des guerres dévastatrices deux grands et *paisibles* peuples habitant au cœur même de l'Europe.... etc. »

Et le Reichstag, qui comptait parmi ses membres d'anciens sujets du roi de Hanovre, du duc de Nassau, de l'Électeur de Hesse, le Reichstag répondait dans un accès de lyrisme vraiment un peu vieillot :

« Nous avons confiance en Dieu *dont la justice punit le crime sanglant.* Des rivages de la mer jusqu'au pied des Alpes, le peuple s'est levé à l'appel de ses princes, réunis dans une même pensée..... Le *peuple allemand* trouvera enfin, sur un sol respecté de toutes les nations, une *libre et paisible unité.* »

Le mot y était cette fois : il ne s'agissait plus que de lui donner une sanction effective. C'est ce que fit M. de Bismarck, en mettant en demeure, au moment même où partait de Berlin l'ordre de mobilisation de l'armée fédérale, les gouvernements du Sud d'exécuter les traités d'alliance offensive et défensive qui les liaient à la Prusse, et que la brusque agression de la France leur faisait, disait-il, un devoir de suivre sur-le-champ. Dans l'état de surexcitation générale qui régnait alors, la réponse ne pouvait être douteuse. Le grand-duché de Bade et la Bavière mobilisèrent leurs contingents le 17 ; deux jours après, le Wurtemberg en faisait autant[1]. L'armée fédérale allait se trouver ainsi renforcée de 150,000 hommes et l'Allemagne, oubliant ses dissensions récentes, se lever tout entière contre l'ennemi héréditaire.

Mais un succès aussi complet n'était cependant pas encore pour satisfaire pleinement la politique fielleuse du chancelier de l'Allemagne du Nord. Usant tout à coup d'un procédé encore inconnu dans les usages diplomatiques, il fit ou laissa publier par le *Times* un document tenu secret jusqu'alors, et qui n'était autre qu'un projet de traité établi après 1866 entre lui et le comte Benedetti, ambassadeur de France, à l'effet de favoriser cette dernière puissance dans des entreprises sur le Luxembourg et la Belgique, tandis que la Prusse mettrait la main sur les États du Sud. Et comme en Angleterre l'opinion paraissait émue de ces révélations, si invraisemblables qu'elles parussent, il adressa lui-même, le 26 juillet, au comte Bernstorff, ambassadeur de Prusse à Londres, un télégramme confirmatif de la véracité du fait ; puis, le 29, dans une dépêche circulaire envoyée à ses agents,

1. Voici en quels termes le roi Louis II de Bavière s'exprimait, à l'ouverture de la Chambre des députés : « Fidèle au traité d'alliance dans lequel j'ai engagé ma parole royale, je suis prêt, si le devoir l'exige, à marcher avec mon puissant allié pour l'honneur de la Bavière. »

Quant au roi de Wurtemberg, il faisait, le 21, déclarer à son Parlement « qu'il regardait l'intégrité de l'Allemagne comme menacée et qu'il jugeait nécessaire de se réunir à la Prusse. »



1. Le Prince de Hohenzollern. — 2. M. Émile Ollivier. — 3. — L'Empereur Napoléon III. — 4. — M. de Benedetti, ambassadeur de France à Berlin. — 5. M. de Werther, ambassadeur de Prusse à Paris.

il raconta l'affaire dans tous ses détails, disant qu'il avait entre les mains le projet de traité, tout entier de la main du comte Benedetti, et affirmant que les ambassadeurs présents à Berlin avaient reconnu sans hésitation l'écriture de leur collègue.

Mais la perfidie n'eût pas été complète, sans le trait que, comme une flèche du Parthe, M. de Bismarck lançait à la fin de son factum.

« Je pense que ce n'est que la conviction qu'il n'arriverait pas par nous à agrandir le territoire français qui a décidé l'Empereur Napoléon à chercher cet agrandissement en nous faisant la guerre. J'ai des raisons de croire que dans la publication de ce projet de traité, la France nous aurait proposé d'exécuter ses premières propositions lorsque nos armements respectifs auraient été terminés, car nous nous serions trouvés alors à la tête d'un million de combattants en présence de l'Europe sans armes ; elle nous aurait proposé, soit avant, soit après la première bataille, de faire la paix sur les bases des propositions de M. Benedetti, et aux dépens de la Belgique. »

Qui veut trop prouver ne prouve rien. En dépassant à ce point les limites de la vraisemblance, M. de Bismarck démontrait que l'affaire n'était pas aussi claire qu'il voulait bien le dire. Cependant le gouvernement français ne voulut point rester sous le coup de ces révélations insolites, et risquer ainsi de perdre le peu de sympathies étrangères sur lesquelles il se croyait encore en droit de compter. Il fit donc insérer, dans le *Journal officiel* du 27 juillet, la note suivante :

« Le *Times* a publié un prétendu traité entre la France et la Prusse ayant pour objet de faciliter à la France l'acquisition du Luxembourg et de la Belgique, à la condition que la France ne s'opposerait pas à l'union des États du Sud de l'Allemagne avec la Confédération du Nord.

« Après le traité de Prague, plusieurs pourparlers ont eu lieu en effet, à Berlin, entre M. de Bismarck et l'ambassadeur de France, au sujet d'un projet d'alliance. Quelques-unes des idées contenues dans le document inséré par le *Times* ont été soulevées, mais le gouvernement français n'a jamais eu connaissance d'un projet formulé par écrit, et quant aux propositions dont on avait pu parler dans les entretiens, l'Empereur Napoléon les a rejetées.

« Il n'échappera à personne dans quel intérêt et dans quel but on cherche aujourd'hui à tromper l'opinion publique en Angleterre. »

De son côté, M. Benedetti écrivait le 29 juillet au ministre des affaires étrangères une longue lettre, également publiée par l'*Officiel*, où il disait que les propositions d'agrandissement, loin de venir de lui, avaient été faites par M. de Bismarck ; que lui s'était borné à écrire pour ainsi dire sous la dictée du chancelier et que le document en question n'avait jamais eu qu'un caractère privé.

« Si l'initiative d'un pareil traité, disait M. Benedetti, eût été prise par le gouvernement de l'Empereur, le projet aurait été libellé par le ministère, et je n'aurais pas eu à en prendre une copie de ma main. »

Enfin, dans une dépêche adressée le 3 août aux agents diplomatiques de la France à l'étranger, M. de Gramont protestait avec indignation contre le procédé déloyal de M. de Bismarck, qui ne craignait pas d'attribuer aux autres les intentions

qu'il avait eues seul ; et il rejetait sur le chancelier la réprobation que ces intrigues soulevaient en Europe.

C'était de bonne guerre et parfaitement exact d'ailleurs [1]. Cependant l'émotion vraie ou feinte, manifestée par certaines puissances, n'en fut pas calmée. L'Angleterre, en particulier, exigea des garanties que la neutralité de la Belgique ne serait pas violée, et un traité en ce sens fut signé à Londres, le 9 août, par le marquis de Lavalette pour la France, lord Granville pour la Grande-Bretagne, et le comte de Bernstorff pour la Confédération de l'Allemagne du Nord.

Mais déjà la guerre était déchaînée, cette guerre que le peuple français, quoi qu'on en ait dit, subissait bien plus qu'il ne l'avait désirée. La majorité de la presse et de la population parisiennes, surexcitées par le tumulte des derniers jours, d'ailleurs facilement impressionnables, et convaincues de l'invincibilité de nos armes, continuaient à la vérité leurs manifestations belliqueuses, parsemées de ces cris « *A Berlin !* » que l'on croyait prophétiques. Mais les départements, où l'argent est moins facile, le travail plus dur, et le poids d'une guerre plus lourd, étaient loin d'accuser de pareils transports. Sur 87 rapports envoyés par les préfets, 34 se prononçaient nettement contre le recours aux armes ; 37 se montraient hésitants ; 16 seulement acceptaient sans regret la lutte.

Aussi bien, cette constatation n'avait plus qu'un intérêt documentaire, et le sort des armes allait désormais prononcer seul. Mais avant d'entamer le récit des opérations militaires, où la France ne devait sauver que son honneur, il est nécessaire d'exposer en détail la constitution des deux armées en présence, et de montrer quelles désastreuses illusions nourrissaient, à cette époque, ceux qui croyaient nos forces en état de triompher.

1. Au mois d'avril 1892, M. Frère-Orban, ancien ministre des affaires étrangères de Belgique, a fait spontanément la déclaration suivante :

« En 1866, il fut question de l'annexion de la Belgique à la France ; mais l'initiative de cette combinaison venait de M. de Bismarck et non de l'Empereur.

« Ne croyant pas pouvoir s'assurer la complaisance, puis la complicité de la France pour sa politique agressive contre l'Autriche par l'abandon de territoires allemands, M. de Bismarck dit à Napoléon III :

« — *Prenez donc la Belgique, je vous y aiderai.*

« A cette époque, il est vrai de dire que l'Empereur eut un moment de tentation, et qu'il envisagea comme possible l'agrandissement de la France par l'annexion de ce petit royaume en compensation de l'agrandissement de la Prusse en Allemagne. Cette pensée fut cependant fugitive et ne se traduisit par aucun acte d'exécution ; elle fut presque aussitôt abandonnée qu'écoutée ; à partir de 1867, elle ne demeure plus dans l'esprit de l'Empereur que comme un mauvais cauchemar, et ne tient plus aucune place dans ses projets diplomatiques.

« Il y eut encore entre la France et la Belgique des difficultés relatives aux chemins de fer Luxembourgeois. Mais ces difficultés furent suscitées par M. de Bismarck et la Belgique, et non par la France ; d'ailleurs, l'Empereur prêta complaisamment la main à leur arrangement.

« Voilà, résumée en quelques mots, l'exacte vérité sur la politique de l'empereur Napoléon III à l'égard de la Belgique ; de nombreux documents officiels pourraient au besoin l'attester. Tout le reste est de pure fantaisie. » (Journal *le Temps* du 18 avril 1892.)



CHAPITRE II

L'ARMÉE FRANÇAISE EN 1870

Au moment où les événements de 1866, éclatant comme un coup de foudre, vinrent jeter dans la vieille Europe une si profonde perturbation, le recrutement de l'armée française était assuré par la loi de 1832, œuvre d'une commission qu'avait présidée le vainqueur de Watignies et de Fleurus, l'illustre maréchal Jourdan. Cette loi contenait, en résumé, les dispositions suivantes: la durée du service était de sept ans, le chiffre du contingent annuel devait être fixé chaque année par une loi spéciale, et ce contingent se divisait en deux portions, dont la première, plus ou moins élevée suivant les crédits budgétaires alloués, était incorporée tout entière, tandis que l'autre, formant la réserve, demeurait provisoirement dans ses foyers. Cette réserve pouvait toujours, par une simple ordonnance, être appelée à l'activité, et, en outre, le Ministre avait le droit de la réunir pour être exercée. Enfin, chaque appelé conservait la faculté de se faire remplacer, mais en restant responsable de son remplaçant, et obligé de rejoindre les drapeaux immédiatement, si celui-ci venait à déserter.

On avait évalué à 500,000 hommes le contingent de guerre que cette loi pouvait fournir, et l'expérience de l'année 1848, pendant laquelle le gouvernement provi-

soire de la République porta l'effectif total de l'armée à 502,000 hommes, en appelant toutes les réserves sous les drapeaux, prouva plus tard la justesse de ces calculs[1].

L'armée que donna à la France la loi de 1832 est celle qui conquit l'Algérie, et qui triompha à Sébastopol de la bravoure superbe et de l'indomptable ténacité des Russes.

Comme l'a écrit si justement M. le général Thoumas, elle demeura « un admirable instrument de guerre jusqu'au jour où les opérations militaires atteignirent ces proportions colossales que de cruels événements nous ont appris à connaître, alors que les hostilités n'éclataient pas comme la foudre, concentrées pour ainsi dire dans le premier choc de deux adversaires, dont le mieux et le plus vite préparé doit presque fatalement l'emporter sur l'autre[2] ». Malheureusement, la loi de 1832 était entachée d'un vice capital, qui était l'impossibilité presque absolue d'instruire les réserves. Les crédits budgétaires, toujours insuffisants, ne permettaient en effet que des appels irréguliers, sinon nuls, en sorte qu'il restait là près de 300,000 hommes qu'une déclaration de guerre pouvait du jour au lendemain jeter dans les rangs, sans qu'ils eussent jamais appris à marcher ou à tenir une arme quelconque.

Cependant, la première modification apportée à la loi de 1832 ne visa nullement ces défectuosités patentes, mais seulement l'institution du remplacement. Dès le début de la guerre de Crimée, on vit se reproduire contre celui-ci les attaques auxquelles, au nom du privilège et de la morale, il était en butte, depuis le général Foy, et une nouvelle loi, promulguée le 26 avril 1855, vint lui substituer l'exonération. Au lieu de se chercher à soi-même un remplaçant, le jeune soldat appelé, et qui ne voulait pas servir, se bornait désormais à verser dans une caisse, dite de la *Dotation de l'armée*, une somme variable suivant les années, laquelle somme servait à constituer des primes attribuées à ceux qui, déjà sous les drapeaux, s'offraient à signer un rengagement pour sept nouvelles années. C'était là, à proprement parler, une simple affaire de mots, car pour qu'il n'y ait point de déchet, il eût fallu que le nombre des rengagés fût, chaque année, sensiblement égal à celui des exonérés. Or, on ne tarda pas à être loin de compte, puisque, en 1859, il ne se trouva que 13,713 des premiers contre 42,717 des seconds[3]. Il fallut donc que l'État se procurât lui-même des remplaçants, et devînt à son tour *marchand d'hommes*. La morale n'y gagnait rien, mais, en revanche, le prestige de l'État en était singulièrement compromis, et les agences de remplacement singulièrement relevées, puisqu'elles traitaient maintenant directement avec le ministère. En outre, cette masse de remplaçants qui encombraient les cadres alourdissait l'armée, et la privait des éléments plus jeunes et plus actifs que lui eût fournis un contingent annuel élevé[4].

1. Duc d'Aumale, *Institutions militaires de la France*, pages 137-165. — Général Thoumas, *Les Transformations de l'armée française*. Paris, Berger-Levrault, 1887, tome Ier, page 17.

2. Général Thoumas, *Ibid.*

3. Général Thoumas, *Ibid.*

4. On comptait, au 1er janvier 1870, 69,163 remplaçants.

La facilité donnée par la loi de se dispenser, à prix d'argent, des charges du service, était une prime offerte à l'égoïsme, qui détruisait l'esprit d'abnégation et le sentiment des devoirs qu'une nation virile ne devrait jamais oublier ! Enfin, elle jetait sur les pauvres diables que l'appât du gain retenait seul sous les drapeaux, une déconsidération fâcheuse, peu faite pour développer en eux ce qui pouvait y rester de sentiments élevés. On les traitait en mercenaires, et la plupart, il faut bien l'avouer, se conduisaient comme tels, au moins en temps de paix. De cette armée « vaillante, unie, leste, désintéressée, sobre, intelligente, nationale[1] » qu'avaient connue les générations du règne de Louis-Philippe et des premières années du second Empire, il restait assurément quelque chose, et la campagne d'Italie en 1859 le prouva ; mais, plus on allait, et plus ce quelque chose diminuait, réduisant les éléments vraiment solides à n'être plus qu'un noyau.

Telle était la situation quand se produisirent les événements de 1866. La prépondérance militaire de la Prusse qui s'affirma tout à coup par de si rapides succès, démontra clairement au gouvernement de l'Empereur l'insuffisance de notre organisation et l'urgence d'y porter remède. Le maréchal Randon quitta le ministère, et fut remplacé par le maréchal Niel, sur lequel on comptait pour relever nos forces militaires. C'est par ce dernier que fut proposée la loi du 1er février 1868, destinée, dans la pensée de son auteur, à assurer à l'armée l'appoint de nombreuses et fortes réserves, mais dont les résultats, par suite de circonstances qu'il est à propos de méditer, se trouvèrent malheureusement à peu près nuls.

Cette loi, empruntant à la précédente quelques-unes de ses dispositions organiques, maintenait le vote annuel du contingent par les Chambres, et sa division en deux portions, dont l'une passait cinq ans et l'autre cinq mois seulement sous les drapeaux. Le remplacement était rétabli, ainsi que la substitution, mais l'exonération supprimée. La durée du service était fixée à cinq ans dans l'armée active, et à quatre ans dans la réserve, celle-ci ne pouvant être appelée qu'en temps de guerre. Enfin, la disposition nouvelle et essentielle de la loi était la création d'une *garde nationale mobile* comprenant les jeunes gens qui, bien que reconnus propres au service, ne figuraient pas, pour une raison quelconque, dans une des deux portions du contingent, et ceux qui, y étant inscrits, s'étaient fait remplacer. Le remplacement ne dispensait donc plus du service actif que pendant le temps de paix, puisque la garde mobile où l'on servait cinq années pouvait, par une loi, être versée dans l'armée active, si une guerre se produisait. C'était là un premier essai, bien timide à la vérité, du service obligatoire. Il fallut nos désastres, pour que celui-ci devînt une règle, qui aujourd'hui ne comporte plus d'exception.

Cette organisation était bien loin encore de ce qui eût été nécessaire pour s'assurer la supériorité sur la Prusse. Elle n'obligeait en effet les bataillons ou batteries de la garde mobile, constitués dans chaque département, qu'à *quinze* exercices par an, chacun d'une durée maximum de vingt-quatre heures, *déplacement compris*. Il était absolument illusoire, dans ces conditions, de prétendre les instruire. Les

1. Duc d'Aumale, *loc. cit.*, page 169.

officiers, nommés par l'Empereur, et choisis surtout d'après leur situation sociale, paraissaient enchantés de parader en uniforme aux cérémonies, mais demeuraient, à part quelques exceptions fournies par les officiers démissionnaires de l'armée, aussi étrangers aux choses militaires qu'avant leur nomination. Quant aux sous-officiers, n'ayant jamais servi, ce n'était que des porte-galons, parfaitement incapables de remplir leurs fonctions d'instructeur.

Et cependant, quand on se rappelle quelle fut la tenue au feu de certains de ces bataillons, ceux de la Seine au Bourget par exemple, de la Sarthe à Loigny, de la Dordogne à Coulmiers, on est en droit de se demander si l'institution de la garde mobile, en dépit de ses imperfections, n'eût pas, avec un peu plus de résolution et de sérieux, donné des résultats satisfaisants. Le maréchal Niel le croyait, tout au moins, et l'opinion d'un homme de cette valeur mérite bien quelque créance. Mais il ne put malheureusement en faire l'expérience lui-même. Obligé de défendre pied à pied devant une opposition aveugle et sourde les principes qu'il jugeait avec raison inséparables de la sécurité nationale ; condamné à mendier des crédits qu'on ne lui accordait qu'avec une étroite parcimonie, quand on ne les lui refusait pas ; en butte aux intrigues de l'entourage immédiat du souverain, il ne tarda pas à succomber à la peine, sans avoir pu convoquer une seule fois cette garde mobile, qui était son œuvre, et en qui il avait foi. Son successeur, peu désireux apparemment de lutter avec les mêmes difficultés, laissa l'institution se dissoudre elle-même. D'ailleurs les populations, nourries d'illusions et trop avides de bien-être, ne paraissaient pas l'accepter avec enthousiasme ; dans quelques villes du Midi même, les tentatives d'organisation qu'on fit soulevèrent une résistance marquée. Le maréchal Le Bœuf ne s'entêta pas. Il laissa les choses en l'état et se borna à déclarer à la Chambre, peu de temps avant la guerre, que la garde mobile « n'ayant pu parvenir à s'organiser, ne figurait sur les contrôles que pour mémoire ».

L'armée française était donc, au mois de juillet 1870, soumise à deux législations différentes : celle de 1832, insuffisante en elle-même, et rendue néfaste par le correctif de 1855, et celle de 1868, dont la disposition la plus essentielle demeurait, jusqu'à ce jour, lettre morte. Il fallait être très optimiste pour voir dans un pareil amalgame des gages de sécurité, ou pour affirmer, avec le gouvernement, que « notre puissance avait atteint un développement indispensable » et que « les ressources militaires de la France étaient désormais à la hauteur de ses destinées dans le monde[1] », enfin pour accepter sans réserve le tableau flatteur que le *Journal officiel* de l'Empire traçait, le 16 août 1869, de la situation :

« Une armée de 750,000 hommes disponibles pour la guerre, près de 600,000 hommes de garde nationale mobile, l'instruction dans toutes les branches poussée à un degré inconnu jusqu'ici ; 1,200,000 fusils fabriqués en dix-huit mois, les places mises en état, les arsenaux remplis, un matériel immense prêt à suffire à toutes les éventualités, quelles qu'elles soient ; et, en face d'une telle situation, la France confiante dans sa force. »

1. Discours du trône du 18 janvier 1869.

Tout cela eût été bien beau, si c'eût été vrai. Mais il fallait malheureusement en rabattre, et les chiffres suivants, puisés à des sources authentiques, montrent à quel point le gouvernement, volontairement ou non, s'abusait.

L'armée active se montait réellement, *sur le papier*, à 639,748 hommes. Mais en défalquant de ce nombre les indisponibles, et les troupes nécessaires à la garde de l'Algérie, à la constitution des dépôts et à la division d'occupation de Rome, on ne trouvait déjà plus que 407,082 combattants. En outre, comme la garde mobile n'était ni constituée, ni équipée, ni habillée, ni armée, ni instruite, il fallait prélever tout d'abord sur l'armée active un chiffre de 57,000 hommes environ, pour former la garnison des places fortes. Reste 350,000 hommes, dont il convient de défalquer la gendarmerie (19,374 hommes), l'escadron des Cent-Gardes de l'Empereur (338 hommes), et les services administratifs (11,830)[1].

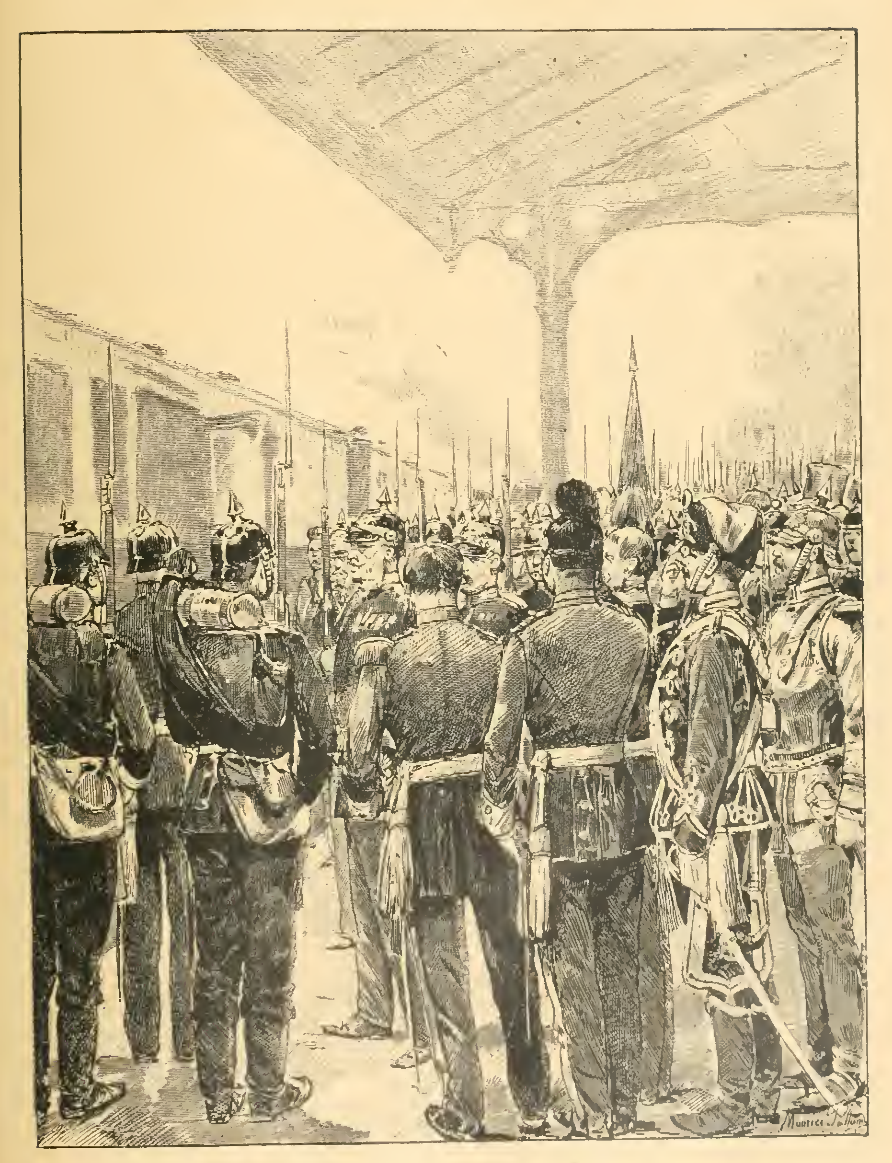
On voit qu'en tenant compte des déchets inévitables et des difficultés inhérentes au rappel des réserves, que l'absence de toute réglementation du détail rendait fort aléatoire, il devenait difficile de tabler sur un nombre rond supérieur à 300,000 hommes, même en comptant largement.

C'était là une évaluation que tout le monde, j'entends dans le gouvernement, pouvait faire, et que personne ne fit. Le plébiscite d'abord, la mobilisation ensuite, se chargèrent de démontrer malheureusement qu'elle était encore exagérée.

Nous allions donc nous trouver, dès le début, dans un état d'infériorité numérique manifeste vis-à-vis de nos adversaires. Mais telle était la valeur de l'immense majorité de nos soldats, et la confiance qu'ils avaient en leur bravoure, que cette infériorité, si elle eût été la seule, ne nous condamnait pas irrémédiablement à la défaite. On verra par la suite à quoi il a tenu qu'au moins dans la première partie de la guerre, nous n'ayons pas été victorieux. Non ! C'est ailleurs qu'il faut chercher les véritables causes de nos désastres. Pour se les expliquer complètement, il est nécessaire de connaître dans le détail non seulement l'état matériel et moral de l'armée, mais encore celui de la nation française en 1870, et de savoir comment nos institutions militaires, naguère données en exemple à l'Europe, étaient à ce point dégénérées à cette époque qu'on n'y trouvait plus trace de leur ancienne splendeur. Je m'efforcerai de peindre ce tableau, malgré ses couleurs si sombres, sans atténuation comme sans parti pris.

1. Organisation et commandement. — Aux termes de la Constitution, l'Empereur était le chef de l'armée. Il en avait le commandement suprême, en choisissait les généraux, et se mettait à sa tête, s'il le jugeait convenable, quand elle entrait en campagne. Mais, du moins dans le temps de paix, ce commandement ne s'était jamais exercé d'une manière effective, en ce sens que sa direction n'était pas ostensible, et semblait, aux yeux du soldat, s'effacer devant l'autorité plus directe de chefs qu'il connaissait mieux, pour les avoir vus sur les champs de bataille, participant à sa gloire et partageant ses dangers. L'heureuse issue et les faciles

1. Colonel V. Derrecagaix, *La Guerre moderne*, tome Ier, page 12.



Départ de Guillaume Ier, Roi de Prusse.

succès de la guerre de 1859, en Italie, n'avaient pas réussi, peut-être en raison de leur rapidité, à établir entre le souverain qui y commandait en chef et ses soldats ces liens d'affection enthousiaste que le premier Empereur savait si bien exploiter pour exalter les courages et provoquer les dévouements. C'est que celui-ci, vivant toujours au milieu de ses troupes, connaissait par le menu leurs besoins, entrait par lui-même dans tous les détails de leur existence et, ne laissant à personne le soin de s'en occuper, affirmait dans les circonstances les plus minimes en apparence son autorité souveraine et son rôle de général en chef. Napoléon III, au contraire, ne se montrait guère à ses soldats, si ce n'est dans les rassemblements périodiques du camp de Châlons, et c'était plutôt comme un inspecteur général d'un rang supérieur que comme un chef véritable, qui met, à l'occasion, l'épée à la main. En sorte que si la majorité de l'armée française, qui connaissait sa bonté, faisait preuve à son égard de loyalisme absolu, et lui témoignait, en toute circonstance, le respect dû à la majesté du trône, elle était bien loin de lui accorder le prestige militaire dont jouissaient certains de ses généraux, et la confiance qu'ils avaient su lui inspirer. De là un vice grave dans le commandement, où se faisait trop sentir l'absence d'une autorité incontestée.

Le ministre de la guerre, de son côté, n'était pas en droit de revendiquer à son profit ce rôle de chef suprême, nominalement attribué au souverain. Il dirigeait l'armée, exerçait sur son personnel, son organisation, son instruction, son matériel, sa discipline et son administration une action prépondérante, mais ne pouvait en prendre le commandement. Ceux qui étaient les vrais dépositaires de celui-ci, maréchaux et généraux, ne trouvaient donc nulle part la direction ferme et unique qui eût assuré l'unité des vues, la continuité des efforts et l'indivisibilité des résultats. On verra combien plus l'armée prussienne était, à cet égard, avantagée.

Quant à l'exercice même du commandement, il était assuré par l'existence, auprès des généraux, d'un corps spécial d'état-major, créé en 1819 par le maréchal Gouvion-Saint-Cyr, et fournissant à la fois les aides de camp et les états-majors proprement dits. Ce corps se recrutait par voie de concours, parmi les élèves de Saint-Cyr et les sous-lieutenants de l'armée, et par voie directe, parmi les élèves de l'École Polytechnique, dont deux ou trois par an étaient admis, sans examen, à l'École d'application d'état-major. Après deux années de cours, ces officiers étaient classés définitivement dans le corps, avec le grade de lieutenant, mais n'en exerçaient les fonctions qu'après des stages d'une durée totale de cinq ans dans les trois armes de l'infanterie, de la cavalerie et de l'artillerie.

« Tel était le corps d'état-major, a écrit M. le général Thoumas, corps essentiellement fermé, comme on le voit, composé d'officiers instruits ou tout au moins ayant reçu une instruction spéciale, peu familiers avec le service des troupes et formant eux-mêmes deux catégories assez tranchées : d'une part, les officiers brillants et hommes du monde, recherchés comme aides de camp ; d'autre part, les officiers travailleurs, ferrés sur les règlements, occupés dans les bureaux à un métier peu fait pour développer les aptitudes militaires, forcés en tout cas de persévérer jusqu'au bout dans une carrière qu'ils avaient choisie à un moment où

leurs idées n'étaient pas encore bien arrêtées et où, pour ainsi dire, ils ne se connaissaient pas eux-mêmes. On avait donc, en créant le corps d'état-major, coupé court à de graves abus et remédié à un mal profond ; mais si le principe était bon, l'application en laissait fort à désirer. Aussi, de nombreuses plaintes s'élevèrent-elles contre les officiers d'état-major, jalousés par les officiers de troupe pour des avantages souvent plus apparents que réels, pour l'avancement rapide donné aux plus brillants d'entre eux et dont le plus grand nombre était loin de profiter, pour le ton de supériorité et les airs de commandement que certains puisaient dans le commerce journalier des généraux[1]. »

Ajoutons qu'aucun règlement ne fixait les attributions ou les fonctions de l'état-major, en sorte que le service y était uniquement dirigé par les habitudes de chacun, quelques traditions et surtout la routine, qui excluait de parti pris le corps d'état-major de toute participation à la préparation de la guerre, exclusivement réservée aux bureaux du ministère. Il en résultait pour les officiers d'état-major une situation effacée et indigne du réel mérite qui était l'apanage de la plupart d'entre eux, condamnés à confiner leur activité et leur intelligence dans les limites très bornées d'un champ d'action où leurs qualités ne tardaient pas à s'émousser. Placés, après quelques années de ce régime, aux prises avec les difficultés de la guerre, ils se montraient généralement inférieurs à leur mission, et ne rendaient ni dans les reconnaissances, ni dans la préparation et la rédaction des ordres, les services qu'on eût été en droit d'attendre d'eux.

Une pareille situation ne pouvait échapper à la perspicacité du maréchal Niel. Aussi, en 1868, essaya-t-il de tirer l'état-major de la torpeur où on le laissait s'enlizer, en demandant à ses membres des travaux sur les armées étrangères et des études sur les principaux problèmes qui étaient alors à l'ordre du jour. Plusieurs répondirent à cet appel, et il en résulta des brochures intéressantes et utiles, parmi lesquelles on doit citer en première ligne celles que publièrent M. le commandant Fay, sur l'armée prussienne et la campagne de 1866, et M. le colonel Lewal, sur le service de marche, dont personne ne s'était soucié avant lui. Mais ces travaux individuels, qui émanaient de personnalités déjà en vue, ne constituaient aucun changement dans le fonctionnement général du service d'état-major. Celui-ci continuait à s'user dans une bureaucratie improductive et ne se préparait en aucune façon aux responsabilités redoutables qui allaient bientôt lui incomber.

Si maintenant nous examinons la répartition des troupes sur le territoire, nous voyons qu'elle, non plus, ne répondait malheureusement pas aux exigences d'une mobilisation rapide et à une conception logique de la sécurité nationale. La France était, depuis 1858, partagée en sept grands commandements, confiés à des maréchaux ou à des généraux ayant commandé en chef, et dont les chefs-lieux étaient placés respectivement à Paris, Lille, Nancy, Lyon, Toulouse, Tours et Alger. Mais cette institution, survenue après l'attentat d'Orsini et dictée par des considérations plutôt politiques que militaires, assurait peut-être, comme le disait le

1. Général Thoumas, *Les Transformations de l'armée française*, tome I[er], page 202.

décret impérial de 1858, « l'action des sommités militaires et la cohésion des forces divisionnaires », sans toutefois qu'il y eût aucun rapport entre ces dernières et les grandes unités de combat.

Chacun de ces grands commandements, improprement appelé *corps d'armée*, comprenait un nombre variable de divisions militaires dont le chef exerçait son commandement, purement territorial, sur les troupes qui y étaient stationnées. Enfin, chaque division était elle-même partagée en autant de subdivisions qu'elle contenait de départements, les subdivisions ayant à leur tête un général de brigade. L'armée française tout entière était donc ainsi territorialement répartie, et exception était faite seulement pour la garde impériale, qui formait un corps d'armée permanent, les troupes réunies dans les camps d'instruction, que l'on constituait temporairement en une ou plusieurs divisions, l'armée de Paris et, enfin, l'armée de Lyon

Les défectuosités de ce système avaient été clairement démontrées une première fois lors de l'expédition de Crimée et, une seconde fois, dans des conditions encore plus fâcheuses, au début de la guerre d'Italie. On avait vu les difficultés que présentait, au moment de la déclaration des hostilités, la constitution hâtive d'un certain nombre de corps d'armée et de divisions actives qu'il fallait composer de pièces et de morceaux, avec des éléments venus des quatre coins de la France, sans cohésion parce qu'ils ne se connaissaient pas, et sans confiance, au moins jusqu'aux premiers engagements, envers des chefs nouveaux, obligés eux aussi de quitter leur commandement la veille de la lutte, pour se mettre à la tête de troupes que le hasard seul leur confiait. En 1859, « notre organisation militaire n'avait permis d'autres préparatifs que le travail des arsenaux et quelques mouvements ayant pour objet de rapprocher de la frontière les troupes destinées à entrer en Italie; puis, quand l'ultimatum de l'Autriche avait mis le Piémont en danger, il avait fallu, coûte que coûte, pour arrêter les Autrichiens, lancer à travers les Alpes ou sur la Méditerranée nos divisions à peine organisées, incomplètes en hommes et en matériel, en même temps que se formaient les états-majors de l'armée et des corps d'armée. Vingt-cinq jours suffirent pour opérer ce mouvement; mais, malgré les habiles dispositions inspirées par le maréchal Canrobert au roi Victor-Emmanuel et prises par lui-même pour l'avant-garde du 1er corps d'armée, malgré l'apparition de nos premiers bataillons à Suse et à Gavi, sur la route de Gênes à Alexandrie, il faut convenir que les Autrichiens y mirent de la bonne volonté et qu'il était hardi, sinon imprudent, de nous en aller organiser nos corps d'armée et compléter nos bataillons et nos batteries à quelques-dizaines de kilomètres d'une armée sérieuse par la qualité comme par le nombre. Nous fûmes heureux, soit! mais nous avons payé cher ce bonheur, parce qu'il nous a endormis sur la pente où nous nous laissions aller[1]. »

Il semblait, en effet, qu'une pareille expérience eût dû porter des fruits. L'empereur Napoléon III lui-même avait eu l'air de le promettre quand, dans un toast

1. Général Thoumas, *Les Transformations, etc.*, page 510.

porté à l'armée le 15 août 1859, il disait aux trois cents officiers réunis en un banquet, aux Tuileries : « Que le souvenir des imperfections signalées revienne à votre mémoire, car pour tout homme de guerre, le souvenir c'est la science même. » Au surplus, ces imperfections ne présentaient rien d'irrémédiable, et il n'était pas besoin de remonter bien haut dans l'histoire de France pour s'apercevoir qu'elles n'avaient pas toujours existé. Sans parler, en effet, de la permanence des corps de la Grande Armée, due surtout à la continuité de l'état de guerre, il existait un document qui prouvait que déjà, sous l'ancienne monarchie, on s'était préoccupé d'avoir tout constitués, dès le temps de paix, les éléments des armées de campagne. Ce document n'est autre que l'ordonnance royale du 17 mars 1788, élaborée par le Conseil de la Guerre, et précédée de ce préambule remarquable :

« *Sa Majesté veut que les troupes soient toujours disposées à entrer en action et qu'elles soient à cet effet organisées, équipées et pourvues de tous les effets de campement comme elles doivent être à la guerre, en sorte que la paix soit pour elles une école constante de discipline et d'instruction, en même temps qu'elle sera pour les généraux une école de commandement.* »

En conséquence, le territoire du royaume était partagé en 17 commandements, dont les trois plus importants, Lille, Metz et Strasbourg, devaient être affectés à des maréchaux de France, et les troupes étaient embrigadées[1] en permanence pour se répartir dans ces 17 commandements, aux ordres directs des commandants en chef. Les événements ne laissèrent point à ce système le temps de s'asseoir définitivement, et bientôt les armées, appelées à la frontière, durent, avant de recevoir une organisation rationnelle, passer par bien des péripéties diverses. Mais le principe qui l'avait inspiré fut soigneusement recueilli par la Prusse et appliqué, dès 1813, à son armée reconstituée. Pour nous, nous l'avions totalement oublié, et personne, avant le maréchal Niel, ne songea à le remettre en vigueur.

Ce ministre si regrettable se souvenait, en effet, des désordres dont il avait été le témoin au début de la campagne d'Italie; aussi, son premier soin, quand le 20 janvier 1867 il arriva aux affaires, fut-il de chercher à en éviter le retour. Dans ce but, il arrêta d'avance et fixa sur le papier la constitution des armées de campagne, que des raisons politiques l'empêchaient de former effectivement, dès temps de paix. La répartition des troupes, les ordres nécessaires à leur concentration et à la préparation des mouvements, les lettres de service, en un mot, ce qu'on appelle aujourd'hui la mobilisation fut établi d'avance, non pas peut-être aussi complètement qu'il eût été à désirer, mais très suffisamment tout au moins pour qu'on ne fût plus pris au dépourvu. C'était un pas décisif fait en avant, au prix, il est vrai, d'un travail énorme, puisqu'au 1er janvier de cette année, il n'existait en ce genre absolument aucun préparatif[2]. Bien malheureusement, l'affolement général qui s'empara des esprits, au moment de la déclaration de guerre, détruisit net tout ce qui avait été fait. La répartition établie trois années auparavant, et qu'il était si facile d'utiliser en inscrivant simplement sur les lettres de service les noms des

1. Le principe de la division, unité de combat, ne fut adopté que plus tard, en 1793.
2. Général Thoumas, *loc. cit.*, page 168.

destinataires, fut laissée de côté. « Effectuée à temps, puis employée avec habileté, elle aurait peut-être modifié le résultat des premières rencontres [1]. » On préféra tout remettre en chantier, à la hâte, au hasard, sans vue d'ensemble, et au lieu de trois armées que voulait le maréchal Niel, en constituer une seule, au dernier moment, sans s'inquiéter de savoir comment on pourrait, dans ce fatal désordre, lui assurer la possession de tout ce qui lui était indispensable, aussi bien en personnel qu'en matériel.

Le résultat de cet incompréhensible égarement fut que l'armée du Rhin, privée de ses réserves et d'une partie de son matériel, se trouva, comme nous le dirons bientôt, réduite à l'immobilité sur la frontière et condamnée, dès le début, à une défensive passive qui lui ôtait tout espoir de succès.

On voit, d'après ce qui précède, combien le commandement et l'organisation de l'armée française étaient précaires, et quel mince profit on avait tiré de l'expérience du passé. Mais ce n'était pas tout.

A ces causes matérielles d'infériorité, il faut aussi, hélas! en ajouter d'autres, toutes morales, il est vrai, mais non moins essentielles. Il faut se rappeler combien l'état militaire était déchu, depuis de longues années déjà, de son indispensable prestige, combien la séparation entre l'armée et le pays s'était creusée plus profonde, après que le remplacement et l'exonération eurent éloigné du métier des armes toute l'élite de la nation, quel était devenu l'esprit de ce peuple, naguère encore si accessible aux idées généreuses, mais rongé alors par le scepticisme et l'illusion. Il faut se rappeler les théories extraordinaires que soutenaient, dans la presse et dans le public, les sophistes à courte vue qui rêvaient déjà de fraternité universelle, de désarmement général, de baisers Lamourette donnés de peuple à peuple à travers des frontières veuves de leurs murailles et de leurs canons. Il faut se rappeler quel souverain mépris professaient pour la guerre les philosophes à la mode, qui proposaient bénévolement, au nom des principes, de désarmer sur toute la ligne, pendant que nos voisins restaient armés jusqu'aux dents, et de quelles acclamations on saluait les élucubrations de rhéteurs utopistes qui flétrissaient les armées permanentes comme un reste de barbarie odieux de la civilisation! Vraiment, quand on songe à tant de folie, suivie à si courte échéance de tant d'héroïsmes, on se demande comment est fait ce pays étrange, qui sait à un sommeil aussi funeste donner un si éclatant réveil !

La valeur intrinsèque de l'armée avait singulièrement baissé, elle aussi. La loi de 1855, nous l'avons vu, avait détruit l'homogénéité si précieuse qu'on devait à celle de 1832. Il restait dans les rangs quantité de bons soldats, cela est certain; mais il y en avait aussi quelques-uns de médiocres, et si le dévouement des régiments à la patrie et au drapeau demeurait incontestable, il ne pouvait plus s'appuyer sur l'universalité des individus, comme cela existait en Afrique et en Crimée, où chaque homme avait fait des prodiges. La qualité avait donc diminué, en même temps que la quantité. Bien plus, cette loi fatale de 1855 avait profondément modifié la

1. Colonel V. DERRECAGAIX, *La Guerre moderne*. Paris, Baudin, 1885, tome Ier, page 103.

constitution des cadres inférieurs et presque tari la source de ces excellents sous-officiers, serviteurs modestes, dévoués et braves, qui étaient la moelle de l'armée et faisaient la force des régiments : en sorte que la dégénérescence menaçait de s'accuser tous les jours davantage.

Quant aux officiers, je ne puis mieux faire, pour exposer l'état moral où les trouva la guerre de 1870, que de citer intégralement cette page typique, où un écrivain militaire considérable a consigné, dans un langage vivant et admirablement net, des impressions auxquelles sa grande expérience donne une incontestable valeur :

« Mêlés à la vie commune, les officiers voyaient tout le monde chercher à s'enrichir et beaucoup y réussir; le prix de toutes choses avait augmenté à un tel point que leur solde était devenue absolument insuffisante, d'autant plus que grand nombre d'entre eux avaient été endettés par la guerre de Crimée, guerre pendant laquelle la presque totalité de leurs appointements avait été dépensée à se mal nourrir. Ils devinrent donc forcément ambitieux; la lecture de l'*Annuaire* et le calcul de leurs chances d'avancement formèrent la base de leur instruction militaire, et tandis qu'à l'époque de notre entrée au service on aurait honni quiconque eût parlé de ces choses-là à une table d'officiers, elles y étaient devenues le sujet principal des conversations. L'étude était en défaveur, le café en honneur; les officiers qui seraient restés chez eux pour travailler auraient été suspectés comme vivant en dehors de leurs camarades. Pour arriver, il fallait avant tout avoir un beau physique, une bonne conduite et une tenue correcte : avec cela, dans l'infanterie, comprendre le service de l'officier comme celui du caporal et tenir correctement la main sur la couture du pantalon, les yeux fixés à quinze pas devant soi, en écoutant parler le colonel; dans la cavalerie, réciter par cœur le littéral de la théorie et faire du *passage* dans la cour du quartier avec un cheval bien dressé; dans l'artillerie, affecter le plus profond mépris pour les connaissances techniques....; enfin, dans toutes les armes, *être recommandé*. Un nouveau fléau s'était en effet abattu sur l'armée et sur le pays : *la recommandation!* Et, tandis que tous les fléaux sont passagers, comme la peste, le choléra, le vol des sauterelles, la recommandation a persisté ainsi qu'un mal chronique, destiné à tuer le malade si l'on ne prend pas des mesures énergiques pour tuer le mal.

« Comme si ce n'était pas assez de ces causes d'amoindrissement, la littérature et le théâtre vinrent s'en mêler. Un romancier de talent inventa le type du *capitaine Bitterlin*, et, pour le bon public, tous les capitaines furent des Bitterlin. Bientôt tous les généraux furent, pour le même public, modelés sur le type ridicule du *général Boum*, personnage d'opérette imaginé par deux hommes d'esprit. Enfin, un autre écrivain, beaucoup moins amusant que ceux-là, ce qui aurait dû le rendre moins dangereux, trouva moyen de populariser la lâcheté et fit école, grâce aux dispositions entretenues dans l'esprit public par des conférences sur la suppression des armées permanentes. Des orateurs de talent se firent applaudir en vantant la tendresse de nos bons voisins d'outre-Rhin, qui ne demandaient qu'à nous serrer dans leurs bras, et en s'écriant qu'au bout du compte, s'ils s'avisaient de nous

chercher noise, nous les mettrions en fuite rien qu'en prenant chacun un fusil pour courir à la frontière. Voilà ce que nous avons entendu dire et vu applaudir par une foule composée d'hommes réputés intelligents[1]!... »

Et M. le général Thoumas ajoute : « Cependant l'armée française avait encore assez, pour vaincre, de ce qui lui restait de ses vertus d'autrefois, de telle sorte que, malgré le nombre et l'habileté de ses adversaires, elle eût été victorieuse si elle avait été commandée. »

Rien n'est plus vrai, car il restait dans ses rangs bon nombre d'hommes aguerris, dévoués, valeureux, prêts à sacrifier leur vie sans regret et sans murmure, comme d'ailleurs ils ont fait. Et si cette espèce de fatigue morale, si cet éloignement de l'étude qui avait, nous l'avons vu, gagné beaucoup d'officiers, devait influer sur la direction stratégique et tactique des opérations d'une manière malheureusement trop sensible, il n'en était pas moins certain aussi que sous le rapport de la bravoure, du dévouement, de l'ardeur, notre corps d'officiers ne le cédait en rien à celui de l'ennemi. Il ne possédait pas au même degré que celui-ci la connaissance théorique de la guerre, acquise par un travail énergique et constant de temps de paix ; mais cette infériorité incontestable, que rien ne pouvait compenser dans les grades élevés, n'empêchait pas les officiers des corps de troupe, surtout ceux de l'infanterie, de montrer en toute occasion des qualités de commandement, qui eussent dû, sous une direction plus habile, fournir de précieux éléments de succès.

Quant aux sous-officiers, j'entends les très bons, ils commençaient, en 1870, à se faire rares, sauf dans la Garde, où des avantages sérieux de solde, d'uniforme, de garnisons et des prérogatives réelles de commandement réussissaient encore à les retenir. La défaveur où était tombé le service militaire, le bien-être général et l'augmentation de la fortune publique, l'abolition des primes de rengagement prononcée par la loi de 1868, tout cela avait contribué à démolir peu à peu le vieux cadre si solide d'instructeurs admirables, de serviteurs modèles et d'aides si précieux pour les officiers, que l'armée française, à l'exclusion de toute autre, avait possédé jusqu'après la guerre de Crimée. Certainement il en restait encore, mais pas assez.

En résumé, nos forces, trop réduites et de valeur assurément moindre qu'autrefois, étaient cependant encore respectables et ne méritaient point, en tout cas, le sort lamentable qui les attendait. C'est pour le démontrer par les faits eux-mêmes que j'ai entrepris d'écrire ce livre, où l'on verra comment notre poignée de soldats a cherché à suppléer par son courage au nombre et à la direction qui lui manquaient à la fois, et comment aussi la Nation, retrempée dans l'infortune, a su se retrouver et se ressaisir quand il a fallu, dans un effort suprême, affirmer sa volonté de vivre et le patriotisme de ses enfants.

1. Général Thoumas, *loc. cit.*, tome II, page 636.



Uhlan en reconnaissance.

II. Infanterie. — L'infanterie française comprenait, en 1870 :

1° *Garde impériale.*

1 bataillon de chasseurs à pied.
3 régiments de grenadiers à 3 bataillons.
4 — de voltigeurs à 3 —
1 — de zouaves à 2 —

2° *Troupes de ligne.*

100 régiments à 3 bataillons.
20 bataillons de chasseurs.

3° *Armée d'Algérie.*

3 régiments de zouaves à 3 bataillons.
3 — de tirailleurs indigènes à 3 bataillons.
1 — étranger à 4 bataillons.
3 bataillons d'infanterie légère d'Afrique.

Nous ne comptons que pour mémoire, parce qu'ils n'appartenaient pas à l'armée de ligne proprement dite :

Le régiment de sapeurs-pompiers de Paris à 2 bataillons ;

Les 7 compagnies de discipline (5 de fusiliers et 2 de pionniers) ;

Les 2 compagnies de sous-officiers et de fusiliers vétérans.

En temps de paix, les bataillons étaient à 8 compagnies chacun : mais, sur le pied de guerre, ils n'emmenaient que 6 compagnies, les 2 autres servant à constituer un 4e bataillon de 4 compagnies, et un dépôt de 2 compagnies. On sait que ces 4es bataillons, groupés en régiments de marche, formèrent le noyau des armées de Châlons, de Paris et de province.

Si les effectifs avaient été en rapport avec le nombre des unités, on eût trouvé dans ce total de 366 bataillons actifs une force imposante. Mais l'insuffisance des crédits budgétaires, toujours mesurés avec parcimonie, avait depuis longtemps déjà nécessité l'augmentation de la deuxième portion du contingent, qui ne faisait que cinq mois de service, au détriment de la première qui faisait sept ans d'abord, et cinq ensuite. Pour la même raison, on avait été amené progressivement à porter à un chiffre trop considérable le nombre des réservistes de la première portion, libérés par anticipation après deux, trois ou quatre ans de service, et rappelés seulement en temps de guerre. En sorte que l'effectif d'une compagnie, légalement fixé à 112 hommes, ne dépassait guère 55 en réalité. Il fallut, au moment de la déclaration de guerre, rappeler en hâte toute cette masse d'hommes épars dans leurs foyers. Une partie ne put pas rejoindre à temps ; une autre, qui n'avait depuis 1868

été soumise à aucun exercice, rentra sous les drapeaux sans avoir jamais manié le fusil Chassepot[1] !

Ce fusil Chassepot constituait cependant, et cela sans conteste, la seule supériorité matérielle qui fût à notre actif. C'était une arme relativement légère, d'une justesse et d'une précision remarquables, d'une portée considérable (1,800 mètres) et qui laissait bien loin derrière elle le fameux fusil à aiguille (Dreyse) des Allemands. Le sabre-baïonnette qu'on adaptait à son extrémité, était construit de façon à ne diminuer en rien ses qualités balistiques, et conservait à notre infanterie, dans l'attaque, son mode d'action favori. Nous étions donc, sous ce rapport, mieux outillés que nos adversaires, et les pertes sanglantes qu'ils subirent pendant la première partie de la guerre, ainsi que leurs nombreux échecs partiels, sont dus autant à l'excellence de notre armement qu'à la fermeté de nos fantassins.

Chaque homme portait sur lui 90 cartouches, réparties en 10 paquets ; en outre, chaque bataillon avait avec lui, le suivant partout, une voiture légère chargée d'environ 12,000 cartouches. Cette profusion de munitions a parfois amené du gaspillage ; elle a cependant, dans certains cas, permis à l'héroïsme de nos soldats de se manifester par des résistances admirables.

Ceux-ci souffraient cependant d'un inconvénient grave. Ils étaient trop chargés. La petite tente-abri, souvenir des guerres d'Afrique, très précieuse dans les camps et la guerre de siège, mais affreusement pesante quand elle est tant soit peu mouillée, augmentait dans des proportions sensibles la charge du soldat, obligé de porter sa maison sur son dos. Avec tous les accessoires qu'elle comporte, cette charge atteignait le chiffre énorme de 30 kilogrammes, en sorte que dès qu'il était appelé à combattre, l'homme n'avait rien de plus pressé que de se débarrasser de son sac, afin de conserver, avec l'agilité nécessaire, tous ses moyens d'action.

Cette habitude était devenue si générale, qu'au moment d'entrer en ligne, les officiers donnaient d'eux-mêmes l'ordre de déposer les sacs, en ordre, et par tas de quatre, qui se soutenaient réciproquement. Il fallait alors préposer à leur garde quelques sentinelles qui diminuaient d'autant l'effectif ; puis, en cas d'insuccès, et c'était là le plus grave, il fallait les abandonner. Et alors, plus de tentes, plus de marmites, plus de bidons, et partant plus de soupe ni de couvertures. Tout le bénéfice de la tente-abri se trouvait évanoui du coup. Les Allemands étaient certainement plus pratiques, quand ils cantonnaient leurs troupes et les faisaient nourrir chez l'habitant[2].

1. Le 13 août, veille de la bataille de Borny, les plus jeunes sous-lieutenants de chaque bataillon furent commandés de service pour enseigner la *charge en quatre temps* aux réservistes qui étaient arrivés le matin, sous Metz, et n'avaient jamais connu que le fusil à piston. Ces hommes se battirent, dès le lendemain, avec leurs compagnies respectives.

2. Les survivants des 4e et 6e corps de l'armée du Rhin se souviennent certainement encore de leur arrivée sous les murs de Metz le 19 août au matin, après l'évacuation des villages d'Amanvillers et de Saint-Privat, où était resté leur bagage qui fut entièrement brûlé et pillé. Il leur fallut attendre, le ventre vide, la distribution de nouveaux ustensiles, que l'administration ne put leur délivrer que le surlendemain, et en nombre bien juste indispensable. Quant aux officiers, réduits à ce qu'ils avaient sur eux et obligés de partager jusqu'à nouvel ordre la popote des escouades, ils apprirent ce jour-là, à leurs dépens, la valeur de l'antique devise : « *Omnia mecum porto.* »

Enfin, notre infanterie ne trouvait pas, dans ses règlements de manœuvre, une méthode définie et des règles fixes pour le combat. Elle continuait à se former en ligne, avec un rideau de tirailleurs en avant, ou en colonnes d'attaque. Mais rien n'était indiqué, ni pour la fixation des distances, ni pour la liaison des mouvements. Il existait bien, sous le titre d'*Observations sur les combats*, une petite brochure que le ministre de la guerre avait envoyée aux différents régiments, et qui donnait quelques indications assez générales sur l'emploi des troupes. Mais ni les officiers, ni les soldats, qu'on fatiguait en garnison et dans les camps par l'éternelle répétition des évolutions rigides et formalistes du terrain d'exercice, n'avaient d'idée bien arrêtée sur la tactique de combat proprement dite, tandis que de leur côté les généraux prussiens faisaient depuis quatre ans tous leurs efforts pour familiariser leurs troupes avec les nouvelles formations nécessitées par l'adoption des armes à longue portée. Il y avait dans cette situation de quoi préoccuper le commandement supérieur. Celui-ci jugea nécessaire de faire quelque chose, et c'est ainsi qu'à la veille des premiers engagements, alors que le grand quartier général était déjà à Metz, il fit rédiger un nouvel opuscule, intitulé *Instructions tactiques*, lequel fut distribué dans les différents états-majors et régiments. Ces *Instructions* contenaient d'excellentes choses, des principes pleins de bon sens et de justesse, et des indications précieuses sur la manière de combattre de nos ennemis. Mais elles étaient évidemment trop tardives pour pouvoir porter des fruits. Ce n'est pas quand on respire déjà l'odeur de la poudre qu'on se remet au rudiment, et la surexcitation des batailles ne convient guère à l'étude ni au recueillement. Ceux qui arrivent au jour suprême sans connaître à fond leur métier risquent fort de le mal faire et une troupe est bien exposée, qui attend de sa seule bravoure une réussite que la solidité de son instruction ne lui assure pas. Brave, l'infanterie française le fut autant qu'il est possible de l'être. Elle possédait une arme excellente, un moral admirable et des qualités nombreuses. Il lui manquait deux choses : le nombre et la science ; on verra, en revanche, combien elle était capable de dévouement.

III. Cavalerie. — Il existait, au début de la campagne de 1870, 63 régiments de cavalerie, répartis, comme on disait alors, en cavalerie légère (chasseurs et hussards), cavalerie de ligne (dragons et lanciers) et cavalerie de réserve (cuirassiers et carabiniers).

1° *Garde impériale.*

1 escadron des Cent-Gardes de l'Empereur (à 2 compagnies).
1 régiment de guides.
1 — de chasseurs.
1 — de dragons.
1 — de lanciers.
1 — de carabiniers.
1 — de cuirassiers

2° *Troupes de ligne.*

12 régiments de chasseurs.
8 — de hussards.
12 — de dragons.
8 — de lanciers.
10 — de cuirassiers.

3° *Armée d'Afrique.*

4 régiments de chasseurs d'Afrique.
3 — de spahis.

Plus 9 compagnies de *cavaliers de remonte*, dont 3 étaient stationnées en Algérie.

Les régiments de cavalerie de ligne et de réserve comptaient 5 escadrons (dont 1 de dépôt); ceux de la Garde et de la cavalerie légère, 6 escadrons (dont 1 également de dépôt).

Répartis pendant la paix, comme d'ailleurs les autres armes, dans les subdivisions territoriales, uniquement d'après les ressources du casernement, qui ne correspondaient en aucune façon aux nécessités d'une mobilisation rapide, ils étaient, au moment d'une guerre, constitués, sauf les cuirassiers, en divisions de deux ou trois brigades qu'on attachait à chaque corps d'armée. Comme cette organisation ne demandait qu'un nombre de régiments inférieur à la moitié du nombre total, le reste servait à former, avec les cuirassiers, des divisions de réserve, qui marchaient avec les armées d'opérations sans rôle nettement défini. Il n'existait de divisions toutes formées que celles de la Garde, des armées de Paris et de Lyon et, temporairement, celles qu'on envoyait s'exercer à Lunéville ou au camp de Châlons.

On a vu combien une pareille organisation était défectueuse, même pour l'infanterie. En ce qui concerne la cavalerie, arme dont le rôle est essentiellement d'agir avec rapidité et de devancer l'armée, afin de la couvrir et de la protéger, elle devenait désastreuse. Au lieu de se jeter en avant, d'éclairer la marche des colonnes, de porter peut-être le désordre dans la mobilisation et la concentration de l'ennemi, la cavalerie, réunie trop tard aux troupes d'opérations et réduite à subordonner ses mouvements aux mouvements de ces troupes, n'avait plus assez d'espace devant elle pour agir avec l'indépendance dont elle a besoin. Son champ d'action se trouvait donc singulièrement rétréci, et son rôle borné à une intervention éventuelle sur le champ de bataille. Elle n'était plus qu'un instrument de combat, auquel les armes à tir rapide ôtaient désormais la plus grande partie de sa puissance et presque toute efficacité.

D'ailleurs, l'instruction que ces régiments recevaient en garnison n'était guère faite pour les préparer au rôle d'éclaireurs et d'explorateurs, que leurs devanciers

de la Grande Armée, sous la conduite des Murat, des Lassalle, des Montbrun, avaient rempli avec tant d'éclat et de succès. Un formalisme plus rigoureux que partout ailleurs, des évolutions pompeusement méthodiques, une exagération de rigidité dans les détails du service intérieur, enfin un dédain trop caractérisé pour tout ce qui ne touchait pas à la science du cheval proprement dite, tels étaient vers 1870 les graves défauts d'une arme que les guerres de Crimée et d'Italie avaient un peu laissée dans l'ombre, et à laquelle sa longue inaction avait fait oublier les enseignements du passé. Plus favorisée que les autres sous le rapport de la composition de ses cadres, dotée d'un corps de sous-officiers que l'attrait d'un brillant uniforme permettait de recruter dans un niveau intellectuel relativement supérieur, commandée par des officiers pleins de vigueur et d'énergie, elle possédait certainement tous les éléments nécessaires pour remplir à la guerre son rôle véritable, qui est avant tout de voir et de renseigner. Mais ce rôle, malheureusement, elle affectait de le dédaigner, pour rêver de charges gigantesques, d'actions foudroyantes et de combats tumultueux où il ne fallait qu'un bon sabre, attaché à un solide poignet.

Le souvenir des cuirassiers légendaires d'Eckmühl, de la Moskowa et de Waterloo la hantait, tandis qu'elle négligeait les leçons précieuses de Colbert et de Brack. Enfoncer des carrés hérissés de baïonnettes, traverser des batteries affolées, bousculer des escadrons surpris en flagrant délit de manœuvre, voilà la gloire, qui illumine, à travers les générations, le souvenir des héros immortels. Mais le dur métier des reconnaissances, les heures glacées qu'on passe dans l'ombre, à l'affût, comme le gendarme qui guette un malfaiteur, les chevauchées solitaires, où il faut se cacher sans cesse, où on ne met jamais le sabre à la main, les cartes qu'il faut déchiffrer à la lueur des allumettes, les rapports et les croquis qu'il faut fournir, en un mot ce pénible service d'éclaireur qui demande tant d'habileté, tant de hardiesse et donne si peu d'éclat, voilà ce que nos cavaliers n'aimaient guère, parce qu'ils en méconnaissaient l'impérieuse nécessité. Aussi verrons-nous toujours, dans cette fatale guerre, nos troupes surprises, nos positions attaquées, nos mouvements éventés sans que rien ait été fait pour empêcher ces assauts subits. Notre cavalerie, dévouée jusqu'à l'héroïsme, se sacrifiera ensuite tout entière pour sauver l'honneur des armes et donner un moment de répit à nos lignes en désarroi. Mais cette abnégation suprême, payée par de glorieuses et sanglantes hécatombes, restera stérile, parce qu'alors il sera trop tard.

Combien de sang et de défaites nous eût-elle épargnés peut-être, en se révélant à son heure, quand elle pouvait encore déjouer les savantes combinaisons de l'ennemi!

Disons-le toutefois à sa décharge. Notre cavalerie, atteinte plus que les autres armes par les réductions budgétaires, n'avait que des effectifs insuffisants et des chevaux médiocres. Au lieu de 7 officiers, 164 hommes et 150 chevaux, chiffres réglementaires, elle ne put, et encore à grand'peine, mobiliser dans chaque escadron que 6 officiers, 120 hommes et 105 chevaux[1]. Ceux-ci, de provenance diverse,

1. Rüstow, *loc. cit.*, page 2.

étaient d'ailleurs, en général, trop pauvres de sang pour fournir les efforts qu'exige une grande guerre. Écoutons, là-dessus, un auteur étranger qui a étudié de très près notre organisation de cette époque.

« En 1866, dit le colonel fédéral Rüstow, les quatre escadrons de guerre d'un régiment pouvaient difficilement renfermer plus de 350 chevaux. Dès l'automne de 1866, on s'occupa de combler ces vides. Des achats de chevaux, commencés au mois d'août, sur une grande échelle, n'ayant pas donné les résultats attendus, un décret du 4 avril 1867 supprima les musiques des corps de troupes à cheval, pour donner quelques chevaux de plus aux combattants.

« A la même époque, on fit un essai pour employer une partie des chevaux de la grosse cavalerie aux attelages de l'artillerie, et les pertes occasionnées par là à la grosse cavalerie devaient être réparées au moyen de chevaux de gendarmes.

« Les achats de chevaux commencèrent donc au mois d'août 1866, et 23 millions et demi de francs furent affectés à cet objet dans le budget extraordinaire de 1867. Pendant l'affaire du Luxembourg, de grands marchés de remonte eurent lieu par toute la France. Comme on était pressé, on acheta un certain nombre de chevaux médiocres, et parfois à des prix exorbitants.

« On acheta également des chevaux en Hongrie, et des convois de ces animaux traversèrent l'Autriche et la haute Italie, du mois de juin au mois de décembre 1867, malgré les dissentiments sérieux qui devaient exister alors entre la France et l'Italie.

« Des achats de chevaux eurent lieu en outre en Angleterre et en Irlande, en Hollande et en Allemagne[1]. »

Mais cette remonte improvisée fut loin de répondre aux espérances qu'on avait fondées sur elle. Les chevaux hongrois, en particulier, se montrèrent difficiles et maladifs. D'autres, venus d'un peu partout, étaient tellement médiocres qu'il fallut s'en débarrasser quand la question du Luxembourg fut résolue pacifiquement, « de sorte que l'effectif des chevaux de la cavalerie française ne s'éleva pas à beaucoup près autant qu'on le croyait à l'étranger. Cet accroissement d'effectif ne fut réellement pas de plus de 30,000 chevaux (y compris ceux de trait) depuis le mois d'août 1866 jusqu'à la fin de 1867[2]. »

En résumé, à la déclaration de guerre, « les 63 régiments de cavalerie pouvaient mettre en campagne environ 31,500 chevaux, en en laissant dans les dépôts à peu près 12,000, dont la moitié au plus étaient propres au service, tandis que le reste ne l'était plus ou ne l'était pas encore[3]. »

En admettant, comme proportion nécessaire, que la quantité de cavalerie à attacher aux armées doive être environ du cinquième de l'infanterie, on voit que le nombre de chevaux disponibles ne permettait pas, à beaucoup près, d'atteindre ce chiffre, et que, eussent-ils été mieux instruits, nos cavaliers auraient éprouvé dans leur service d'avant-garde de bien grosses difficultés. Ajoutons enfin que les

1. Rüstow, *loc. cit.*, page 2.
2. *Ibid.*
3. *Ibid.*

chevaux étaient beaucoup trop chargés. Le harnachement, très compliqué alors, pesait en effet 22 kilos; l'habillement, l'armement, le campement et les vivres, 68 kilos; le cavalier, 65 kilos en moyenne. Au total, 155 kilos environ, poids avec lequel il est malaisé de parcourir chaque jour, et à toutes les allures, un nombre de kilomètres quelque peu important.

La cavalerie française se trouvait donc, en 1870, dans un état d'infériorité sensible, au triple point de vue de l'instruction, de la remonte et du nombre. La part de responsabilité qui lui incombe dans un pareil état de choses, elle l'a effacée par des torrents de sang noblement répandu. Mais que le souvenir de son sacrifice inutile nous garde de retomber dans les mêmes erreurs, et nous rappelle aussi à quels désastres et à quelle ruine peut conduire la funeste théorie des économies maladroites, qui finissent toujours par coûter si cher!

IV. Artillerie. — Le corps de l'artillerie était, depuis 1867, constitué comme suit:

16 régiments montés[1] (dont 1 de la Garde) ayant ensemble 126 batteries montées et 60 batteries à pied.

5 régiments à cheval (dont 1 de la Garde) ayant ensemble 38 batteries.

1 régiment de pontonniers.

Les batteries montées et à cheval attelaient elles-mêmes leurs pièces, leurs caissons et leurs voitures. Mais les batteries à pied, ainsi que les différents parcs, étaient attelés par les soins d'une troupe spéciale, dénommée *train d'artillerie*, dont il existait, dans la Garde, 1 escadron à 2 compagnies, et dans la ligne, 2 régiments à 12 compagnies chacun.

Le nombre total des batteries de combat existant en France (pour l'armée de terre, s'entend) était donc de 164, dont 38 à cheval, pouvant servir 984 bouches à feu[2]. Disons tout de suite que ce nombre était insuffisant, car déjà en 1806 Napoléon évaluait à un millier de bouches à feu attelées la quantité nécessaire à la France[3]: en 1810, il portait cette quantité à 1,300, et quand, en 1841, la tournure prise par les affaires d'Orient sembla rendre la guerre imminente, le maréchal Soult, alors ministre de la guerre, s'empressa de relever à 1,200 le chiffre des pièces attelées, qui était, après la Restauration, tombé à 588. On admettait à cette époque, comme maximum extrême de la proportion d'artillerie, 2 pièces et demie par mille hommes; on pense aujourd'hui que 3 pièces et demie ne sont qu'un minimum. Au surplus, ce total de 984 pièces ne fut pas expédié à l'armée du Rhin: sur les 164 batteries existantes, 10 étaient restées en Algérie et à Rome. On ne mobilisa donc que 924 pièces, dont 12 de montagne, ces dernières bien inutiles au moins pour le moment.

1. Les batteries montées transportent, dans les manœuvres, leurs servants sur les coffres des caissons. Les batteries à cheval n'ont que des servants à cheval.

2. Ce chiffre ne comporte que les batteries susceptibles d'être attelées. Il existait dans les arsenaux une réserve de matériel assez considérable, que la pénurie des hommes et des attelages empêchait, comme on le verra plus loin, d'utiliser.

3. *Correspondance de Napoléon*. Lettre au ministre Dejean, du 10 avril 1806.



1. Maréchal Le Bœuf. — 2. Maréchal Mac-Mahon. — 3. Maréchal Canrobert.
4. Maréchal Bazaine.

Les inconvénients provenant de la répartition territoriale des troupes, et que nous avons déjà signalés, firent que les corps d'armée mobilisés reçurent en moyenne leur artillerie près de quinze jours seulement après la déclaration de guerre, et encore grâce à des efforts surhumains. M. le général Thoumas, bien placé en 1870 pour apprécier mieux que personne les difficultés d'une opération relativement aussi rapide, affirme que « si, au mois d'avril 1867 [1], on avait été forcé de l'exécuter, trois mois n'y auraient pas suffi. Le résultat obtenu en 1870 était dû au travail opiniâtre accompli depuis trois ans sous l'impulsion prévoyante et active du maréchal Niel [2] . »

Le matériel en service dans l'artillerie de campagne comprenait trois types de pièces différentes :

Le 4 rayé (de calibre de $86^{mm},5$) ;

Le 12 rayé (du calibre de $121^{mm},3$) ;

Le canon à balles ou mitrailleuse.

La première de ces pièces, assez légère, et attelée de 4 chevaux seulement, était très maniable, mais tirait un projectile dont le faible poids diminuait la portée. En outre, elle était très facilement mise hors de service et ne résista pas assez longtemps aux puissants projectiles des Allemands. Le canon de 12, plus lourd, et attelé de 6 chevaux, était meilleur et pouvait tenir davantage. Mais il ne figurait malheureusement que dans les batteries de réserve, au nombre de 30 seulement ; sa portée maximum était de 3,000 mètres. Quant aux mitrailleuses, on sait quelles espérances leur création avait fait naître, et quelles désillusions s'en suivirent. La chimère de leur puissance destructive s'évanouit dès les premiers engagements. Fabriquées à Meudon dans un impénétrable mystère, révélé seulement à quelques rares initiés, elles devaient, au dire des gardiens de leur secret, produire des effets terribles et exercer des ravages sanglants. On avait beau objecter que les mettre, au moment d'une guerre, entre les mains de servants qui ne les connaissaient pas, pouvait constituer un danger et amener des déboires : — « Les tables de tir suppléeront à tout, était-il répondu. D'ailleurs on n'a pas fait autre chose en 1859 avec les canons rayés de 4. » Il se trouva que le canon à balles avait une portée très restreinte ($1,800^{m}$), que le réglage de son tir était fort délicat, et que si, employé contre de l'infanterie à bonne portée, il produisait des effets meurtriers, il restait, en revanche, tout à fait impuissant contre l'artillerie qui, en deux ou trois coups, le démolissait entièrement.

Cependant, telle était la force de la légende, que malgré leur peu d'efficacité, les mitrailleuses exerçaient une influence magique sur le moral du soldat. Celui-ci aimait à en entendre près de lui le crépitement significatif, et il est arrivé souvent que quand une troupe décimée commençait à faiblir, il a suffi pour la maintenir en bon ordre de faire avancer une batterie de canons à balles, qui aussitôt, coûte que coûte, ouvrait son feu sur n'importe quoi. Ce fut le plus clair des bénéfices qu'on retira de cet engin tant vanté.

1. Au moment de l'affaire du Luxembourg.

2. *Les Transformations de l'armée française*, tome I, page 141.

Les projectiles lancés par les canons de 4 et de 12 étaient de trois sortes : l'obus ordinaire, l'obus à balles, ou *schrapnell,* et la boite à mitraille. De cette dernière, destinée à agir à courte distance, il n'y a point à parler. Mais l'effet utile des deux autres projectiles, qui est de se faire sentir à la portée extrême de la pièce, ne pouvait s'exercer au delà de 2,800 mètres, parce que la fusée fusante dont ils étaient munis les faisait éclater à cette distance maxima. Il en résultait que quand les batteries allemandes, et c'était le cas le plus général, se postaient à 3,000 ou 3,500 mètres des nôtres, les obus lancés par celles-ci ne les atteignaient pas, tandis que les leurs, qui étaient à fusée percutante, éclataient dès qu'ils touchaient le sol. Cette inégalité dans les effets du tir explique en partie comment notre artillerie a été si fréquemment réduite au silence au bout de quelques heures de feu. Après la chute de Metz, on adopta pour les nouvelles pièces une fusée percutante ; l'armée du Rhin n'en possédait dans ses coffres que quelques-unes de rechange. Au surplus, les approvisionnements en munitions, qui, aux termes de la décision ministérielle du 13 octobre 1867, auraient dû être de 440 coups par pièce, se trouvèrent réduits presque de moitié, par suite de l'absence du grand parc de réserve. Celui-ci, en effet, ne put être constitué, et il en résulta pour nos batteries une pénurie de munitions qui les obligea parfois, comme on le verra, à cesser leur feu au moment où il eût été le plus utile. L'infanterie, avec ses 134 cartouches par homme [1], ne fut pas réduite à cette extrémité, malgré l'énorme consommation de munitions qu'elle fit dans les grandes batailles du début. Cependant, il est certain que si l'armée de Metz avait réussi à percer, l'impossibilité où elle était de se ravitailler n'eût pas tardé à la mettre dans une situation critique, et elle aurait bientôt manqué de cartouches, comme elle avait déjà, sur le champ de bataille même, manqué de gargousses et d'obus.

C'est encore là un des résultats de ce système déplorable, qui dispersait sur tout le territoire le personnel et le matériel. Les arsenaux possédaient bien en effet un approvisionnement suffisant de voitures, de canons, de munitions et de fusils pour former le grand parc ; mais cet approvisionnement n'était pas réuni, pendant le temps de paix, en groupes distincts, destinés, comme cela existe aujourd'hui, à telle division, à tel corps d'armée ou à telle armée, et conservés à proximité de leur centre de mobilisation. A la déclaration de guerre, il fallait donc tout d'abord constituer les groupes, puis réunir le matériel nécessaire à chacun d'eux. Or ce matériel, épars dans deux ou trois arsenaux, quelquefois davantage, et donnant lieu par suite à une série d'expéditions qui se croisaient en tout sens, encombrait certaines gares au point d'arrêter le service des trains, et souvent n'arrivait pas à temps à sa destination. Les batteries de campagne elles-mêmes, réduites en temps de paix à leur matériel d'instruction, devaient se compléter à la mobilisation ; il en est qui firent la guerre sans avoir reçu ce complément. Quant aux parcs, c'était bien autre chose : on ne put les former qu'à la diable. Le grand parc de réserve, lui, ne fut pas formé du tout.

1. 90 cartouches dans le sac, 24 à la réserve divisionnaire, et 20 dans les caissons de parc du corps d'armée.

Et puis, pour atteler toutes ces pièces, ces caissons, ces voitures, il eût fallu des chevaux, et on n'en avait pas. Pour les conduire, il eût fallu des hommes, et on n'en avait pas davantage. Déjà, dans les batteries et dans les parcs mobilisés, il existait un déficit de près de 9,000 chevaux, qu'on essaya de combler en partie par des chevaux de gendarmes et des achats *in extremis*. Comment aurait-on pu, le système des réquisitions étant alors inconnu, trouver assez d'animaux pour atteler des parcs de réserve, même si l'on eût possédé des harnais en nombre suffisant, ce qui n'était pas? Quant aux hommes, on a vu, par les chiffres donnés plus haut, à quel effectif dérisoire la manie toujours croissante des économies les avait réduits.

Il a été dit, et écrit souvent, que nous avions été battus parce que notre artillerie n'était pas de taille à lutter avec celle des Allemands. Ce n'est pas là, hélas! la seule cause de nos défaites, et les vices radicaux de notre organisation eurent sur les premiers désastres une influence bien plus considérable que l'infériorité de nos canons. Mais il n'en est pas moins vrai que cette infériorité, s'ajoutant à tant d'autres, s'est fait cruellement sentir, quand à Frœschwiller, à Saint-Privat et à Sedan, nos batteries, aux trois quarts ruinées et à bout de munitions, durent si souvent abandonner le champ de bataille, où l'infanterie restait seule, écrasée par une pluie d'obus. Non pas que le personnel de l'artillerie ait ménagé son sang plus qu'un autre. Il faut au contraire lui rendre cette justice qu'il s'est partout prodigué avec un dévouement et une bravoure dont l'armée tout entière a maintes fois été le témoin; les canonniers ont fait feu jusqu'à leur dernière gargousse, et leur attitude sur le champ de bataille, le sang-froid qu'ils ont toujours déployé dans les circonstances les plus critiques, le calme superbe avec lequel, au milieu d'une tempête de fer et de plomb, ils servaient leurs pièces et les tiraient, a souvent arraché à leurs camarades des autres armes un cri d'admiration méritée[1].

L'arme de l'artillerie était véritablement une élite, et jouissait d'un puissant esprit de corps, que ses chefs entretenaient avec un soin jaloux. Peut-être même est-ce à l'exagération de ce sentiment si fécond d'ordinaire, quand il n'est pas poussé jusqu'au particularisme, qu'elle dut de rester, avant 1870, enserrée dans les étreintes d'un organisme suranné, qui ne laissait pas pénétrer jusqu'à elle les idées nouvelles, et la maintenait en dehors de la voie du progrès. En effet, tandis que nos adversaires possédaient depuis longtemps déjà des pièces en acier à chargement rapide, on en restait, chez nous, aux canons démodés de 1859; tandis que les Allemands préconisaient, après expérience, les avantages des grandes masses d'artillerie, qui agissent par des efforts d'ensemble et des tirs convergents, nos batteries commettaient encore l'erreur de s'engager une à une, et d'entrer en ligne isolément ou successivement, méthode stérile et impuissante, quel que soit le nombre des

1. Le canonnier a sur le fantassin cet avantage incontestable, qu'au feu il est toujours occupé. Tandis que souvent les lignes d'infanterie, immobiles, étaient éventrées par des projectiles qui leur arrivaient on ne sait d'où, et auxquels elles ne pouvaient pas répondre, les artilleurs, tout à la préoccupation salutaire de leur service spécial, échappaient à l'influence démoralisatrice de l'inaction. Ceci dit, non point pour diminuer en rien leur mérite, mais seulement pour expliquer comment ils échappent à ces paniques soudaines, que l'énervement d'une attente prolongée sous le feu détermine quelquefois dans les rangs d'une infanterie réputée la meilleure et la plus aguerrie.

pièces mises en ligne, à assurer jamais la prépondérance dans le tir. Enfin, tandis que nous traînions derrière nos colonnes des batteries dites *de réserve*, qui ne pouvaient ouvrir leur feu que trop tard, quand encore elles l'ouvraient, nos adversaires avaient, eux, des batteries *de corps d'armée*, qu'ils engageaient absolument comme les batteries divisionnaires, dès le début de l'action, si c'était nécessaire, et qui assuraient tout de suite à leurs troupes une inviolable suprématie [1].

Telle était, en 1870, la situation désavantageuse, à tous égards, où se trouvait l'artillerie française. Certes, la pénurie des hommes et des chevaux ne provenait point de son fait, et il serait souverainement injuste de l'en rendre responsable. Mais son matériel inférieur, sa tactique défectueuse, sa répartition routinière dans les corps de bataille, voilà des vices qu'elle ne devait qu'à elle-même, puisqu'elle ne permettait à personne de s'immiscer dans son gouvernement particulier. On s'expliquera peut-être, par l'esprit un peu trop exclusif qui l'animait, et dont il a été question plus haut, que ces vices, un corps devenu aujourd'hui le plus réputé de l'Europe les ait laissés si longtemps subsister.

V. Subsistances et service de santé. — L'alimentation des armées en campagne ne peut être assurée que par deux moyens : ou bien il faut vivre sur le pays qu'on traverse, ou bien il faut tirer sa subsistance des magasins échelonnés d'une façon rationnelle, et fournissant les denrées au fur et à mesure des besoins. Mais chacun de ces systèmes, employé exclusivement, présente des inconvénients graves, comme il est facile de s'en convaincre. Les régions traversées par les armées sont, en effet, inégalement riches, et dans quelques-unes, qui ne se suffisent pas à elles-mêmes, il est impossible de faire subsister une troupe d'un effectif élevé ; en outre, il arrive souvent que si les premiers occupants réussissent à trouver quelque part les ressources nécessaires, il n'en est pas de même de ceux qui viennent après, et auxquels le pays dévasté refuse tout moyen d'exister. Les corps de la Grande Armée, cantonnés pendant l'hiver de 1807 sur les bords de la Passarge, en ont fait la dure expérience, et si Napoléon, avec sa prévoyance habituelle, n'avait pas amoncelé dans Varsovie des approvisionnements de toute nature, que des bateaux descendant la Vistule apportaient aux soldats, ceux-ci n'auraient certainement pas pu subsister. D'autre part, le ravitaillement exclusif d'une armée par les magasins présente ce danger, que ses mouvements ne sont plus libres ; elle risque, en s'éloignant trop, de mourir de faim, et les combinaisons du général en chef sont entravées par la préoccupation constante de ne pas se séparer des approvisionnements. L'histoire des guerres est pleine de faits à cet égard parfaitement probants, et, depuis Napoléon, ce système a été définitivement condamné.

C'est donc à la combinaison des deux méthodes qu'il faut demander les moyens

1. Il a fallu les rudes leçons de la défaite pour faire cesser la fâcheuse équivoque que le mot de *réserve* a si souvent provoquée. On considérait alors les troupes auxquelles il s'appliquait comme ne devant être engagées qu'à la dernière extrémité et c'était là une grave erreur dont nous aurons plusieurs fois l'occasion de signaler les conséquences funestes. Il est aujourd'hui bien entendu que le mot *réserve* désigne une force laissée à la disposition du chef, mais qui peut et doit être employée partout, à toute heure, et dans toutes les circonstances où son intervention est jugée utile par celui-ci.

de vivre, c'est-à-dire qu'il faut constituer à l'avance les approvisionnements, et créer des magasins dont certains sont fixes et d'autres mobiles. Tant que les ressources du pays le permettent, l'armée vit sur elles, ou bien l'administration les exploite pour compléter ses magasins, le cas échéant. Ces ressources viennent-elles à manquer, aussitôt les magasins mobiles s'approchent des lignes, y apportent les denrées nécessaires, et sont à leur tour réapprovisionnés par des échelons placés en arrière, qu'alimentent de proche en proche les magasins fixes du territoire national. Tel est le fonctionnement rationnel et normal de ce service capital, que les règlements actuels ont assuré sur des bases solides, mais qui, en 1870, n'était réglementé par rien.

A cette époque, l'Intendance, investie à la fois de la direction, de l'exécution et du contrôle, jouissait d'une indépendance absolue que tempéraient seules quelques instructions ministérielles de principe. L'autorité des généraux sur son service technique était nulle, aussi bien en temps de guerre qu'en temps de paix, et ses membres, agissant en qualité de délégués directs du ministre, traitaient les affaires administratives complètement en dehors du commandement. Ce n'est pas que celui-ci acceptât la situation sans protester ; s'appuyant au contraire sur ce fait incontestable que, somme toute, la responsabilité définitive remonte toujours jusqu'à lui, il avait à plusieurs reprises revendiqué le droit légitime d'exercer son action aussi bien sur l'administration de l'armée que sur le reste. Toujours ses efforts s'étaient brisés contre la résistance opposée par un corps puissant, compact, composé de façon exceptionnelle, et doté d'un haut personnel où les individualités brillantes foisonnaient.

Cependant, dans les guerres récentes, l'Intendance n'avait pas fait merveille. On l'avait vue, en 1854, obligée de recourir à une maison de commerce de Marseille, la maison Pastré, pour faire vivre nos soldats jetés sur le plateau de Chersonèse. Encore ceux-ci vécurent-ils fort mal, et durent-ils rester, au début, près de trois semaines sans recevoir ni pain ni vin. Quant aux bestiaux qu'on leur distribuait, leur maigreur était telle et leur faiblesse si grande qu'ils pouvaient à grand'peine faire le trajet de Kamiesch au camp, et qu'on les abattait en chemin pour qu'ils ne mourussent pas d'épuisement. Ce qui n'empêchait pas l'État de les payer fort cher [1]. Pendant la campagne d'Italie, en 1859, les vivres avaient souvent manqué, ainsi qu'en fait foi la relation officielle de la guerre, publiée par ordre de l'Empereur. Il est vrai que ce document en rejette la faute sur le défaut d'organisation du train des équipages, ce qui ne saurait absoudre l'Intendance, puisqu'à cette époque, le train des équipages dépendait d'elle uniquement. « Si cette organisation avait été complète au début de la campagne, dit la relation précitée, elle aurait certainement facilité les premières opérations, et *épargné aux troupes quelques privations.* » Pour qu'un ouvrage destiné à exalter tout ce qui avait été fait dans cette guerre s'exprime de la sorte, il faut que ces privations aient été sérieuses, en vérité.

1. Général Thoumas, *loc. cit.*, tome II, page 53.

Quoi qu'il en soit, la situation était, en 1870, assez tendue, et le corps de l'Intendance, battu en brèche dans l'opinion, se trouvait en même temps obligé d'entrer en lutte contre des agents subalternes, les officiers d'administration, qui, tenus jusque-là à l'écart, cherchaient à s'en faire ouvrir les portes. Une pétition adressée au Sénat, et discutée en séance publique, des articles de journaux, enfin l'intervention du ministre lui-même, découvrirent la plaie secrète dont souffrait notre système administratif.

C'est bien plutôt à cet ensemble de circonstances qu'à des défaillances reconnues, que le corps de l'Intendance doit les attaques violentes dont, après la guerre, il a été l'objet. Car, il faut le dire pour être juste, les approvisionnements nécessaires à l'armée d'opération étaient bien réellement constitués ; les places fortes de la frontière possédaient même les vivres nécessaires, qu'elles reçurent dès que la guerre fut à redouter. Ce qui manquait surtout, c'était la direction supérieure, la préparation, et une conception logique des nécessités du moment. Le ministère, qui procédait à la fois à la mobilisation et à la concentration, deux opérations nécessairement si distinctes, promenait dans tous les sens des convois qui encombraient les gares, embrouillaient le service des chemins de fer, et se trouvaient parfois obligés de rétrograder vers l'intérieur, tandis que des troupes campées à proximité manquaient souvent de pain, de vivres et de campement pour faire leur cuisine. C'était la confusion absolue, le désordre navrant, dont restaient seuls responsables ceux qui lançaient des ordres affolés et inexécutables, ou bien n'en lançaient pas du tout.

« Lorsque les premiers trains d'infanterie, a écrit le directeur de la ligne de « l'Est, arrivèrent à Metz, aucun ordre n'était donné pour leur lieu de destination, « et la troupe dut attendre plusieurs heures à la gare, les wagons chargés de voi- « tures régimentaires ou des bagages d'officiers n'étant pas déchargés. Les trains « se succédant avec la rapidité que nous avons fait connaître (594 en dix jours), il « fallut garer les trains avec des wagons non déchargés. Vinrent ensuite les trains « de matériel et de vivres. L'intendance territoriale n'avait reçu aucune instruction « pour la réception des vivres qui avaient Metz pour destination ; c'était les inten- « dances divisionnaires qui devaient disposer de ces marchandises, mais, ne « sachant pas si les corps s'arrêteraient à Metz ou iraient plus loin, elles n'osaient « pas faire décharger les wagons. La plus grande confusion ne tarda pas à régner « dans la gare..... Souvent, les camions de la Compagnie portaient à de très grandes « distances de la gare des marchandises qui, mises à terre, étaient rechargées et « reconduites à la gare pour être réexpédiées par chemin de fer à une gare au delà. « On déchargeait en gare du foin pour le conduire aux magasins de la ville, et à la « même heure, les mêmes magasins envoyaient du foin en gare pour faire des expé- « ditions[1].... »

N'est-ce pas là l'image du désordre le plus complet? On ne peut pas dire cependant qu'il provînt uniquement du fait de l'Intendance. La Chambre des

1. E. Jacqmin, *Les Chemins de fer pendant la guerre de* 1870, page 123.

députés, on l'a vu, rejetait systématiquement tous les crédits qu'on lui demandait pour l'armée ; il en résultait que le train des équipages, chargé d'atteler et de conduire les convois, manquait en 1870 de plus de 10,000 chevaux et de près de 4,000 hommes, que les ouvriers d'administration étaient partout en déficit, et que les bras faisaient de tous côtés défaut pour manutentionner les denrées. Cette situation avait été maintes fois signalée, mais on n'en tenait pas compte[1]. Bien plus, certains approvisionnements indispensables ne pouvaient être constitués ; c'est ainsi que les effets d'habillement, d'équipement et de campement nécessaires à l'excédent de troupes qu'aurait dû créer la loi de 1868, nécessitaient une dépense de 32 millions, que l'intendant général Blondeau demanda au Corps législatif ; celui-ci la refusa, et ce fut seulement le 12 juillet 1870, trois jours avant la déclaration de guerre, qu'il accorda.... *un million !* Contre tout cela, que pouvait l'Intendance, et que pouvait-elle davantage contre l'ahurissement qui, à l'heure suprême, s'empara des esprits? Certes, elle ne représentait, ni théoriquement, ni pratiquement, la perfection. Mais elle ne méritait pas non plus qu'on fît d'elle le bouc émissaire de nos défaites, ni qu'on lui imposât sans partage des fautes dont d'autres devaient aussi porter la responsabilité.

Quant au service de santé, c'était le triomphe de l'anarchie la plus complète. Effectivement dirigé par l'Intendance, que représentaient dans les hôpitaux et ambulances les officiers d'administration comptables, confié aux médecins militaires pour la partie technique, aux pharmaciens pour les médicaments, au train des équipages pour les transports en campagne, il ne fonctionnait qu'à grand'peine, au milieu de tiraillements incessants et de perpétuels conflits d'autorité. Les médecins se plaignaient, non sans quelque raison, de ne pouvoir disposer à leur gré des infirmiers et du matériel ; les comptables faisaient passer avant toute chose la régularité de leur gestion, et les intendants, brochant sur le tout, apportaient dans leur haute intervention un formalisme solennel, le plus souvent incompatible avec les besoins des malades et les prescriptions de la Faculté. On ne peut rien imaginer de moins conforme aux règles d'une bonne administration.

Ajoutons à cela que le personnel médical était en nombre absolument insuffisant. Il comptait, depuis 1872, 1,147 médecins et 159 pharmaciens, dont 7 médecins et 1 pharmacien inspecteurs. Si l'on en défalque la quantité nécessaire aux corps de troupe, à l'Algérie et au service des hôpitaux de l'intérieur, on voit qu'il ne restait disponible, pour les hôpitaux et ambulances de campagne, qu'un chiffre dérisoire[2], en sorte que les blessés risquaient fort de manquer de soins. Nous avons pu voir

1. Les troupes dites d'administration comprenaient avant 1870 :

1 section de commis aux écritures,
9 sections d'infirmiers militaires,
13 sections d'ouvriers,
3 régiments du train des équipages,
4 compagnies d'ouvriers des équipages militaires.

Les voitures étaient construites dans des parcs dits de construction, qui existaient à Vernon, à Châteauroux et à Agen. Enfin, une direction centrale des parcs avait son siège à Vernon.

2. Ce chiffre était exactement de 173, pour une armée de 250,000 hommes environ.



Les mobiles de la Seine au Camp de Châlons.

malheureusement, dans les ambulances de Metz, des circonstances où *un seul médecin* a dû examiner, panser, opérer même, l'énorme quantité de 4 à 500 blessés, dont beaucoup sont morts certainement faute de soins immédiats. Et si, pendant le siège, les médecins civils ne s'étaient pas joints, avec le plus grand dévouement, à leurs collègues militaires, il est impossible de savoir ce qui serait advenu.

Le transport des blessés pendant l'action était mal assuré et réglementé d'une façon insuffisante. Les musiciens en avaient bien la charge, du moins en théorie, mais sans recevoir au préalable d'instruction à cet égard ; en tout cas, ils étaient trop peu nombreux pour y suffire. Ce transport s'effectuait donc dans des conditions quelconques, généralement par les soldats du train des ambulances, qui ne s'avançaient pas toujours, avec leurs cacolets, assez près de la ligne du combat, et quelquefois par les soins des combattants eux-mêmes, dont les moins braves trouvaient ainsi un prétexte pour s'éloigner du danger ; quelquefois aussi il ne s'effectuait pas du tout, du moins tant que durait l'action. Au surplus, le matériel destiné à ce transport était assez médiocre, et imposait aux blessés des souffrances inutiles, que les voitures mieux suspendues et mieux comprises dont on dispose aujourd'hui leur épargneront certainement à l'avenir.

Quant aux ambulances, suffisantes comme nombre, mais trop pauvres en personnel, elles se partageaient, pendant la bataille, en *ambulance volante*, dirigée sur les points où besoin était, et en *dépôt d'ambulance*, dont l'emplacement devait être désigné par le chef d'état-major général. Les médecins des corps de troupe étaient, eux, chargés de donner les premiers secours aux blessés, à l'aide des cantines régimentaires d'ambulance. Enfin, en arrière, étaient établis en des points fixes les *hôpitaux temporaires de campagne*, et les *dépôts de convalescents*.

Tout cela, avec plus de monde, et une direction moins vicieuse, eût été satisfaisant. Tel quel, ce n'était pas assez pour assurer aux blessés, en toute circonstance, les soins auxquels ils avaient droit, et qui, sans l'admirable essor de la charité privée, leur eussent trop souvent fait défaut.

Conclusion. — Nous venons de résumer brièvement, dans les pages qui précèdent, la situation générale où se trouvait, au début de la guerre de 1870, l'armée française, naguère encore brillante de tant de gloire, et si près alors des plus sombres revers. Nous l'avons vue, depuis la campagne de Crimée, décliner progressivement, oublier ses traditions les plus fécondes, perdre peu à peu ses meilleurs éléments de succès, et se réduire, après des vicissitudes diverses, répercussion d'un malaise politique toujours croissant, à une poignée de braves gens, auxquels tout a manqué à la fois, hormis le courage et le dévouement.

Point d'unité dans le commandement, partant point d'organisation solide, point d'institutions assurées. Des effectifs qui vont toujours en diminuant, au point d'entraver le fonctionnement des services essentiels ; des lois qui demeurent lettre morte, et un système de réserves qui ne fonctionne pas ; la stagnation dans des errements surannés, qui entretient l'ignorance et provoque l'inertie, une confiance irraisonnée dans des moyens d'action vieillis, et dépassés de beaucoup par ceux

dont dispose l'adversaire; enfin l'oubli complet de la science de la guerre, le triomphe de la routine et l'affectation du dédain pour les enseignements du passé, tels étaient les vices irrémédiables contre lesquels eût pu seule réagir une autorité effective, incontestée, libre de ses actions et maîtresse de son pouvoir.

Cette autorité, dévolue au souverain, celui-ci ne l'exerçait pas. Si encore les caractères s'étaient montrés à hauteur des circonstances, si les qualités morales s'étaient maintenues chez tous au même niveau, si le pouvoir central avait conservé son sang-froid, et le commandement une décision égale à l'étendue du péril, peut-être que la situation n'eût pas été désespérée, et que l'énergie des soldats eût encore une fois racheté les fautes d'un organisme défectueux. Mais nous verrons, hélas! par la suite de ce récit, quel esprit de vertige a présidé aux préparatifs suprêmes, et quelles défaillances a provoquées la commotion des premiers revers. Enfin, pour mettre le comble à notre infortune, il s'est trouvé dans les rangs de l'armée, un homme que cette armée avait porté au faîte des honneurs, un homme auquel étaient confiées les dernières ressources de la France, et qui les a sacrifiées à je ne sais quelles chimériques et coupables compromissions.

La défaite nous guettait donc, avec son sinistre cortège de larmes et de douleurs. N'oublions jamais que si elle est due à des causes multiples, elle est due, surtout et avant tout, à la faiblesse de nos institutions militaires.

« Les institutions militaires, a écrit en effet très éloquemment et très justement
« M. le duc d'Aumale, ne garantissent pas la victoire; mais elles donnent le moyen
« de combattre, de vaincre et de supporter les revers. Sans elles, tant que durera
« l'état actuel des sociétés européennes, pas de sécurité ni de véritable indépen-
« dance pour les nations[1]. »

1. Duc d'Aumale, *Institutions militaires de la France*, édition in-12, page 6.





CHAPITRE III

LES ARMÉES ALLEMANDES EN 1870

Le premier soin de la Prusse, après Sadowa, avait été d'augmenter son armée en proportion de sa grandeur nouvelle, et d'user de sa situation désormais prépondérante en Allemagne pour utiliser à son profit les ressources offertes non seulement par les pays annexés, mais encore par les autres. Jusque-là, elle n'avait possédé que 9 corps d'armée, dont 1 de la Garde; elle en forma immédiatement 4 autres, et constitua ainsi l'armée fédérale du Nord. Puis, en février 1867, elle signa avec les trois États du Sud, Bavière, Wurtemberg et grand-duché de Bade, des conventions militaires qui lui assuraient, en cas de guerre, le concours effectif de ces États, soit la valeur de trois nouveaux corps.

C'est donc cette formidable armée que la France allait avoir à combattre.

Or, tandis que celle-ci, toujours hésitante à entrer franchement dans la voie du service obligatoire et personnel, ne cherchait, comme on l'a vu, qu'à parer au moyen d'expédients plus ou moins heureux à l'insuffisance de son recrutement, la Prusse au contraire jouissait d'institutions militaires déjà anciennes, dont l'excellence venait de se révéler par des succès foudroyants. Nous avons dit (chap. Ier, page 3) comment, forcée par Napoléon de n'entretenir qu'une armée de

40,000 hommes, elle avait tourné la difficulté en créant la Landwehr. Jusqu'en 1860, elle ne modifia point ce système, et se borna à des accroissements d'effectifs. Mais à cette époque le prince-régent Guillaume[1], depuis roi de Prusse et empereur d'Allemagne, qui portait aux choses de l'armée une attention particulière et s'y consacrait tout entier, jugea qu'il y avait mieux à faire et proposa une nouvelle organisation. Ce qu'on avait créé, dans la période de 1806 à 1814, la nécessité l'imposait; d'une part, la terrible autorité du vainqueur, d'autre part, la pénurie des ressources financières, ne permettaient pas d'aller plus loin. Mais il n'en était plus ainsi maintenant, et rien n'empêchait de parer aux défectuosités constatées du système. Il s'agissait en effet, non plus de se défendre, mais d'attaquer, le cas échéant. Or l'armée de campagne était encore trop faible, et la militarisation de la nation par la landwehr n'assurait pas à l'offensive un essor suffisant.

On commença donc par donner à l'armée active son autonomie en la dotant d'une réserve, où elle devait puiser ses effectifs de guerre. Quant à la landwehr, préposée à la garde du territoire et appelée à faire campagne à l'extérieur dans les cas exceptionnels seulement, elle forma une troupe à part, qui avait ses circonscriptions de réserve propres, et se mobilisait en même temps que l'armée active, mais indépendamment de celle-ci. De la sorte, les deux opérations n'étaient plus subordonnées l'une à l'autre, toutes les forces vives du pays pouvaient être utilisées, et leur puissance numérique n'avait d'autre limite que les limites mêmes du développement national. Aussi, dès la fin de 1860, l'armée prussienne s'éleva-t-elle au chiffre de 370,000 hommes sur le pied de guerre, avec plus de 100,000 hommes de remplacement dans les dépôts, et sur le territoire 150,000 landwehriens instruits et armés[2]. C'était énorme, et pas une puissance en Europe n'en était encore là.

Cette organisation redoutable, qui n'a changé depuis que pour se perfectionner, était établie sur les bases suivantes :

Tout sujet prussien reconnu valide devait le service personnel sans exception, exonération ni remplacement, pendant 25 ans, de 17 à 42 ans. Il passait

Dans l'armée active	3 ans
Dans la réserve.	4 ans
Dans la landwehr	5 ans
Dans le landsturm	13 ans

Appelé sous les drapeaux à l'âge de 20 ans, il était donc classé dans la réserve de l'armée active à 23 ans, et dans la landwehr à 27 ans. Il faisait partie du *Landsturm* de 17 à 20 ans et de 32 à 42 ans.

L'institution du volontariat d'un an, que nous avons connue et pratiquée jusqu'en 1890, était là pour compenser les rigueurs de ce système, et permettre le recrutement des carrières libérales.

1. Le roi Frédéric-Guillaume IV étant devenu fou, son frère le prince Guillaume avait été, en 1858, proclamé régent du royaume; il monta sur le trône en 1861.

2. La Prusse ne comptait à cette date que 18 millions d'habitants.

L'ancienne armée prussienne était, nous l'avons dit, divisée en 8 corps d'armée se recrutant sur leur territoire même, et organisés dès le temps de paix comme ils doivent l'être en cas de guerre ; chacun d'eux comprenait :

1 bataillon de chasseurs,
2 divisions d'infanterie (à 4 régiments),
1 brigade d'artillerie,
1 bataillon de pionniers (génie),
1 bataillon du train.

A chaque division d'infanterie était attaché, mais pour la guerre seulement, un régiment de cavalerie. Le reste de cette arme était groupé en divisions indépendantes. Enfin, le corps de la Garde, qui constituait un neuvième corps non numéroté, comprenait une division de cavalerie à 6 régiments.

Après 1866, on forma le IX[e] corps avec les duchés du Schleswig-Holstein, conquis sur le Danemark et gardés malgré l'Autriche ; le X[e] avec le royaume de Hanovre, arraché à son souverain le roi Georges V, et le XI[e] avec les territoires annexés du Nassau, de la Hesse électorale et de la ville libre de Francfort-sur-le-Mein. Le royaume de Saxe constitua le XII[e] corps[1], et le grand-duché de Hesse fournit une division mixte, rattachée provisoirement au XI[e] corps.

Le premier de ces deux pays faisait partie de la Confédération du Nord[2] ; les autres États placés dans la même situation politique avaient, ou bien incorporé purement et simplement leurs troupes dans l'armée fédérale, tout en leur gardant un uniforme particulier et un semblant de caractère national, ou bien livré sans réserve leurs contingents à la Prusse, qui les versait dans ses régiments, les habillait, les instruisait et les nourrissait comme ses propres soldats, moyennant une redevance de 843 fr. 75 (220 thalers) par homme et par an.

D'ailleurs l'organisation prussienne s'était rapidement généralisée, et dès 1867 l'assimilation militaire des 22 États secondaires de l'Allemagne du Nord à leur absorbant instructeur était entière et complète, depuis la Baltique jusqu'au Mein, et depuis le Rhin jusqu'à l'Oder. Il s'était formé là une armée extraordinairement forte, dont les accroissements successifs et persistants indiquaient chez ses créateurs un puissant esprit de suite et une singulière ambition. L'instrument formidable qu'elle était devenue ne pouvait évidemment, dans les mains d'un homme tel que M. de Bismarck, demeurer improductif, et c'était à juste titre que les moins timorés voyaient dans son développement si rapide la menace d'éventualités redoutables, auxquelles ils ne pouvaient songer sans effroi. Les remarquables rapports du colonel Stoffel, attaché militaire à Berlin, les cris d'alarme du général Ducrot, commandant la division de Strasbourg, les doléances de l'intendant

1. Le XII[e] corps avait, comme la Garde, une division de cavalerie.

2. Le grand-duché de Hesse-Cassel, dont le territoire est à cheval sur le Mein, n'était pas compris dans la Confédération du Nord ; mais il avait immédiatement englobé sa petite armée dans l'armée fédérale.

général Blondeau, directeur des services administratifs au Ministère de la Guerre, enfin les avertissements prudents que le général Trochu avait semés à travers la dialectique serrée de son ouvrage célèbre *L'Armée française en 1867*; tout cela mettait en évidence les dangers auxquels nous exposait ce prodigieux accroissement de forces chez un peuple qui manifestement nous haïssait. En même temps, certains de ces documents démontraient, d'une façon précise, l'indéniable supériorité qu'assuraient à nos voisins jaloux leurs institutions fécondes, la science de leurs chefs et l'excellence de leur matériel de guerre. Cette supériorité n'était donc pas, comme on l'a dit, un mystère, et il suffira d'en rappeler les principaux éléments pour expliquer les sombres pressentiments dont ne purent se défendre, au mois de juillet 1870, ceux que n'aveuglait pas le plus inconcevable des vertiges.

A). ARMÉE FÉDÉRALE.

I. Commandement et état-major. — Tout d'abord, le roi de Prusse, généralissime de l'armée fédérale, exerçait ses fonctions de la façon la plus réelle et la plus effective. C'était chez lui tradition de famille tout autant que goût personnel. D'ailleurs, il avait passé par tous les grades, et commandé en qualité de général-major (général de brigade) les troupes prussiennes envoyées en 1848 dans le grand-duché de Bade pour y réprimer l'insurrection. Depuis, les fonctions de commandant de corps d'armée et d'inspecteur général l'avaient familiarisé encore davantage avec tous les rouages de l'organisme militaire de son pays, et nul, mieux que lui, n'en connaissait la puissance et l'élasticité. Aussi ne se reposait-il sur personne du soin de diriger les progrès de son armée, et exerçait-il dans toute leur intégrité les pouvoirs de général en chef qu'il tenait de la Constitution.

Doué d'un caractère énergique et d'une ténacité qui savait vaincre tous les obstacles, il avait provoqué et mené à bien la réorganisation féconde de 1860, en dépit des résistances d'un Parlement qui ne se décida à amnistier son audace qu'après les victoires de 1866. Il avait su s'entourer de conseillers et d'auxiliaires remarquables; M. de Bismarck, les généraux de Moltke et de Roon, qu'il soutenait de sa confiance et couvrait de la prérogative royale, quand les attaques d'une opposition passionnée menaçaient de les précipiter du pouvoir. En un mot, son action directe, immédiate et constante, assurait la stabilité des institutions militaires de la Prusse, et, en les développant progressivement, préparait les succès de 1864, de 1866, et de 1870, qui ont donné aux Hohenzollern la couronne des Césars, et à l'Allemagne son incontestable puissance.

Ainsi l'autorité du souverain, en s'exerçant dans toute sa plénitude sur l'armée, créait en faveur de celle-ci une force précieuse qui nous manquait, l'unité du commandement. Bien plus, elle représentait pour les vues ambitieuses de la Prusse une garantie de succès, parce que seule elle permettait l'exécution soudaine et résolue des projets que sa politique mûrissait en silence et préparait de longue main.

Le roi, outre son *cabinet militaire,* chargé du personnel, possédait deux auxiliaires principaux, le *ministre de la guerre* et le *chef de grand état-major.* Le premier, responsable devant le pouvoir législatif, avait la charge de l'organisation et de l'administration de l'armée; au second, responsable seulement devant le souverain, incombait la préparation de la guerre et son exécution. Il semblerait que ce dualisme dût amener des conflits d'attributions, et celles-ci ne manqueraient pas de se produire chez une nation moins puissamment hiérarchisée que l'Allemagne, où subsistent encore dans la constitution politique et sociale les derniers vestiges de l'esprit féodal. Mais c'est ici qu'intervenait le pouvoir régulateur et arbitral du souverain lui-même, qui, par les *ordres du cabinet,* exprimait sa volonté, tranchait les difficultés pendantes et, en partageant les responsabilités, évitait les empiétements. Cette volonté était et est encore, pour l'armée allemande, la loi suprême, et nul ne serait assez osé pour l'enfreindre ou seulement pour y résister.

L'homme qui, en 1870, était, depuis treize ans déjà, investi des fonctions de chef de l'état-major, et allait bientôt mettre le comble à sa renommée, se nommait le général de l'infanterie[1] Helmuth-Carle-Bernhardt de Moltke. Né en 1800, à Parchim, dans le Mecklembourg-Schwerin, il avait, à l'âge de quatre ans, suivi en Danemark son père, émigré on ne sait pourquoi, et devenu, en 1806, sujet danois. Après des études faites tout entières dans son pays d'adoption, il entra à l'École des cadets de Copenhague, d'où il sortit en 1820 avec le grade de sous-lieutenant. Mais, dès 1822, trouvant que la petite armée du roi de Danemark offrait un cadre trop restreint à son ambition déjà en éveil, il se décida à la quitter pour entrer dans celle du roi de Prusse, qui apparemment réalisait mieux son idéal, ou tout au moins lui offrait de plus grandes chances d'avancement. Il fut regretté, si l'on en croit ses mémoires[2], et reçut à l'occasion de sa démission de hauts témoignages d'estime, qu'il nous a transmis. Tout cela ne l'empêcha point d'oublier bien vite ses anciens compagnons d'armes, car lorsque, quarante ans plus tard, il dirigea contre eux une guerre spoliatrice, ce fut assurément sans que l'ombre d'une émotion ou d'un remords quelconque ait jamais fait trembler le bras qui portait à la patrie des jeunes années des coups si redoutables et si cruels[3].

1. La hiérarchie des officiers généraux allemands comporte un échelon de plus que la nôtre; c'est le *général de l'infanterie* ou *de la cavalerie* (suivant l'arme d'origine) qui est placé immédiatement au-dessus du *lieutenant-général* (général de division). Depuis quelques années, Guillaume II a créé le titre de *général de l'artillerie* qui n'existait pas avant lui.

2. Publiés à Berlin en 1892.

3. Il est tout à fait piquant de voir avec quel dédain le feld-maréchal de Moltke traite, dans sa correspondance, ses premiers frères d'armes, avec quelle joie il salue leur défaite, avec quelle jouissance intérieure il se raille de leurs faiblesses ou de leurs fautes. Pour lui, c'est *l'ennemi,* le Danois, qui se laisse surprendre, qui se défend comme il peut, à la diable, sans art et sans adresse, et qui ne sait pas déjouer les embûches de son formidable adversaire. Il en vient à se servir d'expressions triviales, et parle des obus qui « travaillent les côtes » du cuirassé *Rolf-Krake.* Il ne craint pas même de suspecter la bravoure de ces pauvres soldats qui luttaient un contre vingt, et de raconter que pour pouvoir fuir plus vite, ils s'empressaient de jeter leurs sabots....

Qu'on s'étonne après cela qu'un homme doué d'une pareille sécheresse de cœur se soit montré



1. Guillaume Ier. — 2. Le Prince héritier de Prusse. — 2. Le Prince de Bismarck.
4. Le Maréchal de Moltke.

Dans l'armée prussienne, le jeune de Moltke obtint, comme il l'avait espéré, un avancement rapide. Bientôt capitaine d'état-major, puis chargé d'une mission en Turquie, il parvint en 1857 au grade de général-major et fut, en cette qualité, appelé au poste de chef d'état-major de l'armée, qu'il occupa jusqu'à la limite extrême de ses forces et de ses années. On sait quelle part considérable il prit à la réforme de 1861.

D'un esprit très positif, d'un caractère tenace et d'une volonté de fer, M. de Moltke avait concentré toutes ses facultés sur un but unique, qui était de faire de l'armée prussienne un instrument supérieur à celui dont disposaient toutes les autres puissances. Ne jamais attendre le secours du hasard, ne rien négliger des leçons de l'expérience, tout prévoir d'avance pour se garder des surprises, enfin se défier des inspirations du moment, tel était son système, dont les campagnes de 1864 et 1866 furent les premières et éclatantes confirmations. A la fois circonspect et pratique, M. de Moltke savait, à défaut des inspirations géniales qu'il n'avait pas, forcer le cours des événements par une série de combinaisons raisonnées, presque mathématiques, et si minutieusement précises que leurs conséquences pouvaient être escomptées à peu près à coup sûr. C'est en cela surtout que l'action de cet homme véritablement extraordinaire a été prépondérante, non seulement dans les opérations militaires, mais encore et surtout dans l'état remarquable de préparation qu'aux approches de l'année 1870 l'armée fédérale avait atteint.

Quant au ministre de la guerre, général de Roon, c'était un administrateur de premier ordre. La Prusse lui est redevable de la rapidité avec laquelle ont été fondus dans son propre moule les contingents variés que lui apportaient ses conquêtes et de l'étonnante cohésion qui, de tant d'éléments divers, a si vite formé un faisceau unique et compact. M. de Roon a occupé le ministère pendant 20 ans, de 1858 à 1878.

Ainsi l'unité de direction et la stabilité des personnes se trouvaient réunies dans le haut commandement des forces prussiennes. Au degré immédiatement inférieur, les princes de la famille royale, dressés dès le berceau au métier des armes, et confondus avec des généraux dont ils rehaussaient la situation par le prestige de leur propre rang, conservaient les commandements supérieurs qu'ils avaient, en 1864 et 1866, exercés avec un incontestable éclat. Enfin, l'aide principal du commandement, le corps d'état-major, recruté parmi les meilleurs officiers de toutes armes qui avaient suivi avec succès les cours de l'Académie de guerre, était, de la part de son chef, l'objet d'un soin jaloux et d'une attention constante qui le préparait, sans trêve ni relâche, au métier de la guerre. M. de Moltke dirigeait en personne ce service, choisissait ses cadres parmi une élite dont les médiocrités étaient soigneusement éliminées, et lui donnait cette impulsion féconde qui a produit en 1870 de si grands résultats.

D'ailleurs, le corps des officiers, dont la noblesse et la bonne bourgeoisie four-

en 1871 si rigoureux pour la cession d'un lambeau de terre, qu'exigeait peut-être la satisfaction des appétits allemands, mais dont les habitants ne professaient certainement pas, en matière de patrie, un éclectisme égal au sien.

nissaient presque tous les membres, était lui-même fort remarquable. Il avait conservé le culte de la carrière des armes, qui lui assurait une situation sociale prépondérante et des honneurs particuliers, au point d'en faire une sorte de caste, et possédait un esprit de discipline, un sentiment de sa dignité, et un amour-propre professionnel poussés presque jusqu'à l'excès. Son instruction, l'indépendance relative que lui assuraient, sous sa responsabilité, les règlements en vigueur, enfin la haute idée qu'il se faisait de sa mission, tout cela développait en lui un esprit d'initiative et de solidarité dont l'histoire de la guerre fournira des preuves répétées. Son dévouement au souverain était sans limite.

Quant aux sous-officiers, ils constituaient la véritable force des troupes prussiennes. Ils se recrutaient presque tous dans les écoles *ad hoc*, où ils puisaient une solide éducation militaire, qu'ils venaient ensuite répandre dans les régiments, où ils devenaient, pour les officiers, de précieux auxiliaires. Cette position, entourée d'une considération et d'un bien-être inconnus dans les autres armées, leur fournissait une carrière honorée et enviable, où ils pouvaient, par la part qui leur revenait dans le commandement, exercer et développer leurs qualités militaires. L'armée prussienne en était fière, et les considérait à juste titre comme un des principaux éléments de ses succès futurs.

On a pu voir, d'après ce qui précède, sur quelles bases puissantes reposait l'édifice construit sur les ruines accumulées d'Iéna et d'Auerstædt. A les rapprocher de l'état de décadence où la France avait laissé tomber son armée, on ne peut se défendre d'une émotion douloureuse et d'un poignant serrement de cœur. Et cependant il restait à ce pays, si oublieux de sa sécurité et si insouciant de sa défense, une force intacte, éternelle comme lui, produite par ses entrailles mêmes et fécondée de sa sève vigoureuse, une force que nos ennemis n'avaient point, et qu'ils n'auront jamais, le soldat. Oui, le soldat, dont seul le caractère s'était maintenu à la hauteur de ses devoirs sacrés, tandis qu'il s'abaissait chez les autres, grisés par des succès qui n'étaient dus qu'à lui. Le soldat, qui n'avait perdu aucune des qualités de sa race, ni la bravoure, ni l'élan, ni cet admirable instinct militaire, apanage héréditaire légué par les ancêtres du pays gaulois. Le soldat enfin, capable de tous les dévouements et de tous les héroïsmes, qu'il lui faille disputer la terre des aïeux ou planter au bout du monde le drapeau qui l'abrite de ses plis !

A la docilité craintive, à la lourdeur automatique de l'Allemand façonné par une discipline implacable, nous le verrons opposer sa souplesse native, son entrain endiablé, son mépris du danger, sa constance invincible et raisonnée dans les privations et les fatigues. Contre l'organisation redoutable de ses adversaires, contre ses combinaisons savantes, il n'aura qu'une arme, son courage. Mais ce courage, il le prodiguera tant et tant que parfois la victoire semblera lui sourire, et planera pour un moment sur nos rangs décimés. Et quand l'inertie coupable du commandement aura rendu vains tant d'efforts, il ne désespérera pas encore, et luttera toujours, sans illusion, mais sans défaillance, jusqu'à son dernier souffle de vie. Les armées disparaîtront, tout ce que le pays possède de forces régulières sera englouti dans un désastre sans nom : les bataillons seront détruits, les escadrons

fauchés, les régiments anéantis, et leurs misérables restes traînés dans les camps meurtriers d'Allemagne. La chancellerie prussienne croira que tout est fini, que la France terrassée va demander merci et se rendre à la discrétion du vainqueur!... Alors d'autres Français s'improviseront soldats et s'en iront présenter à l'envahisseur leurs poitrines. On verra ce spectacle unique d'une armée immense, victorieuse et compacte tenue en échec par des bandes déguenillées, sans instruction militaire, sans cohésion, et l'Europe étonnée ne refusera plus son estime à ce peuple qui dans l'adversité sait se relever ainsi.

Non! le soldat allemand ne valait pas le nôtre, et c'est à cela que le pays doit de n'avoir pas péri!

II. Infanterie. — L'infanterie fédérale comprenait, en 1870, les troupes suivantes :

1° *Corps de la Garde.*

4	régiments	à pied à 3 bataillons.	
4	—	de grenadiers à 3 bataillons.	
1	—	de fusiliers.	
1	bataillon	de chasseurs.	
1	—	de tirailleurs.	

2° *Troupes de ligne.*

88	régiments	prussiens à 3 bataillons.		
17	—	fédéraux à 3	—	(dont 9 saxons).
4	—	hessois à 2 bataillons seulement.		
11	bataillons	de chasseurs prussiens.		
2	—	—	saxons.	
1	—	—	mecklembourgeois.	
2	—	—	hessois.	

Au total, 118 régiments et 18 bataillons de chasseurs, soit 372 bataillons à 4 compagnies[1].

« La force moyenne du bataillon, en entrant en campagne, est de 1,000 combattants, répartis dans 4 fortes compagnies.

« A chaque mobilisation, on forme aussitôt par régiment d'infanterie un bataillon de dépôt — ou de remplacement — de 1,000 hommes, et par bataillon de chasseurs, une compagnie de dépôt de 200 hommes.

« En moins de deux mois, chaque bataillon de dépôt peut être doublé sans difficulté, de sorte que l'on possède alors, d'abord un 4e bataillon tout prêt à entrer en campagne, et, en second lieu, un nouveau bataillon de dépôt.

1. Les régiments prussiens, numérotés de 1 à 88, se partageaient en grenadiers (de 1 à 12), en régiments d'infanterie, et en fusiliers (de 33 à 40). Mais cette distinction était à peu près nominale et

« L'infanterie allemande du Nord peut donc mettre en campagne, sans rien improviser :

En première ligne (infanterie et chasseurs)....	358.000 hommes.
En seconde ligne...........................	117.200 —
Total.......	475.200 hommes[1]. »

Toute l'infanterie prussienne était armée du fusil *Dreyse*, à aiguille, que son gouvernement avait adopté en 1841, à une époque où pas un État européen ne songeait encore aux armes à chargement rapide. Ce fusil avait fait ses preuves en 1864 et 1866, et l'opinion générale lui attribuait la meilleure part des succès foudroyants obtenus dans cette dernière campagne. Il s'en fallait cependant de beaucoup qu'il possédât le mérite qu'on se plaisait à lui accorder. Sa portée était en effet médiocre (600 mètres en moyenne), sa trajectoire très peu tendue et sa vitesse initiale de 257 mètres seulement. D'ailleurs, le gouvernement prussien ne se dissimulait pas ses imperfections, et s'occupait, quand la guerre éclata, de lui substituer une arme nouvelle, dont les essais, terminés en 1869, avaient paru satisfaisants. Les événements ne lui permirent pas de procéder à cette transformation, et l'armement de son infanterie resta tel quel, c'est-à-dire notablement inférieur à celui que possédait l'adversaire (voy. chap. II, page 43). Mais le soldat allemand avait à son actif une instruction militaire très solide, qui assurait la stricte

n'impliquait que des différences insignifiantes dans l'armement ou l'équipement. Toutefois, l'uniforme des grenadiers et fusiliers recevait quelques légères modifications (plumets, dragonne, etc.).

Les 17 régiments fédéraux étaient ainsi répartis :

N° 89 (grenadiers) et 90 (fusiliers), Grand-Duché de Mecklembourg (IX[e] corps).
N° 91 — Grand-Duché d'Oldenbourg (X[e] corps).
N° 92 — Duché de Brunswick (X[e] corps).
N° 93 — Duché d'Anhalt (IV[e] corps).
N° 94 — Duché de Saxe-Weimar, régiment qualifié 5[e] de Thuringe (XI[e] corps).
N° 95 — Saxe-Cobourg-Gotha et Saxe-Meiningen, régiment qualifié 6[e] de Thuringe (XI[e] corps).
N° 96 — Saxe-Altenbourg et Reuss, régiment qualifié 7[e] de Thuringe (IV[e] corps).

Les 9 régiments saxons, numérotés de 100 à 108 et comptant 2 régiments de grenadiers (100 et 101) et 1 de fusiliers (108), formaient le XII[e] corps.

On remarquera que les n[os] 97, 98 et 99 manquent dans cette nomenclature. Il restait encore, en effet, au moment de la déclaration de guerre, trois régiments fédéraux à former; les conventions militaires de 1866 leur assignaient comme circonscriptions de recrutement certains petits États de l'Allemagne centrale. Mais leur création n'ayant pu, par suite des circonstances, être faite à temps, le ministère de la guerre prussien décida que leurs numéros resteraient vacants jusqu'à nouvel ordre.

1. W. Rüstow, *loc. cit.*, page 79. — Le colonel Rüstow ne compte pas dans ce calcul l'appoint de la division hessoise, qui ne faisait point, à proprement parler, partie de l'armée fédérale. Il faut par suite ajouter aux chiffres donnés :

En première ligne..........................	10.000 hommes.
En seconde ligne..........................	1.100 —
Total...........	11.100 hommes.

C'est donc un chiffre de près de 500,000 fantassins que la Prusse allait mettre en campagne, sans compter les contingents de l'Allemagne du Sud.

discipline du feu ; et c'est dans cette instruction qu'il faut chercher en partie la cause de ses succès, autant que dans l'exaltation des sentiments élevés qu'inspirent le devoir et l'honneur militaires, et que développe une éducation donnée avec un soin passionné à tous les degrés de la hiérarchie. Chez les officiers on s'efforçait, par tous les moyens possibles, de ne point endiguer l'initiative, et de faire produire à chacun le maximum de ce qu'il pouvait donner ; chez le soldat, on provoquait le zèle et l'individualité, en l'obligeant à penser, à réfléchir, à formuler ses idées. On réduisait au strict nécessaire le service de l'intérieur des garnisons ou de la caserne, les gardes et les corvées, pour laisser la plus grande somme de temps au travail ; on ne détournait que le moins possible le soldat du but final, qui est d'apprendre son métier, et par une intelligente décentralisation, on confiait son instruction à ses chefs directs, sous-officiers, officiers, capitaines, lesquels la poussaient par une marche progressive et raisonnée jusqu'à une perfection inconnue partout ailleurs. A cet égard, l'armée prussienne était incontestablement la première de l'Europe, et son système d'éducation militaire, facilité d'ailleurs par le respect qui s'était conservé en Allemagne pour le principe d'autorité, avait été, autant que son organisation si remarquable, le principal facteur de ses triomphes surprenants.

Quoi qu'il en soit, et en raison même de la part qu'on attribuait dans ces triomphes à l'action du fusil à aiguille, celui-ci inspirait au fantassin allemand une grande confiance, qui dura pendant toute la première partie de la guerre, et ne cessa que lorsque l'ennemi eut appris à ses dépens combien plus meurtrier était le fusil Chassepot. Ajoutons que le soldat prussien disposait de munitions en quantité suffisante, puisque l'homme portait sur lui 80 cartouches, et que les caissons de bataillon, ainsi que les colonnes de munitions pouvaient lui en fournir 85 autres, à l'occasion.

Enfin, si la tactique de l'infanterie allemande, pas plus que la nôtre, n'avait eu le temps de se fixer définitivement, on trouvait cependant, dans les prescriptions du règlement prussien, des formations plus en rapport que les nôtres avec les exigences du combat moderne, une articulation plus souple des différents éléments qui entrent dans la composition des unités de combat, et une élasticité plus grande dans leurs évolutions, développée par la pratique des grandes manœuvres annuelles. La formation des colonnes, l'ordre de marche, la place respective et normale des différentes armes dans les routes, ainsi que le service de sûreté et la pratique des avant-postes, étaient soigneusement enseignés et connus. Le service en campagne, codifié d'après les leçons de la guerre et les enseignements du plus grand des capitaines, Napoléon, était constamment pratiqué et rigoureusement observé. Il n'en était, hélas ! pas de même en France, où on l'avait entièrement oublié, depuis les errements funestes de la guerre d'Afrique, et les victoires inespérées d'Italie, remportées à coups de baïonnettes, sur un ennemi qui en savait encore moins que nous. Les événements devaient se charger de démontrer, à courte échéance, combien cet oubli était grave, et combien la bravoure est impuissante à y suppléer.

La guerre, en effet, est à la fois une science et un art. Une science, parce qu'elle

procède de certains principes rationnels et invariables, et que beaucoup de ses éventualités peuvent, suivant l'expression du maréchal Bugeaud, être résolues par anticipation, à l'aide de l'étude et d'un jugement sain. Un art, parce que ses procédés d'exécution dérivent en partie des progrès de l'industrie humaine, et surtout parce que, de siècle en siècle, passe à travers l'histoire un géant, dont le génie façonne à son gré la bataille, la force d'être telle qu'il l'a conçue dans son intuition sublime, et fait violence à la victoire, enchaînée par lui au jarret de son cheval. En sorte que les hauts sommets de l'art n'étant accessibles qu'à quelques rares élus, marqués du sceau divin, il faut bien se rabattre sur la science, moins exclusive et moins fermée à la généralité des mortels. Et c'est ainsi que, bien que dépourvus de cet éclat foudroyant que Turenne et Napoléon savaient imprimer aux leurs, les succès des Allemands n'en ont pas moins été décisifs ; la prévision des mouvements, la science de la guerre, la connaissance raisonnée des moyens et l'emploi judicieux des hommes leur ont tenu lieu de génie, dont personne ne saurait se vanter d'avoir été dépositaire, depuis le vainqueur d'Austerlitz et d'Iéna.

III. Cavalerie. — La cavalerie prussienne avait, après 1866, reçu des développements importants. En 1870, l'Allemagne du Nord disposait de 76 régiments, répartis ainsi qu'il suit :

1° *Corps de la Garde.*

1	régiment	des gardes du corps.
1	—	de cuirassiers.
2	—	de dragons.
1	—	de hussards.
3	—	de uhlans.

En tout, 8 régiments formant une division à 3 brigades [1].

2° *Troupes de ligne.*

8	régiments	de cuirassiers (prussiens).
23	—	de dragons (dont 16 prussiens) [2].
17	—	de hussards (dont 16 prussiens) [3].
18	—	de uhlans (dont 16 prussiens) [4].
2	—	de cavalerie hessoise [5].

1. Le régiment de hussards et le 2e uhlans formaient la cavalerie divisionnaire.

2. Les régiments nos 17 et 18 étaient mecklembourgeois ; le n° 19 appartenait au grand-duché d'Oldenbourg. Enfin, les 4 régiments de cavalerie saxonne (reitres), numérotés de 1 à 4, rentraient dans la subdivision d'arme des dragons.

3. Le régiment n° 17 était formé par le duché de Brunswick.

4. Les nos 17 et 18 étaient saxons.

5. La cavalerie hessoise pouvait, par son armement et son équipement, être rattachée à la subdivision d'arme des dragons.

En tout, 68 régiments, groupés pendant le temps de paix (sauf les 4 régiments de reîtres saxons[1]) en 22 brigades, correspondant chacune à une division d'infanterie, et destinées, en temps de guerre, à fournir : 1° la cavalerie divisionnaire (1 régiment par division) ; 2° les divisions de cavalerie indépendante attachées en nombre variable à chaque armée.

Chaque régiment comprenait 4 escadrons de guerre et 1 de dépôt. A la mobilisation, celui-ci devenait le noyau de nouveaux escadrons composés d'hommes de la réserve et même de la landwehr, et l'on formait ainsi des régiments de réserve qui étaient, à leur tour, groupés en brigades et en divisions.

L'effectif de guerre de chaque escadron se montait à :

5 officiers.
150 cavaliers.
8 non combattants (ouvriers, maréchaux, etc.).
170 chevaux.

Celui d'un régiment à :

23 officiers.
602 cavaliers.
52 non combattants.
706 chevaux.

On voit, par suite, que les 76 régiments pouvaient mettre en campagne, dans les escadrons de guerre :

1648 officiers et 47,400 hommes.

Au total, 45,752 sabres et 53,656 chevaux.

Quant aux dépôts, ils comprenaient, avant tout dédoublement :

380 officiers et 11,400 cavaliers,

soit 11,700 sabres et 12,920 chevaux.

A ce chiffre élevé de près de 67,000 chevaux, nous pouvions à peine, comme on l'a vu, en opposer 43,500, dont 35,000 seulement dans les escadrons actifs ! Comment notre cavalerie, même si elle eût conservé les traditions de la Grande Armée, aurait-elle pu, avec une pareille faiblesse numérique, s'opposer au flot débordant des escadrons allemands ? Comment aurait-elle réussi à se lancer à la découverte, même si elle n'avait pas oublié comment il fallait s'y prendre pour cela ?

La cavalerie prussienne était donc beaucoup plus nombreuse que la nôtre. Elle était en outre plus instruite, plus habituée au service des reconnaissances, et ses

1. Ces régiments constituaient une division à 2 brigades attachée au corps d'armée saxon (XIIe).



La Forteresse de Spandau.

chefs, en général jeunes et vigoureux, lui donnaient une impulsion hardie. Les uhlans, en particulier, étaient passés maîtres dans l'art de patrouiller à grandes distances en avant des colonnes ; ce sont eux qui, comme les Cosaques en 1814, ont laissé dans nos populations rançonnées le souvenir le plus vivace, et qui, dans certaines campagnes, personnifient encore aujourd'hui l'invasion. Mais, au point de vue du champ de bataille, leur action est restée à peu près nulle, et les lourdes lattes des cuirassiers blancs ont été, dans les mêlées de cavalerie, bien plus redoutables que leurs lances. D'ailleurs, si pour la protection des colonnes, et le service des renseignements, la cavalerie française s'est montrée, il faut bien le dire, inférieure à sa mission, même en tenant compte de sa faiblesse, si elle n'a jamais rempli le rôle que lui assigne le maréchal Gouvion-Saint-Cyr, d'être à la fois les yeux et les jambes de l'armée, elle a du moins prouvé, chaque fois qu'il a fallu aborder les escadrons de l'ennemi, qu'elle savait charger vigoureusement. En cela, son instruction, maintenue pendant la paix dans les limites étroites du terrain d'exercice, ne le cédait nullement à celle des Prussiens, comme on pourra s'en convaincre en étudiant principalement la bataille de Rezonville. Malheureusement, ce n'était là que la moindre partie de sa tâche ; pour l'autre, qui est aussi la plus importante, la cavalerie allemande avait été autrement mieux dressée.

Eh bien ! celle-ci n'a cependant pas toujours fait preuve de l'audace que lui permettaient son nombre et sa forte organisation. Dans la poursuite, elle s'est montrée faible, pour ne pas dire nulle. Car laisser échapper après Wissembourg, après Frœschwiller, les troupes désorganisées du 1[er] corps français sans se mettre à leurs trousses, sans même savoir quelle direction elles prenaient, est le fait d'une prudence excessive, ou d'une timidité inexcusable. Plus tard, l'extrême mollesse des 4[e] et 5[e] divisions de cavalerie (généraux de Bredow et prince Albrecht de Prusse), qui, au début de la campagne de la Loire, furent impuissantes à bousculer un faible rideau de francs-tireurs, montre que l'ardeur des débuts n'avait pas résisté bien longtemps aux fatigues de la guerre, ou que peut-être on n'était vraiment aventureux que quand on n'avait personne devant soi.

IV. Artillerie. — Chaque corps d'armée fédéral comprenait, nous l'avons dit, une brigade d'artillerie composée d'un régiment de campagne et d'un régiment de forteresse, sauf cependant les IX[e], X[e], XI[e] et XII[e] corps, où cette deuxième unité n'était pas encore, en 1870, complètement constituée. La division hessoise comptait en outre 6 batteries.

Le régiment de campagne comportait, sur le pied de guerre :

3 *divisions*[1] à pied, de 4 batteries (6 pièces chacune).
1 *division* à cheval, de 3 batteries (6 — —).
1 *division* de munitions.

1. Le mot *division* est la traduction littérale du mot *abtheilung*, par lequel les Allemands désignent la réunion de 3 à 6 batteries sous le commandement d'un major (chef d'escadron). Nous avons adopté en France le mot *groupe* pour designer la même unité.

A la mobilisation, il formait une *division* de dépôt, de 2 batteries à pied et 1 batterie à cheval.

Le régiment de forteresse était composé de :

2 *divisions* à 4 compagnies chacune qui se dédoublaient à la mobilisation, par l'incorporation de la réserve et de la landwehr.

Au total :

13 *régiments d'artillerie de campagne*[1], qui mettaient en première ligne à la mobilisation 1,170 bouches à feu, et 13 *divisions* de munitions réparties chacune en 9 colonnes (4 de munitions d'infanterie et 5 de munitions d'artillerie).

22 *divisions d'artillerie de forteresse*[2] comprenant 88 compagnies qui, à la mobilisation, en formaient 176, avec un effectif moyen de 36,000 hommes.

Les 13 régiments de campagne pouvaient en outre mobiliser en deuxième ligne 234 pièces, réparties en 39 batteries.

La supériorité numérique de l'artillerie allemande sur l'artillerie française se montait, en résumé, à plus d'un tiers ; quant au matériel, il n'y avait entre les deux armées nulle comparaison à établir.

Les pièces allemandes, en acier et à chargement par la culasse (système Krupp), étaient de deux modèles :

Le canon de 4, du calibre de 7c,85.
— de 6, — de 9c,15 ;

ce dernier en proportion moins élevée que l'autre, puisqu'il n'armait que 6 batteries par régiment, dites batteries lourdes, par opposition aux batteries de 4, qu'on appelait batteries légères.

Ces pièces devaient tirer quatre sortes de projectiles : les obus ordinaires, les obus incendiaires, les obus à balles (schrapnells) et les boîtes à mitraille ; mais, dans la pratique, elles n'utilisaient que le premier, pourvu d'une fusée percutante [3], et le dernier pour la lutte rapprochée. Leur portée efficace dépassait 3,000 mètres.

L'approvisionnement des munitions était assuré par les caissons d'abord, par les colonnes de munitions, et enfin par les colonnes de munitions de réserve, correspondant à notre grand parc, s'il avait existé. C'était pour les deux premiers échelons, un total de :

257 coups par pièce de 4,
238 — — de 6,

1. Dont un de la Garde.

2. Dont 2 forment le regiment de la Garde, et 4 forment l'artillerie de forteresse des IXe, Xe, XIe et XIIe corps.

3. Les fusées de l'artillerie prussienne etaient efficaces en general ; cependant, dans les terrains mous, il leur arrivait de ne pas eclater. Elles constituaient, malgre tout, un engin beaucoup meilleur que nos fusées fusantes, dont les graves inconvenients ont ete signales plus haut.

L'obus ordinaire prussien donnait 12 eclats, le double du nôtre.

et pour le troisième : 220 coups par pièce de 4,
200 — — de 6.

Enfin les arsenaux de Mayence, de Coblentz et d'Erfurth renfermaient des approvisionnements considérables, prêts à être immédiatement mis sur roues et expédiés aux armées. On voit que l'artillerie prussienne ne risquait guère, comme la nôtre, de manquer de munitions.

Aux armées, chaque corps d'armée était muni de 16 batteries dont 8 (2 divisions) formaient l'artillerie de corps, et les 8 autres les 2 divisions attachées à chaque division d'infanterie. C'était une masse redoutable de 96 pièces, qu'à un moment donné, le corps d'armée pouvait mettre en ligne. Il est vrai de dire que, normalement, il détachait 1 ou 2 batteries à cheval auprès des divisions de cavalerie indépendantes ; mais il lui restait encore de 84 à 90 pièces, donnant une proportion de 3 pièces par 1,000 hommes. C'était beaucoup plus que nous.

Au surplus, les progrès réalisés par les Prussiens depuis 1866 dans l'emploi de l'artillerie avaient été considérables. Si cette arme, dans la campagne de Bohême, ne produisit pas des résultats très positifs, ce n'est pas, quoi qu'on en ait dit, que son matériel fût inférieur ; c'est au contraire que l'état-major prussien, suivant en cela les anciens errements, en reléguait la moitié à la gauche des colonnes, en sorte que l'entrée en ligne des batteries de réserve devenait, comme chez nous, trop tardive quand elle n'était pas impossible. Quelques accidents graves, survenus pendant le combat, sans cause apparente[1], avaient en outre jeté une sorte de discrédit sur le matériel en service, et légèrement démonétisé l'arme de l'artillerie qui ne pouvait cependant en être rendue responsable, puisque en Allemagne ce n'est pas elle, mais un corps spécial d'ingénieurs, qui fabrique les canons. Ses officiers voulurent prendre leur revanche, et travaillèrent tant et si bien qu'en 1870 ils inaugurèrent une tactique nouvelle, dont les effets furent désastreux pour nous. L'artillerie de corps, placée au centre même des colonnes, devint un facteur immédiat de la bataille, au même titre que celle des divisions d'infanterie, ou que cette infanterie elle-même. L'action en masse, et par des tirs convergents, fut érigée en règle dont on ne devait jamais se départir. L'artillerie, utilisant sa mobilité pour se mettre en batterie le plus tôt possible, sans même attendre que l'infanterie fût déployée, criblait de projectiles l'infanterie ennemie, l'ébranlait ou la désorganisait, tout en profitant de sa propre supériorité numérique pour réduire au silence l'artillerie de l'adversaire. Hardie dans l'attaque, elle n'hésitait pas à s'avancer très près de la position, pour donner jusqu'au bout son appui matériel et moral aux colonnes d'assaut. Enfin, elle ne craignait pas d'exposer ses pièces, si cela était nécessaire pour produire de l'effet dès le début de l'engagement.

Ce mode d'emploi judicieux devait donc assurer à l'artillerie allemande une prépondérance marquée sur la nôtre, toujours disséminée, presque toujours à court

1. Pendant la courte campagne de Bohême, cinq pièces avaient éclaté brusquement, tuant ou blessant grièvement les canonniers qui les servaient. La fabrication de l'acier a reçu, depuis cette époque, des perfectionnements qui rendent plus qu'improbable le retour de pareils accidents.

de munitions, et pourvue d'un matériel inférieur[1]. L'étude des grandes batailles d'Alsace et de Lorraine montrera en effet les efforts généreux de notre infanterie trop souvent annihilés par les canons allemands, placés trop loin d'elle pour qu'elle pût même les apercevoir, et soigneusement abrités de nos obus, qui ne les atteignaient pas.

V. Génie. — Chaque corps d'armée fédéral avait avec lui 1 bataillon de pionniers comprenant pendant le temps de paix :

2 compagnies de sapeurs ;
1 — de mineurs ;
1 — de pontonniers[2].

La division hessoise possédait également 1 compagnie de sapeurs.

A la mobilisation, les compagnies de pontonniers étaient disséminées dans les divers équipages de ponts de l'armée, en sorte qu'en campagne le bataillon de pionniers ne comptait plus que 3 compagnies, mais il formait alors 1 compagnie de dépôt. Il fournissait en outre, par prélèvement, les cadres nécessaires à la constitution des divisions des télégraphes et des chemins de fer de campagne.

Au corps d'armée mobilisé étaient attachées 3 colonnes d'outils (1 par compagnie), 1 équipage de ponts d'avant-garde, ou bien 1 colonne de pontons.

Une particularité à signaler est qu'en Allemagne, les officiers du génie se divisent en deux branches distinctes : les ingénieurs chargés des travaux d'art, des constructions, et en un mot de tout ce qui, en France, constitue les attributions de l'état-major du génie, et les officiers de troupe, simplement dénommés officiers de pionniers. Ceux-ci ne participent en aucune façon au rôle technique de l'arme, et se bornent à exercer le commandement militaire des unités auxquelles ils sont attachés.

VI. Subsistances, service de santé, train, etc. — Les inconvénients signalés dans l'armée française au chapitre précédent, et dus à l'indépendance du corps de l'Intendance ainsi qu'au dualisme de la direction du service de santé, avaient été soigneusement évités par la Prusse. Ainsi, le corps de l'Intendance était chez elle composé de fonctionnaires hiérarchisés entre eux, mais qu'aucune assimilation de grade et de position ne rattachait aux combattants, et que les règlements plaçaient sous la dépendance directe et immédiate du commandement. Un intendant par corps d'armée, un conseiller d'intendance ou un assesseur par division dirigeait, sous la responsabilité du général, les différents services administratifs. De même, le corps de santé, ayant à sa tête un médecin-major général, assurait le service sanitaire de

1. Ces observations ne s'appliquent qu'à la première partie de la guerre. Les armées de province, profitant d'une expérience chèrement acquise, furent beaucoup mieux outillées, et surtout mieux approvisionnées.

2. Le bataillon saxon n'avait pas de compagnie de pontonniers.

l'armée, régi d'ailleurs par des règlements d'ensemble, qui lui assuraient le matériel nécessaire et un personnel de médecins et d'infirmiers en rapport avec les besoins. Enfin le *train*, chargé d'atteler et de conduire les convois, était placé sous les ordres d'un inspecteur général et doté d'une organisation spéciale, grâce à laquelle il pouvait, à la mobilisation, faire face aux multiples exigences de ses services si divers.

« Très faible en temps de paix, le bataillon du train prend, en cas de mobilisation, des dimensions colossales, indépendamment des soldats du train qui sont spécialement affectés aux diverses fractions de troupes. Il se compose alors, en effet, de :

5 colonnes de vivres à 32 voitures ;
1 colonne de fours de campagne à 5 voitures ;
1 dépôt de chevaux de 170 chevaux et 1 voiture ;
3 ambulances de 10 voitures, avec chacune 1 compagnie d'infirmiers pour relever les blessés ;
1 escadron d'escorte du train de 120 chevaux et 1 voiture ;
1 colonne de voitures, correspondant aux compagnies auxiliaires du train des équipages français [1] ; elle n'est formée qu'en cas de besoin et peut être cependant évaluée en moyenne à 5 divisions, chacune de 80 voitures.

« Comme la cavalerie, par suite de son effectif élevé en temps de paix, n'a besoin pour être mobilisée que d'un nombre relativement restreint de ses réserves et de sa landwehr, elle fournit au train un contingent assuré et très suffisant pour compléter ses conducteurs et les hommes nécessaires pour soigner les chevaux [2]. »

L'armée fédérale comptait 13 bataillons du train (dont 1 de la Garde), plus 1 compagnie attachée à la division hessoise.

Pour procurer à ces convois si nombreux le nombre considérable de chevaux qui leur étaient immédiatement indispensables, si l'on voulait que leur mobilisation s'exécutât en même temps que celle des troupes de campagne, l'état-major prussien avait imaginé le système ingénieux du recensement et de la réquisition, dont tout le monde en France connaît aujourd'hui le fonctionnement. De même, il avait réglementé, dès 1861, les transports par chemins de fer du personnel et du matériel, et préparé à l'avance la mobilisation et la concentration des armées par des prescriptions de détail qui ne laissaient rien à l'imprévu. Enfin, les magasins étaient depuis longtemps constitués et approvisionnés, tandis que sur les lignes de chemins de fer étaient échelonnés des dépôts qui devaient fournir leurs vivres aux troupes de réserve, et parer aux besoins de la concentration. La préparation de la guerre chez nos voisins existait donc, à cet égard comme à tous les autres, aussi complète que possible, et bien aveugles étaient ceux qui, en France, s'illusionnaient encore sur son effrayante perfection.

1. Il n'est question ici, bien entendu, que de l'armée française telle qu'elle était en 1870. Depuis, comme chacun sait, son organisation a été modifiée de fond en comble, et est sensiblement, sous le rapport du train en particulier, pareille à celle que déjà à cette époque possédaient les Allemands.
2. W. Rüstow, *Guerre des frontières du Rhin*, page 83.

VII. La Landwehr. — Or, un des éléments les plus importants de cette puissance redoutable était incontestablement l'institution de la landwehr, qui formait un réservoir immense de soldats instruits, propres aussi bien à renforcer par leur appoint les bataillons de première ligne, qu'à constituer en arrière du théâtre d'opérations des unités nouvelles capables de les soutenir. Elle comprenait, nous l'avons vu, les hommes de 27 à 32 ans, qui avaient déjà passé sept années dans l'armée active, et comptait par conséquent cinq classes de recrutement, dont la mission était de garder le territoire, mais que le gouvernement avait le droit d'employer pour compléter les effectifs de l'armée de campagne. Elle était groupée en bataillons et en régiments, et appelée deux fois pour une période de quinze jours d'exercice. Enfin, elle ne comprenait en fait que de l'infanterie, les hommes provenant de la cavalerie étant versés à la mobilisation soit dans les dépôts des régiments de cavalerie active, pour former les 5 escadrons de réserve, soit dans l'artillerie ou le train.

Le territoire de la Confédération du Nord se trouvant partagé en 12 districts qui fournissent à chacun des corps d'armée de l'armée fédérale [1] ses contingents, ses réserves et sa landwehr, à chaque régiment actif correspondait un régiment de landwehr, de 2 bataillons, qui avait la même circonscription de recrutement que lui. Mais chaque corps d'armée comprenant aussi un régiment de fusiliers, lequel, ainsi que les chasseurs à pied, la cavalerie, l'artillerie, les pionniers et le train, se recrute sur toute l'étendue du district, celui-ci fournissait, outre ses 8 régiments de landwehr, un bataillon de landwehr de réserve, porteur d'un numéro correspondant à celui du régiment de fusiliers, mais auquel était assigné principalement le rôle d'égaliser les effectifs des autres bataillons ; c'était là une nécessité produite par la date récente de la constitution de l'armée fédérale, où l'organisation de la landwehr n'était pas partout aussi perfectionnée que sur le territoire même de l'ancien royaume prussien.

Somme toute, la landwehr formait en réalité les troupes de garnison et donnait ainsi à l'armée active la libre disposition de tous ses effectifs ; mais elle pouvait aussi, le cas échéant, être groupée en brigades et divisions pour fournir des réserves stratégiques, des garnisons de places fortes à l'étranger, des troupes d'étapes hors du territoire national, et, enfin, des corps de siège. Pendant la guerre de 1870-1871, nous la verrons plusieurs fois investie de ces rôles différents, et chargée en particulier de la garnison de la place de Metz, après la capitulation ; nous verrons aussi la division de landwehr de la Garde venir prendre part au siège de Paris.

D'après le colonel W. Rüstow, qui a étudié très en détail l'organisation allemande, l'effectif de la landwehr atteignait le chiffre de 168,000 hommes, avec 216 bouches à feu. C'était plus de la moitié de l'armée française tout entière, et le quart de toute son artillerie.

1. Le corps de la Garde seul se recrute sur l'ensemble du territoire prussien.

B). ÉTATS DU SUD.

Mais là ne se bornaient pas encore les forces dont la Prusse allait pouvoir disposer contre nous. On a vu que des conventions antérieurement conclues avec les États de l'Allemagne du Sud, Bavière, Wurtemberg et grand-duché de Bade, avaient reçu, grâce aux torts apparents de la France, une exécution immédiate. Il faut donc faire entrer en ligne de compte les contingents que ces trois États devaient lui fournir.

1. Royaume de Bavière. — Plus étendue et plus peuplée qu'aucun autre des États de l'Allemagne [1], la Bavière, que ses affinités de race et de religion ainsi que de nombreuses alliances de famille [2] tendaient à rapprocher beaucoup plus de l'Autriche que de la Prusse, avait opposé quelque résistance aux tentatives d'absorption de cette dernière puissance. Non qu'elle fût à un degré inférieur des autres pays accessible à l'effet magique que produisait sur les esprits en général l'espoir d'une unification prochaine (la part qui lui revient dans la restauration de la couronne impériale serait, à défaut d'autre preuve, un témoignage éclatant de ses aspirations à cet égard); mais elle entendait conserver, dans l'Allemagne unifiée, sa nationalité et une indépendance relative dont les agissements de la chancellerie prussienne ne semblaient pas s'accommoder aisément. Il en résultait des tiraillements, des froissements dans les rapports des deux cours et des difficultés sérieuses dans l'application du règlement douanier; c'était là, comme on l'a vu, une des causes principales des tendances belliqueuses du cabinet prussien [3].

Cependant la Bavière n'avait pas hésité à organiser, dès 1867, ses forces sur le modèle de l'armée fédérale, c'est-à-dire qu'elle avait adopté le système de recrutement de réserves et de landwehr auquel la Prusse avait dû ses succès. Mais elle conservait encore et elle a conservé jusqu'à ces derniers temps son uniforme, son règlement de manœuvre et jusqu'à son armement particulier. Bien plus, elle n'adopta que dans les premiers mois de 1870 la répartition territoriale de ses troupes en corps d'armée permanents ainsi que l'institution définitive du volontariat d'un an, et l'organisation de l'Intendance et de l'artillerie sur le modèle prussien. Quoi qu'il en soit, l'armée bavaroise comptait, au moment de la guerre, deux corps d'armée composés des troupes suivantes :

Infanterie	10 bataillons de chasseurs à 4 compagnies; 16 régiments à 3 bataillons.	
Cavalerie	10 régiments à 4 escadrons de guerre.	2 de cuirassiers; 6 de chevau-légers; 2 de uhlans.

1. La Bavière a une superficie de 79,800 kilomètres carrés et une population de 7 millions d'habitants, dont les deux tiers catholiques.

2. L'impératrice d'Autriche est une princesse de Bavière.

3. Voir chapitre Ier, page 11.



TURCOS EN TENUE DE CAMPAGNE

4 régiments d'artillerie (ayant chacun 8 batteries de campagne et 5 de forteresse[1]);
1 régiment de pionniers (comptant 2 bataillons à 3 compagnies et 4 compagnies de forteresse);
2 bataillons du train à 2 compagnies.

Au total, 64,000 hommes d'infanterie et de cavalerie avec 192 bouches à feu.

En outre, par suite de l'adoption du système prussien, ces différentes unités formaient à la mobilisation, comme dépôts :

10 compagnies de chasseurs,
16 bataillons d'infanterie,
10 escadrons de cavalerie,
8 batteries,
2 compagnies de pionniers.

Au total, 20,000 hommes d'infanterie et de cavalerie, avec 48 bouches à feu.

Enfin, il restait sur le territoire 32 bataillons de landwehr avec les batteries et les compagnies de pionniers de forteresse[2]. Quant à l'armement, il consistait en anciens fusils du système Podewill transformés en armes se chargeant par la culasse et en fusils Werder, également à chargement par la culasse. Cette dernière arme, adoptée seulement en 1869, n'existait pas encore en quantité suffisante, à la guerre, pour être distribuée à tous les soldats. Les Bavarois eurent lieu de le regretter, car c'était un très bon fusil, portant loin, simple de mécanisme, et tirant une cartouche métallique. Il valait mieux que le Dreyse incontestablement.

II. Royaume de Wurtemberg. — Pas plus que la Bavière, et peut-être même encore moins qu'elle, le petit royaume de Wurtemberg n'avait, au début, accepté sans opposition l'hégémonie prussienne. L'esprit d'indépendance des robustes montagnards de la Souabe, toujours paisibles et pacifiques, s'accommodait assez mal de cette levée constante de boucliers qui leur imposait des sacrifices auxquels ils n'étaient pas habitués. Il avait cependant fallu céder et accepter les traités de 1867 avec une organisation militaire nouvelle, et l'obligation, en cas de guerre, de se ranger sous la bannière des Hohenzollern. Le roi n'y avait consenti que pour sauvegarder les intérêts de sa couronne, et cependant la tournure prise par les événements changea bien vite en empressement ce qui, avant les affaires d'Espagne, n'était considéré à la cour et dans le peuple que comme l'accomplissement d'un devoir onéreux.

D'ailleurs, l'armée wurtembergeoise n'était pas bien considérable et ne formait, sur le pied de guerre, qu'une forte division. Elle comprenait :

1. Les régiments nos 2 et 3 avaient aussi chacun 2 batteries à cheval comptant dans les 8 batteries de campagne.
2. D'après le colonel fédéral Rüstow.

3 bataillons de chasseurs à 4 compagnies;
8 régiments d'infanterie à 2 bataillons;
4 régiments de cavalerie à 4 escadrons et, en plus, 1 escadron de chasseurs à cheval;
1 régiment d'artillerie de 9 batteries (dont 3 de forteresse);
2 compagnies de pionniers;
2 sections du train.

Au total, 21,400 hommes d'infanterie et de cavalerie avec 54 canons.

Les troupes de dépôt se montaient à 5,200 hommes avec 12 pièces; enfin, la landwehr comptait 4 bataillons, cette dernière force n'ayant pas encore été complètement organisée. Le Wurtemberg avait adopté le fusil à aiguille, le canon Krupp et les règlements de manœuvre prussiens.

III. Grand-duché de Bade. — Ici, la situation était toute différente. Le grand-duc de Bade, en effet, gendre du roi de Prusse, s'était toujours fait remarquer par ses sympathies prussiennes et n'avait, en 1866, contribué qu'à contre-cœur à la lutte soutenue par la Confédération germanique contre les armées de son beau-père. Le peuple, qui haïssait la France et jalousait l'Alsace dont Bade n'était séparée que par le Rhin, n'avait, de son côté, marqué aucune répugnance à suivre son souverain dans la voie d'une étroite communion d'intérêts et de tendances avec la Prusse, en sorte que l'assimilation des forces militaires n'avait présenté aucune difficulté ni souffert d'aucune résistance. C'est ainsi que, dès le 12 février 1868, on avait promulgué à Carlsruhe la loi qui devait transformer l'armée badoise, et qu'immédiatement après le grand-duc avait accepté un ministre de la guerre, un chef d'état-major et des généraux prussiens pour commander ses troupes. De même on avait adopté l'armement, l'instruction, les manœuvres, voire même l'esprit particulier de l'armée prussienne, et l'on peut dire qu'en 1870, la transformation était assez complète pour que la division badoise n'offrît plus, avec une quelconque des divisions de l'armée fédérale, que quelques dissemblances de détail.

Cette division, un peu moins forte que la division wurtembergeoise[1], se composait des éléments suivants :

6 régiments d'infanterie à 3 bataillons;
3 — de dragons à 4 escadrons de guerre;
1 — d'artillerie de campagne à 10 batteries[2];
1 bataillon d'artillerie de forteresse à 6 compagnies;
2 compagnies de pionniers;
1 division du train.

Au total, 19,800 hommes avec 54 bouches à feu.

1 Le Wurtemberg comptait 1,720,700 habitants. Le grand-duché de Bade n'en avait que 1,360,000.
2 Dont 1 de dépôt.

Les troupes de dépôt se montaient à 3,450 hommes avec 6 canons. Enfin, la landwehr qui devait avoir 10 bataillons, mais qui n'était pas complètement organisée, n'en réunit que 6 à 600 hommes chacun. On en forma 2 régiments, le 1er à 4 bataillons, le 2e à 2 bataillons seulement.

Conclusion. — Cet exposé rapide des forces qui, presque d'un seul bond, allaient se ruer sur le territoire français, joint à une saine appréciation de leur cohésion et de leur état remarquable de préparation à la guerre, montre clairement l'immense supériorité qu'assuraient à l'Allemagne ses solides institutions militaires autant que la haute valeur matérielle et morale qu'elle avait su donner à ses armées. Plus de 500,000 hommes avec 1,500 pièces de canon à lancer en première ligne, contre 300,000 hommes à peine, que soutient une artillerie insuffisante et comme nombre et comme valeur ; 160,000 hommes restés dans les dépôts d'Allemagne et destinés à alimenter les troupes de campagne, au fur et à mesure des vides, tandis que la France en possède à peine la moitié ; enfin, une armée de deuxième ligne de près de 190,000 hommes à laquelle nous n'avons rien à opposer du tout, tels sont les résultats de ce labeur persistant, de cette opiniâtre volonté de vaincre qui a triomphé de tous les obstacles pour arriver au but. Ajoutons à cela des procédés tactiques perfectionnés, une connaissance approfondie des nécessités de la guerre et des moyens d'y parer, une instruction extrêmement développée à tous les degrés, enfin une remarquable science du nombre, et nous conviendrons que la seule bravoure de nos soldats, gaspillée dans une lutte où manquait toute direction et tout esprit de suite, représentait bien peu de chose en face de pareils moyens d'action. Combien il a fallu que cette bravoure ait été admirable pour que, devant Metz, l'armée française n'ait manqué la victoire que par la faute de son chef !

Au surplus, les qualités et les défauts de la nation allemande se retrouvent dans son armée, faite à son image, et fidèle expression du caractère national. De même qu'il existe des différences notables dans les populations des diverses provinces, de même les troupes avaient, en 1870, suivant leur lieu de recrutement, des attitudes et des aspects dissemblables. Ceux qui ont subi le lourd fardeau de l'invasion et l'impôt de l'occupation armée ne se trompaient guère à la fin sur la provenance de leurs hôtes forcés et distinguaient presque à coup sûr le Prussien, dur et rogue, du Bavarois rustaud, du Souabe poétique et naïf, ou du Franconien plus agile et plus gai. C'est en coulant toutes ces individualités dans un moule unique, façonné par son instinct militaire, que la Prusse a assuré, jusqu'à nouvel ordre, l'unité politique de tous ces peuples divers et les a soumis à son action puissante pour les réduire à l'état d'instrument de sa grandeur. En cela, elle a d'ailleurs été puissamment aidée par cette espèce de passivité qui caractérise l'Allemand et fait de lui, entre des mains résolues et fermes, un être malléable et singulièrement subjectif.

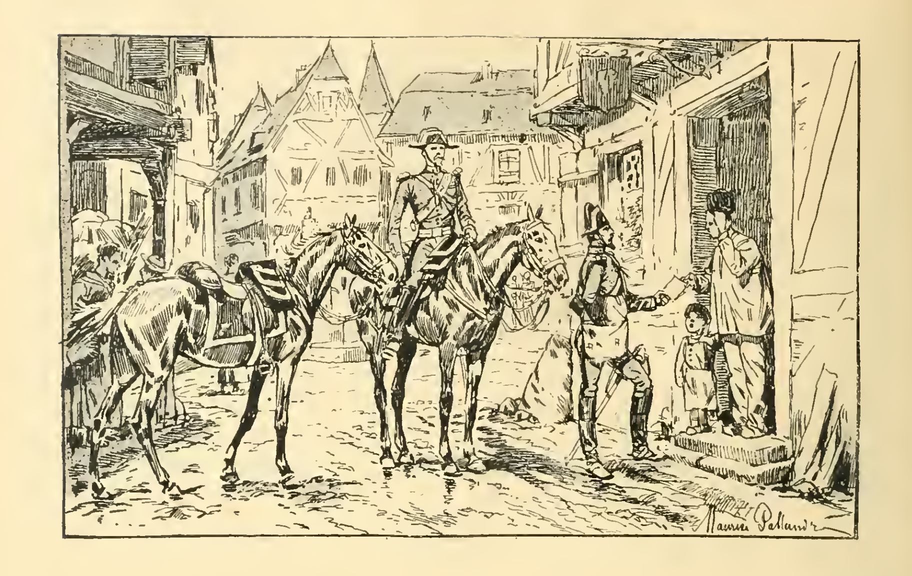
« Si on prend comme types du caractère national, a écrit Elisée Reclus, les hommes qui savent échapper à la médiocrité du milieu pour développer leur force native et révéler en eux les vertus restées latentes chez leurs voisins, on doit accorder au peuple allemand un sens profond de la nature, un rare instinct poétique,

une grande force de volonté, une singulière persévérance, un dévouement naïf et sincère à la cause embrassée ; mais il se laisse facilement entraîner vers les extrêmes ; son amour peut se changer en mysticisme, le sentiment devenir chez lui sensiblerie, la politesse se transformer en règles d'étiquette, la joie de vivre dégénérer en arrogance, la colère s'amasser en fureur, le ressentiment se perpétuer en rancune. Avec toute sa volonté, sa ténacité, sa force, l'Allemand a moins de personnalité que le Français, l'Italien ou l'Anglais ; il se laisse plus facilement influencer par les mouvements d'opinion et les alternatives des événements ; il aime à se mouvoir par grandes masses, il se plaît à suivre la méthode, même dans les folies, et la discipline lui est facile. En aucun pays du monde, le devoir n'est aussi fréquemment confondu avec la consigne[1]. »

Rien n'est plus vrai. C'est en exploitant habilement cet état d'âme que M. de Bismarck et le général de Moltke ont fait la grandeur de leur pays, le premier, en brisant quand il le fallait toute velléité d'indépendance, le second en fondant toutes les forces de la nation en une armée homogène, formidable instrument de conquêtes, dont la puissance d'expansion devenait d'autant plus redoutable que son créateur lui-même allait en diriger les effets.

1. E. Reclus, *Géographie.*





CHAPITRE IV

LA MOBILISATION

I. Armée française. — La mobilisation est l'opération par laquelle les forces d'un pays passent soudainement du pied de paix, où elles n'ont que des effectifs réduits et des moyens incomplets, au pied de guerre, où elles se complètent de toutes les réserves, de leur matériel, approvisionnements, vivres et munitions, en un mot de tout ce qui leur est nécessaire pour entrer en campagne du jour au lendemain. La mobilisation s'opère d'après un *plan* d'ensemble arrêté par le chef de l'armée, contenant le détail prévu à l'avance de toutes les opérations qu'elle comporte, et communiqué aux commandants des corps d'armée qui ont mission de le faire exécuter. Ce plan, d'après lequel sont établis les *journaux de mobilisation* des différents corps ou services, lesquels sont pour ces corps et services ce que le plan général est pour l'ensemble de l'armée, ne peut être modifié que par le ministre seul, qui seul aussi peut, le moment venu, en prescrire la mise en œuvre.

Toute différente est la *concentration*, qui consiste à transporter sur la base d'opérations les troupes mobilisées, et s'opère suivant un plan rigoureusement secret dépendant des combinaisons stratégiques du grand état-major. « La concentration s'exécute par éléments distincts et non par corps d'armée, c'est-à-dire

que pour éviter des mouvements inutiles, on ne concentre pas les corps d'armée avant de les porter à la frontière[1]. » L'état-major général établit donc, dans le temps de paix, un *plan de transport*, conséquence du plan de concentration, qui règle l'ordre et la composition des trains, leurs points de départ et d'arrivée, ainsi que l'horaire de leur marche ; puis il distribue à chaque unité des *fiches*, qui ne doivent être ouvertes qu'à la mobilisation, et contiennent tous les renseignements nécessaires pour que cette unité puisse non seulement s'embarquer, mais arriver à destination. Là se réunissent les unités appartenant au même corps d'armée, et ceux-ci à leur tour se groupent en armées dont le nombre et la formation dépendent des dispositions arrêtées antérieurement.

Telle est la succession logique et obligatoire des opérations. Faute de s'y soumettre, on n'obtient que désordre, confusion et déboires. Les préliminaires de la guerre de 1870 en sont une preuve malheureusement trop concluante pour nous.

A cette époque, en effet, on semblait ne pas se rendre compte en France de l'absolue nécessité de séparer la mobilisation de la concentration. Les deux choses s'exécutaient à la fois, étaient confondues même, en sorte qu'elles se gênaient mutuellement : « Avant la guerre de 1870, en France, on appelait la première : *passage sur le pied de guerre;* la seconde : *formation de l'armée*. Elles s'effectuaient simultanément près du théâtre d'opérations et, pour ainsi dire, à l'entrée des voies qui allaient servir de lignes d'opérations[2]. » C'était la plus sûre manière de les empêcher de réussir.

Examinons ce qui se passait. Aussitôt une guerre décidée, le ministre de la guerre envoyait télégraphiquement l'ordre de rappel des réserves aux trois autorités suivantes :

Généraux commandant le territoire,
Préfets,
Commandants de recrutement.

Ces derniers signaient alors les ordres d'appel individuels des réservistes, ordres établis d'avance, lors du passage de chaque classe dans la réserve, puis les remettaient à la gendarmerie, chargée de les distribuer aux intéressés. Ceux-ci se rendaient alors, à la date fixée par l'ordre, au chef-lieu du département où ils étaient formés en détachements, puis dirigés par voies ferrées sur les dépôts de leurs corps respectifs. Là on les habillait, on les équipait, on les armait et on les envoyait enfin rejoindre les bataillons de guerre, là où ils se trouvaient.

Or, les dépôts n'étaient pas en général précisément rapprochés de leurs régiments, car les trois quarts du temps c'était le hasard seul qui réglait la situation réciproque des deux portions d'un même corps. Ainsi, le 86e de ligne, en garnison à Lyon, avait son dépôt à Saint-Malo ; en revanche, celui du 98e, stationné à Dunkerque, était à Lyon ; celui du 13e, à Béthune, était à Romans ; celui du 16e,

1. Général Thoumas, *Les Transformations, etc.*, tome II, page 556.
2. Général Derrécagaix, *La Guerre moderne*, tome Ier, page 373.

stationné à Sétif, au Puy, etc. En outre, les réservistes d'un même corps pouvaient être disséminés sur tous les points du territoire, puisque leur recrutement ne se faisait pas, ainsi que cela a lieu maintenant, dans la région même où se trouvaient leurs corps, mais bien sur toute l'étendue de l'empire, d'après le même principe que l'appel annuel des contingents; de sorte qu'un régiment en garnison à Lyon, par exemple, pouvait parfaitement avoir des réservistes à la fois dans le Nord, dans la Gironde, le Finistère et même beaucoup d'autres départements. On juge quelle perturbation devait fatalement accompagner ce croisement de trois ou quatre mille détachements, peut-être davantage, se promenant en tous sens sur les voies ferrées, se heurtant dans les gares aux éléments de l'armée déjà en route, au matériel et aux approvisionnements que les magasins expédiaient en hâte aux corps d'armée en voie de formation. L'indiscipline s'en mêlant, on voyait des hommes échapper à la surveillance des cadres de conduite, abandonner leurs détachements, errer autour des gares, et même demander l'aumône, quand leurs frais de route se trouvaient dissipés à boire. C'était un spectacle lamentable et navrant.

« Les hommes du 2e régiment de zouaves, dit à ce sujet M. le général Derrécagaix, en résidence dans le Nord par exemple, devaient se rendre à Marseille, de là à Oran, revenir à Marseille, puis rejoindre leur régiment dans l'Est et accomplir ainsi un parcours de 2,000 kilomètres en chemin de fer et deux traversées de trois jours, avant d'être à leur poste. La durée de leur voyage et les variations de leur effectif échappaient évidemment à toute prévision[1]. »

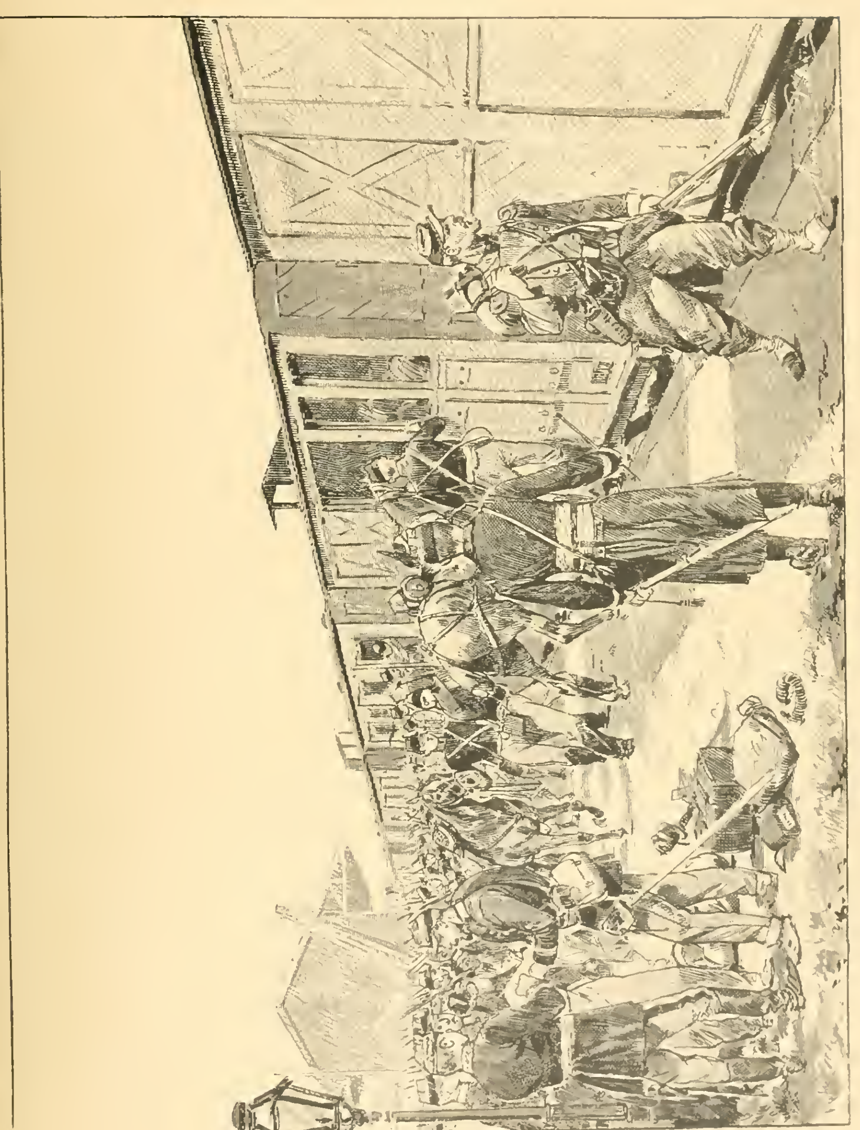
Et M. le général Derrécagaix cite également cet autre fait, bien plus caractéristique encore :

« Le 18 juillet 1870, un détachement du 53e de ligne, parti de Lille pour rejoindre son régiment à Belfort, n'arrivait au dépôt à Gap que le 28, ayant cinq étapes à faire à pied ; n'en repartait qu'un mois après, le 30 août ; était arrêté à Lyon, parce qu'on ne savait plus où était la portion principale ; était dirigé sur Orléans dans les premiers jours d'octobre, pour concourir à la formation du 27e de marche, y arrivait le 11 et était forcé de se battre avant d'avoir même retrouvé son nouveau drapeau. Parti le 18 juillet, il n'entrait en ligne que trois mois après, et pendant ce temps, le 53e, auquel il avait d'abord été destiné, avait déjà disparu dans la tourmente[2]. »

Quels résultats pouvait donner un système aussi défectueux, dans une guerre où la lutte devait avoir pour théâtre nos frontières mêmes, et par suite éclater avec une rapidité exclusive de tout correctif ultérieur? Il est trop évident qu'un décousu pareil, opposé aux méthodes précises et rigoureuses de nos adversaires, nous menait droit à la défaite, parce qu'il nous interdisait formellement d'attaquer. Or, comme on le verra par la suite, une offensive hardie était la seule tactique qui présentât quelque chance de succès.

Mais l'appel des réserves ne représentait qu'une partie, relativement minime,

1. Général Derrécagaix, *loc. cit.*, page 401.
2. *Ibid.*, page 405.



Embarquement de troupes à la gare de La Villette.

des opérations nécessaires pour entrer en campagne. Restait à former les armées, puis à les porter sur la frontière, et c'est ici qu'éclatèrent, dans toute leur plénitude, l'incohérence des ordres et la déroute des esprits. Nulle part cet affolement déplorable des derniers moments n'a été peint sous un jour plus net que dans la page suivante, où M. le général Thoumas retrace le souvenir douloureux des événements dont il a été le témoin :

« Depuis le 6 juillet, jour où M. de Gramont avait fait à la tribune de la Chambre des députés la déclaration restée si célèbre, la guerre était considérée comme inévitable. Les ordres relatifs à la formation des armées étaient, comme nous l'avons dit[1], préparés depuis deux ans ; il suffisait d'y écrire à l'encre les noms indiqués au crayon pour pouvoir les expédier. Soudain tout est changé ; plus d'armée d'Alsace, plus d'armée de Lorraine et plus d'armée de réserve[2], rien qu'une grande armée, l'armée du Rhin, composée de la Garde, des réserves de cavalerie et d'artillerie et de huit corps égaux, comprenant ensemble 24 divisions d'infanterie et 8 divisions de cavalerie. Tout le travail est donc à recommencer, et pour l'artillerie en particulier, la répartition des batteries et des parcs, avec tous les ordres qui en découlent, doit être changée complètement. Bientôt cependant les tableaux de répartition du personnel et du matériel sont établis, lorsque arrive un nouveau contre-ordre. Les trois maréchaux, de Mac-Mahon, Canrobert et Bazaine, devaient primitivement commander les armées. Pour les dédommager de ce qu'on les a fait descendre au rôle de simples commandants de corps d'armée, on décide que ces corps seront plus forts que les autres, et des 24 divisions d'infanterie au lieu de faire 8 corps d'armée à 3 divisions, on en forme 3 à 4 divisions et 4 à 3 divisions. On modifie de même la répartition de la cavalerie et de l'artillerie, et il faut encore une fois tout recommencer, de sorte que le 14 juillet, quand la guerre est décidée, le travail est à peine terminé, et que, le 14 et le 15, partent coup sur coup des ordres dont l'exécution simultanée met tout le monde sur les dents : 1° le 14 juillet, rappel à l'activité des militaires de la réserve et de la deuxième portion du contingent ; 2° le 15 juillet, ordre à tous les régiments d'infanterie de former 3 bataillons actifs à 6 compagnies, comprenant tous les hommes disponibles, un 4e bataillon à 4 compagnies, et un dépôt de 2 compagnies, à tous les régiments de cavalerie de former 4 escadrons de guerre, à tous les régiments d'artillerie de mettre toutes leurs batteries sur le pied de guerre, aux régiments du génie, du train d'artillerie et du train des équipages militaires de procéder aux formations analogues. En même temps, ordre de diriger les bataillons, escadrons et batteries de guerre sur les emplacements choisis pour la formation des corps d'armée, désignation des généraux, états-majors, chefs de service, etc., avec ordre de se rendre sur-le-champ à leur poste. Ordres d'envoi sur les mêmes points du matériel et des approvisionnements. Enfin, le même jour, réquisitions adressées aux Compagnies de chemins de fer de mettre tous leurs moyens de transport à la disposition du

1. Chapitre II, page 37.
2. Voir dans le chapitre suivant les projets d'opération.

ministre de la guerre. Les jours suivants, appel à l'activité de la garde nationale mobile, ordre de l'habiller, armer et équiper, formation de régiments de mobiles à 3 bataillons, organisation de régiments de marche avec les troisièmes et quatrièmes bataillons de ligne, organisation de compagnies de francs-tireurs volontaires[1].

Quand on songe qu'une pareille besogne a dû être, tout entière, faite au dernier moment, on se demande comment il a été possible vraiment de produire quelque chose, si imparfait que ce quelque chose ait été !

Quoi qu'il en soit, voici comment on a procédé en 1870. Il n'est pas inutile de le rappeler, ne serait-ce que pour constater l'énormité des progrès accomplis[2].

L'ordre de rappel des réserves avait été, comme on l'a vu, lancé télégraphiquement le 14 juillet, à 4 heures 40 minutes du soir. La mise en route des divers détachements commença le 18, quatre jours seulement après la promulgation de cet ordre, et ne se termina que le 28 ; elle portait sur 163,020 hommes, chiffre inférieur de 10,487 hommes à celui qu'accusait la *situation* établie au ministère, comme d'usage, le 1er juillet, et son exécution ne s'opéra pas sans de très grosses difficultés. Car non seulement l'entre-croisement des mouvements dont il a été question plus haut retarda l'arrivée des réserves dans les régiments, mais encore l'embarras des chemins de fer, débordés par les transports de toute espèce, puis l'insuffisance d'approvisionnements dans les dépôts entravèrent les résultats qu'on avait escomptés. En 15 jours, l'armée, immobilisée sur la frontière faute d'effectifs, ne reçut que 142 détachements, comptant en tout 38,678 hommes ; le 6 août, 22 jours après l'ordre d'appel et au moment même où commençaient les opérations décisives, la *moitié à peine des hommes portés sur les situations d'effectif* lui était parvenue ! Tel était le triste résultat produit par notre système de mobilisation, si tant est qu'un ensemble de mesures aussi incohérentes puisse recevoir la dénomination de système.

Passons maintenant à la concentration. Le jour même de la déclaration de guerre, le ministère avait envoyé ses ordres pour diriger sur des points désignés les corps de troupe, les généraux, les états-majors, les services, etc. Mais les unités devant être formées de troupes éparses sur tout le territoire, et qu'aucun lien tactique ou administratif ne reliait entre elles pendant la paix, il y eut, de ce fait, sur les lignes de chemins de fer, de nouveaux croisements et une confusion nouvelle qui vint encore aggraver le désordre et prolonger les retards. En outre, sauf quelques exceptions, les troupes reçurent à leur tête des chefs inconnus pour elles[3], tandis que

1. Général Thoumas, *Les Transformations de l'armée française*, tome II, page 545.

2. Les détails qui vont suivre, ainsi que ceux qui se rapportent aux plans d'opération et à la concentration des deux armées, sont empruntés en grande partie au remarquable ouvrage de M. le général Derrécagaix, *La Guerre moderne*. La communication des documents officiels a permis à l'auteur de tracer de toutes ces opérations, avant lui si mal connues, l'exposé à la fois le plus exact et le plus complet.

3. On essaya bien de laisser aux troupes leurs chefs supérieurs du temps de paix : ainsi le maréchal de Mac-Mahon, gouverneur général de l'Algérie, eut dans son corps d'armée l'armée d'Afrique. Le général de Ladmirault, qui commandait à Lille, reçut les troupes en garnison dans le Nord ; mais il n'était pas possible de généraliser cette mesure, étant donné surtout que certains généraux

ceux-ci étaient pourvus d'états-majors qu'ils ne connaissaient pas davantage, et dont ils ne pouvaient, sans expérience préalable, utiliser à leur place les capacités. Enfin, la désignation des points de concentration eux-mêmes ne fut pas exempte de l'incertitude qui présidait à tout ce travail, et se trouva modifiée au dernier moment. C'est ainsi que le 24 juillet, le 3e corps, qui devait se former à Metz, reçut l'ordre de se réunir à Boulay; le 5e dut se porter de Bitche à Sarreguemines, la Garde impériale de Nancy à Metz.

C'est au point de concentration que les unités devaient recevoir leurs réserves et leur complément de matériel, de vivres et de munitions; à proprement parler, cela s'appelle mettre la charrue avant les bœufs. D'ailleurs, les lettres de service expédiées aux officiers généraux, le 15 juillet, ne mentionnaient que les points arrêtés dès le principe, et ne donnaient aucun détail sur les emplacements des troupes. On peut juger des surprises et des récriminations qui se produisirent, de ce fait, surtout lorsque, après le 24, le seul renseignement que contenaient les lettres de service se trouva inexact [1].

Quant à la zone affectée à la concentration, elle allait de Thionville (4e corps) à Belfort (7e corps), s'étendant ainsi sur une ligne de 265 kilomètres, que le nombre des combattants ne suffisait pas à remplir, et dont la longueur exagérée mettait les corps d'armée dans l'impossibilité de se soutenir réciproquement, si l'un d'entre eux était attaqué. En exposant, au prochain chapitre, le plan des opérations projetées, nous expliquerons les causes de cette disposition de nos forces. Disons, dès maintenant, qu'elle était essentiellement vicieuse, contraire aux vrais principes de la guerre, et qu'elle ne tarda point à devenir funeste, ainsi que c'était à prévoir.

Quoi qu'il en soit, l'armée du Rhin se trouvait constituée, incomplètement, il est vrai, et dans un état de pénurie à tous égards que la gravité des circonstances rendait particulièrement dangereuse. Elle existait néanmoins, au moins comme composition générale, et comptait, ainsi qu'on l'a vu, la Garde impériale, 7 corps d'armée et une réserve générale. Ces unités avaient été constituées d'après les règles suivantes :

Les corps d'armée comprenaient 3 ou 4 divisions d'infanterie, 1 division de cavalerie à 2 ou 3 brigades (ayant chacune 2 ou 3 régiments), une réserve d'artillerie composée de 2 batteries de 12, 2 batteries de 4 et 2 ou 3 batteries à cheval, enfin une réserve du génie, de 1, 2 ou 2 compagnies et demie.

A chaque division d'infanterie, presque toujours pourvue de 1 bataillon de chasseurs, étaient attachées 2 batteries montées de 4, 1 batterie de mitrailleuses, 1 compagnie du génie et 1 détachement du train des équipages; à chaque division de cavalerie étaient attachées 2 batteries à cheval.

La réserve générale se composait de 3 divisions de cavalerie, de 16 batteries

pourvus de corps d'armée (généraux Frossard, Douay) n'exerçaient pas, avant la guerre, de grand commandement territorial.

1. Le 27, le major général télégraphiait au général Douay : « Où en êtes-vous de votre formation ? *Où sont vos divisions ?* l'Empereur vous recommande d'en hâter la formation pour être en mesure de rallier Mac-Mahon le plus tôt possible dans le département du Bas-Rhin. »

montées (8 de chaque calibre), et de 4 compagnies du génie (1 de sapeurs, 1 de mineurs, 1 *dite* des chemins de fer, et 1 de télégraphistes).

Enfin le train des équipages, les troupes d'administration, les infirmiers et les ouvriers étaient répartis dans les diverses unités, sans règles fixes, et d'après les besoins supposés du service.

En fait, beaucoup de ces éléments ne purent rejoindre, et cette organisation théorique ne fut pas, à beaucoup près, mise partout en vigueur [1].

Garde impériale. — C'était, avec les troupes du camp de Châlons, la seule unité constituée dès le temps de paix. Elle comptait 2 divisions d'infanterie, et 1 division de cavalerie à 3 brigades. Partie de Paris et environs le 21, elle arriva le 25 à Nancy ; puis se rendit par étapes sous Metz, où elle campa le 28 juillet. Ses réserves, moins nombreuses que celles des autres corps, et ses services administratifs la rejoignirent le 30, et portèrent son effectif à

1,047 officiers,
21,028 hommes,
7,304 chevaux.

Elle comptait 24 bataillons (dont 1 de chasseurs), 30 escadrons, 12 batteries (dont 2 de mitrailleuses), 3 compagnies du genie, et 1 escadron du train. Son commandant en chef était le général de division Bourbaki.

1er Corps. — Composé des troupes d'Algérie, des régiments stationnés dans l'Est et de quelques autres venus du Nord et du Midi, il avait pour mission de couvrir l'Alsace. Dès le 26, sa première division (Ducrot) était envoyée sur la frontière de la Lauter, près de Frœschwiller, n'ayant encore ni ses réserves ni ses services administratifs. De même, les trois autres divisions durent prendre leurs positions sans avoir reçu même leur artillerie. C'est au bout de dix-huit jours seulement, le 1er août, que le 1er corps fut complètement constitué. Il comptait alors :

1,651 officiers,
40,165 hommes,
8,143 chevaux,

répartis en 52 bataillons (dont 4 de chasseurs), 26 escadrons, 20 batteries (dont 4 de mitrailleuses), 5 compagnies et demie du génie, et du train. Son chef était le maréchal de Mac-Mahon.

2e Corps. — Au moment de la déclaration de guerre, le général Frossard, aide de camp de l'Empereur, commandait les troupes du camp de Châlons, qui formaient un corps d'armée. Il n'eut donc qu'à les transporter sur la frontière ; mais il leur manquait tant de choses qu'il fallut quinze jours pour qu'elles fussent à peu près en état.

1. Voir pièce n° 1, *Ordre de bataille de l'armée du Rhin*.

Toutefois, le 19 au matin, les 3 divisions arrivaient à Saint-Avold et Forbach, bien entendu sans leurs réservistes et sans leurs services administratifs.

L'effectif au 1er août était de :

1,172 officiers,
27,956 hommes,
5,016 chevaux,

répartis entre 39 bataillons (dont 3 de chasseurs), 18 escadrons, 13 batteries (dont 3 de mitrailleuses), 4 compagnies du génie.

3e Corps. — Il était formé des divisions de Paris et des troupes de Metz et de Nancy. Or, les divisions de Paris n'avaient en temps normal que leurs 4 régiments, et il fallut les doter, tout comme si elles n'avaient pas été groupées déjà, de tous leurs services accessoires, ainsi que de leur artillerie. Quant aux autres éléments de corps d'armée, ils venaient naturellement d'un peu partout, même d'Auch (cavalerie).

Le 23 juillet, le 2e corps se réunit à Boulay, et par des arrivées successives atteignit, le 6 août, les effectifs suivants :

1,704 officiers,
41,574 hommes,
9,810 chevaux,

répartis en 52 bataillons (dont 4 de chasseurs), 31 escadrons, 20 batteries (dont 4 de mitrailleuses), 5 compagnies et demie du génie et du train.

Son commandant en chef fut jusqu'au 12 août le maréchal Bazaine ; du 12 au 14, le général Decaen, mortellement blessé à Borny ; puis, jusqu'à la capitulation de Metz, le maréchal Le Bœuf.

4e Corps. — Formé à Thionville avec les garnisons du Nord et du Nord-Est, il se constitua le 23 juillet : le lendemain, sur l'ordre du major général, il envoyait sa 1re division (de Cissey) et la brigade légère de la division de cavalerie (Legrand) à Sierck, pour surveiller la frontière. Cependant c'est le 1er août seulement qu'il fut pourvu de ses éléments principaux, et le 13 qu'il put enfin se compléter [1].

Son effectif était de :

1,208 officiers,
27,702 hommes,
5,536 chevaux,

répartis en 39 bataillons (dont 3 de chasseurs), 18 escadrons, 15 batteries (dont 3 de mitrailleuses), et 4 compagnies du génie.

Il avait pour commandant en chef le général de Ladmirault.

1. Ainsi ce corps d'armée, formé d'éléments relativement rapprochés, avait mis six jours pour réunir ses régiments, tels quels, et vingt-sept jours pour être enfin sur le pied de guerre. Triste preuve des vices irrémédiables de notre organisation militaire !

5e Corps. — Ce corps était formé de l'armée de Lyon et avait pour point de rassemblement Bitche et Haguenau. Le 24, d'après les ordres du major général, il dut porter ses 2 premières divisions de Bitche sur Sarreguemines, sa 3e de Haguenau sur Bitche. Ce chassé-croisé s'effectua avant toute espèce de constitution régulière.

Le 1er août, il avait reçu la majeure partie de ses compléments et comptait les effectifs suivants :

1,174 officiers,
20,243 hommes,
5,527 chevaux,

ayant la même répartition qu'au 4e corps.

Son commandant en chef était le général de Failly, aide de camp de l'Empereur.

6e Corps. — Confié au maréchal Canrobert, et composé de 4 divisions d'infanterie, le 6e corps avait été primitivement destiné à servir de réserve : par suite, ses divisions, formées à Châlons, Soissons et Paris de troupes provenant d'un peu partout, devaient se concentrer au camp de Châlons.

Le 6 août, il était encore fort incomplet, quand il reçut du major général l'ordre de se porter sur Nancy, par étapes : mais, dès le 7, les nouvelles des premiers désastres et de la retraite générale qui en était la conséquence, l'obligèrent à rétrograder. Il rentra donc au camp de Châlons, et n'en repartit que le 5 par voies ferrées, laissant en arrière sa division de cavalerie qui ne le rejoignit plus jamais. Le 12, il réunissait à Metz ses 1re, 3e et 4e divisions, venues par des trains distincts : quant à la 2e, elle avait trouvé la voie déjà coupée par l'ennemi entre Nancy et Metz, et restait tout entière en arrière, sauf un régiment, le 9e de ligne, et le général Bisson qui la commandait. Semblable mésaventure priva le 6e corps de ses services administratifs, de sa réserve d'artillerie et de son personnel du génie, et le laissa avec 39 bataillons (dont 3 de chasseurs) et 12 batteries (dont 4 de mitrailleuses).

Quelques jours plus tard, après les batailles de Rezonville et de Saint-Privat, on le réorganisa tant bien que mal, au moyen de prélèvements opérés sur le reste de l'armée : c'est ainsi qu'il reçut, le 17, une brigade de la 1re division de cavalerie de la réserve (général du Barail), et le 19 4 batteries de 12 que lui donna la reserve générale ; mais il resta toujours au-dessous du complet. Son effectif, au 1er août, était de :

1,474 officiers,
33,946 hommes,
5,534 chevaux,

qui, par les prélèvements dont il vient d'être question, s'élevèrent plus tard d'environ 4,200 hommes et 470 chevaux.

7e Corps. — De tous les corps de l'armée du Rhin, le 7e est certainement celui qui eut le plus de mal à s'organiser. Ses deux points de concentration étaient Belfort et Colmar, et il devait comprendre des troupes venues du Sud-Est, de Clermont-

Ferrand, de Perpignan, voire même de Civita-Vecchia. On comprend que réunir des éléments aussi épars ne pouvait être l'œuvre d'un jour : en effet, les 2 premières divisions ne furent constituées que le 4 août ; la 3e, retenue momentanément à Lyon pour y remplacer les troupes parties à la frontière[1], ne joignit Belfort que le 13 ; encore n'avait-elle que 3 régiments sur 4. De même la division de cavalerie se trouva réduite à une seule brigade, toujours par crainte de troubles à Lyon : sa 2e brigade ne le rejoignit jamais. Enfin, les services accessoires du corps d'armée faisaient absolument défaut.

C'est dans de pareilles conditions, et sans avoir reçu ses réservistes, que le 7e corps dut, après la bataille de Wœrth, évacuer l'Alsace à la suite du corps d'armée du maréchal de Mac-Mahon, et se rendre précipitamment au camp de Châlons, où il finit par se compléter à peu près.

Son effectif, au 1er août, était de :

1,043 officiers,
23,142 hommes,
5,396 chevaux.

Il était commandé par le général de division Félix Douay, aide de camp de l'Empereur.

Réserves générales. — En principe, la *réserve générale de cavalerie* devait comprendre 3 divisions à 2 brigades, pourvues chacune de 2 batteries à cheval ; mais 2 seulement purent s'organiser. La 1re, en effet, composée des 4 régiments de chasseurs d'Afrique, n'en reçut jamais que 3, et fut disloquée avant sa concentration. Le 16 août, la 1re brigade (Margueritte) arrivait à Verdun, escortant l'Empereur qui avait quitté Metz le matin. Le lendemain, 17, son général recevait un télégramme du maréchal de Mac-Mahon, lui ordonnant de rejoindre à Sainte-Menehould la 1re brigade de la division de Fénelon (affectée au 6e corps et séparée de lui, comme on l'a vu plus haut) pour former avec elle une division nouvelle ; sans état-major et sans artillerie, c'est cette division qui fournira, le 1er septembre, les charges immortelles de Cazal et de Floing.

Quant aux deux autres divisions de la réserve générale, l'une, la 2e, tout entière de cuirassiers, arriva le 5 août à Frœschwiller, juste à temps pour s'y couvrir de gloire. L'autre rejoignit le même jour l'armée de Metz à Faulquemont.

Les 3 divisions comprenaient ensemble, à la date du 1er août :

464 officiers,
6,360 hommes,
6,321 chevaux.

1. Cet exemple prouve combien était regrettable l'abandon où l'on avait laissé l'organisation de la garde mobile. Grâce à la landwehr, les Allemands avaient, au contraire, des troupes de garnison en quantité suffisante pour rendre disponible, dès le premier jour, l'armée active tout entière.



1. Général de Palikao. — 2. Général Frossard. — 3. Général Changarnier.
4. Général Bourbaki.

La *réserve générale d'artillerie*, formée à Nancy, arriva à Metz les 8 et 9 août : elle comptait :

87 officiers,
2,675 hommes,
2,725 chevaux.

La *réserve générale du génie*, de 4 compagnies, comptait de son côté :

13 officiers,
459 hommes,
196 chevaux.

Quant aux grands parcs, on sait qu'ils n'avaient point été organisés.

Telles étaient les forces chargées de défendre le sol français, menacé déjà d'une invasion très prochaine. Si inférieures qu'elles fussent à celles de l'ennemi, elles n'en représentaient pas moins tout ce que la France, dans son organisation bâtarde, pouvait pour le moment mettre sur pied, car il ne restait à l'intérieur que des dépôts et quelques régiments encore disponibles dont l'effectif ne constituait pas même la valeur d'un corps d'armée [1]. Bien plus, ces forces, disséminées sur la frontière dans un ordre vicieux, n'avaient pas, tant s'en fallait, terminé leur mobilisation ; elles allaient donc essuyer les premiers chocs de l'adversaire sans être pourvues de tous leurs éléments, et sans posséder plus de 222,242 hommes [2]. Plus tard, après le 6 août, cet effectif s'accroîtra de 10,700 hommes par l'arrivée de plusieurs groupes de renfort. Mais, à ce moment, les terribles défaites de Wissembourg, de Spicheren et de Frœschwiller auront déjà ouvert le territoire au flot des ennemis qui se pressent à nos portes : 3 corps d'armée (les 1er, 5e et 7e) seront désorganisés, le 2e sera entamé fortement, et la mobilisation, qui n'est pas encore achevée, subira, de ce fait, une perturbation profonde, qui l'arrêtera presque complètement.

Cette leçon cruelle, notre malheureux pays se l'était attirée par son insouciance et son aveuglement fatal. Du moins, nous pouvons affirmer qu'elle n'a point été inutile, et que les sacrifices librement consentis par la nation tout entière pour sa régénération et la reconstitution de ses forces nous gardent à jamais du retour d'aussi amères déceptions.

1. Les seuls corps restés à l'intérieur étaient les 22e, 34e, 58e, 72e de ligne et le 1er régiment de chasseurs à cheval. En outre, la brigade d'occupation de Rome comprenait le 6e bataillon de chasseurs, les 35e et 42e de ligne, 2 escadrons du 7e chasseurs à cheval et 3 batteries d'artillerie.

2. En totalisant les chiffres donnés précédemment pour chaque corps d'armée, on obtient 264,199 officiers ou hommes de troupe et 63,018 chevaux, y compris le grand quartier général et la maison de l'Empereur (207 officiers, 1,560 hommes, 1,610 chevaux). Mais le 1er août, ni le 6e corps, ni une forte partie du 7e n'étaient encore à la frontière : le nombre des combattants se trouvait donc diminué d'autant.

Chose étrange, et qui montre bien le désordre général, le 1er août, le ministère de la guerre comptait, comme existant à l'armée du Rhin, 21,811 hommes de plus que cette armée n'avait réellement ; il croyait apparemment que tous les détachements avaient rejoint déjà. C'était vraiment trop d'optimisme, en présence du chaos qu'il fallait au préalable débrouiller.

Les troupes furent transportées à la frontière par les soins des deux Compagnies du Nord et de l'Est, et celle-ci, en particulier, dut accomplir de véritables tours de force pour mener à bien une opération aussi complexe, que venait encore entraver l'affluence dans les gares des populations surexcitées. Elle utilisa les deux grandes lignes :

1° De Paris à Strasbourg, avec embranchement de Frouard sur Metz;

2° De Paris à Mulhouse, Colmar et Strasbourg.

Quant à la Compagnie du Nord, elle n'eut à employer que la ligne de Paris à Soissons, s'embranchant sur l'Est pour conduire à Reims, Charleville et Thionville, et le réseau Lille, Douai, Valenciennes, Aulnoye, Charleville. Enfin, la Compagnie de Lyon utilisa la ligne de Besançon à Belfort.

Les transports commencèrent à Paris, le 16 juillet, à 5 heures 45 minutes du soir : ils se continuèrent sans interruption les jours suivants, à raison d'un nombre de trains qui monta jusqu'au nombre de 74 par jour.

« Les troupes étaient accompagnées d'une foule immense, poussant les cris : *La Marseillaise! à Berlin!* et qui se précipitait dans nos cours et jusque sur nos quais. Malgré les efforts des officiers, les soldats qui avaient à attendre pendant de longues heures le moment du départ, étaient entraînés dans les cabarets du voisinage, et plusieurs ne regagnaient leurs rangs que dans un état d'ivresse des plus regrettables... Les officiers eurent même à constater des cas d'ivresse furieuse, et ils exprimèrent à plusieurs reprises l'opinion que des boissons spéciales avaient été versées à leurs hommes... Nous eûmes également la preuve que des munitions avaient été dérobées à des soldats dans ces scènes de fraternisation repoussante. Ces scènes eurent lieu surtout à la gare de Paris... L'artillerie à Pantin, la Garde impériale et beaucoup de régiments de ligne à la Villette, s'embarquèrent sans bruit, avec un calme et une dignité qui remplissaient le cœur d'espérance.

« Les effectifs étaient très variables d'un régiment à l'autre : tel régiment, par exemple, s'embarquait avec 45 officiers, 950 hommes et 9 chevaux ; tel autre avec 65 officiers, 1,600 hommes et 11 chevaux. Ces régiments partaient presque tous sans leurs bagages, qui les rejoignaient plus tard ou tentaient de les rejoindre.....

« Dès le troisième ou le quatrième jour, toutes les gares du réseau français ont été successivement encombrées de soldats isolés appartenant à tous les régiments de l'armée, groupés sous les ordres de quelques sous-officiers qui, sans autorité sur les détachements d'hommes inconnus qui leur étaient confiés, partaient en laissant tout le long du chemin une partie de leurs hommes égarés. Ces hommes ont constitué de suite une masse flottante, vivant dans les buffets improvisés dans les gares par les soins et aux frais de personnes bienveillantes, et ne retrouvant jamais leurs corps [1]. »

Quel tableau ! N'est-ce point là comme une scène de la déroute anticipée ? Et cependant le remède eût été bien simple, puisqu'un homme, absolument étranger aux choses militaires, l'indiquait, par le seul effort de son jugement :

1. E. Jacqmin, directeur de la Compagnie de l'Est, *Les Chemins de fer pendant la guerre de 1870-71*. Paris, Hachette, 1872, p. 113 et suivantes.

« Nous pensons, écrit M. Jacqmin, qu'il eût beaucoup mieux valu former les régiments d'une manière complète, loin du théâtre de la guerre, et ne les lancer en avant qu'après les avoir pourvus de tout ce qu'ils avaient à attendre d'hommes, de chevaux et de voitures[1]. »

C'est là, en effet, tout le secret de la mobilisation, dont personne, en France, ne semblait alors se douter !

Heureusement que la Compagnie de l'Est avait à sa tête un administrateur remarquable, qui avec sa seule ingéniosité, aidé de l'admirable dévouement de ses agents, sut parer aux inextricables difficultés de la situation, et accomplir des miracles. En *dix jours*, la Compagnie fournit 594 trains, et transporta à la frontière 186,620 hommes, 32,410 chevaux, 3,162 canons ou voitures, 925 wagons de munitions. C'était plus que la Prusse en 1866.

Si, à une époque où nulle mesure préventive n'était prise, où il n'existait ni un horaire, ni une fiche de transport, le personnel d'une compagnie de chemins de fer a trouvé dans son patriotisme le moyen de répondre ainsi aux exigences d'une mobilisation hâtive et désordonnée, nous pouvons être rassurés sur l'avenir. Car, à l'heure actuelle, tout est préparé d'avance, tout est prévu : chaque unité possède, dès le temps de paix, son train constitué en personnel et en matériel, et sait, le jour du départ, où elle doit s'embarquer et où elle doit arriver ; des stations *halte-repas* assureront la nourriture en route aussi bien aux hommes qu'aux chevaux ; des rampes mobiles permettront, à défaut de quai, l'embarquement et le débarquement sur n'importe quel point d'une ligne. Enfin, par une entente constante de l'état-major et des Compagnies, tout peut être prévu d'avance, jusqu'au plus petit détail. Le transport de nos forces est donc toujours assuré et prêt : quant au dévouement dont les agents des chemins de fer ont donné en 1870 des preuves si éclatantes, il est resté le même, et n'a pas diminué depuis.

II. Armée allemande. — Tandis que l'absence d'une méthode rationnelle stérilisait ainsi nos efforts, la Prusse au contraire procédait à sa mobilisation avec un calme et une régularité qui, opposés au désarroi de l'organisation française, formaient un contraste singulier. Ici, tout était préparé de longue main, réglé mathématiquement, et ponctuellement exécuté. Point de tiraillement, point d'imprévu : c'est une mécanique parfaitement organisée qui fonctionne, après que les deux expériences de 1864 et de 1866 ont fait adoucir les frottements qui pouvaient subsister encore. C'est, en un mot, le triomphe de l'arithmétique appliquée à l'art militaire, et le succès complet de la machine imaginée par le général de Roon.

Le 15 juillet dans la nuit, l'ordre de mobilisation était lancé à la fois de Berlin et de Carlsruhe[2] ; dès la matinée du lendemain 16, il était parvenu à tous les

1. E. Jacqmin, *loc. cit.*, pages 113 et suivantes.

2. Toutefois, dès les premiers incidents, certaines mesures de précaution avaient été prises en Allemagne, quoi qu'en dise la relation officielle prussienne (page 17), et le roi Guillaume les avait lui-même annoncées à M. Benedetti. C'est ainsi que, dès le 8, les hommes de la landwehr en résidence à l'étranger furent rappelés, que certains mouvements de troupes s'effectuèrent, qu'enfin le 1er régi-

districts de landwehr, sauf en Wurtemberg, où ceux-ci ne le reçurent que le 19. Aussitôt commencèrent les opérations prescrites par le plan de mobilisation et qui consistaient :

1° Dans l'appel des hommes des différentes réserves et la réquisition des chevaux de complément ;

2° La mise en route des hommes et des chevaux vers les unités respectives auxquelles ils étaient destinés, et qui se mobilisaient sur place ;

3° La formation des troupes de campagne, puis postérieurement des troupes de remplacement, et enfin des troupes de landwehr.

En même temps, les corps de troupe préparaient l'incorporation de leurs réserves, et celles-ci recevaient l'ordre, transmis par les autorités civiles, de se présenter au chef-lieu de leur district les 19, 20 et 21.

Le 19 juillet, « le jour anniversaire de la mort de cette Reine à jamais regrettée qui avait pris une si grande part de toutes les douleurs dont la France abreuva jadis la Prusse [1] », les premiers réservistes se présentaient déjà à leurs corps et les commissions de réquisition entraient en fonctions. Le 21, plusieurs régiments étaient prêts à marcher : le 24, ils l'étaient presque tous. Les derniers se trouvèrent au complet le 29 juillet, à une date où en France les réservistes n'avaient point encore quitté leurs foyers, et un seul corps, le 40e d'infanterie, dont le rôle sur la frontière était spécial, ne fut complètement mobilisé que le 2 août [2].

« Les règles de la mobilisation allemande durent cependant subir une exception pour les contingents des provinces rhénanes. Le voisinage de la France avait fait naître une crainte d'une incursion subite qui avait troublé l'appel des réservistes des pays compris entre Rhin et Moselle. En conséquence, le personnel des commandements de districts, leur matériel, les réservistes et les dépôts de la 16e division d'infanterie furent repliés sur le Rhin, pour effectuer leur mobilisation.

« Une autre exception fut admise pour les hommes de réserve qui devaient se rassembler à Sarrelouis. On décida de les incorporer dans les 69e et 70e régiments d'infanterie qui s'y trouvaient stationnés, afin d'avoir le plus tôt possible, sur la frontière, deux corps de troupes sur le pied de guerre.

« Ces particularités n'empêchèrent pas le VIIIe corps d'armée (Trèves) d'avoir terminé sa mobilisation le 26 juillet [3]. »

L'opération, très simple pour l'infanterie et la cavalerie, était beaucoup plus compliquée pour l'artillerie, le génie et le train qui, ainsi qu'il a été dit au précédent chapitre, devaient former non seulement des troupes de remplacement, mais encore des unités nouvelles, disponibles en même temps que les autres éléments de l'armée. Elle s'effectua cependant sans encombre, grâce à la précaution prise de désigner d'avance, dans le temps de paix, les cadres de ces nouvelles unités, lesquels

ment d'infanterie, stationné à Trèves, reçut le 13 juillet l'ordre de se tenir prêt immédiatement à partir.

1. *La Guerre franco-allemande*, par le grand état-major prussien. Paris, Dumaine, 1871, page 49.

2. Général Derrécagaix, *La Guerre moderne*, tome Ier, page 385.

3. *Ibid.*

pouvaient ainsi, dès le début de la mobilisation, présider à leur constitution. Les colonnes de munitions, de parcs, d'équipages de pont, d'outils, les détachements sanitaires, les dépôts de remonte, les colonnes de vivres, les ambulances, ainsi que les divisions (*abtheilung*) de chemins de fer et de télégraphes se trouvèrent donc organisés en même temps que les divisions, le corps d'armée et les armées auxquels elles étaient affectées, et s'embarquèrent en même temps. Résultat remarquable, dû en grande partie au principe fécond de la division du travail, et à une décentralisation raisonnée, qui, en procédant par unité et sur place, assurait la réussite de l'ensemble, parce que chacun, dans une sphère d'action relativement bornée, n'avait qu'à appliquer des instructions et des méthodes dont il s'était au préalable entièrement pénétré.

« L'organisation militaire de l'Allemagne du Nord lui permit de mettre les régiments d'infanterie sur le pied de guerre en sept jours environ, ses troupes de cavalerie en dix jours, celles d'artillerie en onze jours [1]. » Combien, malheureusement, nous étions loin, en France, d'une semblable rapidité !

Et comme les États du Sud avaient depuis trois ans déjà, à très peu près, adopté le système militaire de la Prusse, leurs contingents se trouvèrent prêts en même temps que ceux de l'armée fédérale, la constitution de leurs troupes de remplacement et de garnison s'effectua par des procédés analogues et aussi rapides, en sorte que les forces allemandes ne formèrent plus qu'une masse compacte, dirigée par une volonté unique, animée d'un même esprit et poursuivant le même but. L'unité de l'Allemagne, encore politiquement imparfaite, venait, sur le terrain militaire, de s'opérer complètement et intimement.

Or, cette masse se montait au chiffre énorme de 1,183,389 soldats, 250,373 chevaux et 2,046 pièces de campagne, se décomposant comme suit :

			Officiers.	Troupes.	Chevaux.	Pièces.
1. Armée fédérale.		Troupes de campagne. . . .	13.922	565.021	169.181	1.284
		— de remplacement. .	3.072	190.757	23.056	246
		— de garnison	5.606	203.686	17.136	162
2. États du Sud.	Bavière	Troupes de campagne. . . .	1.778	71.345	19.381	192
		— de remplacement. .	486	30.193	2.992	24
		— de garnison	777	24.386	1.683	»
	Wurtemberg. . .	Troupes de campagne. . . .	524	21.950	6.868	24
		— de remplacement et de garnison. .	339	14.367	2.008	12
	Bade.	Troupes de campagne. . . .	465	17.848	6.221	54
		— de remplacement. .	147	5.936	930	12
		— de garnison	338	10.478	887	6
Totaux.			27.453	1.155.936	250.373	2.046
			1.183.389			

On voit de quel côté était la puissance numérique. Quant aux autres éléments de supériorité possédés en 1870 par l'armée allemande, on les trouve exposés nette-

1. Général Derrécagaix, *loc. cit.*, page 385.

ment par le colonel Stoffel, attaché militaire à l'ambassade française de Berlin, en un résumé que voici :

« Sentiment profond et salutaire que le principe du service militaire obligatoire répand dans l'armée, qui renferme toute la partie virile, toutes les intelligences, toutes les forces vives du pays, et qui se regarde comme la *nation* en armes ;

« Le niveau intellectuel de l'armée plus élevé que dans aucun pays, grâce à une instruction générale répandue dans toutes les classes du peuple ;

« A tous les degrés de la hiérarchie, le sentiment du devoir beaucoup plus développé qu'en France [1] ;

« Services spéciaux (compagnies de chemins de fer, compagnies de porteurs de blessés, télégraphie) organisés à demeure, avec le plus grand soin, et sans diminution du nombre des combattants ;

« Feux d'infanterie plus redoutables, grâce au tempérament particulier aux Allemands du Nord et aux soins extrêmes apportés à l'instruction du tir ;

« Matériel d'artillerie de campagne bien supérieur au nôtre comme justesse, portée et rapidité du tir.

« Mais de tous les éléments de supériorité dont la Prusse tirerait avantage dans une guerre prochaine, le plus grand, le plus incontestable sans contredit, lui serait acquis par la composition de son corps d'officiers d'état-major. Il faut le proclamer bien haut, comme une vérité éclatante ; l'état-major prussien est le premier de l'Europe [2]... »

Et pour que le tableau soit complet, le colonel Stoffel y ajoutait cette esquisse significative :

« D'une part, une nation pleine de sève et d'énergie, instruite comme aucune autre en Europe, privée à la vérité de toute qualité aimable ou généreuse, mais douée des qualités les plus solides, ambitieuse à l'excès, sans scrupules, audacieuse, façonnée tout entière au régime militaire ; d'autre part, un homme qui pendant vingt ans comme prince, et pendant dix ans comme régent ou comme roi, a donné tous ses soins à l'armée avec une sollicitude, une passion, une bonne humeur telles, qu'il en a fait un instrument redoutable. C'est cette armée qui a vaincu à Kœniggraetz [3]. »

Notre attaché militaire terminait par cet avertissement prophétique :

« Ce spectacle est tellement saisissant qu'on ne peut qu'accuser d'aberration ou d'une coupable légèreté les étrangers qu'il aurait dû frapper bien avant 1866... En Prusse, nation et armée révèlent un esprit, une énergie, une discipline, une instruction qui en feront pour nous, le cas échéant, les plus redoutables adversaires [4]... »

1. C'est là une opinion qui nous paraît trop absolue. Le sentiment du devoir n'avait reçu dans l'armée française aucune atteinte, et soldats et officiers en ont donné la preuve par leur bravoure admirable et leur dévouement absolu. Mais les caractères s'étaient certainement abaissés, sous l'influence dissolvante du relâchement des mœurs publiques, et la vigueur du commandement devait particulièrement s'en ressentir.

2. Colonel baron Stoffel, *Rapports militaires écrits de Berlin*. (Rapport du 23 avril 1866.)

3. *Ibid.* (Rapport du 22 juillet 1866.)

4. *Ibid.*

Si le gouvernement auquel présidait M. Émile Ollivier nous a lancés dans une lutte inégale, ce n'est donc pas faute d'avoir été prévenu.

L'état-major prussien avait maintenant à procéder à la formation et à la constitution des diverses armées, ce qui lui était d'autant plus facile qu'un mémoire établi dès l'hiver de 1868 à 1869, sous la direction du général de Moltke, en réglait d'avance tous les détails, établissait l'effectif de chacune d'elles et fixait la répartition des corps d'armée « en vue de leur permettre à tous d'être prêts dans le plus court délai[1] ». Aussi, le 18 juillet, le roi, de retour à Berlin, n'eut-il qu'à apposer sa signature au bas du tableau de répartition proposée pour que les forces allemandes fussent méthodiquement groupées.

On forma ainsi trois armées, dont l'effectif variait suivant le but qui était assigné à chacune d'elles, et offrait même des différences assez sensibles[2].

La Ire armée, formant aile droite, se concentrait dans la vallée de la Moselle, entre Trèves et Sarrebruck : elle comptait environ 72,000 hommes (VIIe et VIIIe corps avec la 3e division de cavalerie) et était placée sous les ordres du général de l'infanterie *de Steinmetz*[3].

La IIe armée, placée au centre, se concentrait en avant de Mayence, sur la ligne Bingen-Mannheim. Elle comptait environ 252,000 hommes (Garde, IIIe, IVe, IXe, Xe et XIIe corps[4], 5e et 6e divisions de cavalerie) et était placée sous les ordres du prince Frédéric-Charles de Prusse[5], général de la cavalerie.

La IIIe armée formait l'aile gauche et était confiée au prince royal Frédéric-Guillaume de Prusse[6], général de l'infanterie. C'est à cette armée que, dans un but politique facile à comprendre, on avait attribué les contingents de l'Allemagne du Sud. Elle se concentrait entre la Queich et la Lauter, sur la rive gauche du Rhin,

1. *La Guerre franco-allemande*, page 76.

2. Voir la pièce n° 2, *Ordre de bataille des armées allemandes*.

3. Né en 1796, sorti en 1813 du corps des cadets, avait fait les campagnes de 1813 et 1815. Décoré de la *Croix de fer* en 1814 et de l'ordre *pour le mérite* en 1848 (campagne du Schleswig). Colonel en 1851 et commandant du corps des cadets ; général-major en 1854, et commandant de Magdebourg, puis, en 1857, commandant de la 1re brigade d'infanterie de la Garde. Général-lieutenant en 1858, et commandant du IIe corps d'armée, puis du Ve, comme général de l'infanterie. C'est à la tête du Ve corps qu'il se distingua dans la campagne de Bohême, au point de recevoir du Landtag prussien une dotation. Élu en 1887 député au Reichstag de la Confédération du Nord.

4. Dans le principe, les IXe et XIIe corps étaient destinés à former la réserve ; mais ils furent, au bout de très peu de temps, réunis à la IIe armée.

5. Fils du prince Charles de Prusse, frère du roi ; né en 1828, fit en 1848 la campagne du Schleswig dans l'état-major du général Wrangel, et en 1849, celle de Bade en qualité de major de cavalerie ; était général-lieutenant en 1856 et général de la cavalerie en 1860. Il commanda en chef l'expédition de 1864, en Danemark, après la retraite du général Wrangel, et la 1re armée prussienne dans la campagne de Bohême, en 1866, où il gagna les victoires de Münchenzgratz et de Gitchin, et contribua puissamment au gain de la bataille de Sadowa. Il était l'auteur de la fameuse brochure : « *L'Art de combattre les Français* », qui fut, dit-on, publiée sans son consentement, et produisit une sensation considérable. Après la capitulation de Metz, il fut nommé feld-maréchal. Il est mort en 1885.

6. Né en 1831, général-lieutenant en 1860 ; fit la campagne de 1864, dans l'état-major du général Wrangel, et fut en 1866 nommé général de l'infanterie. C'est en cette qualité qu'il commanda la IIe armée prussienne dans la campagne de Bohême, où il assura, en débouchant à temps sur le champ de bataille, la victoire de Sadowa. On sait dans quelles circonstances dramatiques ce prince, qui passait pour un esprit délicat et généreux, est mort en 1888, après seulement trois mois de règne.



Surprise d'une Reconnaissance allemande aux environs de Niederbronn.

devant Laudau et Germersheim, et comptait environ 182,000 hommes (V^e^, XIe corps, Ier et IIe corps bavarois, divisions badoise et wurtembergeoise, 4e division de cavalerie).

Restait en troupes mobilisées 3 corps d'armée, les Ier, IIe et VIe, et 2 divisions de cavalerie[1]. En outre, la 17e division d'infanterie[2] et 4 divisions de landwehr (dont celle de la Garde) étaient affectées à la défense des côtes, confiée au général Vogel de Falkenstein.

En même temps, par un rescrit du 22 juillet, le territoire de l'Allemagne du Nord était divisé, pour la durée de la guerre, en 5 grands commandements, dénommés gouvernements généraux, savoir :

1° Districts des Ier (Kœnigsberg), IIe (Stettin), IXe (Altona) et X^e^ corps d'armée (Hanovre) avec la défense des côtes : gouverneur général, *Vogel de Falkenstein*, général de l'infanterie ; quartier général à Hanovre.

2° Districts des VIIe (Münster), VIIIe (Trèves) et XIe corps d'armée (Coblentz) : gouverneur général, *Herwarth de Bittenfeld*[3] ; quartier général à Coblentz.

3° Districts des IIIe (Berlin) et IVe corps (Magdebourg) : gouverneur général, *de Bonin*, général de l'infanterie ; quartier général à Berlin.

4° Districts des Ve (Posen) et VIe corps (Breslau) : gouverneur général, *de Lowenfeld*, général-lieutenant ; quartier général à Posen.

5° District du XIIe corps (Dresde) : *de Fabrice*, général-lieutenant (ministre de la guerre du royaume de Saxe).

Le gouvernement général du Wurtemberg était également, le 13 août, confié au général *de Serekow*, ministre de la guerre.

De tous ces gouvernements[4], le plus important, sans contredit, était le premier. L'Allemagne redoutait une action énergique de notre escadre dans la Baltique, et ne considérait pas comme improbable un débarquement sur ses côtes. Aussi avait-elle laissé, pour s'y opposer, des forces assez considérables (environ 120,000 hommes), qui ne furent versées dans les armées de campagne que lorsque tout danger d'une pareille éventualité fut écarté. Le choix du général de Falkenstein, l'ancien commandant de l'armée du Mein en 1866, et la nomination latérale du grand-duc de Mecklembourg-Schwerin au poste de commandant en chef des forces mobilisées du premier gouvernement, montrent assez clairement quelles inquiétudes on éprouvait à Berlin à cet égard.

Quant aux autres gouvernements, ils ne pouvaient acquérir d'importance que si

1. L'état-major prussien (page 80) explique que le transport de ces unités ne pouvant avoir lieu au début, on ne les avait affectées à aucune armée. Fort peu de temps après la concentration, le Ier corps renforça la Ire armée, le IIe la IIe armée, le VIe la IIIe armée.

2. La 17e division (du IXe corps) fut laissée pour garder le Schleswig-Holstein, dont on se méfiait non sans quelque raison. Elle fut remplacée au IXe corps par la division hessoise.

3. Le général Herwarth commandait en 1866 l'armée dite *de l'Elbe* qui formait l'aile droite des forces prussiennes et avait mis hors de cause les Saxons.

4. D'après le grand état-major prussien, les nouveaux commandants avaient pour attribution la direction et la surveillance des fonctionnaires intérimaires, la formation éventuelle de nouveaux corps de troupes, et enfin les soins à prendre pour assurer la sécurité des districts placés sous leurs ordres.

les Allemands, battus dans les premières rencontres, se trouvaient forcés de défendre la ligne du Rhin, ou bien si l'Autriche s'alliait à la France, hypothèse assez invraisemblable d'ailleurs. Le troisième n'en présentait aucune, et ne servait qu'à constituer, pour le général de Bonin, le médiocre commandant du Ier corps d'armée pendant la campagne de 1866, une situation honorifique dont ses longs services, à défaut de talents militaires, le rendaient digne assurément.

La mobilisation des troupes allemandes était à peine achevée que les transports stratégiques commençaient à leur tour. Dès le 24, les premiers trains partirent : onze jours après, le 4 août, l'opération était terminée. Cette rapidité tenait évidemment à la préparation si complète qu'en avait faite le grand état-major, et à la précision mathématique avec laquelle avaient été établis les tableaux de marche et de transport : « une étude minutieuse de toutes les lignes concourant vers le théâtre de la guerre n'en laissait aucune sans emploi, ne fût-ce que momentanément, et permettait d'obtenir de chacune d'elles le maximum de rendement[1]. » En outre, l'appel sous les drapeaux de tous les hommes employés dans le service des chemins de fer était remis à une date ultérieure, afin de parer à l'éventualité d'une insuffisance dans le personnel d'exploitation[2].

Nous ne saurions, dans un ouvrage comme celui-ci, rendre compte dans tous ses détails de cette opération gigantesque qui jeta sur la base d'opérations trois armées, montant ensemble à plus de 500,000 hommes, près de 1,300 pièces de canon et un immense matériel. Un pareil exposé est trop aride pour trouver place ailleurs que dans un ouvrage absolument technique : nous nous bornerons donc à en indiquer les grandes lignes, qui suffisent à en faire comprendre le mécanisme et les résultats.

Tout d'abord, l'état-major allemand se préoccupa de garantir sa frontière de l'Ouest contre une irruption soudaine des forces françaises. Il n'admettait pas, en effet, que nous eussions renoncé aux avantages d'une mobilisation régulière et à l'organisation préalable de notre armée, sans avoir l'idée préconçue de nous jeter tels quels, sur son territoire, afin d'y bouleverser sa mobilisation, et de profiter d'une supériorité numérique momentanée, pour nous opposer à la concentration allemande sur la rive gauche du Rhin[3]. Il était d'ailleurs parfaitement au courant de tous nos mouvements, et du groupement de nos troupes. Un officier d'état-major prussien, le major Krause, avait, au moyen de renseignements de provenance diverse, établi de notre « ordre de bataille » un tableau si exact, qu'on put, dès le 24 juillet, le porter à la connaissance de l'armée, et qu'il n'exigea, plus tard, que quelques rectifications de détail[4]. M. de Moltke savait donc pertinemment que toutes nos troupes étaient en marche sur la frontière, sans avoir reçu leurs réserves ni opéré leur mobilisation. Or, pour des esprits aussi méthodiques que les Allemands, tant de mépris des règles de la guerre moderne ne pouvait cacher qu'un piège, qu'il

1. *La Guerre franco-allemande*, page 83.
2. *Ibid.*, page 84.
3. *Ibid.*, page 85.
4. *Ibid.*, page 87.

était urgent de déjouer. On hâta donc la mobilisation des garnisons des provinces rhénanes et du Palatinat, et l'on constitua, dès le 16 juillet, un rideau défensif dont la force accrue chaque jour atteignit vingt et un bataillons et seize escadrons par l'adjonction de deux régiments d'infanterie, deux bataillons de chasseurs, un régiment de chevau-légers, tous bavarois, qu'on expédia par voie ferrée avant même que leur mobilisation fût complètement achevée, et qui, sous le commandement du général de Bothmer, occupèrent la ligne Landau-Wissembourg : à l'abri de ses reconnaissances et de sa protection, les transports s'effectuèrent sur les derrières.

La Ire armée n'avait rien à craindre : un de ses corps, le VIIIe, formait précisément les troupes de couverture et se concentrait sur place ; l'autre, le VIIe, tiré de la Westphalie et des provinces rhénanes, fut débarqué un peu en avant de Trèves, et vint ensuite, par étapes, gagner la Sarre, de son confluent à Sarrebruck, couvert sur son aile droite par le territoire neutralisé du Luxembourg.

Mais la IIe armée, dont les éléments provenaient des points les plus dispersés du territoire, ne pouvait débarquer à proximité des corps français établis en Lorraine sans courir le risque d'être assaillie par eux et désorganisée avant sa concentration. Pour y parer, l'état-major prussien décida que ses corps débarqueraient, non pas au delà, mais en deçà du Rhin, choisi comme ligne de défense ; c'est, en effet, ce qui eut lieu au début [1]. Mais comme, dès le 28, l'immobilité persistante de nos forces, jointe aux nouveaux renseignements obtenus, démontrait clairement que tout danger d'une offensive française était écarté, les corps déjà débarqués et les deux divisions de cavalerie franchirent le Rhin pour se porter en avant. Quant au point de débarquement des corps encore en route, il fut également porté en avant sur la rive gauche du fleuve, dont il ne sembla plus nécessaire de s'assurer la protection. La IIe armée, placée à cheval sur les routes et voies ferrées qui conduisent en Lorraine, fut ainsi groupée de Bingen à Mannheim, en passant par Alzey.

La IIIe armée avait, pour se constituer, à rallier les contingents de l'Allemagne du Sud, et le Prince royal ne crut pas inutile d'aller en personne échauffer les enthousiasmes à Stuttgard, Munich et Carlsruhe. Puis il revint le 30 à Spire, où il apprit que les forces françaises réunies dans la basse Alsace étaient peu considérables, et insuffisantes, en tous les cas, pour entraver la concentration de son armée dont deux corps seulement, le Ve et XIe (prussiens), se trouvaient sur la rive gauche. Une reconnaissance exécutée le 24, sur l'ordre du commandant de la division badoise, avait en effet, malgré son issue tragique, pu constater le fait [2]. Le prince

1. On craignait si bien une irruption brusque de nos troupes, que, le 22 juillet, l'etat-major prussien faisait sauter une pile du pont de Kehl, et préparer la destruction des voies ferrées donnant accès dans l'Allemagne du Sud. Dès le 16, le grand-duc de Bade avait ordonné de replier la travée mobile du pont de Kehl, de retirer les pontons du pont de bateaux, et de suspendre le service de la télégraphie privée avec l'Alsace. En même temps, on supprimait tous les bacs existant sur le Rhin, de Huningue à Lauterbourg.

2. Le 24 juillet, le capitaine d'etat-major wurtembergeois comte Zeppelin, accompagne de trois officiers de dragons badois et de trois dragons bien montés, franchit la frontiere a Lauterbourg et explora le terrain sur une distance de 18 kilomètres environ, jusqu'aupres de Niederbronn, où se trouvait le géneral de Bernis avec le 12e chasseurs. Le lendemain, pendant la marche de retour, le petit détachement etant entré dans une auberge de Schirlendorf pour se reposer, fut surpris par une

s'occupa aussitôt de porter sur la rive gauche ce qui restait de troupes de l'autre côté du fleuve, et, le 3 août, l'opération était terminée. La IIIe armée, groupée sur la ligne Landau-Spire-Germersheim, occupait les routes d'accès du département du Bas-Rhin.

Cette date du 3 août est celle où furent définitivement constituées les armées allemandes. Les transports stratégiques prirent fin ce jour-là, et dès lors les forces dont pouvait disposer le roi de Prusse se montèrent au chiffre énorme de 510,670 hommes, 152,000 chevaux et 1,206 pièces de canon de campagne. Les renforts qui allaient bientôt s'y joindre encore, par suite de l'échec de nos opérations maritimes sur les côtes allemandes, devaient porter cette masse déjà si importante à un effectif que jamais armée d'une nation civilisée n'avait atteint jusqu'alors[1]. En attendant, elle était judicieusement disposée de manière à ne plus redouter l'offensive française, si, chose invraisemblable, celle-ci se produisait encore. Son aile droite appuyée à la Sarre, son aile gauche au Rhin, son centre légèrement en arrière, et tous les corps assez rapprochés pour se prêter, le cas échéant, un appui mutuel, elle se disposait maintenant à aborder hardiment la frontière, et à attaquer en détail nos forces disséminées en un trop mince cordon.

Dans l'après-midi du 31 juillet, le roi de Prusse, accompagné du grand quartier général, quittait, aux acclamations de la foule, la gare de Berlin, et le 2 au matin, débarquait à Mayence. Mais avant de quitter sa capitale, il avait tenu à rattacher par un lien sensible et apparent cette lutte qui allait s'ouvrir contre « l'*antique ennemi* », avec la guerre dite de l'Indépendance, dont « elle rappelait les plus graves souvenirs[2] ». Dans ce but, il fit revivre l'ordre de la « *Croix de fer* » institué par son père Frédéric-Guillaume IV en faveur des militaires qui avaient pris part aux campagnes de 1813 et 1814, et décida qu'à côté de ces dates, la décoration porterait désormais celle de 1870. En même temps, il proclamait en Prusse une amnistie générale pour les crimes et délits politiques[3], et adressait le 25 juillet « *au peuple allemand* » une proclamation caractéristique, dans laquelle l'unité allemande était considérée comme un fait accompli[4]. Puis, le 2 août, il lançait à ses soldats l'ordre du jour suivant :

patrouille commandée par le lieutenant de Chabot et entourée : le lieutenant de Winsloe fut tué, le reste fait prisonnier, et le capitaine Zeppelin put seul s'échapper grâce à la vigueur de son cheval. Le résultat cherché n'en était pas moins obtenu, puisque le capitaine Zeppelin rendait compte quelques heures après au général de Beyer qu'aucune concentration de troupes ne s'effectuait entre Lauterbourg et Wœrth.

1. Pour assurer la subsistance de tant de monde, l'état-major avait, dès la fin de juillet, rassemblé dans les places du Rhin des approvisionnements pour sept corps d'armée et pour six semaines. En outre, chaque district de corps d'armée fut approvisionné en vivres pour six semaines également ; et à mesure que les régiments montaient en wagon, on leur distribuait une partie de ces vivres. Ces précautions n'étaient pas inutiles, les ressources locales, c'est-à-dire celles des pays où s'effectuait la concentration, ne devant pas fournir plus de dix jours de vivres, au dire des intendants allemands.

2. *La Guerre franco-allemande*, page 117.

3. Voir pièce n° 3.

4. Voir pièce n° 3.

« A l'armée !

« Mue par un sentiment unanime, l'Allemagne entière se lève en armes contre un État voisin qui nous a déclaré inopinément une guerre sans motifs. Il s'agit de défendre notre patrie menacée, notre honneur, nos foyers. Je prends, à dater d'aujourd'hui, le commandement en chef de toutes les armées et j'engage avec assurance cette lutte *que jadis nos pères ont également soutenue.*

« Comme moi, la patrie entière met en vous une pleine confiance. Dieu sera avec notre juste cause.

« Quartier général de Mayence, le 2 août 1870.

« Signé : GUILLAUME. »

Huit jours avant, le 23 juillet, l'empereur Napoléon III avait, lui aussi, adressé au peuple français une longue proclamation[1], où il exposait les causes de la guerre, et les expliquait autant par l'attitude arrogante du gouvernement prussien que par les dangers dont son ambition menaçait l'Europe. Rien de tout cela ne se pouvait contester. Mais était-ce bien une raison pour que la France dût, coûte que coûte, se lancer dans une lutte sanglante et colossale, contre un adversaire dont les puissants moyens d'action étaient connus, et cela, dans un moment où ses propres forces, amoindries par des expéditions lointaines et ruineuses, n'avaient pas encore eu le temps de se reconstituer? Cette question, l'Empereur n'avait garde de la poser à la nation, peut-être parce qu'il se l'était déjà posée à lui-même. Mais il croyait devoir protester de la loyauté de ses intentions, et faire des vœux pour les destinées de la *grande nationalité germanique!* Étrange aberration d'un esprit généreux, malheureusement hanté d'idéologie et de chimères !

Le 28 juillet, il se rendait à l'armée, avec le prince impérial, et prenait possession du commandement suprême par cet ordre du jour :

« Soldats,

« Je viens me mettre à votre tête pour défendre l'honneur et le sol de la patrie.

« Vous allez combattre une des meilleures armées de l'Europe ; mais d'autres, qui valaient autant qu'elle, n'ont pu résister à votre bravoure. Il en sera de même aujourd'hui.

« La guerre qui commence sera longue et pénible, car elle aura pour théâtre des lieux hérissés d'obstacles et de forteresses ; mais rien n'est au-dessus des efforts persévérants des soldats d'Afrique, de Crimée, de Chine, d'Italie et du Mexique. Vous prouverez une fois de plus ce que peut une armée française animée du sentiment du devoir, maintenue par la discipline, enflammée par l'amour de la patrie.

« Quel que soit le chemin que nous prenions hors de nos frontières, nous y trouverons les traces glorieuses de nos pères. Nous nous montrerons dignes d'eux.

1. Voir pièce n° 1.

« La France entière vous suit de ses vœux ardents, et l'univers a les yeux sur vous. De nos succès dépend le sort de la liberté et de la civilisation.

« Soldats, que chacun fasse son devoir, et le Dieu des armées sera avec nous !

« Au quartier impérial de Metz, le 28 juillet 1870.

« Signé : NAPOLÉON. »

Le ton un peu triste de ce document, où perçaient des préoccupations involontaires, frappa les officiers et les soldats. Quel contraste avec la proclamation adressée le 12 mai 1859 à l'armée d'Italie, appel éclatant à la victoire, et tout rayonnant de confiance et d'espoir[1] ! Quel contraste aussi avec l'assurance du roi Guillaume, tranquillisé déjà par la vue de ses innombrables soldats ! Personne encore ne pensait en France qu'il s'agît de défendre le sol de la patrie : l'armée se croyait invincible. Elle fut tout à coup gagnée, elle aussi, par les pressentiments que le souverain lui-même ne parvenait pas à maîtriser et à taire, et pour la première fois elle douta.

1. « ..... Dans la bataille, disait l'Empereur, demeurez compacts, et n'abandonnez pas vos rangs pour courir en avant. Défiez-vous d'un trop grand élan ; c'est la seule chose que je redoute. »

« Les nouvelles armes de précision ne sont dangereuses que de loin : elles n'empêchent pas la baïonnette d'être, comme autrefois, l'arme terrible de l'infanterie française.... »





CHAPITRE V

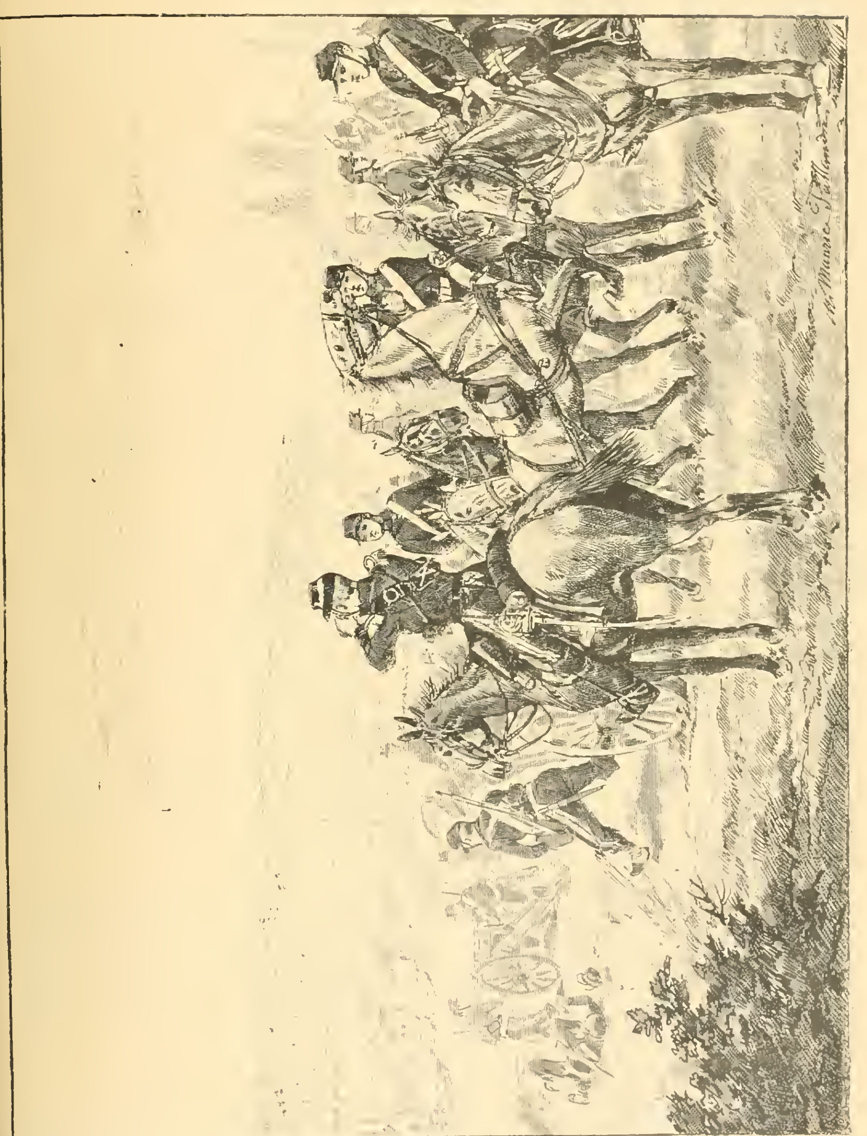
PREMIÈRES OPÉRATIONS — SARREBRUCK

I. Projets d'opérations français. — Quand, après l'insuccès des démarches de M. Drouyn de Lhuys auprès de M. de Bismarck, les relations entre la France et la Prusse eurent pris une tension qui rendait la guerre un jour ou l'autre inévitable, l'Empereur et avec lui le maréchal Niel se préoccupèrent des conditions probables de la lutte, et le ministre même élabora ce projet de composition d'armées, dont il a été question précédemment [1].

D'après ce travail, il devrait être constitué trois armées : l'une de 129,000 hommes (3 corps d'armée), concentrée à Metz ; la seconde, forte de 121,000 hommes (3 corps d'armée), concentrée à Strasbourg ; la troisième, de 87,000 hommes seulement (2 corps d'armée), concentrée au camp de Châlons. Deux corps de réserve, en deuxième ligne, se seraient réunis : le premier (26,000 h.) à Belfort, le second (40,000) à Paris. Enfin un troisième (32,000 h.), formé par la Garde, aurait été laissé à la disposition de l'Empereur, généralissime des forces françaises [2].

1. Page 37.

2. Ces données, extraites d'un document imprimé en 1868, ont été reproduites par les généraux Derrécagaix et Lewal. M. le général Thoumas, dans son ouvrage des *Transformations de l'armée*



L'artillerie française devant Sarrebruck.

C'était un total de 435,000 hommes, et de plus de 120,000 chevaux, qu'on n'aurait d'ailleurs réunis que très difficilement. On a vu comment, au dernier moment, cette répartition fut abandonnée.

En même temps, le général Frossard, aide de camp de l'Empereur et gouverneur du prince impérial, recevait la mission d'opérer sur la frontière une grande reconnaissance, et d'établir un plan de campagne qui pouvait être offensif ou défensif.

Or le général Frossard, qui sortait de l'arme du génie, était tout naturellement porté par sa spécialité à s'exagérer un peu le rôle actif des fortifications, et à subordonner peut-être l'ampleur ou l'élasticité des mouvements stratégiques au bénéfice très relatif d'occuper des positions avantageuses. Cette tendance se manifeste dès les premières lignes de son rapport. Jetant un regard alarmé sur l'état de notre frontière « restée telle que l'avaient mise les événements de 1815 et les traités de Vienne », considérant au surplus que la Prusse allait disposer de toutes les places fortes fédérales établies contre nous et attribuées jusqu'en 1866 à des puissances négligeables, il en concluait que « cette ceinture de fer qui nous étreignait devait peser sur nous d'un poids plus lourd ». Cette crainte, on peut bien le dire, paraît excessive, étant données la valeur de la plupart de ces places et la possibilité de les tourner par une irruption brusque dans le grand-duché de Bade et la vallée de Main.

Mais où le général faisait preuve d'une clairvoyance peu commune et d'une entente très exacte de l'esprit d'offensive qui animait l'état-major allemand, c'est quand il supposait que l'ennemi, « résolu à prendre position dès le début, viendrait avec ses corps tout organisés s'établir sur les bases actives et fortifiées qu'il possède devant nos frontières, c'est-à-dire devant la basse Alsace et sur le front et le flanc de la Lorraine, pour tenter immédiatement l'invasion de notre pays ».

Là en effet était le danger et ce n'était pas trop pour y parer d'opérer une diversion puissante, comme l'indiquait le général, au moyen d'une vigoureuse offensive, « en passant le Rhin à Neuf-Brisach et à Huningue, et en cherchant à séparer les États du Sud de ceux du Nord ». Cette mission aurait incombé à l'armée du Rhin ou armée d'Alsace, la 2e du plan du maréchal Niel.

Mais il était nécessaire en même temps de limiter l'invasion en Lorraine et dans la basse Alsace; et c'est ici qu'apparaissait cette série de positions défensives et de lignes de retraite dont l'occupation successive devait, suivant le plan de campagne, avoir des résultats décisifs. C'était d'abord, pour la basse Alsace, la ligne de la Lauter, destinée d'ailleurs à être abandonnée presque tout de suite si des forces supérieures faisaient mine de l'attaquer.

française, en donne de légèrement différentes, basées sur ce projet manuscrit qu'il a eu entre les mains. C'est ainsi que, d'après lui, la composition des corps d'armée n'était pas uniforme, non plus que celle des divisions de cavalerie. La Garde entrait dans la composition de la deuxième armée. Enfin, aucune artillerie n'était prévue pour les corps de réserve, toutes les batteries attelées étant absorbées par les trois armées de campagne. Ces questions ne sauraient d'ailleurs avoir qu'un intérêt documentaire, puisque aucune des deux combinaisons n'a été maintenue au moment décisif.

« Dans la basse Alsace, disait le document en question, l'ennemi aura pour base Landau et Germersheim ; sa droite s'étendra jusqu'à Pirmasens, au moyen d'un corps qui le reliera avec son armée de la Sarre. Il attaquera par les montagnes, entre Bitche et Wissembourg, et par la plaine, entre Wissembourg et le Rhin. »

Il était impossible de prévoir avec plus d'exactitude les événements, et le général Frossard montrait là une sagacité véritablement prophétique, qui allait même jusqu'à prédire à quelques milliers d'hommes près l'effectif des armées prussiennes. L'armée d'Alsace était en conséquence invitée à venir se former derrière le petit ruisseau de la Sauerbach.

« Une fois établie sur la rive droite de ce cours d'eau, il lui fallait occuper la *belle position* de Wœrth qui, se développant sur une crête de 9 à 10 kilomètres, avait pour point de résistance Frœschwiller et Wœrth, où il faudrait élever quelques ouvrages de campagne, notamment sur la rive gauche, près du village de Gunstett. »

Quant à l'armée de Lorraine, elle avait aussi sa *belle position*. C'était « le plateau entre Sarreguemines et Saint-Avold, où se développe une ligne de bataille de 12 à 13 kilomètres... Le centre s'étendrait entre Rouhling et Cadenbronn, point culminant du plateau. La gauche, qui maîtriserait le chemin de fer et la route, devrait avoir un poste avancé à Forbach, et détacher une division à Saint-Avold, afin d'empêcher un mouvement tournant des troupes ennemies venant de Sarrelouis. »

Or, ce fut au général Frossard lui-même qu'incomba, par une cruelle ironie du sort, la mission de protéger la Lorraine au mois d'août 1870. Mais, alors, personne ne songeait plus au fameux plan de campagne. Le général dut s'établir en avant de Forbach, et c'est là que, forcé par les événements, il reçut le choc de l'ennemi, tandis qu'à quelques kilomètres derrière lui s'étendait, toujours inviolable, mais vierge de défenseurs, la position tant vantée de Cadenbronn.

C'est que la guerre, avec ses nécessités impératives et brutales, ne permet pas toujours de se battre là où on le voudrait. « Attaquez l'ennemi partout où vous le rencontrerez », disaient les ordres de M. de Moltke, montrant ainsi que si le terrain peut présenter des avantages au point de vue des combinaisons tactiques et des opérations de détail, il ne doit entrer pour rien dans la direction générale d'une campagne, où l'on ne vise qu'un seul but : rencontrer l'ennemi et le battre. Au surplus, garder une position, si belle qu'elle soit, ne sert à rien ; ce qu'il faut, c'est chasser l'ennemi de celles qu'il détient, et pour cela il faut l'attaquer. L'offensive seule est féconde, et c'est une grave erreur de croire qu'en s'immobilisant derrière des murailles ou sur des hauteurs réputées imprenables, on obtiendra ce résultat définitif à la guerre, qui est de forcer l'ennemi à s'avouer vaincu.

C'est en cela que le plan du général Frossard, malgré toute son ingéniosité et sa remarquable clairvoyance, exerça sur les opérations une action fâcheuse, parce qu'il propagea cette idée absolument fausse qu'avec de *bonnes positions* on peut suppléer à tout. De bonnes positions, il n'en existe pas contre un adversaire résolu

à les prendre, et le général Frossard lui-même devait, un des premiers, en faire à Spicheren la cruelle expérience. « A la rigueur, une armée peut vaincre un ennemi numériquement inférieur ou tout au plus égal à elle en se contentant de repousser ses attaques successives, en épuisant ses forces, en l'obligeant à une retraite *que la poursuite rendra désastreuse* [1]. Mais contre un adversaire qui, pouvant incessamment renouveler ses colonnes d'assaut, finira toujours par aborder avec des troupes fraîches les lignes de défense brisées par l'énergie même d'une résistance prolongée, une armée qui se borne à se défendre est condamnée d'avance à l'écrasement [2]. »

D'ailleurs, la pensée du général Frossard se localisait tellement dans les projets défensifs, qu'elle s'ingéniait surtout à prévoir les lignes de retraite que devrait suivre l'armée de Lorraine, en cas d'insuccès. C'était d'abord la ligne de la Seille, avec Metz comme point d'appui. Puis, si la fortune se montrait encore une fois contraire à nos armes, c'était Lunéville qu'il fallait gagner, et enfin Langres, où viendraient aussi s'établir les troupes en retraite de la haute Alsace, après avoir passé par Belfort et Lure. Langres, camp retranché et nœud important de chemins de fer, devenait ainsi le centre de résistance de tout le pays.

Certes, une fois admise la nécessité de renoncer à l'offensive, ce plan était préférable à celui qui a été suivi, si tant est qu'on puisse attribuer à un plan quelconque les mouvements décousus qui ont suivi les défaites de Frœschwiller et de Spicheren. Il est douteux cependant qu'il nous eût assuré le succès définitif, parce qu'il se basait sur cette théorie dont les événements ont démontré le danger redoutable : « que les camps retranchés sont faits pour recueillir les armées qui ne peuvent plus tenir la campagne. » L'auteur de cet aphorisme, si contraire au principe même de la guerre, qui est l'activité, était le général belge Brialmont, lequel l'avait émis en 1867. Il ne pouvait guère se douter à cette époque qu'il préparait ainsi les désastreuses capitulations de Metz, de Paris et de Plewna, après lesquelles, il faut bien l'espérer, une armée ne commettra plus jamais la faute d'aller s'enfermer dans le périmètre d'une place forte, pour être assurée d'y mourir de faim !

Quoi qu'il en soit, le plan du général Frossard était accepté en principe, quand survint, dans l'hiver de 1868, un événement qui le fit momentanément abandonner. L'archiduc Albert d'Autriche, le vainqueur de Custozza [3], venait d'arriver à Paris, où il était l'hôte fêté des Tuileries, et passait en conférences avec l'Empereur et le ministre de la guerre le temps que lui laissaient libre les revues données en son honneur, ou la visite des écoles et des établissements militaires. On était loin de supposer à cette date que l'Autriche, oublieuse des douleurs de Sadowa, en viendrait bientôt à former avec son vainqueur détesté une alliance étroite, et l'on pensait au contraire que, la guerre éclatant entre la Prusse et la France, elle serait trop heureuse de joindre ses troupes aux nôtres pour tirer de son affront récent une

1. Pour cela, il faut reprendre l'offensive à un moment donné. C'est précisément ce que le plan de campagne avait omis de préciser.

2. Général Thoumas, *Causeries militaires*, 3e série. Paris, Plon, 1891, page 235.

3. L'archiduc Albert, feld-maréchal et commandant en chef de l'armée autrichienne, est le fils de l'archiduc Charles, le célèbre adversaire de Moreau, de Jourdan et de Napoléon.

revanche éclatante. On s'empressa donc de profiter de la présence du chef de l'armée autrichienne pour étudier avec lui une combinaison nouvelle, et voici celle à laquelle on s'arrêta :

Les troupes françaises, partagées en deux masses, devaient prendre une offensive vigoureuse seize jours après la déclaration de guerre ; une armée franchirait le Rhin à Strasbourg et se jetterait entre les États du Nord et ceux du Sud, tandis que l'autre bousculerait les Prussiens sur la Sarre. La jonction avec les forces autrichiennes s'effectuerait vers Nuremberg, et de là on pénétrerait en Prusse par la même route que Napoléon avait suivie en 1806. Enfin un corps de débarquement serait jeté sur les côtes de la Baltique.

Pour que ce plan présentât des chances de succès, il fallait deux choses : d'abord que la mobilisation française s'effectuât en quinze jours, et ensuite que l'Autriche se déclarât franchement pour nous dès le début des hostilités. Or, aucune de ces deux éventualités ne devait et ne pouvait se produire : notre organisation trop incomplète ne se prêtait nullement à une action aussi rapide, et d'autre part l'Autriche, peu soucieuse d'ajouter une nouvelle page à l'histoire volumineuse de ses désastres, attendait, pour prendre parti, que nos armes eussent déjà triomphé. Les malheureux débuts de la campagne vinrent très rapidement la tirer d'indécision, et, dès lors, elle jugea prudent de mettre une sourdine à ses idées de revanche, qui devaient bientôt faire place à une politique dirigée dans un sens diamétralement opposé.

L'empereur Napoléon ne faisait d'ailleurs que médiocrement foi sur l'éventualité d'un concours efficace de la part de l'Autriche, et lorsque la guerre eut été décidée, il adopta purement et simplement une combinaison projetée au mois de mai 1870, et empruntée en partie seulement au plan d'opérations du général Frossard [1]. Il s'agissait de former trois armées : l'une à Strasbourg, qui passerait le Rhin, toujours pour séparer l'Allemagne du Sud de celle du Nord ; l'autre à Metz, destinée à suivre et à appuyer la première ; enfin une armée de réserve à Châlons, pour se porter de là sur Metz ou sur Nancy, et manœuvrer suivant les circonstances. Un débarquement sur les côtes de la mer Baltique était également prévu dans ce dernier projet. « On espérait ainsi, en s'emparant de la ligne intérieure entre le nord et le sud de l'Allemagne, contraindre les États du Sud à la neutralité, puis, par un premier succès, vaincre les hésitations, si elles ont existé réellement, de l'Autriche et de l'Italie à s'allier avec la France [2]. »

En présence du désordre qui régnait dans les transports, et avec tout ce qui manquait encore à l'armée française, ce projet était singulièrement hasardeux. L'Empereur dut s'en convaincre bien vite, car, avant même de quitter Paris, il renonçait au fractionnement des forces ; nos sept corps étaient désormais groupés en une armée unique, dénommée *armée du Rhin* ; seulement le souverain, qui en prenait le commandement en chef, se réservait de réunir, le cas échéant, plusieurs corps sous les ordres d'un des maréchaux. Cette décision imprévue pouvait faire

1. Le maréchal Le Bœuf, dans sa déposition devant la *Commission d'enquête sur le 4 septembre*, a exposé cette combinaison en détail (tome I[er], page 51).

2. Colonel Canonge, *Histoire militaire contemporaine*, tome II, page 39.

supposer qu'on voulait pénétrer en Allemagne en une seule masse, assez dense pour agir comme un coin et disloquer d'un coup les deux tronçons de l'unité germanique encore indécise. Mais, pour cela, il eût fallu rapprocher les uns des autres les points de concentration déjà assignés à chaque corps d'armée, et on ne le pouvait guère, sans indiquer clairement à l'ennemi la direction de l'attaque et compromettre l'arrivée des réserves et des approvisionnements. On garda donc ceux qu'on occupait, en sorte que notre base de concentration définitive se trouva être une ligne de plus de 200 kilomètres, qui courait parallèlement à la frontière, de Sierck à Belfort, et sur laquelle nos corps, plus ou moins incomplets, étaient égrenés par paquets, sans lien entre eux, et hors d'état de se soutenir mutuellement. L'armée du Rhin formait donc non pas la masse qu'on eût souhaitée, mais un long et mince cordon que l'absence de toute réserve en arrière privait de consistance et de force défensive, et que son manque de profondeur exposait à être percé à la première attaque de l'ennemi.

Le grand quartier général aurait éprouvé d'ailleurs quelque difficulté à changer à ce moment les dispositions déjà prises, puisqu'il ne connaissait même pas exactement l'emplacement actuel de toutes les unités. Le télégramme suivant, adressé le 27 juillet par le maréchal Le Bœuf au général Félix Douay, ne laisse subsister aucun doute à cet égard :

« Où en êtes-vous de votre formation? *Où sont vos divisions?* L'Empereur vous recommande d'en hâter la formation pour être en mesure de rallier Mac-Mahon, le plus promptement possible, dans le département du Bas-Rhin. »

Et comme le général Douay répondait en demandant qu'on lui expédiât ce qui lui était nécessaire, le major général télégraphiait encore le 28 :

« Il n'y a à Metz aucun détachement du train, aucune ressource en effets de campement qui puisse être mise à votre disposition. *Vous avez bien fait de vous adresser à Paris;* renouvelez votre demande. »

Ce n'était pas seulement le train qui manquait; c'était aussi le riz, le café, l'eau-de-vie, l'avoine. Aucun approvisionnement n'existait encore, et si l'artillerie possédait des projectiles, c'est parce que le maréchal Niel avait disposé de 3 ou 4 millions restant du crédit de 200 millions alloués pour la transformation de l'armement. « Sans cette ressource, dit M. le général Thoumas, il eût été absolument impossible de faire la guerre en 1870. » Plût à Dieu qu'elle n'eût pas existé, et qu'on eût été forcé de renoncer à la lutte faute de munitions!

Cependant l'Empereur et le major général songeaient encore, malgré tout, à prendre l'offensive, et ils attendaient à Metz, avec une impatience non dissimulée, l'arrivée de tout ce qui leur manquait. En proie aux illusions les plus complètes sur la durée de la mobilisation allemande, ils réclamaient avec insistance l'envoi du parc de siège destiné..... au siège de Coblentz! Sur leurs ordres réitérés, le ministère se décida enfin à en faire l'expédition, et tout ce matériel, parfaitement inutile d'ailleurs, ne servit qu'à augmenter le butin des Allemands [1]!

1. Général Thoumas, *Les Transformations de l'armée française*, tome Ier, page 552. Voici, d'autre

Mais bientôt il fallut se rendre à l'évidence. Le 1er août, nous n'avions que cinq corps et la Garde en état de marcher, tandis que les Allemands se présentaient déjà en masses imposantes à Trèves, à Mannheim et Kaiserslautern, enfin à Landau et Germersheim. Toute idée d'offensive devait être abandonnée, et force était de se résigner à la défense du territoire, que la disposition défectueuse de nos corps d'armée rendait particulièrement difficile et grosse de périls menaçants. Alors tout le monde perdit la tête ; à la série des plans confus dont nous avons vu la conception successive succéda une incohérence déplorable qui priva l'armée française de toute direction rationnelle et de toute idée nette de la situation. L'affolement s'empara du grand quartier général, et le commandement fut frappé d'une stupeur telle qu'il négligea même d'utiliser les 132 escadrons qui se trouvaient en Lorraine, et les 10,000 chevaux dont disposait le maréchal de Mac-Mahon, pour les lancer de l'avant, couper les chemins de fer et les télégraphes ennemis, ou tout au moins chercher à savoir ce que faisait l'adversaire, dont on ne soupçonnait ni les projets ni les mouvements. Le major général lançait des instructions d'une naïveté prodigieuse : « Montrez votre cavalerie, écrivait-il au général Frossard. Il faut qu'elle s'éclaire au loin sur toute la ligne de la Sarre ; qu'elle ne craigne pas de s'avancer partout au delà de la frontière, *en prenant les précautions de prudence nécessaires. Que ses commandants vous adressent des rapports sur ce qu'ils auront reconnu. Rendez-moi compte.* » Enfin, pour faire quelque chose, on se décida le 2 août à la démonstration puérile de Sarrebruck, dont il sera parlé tout à l'heure, et dans laquelle trois divisions françaises se déployèrent contre trois bataillons prussiens !

II. Projets d'opérations allemands. — Pendant ce temps, que faisait l'ennemi ? Calme et sûr de sa force, il poursuivait tranquillement le développement d'un plan mûrement réfléchi, longuement étudié, et si minutieusement préparé que rien n'y était abandonné aux surprises du hasard.

Ce plan, œuvre du général de Moltke, avait été élaboré pendant l'hiver de 1868-1869, d'après les idées déjà anciennes qui avaient cours dans l'état-major prussien au sujet d'une guerre avec la France, et que Clausewitz, le fameux chef d'état-major de Blücher, passait pour avoir émises le premier. En effet, à peine les luttes sanglantes soutenues par la Sainte-Alliance étaient-elles terminées, que déjà le parti militaire prussien s'occupait d'étudier pour son compte les moyens d'envahir encore

part, ce que le major général écrivait, le 1er août, au général Dejean, ministre de la guerre par intérim :

« Ayez soin que l'artillerie forme promptement des équipages de siège à Metz et à Strasbourg.

« *Après le départ de l'armée*, continuez à bonder Metz et Strasbourg, points capitaux de notre base d'opérations. Ne négligez pas Bitche qui peut devenir un point de ravitaillement secondaire important, si nous opérons dans la Bavière rhénane. Il est probable que le maréchal Canrobert, avec ses trois divisions de Soissons et de Châlons, sera appelé prochainement à occuper la frontière, avec son quartier général à Saint-Avold. L'Empereur désire appeler Douay le plus tôt possible dans la basse Alsace, avec son quartier général à Strasbourg, Mac-Mahon portant le sien à Haguenau. En résumé, hâtons-nous, car les renseignements que je reçois *indiquent, chez l'ennemi, des dispositions à l'offensive bien qu'il soit loin d'être prêt.* »

une fois la France afin de « marcher à la conquête de nouveaux territoires[1] », et désignait Paris comme l'objectif définitif à atteindre. Ces projets, qui tournaient à l'obsession, hantaient à ce point les cerveaux allemands qu'on les retrouve, développés et considérablement augmentés, dans une étude publiée en 1860 par le général de Hartmann, le même qui commandait pendant la guerre le IIe corps de l'armée bavaroise, et enfin dans un travail établi plus tard par un officier du grand état-major prussien, le lieutenant-colonel Meyer. M. de Moltke avait donc à sa disposition des éléments précieux, dont il usa largement. Il codifia en un plan unique les diverses combinaisons déjà proposées par ses prédécesseurs, et leur imprima le cachet de régularité et de méthodisme qu'était le fond de son tempérament personnel.

Mais l'œuvre la plus remarquable de l'état-major prussien fut incontestablement l'établissement des travaux préparatoires de toute nature qui devaient assurer l'exécution de ce plan. Tableaux de marche, tableaux de transport, organisation de la base de concentration, tableaux de mouvements des vivres et du matériel, tout se trouva constitué avec une précision telle et une telle rigueur de prévision, que lorsque le roi, revenu le 16 juillet d'Ems à Berlin, eut donné son approbation à l'œuvre de M. de Moltke, il ne resta plus, pour l'exécuter, qu'à inscrire sur les ordres de mouvements la date du premier jour de la mobilisation[2]. Combien nous étions encore loin, hélas! d'une perfection pareille, et comment l'Empereur et son major général pouvaient-ils se faire l'illusion de croire qu'avec leurs improvisations désordonnées, ils réussiraient à la paralyser?

Le mémoire du général de Moltke assignait comme premier objectif aux opérations « de rechercher la principale armée ennemie et de l'attaquer là où on la trouverait ». Pour cela, il fallait évidemment disposer de forces supérieures, et le chef d'état-major établissait, par des chiffres positifs, que cette supériorité, dès le début, n'était pas douteuse, surtout si l'on s'assurait de la coopération des États du Sud. Partant de cette base, il indiquait comme but à atteindre ensuite la séparation des forces françaises de leur communication avec Paris, et leur refoulement vers le Nord. Si une défensive vigoureuse se dessinait de notre part, il ne considérait pas les forces de l'Allemagne du Nord comme pouvant être prêtes à temps pour s'y opposer, mais il recommandait de se concentrer sur le Rhin moyen, de façon à menacer immédiatement le flanc de nos troupes engagées dans la vallée de Main. Examinant ensuite en détail le théâtre de la guerre future, le réseau des chemins de fer existant des deux côtés et les moyens dont disposaient les deux adversaires, il écrivait ces lignes caractéristiques :

« Un seul point reste donc en question, c'est de savoir si nous pouvons, sans courir le risque d'être dérangés dans notre première concentration, l'effectuer au delà du Rhin, dans le Palatinat et dans le voisinage immédiat de la frontière française. Dans mon opinion, cette question doit être résolue par : oui!

« Notre mobilisation est préparée jusque dans ses derniers détails. Nous dispo-

1. General Derrécagaix, *loc. cit.*, tome Ier, page 311.
2. *La Guerre franco-allemande*, tome Ier, page 80.



SOLDATS DE L'INFANTERIE BAVAROISE

sons de six lignes ferrées pour nous transporter dans la région comprise entre Rhin et Moselle; les tableaux de transport sont prêts et permettent à chaque corps de troupe de connaître le jour et l'heure de son embarquement et de son arrivée. Dès le dixième jour, les premiers détachements peuvent débarquer non loin de la frontière française; le treizième jour, l'effectif combattant des deux corps d'armée s'y trouvera réuni. Au dix-huitième jour, le chiffre de nos forces s'élèvera à 300,000 hommes, et le vingtième jour enfin, cette masse sera pourvue de la presque totalité de ses voitures.

« Nous sommes loin d'avoir aucun motif d'admettre que l'armée française puisse apporter plus de rapidité à se concentrer *en état de mobilisation ;* l'opération n'a d'ailleurs jamais été essayée jusqu'à présent.... »

Toutefois, comme avec les troupes de leurs garnisons frontières les Français pourraient peut-être réunir 150,000 hommes environ en Lorraine[1], et se jeter immédiatement sur Sarrelouis, le général de Moltke prévoyait que, dans ce cas, il serait nécessaire d'arrêter les transports sur la ligne même du Rhin, et de débarquer là les troupes qui formeraient bientôt une masse forte de près du double, et capable de reprendre l'offensive contre les Français en marche dans le Palatinat. On a vu que la crainte d'une irruption subite, que permettait de supposer la concentration de nos forces non encore mobilisées, avait fait adopter momentanément cette solution pour une partie des corps de la IIe armée.

Venait ensuite une étude du groupement des troupes allemandes en trois armées, et des dispositions à prendre pour s'assurer la possession des points de concentration choisis. Les différentes éventualités qui pouvaient se produire, d'après les mouvements de l'armée française, étaient successivement examinées. On comptait, pour suivre ceux-ci dans tous leurs détails, sur la perspicacité de la cavalerie allemande, dont quatre divisions, appuyées au besoin par de l'infanterie, devaient être lancées en avant. Enfin le mémoire envisageait la nécessité de défendre les côtes de la mer du Nord et de la Baltique, qui ne pouvaient, disait-il, être menacées que dans la période de début immédiat de la guerre, « car ces entreprises lointaines s'interdiront d'elles-mêmes aussitôt que nous serons entrés sur le territoire français. » Pour y parer, un effectif de près de 120,000 hommes était, nous l'avons déjà vu, laissé à la disposition du général Vogel de Falkenstein.

Tel est, succinctement résumé et réduit à ses grandes lignes, le célèbre projet d'opérations auquel M. de Moltke a dû la consécration de sa renommée et les Allemands leurs succès sans précédent. Il consistait, en dernière analyse, à prendre l'offensive dès que les trois armées seraient constituées, c'est-à-dire dans les premiers jours d'août, en partant d'une base donnée par le cours du Rhin moyen, de Coblentz à Germersheim; à aborder à la fois la Sarre et la Lauter, pour séparer les troupes d'Alsace du gros des forces françaises, puis à exécuter ensuite avec

1. M. le général Derrécagaix assure que l'état-major prussien savait, par des indiscrétions dont la source n'a pas été connue, que l'empereur Napoléon III et le maréchal Niel avaient étudié secrètement le moyen de rassembler 150,000 hommes à Metz le huitième jour. (*La Guerre moderne*, tome Ier, page 341.)

les Ire et IIe armées un grand mouvement concentrique vers l'ouest, la Ire armée servant de pivot, de façon à acculer bientôt l'adversaire soit à la frontière belge, soit à la place de Metz, soit même à la mer, suivant les éventualités.

Poursuivie avec une ponctualité rigoureuse, l'exécution de ce plan ne subit, du fait des Allemands, que des modifications sans grande importance, et imposées par la marche des événements. Mais le mémoire ne prévoyait pas, et il ne pouvait pas prévoir, qu'après l'anéantissement de nos forces à Metz et à Sedan, de nouvelles armées se lèveraient en France pour disputer à l'invasion ce qui restait du sol de la patrie; que Paris, sans autre ressource que les débris de nos régiments et des troupes improvisées, résisterait cinq mois durant aux horreurs du blocus; qu'enfin il faudrait aller chercher jusqu'au cœur même de la France une paix qu'on croyait bien pouvoir imposer sans tant d'efforts. Aussi les opérations de la deuxième partie de la guerre ne découlent-elles pas, comme celles de la première, d'une préparation minutieuse et exacte, et l'état-major allemand a-t-il dû plusieurs fois regretter d'en être alors réduit à ses seules inspirations. Est-ce pour attester de leur fécondité qu'il semble se défendre d'avoir trop aveuglément suivi les instructions du fameux mémoire, et ne lui attribuer qu'une portée limitée aux premiers engagements? Toujours est-il que pour qui a suivi attentivement les développements de la campagne, jusques et y compris la chute de Metz, et a pu constater l'étroite conformité qui les enchaîne aux prévisions de M. de Moltke, il paraît assez étrange de lire dans la relation écrite par le grand état-major prussien les phrases que voici :

« Il n'est pas possible d'arrêter avec quelque certitude un plan d'opérations au delà de la première rencontre avec le gros des forces de l'adversaire. Un homme étranger à toute notion d'art militaire croit seul voir, dans le développement d'une campagne, l'exécution d'un plan arrêté dès le principe dans tous ses détails et fidèlement suivi jusqu'à la fin. Assurément un chef d'armée a toujours devant les yeux le but essentiel qu'il poursuit; les diverses alternatives ne le lui font pas perdre de vue; mais il ne peut jamais préciser à l'avance, d'une manière certaine, les voies par lesquelles il compte l'atteindre. »

Si cependant semblable précision a existé quelque part, c'est assurément dans l'œuvre de M. de Moltke et dans les mouvements stratégiques qui en ont été la conséquence. Mais il est nécessaire d'ajouter aussi que jamais chef d'armée n'a été favorisé par une pareille infériorité de l'adversaire, tant au point de vue des forces qu'à celui du matériel, de l'instruction, de l'artillerie et de la préparation générale. C'est là un point essentiel, que l'histoire, quand elle fixera la part de renommée qui doit revenir définitivement au célèbre major général des armées allemandes, n'aura garde d'oublier.

III. Premiers mouvements de troupes. — Jusqu'au 28 juillet, date à laquelle l'empereur Napoléon, arrivé à Metz, prit le commandement en chef de l'armée du Rhin, les forces françaises restèrent réparties en deux groupes : le premier en Lorraine, formé des 2e, 3e, 4e et 5e corps, sous les ordres du maréchal Bazaine; le

second en Alsace, formé des 1er et 7e corps, sous les ordres du maréchal de Mac-Mahon. Quant aux mouvements, ils se bornèrent tout d'abord à quelques reconnaissances, et à la surveillance des patrouilles nombreuses que la cavalerie ennemie lançait du côté des avant-postes français. L'Empereur attendait, pour prendre l'offensive, que les réserves eussent rejoint, et il avait recommandé formellement d'éviter toute action prématurée. C'était là une précaution bien superflue, car dans l'état de pénurie où ils se trouvaient, nos corps eussent été bien empêchés de se porter de l'avant. Sans ambulances, sans convois, sans munitions, ils étaient condamnés à une immobilité complète, que la force des choses, bien plus que la volonté du souverain, leur imposait formellement. Les places de Metz et de Strasbourg, où nulle ressource n'existait, ne leur étaient d'aucun secours, et généraux ou intendants adressaient au ministère des dépêches désespérées, auxquelles celui-ci, débordé et ne sachant pas où donner de la tête, répondait par des promesses qu'il ne pouvait pas tenir.

« Il n'y a à Metz ni sucre, ni café, ni riz, ni eau-de-vie, presque point de lard ni de biscuit », écrivait, le 20 juillet, l'intendant en chef de l'armée. « Nous n'avons ici ni biscuit ni avoine », télégraphiait, le 24, l'intendant territorial de la même ville, auquel on venait de prescrire d'approvisionner les 3e, 4e et 5e corps d'armée.

Les dépêches des généraux n'étaient pas moins pressantes : « Aucune ressource, point d'argent; nous avons besoin de tout sous tous les rapports », télégraphiait le général de Failly à la date du 19. « Le biscuit manque pour se porter en avant », écrivait, le 28, le major général lui-même.

Enfin les corps qui devaient faire mouvement étaient retenus, faute de ressources pour pouvoir subsister :

« Le 3e corps quitte Metz demain, disait, le 24, l'intendant Friant ; je n'ai ni infirmiers, ni ouvriers d'administration, ni caissons d'ambulance, ni fours de campagne, ni train, et, dans deux divisions, pas même un fonctionnaire de l'Intendance. »

« Le 1er corps doit se porter en avant, écrivait à son tour l'intendant de Séganville ; je n'ai encore reçu ni un soldat du train ni un ouvrier d'administration. »

Il n'est pas nécessaire de multiplier ces citations navrantes pour dépeindre le désarroi formidable qui régnait dans nos rangs. Le major général, arrivé le 25 à Metz, ne tarda pas d'ailleurs à en faire la constatation douloureuse, car dès le jour même il parcourait les positions occupées par nos troupes, de Saint-Avold à Bouzonville, et constatait l'état déplorable où les laissait l'absence de toute organisation préalable. Lui qui pouvait prendre sa large part de responsabilité dans leur détresse, il dut, ce jour-là, faire des réflexions amères et se sentir douloureusement attristé... Il fut du moins forcé de reconnaître qu'il était trop tard pour porter remède à une situation sans issue, et dut se borner à joindre ses instances à celles des généraux et des intendants. Ce n'était pas là ce qui pouvait aider son successeur au ministère à triompher des embarras cruels au milieu desquels il se débattait.

Cependant le général Frossard, arrivé le 19 avec le 2e corps à Saint-Avold, avait occupé Forbach. Sa mission consistait simplement à surveiller les mouvements de

l'ennemi dans le Palatinat, tandis que le maréchal de Mac-Mahon les surveillerait de Bâle à Lauterbourg et de Lauterbourg aux Vosges. Il est à croire que cette surveillance ne s'exerçait pas sans difficulté, car, à la date du 23 juillet, alors que M. de Moltke était, comme on l'a vu, parfaitement fixé non seulement sur les emplacements de nos troupes en Lorraine, mais encore sur leurs effectifs, et devait l'être le lendemain sur nos positions en Alsace grâce à la reconnaissance du capitaine Zeppelin[1], personne dans l'état-major français ne connaissait encore ni la composition des armées allemandes, ni leurs points de concentration. On parlait vaguements de troupes en marche dans le Palatinat ; on disait même que l'extrême pointe de notre frontière, du côté de Sierck, était menacée, et une brigade du 4e corps avait été envoyée à marches forcées de Bouzonville sur ce point, pour parer à une attaque imaginaire dont le bruit s'était même répandu, on ne sait comment, jusqu'à Paris ; on signalait des colonnes en marche entre Trèves et le Luxembourg, mais sans préciser ni leur direction ni leur force. Bref, on ne savait rien, et en toute occurrence, le major général, qui n'avait pas encore quitté la capitale, prit le parti, le 23 juillet, de prescrire un déploiement général sur la frontière même, et de porter plus en avant les corps qui, comme le 3e, se trouvaient encore en deuxième ligne. L'opération fut exécutée sans délai, et quand, le 28 juillet, l'Empereur arriva à Metz, il trouva l'armée du Rhin dans les positions suivantes :

1er Corps Maréchal DE MAC-MAHON.	1re division à Reichshoffen. 2e — à Haguenau. 3e et 4e divisions à Strasbourg. Division de cavalerie à Haguenau, Soultz et Brumath.
5e Corps Général DE FAILLY.	1re et 2e divisions à Sarreguemines. 3e division à Bitche. Division de cavalerie à Sarreguemines et Bitche.
2e Corps Général FROSSARD.	1re division à Saint-Avold. 2e — à Forbach. 3e — à Béning. Division de cavalerie à Saint-Avold et Forbach
3e Corps Maréchal BAZAINE.	1re division à Boucheporn. 2e — à Boulay. 3e — à Bouzonville. 4e — à Metz. Division de cavalerie à Boulay.
4e Corps Général DE LADMIRAULT.	1re division à Sierck. 2e — à Filstroff. 3e — à Thionville. Division de cavalerie à Thionville.

1. Voir chapitre IV, page 108.

7e Corps Général Félix Douay.	1re division à Colmar. 2e et 3e divisions à Belfort. Division de cavalerie à Belfort.

La Garde était à Metz; le 6e corps avait 2 divisions au camp de Châlons, 1 à Soissons, et 1 à Paris où se formait également sa division de cavalerie. Enfin la réserve générale de cavalerie avait ses 2 premières divisions à Lunéville et la troisième à Pont-à-Mousson.

Le premier soin de l'Empereur fut de réunir les quelques renseignements, assez vagues d'ailleurs, que l'état-major général s'était procurés sur les positions de l'ennemi. Ils étaient tout à fait insuffisants pour le guider dans le choix d'une détermination quelconque. Inquiet et de plus en plus perplexe, il prit alors le parti d'aller reconnaître en personne la situation de ses troupes, et se rendit le 29 à Saint-Avold où il inspecta les 2e et 3e corps d'armée. Mais cette visite ne le renseigna pas davantage sur ce qu'il désirait savoir, et, dans l'impossibilité où il était de prendre une décision motivée, il se borna, dès son retour à Metz, à rapprocher encore davantage les troupes de la frontière, et, ce qui valait mieux, à resserrer sur le centre les corps de l'aile gauche. En exécution de ces ordres, le 2e corps posta son quartier général à Morsbach, sa 3e division de Béning à Œttingen, et sa 1re division de Saint-Avold à Béning. Le 3e corps se porta tout entier autour de Saint-Avold[1], et le 4e vint camper autour de Boulay[2]. Ce n'était pas encore là une concentration complète, mais il y avait certainement progrès sur la dissémination du début.

Sur ces entrefaites, une grave nouvelle parvint au quartier général. L'Autriche, sommée par la Prusse de se déclarer, venait de faire connaître au roi Guillaume qu'elle entendait conserver une absolue neutralité, et le roi d'Italie avait fait une réponse analogue à une demande d'intervention qu'était allé lui porter son gendre, le prince Napoléon. L'espoir si longtemps caressé d'une double ou triple alliance contre la Prusse s'évanouissait donc, et en même temps s'accroissaient les forces de l'adversaire, car le roi de Prusse, rassuré désormais sur la sécurité de ses frontières du Sud, et informé d'autre part de l'impossibilité où nous étions d'envoyer dans la Baltique un corps de débarquement, ordonnait aux Ier, IIe et VIe corps et aux Ire et 2e divisions de cavalerie de rejoindre les armées d'opération[3]. L'état-major général français fut atterré. Passant brusquement de ses idées d'offensive, dont l'abandon lui était imposé désormais, à une passivité complète, il parut se résigner à l'expectative, et attendre les événements, sans faire aucune tentative pour les maîtriser. Dès le 29, le major général télégraphiait au maréchal de Mac-Mahon que les intentions de l'Empereur n'étaient pas de mettre les corps

1. 1re division à Saint-Avold, 2e à Haut-Hombourg, 3e à Ham-sous-Vasrberg, 4e à Boucheporn.

2. 1re division à Bouzonville, 2e à Boulay, 3e à Téterchen.

3. Le Ier corps et la 1re division de cavalerie affectés à la Ire armée la rejoignaient le 4 et le 5 août. Le VIe corps et la 2e division de cavalerie affectés à la IIIe armée vinrent la renforcer le 6. Enfin, la IIe armée reçut, à la même date, le IIe corps.

d'armée en mouvement avant huit jours, et que, jusque-là, il avait seulement à continuer la surveillance sur la frontière, en se reliant au 5e corps.

Quelle était, au même moment, la disposition des forces prussiennes? La Ire armée, groupée en avant de Trèves, poussait ses avant-postes jusqu'à la Sarre : elle occupait la place de Sarrelouis avec 2 bataillons et 1 escadron, et la ville de Sarrebrück avec 1 bataillon et 3 escadrons. La IIe armée, réunie dans le Palatinat, avait ses avant-gardes vers Kaiserslautern, et son quartier général, où depuis le 30 était arrivé le prince Frédéric-Charles, à Alzey. Enfin la IIIe armée, dont le quartier général restait à Spire, s'avançait par un de ses corps, le Ve, jusqu'à Landau.

Ainsi, « tandis que le déploiement des armées allemandes approchait de son terme, le mois de juillet s'était écoulé sans que les Français eussent tiré parti de la supériorité momentanée qu'ils s'étaient ménagée en partant de leurs garnisons de paix avant de s'être organisés[1] ». A l'heure actuelle, les conditions étaient renversées; la supériorité numérique appartenait incontestablement à l'adversaire, et la situation était changée à ce point que non seulement nous ne pouvions plus songer à prendre une offensive quelconque, mais que nous avions perdu même la liberté de nos mouvements.

M. de Moltke le comprit : le 31, il demanda à ses trois commandants d'armée à quelle date ils seraient en état d'entreprendre les opérations. Il lui fut répondu que le 3 août, les troupes, complètement formées et approvisionnées, seraient à même d'entrer en action. Sans hésiter, il fixa au lendemain 4 août, le début de l'offensive allemande sur le territoire français. Disons en passant que la section géographique du grand état-major prussien, « puissamment secondée par le bureau topographique de Munich », avait abondamment pourvu les officiers et même les troupes de cartes très complètes de la région où on allait entrer. Les officiers français, au contraire, ne possédaient d'autre document qu'un croquis informe et sans valeur, distribué au dernier moment, sous ce titre : « *Carte des routes conduisant au Rhin.* » Il ne donnait sur la région frontière que des renseignements insignifiants, et dont personne d'ailleurs ne songea jamais à se servir.

Cependant les journaux de Paris commençaient à trouver qu'on tardait beaucoup à envahir la Prusse. Leur impatience gagnait la foule, qui, toujours exaltée et tumultueuse, se livrait à des manifestations de plus en plus belliqueuses, mais également irraisonnées. Le ministère, dont la prodigieuse assurance ne se démentait pas, malgré les nouvelles alarmantes venues de la frontière, transmettait au major général les doléances publiques et insistait pour qu'on agît sans retard. Jusqu'alors, il n'avait eu à donner en pâture à la population surexcitée que des dépêches insignifiantes, où il était question d'escarmouches entre uhlans et douaniers, de patrouilles bousculées, ou de coups de feu échangés entre avant-postes qui se délogeaient réciproquement. Ce n'était pas assez pour calmer l'effervescence générale, et une entrée en matière plus consistante commençait à

1. *La Guerre franco-allemande*, tome II, page 102.
2. *Ibid.*, page 108.

s'imposer. De son côté l'Empereur, qui ne savait toujours rien des mouvements de l'adversaire et cherchait à se renseigner par tous les moyens possibles, pensait qu'une démonstration un peu énergique obligerait peut-être celui-ci à déployer ses forces et à dévoiler ses projets. Il se décida donc à tenter ce qu'on appelle une reconnaissance offensive, et chargea le maréchal Bazaine de l'exécuter.

Combat de Sarrebruck. — Le 31 juillet, dans un conseil de guerre tenu à Morsbach, sous la présidence du maréchal, les détails de l'opération furent arrêtés entre lui, le général Frossard et le général de Failly. On y décida que le 2e corps marcherait sur Sarrebruck, soutenu par une division du 3e corps qui se dirigerait sur Wehrden, tandis qu'une division du 5e se porterait en avant de Sarreguemines pour opérer une diversion. L'exécution de cette reconnaissance était fixée au 2 août.

Dans la journée du 1er août, la division Vergé fut rapprochée de Forbach et vint camper à l'ouest de la ville. La 3e division du 3e corps fut portée à Rosbruck, et le général Frossard fut avisé que s'il ne recevait pas avant le 2 son équipage de ponts, il disposerait de celui du 3e corps, qu'attellerait la réserve d'artillerie ou, à son défaut, « les autres attelages qu'on aurait sous la main » !

C'est ainsi préparé à opérer le passage de la Sarre, que le 2 août, à 9 heures 3/4 du matin, le général Frossard commença son mouvement. La division Bataille marchait en première ligne, soutenue en arrière par 2 brigades, l'une de la division Laveaucoupet, à droite (la brigade Micheler), l'autre de la division Vergé, à gauche (la brigade Valazé); les deux autres brigades de ces divisions restaient en réserve, *dans leurs camps*. Sur chaque aile de la première ligne était établie une batterie de 12 de la réserve du 2e corps.

La garnison de Sarrebruck se composait d'un bataillon du régiment d'infanterie n° 40 (fusiliers de Hohenzollern) et de 3 escadrons du régiment de uhlans n° 7 (du Rhin): elle était placée sous les ordres du lieutenant-colonel de Pestel, commandant ce dernier régiment, et avait comme soutien en arrière les deux autres bataillons du 40e, 1 escadron du 9e hussards et 1 batterie légère. Toutes les troupes postées sur la Sarre étaient commandées par le général-major de Gneisenau, de la 31e brigade, lequel avait ordre de se replier sur Lebach, s'il se trouvait en présence de forces trop supérieures. Le succès de notre attaque ne pouvait donc être douteux.

La ville de Sarrebruck, située sur la rive gauche de la Sarre, est, ainsi que le faubourg de Saint-Jean, placé sur la rive droite, profondément encaissée entre des coteaux abrupts. A peine éloignée d'une petite lieue de la frontière française, elle possède un pont et un viaduc, celui-ci destiné au passage du chemin de fer qui vient de Metz par Forbach et traverse la rivière en aval de la ville pour aboutir à la gare, placée au nord, sur la rive droite. De Sarrebruck se détache un embranchement qui conduit à Trèves, et de là à Coblentz. A l'ouest de la ville, un vaste terrain de manœuvres, destiné à la garnison, étend sa surface mamelonnée jusqu'au pied des hauteurs du Reppertsberg, et plus au sud, le long de la Sarre, la forêt de



1. Le Prince Frédéric-Charles. — 2. Le Prince Auguste de Wurtemberg. — 3. Le Prince Louis de Hesse. — 4. Le Prince héritier de Saxe.

Saint-Arnual couronne de ses arbres verts des plateaux élevés dont les pentes descendent à pic dans la vallée. C'est ce point de Saint-Arnual que la brigade Bastoul (2e de la division Bataille) devait occuper tout d'abord, pour se porter ensuite vers le terrain de manœuvres (*Exercirplatz*), que la brigade Pouget (1re de de la même division) attaquerait en même temps de front.

A peine le mouvement était-il commencé, que les patrouilles prussiennes donnèrent l'alarme. Aussitôt, 3 compagnies vinrent prendre position sur l'*Exercirplatz*, et les 2 bataillons de renfort se rapprochèrent de Saint-Jean. Pour éviter les effets meurtriers de nos pièces, les Prussiens se déployèrent en tirailleurs, et ripostèrent avec énergie à la fusillade que dirigeaient sur eux nos fantassins parvenus vers onze heures aux points qui leur avaient été assignés.

Mais quand après une heure de ce feu, à peu près aussi inefficace d'un coté que de l'autre, le général de Gneisenau aperçut les premières lignes de la brigade Bastoul qui débouchaient de Saint-Arnual, et menaçaient son flanc gauche, il jugea que le moment était venu de suivre ses instructions, et donna l'ordre de la retraite. Les Prussiens se retirèrent donc par le pont de Sarrebruck, tandis que la batterie légère, composée de 4 pièces seulement, essayait de protéger leur mouvement en ripostant tant bien que mal aux projectiles que notre artillerie leur lançait des hauteurs de la rive gauche. Tout cela, malgré la présence de l'Empereur, arrivé vers onze heures sur le terrain, avec le prince impérial, pour donner plus de solennité à cette entrée sur le territoire ennemi, n'était guère sérieux. Les tentatives esquissées le long de la Sarre par les troupes du corps Bazaine ne le furent pas davantage, et se bornèrent à des escarmouches sans resultat, dont le décousu n'accusait que trop nettement l'irrésolution du commandement.

Cependant le général de Gneisenau, voyant les hauteurs couronnées par nos troupes et Sarrebruck occupé, jugea prudent de se replier à quelque distance de la ville, et, le 3 août au matin, il rallia ses différents corps en arrière du défilé de Kœllertheler, au bivouac de Hilschbach.

Tel est ce minuscule combat de Sarrebruck, dont on attendait des merveilles, et qui, somme toute, se réduisit à une démonstration puérile, où 15 bataillons français furent déployés pour chasser de leurs positions 3 bataillons prussiens. Des deux côtes, on en tira une vanite excessive, et les communiqués triomphants de M. Émile Ollivier ne le cédèrent en rien aux dithyrambes des journaux allemands. Voici d'ailleurs en quels termes la *Relation prussienne* celèbre les hauts faits des défenseurs de Sarrebruck : « Pendant une periode de quinze jours, les faibles détachements du lieutenant-colonel de Pestel s'etaient trouvés directement en présence de l'armee ennemie. L'opiniâtreté dont ils firent preuve au combat de Sarrebruck, en *défendant leurs positions à outrance*, etait la digne conclusion de *cette inebranlable constance.* »

Quand on sait que pendant quinze jours, la garnison prussienne n'avait pas même été inquietee par « l'armee ennemie »; quand on réflechit d'autre part que cette resistance à outrance se traduisait, pour le défenseur, par une perte de

83 hommes, contre une perte de 86 hommes infligée à l'assaillant[1], on est en droit d'en conclure que l'hyperbole est aussi familière aux officiers de l'état-major prussien qu'aux ministres affolés dont elle était devenue la dernière ressource.

Quoi qu'il en soit, le résultat cherché n'était rien moins qu'obtenu. Nulle part, les forces de l'ennemi ne s'étaient montrées, et le poste attaqué s'était replié sans avoir été secouru. Si donc on tenait sérieusement à connaître les positions occupées par l'adversaire, il fallait, après avoir occupé Sarrebruck, en poursuivre énergiquement les défenseurs jusqu'à la rencontre d'une force imposante. Au lieu de cela, on les avait laissés se retirer tranquillement, sans seulement leur lancer un escadron aux trousses, de sorte que les dispositions prises par l'armée prussienne, en arrière de ce faible rideau, nous demeuraient tout aussi ignorées qu'auparavant. Quant à s'assurer la possession des ponts de la Sarre, ou seulement à les détruire si on ne pouvait pas en profiter, personne n'y avait songé, et, de ce fait, le 2e corps allait, quatre jours plus tard, avoir à enregistrer le désastre de Spicheren. La « reconnaissance offensive » de Sarrebruck ne répondait donc à aucune idée nette, elle n'avait rien appris, ne servait à rien, et si peu qu'elle coûtât, c'était encore payer trop cher le néant de cette entreprise avortée.

Rectifions en terminant une erreur que les Allemands laissent s'accréditer volontiers. On lit dans certaines de leurs relations (et la légende, soigneusement conservée par les habitants, en est transmise aux touristes qui visitent le double champ de bataille de Sarrebruck et de Spicheren) que les canons français ont tiré sur la gare, sur le faubourg Saint-Jean, et sur les maisons de la ville. Il existe même, sur l'*Exercirplatz*, une sorte de monument commémoratif de la place où le prince impérial aurait pointé lui-même une pièce. Tout cela est absolument faux, et si les Allemands pensent trouver là une excuse des bombardements auxquels ils se sont livrés contre des villes ouvertes, ils se trompent. Car les rapports officiels leur donnent un démenti formel. La *Relation prussienne* ne cite que le viaduc du chemin de fer, comme ayant reçu des projectiles, et le rapport du général Frossard affirme que la ville n'a été « ni bombardée, ni brûlée, ni même menacée du feu ».

L'état-major français était d'ailleurs si éloigné de toute pensée destructive qu'il laissa intacts non seulement les ponts, mais encore le télégraphe, par lequel les corps en arrière continuèrent à être renseignés sur tous nos mouvements. C'est à se demander quel but il poursuivait dans cette affaire, et si même il en avait un !

1. Pertes au combat de Sarrebruck :

		Tués	Blessés	Disparus
Prussiens	Officiers	»	4	»
	Troupe	8	64	7
	Totaux	8	68	7

		Tués	Blessés	Disparus
Français	Officiers	2	4	»
	Troupe	9	11	»
	Totaux	11	15	»



LIVRE DEUXIÈME

CAMPAGNE D'ALSACE

CHAPITRE PREMIER

COMBAT DE WISSEMBOURG

Le 24 juillet 1870, le maréchal Le Bœuf, major général, envoyait au maréchal de Mac-Mahon, arrivé la veille à Strasbourg pour prendre le commandement du 1er corps d'armée, des instructions qui se résumaient en ceci :

« Occuper Strasbourg, surveiller le passage du Rhin, tenir les passages des Vosges dans la basse Alsace et les positions de la rive droite de la Lauter, enfin reconnaître le pays au nord de cette rivière. »

Le 7e corps, encore très incomplet, était mis à la disposition du maréchal qui avait donc à occuper, avec 5 divisions d'infanterie, une étendue de plus de 150 kilomètres. Il fit aussitôt partir pour Frœschwiller la division Ducrot à laquelle on adjoignit le 3e hussards et le 2e lanciers, et lui donna pour mission d'occuper Lembach, Climbach, et le col du Pigeonnier, tout en surveillant la route de Lembach à Soultz

et la frontière de Wissembourg à Lauterbourg. En même temps, il mettait sous les ordres du général Ducrot la division Abel Douay par l'ordre suivant :

ARMÉE DU RHIN

—

1er CORPS

—

Etat-Major général

—

N° 4

Au Quartier général à Strasbourg, le 2 août 1870.

La 1re division quittera ses positions, le 4, au matin, pour aller s'établir à Lembach où se trouvera l'état-major de la division ; elle aura un régiment à Nothweiler, un bataillon à Ober-Steinbach et un régiment à Climbach ; il y aura à Lembach une brigade, le bataillon de chasseurs, l'artillerie et le génie.

Le général Ducrot donnera les ordres de détail pour les emplacements des troupes de toutes armes.

Il aura sous ses ordres la 2e division d'infanterie qui aura sa droite à Altenstadt et occupera Wissembourg, où se trouvera l'état-major de la division, Weiler et les positions environnantes ainsi que le col du Pigeonnier, par lequel elle se reliera avec la 1re division.

La 1re brigade de cavalerie, composée du 3e hussards et du 11e chasseurs, s'établira le même jour au Geissberg, de manière à se relier avec la 2e division d'infanterie et de l'éclairer sur sa droite jusqu'à Schleithal.

Le général de Septeuil recevra les instructions du général Ducrot sur l'emplacement que chaque corps doit occuper et sur le rôle qu'il devra jouer.

Le général Ducrot connaissant le terrain de Wissembourg et des environs se chargera d'indiquer les emplacements à assigner aux divers corps de la division Douay.

Le Maréchal commandant le 1er Corps,

P. O. le Général chef d'Etat-Major,

Signé : Colson.

Mais déjà des patrouilles ennemies s'étaient avancées sur le territoire français et leur subite apparition provoquait dans les villages alsaciens une émotion que l'affolement de certaines autorités augmentait encore. Les Allemands faisaient des tentatives répétées en vue de couper nos voies ferrées, et, s'ils ne réussissaient pas à leur gré, provoquaient du moins de vives alertes grossies par l'imagination des paysans et amplifiées dans les dépêches qui se succédaient au quartier général.

« Reichshoffen est envahi par deux régiments prussiens, télégraphiait l'inspecteur du chemin de fer. Je retiens le train 8 par ordre du général commandant. Deux bataillons de chasseurs partent pour Niederbronn. »

Et le maréchal était obligé de demander les renseignements que la cavalerie toujours immobile ne lui donnait pas, au capitaine Bossan, aide de camp du général Ducrot, et au maire de Reichshoffen, le comte de Leusse, lequel télégraphiait à son tour au préfet, le 27 juillet :

« J'ai été à Frœschwiller, c'est une panique ; on a pris des hussards bleus pour des Bavarois. Reichshoffen et environs sont complètement tranquilles et sans aucun ennemi[1]. »

Quatre jours plus tard cependant, le 1er août, les coureurs ennemis commençaient à se montrer sérieusement, et leur présence redoutée devenait une réalité grosse de périls. Un premier engagement était signalé vers Seltz entre des hussards allemands et les avant-gardes de la brigade de Nansouty. Un autre, plus sérieux, s'était produit sur la route de Wissembourg à Bitche, où une cinquantaine de cavaliers avaient réussi à forcer la ligne de nos avant-postes d'infanterie pour courir jusqu'à Stürzelbronn, d'où ils étaient revenus par un autre chemin, en ne perdant que quelques chevaux[2]. Enfin, le 2 août, dans la soirée, M. Hepp, sous-préfet de Wissembourg, télégraphiait au maréchal que des troupes bavaroises s'étaient montrées à Altenstadt, avaient recensé les ressources existantes et annoncé l'occupation du bourg pour le lendemain.

Cette fois, le doute n'était plus possible, et le maréchal, pensant parer aux périls qui le menaçaient, donna immédiatement des ordres en vertu desquels :

« La division Douay devait exécuter, dès le 3, le mouvement prescrit pour le 4, et se porter sur Wissembourg en laissant toutefois à Seltz le 16e bataillon de chasseurs et un bataillon du 50e de ligne. Le 4, la division Raoult (3e) viendrait occuper Reichshoffen et serait remplacée à Haguenau par la division de Lartigue (4e). La division Conseil-Dumesnil (1re du 7e corps) serait dirigée par chemin de fer de Colmar à Strasbourg, laissant son artillerie suivre par étapes ; la 1re brigade de la division Liébert (2e du 7e corps) se porterait à Colmar. Enfin, le reste du 7e corps s'échelonnerait entre Strasbourg et Huningue pour surveiller le cours du Rhin. »

En même temps, le général Ducrot, investi du commandement supérieur de la 2e division, adressait au général Douay les instructions suivantes qu'il est indispensable de connaître pour s'expliquer l'éparpillement de cette malheureuse division :

1er CORPS D'ARMÉE — *Reichshoffen, le 3 août 1870.*

1re DIVISION

Cabinet du Général

« Mon cher général,

« Comme je vous l'ai dit par ma dépêche de cette nuit, hier soir, à cinq heures, j'étais au Pigeonnier, avec le colonel du 96e, qui occupe cette position depuis quelques jours et a poussé des reconnaissances dans toutes les directions. *Je ne pense pas que l'ennemi soit en forces dans nos environs, du moins à une distance assez rapprochée pour entreprendre immédiatement quelque chose de sérieux.* Toute-

1. A. Le Faure, *La Guerre franco-allemande de 1870-71*. Paris, Garnier frères, 1874, t. I, p. 92 et 93. — (Dépêches inédites).

2. *La Guerre franco-allemande*, par le grand état-major prussien, t. I, page 169.

fois, pour parer à toute éventualité, je pense qu'il est convenable de prendre les dispositions suivantes :

« Ainsi que vous en avez reçu l'ordre de Son Excellence le Maréchal, vous vous porterez sur Wissembourg avec votre division, le 3e hussards et 2 escadrons du 11e chasseurs. Vous établirez votre 1re brigade sur le plateau de Geissberg, la 2e à gauche, sur le plateau de Vogelsberg, occupant ainsi la ligne des crêtes qui, par la route de Wissembourg à Bitche, se relie avec le Pigeonnier. La cavalerie et l'artillerie seront en seconde ligne sur le versant sud-ouest du mouvement de terrain. Je pense, d'ailleurs, qu'il sera facile de défiler les troupes.

« Vous ferez entrer le soir même un bataillon dans Wissembourg ; demain, de bonne heure, vous enverrez un régiment de la 2e brigade relever le 96e dans la position qu'il occupe entre Climbach, le Pigeonnier et Pfaffenschlich ; le 96e se portera en avant dans la direction de Nothweiler ; un de ses avant-postes sera établi à droite, à Durrenberg, se reliant ainsi à la gauche de votre division, vers Climbach ; ma gauche sera à Ober-Steinbach, où elle se reliera avec la droite du 5e corps, à Hutzelhof.

« Mon quartier général et le gros de ma division seront à Lembach. Vous pourrez établir votre quartier général soit au Geissberg, soit à Oberhoffen, soit à Roth.

« L'escadron du 3e hussards qui est en ce moment à Climbach, y restera provisoirement, mais il est probable que je conserverai seulement un peloton et que j'enverrai le reste seulement après-demain rejoindre le régiment.

« Il est bien entendu que cette brigade de cavalerie est placée sous vos ordres immédiats et que vous l'utiliserez pour vous éclairer soit en avant de Wissembourg, soit à droite dans la direction de Lauterbourg.

« Aussitôt que Wissembourg aura été occupé par un de vos bataillons, je vous prie de faire examiner la situation de la manutention, de relever les accessoires qui peuvent y manquer, de les faire fabriquer sur place, ou à Strasbourg ou à Haguenau, et d'organiser des brigades de boulangers avec les ressources qui peuvent se trouver dans vos régiments. Je crois que la dimension des fours permet de fabriquer 30,000 rations en vingt-quatre heures, mais à la condition que le service soit bien organisé. Votre sous-intendant demandera immédiatement de la farine et l'on se mettra à l'ouvrage sans tarder, *car c'est de Wissembourg que nous devons tirer la majeure partie de nos subsistances.....*

« ... Lorsque vous aurez eu le temps d'étudier le terrain et de connaître la situation de l'ennemi, vous apprécierez s'il serait utile d'occuper le fort Saint-Remy et les anciennes redoutes qui sont en avant d'Altenstadt, mais la chose me paraît douteuse.

« Signé : DUCROT. »

Ce document montre clairement deux choses : d'abord que le service des renseignements était fait d'une façon déplorable, puisque le général Ducrot *ne croyait pas l'ennemi en force dans les environs* et ne pensait pas que la division Douay

Carte des Environs de Wissembourg.

pût être immédiatement attaquée, ensuite que l'on attachait à la possession de Wissembourg une importance capitale au point de vue des approvisionnements et des magasins[1]. Mais il ne contient ni explicitement ni implicitement *l'ordre d'accepter le combat*. Cet ordre, les Prussiens assurent qu'il a été donné. Le général Ducrot s'en est vigoureusement défendu, et rien n'autorise à révoquer en doute ses affirmations. Mais il est probable que le général Douay, en lisant dans la dépêche de son chef que Wissembourg devait fournir la majeure partie des subsistances de l'armée, attacha à la conservation de cette place un intérêt peut-être exagéré et ne se crut pas en droit, le lendemain, de l'abandonner sans combattre. Il préféra laisser écraser sa division plutôt que d'éviter la lutte, comme la prudence lui en faisait un devoir.

Description du champ de bataille. — La petite ville de Wissembourg, à cheval sur les deux rives de la Lauter, est une ancienne place forte, déclassée en 1867. Elle conservait encore, au moment de la guerre, son mur d'enceinte et ses fossés, mais sa position encaissée entre des hauteurs qui la dominent au sud et au nord, lui ôtait toute valeur défensive contre l'artillerie moderne. Trois portes y donnaient accès : celle de Landau, à l'est ; celle de Bitche, à l'ouest ; celle de Haguenau, au sud, à quelque distance de la gare, située sur la rive droite de la Lauter.

Les derniers contreforts des Vosges, aboutissant à la rivière, se relèvent au sud de la ville en deux mamelons dits le *Vogelsberg* et le *Geissberg* où, comme on l'a vu, devaient s'établir nos troupes : sur ce dernier existait un château solidement bâti, bordé à l'est par une terrasse que soutenait une muraille à pic, et fermé à l'ouest par un autre mur épais percé d'une seule porte. L'ensemble de ces bâtiments formait un point d'appui très résistant, sur le versant est du mamelon. Le sommet de celui-ci était occupé par trois peupliers, devenus douloureusement célèbres, et un peu en arrière, sur le bord de la route de Strasbourg, s'étalaient les vergers de la ferme de Schafbusch, qui offraient aux tirailleurs des abris précieux.

Mais ces positions avantageuses pouvaient, malheureusement, être aisément tournées, car la Lauter, guéable sur un grand nombre de points, est, en outre, traversée par un pont au village d'Altenstadt, situé à un kilomètre à l'est de Wissembourg et, une fois la rivière franchie, il est assez facile de prendre à revers et la ville et les hauteurs du sud. De plus, les forêts épaisses qui entourent la position dérobaient à nos cavaliers, d'ailleurs peu entreprenants, les mouvements de l'ennemi et rendaient la situation très périlleuse. Enfin, les *lignes de Wissembourg*, célèbres au temps des guerres de la Révolution, si vigoureusement reprises à Wurmser par le général Hoche, en décembre 1793, et dont il restait encore des vestiges assez importants à l'est et à l'ouest de la ville, ne possédaient plus, au point de vue militaire, aucune valeur.

C'est sur le terrain dont nous venons d'esquisser la physionomie que vint

1. Dans sa brochure intitulée : *Wissembourg, réponse à l'état-major allemand*, le général Ducrot fait remonter la responsabilité de l'occupation de Wissembourg à l'Intendance, qui aurait déclaré ne pouvoir assurer les subsistances si cette ville nous était enlevée.

camper, le 3 au soir, la division Douay. Elle avait marché toute la journée par une chaleur torride, et quand elle arriva, à la tombée de la nuit, sur les emplacements qui lui étaient désignés, un orage violent s'abattait sur la campagne, inondée de pluie. Il fallut donc, dans une obscurité profonde et sur un terrain détrempé, opérer une dislocation que les circonstances atmosphériques, jointes à la fatigue, rendaient particulièrement pénible, pour se rendre aux postes indiqués.

Le 2e bataillon du 74e (commandant Liaud) entra en ville ; quant au 78e, désigné pour aller le lendemain relever le 96e, il s'établit sur le Vogelsberg, à droite du 1er tirailleurs. Puis on plaça des grand'gardes, trop près, il est vrai, des corps à couvrir, et les troupes, accablées de fatigue, s'enfouirent sous leurs tentes-abris, pour se reposer enfin.

Positions occupées par le 1er corps. — A la suite de ce mouvement, le 1er corps occupait, en définitive, les positions suivantes :

1re division (général Ducrot). — Quartier général à Reichshoffen.

1re brigade.	13e bataillon de chasseurs à Lembach.
	96e de ligne à Climbach.
	18e de ligne à Lembach.
2e brigade.	45e de ligne à Niederbronn.
	1er zouaves à Reichshoffen.
	Artillerie et génie à Reichshoffen.

2e division (général A. Douay). — Quartier général à Steinseltz.

1re brigade.	16e bataillon de chasseurs à Seltz.	
	50e de ligne	1er et 3e bataillons au Geissberg.
		2e bataillon à Seltz.
	74e de ligne	1er et 3e bataillons au Geissberg.
		2e bataillon à Wissembourg.
2e brigade.	78e de ligne	derrière le Vogelsberg.
	1er tirailleurs	

Brigade de cavalerie de Septeuil au Geissberg.

3e division (général Raoult) à Haguenau (partant le 4 pour Reichshoffen).

4e division à Strasbourg (partant pour Haguenau).

2e brigade de cavalerie (général de Nansouty) à Seltz (2e lanciers) et Strasbourg (6e lanciers).

3e brigade de cavalerie (général Michel) à Brumath

Comme le dit la relation allemande, « la situation de la division Douay était assurément fort hasardée. De plus, elle n'avait sur place que 8 bataillons, 18 pièces

et 8 escadrons, car un bataillon de chasseurs et un bataillon du 50e de ligne étaient attachés à la brigade de cavalerie de Nansouty, à Seltz, pendant que le 78e régiment avait été dirigé sur Climbach, au matin du 4 août, pour y relever le 96e de la division Ducrot. On pouvait donc tout au plus compter, dans le courant de la matinée, sur le concours de ces deux régiments, le reste du 1er corps se trouvant à une marche et au delà, sur les derrières[1]. »

Bien que cette dernière assertion ne soit pas tout à fait exacte, puisque au moins la 1re brigade de la division Ducrot, campée à Lembach et Climbach, était parfaitement en mesure de soutenir, si on l'eût voulu, le général Douay, il n'en est pas moins vrai que la faute commise dans la concentration de l'armée du Rhin se trouvait ici répétée en petit, que le 1er corps était éparpillé dans toute l'Alsace, et que sa 2e division occupait, tout à fait en flèche, une position extrêmement dangereuse, s'allongeant elle-même sur plus de 3 kilomètres, et cela alors qu'on ne connaissait absolument rien ni des mouvements ni des projets de l'ennemi.

Le général Douay se rendait compte du danger de la situation, car le 3 au soir il informait le maréchal des dispositions qu'il avait prises, et lui demandait si Wissembourg devait rester occupé. Le maréchal lui répondit qu'il résoudrait la question en se rendant auprès de lui, le lendemain 4, au matin[2]. Nous verrons bientôt ce qu'il en advint.

Mouvements de la IIIe armée. — Que se passait-il, pendant le cours de ces événements, dans le camp ennemi? Là, on en avait fini avec les tergiversations et les tâtonnements. On était complètement revenu des craintes qu'inspirait au début la perspective d'une attaque brusquée sur les États du Sud; on était renseigné sur notre faiblesse, ainsi que sur les difficultés toujours croissantes de notre mobilisation, et l'on se disposait à profiter de notre infériorité manifeste pour entamer vigoureusement l'action. Le 30, M. de Moltke adressait l'ordre suivant au Prince royal de Prusse :

« Sa Majesté considère comme opportun qu'aussitôt que la IIIe armée aura été ralliée par la division badoise et la division wurtembergeoise, elle s'avance vers le sud par la rive gauche du Rhin, pour chercher l'ennemi et l'attaquer. De cette façon, on empêchera l'établissement de ponts au sud de Lauterbourg et on protégera de la manière la plus efficace toute l'Allemagne du Sud.

« Signé : DE MOLTKE. »

Cependant ce fut le 2 août seulement que le Prince royal, voyant son armée tout à fait prête, donna ses ordres préliminaires, et s'occupa de grouper ses corps plus étroitement. Toute la IIIe armée, sauf la division wurtembergeoise, passa sur la rive gauche du Rhin, et vint se masser, à quelques kilomètres de la frontière française,

1. *La Guerre franco-allemande,* par le grand état-major prussien, tome Ier, p. 176 et 177.
2. Déposition du maréchal de Mac-Mahon devant la Commission d'enquête du 1 septembre.

dans une zone peu étendue (21 kilomètres) et profonde de moins d'une demi-journée de marche, où elle maîtrisait les voies d'accès dans nos départements alsaciens[1]. Ses avant-postes allaient de Schweigen au Rhin. « Ils étaient ainsi, ceux de Schweigen à 1,400 mètres des maisons de Wissembourg, et ceux de Neubourg à 1,500 mètres de la frontière[2]. »

Puis, ce même jour, le Prince royal donna ses ordres définitifs pour la marche en avant : « Mon intention, disait-il, est de porter demain matin la IIIe armée jusqu'à la Lauter et de franchir cette rivière avec les troupes avancées. A cet effet, on traversera le Bien-Wald par quatre routes. *L'ennemi devra être refoulé partout où on le rencontrera.* »

La IIIe armée formait donc quatre colonnes. La 1re, à droite, se composait du IIe corps bavarois (général de Hartmann), dont l'avant-garde (division de Bothmer) recevait l'ordre de marcher sur Wissembourg et de s'en emparer. Cette avant-garde était flanquée, à droite, par un détachement. Le reste du corps Hartmann marchait sur Ober-Otterbach.

La 2e colonne, formée par le Ve corps, se dirigeait sur Kapsweyer. Son avant-garde particulière devait passer la Lauter au-dessus de Wissembourg et placer des avant-postes sur les hauteurs de la rive droite.

La 3e colonne, formée par le XIe corps, après avoir traversé la forêt du Bien-Wald, devait franchir la rivière au moulin du même nom, et envoyer, comme la précédente, son avant-garde sur la rive droite de la Lauter.

Enfin la 4e colonne, formée par les divisions badoise et wurtembergeoise sous le commandement du général de Werder, avait ordre de remonter la rive gauche du Rhin jusqu'à Lauterbourg, de se rendre maîtresse de cette ville, et de pousser ensuite ses avant-postes sur la rive droite de la Lauter.

En seconde ligne marchaient la 4e division de cavalerie, se dirigeant sur l'Otterbach, à 3 kilomètres à l'est d'Ober-Otterbach, et le 1er corps bavarois (général von der Thann), qui suivait la route de Germersheim à Wissembourg, avec ordre de bivouaquer, le soir, à Langenkandel.

« Je me tiendrai dans la matinée sur les hauteurs entre Kapsweyer et Schweigen, ajoutait le Prince royal, et j'établirai probablement mon quartier général à Nieder-Otterbach. »

Ainsi, cette masse de cinq corps d'armée allait aborder la Lauter sur un front de 26 kilomètres; et trois d'entre eux menaçaient immédiatement la malheureuse division Douay, affaiblie par des détachements et livrée à ses seules ressources. Tandis que le petit nombre de nos soldats, déjà trop disséminés, nous interdit de prendre possession des passages du fleuve, l'adversaire va s'en emparer, coûte que coûte, les occuper, pousser ses avant-gardes sur la rive opposée, et se poster en maître incontesté sur ces débouchés qui ouvrent la porte de l'Alsace. Et ces projets, si nettement arrêtés et si clairement énoncés, notre état-major les ignore à ce point

1. Voir la pièce n° 5.
2. Général Derrécagaix, *loc. cit.*, tome Ier, page 176.

qu'il s'occupe toujours de faire surveiller le haut Rhin, que personne ne songe à franchir, au lieu de mettre toutes les forces disponibles derrière la Lauter, contre laquelle l'ennemi s'avance en rangs pressés et compacts! A quoi donc servaient ces trois brigades de cavalerie, qui, depuis quinze jours, s'enlizaient dans la plus déplorable inaction? Quel oubli des vrais principes de la guerre, dont le maître par excellence, Napoléon, était pourtant sorti de nos rangs! Que d'erreurs et que de fautes accumulées en si peu de temps, quand il n'en faut parfois qu'une seule pour arracher la victoire des mains des plus vaillants! Le 4 août au matin, l'Alsace était d'ores et déjà perdue, et il suffit, pour s'en convaincre, de lire cet exposé douloureux que M. le général Derrécagaix a tracé de notre situation si critique :

« En face de notre frontière, une armée de 170,000 hommes (le VIe corps et la 2e division de cavalerie n'avaient pas encore rejoint) concentrée, prête à combattre, ses avant-postes à 1,500 mètres de notre territoire, bien renseignée par sa cavalerie, au courant de notre infériorité numérique et de l'impossibilité où nous étions d'agir efficacement, en état, le lendemain, de prendre résolument l'initiative des mouvements.

« De notre côté, une division de 6,600 rationnaires[1], ignorant la présence de l'ennemi, ne se doutant pas de ses projets, convaincue qu'elle n'avait qu'une mission de surveillance, et gardée seulement par deux ou trois grand'gardes d'infanterie, tandis que la cavalerie dont elle disposait bivouaquait sur ses derrières[2]. »

Ajoutons qu'une seule des autres fractions du 1er corps pouvait lui porter secours : c'était la première brigade de la division Ducrot, campée à Lembach (13 kilom.) et à Climbach (8 kilom.). Aucun ordre ne lui ayant été donné, elle ne bougea pas.

Début du combat. — Arrivons maintenant au récit du combat. Le 4, dès la pointe du jour, le général Douay, mis en éveil par les récits des paysans qui signalaient de forts rassemblements de troupes aux environs, envoya vers le nord une reconnaissance composée de deux escadrons du 11e chasseurs, un bataillon du 1er tirailleurs et deux pièces, le tout sous les ordres du colonel d'Astugue, du 11e chasseurs. C'était le moment même où les colonnes allemandes, obéissant aux ordres du Prince royal, quittaient leurs cantonnements pour gagner la Lauter, et où le 78e se mettait en route vers Climbach, pour y relever le 96e.

Le colonel d'Astugue fit prendre position à ses troupes d'infanterie et d'artillerie au sud d'Altenstadt, puis, avec ses deux escadrons, prit la route de Landau, poussa à *quelques kilomètres*[3] au delà de la frontière, et revint par la route de Spire, à 7 heures et demie, n'ayant aperçu, ce qui est à peine croyable, que quelques éclaireurs ennemis. Le général Douay n'était donc pas plus renseigné qu'avant. Cependant le maréchal, qui, dans la nuit du 3 au 4, avait reçu, à Strasbourg, une dépêche du

1. La division Douay comptait exactement, sur le champ de bataille de Wissembourg, 302 officiers, 6,663 hommes, 1,296 chevaux, 18 pièces.

2. Général Derrécagaix, *loc. cit.*, tome Ier, page 181.

3. Rapport officiel adressé au général Douay par le colonel d'Astugue.

quartier impérial ainsi conçue : « *Vous serez attaqué aujourd'hui ou demain*[1] », le maréchal se hâta d'aviser le général Douay, afin de le mettre sur ses gardes, et lui adressa, à 6 heures du matin, le télégramme suivant :

Strasbourg, 5 h. 27 du matin, 4 août.

« Avez-vous, ce matin, quelques renseignements vous faisant croire à un rassemblement nombreux devant vous? Répondez immédiatement.

« Tenez-vous sur vos gardes, prêt à vous rallier, si vous étiez attaqué par des forces très supérieures, au général Ducrot, par le Pigeonnier. Faites prévenir le général Ducrot, en route pour Lembach, d'être également sur ses gardes.

« Signé : DE MAC-MAHON. »

Tout naturellement, le général Douay, rassuré par les rapports de la reconnaissance, répondit qu'il ne s'attendait à aucune attaque et dicta, pour ses troupes, l'ordre que voici :

« *Dans le cas peu probable d'un mouvement de concentration sur la division Ducrot*, le mouvement commencera par la 2e brigade. Elle suivra les crêtes pour aboutir à la route de Wissembourg à Bitche, en passant ainsi par le bas de la montagne du Pigeonnier et le village de Climbach.

« Le 96e (1re division) couvre la gauche de la 2e division, dans la direction de Nothweiler, à l'extrême frontière. »

Il était 8 heures : l'ordre venait d'être communiqué dans les bivouacs, et les soldats, parfaitement tranquilles, se disséminaient tout autour de leur camp, les uns pour préparer le feu de la soupe, les autres pour nettoyer leurs armes ou fournir les corvées de ravitaillement, quand tout à coup un petit nuage de fumée blanche creva sur les hauteurs de Schweigen, une détonation retentit, suivie bientôt d'une seconde, puis d'une troisième, et sur Wissembourg, réveillé comme par un cauchemar, s'abattit une pluie de fer et de plomb. C'était la batterie d'avant-garde de la division Bothmer (2e du IIe corps bavarois) qui, voyant l'insouciance de nos troupes, avait brusquement ouvert le feu.

Cette voix brutale du canon, éclatant tout à coup dans le silence, et portant la mort dans nos régiments stupéfaits, c'était, dès le début, le procédé allemand dévoilé d'un seul coup. Des masses puissantes, appuyées par une formidable artillerie, amenées savamment sur un point déterminé, surgissant à l'improviste des bois et des couverts, et écrasant des adversaires qui ne se gardaient jamais, voilà, en effet, tout le secret des victoires prussiennes. Telle débutait la guerre, telle malheureusement elle devait se continuer longtemps, jusqu'au jour où la leçon si chèrement payée aurait enfin porté ses fruits.

Cependant le commandant Liaud, jeté avec son bataillon dans la ville, avait garni de défenseurs la partie nord de l'enceinte, et occupé les portes : il fit répondre

1. *De Frœschwiller à Sedan*, journal d'un officier du 1er corps (Hachette, Tours, novembre 1870, page 11). — *Sedan*, par le général de Wimpffen, page 83.

par des coups de fusil à l'attaque de l'ennemi. De son côté, le général Pellé, bien que réduit à 3 bataillons, n'hésita pas à se porter à son secours, et dirigea sur la ville le 1er tirailleurs, appuyé d'une batterie de 4 : l'infanterie se posta le long des anciennes lignes de Wissembourg, au nord de la gare, en détachant un bataillon pour garder la porte de Bitche; l'artillerie prit position près de la gare, et le combat s'engagea, très énergiquement soutenu par cette poignée d'hommes, contre laquelle la division Bothmer, se sentant encore trop isolée, n'osa rien tenter de décisif[1].

Arrivée des Ve et XIe corps allemands. — Mais, vers 10 heures, commencèrent à se montrer sur la Lauter les troupes envoyées à travers bois pour couvrir, pendant la marche, le flanc droit de la division Bothmer et qui maintenant se dirigeaient sur Wissembourg. D'autre part le XIe corps, qui avait trouvé les passages du moulin de Bienwald inoccupés, venait de franchir la Lauter, après avoir jeté trois autres ponts pour activer le mouvement. Refoulant aisément quelques braves citoyens, qui, en habits civils et armés de fusils de chasse, s'étaient postés sur la rive droite pour lui tirer dessus, il avait traversé le Niederwald et se présentait déjà à Schleithal. La situation s'aggravait, et le général Douay, qui sur la foi de sa cavalerie croyait toujours n'avoir affaire qu'à une simple reconnaissance, dut revenir de son erreur. Il déploya donc aussitôt sa première brigade (de Montmarie) autour du Geissberg, et pour remplir l'espace assez étendu qui la séparait de la deuxième, occupée à défendre Wissembourg, jeta dans le vallon situé au nord du Geissberg les deux régiments de la brigade de cavalerie de Septeuil. Au même instant, deux batteries d'avant-garde du XIe corps allemand venaient prendre position un peu au-dessus de Gutleithof, et leurs projectiles s'abattaient déjà sur le 50e, posté autour du château de Geissberg; la batterie de mitrailleuses, commandée par le capitaine de Saint-Georges (10e du 9e), se porta au galop vers le sommet du mamelon pour répondre à leur feu, tandis que la dernière batterie de 4 (12e du 9e, capitaine Foissac), soutenue par un bataillon du 74e, s'établissait sur le versant est de Vogelsberg et joignait son feu, contre les pièces bavaroises de Schweigen, à celui du capitaine Didier (9e du 9e), déjà établi au sud de la station du chemin de fer.

Certes, bien que la division Bothmer fût encore à peu près seule engagée, nous n'étions pas en force, surtout sous le rapport de l'artillerie. Cependant la vaillance de nos canonniers et des tirailleurs algériens suffisait à en imposer à l'ennemi, et à repousser ses tentatives contre les portes de Bitche et de Landau. Cette poignée de soldats luttait avec tant d'opiniâtreté et d'énergie, que le général de Bothmer se reconnaissait impuissant à les déloger, avec ses 12,000 hommes, et demandait au Prince royal, arrivé sur le lieu du combat, l'appui du Ve corps, dont les têtes de colonnes commençaient à déboucher à hauteur d'Altenstadt. C'était le moment pour la division Douay de se replier par échelons défensifs sur la division Ducrot, et

1. La division Bothmer comptait 12,000 hommes et 21 pièces de canon. Nous n'avions à lui opposer, à ce moment, que 2,700 hommes, avec 2 batteries.

Le 1er tirailleurs au combat de Wissembourg.

d'abandonner, suivant ses instructions, une lutte qui menaçait de devenir par trop inégale. Malheureusement, de nouveaux télégrammes venaient d'être remis à son chef, en réponse à celui par lequel il informait le commandant en chef de l'attaque ennemie[1], et laissaient supposer que celui-ci ne tarderait pas à prendre la responsabilité des décisions définitives. En effet, le maréchal de Mac-Mahon télégraphiait, à 9 heures 45, au général Raoult, à Reichshoffen :

« Je reçois l'avis d'une attaque sur Wissembourg ; que vos troupes se tiennent prêtes à marcher au premier ordre. *Je pars pour Soultz, d'où je me porterai sur la ligne des avant-postes.* »

Et, moins de trois quarts d'heure après, il lançait encore au général Raoult cette nouvelle dépêche :

« Je pars pour Wissembourg en chemin de fer. De Wissembourg j'irai à cheval visiter les avant-postes jusqu'à Reichshoffen où je compte vous rencontrer. »

Communiqués au colonel Robert, chef d'état-major de la 2e division, s'ajoutant d'autre part aux recommandations antérieures sur l'importance de Wissembourg, ces documents confirmèrent le général Douay dans l'idée qu'il ne pouvait, sans ordres nouveaux, refuser la lutte, et dans son intention « d'accepter un combat qui semblait n'être, d'abord, qu'une forte reconnaissance poussée par l'ennemi sur notre frontière[2]. » Il se porta donc de sa personne au point culminant du Geissberg et laissa l'engagement suivre son cours.

Mais, bientôt, il s'aperçoit que les masses allemandes débouchent de tous les côtés à la fois. Dès 11 heures 1/4, l'avant-garde du Ve corps (17e brigade) se montre à Gutleithof, qu'elle occupe ; la 18e brigade arrive peu après à Altenstadt, franchit la Lauter, et se déploie, à côté de la 17e, face au Geissberg, tandis que toute l'artillerie de la 9e division vient au grand trot prendre position en avant et crible de projectiles nos quelques pièces éparpillées. En même temps, trois bataillons filent le long de la rivière et vont attaquer la ville par l'est, pendant que la division de Bothmer l'attaque par le nord.

Mort du général Douay. — De son côté, le général de Bose, commandant le XIe corps, a marché au canon : la 41e brigade prussienne quitte Schleithal pour venir, toujours précédée de toute l'artillerie du corps d'armée, se déployer à gauche du Ve corps, et menace le Geissberg. Des flots d'ennemis semblent sortir des profondeurs des bois, des batteries innombrables tonnent partout à la fois, et le général Douay, du haut du Geissberg, voit monter tout autour de lui cette marée tumultueuse qui menace de l'engloutir. Il sent que tout est perdu s'il persiste à rester là, et se décide enfin à la retraite. Ordre est donné au commandant Liaud d'évacuer la ville et au général Pellé de se replier sur le Vogelsberg, lentement, pour donner le temps

1. A 8 heures 25, le chef de gare de Wissembourg avait transmis à Strasbourg la dépêche que voici : « J'ai fait arrêter le train n° 20-39 à Soultz ; on tire en ce moment sur la ville ; les boulets arrivent jusqu'à la gare. »

2. Lettre adressée par le colonel Robert au général Ducrot et citée par celui-ci dans sa brochure : *Wissembourg*, page 27.

aux défenseurs de Wissembourg de le rejoindre. Puis, le général, avant de donner des instructions dans le même sens à la brigade de Montmarie, monte aux *Trois Peupliers*, où se trouvait la batterie de mitrailleuses. Tout à coup, un obus prussien tombant sur un des caissons, le fait sauter; des éclats de bois et de fer volent en tous sens, tuant ou blessant plusieurs servants, et l'un d'eux, frappant le général en pleine poitrine, le renverse à terre, mortellement atteint. On s'empresse, on le transporte à la ferme du Schafbusch, où il succombe deux heures après[1], et l'on court annoncer la fatale nouvelle au général Pellé, auquel, par droit d'ancienneté, revenait le commandement.

Abel Douay était le premier de nos officiers généraux qui tombât au champ d'honneur, dans cette guerre fatale; ses services brillants et sa bravoure éclatante lui eussent mérité de mourir en pleine victoire: du moins il ne pouvait pas succomber plus glorieusement, ni sur un terrain plus illustré par la valeur française, car, ainsi qu'on va le voir, nos soldats se conduisirent, pendant toute la durée de cette lutte inégale, comme de véritables héros.

Héroïque attitude du 1er tirailleurs. — Il était près de midi quand le général Pellé prit le commandement. Le 1er tirailleurs tenait tête, tout seul, aux efforts de deux corps d'armée, soutenus par soixante-six bouches à feu; ses trois bataillons, déployés sous les ordres des commandants Sermansan, de Lammerz et de Coulanges[2] depuis la gare jusqu'à la porte de Landau, restaient fermes devant les assauts répétés de la 17e brigade, qui essayait vainement de les débusquer, et repoussaient à la baïonnette les colonnes prussiennes qui les assaillaient de toutes parts. Luttant avec un acharnement sans exemple, ce brave régiment redoublait d'énergie et de vaillance, à mesure que sa position devenait plus critique; son feu nourri et bien dirigé infligeait à l'ennemi des pertes énormes, en dépit des vides cruels qui se creusaient dans ses rangs, et bientôt le général de Kirchbach dut, pour venir à bout de son admirable résistance, lancer sur lui de nouvelles masses, qui débordèrent son flanc droit et le menacèrent d'un enveloppement complet. Presque tous les officiers étaient hors de combat et 600 hommes, sur 2,200, gisaient à terre; quant aux Prussiens, ils étaient si éprouvés que dans un seul bataillon, commandé maintenant par un lieutenant, ils avaient perdu 12 officiers et 165 hommes. Le major de Waldersee, commandant le bataillon de chasseurs silésiens n° 5, était mort et le général de Sandrart avait eu son cheval tué sous lui[3].

Le général Pellé jugea que continuer à lutter dans des conditions pareilles serait folie. Il ordonna donc la retraite et obligea les tirailleurs à abandonner définitivement à l'ennemi ce terrain qu'ils lui avaient si héroïquement disputé. Leurs débris se retirèrent à pas lents, et en tirant toujours, sur le Geissberg; le mouve-

1. On fut contraint d'y abandonner son corps au moment de la retraite, parce que la division n'avait ni une voiture d'ambulance ni même un seul cacolet. (Général Ducrot, *Wissembourg*, page 30.)

2. Le bataillon de Coulanges, d'abord détaché à la porte de Bitche, venait d'être rappelé et joint aux deux autres bataillons de son régiment.

3. *Relation* du grand état-major prussien, page 187.

ment s'opéra en ordre, régulièrement comme à la manœuvre, sans être autrement inquiété. Les Prussiens, heureux d'avoir enfin triomphé de tant d'opiniâtreté, se répandirent dans la vallée et ne songèrent pas à poursuivre un adversaire décimé, mais dont l'attitude leur en imposait encore.

Défense de Wissembourg par un bataillon du 74e. — Cependant le commandant Liaud avait été informé de la retraite. Vers une heure et demie, jugeant, lui aussi, toute résistance impossible désormais, il fit prévenir ses six compagnies que la place allait être évacuée. Mais, à ce moment, l'ennemi, débarrassé du 1er tirailleurs, dirigeait toutes ses forces contre la ville et joignait ses efforts à ceux de la division de Bothmer, dont le feu venait de reprendre avec une intensité nouvelle. Wissembourg était cernée et une trouée à travers ces masses compactes devenait impossible. Le commandant Liaud résolut, puisqu'il fallait succomber, de le faire au moins avec gloire, et renvoyant à chaque porte deux compagnies, leur ordonna de s'y défendre jusqu'à la mort. Mais la porte de Haguenau venait d'être ouverte aux Bavarois par un des leurs, habitant Wissembourg, qui violait ainsi sans vergogne les lois les plus élémentaires de l'hospitalité. Liaud, à la tête des deux compagnies, fonça sur le poste qui l'occupait, le fit reprendre à la baïonnette, et, le pont-levis relevé, refoula les Prussiens jusqu'à la gare[1]. Il se porta ensuite à la porte de Bitche, qui lui paraissait la plus menacée : mais en y arrivant, il fut frappé d'un coup de feu et contraint de remettre le commandement au capitaine adjudant-major Bertrand. Au même moment, la porte de Landau, écrasée de projectiles, venait d'être éventrée ; les Bavarois s'y étaient précipités, et trois régiments s'engouffraient par son pont-levis dans la grande rue de la ville, pour se répandre de là dans les rues latérales[2]. Chaque groupe de deux compagnies se trouva donc isolé, coupé des autres et presque complètement cerné. Tous trois cependant se barricadèrent dans les maisons voisines, et continuèrent à faire feu sur les assaillants.

Prise de Wissembourg. — Tout à coup, un drapeau blanc parut à une fenêtre de l'hôtel de ville. Un major bavarois s'approcha, et fut interpellé par un conseiller municipal qui offrait de rendre la ville, si l'ennemi consentait à laisser nos soldats l'évacuer. Le major accepta pour son compte et s'en fut informer le général Maillinger, commandant la 8e brigade bavaroise, de cette étrange négociation. Mais celui-ci, qui voyait nos soldats exténués et réduits aux dernières limites de la résistance, refusa de la ratifier ; bien au contraire, il lança contre chaque porte de nouvelles troupes et en cerna successivement et complètement chaque groupe de défenseurs. Ceux-ci, apprenant que la division était en retraite, n'eurent bientôt plus d'autre ressource que de mettre bas les armes, et l'ennemi se trouva définitivement maître de Wissembourg[3].

1. *La Guerre franco-allemande*, tome Ier, page 188.
2. *Ibid.*
3. Le bataillon Liaud, fort de 523 hommes, avait perdu 3 officiers et 52 soldats. Les Allemands firent donc 468 prisonniers.

Libres de ce côté, les Allemands pouvaient maintenant tourner leurs efforts vers le Geissberg.

Prise d'un canon français. — Là se déroulait depuis quelques heures un drame plus émouvant encore. Deux batteries, dont une de mitrailleuses, et un bataillon du 50e, envoyé pour les soutenir, contenaient à eux tout seuls l'effort de la 41e brigade prussienne, et ripostaient avec une énergie surhumaine au feu d'enfer déchaîné par toute l'artillerie allemande. La batterie de mitrailleuses, presque entièrement démontée, ayant perdu un caisson dont l'explosion avait frappé à mort le général Douay, venait, vers midi et demi, d'être retirée du combat. La batterie Didier, postée au sud de la gare, était à moitié démolie, et ce qu'il en restait, soumis aux feux convergents de l'ennemi, ne pouvait plus tenir. L'ordre de battre en retraite lui parvint au moment où le brave chef de bataillon Boutroy, commandant le bataillon de soutien du 50e, tombait mortellement atteint ; elle amena alors ses avant-trains, et remonta au galop les pentes nord du Geissberg, pour gagner le château, en laissant sur le terrain une pièce qu'elle ne pouvait plus atteler. Aussitôt, trois compagnies allemandes se précipitent pour s'emparer de ce trophée ; mais elles sont arrêtées net par les feux de salve d'une section du 50e, qui fait tête et les crible de projectiles, tandis que s'avance un attelage de 6 chevaux envoyé du Geissberg. Décontenancés et furieux, les Allemands dirigent sur le flanc de la petite troupe un feu meurtrier qui la décime. Bientôt elle n'est plus en force pour résister : les chasseurs prussiens s'élancent à nouveau, la pièce est prise, et l'ennemi la garde en dépit des efforts désespérés que tente pour la reprendre la poignée héroïque des survivants.

Admirable défense du Geissberg par 4 bataillons des 50e et 74e de ligne. — Tout ce qui reste de la division Douay a maintenant regagné le Geissberg. Le général Pellé entraîne hors du champ de bataille, sur la route du Pigeonnier, le régiment de tirailleurs décimé, et donne l'ordre au général de Montmarie de le suivre. Hélas ! il est trop tard ! Les masses ennemies sont devenues tellement compactes que la retraite ne peut plus s'exécuter en bon ordre, et nos soldats ne veulent pas de la déroute. Ils vont donc tomber là, presque jusqu'au dernier, et soutenir une des plu glorieuses défenses dont notre histoire militaire fasse mention.

Les Ve et XIe corps allemands étaient en effet déployés tout entiers sur le champ de bataille. Donnant la main au IIe corps bavarois, entré dans Wissembourg, ils s'étendaient depuis la Lauter jusqu'auprès du village de Riedseltz, menaçant ainsi de front, de flanc et presque par derrière les défenseurs du Geissberg. Or, ceux-ci étaient réduits à 2 bataillons du 50e et 2 bataillons du 74e, en tout 2,200 hommes et 2 batteries diminuées de moitié (la cavalerie de Septeuil, jugée inutile en raison des formes accidentées du terrain, avait été envoyée en arrière, vers Riedseltz) ; c'est contre cette poignée d'hommes que se lancèrent tout à coup près de 20,000 Prussiens !

Au nord, le régiment des grenadiers du roi et la majeure partie de la 9e division abordent les pentes, entre la station et Gutleithof. A l'est, la 41e brigade (XIe corps)

traverse le chemin de fer, occupe Gutleithof et monte à l'assaut de la hauteur, ayant derrière elle la 42e brigade qui la déborde dans la direction de Riedseltz. De notre côté, le 1er bataillon du 50e, sous les ordres du lieutenant-colonel de la Tour-d'Auvergne, occupe le versant est du mamelon, et est posté dans une houblonnière située à 150 mètres du château. Les 3e bataillons du 50e et du 74e sont embusqués dans les jardins du Schafbusch ; enfin le 2e bataillon du 74e, placé en réserve, est disponible.

Le 1er bataillon du 50e, dirigeant un feu nourri sur les assaillants, parvient tout d'abord à les arrêter un instant : mais bientôt débordé de toutes parts, et obéissant d'ailleurs aux ordres du général de Montmarie, il se replie sur le château, où vient le rejoindre le 1er bataillon du 74e. Pendant ce temps, les défenseurs du Schafbusch, vivement attaqués par la 42e brigade qui a réussi à déboucher du sud, sont obligés de reculer. Une partie se barricade dans les bâtiments de la ferme, l'autre parvient à gagner le château.

Celui-ci est attaqué à son tour par l'est. Trois compagnies du régiment des grenadiers du roi, entraînées par le major de Kaisenberg, s'élancent et essayent de l'enlever. Mais une fusillade « terrible et bien dirigée, exécutée à petite portée par les Français [1] », leur inflige des pertes effroyables. Presque tous les officiers tombent, et deux porte-drapeaux sont mis successivement hors de combat. « Le major de Kaisenberg saisit les débris de la hampe et continue sa marche, quand trois balles viennent, en même temps, le frapper à mort. Le lieutenant Siamon subit le même sort au moment où il relève le drapeau, qui passe alors aux mains d'un sous-officier... Presque tous les officiers des trois compagnies sont hors de combat, mais ni cette troupe, ni les 5e et 8e compagnies qui, sous les ordres du major Schaumann, cherchaient à tourner la position, ni les autres fractions engagées ne parviennent à s'emparer des bâtiments, à l'abri de tout assaut [2]. »

Prise du Geissberg. — En vain quelques fantassins résolus ont pu s'introduire dans la cour par la porte sud ; fusillés presque à bout portant et de haut en bas, ils sont obligés de chercher un abri et tentent, sans succès, d'enfoncer les créneaux. En vain une compagnie va-t-elle se poster sur une petite éminence, à l'ouest, pour faire de là des feux plongeants. Rien ne parvient à réduire l'indomptable courage des nôtres, qui luttent avec l'énergie du désespoir, malgré une blessure grave reçue par leur vaillant chef, le commandant Cécile, du 74e. Le général de Kirchbach, commandant le Ve corps, est atteint d'une balle au cou qui l'oblige à remettre le commandement au général-lieutenant de Schmidt ; toute la tête de colonne ennemie est hors de combat, et les Prussiens vont être forcés de renoncer à la lutte, quand, enfin, leur artillerie arrive à la rescousse. Trois batteries, amenées avec une peine incroyable et des pertes énormes à 500 mètres du château [3], tirent en brèche sur ses murailles. Quatre autres batteries, profitant de ce qu'on a pu déloger, en se mettant dix contre

1. *Relation allemande*, page 192.
2. *Ibid.*
3. Le terrain, accidenté et détrempé par la pluie, ne permettait pas de prendre le trot.

nu, les quelques hommes que nous avions aux *Trois Peupliers*, s'y établissent et lancent sur le château une pluie d'obus. La position n'est plus tenable; dans ces deux heures de lutte héroïque, nos soldats ont épuisé leurs munitions, et ne peuvent plus espérer de secours de personne. Jugeant que l'honneur est sauf et que toute résistance est désormais impossible, ils mettent bas les armes et se rendent à discrétion. Ils restaient 200 de 1,200 qu'ils étaient le matin et avaient tenu en échec deux divisions prussiennes!

Prise du Schafbusch. — Il était deux heures environ. Obéissant aux ordres du général de Montmarie, que le maréchal de Mac-Mahon, arrivé au col du Pigeonnier, venait de mander auprès de lui, nos trois batteries, aux trois quarts démontées, se dirigeaient sur Kleeburg, tandis que les débris du 1er tirailleurs marchaient sur Roth. Cependant les quelques hommes barricadés dans la ferme de Schafbusch tenaient encore : les grenadiers du roi se portèrent contre eux, du château du Geissberg. Mais une fusillade nourrie les arrêta net. Profitant de ce moment de répit, les lieutenants-colonels de la Tour-d'Auvergne et Baudoin, qui commandaient au Schafbusch, formèrent deux colonnes avec ce qui leur restait d'hommes, et se dirigèrent, à tout hasard, vers le bois de Bubeneich, s'arrêtant de temps en temps pour saluer d'une volée de coups de fusil les quelques pelotons qui s'étaient, sans grande conviction d'ailleurs, lancés à leur poursuite et qu'appuyaient les feux éloignés d'une batterie placée au Geissberg. Bientôt la petite troupe disparut, tandis que l'ennemi pénétrait dans la ferme, où ne restaient plus, avec des monceaux de morts et de mourants, que quelques hommes oubliés là, et parmi eux une douzaine de réservistes arrivés le matin même à leur corps.

Retraite de la division Douay. — Elle n'avait reçu aucune instruction touchant la direction à suivre : le général de Montmarie n'était pas là, et personne ne connaissait les intentions du commandement. Les lieutenants-colonels de la Tour-d'Auvergne et Baudoin, livrés à leur propre inspiration, se dirigèrent par Soultz sur Haguenau, où ils arrivèrent à la nuit close, après une marche de 30 kilomètres qui succédait à six heures de combat acharné [1].

Le soir également, le général Pellé, le 1er tirailleurs, la brigade de Septeuil et les 3 batteries atteignaient le col de Pfaffenschlich. Le régiment de tirailleurs était de toute la division le seul qui n'eût pas perdu ses tentes et ses sacs.

Pendant cette mortelle journée, qu'avaient fait les troupes voisines? Dès le matin, comme on l'a vu, le 78e s'était porté à Climbach, où il avait rejoint le 96e; au bruit du canon, le colonel de Franchessin fit prendre les armes à ce dernier régiment, mais, n'ayant pas d'ordres, crut devoir rester sur place. Quant au général Ducrot, il avait aussi mis en alerte le 13e bataillon de chasseurs et le 18e de ligne campés à Lembach, prescrit à tout son monde de se porter au col du Pigeonnier, et s'était rendu de sa personne à ce dernier point. Arrivé là, au lieu de

1. *Wissembourg*, page 28.

hâter la marche de ses troupes et de les jeter, coûte que coûte, sur le champ de bataille où 6,000 braves soutenaient si vaillamment une lutte absolument disproportionnée, il s'était arrêté, pour se borner à recueillir les débris de la malheureuse division Douay, et à occuper, pendant la nuit, les passages des Vosges.

Le maréchal, lui aussi, était arrivé vers une heure au col du Pigeonnier, où il ne donna d'ailleurs aucune instruction nouvelle. Témoin de la défaite de la 2e division, il jugea qu'en persistant dans la dissémination de ses forces, il marchait à un nouveau désastre, et choisit la fameuse position de Wœrth pour s'y concentrer. Il se rendit donc le soir même à Reichshoffen, d'où il envoya ses ordres de mouvement : puis, il adressa à l'Empereur un compte rendu officiel du combat qui venait de finir, et demanda des renforts, afin, disait-il, de *pouvoir reprendre l'offensive.*

Deux jours après, la note suivante paraissait au *Journal officiel :*

« Trois régiments de la division du général Douay et une brigade de cavalerie légère ont été attaqués, à Wissembourg, par des forces très considérables massées dans les bois qui bordent la Lauter. Ces troupes ont résisté pendant plusieurs heures aux attaques de l'ennemi, puis se sont repliées sur le col du Pigeonnier qui commande la ligne de Bitche. Le général Douay (Abel) a été tué. Un de nos canons, dont les chevaux avaient été tués et l'affût brisé, est tombé au pouvoir de l'ennemi. Le maréchal de Mac-Mahon concentre sur les lieux les forces placées sous son commandement [1] ».

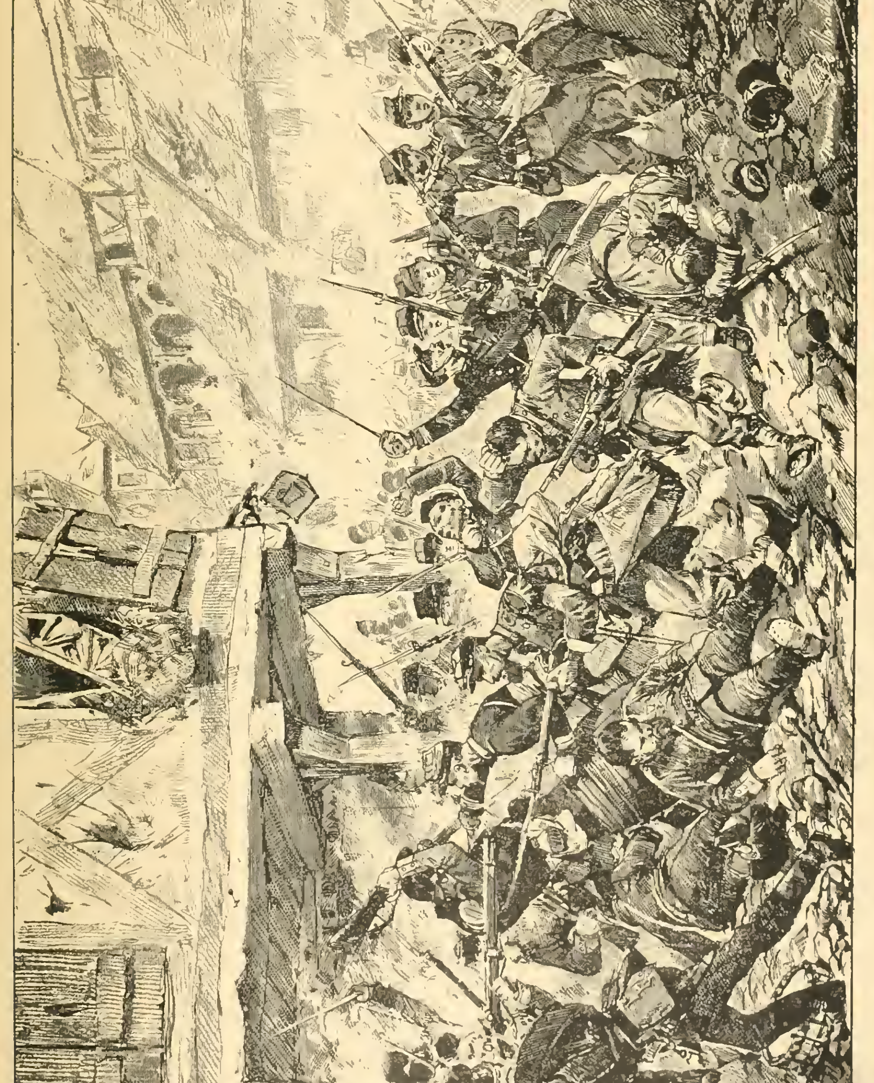
De son côté, le Prince royal expédiait, le soir du 4 août, le télégramme que voici à son père, encore à Mayence :

« Brillante, mais sanglante victoire remportée sous mes yeux ; enlèvement de Wissembourg et du Geissberg, situé en arrière, par des régiments du Ve et du XIe corps prussien et du IIe corps bavarois. Division française Douay mise en déroute, abandonnant ses tentes. Général Douay tué. Plus de 500 prisonniers non blessés et un canon entre nos mains. De notre côté, le général de Kirchbach légèrement blessé. Fortes pertes au régiment des grenadiers du roi et au 58e.

« Signé : Frédéric-Guillaume,
« Prince royal. »

Ces nouvelles, qui, comme le dit la *Relation allemande*, « firent palpiter d'espérance l'Allemagne tout entière [2] », eurent au contraire en France un douloureux retentissement. Elles dessillaient trop tard les yeux des plus incrédules, et montraient combien on s'était leurré sur nos chances de succès, ainsi que sur la formidable puissance numérique des Allemands. La cavalerie française n'avait rien su découvrir ; les renseignements faisaient défaut sur les mouvements de l'adversaire. « Tout manquait : les soldats, les approvisionnements, les munitions, et pas un grand capitaine ne se levait pour suppléer à tout ce qui manquait [3]. »

1. *Journal officiel* du 9 août 1870.
2. *Relation allemande*, page 135.
3. Alfred Duquet, *Frœschwiller, Châlons, Sedan.* Paris, Charpentier, 1880, page 38.



Défense de Wissembourg.

Rien ne pourrait peindre la stupeur de la population et du gouvernement, quand ils eurent appris ce premier revers, auquel ils s'attendaient si peu. Avec l'impressionnabilité particulière à notre race, on passa sans transition de l'extrême confiance à l'extrême douleur. On vit le prestige de nos armes anéanti, la patrie envahie, le commandement réduit à l'impuissance, et confié à des mains incapables de l'exercer. Il était cependant trop tôt encore pour désespérer ainsi, car en admettant même, contrairement à ce que les événements ont prouvé plus tard, que l'armée française fût réellement trop faible pour arrêter l'offensive allemande qui venait de s'affirmer si nettement, il y avait, dans le courage superbe et l'attitude héroïque de nos soldats, amplement matière à la consolation et à l'espoir. Moins de 7,000 hommes avec trois batteries venaient, en effet, de tenir tête un contre dix, pendant près de sept heures, à 70,000 Allemands, appuyés par 144 pièces de canon[1]. Ils avaient, il est vrai, laissé sur le champ de bataille leur général, 89 officiers et 1,521 hommes tués ou blessés, et 700 prisonniers; mais ces pertes, qui atteignaient, sans compter ces derniers, l'énorme proportion de 23 0/0 [2], prouvaient au contraire avec quelle vigueur et quel courage on s'était défendu. D'ailleurs, celles infligées à l'ennemi (91 officiers et 1,460 hommes) témoignaient de la difficulté qu'il avait rencontrée, et si, eu égard à son énorme supériorité numérique, elles pouvaient lui paraître moins lourdes, ce n'était pas cependant sans qu'il en eût été fortement impressionné.

« Les pertes éprouvées par les Allemands, dit M. le colonel Canonge, les avaient tellement étonnés et leur avaient donné une idée si exagérée des forces qui leur avaient résisté, que la retraite de la division put s'effectuer sans être inquiétée[3]. »

Nos soldats avaient donc réussi, par leur seule bravoure, à donner le change à l'ennemi sur leur petit nombre et sur leur manque de cohésion. Moins éparpillée, et mieux utilisée, cette bravoure pouvait donc encore, sinon vaincre, du moins préserver le sol de la patrie de toute nouvelle insulte. On verra par la suite quels prodiges a accomplis l'armée du Rhin pour rester digne de l'auréole de gloire qu'une de ses divisions, frappée d'un malheur immérité, lui avait conquise au prix de son sang.

1. Ces chiffres sont implicitement donnés par la *Relation allemande* elle-même, qui cite successivement tous les corps ou fractions de corps engagés le 4 août.

2. Les batailles réputées les plus sanglantes du siècle, telles que celles d'Eylau et de la Moskowa, n'ont donné qu'une proportion de 15,8 0/0 pour la première, de 16,1 0/0 pour la seconde.

3. Colonel Canonge, *loc. cit.*, page 53.



CHAPITRE II

BATAILLE DE FRŒSCHWILLER

Concentration du 1er corps. — La concentration du 1er corps, exécutée d'après les ordres du maréchal dans la nuit du 4 au 5 et dans la journée du 5, s'opéra sans encombre. La 4e division de cavalerie prussienne, qui, ainsi qu'on l'a vu, avait été, dans la marche sur Wissembourg, laissée en deuxième ligne, n'arriva pas à temps pour l'entraver, et, de l'aveu même des Allemands, l'armée victorieuse perdit, dès le soir du 4 août, tout contact avec les régiments battus. Quatre escadrons de dragons purent seuls se porter, dans l'après-midi du 4, de la ferme du Schafbusch sur Soultz, à la recherche de la division Douay. Reçus à coups de fusil par le 36e, de la division Raoult, qui occupait encore ce dernier village, ils tournèrent bride immédiatement, et vinrent rendre compte que la retraite ne s'effectuait pas de ce côté.

Le mouvement terminé, le 1er corps occupait les positions suivantes :

Ire division (Ducrot), entre Neehwiller et Frœschwiller, face à la forêt de Langensulzbach [1].

1. Le 1er bataillon du 13e, établi à Jægerthal, devait établir la liaison avec le 5e corps, dont le maréchal escomptait l'arrivée à bref délai.

2e division (Douay) et brigade de cavalerie de Septeuil, derrière Elsasshausen, entre ce village et le Grosser-Wald.

3e division (Raoult), sur le plateau entre Frœschwiller et Wœrth.

4e division (de Lartigue), en avant d'Eberbach, et couronnant les crêtes depuis le saillant N.-E. du Niederwald jusqu'en face du Bruck-Mühle [1].

La division Conseil-Dumesnil (1re division du 7e corps), appelée de Strasbourg, avait ses deux brigades séparées : la 1re (général Nicolaï) campait à l'ouest et près d'Elsasshausen ; la 2e (général Maire), à Reichshoffen. L'artillerie de cette division, retardée à Haguenau par l'encombrement de la gare, avait dû rester en arrière, ainsi que le bataillon qui lui était donné comme soutien. Elle ne parut pas sur le champ de bataille du 6 août.

La brigade de grosse cavalerie Michel campait auprès d'Eberbach. La division de Bonnemain (2e de réserve), mise à la disposition du maréchal et arrivée le 4 de Phalsbourg et Saverne, était établie au sud-ouest de Frœschwiller, entre Reichshoffen et le Grosser-Wald. La brigade de Nansouty avait été fractionnée en cavalerie divisionnaire. Enfin, la réserve d'artillerie avait formé son parc entre les deux brigades de la division Raoult.

Le maréchal de Mac-Mahon était résolu à attendre l'ennemi sur ces positions et à lui livrer bataille, comme le prouve la dépêche suivante, adressée le 5 au général commandant la division militaire de Strasbourg :

« J'ai été obligé de me replier cette nuit sur les positions de Frœschwiller *que je compte défendre ;* mais comme l'ennemi veut couper le chemin de fer entre Haguenau et Reichshoffen, je vous prie de donner l'ordre à l'intendant du 1er corps, *ou à tout autre,* de nous envoyer par un convoi le plus de vivres possible, *la 1re division n'ayant déjà plus de pain.* »

Mais il comptait pouvoir n'accepter la lutte qu'après avoir reçu les renforts qu'il avait demandés à l'Empereur, qui lui avaient été annoncés le 5, et qui consistaient dans le 5e corps (général de Failly), mis ce même jour sous ses ordres. Le maréchal disposait donc, désormais, de trois corps d'armée, dont un, le 7e, était encore malheureusement si incomplet qu'une seule de ses divisions pouvait répondre à son appel [2].

Mouvement du 5e corps. — Aussitôt investi du commandement supérieur du 5e corps, le maréchal de Mac-Mahon invita celui-ci à le rejoindre le plus vite possible. De son côté, le major général avait prescrit au général de Failly de concentrer au plus tôt à Bitche les deux divisions qu'il avait à Sarreguemines et à Gross-Bliedersdorf. Ce mouvement commença le 5 dès le matin, mais par suite de l'ignorance où l'on était des positions de l'ennemi et par crainte d'une attaque imprévue, il s'exécuta avec une extrême lenteur. La division Goze n'atteignit Bitche que le

1. La division de Lartigue avait laissé à Strasbourg le 87e pour former la garnison de la place.

2. Par ordre de l'Empereur, deux de ses divisions devaient d'ailleurs rester en Alsace, pour couvrir le haut Rhin. Cette décision avait été prise à la suite de l'apparition de détachements allemands sur la rive droite du fleuve.

soir; la division de l'Abadie d'Aydren ne dépassa pas Rohrbach. Aussi le général de Failly, recevant vers cinq heures une nouvelle dépêche qui lui prescrivait de faire occuper d'urgence Lemberg, point situé en arrière de la ligne Bitche-Reichshoffen, et nullement exposé pour le moment, répondit-il par cet aveu d'impuissance :

« Je ne peux disposer, en ce moment, que d'un régiment d'infanterie et d'un régiment de cavalerie. Qui dois-je envoyer à Lemberg ? »

Un peu plus tard cependant, le général de Failly faisait espérer qu'il enverrait, le lendemain 6, ses trois divisions au maréchal, au fur et à mesure de leur arrivée à Bitche. Puis, à 9 heures du soir, après une reconnaissance infructueuse sur Lemberg, il télégraphiait encore :

« Renseignements pris, j'ai lieu de penser *que ce n'est pas le poste de Lemberg*, gare de chemin de fer au sud de Bitche, *qu'il s'agit d'occuper*. Il n'y a rien d'anormal dans cette direction. *Il doit s'agir de Lembach*, à 32 kilomètres est de Bitche. Faites-moi connaître l'effectif des troupes à y envoyer. Demain, *à 10 heures seulement*, je pourrai, par suite du mouvement de concentration qui s'opère sur Bitche, disposer, en cas de départ, de la division de Lespart[1]. La réserve d'artillerie devra-t-elle marcher, ainsi que le convoi auxiliaire ? Il est impossible à la division de Lespart de faire 32 kilomètres dans la journée, *si elle doit marcher militairement*. Je viens d'en faire deux fois l'expérience. »

Cependant les appels du maréchal continuaient, plus impérieux et plus pressants : « Venez à Reichshoffen, télégraphiait-il, à 8 heures 10 du soir[2], *avec tout votre corps d'armée, le plus tôt possible*. Nous manquons de vivres, et si vous avez à Bitche des approvisionnements, formez un convoi spécial de vivres de toute nature, que vous mettrez au chemin de fer et qui arrivera cette nuit. Vos troupes viendront par la grande route et j'espère que vous me rallierez dans la journée de demain. Accusez réception. »

Et le général de Failly, malgré tout son désir de donner satisfaction à cette instante prière, était forcé de répondre, dans la nuit :

« Je ne puis disposer que d'une division, je la réunis et la dirige sur Reichshoffen. Il est possible qu'elle soit obligée de s'arrêter à Niederbronn ; je vous envoie, *faute d'approvisionnements*, la réserve de la 3e division par le chemin de fer; *elle partira seulement demain*. Je donne des ordres pour former un second convoi. Bliesbrücken est occupé par l'ennemi. Le télégraphe de Sarreguemines est coupé[3]. »

La division Guyot de Lespart partit, en effet, de Bitche un peu avant six heures du matin, le 6, pour se diriger sur Niederbronn et de là sur Reichshoffen. A peine était-elle en route, que les sourds grondements du canon de Frœschwiller, répercutés par les échos des Vosges, se firent entendre à Bitche, où se trouvait le général de Failly. Celui-ci « partit au petit galop, rejoignit le général Guyot de Lespart

1. Cette division était à Bitche (voir pièce n° 5).
2. Dépêche arrivée à Bitche à 11 heures du soir.
3. *Opérations et marches du 5e corps*, par le général de Failly, *passim*. — *Historique du 5e corps*, par le colonel Clémeur.

et dit à son vieux camarade : — Tu entends le canon; communique toujours avec le maréchal, ne te laisse pas surprendre dans les défilés de la route, éclaire-toi sérieusement, et cependant marche le plus vite possible. Quant à moi, *je vais attendre les ordres qui vont sans doute me parvenir.*

« Et les deux généraux se séparèrent en se donnant la main[1]. »

Ces ordres arrivèrent enfin ; ils émanaient à la fois du grand quartier général et du maréchal de Mac-Mahon, et leur divergence eut pour résultat d'augmenter encore la perplexité du commandant du 5e corps. Le major général télégraphiait à 2 h. 20 du soir :

« Le chemin de fer est coupé entre Sarreguemines et Bitche. C'est à Strasbourg que les troupes d'Alsace doivent se réapprovisionner. *Le général Frossard et le maréchal Bazaine sont attaqués.* Tenez-vous sur vos gardes. »

Puis, vers trois heures, le commandant du génie Moll apportait une lettre, écrite par le maréchal à 5 h. 1/2 du matin, et qui prescrivait au 5e corps d'envoyer une division coucher le soir à Philippsbourg, d'entrer à Lemberg avec une brigade et de se préparer à combattre, *le lendemain* 7, de concert avec le 1er corps[2].

En conséquence, la division Goze fut dirigée sur Philippsbourg, et la brigade de Maussion (2e de la 2e division) sur Lemberg, avec la réserve d'artillerie. La brigade Lapasset (1re de cette même division) fut maintenue à Sarreguemines pour y garder le convoi jusqu'à ce que des troupes du 3e corps vinssent la relever ; mais elle dut, malgré l'arrivée de celles-ci, rester sur place. Une forte reconnaissance allemande, composée de 2 bataillons, 3 régiments de cavalerie et une batterie s'était, en effet, montrée le 6 au matin sur la route de Bitche, et le général Montaudon, qui venait remplacer la brigade Lapasset, ne jugea pas prudent de la laisser partir. Par suite, cette brigade, coupée le lendemain de son corps d'armée, ne put jamais le rejoindre, et fut, quelques jours après, rattachée au 3e corps avec le 3e lanciers qui l'accompagnait.

En outre, la jonction des 5e et 1er corps sembla désormais irréalisable au général de Failly, tiraillé entre le désir de se rendre aux appels du maréchal, et la nécessité de ne pas laisser découvertes les routes de Pirmasens et de Deux-Ponts, par lesquelles arrivaient des masses épaisses, dont l'approche était signalée de partout. Menacé sur son front, appelé à droite par son chef direct, à gauche par les instructions du major général, le malheureux commandant du 5e corps flottait dans une indécision d'autant plus pénible que le maréchal, bien que relié à lui par le télégraphe, ne donnait plus signe de vie.

« Tous les avis arrivés de la veille et pendant la nuit, a écrit le général de Failly, avaient signalé la présence de l'ennemi du côté de Rohrbach, de Volmünster et au nord de Bitche, par la route de Deux-Ponts et de Pirmasens.

« Pour rester en communication, autant que possible, avec le 2e corps, ainsi qu'il en avait reçu l'ordre formel, le général de Failly, tout en cherchant à se conformer aux instructions du maréchal de Mac-Mahon, croyait qu'il était de son

1. A. Duquet, *Frœschwiller, Châlons, Sedan*, page 98.
2. Voir la pièce n° 6.

devoir de rester maître de Bitche où il s'attendait à être attaqué d'un moment à l'autre, et aussi d'attendre l'arrivée de la division de l'Abadie et de l'artillerie de réserve qu'il ne pouvait abandonner. Il prit donc ses mesures en conséquence, en ne conservant en position que le strict nécessaire, une division, la 1re. Il envoya l'autre, la 3e, au maréchal. La 2e, (de l'Abadie) était encore répartie entre Sarreguemines et Rohrbach. Le général crut donc avoir agi pour le mieux, et s'être scrupuleusement conformé à ce que lui dictaient les circonstances, qu'il pouvait seul apprécier à ce moment. Car, d'un côté, il venait en aide au maréchal autant qu'il le pouvait, et de l'autre il sauvegardait l'existence de ses propres troupes. Si, du reste, il n'envoyait pas, par impossibilité, au maréchal tout ce qu'il avait en ce moment sous la main, la dépêche télégraphique qu'il venait de recevoir de lui, à 5 h. 1/2 du matin, ne devait pas lui faire supposer que le maréchal eût un besoin immédiat de tout le 5e corps. Cette croyance fut encore confirmée dans la journée par la lettre du maréchal, écrite à la même heure, mais qui, apportée par le commandant du génie Moll, n'arriva à Bitche que vers 3 heures de l'après-midi[1]. »

Le 5e corps ne se rend pas à l'appel du maréchal. — De fait, le 5e corps ne parut point sur le champ de bataille de Frœschwiller ; la division Guyot de Lespart arriva seulement pour protéger la retraite, en sorte que le maréchal de Mac-Mahon, qui espérait avoir dans la main trois corps d'armée, se trouva réduit à ses propres forces, augmentées d'une division du 7e corps (Conseil-Dumesnil). Le général de Failly, violemment pris à partie par certains historiens de la guerre, a été quelque temps rendu responsable, pour sa part, de cette situation critique : l'opinion publique, égarée par la déplorable affaire de Beaumont, survenue moins d'un mois après, et due, cette fois, à son incurie, s'est montrée particulièrement sévère à son égard. Les documents que nous venons de citer prouvent qu'elle a été injuste et que l'isolement funeste où a été laissé, le 6 août, le 1er corps, tient à d'autres causes. Une direction hésitante, un commandement double, s'exerçant à la fois de Metz et de Reichshoffen, une ignorance générale et absolue des mouvements de l'ennemi, voilà qui suffit à expliquer l'incertitude des manœuvres, la multiplicité des ordres et l'obscurité des vues. Si la cavalerie, au lieu de se traîner à la queue des colonnes, avait hardiment exploré le pays, à une ou deux journées de marche en avant de la frontière, la force et la direction de l'ennemi eussent cessé d'être un secret impénétrable, et les dispositions des troupes, au lieu d'être prises à l'aveugle, seraient devenues raisonnées. Si, d'autre part, le maréchal de Mac-Mahon avait commandé effectivement l'armée d'Alsace, au lieu d'en être seulement le chef temporaire et dépendant[2],

1. *Historique du 5e corps.*

2. L'Empereur, en scindant le 5 août l'armée du Rhin en deux groupes confiés l'un au maréchal de Mac-Mahon (1er, 5e et 7e corps), l'autre au maréchal Bazaine (2e, 3e et 4e corps), n'avait donné à cette mesure qu'un caractère transitoire et limité. Aucun de ces deux groupes ne fut doté d'un état-major spécial, les deux maréchaux conservèrent le commandement de leur corps d'armée, et ne durent exercer leur autorité supérieure que « *pour les opérations militaires seulement* », sans recevoir d'instructions de principe. Enfin, l'Empereur se réserva le commandement direct de la Garde et des réserves. Les deux maréchaux se trouvaient, de fait, réduits au rôle d'agents de transmission.

ses ordres s'en seraient probablement trouvés plus fermes et plus nets, et n'auraient pas, en tout cas, été contrecarrés par des instructions venues d'ailleurs, comme celles auxquelles le commandant du 5e corps s'est vu obligé de déférer. Éclairé sur la force de ses adversaires et maître de ses mouvements, le maréchal se fût concentré dès le 5, ainsi qu'il a cherché à le faire le 6, et aurait alors livré bataille à armes à peu près égales. L'Alsace eût été couverte, très probablement conservée, et le désastre de Frœschwiller, qui a pesé d'un poids si lourd sur le reste de la campagne, certainement évité. Tant l'oubli des règles imprescriptibles de la guerre laisse le champ libre à toutes les surprises et à toutes les déceptions.

Projets du maréchal de Mac-Mahon. — Quoi qu'il en soit, la lettre écrite par le maréchal au général de Failly prouve que, le 6 au matin, il ne comptait plus sur la totalité du 5e corps, mais seulement sur la division Guyot de Lespart dont le départ pour Niederbronn lui avait été annoncé. Il se croyait encore en état, avec son aide, de reprendre l'offensive le 7, et de tomber sur le flanc de l'ennemi, si celui-ci se dirigeait vers Strasbourg ; si, au contraire, le Prince royal faisait mine de descendre vers la Sarre pour y rejoindre la IIe armée, alors, comme il l'écrivait au commandant du 5e corps, il espérait pouvoir l'envelopper vers Ober-Steinbach. Erreur bien explicable si l'on réfléchit que toute sa cavalerie, au lieu de surveiller l'ennemi, se portait ce jour-là, en colonnes de route, sur la position de Frœschwiller, et que seuls deux escadrons du 6e lanciers, envoyés en reconnaissance vers la forêt de Haguenau, signalaient d'épais rassemblements de troupes au nord de cette forêt, mais sans pouvoir toutefois recueillir aucun indice sur leurs projets du lendemain.

Mouvements de la IIIe armée allemande. — Du côté des Allemands, on n'était, il faut bien le dire, pas plus au courant des nôtres. Le contact avec la division Douay avait été, nous l'avons vu, perdu après Wissembourg, et on en était réduit aux suppositions. Le Prince royal ne voulut pas rester plus longtemps dans l'incertitude et lança sa cavalerie en avant pour se renseigner.

La 4e division de cavalerie se mit donc en marche dès cinq heures du matin, le 5. Elle devait s'avancer sur la route de Haguenau pour rechercher l'adversaire *et surtout pour éclairer le pays :* un régiment était dirigé d'abord sur Soultz, que l'on savait occupé[1], et devait marcher ensuite sur Wœrth, en éclairant le pays jusqu'à Reichshoffen. Quant aux différents corps d'armée, ils étaient dirigés vers Strasbourg, protégés sur le flanc droit par le IIe corps bavarois et gardant pour réserve le Ier corps bavarois. Ordre était donné de détruire les voies ferrées aboutissant à Haguenau et à Reichshoffen.

La journée ne se passa pas sans que nos campements, qu'aucun avant-poste ne couvrait, eussent été découverts par les éclaireurs de la 4e division : repoussés de Haguenau, où ils ne purent pénétrer, ceux-ci remarquèrent cependant les mouvements de troupes qui s'exécutaient de ce point dans la direction de Wœrth. Vers

1. On savait Soultz occupé grâce à la reconnaissance exécutée le 4 au soir et qui s'était heurtée à des troupes de la division Raoult.



Soldats d'infanterie de ligne.

onze heures, un escadron de uhlans franchit la Sauer à Gunstett, chargea des lanciers français, mais dut se replier devant une salve de mousqueterie qui lui avait tué 1 homme et abattu 8 chevaux. En même temps, deux escadrons de hussards allaient patrouiller jusqu'à Wœrth et en rapportaient des renseignements précieux. Enfin, les corps d'armée eux-mêmes retrouvaient les traces de la division battue à Wissembourg et pouvaient les suivre jusqu'à ses positions de la Sauer. L'état-major allemand était désormais fixé : il savait que l'armée française avait pris position sur la rive droite de cette rivière et il était à même de baser ses combinaisons sur une certitude.

Le Prince royal décida donc que ses corps d'armée, au lieu de continuer à marcher vers le sud, se tourneraient face à l'ouest et que le Ier corps bavarois et le corps wurtembergeois-badois (Werder), encore un peu loin en arrière, seraient rappelés plus près. Le prince comptait donner à ses troupes la journée du 6 pour se reposer, mais il voulait qu'elles fussent assez rapprochées de l'armée de Mac-Mahon pour la tenir en arrêt et l'empêcher de se dérober vers l'ouest, si, reconnaissant trop tard son infériorité numérique, celle-ci tentait d'esquiver le combat. Il donna, en conséquence, le 5, dans l'après-midi, l'ordre à son armée d'exécuter, le lendemain matin, un changement de front, tout en demeurant concentrée autour de Soultz.

Le Ier corps, bivouaqué à Preuschdorf, y restait ; le IIe bavarois, arrivé à Lembach, y restait également.

Le XIe corps, conversant à droite, devait se porter de Soultz sur Hœlschlack, lancer ses avant-postes vers la Sauer, occuper Surbourg et garder la route de Haguenau.

Le Ier corps bavarois devait se porter de Lembach à Lobsann et Lampertsloch, poussant ses avant-postes à travers le Hochwald, vers la Sauer.

La 4e division de cavalerie restait dans ses bivouacs, mais faisait face à l'ouest.

Le corps Werder allait occuper Reimerswiller, face au sud.

Pour pouvoir prévenir si l'adversaire se dérobait, le IIe corps bavarois recevait la mission d'observer la route de Bitche et les environs de Langensulzbach ; il devait en outre, au cas où le Ve corps, le plus rapproché de nous, serait assailli brusquement, lancer immédiatement une de ses divisions sur Langelsulzbach, afin de prendre en flanc notre attaque.

Enfin, le VIe corps, arrivé le matin à Landau, recevait l'ordre de porter une de ses divisions dans la direction de Bitche et de Pirmasens, en faisant occuper Wissembourg par 2 bataillons. On assurait ainsi le flanc droit du IIe corps bavarois.

Ces deux dernières dispositions n'étaient pas inutiles, car le IIe corps bavarois, laissé, contrairement aux habitudes allemandes, passablement en l'air à Lembach, eût couru de gros risques si le 5e corps et la droite du 1er s'étaient jetés sur lui à la fois. Malheureusement, le général de Failly, tout à ses préoccupations et à ses incertitudes, ne pouvait pas songer à l'attaquer, même s'il eût connu sa position aventurée. Quant au maréchal, il attendait toujours l'arrivée de la division Guyot de Lespart pour livrer bataille, et ne comptait prendre l'offensive que le 7. Pour lui comme pour le Prince royal, cette journée du 6, qui vit répandre tant de sang,

devait être consacrée au repos, et sa pensée, tout entière aux projets du lendemain, ne se portait pas au delà des dispositions préparatoires qu'il avait cru devoir prescrire en vue d'un mouvement offensif.

Position de Frœschwiller. — Il est temps maintenant de décrire avec quelque détail cette position célèbre que le maréchal avait choisie, sur la foi des auteurs, pour y attendre, en toute sécurité, du moins le pensait-il, des renforts qui ne lui arrivèrent pas. Elle s'étendait sur une longueur de 7 kilomètres en ligne droite, du village de Neehwiller au village de Morsbronn, et était assise sur un plateau couvert de vignes et de bois, que projettent les Vosges entre les deux petites rivières de l'Eberbach et de la Sauer. Ce dernier cours d'eau, qui la couvrait à l'est, est difficilement franchissable autrement que sur les ponts, et bordé, sur une largeur moyenne de 800 mètres, par des prairies qui, « forçant l'assaillant à s'avancer à découvert, permettaient à l'infanterie française de tirer tout le parti possible de la supériorité de son armement[1]. » Au centre, le gros village de Wœrth et, plus au sud, ceux de Spachbach et de Gunstett étaient les seuls points de passage de la rivière, et celle-ci une fois franchie, il fallait, pour aborder l'armée française, gravir des pentes raides, montant jusqu'à 60 ou 80 mètres d'élévation, et couvertes de houblonnières, de vignes, d'arbres et de vergers.

Au haut des pentes, le plateau s'étale vers l'ouest, coupé çà et là par des bois et des taillis profonds. C'est d'abord le *Niederwald*, descendant à l'est jusqu'à la route de Haguenau, à l'ouest jusqu'au cours de l'Eberbach, et détachant vers Elsasshausen un bouquet d'arbres dit le *Petit-Bois*. Puis, au nord-est de Frœschwiller, le bois du même nom et la *forêt de Langensulzbach* couvraient de leur masse sombre l'aile gauche du 1er corps, masquant ainsi les approches des Bavarois. Enfin, à l'ouest, sur le revers du plateau, le *Grosser-Wald* étendait ses futaies majestueuses sur une longueur presque égale à celle du champ de bataille et bordait les deux côtés de la route de Reichsoffen à Frœschwiller, clef de toute la position.

« Les sommets occupés (par nos troupes) étaient à 2,700 mètres environ des crêtes de la rive gauche, par conséquent à bonne distance pour être balayés par l'artillerie prussienne, tandis que nos pièces, d'une portée moindre, ne pouvaient riposter que faiblement. Le front était couvert par la Sauer. Mais, pour tirer parti de la protection qu'offrait ce cours d'eau, il eût fallu détruire les ponts, commander les points de passage et préparer des tirs efficaces contre les abris qui se trouvaient sur les abords ; les croupes de la rive droite qui dominaient les débouchés de Gunstett, Spachbach et Wœrth auraient dû être organisées défensivement. Enfin les flancs de la position étaient en l'air.

« Le flanc gauche pouvait être tourné par les bois, ce qui diminuait la force du point de Neehwiller. Le flanc droit n'avait d'autre appui que le village de Morsbronn, dominé à l'ouest par le dernier mamelon des hauteurs de Frœschwiller. Il aurait donc été avantageux de couronner ce mamelon par un ouvrage et d'occuper le village de Forstheim, qui commandait le vallon d'Eberbach, par lequel nos

1. *Relation allemande*, page 216.

troupes pouvaient être tournées. Il aurait été utile de compléter ces dispositions par l'envoi, sur la droite, d'un fort détachement de cavalerie, soutenu par une ou deux batteries, relié au besoin par de l'infanterie et chargé de manœuvrer sur le flanc des colonnes ennemies en surveillant leurs mouvements.

« Enfin, le corps Mac-Mahon, en position sur les hauteurs, n'avait pas de postes avancés sur la rive opposée et ne pouvait disposer que de réserves insuffisantes.

« Pour adopter d'autres dispositions, il lui aurait fallu un effectif plus élevé, une artillerie plus puissante, une cavalerie plus mobile, de meilleurs renseignements et plus de temps pour se préparer à la lutte[1]. »

Débuts de l'action.— La situation du 1er corps n'était donc rien moins que rassurante, et le maréchal s'illusionnait étrangement non seulement sur la force et les projets de l'ennemi, mais encore sur sa propre sécurité. Il espérait cependant toujours voir déboucher sur sa gauche, sinon tout le 5e corps, au moins une de ses divisions et parer ainsi au manque de réserves, car son armée de 35,000 hommes à peine, déployée sur deux lignes, n'en avait pour ainsi dire point[2]. Le 6, vers 6 heures du matin, il s'entretenait sur ses projets avec le général Ducrot, quand tout à coup le canon retentit sur le front de la division Raoult.

Le temps était superbe : le soleil, se montrant enfin, après deux jours de pluie torrentielle, réchauffait nos soldats fatigués par les allées et venues des jours précédents, et leur permettait de sécher leurs vêtements transpercés. Sur les prairies, sur les vignes s'étendaient des capotes grises, des vestes bleues de tirailleurs, des habits de lanciers et d'artilleurs. Les hommes s'étaient éparpillés, toujours insouciants et gais, et personne ne soupçonnait un danger immédiat, quand d'un bout à l'autre de la ligne des bivouacs retentit l'appel aux armes. Il fallut une heure entière pour que tous les régiments, réunis et formés, eussent gagné leur poste de combat.

Mais, à ce moment, le parti prussien qui avait donné l'alarme se retirait déjà sur les hauteurs de Dieffenbach. C'était une reconnaissance que le général-major Walter de Monthary, commandant de la 20e brigade (Ve corps), avait lancée sur nous, parce que, dès 4 heures du matin, inspectant en personne les postes de la Sauer, il avait cru remarquer dans notre camp un bruit et des mouvements significatifs de départ. La division Raoult, postée en face de Wœrth, l'avait accueillie à coups de fusil et à coups de canon, et le général Walter, désormais fixé sur la présence de nos forces, donnait à ses soldats, vers 8 heures et demie, l'ordre de se replier.

Tandis que cette escarmouche se produisait à Wœrth, un autre engagement avait lieu aussi à Gunstett, mais semblait n'être que la continuation de la fusillade

1. Général Derrécagaix, *loc. cit.*, tome II, page 182.

2. Le maréchal ne disposait, en effet, comme dernière ressource, que de la division Pellé (ancienne division Douay), désorganisée à Wissembourg, et de la division Conseil-Dumesnil, privée d'artillerie et fatiguée par une marche pénible. Ces troupes étaient d'ailleurs si rapprochées du champ de bataille, qu'elles devaient fatalement être entraînées dans l'action presque dès le début, en sorte qu'au moment critique, le maréchal ne put pas disposer d'un seul bataillon.

entretenue pendant la nuit entre les avant-postes : nos canonniers cependant se mettaient bientôt de la partie, bombardaient Gunstett et le *Bruck-Mühle*, où s'étaient montrées des troupes ennemies, et incendiaient ce dernier point [1]. Mais là, pas plus qu'à Wœrth, on ne songeait à une véritable affaire, et l'action se transformait, au bout de très peu de temps, en une série de tiraillements.

Attaque de la division Ducrot par le IIe corps bavarois. — Tout cela n'était guère sérieux et ne faisait nullement présager une grande bataille, quand brusquement la canonnade, plus nourrie cette fois, retentit de nouveau à l'aile gauche de la ligne française, et la division Ducrot tout entière entra en action.

On se rappelle que le IIe corps bavarois avait l'ordre d'envoyer sur Wœrth une de ses divisions, si le Ier corps était attaqué : pour être mieux en mesure de remplir ces instructions, le général de Hartmann avait, dès l'aube, fait avancer sur la route de Langensulzbach la 4e division bavaroise. Celle-ci occupa le village sans coup férir, et vers 8 heures et demie, entendant toujours le canon, elle continuait à marcher sur Frœschwiller, quand elle fut aperçue par les troupes de notre aile gauche. Aussitôt le général Ducrot fit déployer le 1er zouaves vis-à-vis la lisière de la forêt de Langensulzbach, et prolongea sa ligne jusqu'à Neehwiller, avec des compagnies du 45e et du 96e. L'artillerie se mit en batterie entre les deux bois de Frœschwiller et de Langensulzbach [2], et ouvrit sur les Bavarois un feu violent. L'ennemi dut s'arrêter à la lisière du bois ; mais, bientôt renforcé, il s'élança dans le vallon et attaqua le bois de Frœschwiller, où il réussit même un instant à pénétrer. De notre côté, le 2e tirailleurs et le 36e de ligne s'étaient engagés à leur tour. En vain les Bavarois amènent de l'artillerie pour les contre-battre : une batterie, arrivée au grand trot, ne parvient pas à se déployer et doit précipitamment battre en retraite, sous la protection d'autres pièces, placées plus en arrière. Exposé à une fusillade terrible, criblé d'obus, l'ennemi recule définitivement et regagne les fourrés, tandis que ses batteries, devenues plus prudentes, se bornent à canonner nos réserves dans Frœschwiller, qu'elles aperçoivent au loin.

Vers 10 heures et demie, ce combat stérile s'éteignait de lui-même ; il nous coûtait 600 hommes, dont les commandants Marion, du 1er zouaves, Jodosius, du 2e tirailleurs, frappés à mort, et le commandant Prouvost, du 36e, grièvement blessé. La perte des Bavarois était sensiblement égale.

Sur ces entrefaites, le général de Hartmann recevait l'ordre verbal, communiqué par un officier d'ordonnance du Prince royal, de faire cesser la lutte. Il s'occupa donc de rallier en arrière toutes les troupes qui venaient d'être engagées et renvoya même ses batteries à Lembach. Mais, entendant aussitôt le canon qui retentissait de nouveau avec une violence extrême à sa gauche, et sollicité aussi par le général de Kirchbach, commandant le Ve corps, dont la position devenait critique de ce côté,

1. Le pont du Bruck-Mühle, que le génie français n'avait pu faire sauter, *faute de poudre*, était occupé par les Prussiens.

2. *Wissembourg, Frœschwiller, retraite sur Châlons*, par le commandant DE CHALUS. Paris, Dumaine, 1882.

il prit le parti d'arrêter son mouvement rétrograde et de se remettre en action. Voici en effet, ce qui s'était passé.

Le Ve corps engage la bataille (8 h. 1/2.) — Au moment où la reconnaissance offensive dont il a été question plus haut se repliait en arrière de Wœrth, le colonel von der Esch, chef d'état-major du Ve corps, accouru sur la ligne avancée, signalait au général de Schmidt, commandant la 10e division, ce qui se passait à la fois à Langensulzbach et à Gunstett, et insistait sur l'opportunité de reprendre le combat devant Wœrth, afin d'empêcher l'adversaire de porter peut-être toutes ses forces contre l'une des ailes de l'armée allemande[1]. Le général de Schmidt, et un peu plus tard le général de Kirchbach, resté, malgré sa blessure de l'avant-veille, à la tête du Ve corps, se rangeaient à cet avis, et donnaient l'ordre à toute l'artillerie du Ve corps de prendre position sur les hauteurs situées à l'est de Wœrth. Peu d'instants après, les batteries de la 21e division prussienne, devançant le XIe corps, venaient au galop prolonger vers Gunstett la ligne déjà établie, et cette masse formidable de 108 pièces de canon ouvrait le feu, à une distance variant de 1,800 à 3,000 mètres, contre les quatre batteries des divisions Raoult et de Lartigue, soutenues par quatre batteries de la réserve générale, en tout 48 canons.

Cette lutte était trop disproportionnée pour se prolonger longtemps, d'autant plus que nos projectiles n'atteignaient pas tous les batteries allemandes, et que la plupart d'entre eux n'éclataient pas[2]. Bientôt il fallut emmener les mitrailleuses trop exposées, et d'une efficacité à peu près nulle, à cette distance, contre de l'artillerie ; peu après, ce fut le tour des batteries de la réserve générale, en sorte que les quatre batteries divisionnaires restèrent seules pour répondre au feu d'enfer des Allemands.

Cependant, la tête de la 21e division apparaissait déjà hors de la lisière du bois de Gunstett, tandis que la 20e brigade (Ve corps) se déployait en avant des batteries, le long de la Sauer, entre Spachbach et Wœrth, débordant légèrement au nord ce dernier village. Notre artillerie, changeant immédiatement d'objectifs, dirigea son feu sur la 21e division, et l'obligea à se fractionner, pour diminuer ses pertes ; les troupes de la 42e brigade marchèrent sur Spachbach, la 41e se porta sur le Bruck-Mühle, où se trouvait le 1er bataillon de chasseurs, qui avait, une heure avant, chassé de ce point les avant-postes ennemis. Profitant de sa supériorité numérique, qu'augmentait encore la présence de quelques compagnies d'avant-postes, la 41e brigade se rua sur ce brave bataillon, qui, malgré sa faiblesse, ne recula pas d'un mètre, soutenant à lui tout seul ce combat inégal, où tombèrent, glorieusement frappés, son chef, le commandant Bureau, et deux capitaines. Mais il ne pouvait pas prolonger indéfiniment cette résistance héroïque : bientôt débordé, il dut céder la place, et l'ennemi franchit immédiatement la Sauer.

Le général Lacretelle, voyant le danger, réunit à la hâte un bataillon et demi

1. *La Guerre franco-allemande*, page 226.
2. *Ibid.*, page 227.

du 3e tirailleurs et deux bataillons du 56e, auxquels vinrent se rallier les débris du 1er bataillon de chasseurs. A la tête de cette petite troupe, dont la force n'atteignait pas la moitié de l'effectif de ses adversaires, le colonel Gandil, du 3e tirailleurs, se porta à l'ennemi, l'attaqua résolument et parvint, en dépit des projectiles dont l'artillerie placée sur le mamelon qui s'étend au nord-ouest de Gunstett criblait sa mince colonne, à le rejeter sur la rive gauche de la Sauer. Puis il posta ses compagnies le long de la route de Wœrth à Haguenau, et, par des feux de tirailleurs bien dirigés, tint la 41e brigade en respect.

Pendant ce temps, deux bataillons et demi de la 42e brigade avaient franchi la rivière à Spachbach qui n'était pas occupé et s'étaient portés sur le Niederwald. Repoussant facilement une compagnie du 3e zouaves, de grand'garde à la lisière, et le 2e bataillon de ce même régiment que son chef, le commandant Parisot, amenait à son secours, ils s'avançaient déjà à travers les futaies, quand le colonel Bocher, appelant à son aide les deux autres bataillons de son régiment et le 2e bataillon du 56e, se porte contre eux, les bouscule et les rejette en désordre jusqu'à Spachbach, non cependant sans avoir subi des pertes regrettables, telles que celle du lieutenant-colonel Deshorties et du commandant Parisot[1].

Première attaque des hauteurs d'Elsasshausen. — Ainsi, les tentatives de l'ennemi étaient partout repoussées : nous restions maîtres de la rive droite, et si notre artillerie, trop inférieure en nombre et en qualité, se trouvait presque réduite au silence, notre infanterie demeurait intacte et ferme dans ses positions. Il était dix heures et demie ; le Prince royal n'avait pas bougé de Soultz, et s'il était informé déjà de ce qui se passait devant Wœrth, il ignorait complètement et l'intervention du IIe corps bavarois, et l'échec que ce corps venait, précisément à la même heure, de subir à Langensulzbach.

Le général de Kirchbach, qui avait si imprudemment engagé la bataille, craignit probablement d'être blâmé, si elle se terminait ainsi par un insuccès. Voyant justement le reste du XIe corps s'approcher de Gunstett, comptant d'autre part sur la supériorité constatée de son artillerie, il pensa que l'heure était propice pour tenter un vigoureux effort, et ordonna à la 20e brigade d'enlever Wœrth et les hauteurs d'Elsasshausen.

Aussitôt un bataillon de fusiliers occupe Wœrth, où nous n'avions personne. Improvisant une passerelle avec des planches et des perches à houblon, il lance deux compagnies sur la rive droite, tandis que les deux autres traversent la rivière à gué, les hommes dans l'eau jusqu'à la poitrine ; puis il se groupe dans les maisons à l'ouest du village. Mais, en avant de Frœschwiller, nos régiments s'étaient déployés. Le 2e zouaves, commandé par le héros du Borrego, colonel Détrie[2], s'étendait entre les deux routes qui, partant de Wœrth, aboutissent, l'une à

1. *La Guerre franco-allemande*, page 228.

2. Le 13 juin 1862, le capitaine Détrie, à la tête de 150 hommes du 99e de ligne, avait escaladé, par une nuit obscure, les pentes abruptes du Cerro-Borrego, enfoncé et culbuté 300 Mexicains qui s'étaient installés sur la crête, pris un drapeau, deux fanions, trois obusiers, 200 prisonniers, tué

Frœschwiller, l'autre à Elsasshausen. A sa gauche, le 3e bataillon du 56e (commandant Laman), le 48e de ligne (colonel Rogier) et le 2e tirailleurs (colonel Suzzoni) étaient déployés jusqu'au bois de Frœschwiller, occupé par ce dernier régiment et les deux premiers bataillons du 36e (colonel Krien). A sa droite, le 1er bataillon du 20e (de la division Conseil-Dumesnil) était formé en bataille en avant du *Petit-Bois*. Enfin le 3e de ligne (colonel Champion) et le 17e bataillon de chasseurs (commandant Merchier), tous deux de cette même division, formaient réserve, à l'ouest d'Elsasshausen.

Les Prussiens, embusqués dans les maisons de Wœrth, et grossis par des renforts incessants, commencèrent par diriger sur ces troupes un feu de mousqueterie des plus violents. Comme, dans le même moment, le 78e de ligne (de la division Douay) accourait renforcer notre ligne et recevait coup sur coup une série de projectiles qui produisaient dans ses rangs quelques flottements, l'ennemi crut l'occasion favorable et se lança avec beaucoup de hardiesse à l'assaut des hauteurs. Le 2e zouaves l'arrêta net, mais ne put empêcher ses compagnies, abritées dans les vergers, de recommencer leur feu meurtrier. Le 2e zouaves alors, au signal de la charge et aux cris répétés de « En avant! », se jeta sur elles à la baïonnette, les bouscula et les rejeta dans Wœrth, pêle-mêle avec une colonne de renfort qui leur arrivait à ce moment, et qui ne put même pas les recueillir.

L'offensive des Allemands était donc partout brisée; renouvelée partiellement encore à deux ou trois reprises, elle ne fut pas plus heureuse, et sur toute l'étendue de son front, l'ennemi dut, pour le moment, se borner à garder la route de Wœrth à Haguenau, et à entretenir une fusillade nourrie avec nos fantassins, que l'artillerie était malheureusement hors d'état de soutenir. Entraîné par son élan, le 2e zouaves tenta même de prendre Wœrth à son tour, et parvint à en occuper quelques maisons; en dépit d'une bravoure superbe, qui se traduisit par des pertes sanglantes, il dut bientôt les abandonner, et reprendre ses positions vis-à-vis du village [1].

En définitive, vers midi, le général de Kirchbach n'était rien moins que victorieux, et ses troupes se fussent trouvées fort aventurées, si le 1er corps, profitant de ses succès partiels, et de l'éloignement des autres corps prussiens, avait été tout entier lancé à l'attaque, dans un vigoureux mouvement offensif. L'idée persistante du maréchal était malheureusement d'attendre des renforts pour livrer bataille, et il ne songeait, pour le moment, qu'à garder ses positions. Cependant, de son aveu même, la situation de l'ennemi devenait des plus précaires :

« Battues par un feu terrible, les troupes prussiennes ne se maintenaient qu'avec peine contre les énergiques et incessantes attaques de l'ennemi. Entre temps, celui-ci avait mis à profit, pour s'y établir solidement, les murs et les haies, les fermes et les

ou blessé 200 hommes, et sauvé d'un désastre la garnison française d'Orizaba. Le capitaine Détrie, qui n'avait pas un mois de grade, fut promu chef de bataillon. Il est aujourd'hui général de division, et commandant de la division d'Oran.

1. Tout ceci prouve combien l'occupation et la prise de possession préalables des débouchés de la Sauer auraient été précieuses pour nous, et ce qu'il en aurait coûté à l'adversaire pour les conquérir. Mais, comme le maréchal ne croyait pas à une action pour le 6, il n'y avait placé personne, et l'ennemi, après s'en être emparé sans coup férir, les garda.



Carte des Environs de Woerth.

plantations qui couvraient la pente et lui ménageaient partout d'excellentes occasions d'assaillir à l'improviste l'infanterie prussienne, aussitôt qu'elle tentait de se reporter en avant, et de la couvrir alors d'une grêle de balles. Sur aucun point, on ne parvenait à s'avancer au delà de Wœrth ; on payait par des pertes nombreuses chacune de ces inutiles tentatives et surtout les retraites qui les suivaient. C'est ainsi que le major de Sydow, groupant toutes les fractions du régiment de fusiliers encore en état de combattre, avait débouché de Wœrth et abordé de nouveau la pente ; mais, après quelques centaines de pas, un retour des Français le rejette encore une fois dans le bourg. Serré de près, ce n'est qu'à grand'peine et grâce au concours de la 19e brigade, qui s'engage à son tour, qu'il parvient à s'y maintenir [1]. »

Et, quelques pages plus loin, la *Relation allemande* ajoute : « En résumé, les trois corps de première ligne de la IIIe armée s'étaient trouvés entraînés, pour des fractions plus ou moins considérables de leurs effectifs, dans une action qui, en se prolongeant, les avait contraints à renoncer sur certains points aux avantages déjà obtenus, tandis que, sur les autres, on ne se maintenait plus qu'avec peine contre les énergiques attaques des Français [2]. »

Le général de Kirchbach, se voyant gravement compromis, avait déjà appelé à son secours les deux corps les plus voisins, et fait demander aux généraux de Bose et de Hartmann d'activer l'entrée en ligne de leurs troupes. Le premier, arrivé vers 11 heures à Gunstett, venait d'assister au sanglant échec de son avant-garde, refoulée en désordre, ainsi qu'on l'a vu, sur la rive gauche de la Sauer par le colonel Gandil ; il répondit qu'il n'abandonnerait pas le Ve corps, fit déployer son artillerie et chargea la 22e division d'attaquer la droite française. Quant au second, il fit connaître que, bien qu'il eût cessé le combat par ordre supérieur, il reprendrait l'offensive dès qu'il le pourrait [3].

Le commandant du Ve corps était, à ce moment, en proie à de grandes perplexités. Il venait, en effet, de recevoir du Prince royal, qui ne voulait, tout comme le maréchal, livrer bataille qu'avec toutes ses forces, l'ordre « de ne pas accepter le combat et *d'éviter tout ce qui pourrait en amener la reprise* [4] ». Mais il comprenait fort bien que, dans la position désavantageuse de ses troupes, rompre le combat serait non seulement exposer à des pertes énormes les avant-gardes déployées le long de la Sauer, mais encore donner aux échecs partiels et peu décisifs qu'elles avaient subis l'effet déprimant d'une défaite. Il crut donc devoir pousser jusqu'aux limites extrêmes l'esprit d'initiative et de décision dont il avait fait preuve le matin, avec des conséquences jusqu'ici peu heureuses, et répondant au Prince royal « qu'il ne leur était plus possible de rompre le combat et qu'il avait fait appel aux deux corps des ailes », il donna l'ordre à ses deux divisions de se reporter en avant.

1. *Relation allemande,* page 230.
2. *Ibid.*, page 235.
3. *Ibid.,* p. 231 et 236.
4. Quand il envoya cet ordre, le Prince royal ignorait encore que le IIe corps bavarois se trouvât sérieusement engagé à Langensulzbach. Communiquées par erreur, vers 9 h. 1/2, au général de Hartmann, ses prescriptions avaient eu pour résultat d'exposer le Ve corps encore davantage, en ramenant en arrière le IIe corps bavarois.

Reprise de l'offensive allemande. — La 10e division, prenant la tête du mouvement, marche donc contre le 2e zouaves et le 30e de ligne, qui, déjà épuisés par la lutte qu'ils soutenaient depuis plus de deux heures, se replient, démasquant le 2e tirailleurs, le 48e et le 78e, postés sur la hauteur. L'offensive ennemie est encore une fois brisée, grâce à la vigueur de ces braves régiments, et les colonnes prussiennes, décimées par une fusillade meurtrière, sont obligées de s'arrêter.

Cependant le général de Hartmann, fidèle à ses promesses, renvoyait au feu tout ce qu'il pouvait de son corps d'armée : ce n'était point chose facile, car « une partie de l'infanterie, ramenée en désordre du combat de Langensulzbach, s'était ralliée derrière ce village, au sud duquel le reste combattait encore, afin de couvrir la retraite. L'épuisement de la plupart des hommes et la grande consommation des munitions exigeaient un moment de répit, de sorte que l'on ne disposait, pour les faire avancer tout d'abord, que des troupes qui avaient le moins donné dans l'engagement du matin [1]. »

Le général de Hartmann prend donc ce qu'il a sous la main, deux bataillons et quelques pelotons, et les lance contre les bois de Frœschwiller : mais il ne peut en dépasser la lisière, et son attaque « échoue devant la ténacité avec laquelle l'ennemi défend sa position [2] ». Réfléchissant alors que Neehwiller n'est presque pas occupé, il dirige sur ce point, à travers la forêt de Langensulzbach, un bataillon de chasseurs, une batterie et un escadron ; il n'est pas plus heureux. Le feu de nos chassepots interdit formellement à cette colonne de déborder sur le plateau, et, après une fusillade d'une demi-heure, elle est forcée de battre en retraite, « harcelée par des tirailleurs français qui la suivent sous bois jusque dans le voisinage de Langensulzbach [3] ».

Il était déjà une heure de l'après-midi, et les Allemands n'avaient fait encore aucun progrès nouveau : possesseurs depuis le matin des hauteurs de la rive gauche, occupées d'ailleurs sans combat, ils avaient, à plusieurs reprises, tenté de déboucher sur la rive droite, et, malgré le secours de leur puissante artillerie, ils avaient échoué partout. La bravoure de nos soldats suffisait pour les contenir, tant que se maintenait à peu près la parité du nombre. Cette situation allait malheureusement être profondément modifiée par l'apparition successive de tous les éléments de la IIIe armée, et la bataille changer rapidement de physionomie.

Arrivée du Prince royal. — Le Prince royal, enfin convaincu de la gravité de l'affaire, venait en effet d'arriver sur la hauteur de Wœrth, et de prendre en personne la direction de la bataille. A ce moment, les différents corps de son armée occupaient les positions suivantes : IIe corps bavarois, derrière Langensulzbach ; Ve corps, le long de la Sauer, entre Gœrsdorf et Gunstett ; XIe corps, à Gunstett ou près d'y arriver. En arrière, le Ier corps bavarois arrivait à Gœrsdorf ; la division wurtembergeoise avait une brigade encore à Surbourg, l'autre à Hœlschlack ; la division badoise était à Hohwiller, et la 4e division de cavalerie toujours

1. *La Guerre franco-allemande*, page 237.
2. *Ibid.*
3. *Ibid.*

à Schœnenbourg; enfin le VI[e] corps, trop éloigné pour prendre part à la lutte, marchait de Landau sur Wissembourg. Le Prince royal jugea que, *dans le cours de l'après-midi*, il allait avoir, sur chacune de ses ailes, de 30,000 à 40,000 hommes à engager, tandis que le maréchal ne pouvait disposer au maximum, même avec la division Guyot de Lespart, que de 60,000 hommes. L'occasion lui parut trop belle pour être négligée, et approuvant alors l'initiative du général de Kirchbach, il dicta les ordres suivants, en vue d'engager l'affaire à fond :

« Le II[e] corps bavarois agira contre le flanc gauche de l'ennemi, de manière à venir s'établir au delà, dans la direction de Reichshoffen. Le I[er] corps bavarois, laissant une division en arrière comme réserve, et accélérant la marche autant que possible, appuiera entre le II[e] corps bavarois et le V[e] corps prussien. Le XI[e] corps se portera vigoureusement contre Frœschwiller, Elsasshausen et le Niederwald. Dans le corps Werder, la division wurtembergeoise suivra, par Gunstett, le mouvement du XI[e] corps au delà de la Sauer; la division badoise gagnera provisoirement Surbourg. »

En avisant de ces dispositions le V[e] corps, le commandant en chef l'invitait à surseoir à l'attaque des hauteurs d'Elsasshausen, attendu *qu'il fallait au delà d'une ou de deux heures au II[e] corps bavarois et au XI[e] corps, de trois heures au corps Werder, avant qu'ils pussent arriver en ligne*[1]. On peut juger par là de l'imprudence commise par le général de Kirchbach et après lui par le Prince royal. Trois corps d'armée, déjà engagés depuis plusieurs heures, combattaient sans succès; en arrière de leur ligne de bataille, longue de quatre kilomètres, il n'existait, pour le moment, aucune réserve, et deux ou trois heures étaient nécessaires pour en avoir une, en sorte que, sans leur formidable artillerie, ces corps se seraient trouvés à la merci du premier mouvement offensif de l'ennemi. Rien ne prouve même que cette artillerie aurait pu les sauver des effets d'une charge vigoureuse, exécutée par la petite armée du maréchal, avec l'élan ordinaire de nos troupes. Ils risquaient alors d'être rejetés sur les têtes de colonnes qui arrivaient en arrière, d'y porter le désordre et la désorganisation, et d'entraîner toute la III[e] armée dans un désastre sanglant. Combien il fallait que la théorie funeste des « bonnes positions » eût fait école dans nos états-majors, pour qu'au lieu de tenter l'aventure, on ait maintenu nos valeureux soldats dans cette attitude de défensive passive, qui ne convenait ni à leur éducation ni à leur tempérament, et laissé échapper ainsi une occasion unique, décisive, qui ne pouvait qu'être fugitive, et ne devait, hélas! plus se reproduire dans tout le cours d'une lutte dont la disproportion allait bientôt s'accuser trop nettement!

Cependant le maréchal de Mac-Mahon, qui jusqu'alors n'a cru qu'à de simples démonstrations, est venu de sa personne se placer auprès d'Elsasshausen[2], d'où il voit l'ensemble du champ de bataille. Les avant-gardes des corps de deuxième ligne, pressant le pas à l'appel du Prince royal, commencent à noircir les hauteurs qu'il

1. *La Guerre franco-allemande*, p. 211 et 212.

2. Sur un petit tertre placé un peu en avant et à l'est d'Elsasshausen, s'élève un noyer qu'entoure aujourd'hui une grille de fer. C'est sous cet arbre que se posta le maréchal, et il est encore aujourd'hui désigné dans le pays sous le nom de « *Noyer de Mac-Mahon* ».

a en face de lui : de toutes parts débouchent des masses profondes, qui, s'étalant à mesure qu'elles arrivent sur les plateaux, annoncent la prochaine entrée en ligne de renforts considérables. Le maréchal, qui n'a pas voulu attaquer tout à l'heure, va-t-il, pendant qu'il est temps encore, se replier sur les Vosges, et soustraire son armée au désastre dont elle est menacée ? Non ! le maréchal est convaincu « qu'il pourra, *dans sa forte position*, arrêter un ennemi très supérieur en nombre[1] », et il se met en devoir de diriger la défense. Il n'a que 35,000 hommes, contre lesquels vont se ruer dans quelques instants 140,000 Allemands, soutenus par 200 bouches à feu ; son effectif insuffisant ne lui a même pas permis d'occuper le plateau de Gunstett, qui domine toute son aile droite, et il ne dispose d'aucune réserve. Mais sa cavalerie ne l'a pas renseigné sur l'énorme supériorité numérique de l'ennemi, et il ignore la puissance de son artillerie ; enfin il considère comme inviolables les positions qu'il occupe, et comme invincible la bravoure de ses admirables soldats. Il va donc demander à ceux-ci un effort suprême, et essayer de tenir tête, avec cinq divisions, à un nombre égal de corps d'armée allemands. Une inégalité aussi choquante ne se pouvait malheureusement compenser par rien, et il est permis de supposer que s'il l'avait connue, le maréchal n'aurait pas poursuivi une lutte disproportionnée d'où il ne devait sortir que vaincu.

Deuxième attaque des hauteurs d'Elsasshausen. — Quoi qu'il en soit, l'invitation adressée par le Prince royal au commandant du Ve corps ne parvint à celui-ci que lorsque presque toute la 10e division était déjà déployée le long de la Sauer ; le combat devant Wœrth avait pris une intensité trop violente pour qu'on pût le faire cesser, et de même qu'il avait subi la bataille, engagée malgré lui, le général en chef dut encore se résigner à laisser continuer une attaque qu'il jugeait à bon droit prématurée. Les bataillons prussiens se heurtent contre la brigade Lefebvre, renforcée maintenant du 8e bataillon de chasseurs ; le feu de nos chassepots les cloue sur place : deux régiments, dont les colonels ont été mis hors de combat, tourbillonnent en désordre, et il faut l'intervention énergique d'un nouveau régiment, celui des grenadiers du roi, pour les soustraire à un écrasement complet. Jugeant qu'il ne viendra pas à bout de notre brave infanterie s'il ne la broie pas à coups de canon, l'ennemi met alors en ligne tout ce qu'il a d'artillerie disponible : 72 pièces nouvelles viennent prendre position au nord de Gunstett, foudroient les divisions de Lartigue et Conseil-Dumesnil, et détruisent les quatre batteries que le maréchal avait postées près d'Elsasshausen. Puis, sous la protection de leurs canons, les têtes de colonnes de la 22e division franchissent de nouveau la Sauer à Spachbach et se portent à l'attaque du Niederwald, par sa lisière nord.

Là se trouvaient le 3e zouaves et le 21e de ligne, colonel Morand. Ces deux régiments tiennent tête à l'ennemi, mais, bientôt débordés, ils font demander des secours au maréchal : hélas ! il ne reste pas un bataillon disponible, et tout ce que peut faire

1. *La Campagne de 1870*, jusqu'au 1er septembre, par un officier d'etat-major de l'armée du Rhin. Bruxelles, J. Rozey, 1871, page 40.

le commandant du 1er corps est de leur envoyer trois batteries, dont le feu ne peut d'ailleurs se soutenir plus de quelques minutes. Le colonel Morand se prodigue avec une énergie surhumaine : à ses côtés tombent mortellement frappés le lieutenant-colonel Doineau et le commandant de Labeaume ; n'importe ! il tient toujours, et ce n'est qu'à la limite des forces de ses hommes qu'il se décide à les faire rétrograder jusqu'au *Petit-Bois*, où le 3e bataillon du 3e zouaves les recueille. Pendant ce temps les Prussiens venus de Wœrth et de Spachbach ont pu joindre leurs efforts : les pentes sont escaladées, et l'ennemi s'empare du *Calvaire de Wœrth*, petite éminence située entre ce dernier village et le Niederwald, et dominant la route de Haguenau.

Le colonel Champion, du 3e de ligne, veut alors essayer de le rejeter dans la vallée : quittant Elsasshausen avec son régiment, il vient déployer celui-ci face au Calvaire, et bravant le feu meurtrier qui en part, marche résolument en avant, tambours battants et l'épée haute. Devant son élan, les Prussiens se replient : le 2e zouaves et le 17e bataillon de chasseurs, entraînés à leur tour à la vue de ce mâle courage, accourent se joindre au 3e de ligne : Encore un effort, et l'ennemi sera rejeté dans la Sauer.... Tout à coup, voici des renforts qui lui arrivent au pas de course ; le feu dirigé sur nos troupes devient épouvantable. Le colonel Champion, percé de trois balles, doit être emporté du champ de bataille, et ce n'est qu'au prix de pertes sanglantes que nos braves soldats peuvent se maintenir sur place, tout espoir étant perdu de faire repasser la rivière à l'ennemi.

Attaque de la droite française par le XIe corps. — Tandis que ceci se passait au centre, le combat se continuait à notre droite, avec acharnement. Là non plus les Prussiens n'avaient pu prendre pied sur les coteaux, et les divisions de Lartigue et Conseil-Dumesnil gardaient leurs positions. Mais un danger redoutable les menaçait déjà, par suite de l'entrée en ligne de tout le XIe corps. Le général de Bose, apprenant en effet que les Wurtembergeois s'approchaient derrière lui, avait envoyé la 22e division renforcer la 21e ; trois colonnes de troupes fraîches, dirigées sur Spachbach, Gunstett et Dürrenbach, se préparaient à franchir la Sauer, et à menacer notre ligne sur son flanc droit. Si on n'envoyait du monde de ce côté, nous étions exposés à être tournés, et à voir nos positions prises à revers.

Le général de Lartigue comprit la gravité de la situation, et jugea à propos de renforcer par un bataillon du 56e les deux bataillons du 3e zouaves qui défendaient la lisière orientale du Niederwald : mais l'ennemi devint bientôt si nombreux et si pressant que ces troupes furent obligées de reculer sur la lisière nord, d'où elles purent tenir en respect l'assaillant et le maintenir dans les taillis. En même temps, la colonne qui avait passé la Sauer à Gunstett, et qui comptait plus de cinq bataillons, débordait le 3e tirailleurs, posté en face du Bruck-Mühle, le rejetait sur les hauteurs, malgré une défense vigoureuse, et occupait les bâtiments de l'*Albrechtshauserdorf*, incendiés par les projectiles prussiens et abandonnés par la compagnie de chasseurs qui les occupait depuis le matin, mais ne pouvait plus y tenir.

La ligne de la Sauer était donc perdue pour nous, et si nos soldats, par un courage admirable, réussissaient, sur toute l'étendue de leur front, à paralyser les

efforts désespérés de l'ennemi pour s'emparer des hauteurs, leur situation n'en était pas pour cela moins critique, car leurs flancs découverts restaient à la merci du mouvement enveloppant, que l'énorme supériorité numérique de l'adversaire rendait de plus en plus probable.

Le village de Morsbronn n'était occupé en effet que par deux compagnies du 3e tirailleurs, que l'artillerie allemande criblait de projectiles. La colonne de gauche de la 22e division, forte de 6 bataillons et de 3 escadrons de hussards, s'était, comme on l'a vu, portée sur Dürrenbach; de là elle avait marché vers Morsbronn, s'était arrêtée un instant, et, profitant d'un pli de terrain pour éviter le feu de celles de nos pièces qui tiraient encore, dirigeait sur les défenseurs du village une violente fusillade. Le général de Lartigue fit alors vivement appuyer de ce côté les deux bataillons qui lui restaient du 56e, et demanda encore une fois des secours au maréchal. Mais celui-ci n'avait plus un homme disponible: « Dites à vos soldats qu'ils tiennent tant qu'ils pourront, répondit-il au général de Lartigue. La division Guyot de Lespart ne va plus tarder à arriver, et alors je vous enverrai du renfort. » Malheureusement l'ennemi, grossissant de minute en minute, avançait toujours; déjà son aile gauche avait dépassé Morsbronn et gagnait les abords d'Eberbach. La position n'était plus tenable, et le général de Lartigue, comprenant que ses deux compagnies de tirailleurs allaient être enlevées si elles ne battaient promptement en retraite, leur envoya l'ordre d'évacuer le village, que l'ennemi occupa aussitôt. Mais cette retraite découvrait le 56e; menacé, lui aussi, d'être enveloppé, il chercha à se replier, et vint en partie, pêle-mêle avec ce qui restait du 3e tirailleurs, prendre position entre le bois situé au sud-est d'Eberbach et la lisière sud du Niederwald. Le reste continuait à faire feu sur place.

Les Prussiens possédaient donc maintenant deux points d'appui sur la rive droite, Morsbronn et l'Albrechtshauserdorf: ils pouvaient se glisser à l'abri de nos coups dans le ravin d'Eberbach et venir prendre le Niederwald à revers. Nos batteries, repliées au delà de ce ravin, vers Schirlenheim, se trouvaient hors d'état d'arrêter ses progrès: nos fantassins, engagés depuis le matin, étaient épuisés, sur le point de manquer de munitions, confondus dans un inexprimable désordre et abandonnés à eux-mêmes, puisque aucun secours ne s'annonçait. Essayer de tenir plus longtemps eût été folie, et le général de Lartigue se décida à ordonner la retraite de toute sa division.

Cependant les troupes du XIe corps, victorieuses au prix d'efforts gigantesques, étaient, elles aussi, dans un état lamentable. Le général de Bose, blessé à la hanche droite et resté néanmoins sur le champ de bataille, jugea nécessaire, avant de pousser plus avant, de remettre un peu d'ordre dans ses régiments[1]. Puis, cela fait, il se disposa à diriger un effort général sur le Niederwald. La 41e brigade sortit donc du village, et bientôt d'épaisses lignes de tirailleurs se montrèrent en avant de Morsbronn, menaçant le front et le flanc droit de la division de Lartigue, déjà presque entièrement désorganisée.

1. *La Guerre franco-allemande*, page 251.

Charge des 8e et 9e cuirassiers à Morsbronn. — Si les Prussiens parviennent à déboucher, cette division est perdue, et son chef, auquel la gravité du péril ne saurait échapper, n'a plus maintenant qu'une ressource, demander à la cavalerie du général Duhesme, dont la 3e brigade (général Michel) est massée dans un ravin à l'est d'Eberbach, de se sacrifier pour la sauver.

Aussitôt le 8e cuirassiers (colonel Guyot de la Rochère) se forme en colonne par pelotons et prend la tête : derrière lui le 9e cuirassiers (colonel Waternau) se déploie en bataille, débordant légèrement la droite du 8e, tandis que deux escadrons du 6e lanciers (de la brigade Nansouty) prolongent sa propre gauche. Le terrain est détestable ; un fossé profond le traverse, bordé de deux rangées d'arbres en partie brisés par les obus, ou coupés au ras du sol et réduits ainsi à l'état de souches dangereuses. Par-ci par-là, des houblonnières hachées opposent à la marche des escadrons des taillis d'autant plus impénétrables, que les perches s'emmêlent dans le feuillage déchiqueté.... Rien n'ébranle le courage de ces héroïques cavaliers, et tous s'élancent au signal du général Michel qui, l'épée haute, les entraîne sur Morsbronn au cri de : « *Vive la France !* » « C'est alors que s'accomplit, à travers une grêle de balles et sous le feu écrasant des batteries de Gunstett, cette charge désormais légendaire[1]. » Nos escadrons, accueillis par la fusillade terrible que dirigent sur eux les bataillons formés en avant de Morsbronn, subissent en un clin d'œil des pertes cruelles : cependant ils parviennent à passer dans les intervalles des troupes et à aborder le village, long couloir bordé de maisons qu'on a reliées entre elles par des charrettes, et terminé par un monticule que protège en avant une barricade construite à la hâte. La colonne une fois engouffrée dans cette rue y est fusillée à bout portant ; les balles qui la frappent en tous sens y creusent des vides énormes ; cependant elle avance toujours et ne s'arrête que devant la barricade, où les cavaliers, culbutant les uns sur les autres, viennent s'entasser pêle-mêle en un fouillis sanglant. Quelques pelotons ont essayé de tourner le village ; foudroyés par le 80e régiment prussien, ils sont également décimés. Un quart d'heure à peine s'est écoulé et de ces deux beaux régiments, il ne reste déjà plus une seule unité constituée !...

Le colonel Waternau, qui cherche à réunir les groupes épars du 9e, a son cheval tué sous lui. Le maréchal des logis chef Mansart lui donne le sien. Le colonel peut alors masser les débris de son régiment et tenter une sortie par l'extrémité sud du village. Mais il échoue, et, démonté une seconde fois, il reste au pouvoir de l'ennemi ainsi que le sous-officier qui venait de se dévouer si courageusement. Le village de Morsbronn est jonché de morts, de blessés et de chevaux éventrés : son unique rue est sillonnée d'hommes démontés et errant à la merci de l'ennemi qui les fait immédiatement prisonniers. La désorganisation est complète, et bien peu de cavaliers parviennent à se faire jour dans la direction du sud-est.

Cependant les survivants cherchent à se rallier et à rejoindre Eberbach : mais voici que tout à coup fondent sur eux, d'Hegeney où ils étaient en réserve, les trois

1. Général Derrécagaix, *loc. cit.*, tome II, page 192.



Héroïque charge des Cuirassiers à Morsbronn.

escadrons de hussards de la colonne chargée d'enlever Morsbronn. On s'aborde, on se bat corps à corps, et nos cavaliers soutiennent ce nouvel assaut avec un courage que rien n'ébranle. Mais leurs chevaux n'en peuvent plus : à bout de souffle et de force, ils chancellent, s'arrêtent, et les quelques hommes qui restent encore en selle sont abattus tant par les sabres des hussards que par les décharges meurtrières de l'infanterie qui inonde la plaine tout autour d'eux !...

« La brigade Michel pouvait être regardée comme anéantie, ainsi que le 6e régiment de lanciers ; bien peu de cavaliers durent rejoindre l'armée sains et saufs[1]. »

Les pertes causées à l'adversaire par cette charge héroïque, dont le souvenir se perpétue dans nos jeunes générations avec son auréole brillante de dévouement et de grandeur, se bornaient à quelques hommes ; mais cependant le sacrifice de nos braves n'avait pas été stérile, car il venait de sauver le 56e, de briser pour un moment l'offensive ennemie, et de permettre à la division de Lartigue d'effectuer une retraite qui fût devenue un désastre sans lui. Il avait même ranimé par son exemple l'élan de nos fantassins épuisés, car tandis que la brigade Michel se faisait ainsi écharper, deux compagnies du 3e zouaves, renforcées d'hommes recueillis un peu partout, avaient tenté d'elles-mêmes un retour offensif sur l'Albrechtshauserdorf, et refoulé pour un moment les Prussiens. Il fallut que ceux-ci revinssent en nombre pour triompher de ces soldats énergiques, qui ne voulurent cependant reculer que lorsqu'ils se virent presque entourés et privés de leur vaillant chef, le commandant Charmes, mortellement atteint par une balle.

Attaque du Niederwald. — Retraite de la division de Lartigue. — Mais il aurait fallu désormais, pour arrêter la marche en avant des colonnes prussiennes, autre chose que des efforts partiels. L'entrée en ligne de troupes fraîches pouvait seule sauver l'armée du maréchal, et il ne restait pas à celui-ci une compagnie qui ne fût déjà engagée quelque part. L'ennemi, sûr au contraire d'être encore renforcé bientôt, et nous voyant plier partout, reprit donc son offensive avec une énergie nouvelle. Bientôt son attaque se dessina à la fois contre le Niederwald et les hauteurs d'Eberbach ; le 56e, qui formait arrière-garde, essaya, au prix de pertes énormes, de lui tenir tête vers ce dernier point. Mais criblé de projectiles, écrasé par les batteries de Gunstett et privé de son chef, le colonel Ména, qu'une balle venait de renverser, il dut, à la fin, céder le terrain. Les régiments de la division de Lartigue, désunis par cette longue et terrible lutte, étaient tous, à ce moment, dans une confusion inexprimable, et il fallait à tout prix, sous peine de voir la retraite se changer en déroute, remettre un peu d'ordre dans leurs rangs mélangés. Généraux et colonels s'occupaient donc à cette besogne, quand tout à coup de nouvelles têtes de colonnes ennemies se montrent derrière notre droite, du côté de Forstheim. Cette fois, la malheureuse division de Lartigue est à deux doigts de sa perte totale ; il faut encore que quelqu'un se dévoue pour la sauver... C'est le lieutenant-colonel Barrué, du 3e tirailleurs, qui réunit en hâte 500 ou 600 hommes et tient tête, quelques mi-

1. *Relation allemande*, page 256.

nutes, au flot débordant des assaillants... Grâce au dévouement de cette poignée de braves, ce qui reste de l'artillerie peut amener des avant-trains et dégager ses pièces compromises. Mais l'ennemi est trop nombreux ; il faut reculer encore... Nos régiments, confondus et décimés, rétrogradent jusqu'à Schirlenheim.

Héroïque combat du 3e zouaves dans le Niederwald. — Sur ces entrefaites, par une de ces chances fatales qui se présentent si souvent à la guerre, le 3e zouaves, qui tient encore dans le Niederwald, n'a pas reçu l'ordre de se retirer. Repoussé de la lisière du bois, il se groupe dans les taillis et soutient contre l'ennemi une lutte acharnée. Mais la retraite des autres régiments de la division permet aux Prussiens de déborder son aile droite ; le colonel Bocher s'aperçoit qu'il est complètement tourné, et qu'un moment à peine lui reste pour échapper à la nécessité de mettre bas les armes. Aussitôt, il forme le régiment en échelons, et dirigeant la retraite avec une habileté et un sang-froid consommés, réussit à s'échapper de cet enfer avec la majeure partie de ses hommes. Seuls, quelques officiers ou soldats n'ont pu le rejoindre. Restés en face de milliers d'ennemis, ils font feu jusqu'à l'épuisement complet des munitions et des forces et succombent jusqu'au dernier !...

« Le 3e zouaves comptait 40 officiers sur 65 et 1,584 hommes sur 2,190, tués ou blessés. Dans ce nombre, on retrouva, plus tard, 300 prisonniers. Il avait donc perdu à Frœschwiller près des deux tiers de ses officiers et 50 pour cent de son effectif. Le combat du 3e zouaves dans le Niederwald restera dans les souvenirs de notre armée comme un fait de guerre digne d'être cité et honoré[1]. »

Il était environ deux heures et demie. La droite française, qui luttait depuis huit heures du matin avec une vaillance admirable, était enfoncée par des forces dix fois supérieures appuyées d'une formidable artillerie. L'ennemi avait pris pied sur les hauteurs, et possédait des points d'appui précieux, surtout le Niederwald, qui permettaient à ses masses d'attaquer le flanc et le derrière de notre centre. Tout espoir de vaincre s'évanouissait pour nous, et personne cependant ne songeait à la retraite. Au contraire, sur le front des divisions Raoult et Conseil-Dumesnil, la lutte avait pris depuis deux heures une intensité dramatique, et nos régiments, en s'acharnant contre la défaite, poussaient le dévouement et le courage jusqu'aux plus hautes limites qu'ils aient jamais atteintes.

Attaque du centre de la ligne française. — Vers une heure et demie, en effet, les Ier et IIe corps bavarois étaient entrés en ligne. Le général von der Thann, franchissant la Sauer en face de Gœrsdorf, avait lancé ses tirailleurs contre le bois de Frœschwiller, tandis que le général de Hartmann essayait de déboucher à nouveau de la forêt de Langensulzbach. A ce dernier, le général Ducrot opposait le 1er zouaves, qui réussit à le contenir. Mais les troupes de la division Raoult, épuisées par le rude combat qu'elles soutenaient depuis le matin, et n'ayant plus aucune réserve, faiblissaient devant l'assaut du IIe corps bavarois, et leur chef se vit bientôt forcé

1. Général DERRÉCAGAIX, *loc. cit.*, tome II, page 191.

de demander des renforts au général Ducrot. Avec un empressement et un sentiment de la solidarité militaire dignes de remarque, celui-ci mit tout de suite à la disposition de son collègue le 13e bataillon de chasseurs ainsi que deux bataillons du 18e de ligne (1er et 3e) ; mais nous avions maintenant devant nous toute une division du Ier corps bavarois, et une partie du Ve corps, qui, en avant de Wœrth, faisait des progrès incessants. La partie était trop inégale, et le maréchal qui, toujours posté devant Elsasshausen, voyait les efforts désespérés de nos troupes demeurer impuissants à contenir les masses ennemies, donna l'ordre à la brigade Maire d'accourir ; celle-ci, après avoir bivouaqué la nuit près de Reichshoffen, venait, depuis peu de temps, d'atteindre Elsasshausen.

Aussitôt le colonel de Gramont, du 47e, et le colonel de Saint-Hilaire, du 99e, forment leurs régiments en colonnes d'attaque, et laissant un bataillon en réserve au *Petit-Bois*, se lancent en avant. Accueillis par une grêle de balles et d'obus, ils n'ont bientôt plus d'autre ressource, pour ne pas être broyés, que de se jeter hardiment à la baïonnette sur les Prussiens, qui reculent en désordre jusqu'à Wœrth. La brigade Maire s'avance sous un feu meurtrier, que dirigent sur elle les troupes embusquées dans les maisons du village. Son général est tué ; le colonel de Gramont a le bras droit fracassé par une balle, et les deux régiments subissent de telles pertes qu'ils doivent rétrograder, poursuivis par la fusillade du Ve corps, et pris en flanc par les coups venant du Niederwald, où se trouvent déjà les premières lignes du XIe. Le colonel de Saint-Hilaire tombe à son tour, grièvement blessé, et les débris des deux régiments peuvent à grand'peine regagner le *Petit-Bois*, où le bataillon de réserve les recueille. Au même moment, se montrent devant nous de nouvelles troupes du XIe corps, tout entier maintenant sur la rive droite. C'est une nuée formidable d'ennemis qui inonde nos lignes déjà si diminuées, et menace de nous engloutir. En vain le général L'Hérillier, à la tête de quelques poignées d'hommes réunis pêle-mêle, tente un nouveau retour offensif dans la direction de Wœrth : en un instant, sa petite troupe est écrasée, lui-même est blessé, et les quelques survivants doivent se replier encore.

Retour offensif du 96e contre le Niederwald. — Cependant le maréchal, inébranlable dans son énergie, ne veut pas encore se déclarer vaincu. Faisant un nouvel appel au général Ducrot, qui tient tête avec le seul 1er zouaves à tout un corps d'armée, il lui demande un secours quelconque. Le 96e est aussitôt dirigé sur Elsasshausen, puis de là sur le Niederwald, et déploie ses compagnies en bataille : « Comptez sur moi jusqu'à la mort », dit le colonel de Franchessin au général Colson, chef d'état-major, qui lui indique le but à atteindre.

Sans perdre une minute, le brave régiment aborde la lisière nord du bois ; les Prussiens, déconcertés par la brusquerie de son attaque, plient et se débandent ; le colonel veut profiter tout de suite de ce succès et poursuivre l'ennemi l'épée dans les reins : « En avant ! mes enfants ! » crie-t-il, le sabre haut et debout sur ses étriers. Au même instant, un obus tue raide son cheval et le blesse trois fois de ses éclats. N'importe ! il ne veut pas quitter le champ de bataille ; on lui fait un pansement sommaire, et il reprend la tête de ses troupes. Le sabre en main, un pied entouré

de linges sanglants, il entraîne ses soldats, électrisés par tant de bravoure... Mais tout à coup une balle le frappe au ventre. Cette fois, c'est fini! Le colonel tombe en s'écriant : « Mes amis! en avant! vengez votre colonel! »

A ce moment, le feu est terrible. Le drapeau du régiment, sa hampe brisée par un coup de feu, tombe à terre, et le sous-lieutenant Henriet, qui le portait, est tué. Un autre officier, M. Bonade, se précipite à la tête de quelques vaillants soldats et le saisit. Après avoir reçu lui-même deux blessures, le brave officier allait succomber, quand l'adjudant-major Obry parvient à prendre à son tour le drapeau que lui tendait Bonade. Les balles pleuvaient sur ce groupe héroïque; Obry et Bonade criaient de toutes leurs forces : « Au drapeau, mes amis, sauvez le drapeau! »

De nouveaux défenseurs accourent alors, la lutte redouble d'acharnement, enfin l'adjudant-major parvient à se relever, tenant toujours son précieux trophée, et à sauter sur un mulet, tandis que les hommes, groupés en avant et autour de lui, repoussent les Allemands à coups de baïonnette et protègent la retraite[1].

Mais le 96e est à bout de forces: des flots d'ennemis l'entourent, le pressent et l'accablent. Réduit de plus du tiers, il recule enfin, et regagne Elsasshausen presque mélangé avec les Prussiens du XIe corps, qui pénètrent sur ses talons dans le *Petit-Bois*, aux portes d'Elsasshausen.

Ce succès a coûté cher à l'ennemi. Ses troupes, exténuées et hors d'haleine, sont complètement mélangées et confondues, dans un inexprimable désordre; de tout le XIe corps, il ne reste que trois bataillons intacts. « L'artillerie française d'Elsasshausen, dit la *Relation allemande*, dirigeait un feu d'une telle violence contre la lisière nord du Niederwald et le bouquet de bois enlevé par les troupes prussiennes, qu'il ne restait d'autre alternative à ces dernières que de pousser plus avant ou de renoncer aux avantages achetés au prix de si lourds sacrifices. Au premier parti, on pouvait objecter, il est vrai, que les troupes étaient exténuées, que les combats précédents les avaient désorganisées et que l'on ne disposait plus que de trois bataillons encore intacts, le bataillon de fusiliers du 83e, qui arrivait par la route de Wœrth, avec l'artillerie, et les deux bataillons du 82e, venus par Spachbach, mais, d'autre part, interrompre l'offensive dans la phase actuelle du combat, c'était donner du répit à l'ennemi et lui laisser la faculté de se jeter, avec toutes ses forces, sur le Ve corps[2]. »

Hélas! toutes ces forces se réduisaient maintenant à bien peu de chose, et le

1. Le drapeau du 96e, sauvé à Frœschwiller par la bravoure du régiment, devait encore une fois, à Sedan, courir le risque d'être pris. Là il fut préservé par le colonel Bluem, qui ordonna de le faire enfouir. Le sous-lieutenant porte-drapeau Lemonnier l'enterra avec l'aide d'un sapeur, à dix pas de la porte près de laquelle le régiment était campé. Après la signature de la paix, Lemonnier vint à Sedan, où se trouvait encore l'ennemi; deux braves citoyens de la ville, le tisserand Chernand et son fils, escaladèrent alors la palissade à quelques mètres d'une sentinelle prussienne et se mirent à fouiller le sol de leurs mains jusqu'à ce qu'ils eussent retrouvé l'aigle. Lemonnier coupa ce qui restait de la hampe, cacha le drapeau sous ses vêtements, et rentra en ville, à la barbe du poste prussien.

Le lendemain, il traversait les lignes allemandes, rejoignait son régiment, et le 29 mars 1871, le drapeau du 96e, tout maculé de sang, percé de balles et souillé de boue, mais faisant encore flotter au vent les trois couleurs de la patrie, était remis aux mains du colonel et salué par le régiment, qui pleurait d'émotion.

2. *La Guerre franco-allemande*, page 262.

maréchal, dont le chef d'état-major venait d'être tué à ses côtés par un obus, dut reconnaître que, malgré la vaillance de ses soldats, la lutte ne pouvait plus se prolonger bien longtemps. Une dernière tentative fut faite cependant par le général Wolf pour arrêter les Prussiens devant Elsasshausen. Avec les débris des 18e et 96e de ligne, il se porta au pas de charge contre le *Petit-Bois*, et refoula pour un moment l'ennemi. Mais ce succès n'était que momentané; les Allemands, bientôt remis de leur émoi, revinrent plus nombreux, et écrasant la petite troupe de feux meurtriers, la contraignirent à la retraite.

Il était trois heures. Notre droite était enfoncée, notre centre sur le point d'être percé, et tout espoir de secours s'évanouissait définitivement. Le nombre avait triomphé du courage; des flots d'Allemands se ruaient sur le village d'Elsasshausen, seul point d'appui qui, avec Frœschwiller, nous restât; notre ligne de retraite elle-même commençait à être menacée par les troupes qui débouchaient de Forstheim, et l'artillerie du XIe corps, franchissant la Sauer à son tour, gravissait déjà les pentes de la rive droite pour venir prendre position tout près de nous.

Prise d'Elsasshausen. — Cependant le maréchal, s'acharnant dans une opiniâtreté poussée jusqu'à l'héroïsme, essayait encore de résister. Groupant autour d'Elsasshausen les restes de ses divisions décimées, il tient tête à l'orage; nos troupes, luttant avec un dévouement qui atteint les limites du sublime, obligent, par une fusillade furieuse, l'ennemi à suspendre son mouvement en avant. Mais les batteries qui de Gunstett nous avaient fait tant de mal dans la matinée, sont là, maintenant, tout près de nos lignes. Une pluie d'obus s'abat sur le malheureux hameau d'Elsasshausen, qui s'enflamme, et s'écroule maison par maison, écrasant les braves qui ne veulent pas les quitter[1]. Sous la protection de cette effroyable canonnade, les régiments mélangés des Ve et XIe corps s'élancent enfin en une masse compacte, et pénètrent dans les ruines ensanglantées d'Elsasshausen, où ils capturent deux pièces avec cinq mitrailleuses.

Malgré tout, les généraux prussiens comprennent que la bataille ne prendra fin qu'avec le dernier des combattants français : c'est Frœschwiller qu'il faut conquérir maintenant, Frœschwiller, où affluent de tous côtés nos soldats écrasés par le nombre, et qui va devenir le théâtre d'une des plus effroyables luttes dont l'histoire fasse mention. Au prix d'efforts inouïs, ils parviennent à mettre un peu d'ordre dans leurs bataillons confondus, font avancer plus près encore leur artillerie formidable, et lancent toutes leurs forces contre le dernier réduit de nos vaillants soldats.

Retour offensif contre Elsasshausen. — Ceux-ci sont animés maintenant par l'énergie du désespoir. Résolus à périr, ils fondent encore une fois sur les troupes maîtresses d'Elsasshausen, et les bousculent dans un élan fougueux. « Sans soutiens compacts, presque sans chefs, les corps prussiens, déjà désunis et épuisés par des

1. *La Guerre franco-allemande*, page 263.

engagements [illegible] Fran[illegible] ils vont chercher un abri dans le N[illegible] qui les suivaient [illegible] pour contourner le village [illegible] Un instant, on peut croire [illegible] ne sommes plus qu'à 120 mètres [illegible] mort dans nos rangs, et qu'un bond [illegible] bond n'est plus possible : la [illegible] dans leurs rangs de tels vides [illegible] tous côtés, de nouvelles batteries [illegible] feu ; ce coin du champ de bataille [illegible] de plus de 150 pièces de canon. Frappée de front et de flanc, [illegible] chancelle, tourbillonne et s'arrête, [illegible]...

Charge de la division de Bonnemain. — Aussitôt [illegible] sur Frœschwiller, protégé par sept batteries [illegible] à droite et à gauche d'Elsasshausen. Le maréchal voit que tout est perdu, [illegible] Mais comment la protéger ? La seule troupe qui n'ait pas [illegible] est la division de Bonnemain (1er, 2e, 3e et 4e cuirassiers), qui, [illegible] aux sources de l'Eberbach, avait dû, [illegible] Elsasshausen. Le maréchal court à elle :

« Général, en avant ! s'écrie-t-il. Le salut de l'armée l'exige ! » Puis, montrant l'artillerie prussienne qui s'avance [illegible] plus rapprochée. — « Arrêtez ces batteries pendant vingt minutes seulement », ajoute-t-il d'un accent [illegible].

Alors les quatre beaux régiments [illegible] Mais le terrain sur lequel ils vont charger, [illegible] brise dès le début leur élan. Le 1er cuirassiers, [illegible] rencontre un fossé qui rompt ses rangs. Le 4e, [illegible] grand détour pour [illegible] d'un adversaire qu'il [illegible] Alors la 2e brigade se met à son tour à la charge [illegible] d'obus, elle est désorganisée en un instant. C'est là [illegible] voit le colonel Lafutsun de Lacarre, [illegible] 3e cuirassiers, la tête emportée par un obus, rester en selle [illegible] par la mort, chargeant en tête des escadrons, le sabre en main[4].

La charge de la division Bonnemain, si elle fut [illegible] que celle de

1. *La Guerre franco-allemande*, page [illegible].

2. Le colonel Billet, [illegible] régiment, il [illegible] 1871.

3. *La Guerre franco-allemande*, page [illegible] colonel Billet, [illegible] le trompette Dedaux [illegible] sauva le commandant.

4. Général AUBERT, *Récits militaires*.

la brigade Michel, ne fut malheureusement pas aussi utile. Ecrasés par le feu de l'ennemi avant d'avoir pu agir, ses braves régiments ne réussirent point à arrêter celui-ci, pas même à le retarder, et leur sacrifice, si généreusement accepté, ne servit qu'à montrer leur bravoure indomptable, et leur stoïque mépris de la mort ! Les Allemands eux-mêmes n'ont pu se défendre d'un hommage à leur mémoire, et la phrase suivante de la Relation du grand état-major est toute à la gloire des survivants de ces charges immortelles :

« Les cuirassiers français se jetèrent sur nos troupes avec une sauvage impétuosité et un héroïque esprit de sacrifice[1]. »

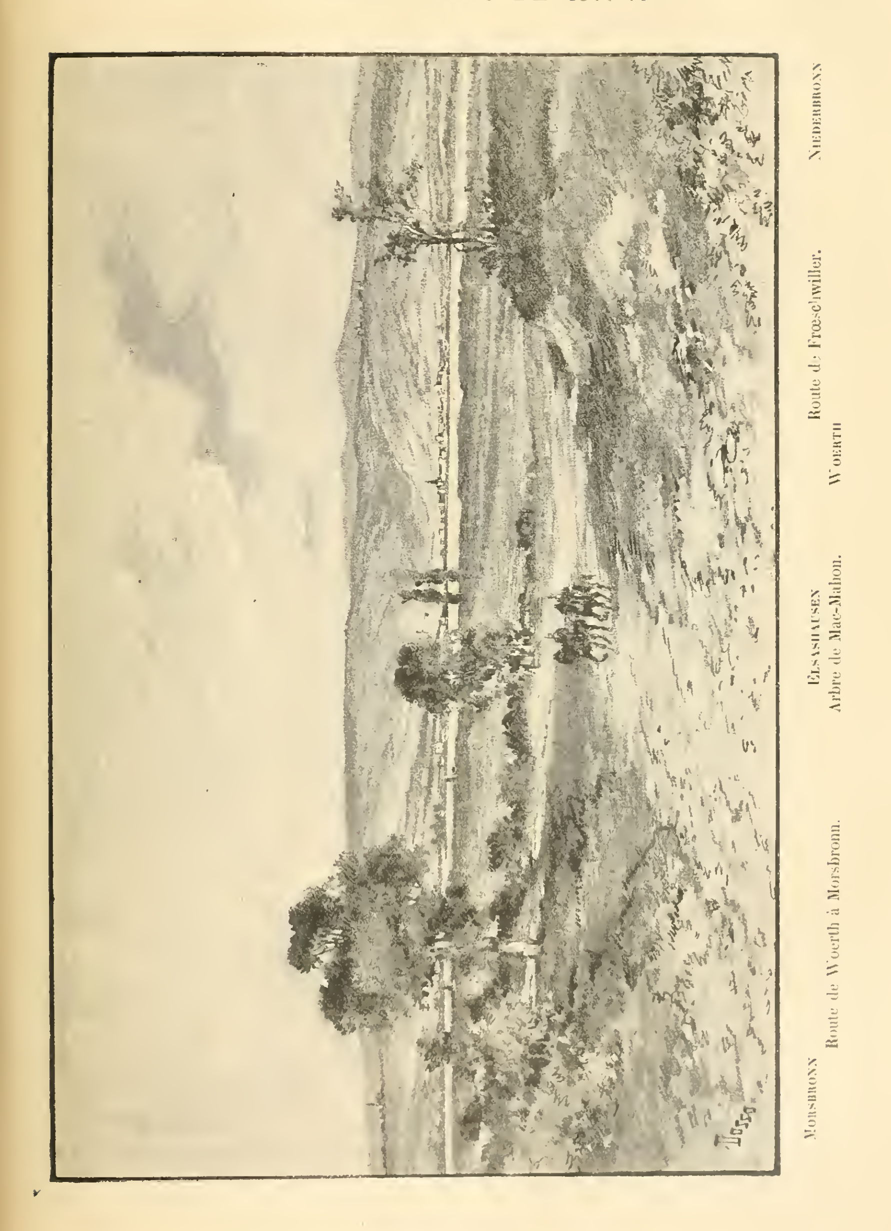
Attaque de Frœschwiller. — Le maréchal de Mac-Mahon, l'illustre soldat de Malakoff et de Magenta, avait assisté avec une douleur poignante à cette sanglante hécatombe; mais sa fermeté ne l'abandonnait pas. N'ayant plus un seul homme à engager pour protéger les débris de son infanterie entassés dans Frœschwiller, il fit avancer les 48 pièces de la réserve d'artillerie et les plaça partie à l'est du village, partie au nord d'Elsasshausen. A ce moment même, l'ennemi débouchait de ce point : les deux batteries les plus rapprochées furent assaillies à l'improviste[2], tandis qu'elles prenaient position, et couvertes d'une grêle de balles. A peine eurent-elles le temps de tirer une ou deux salves à mitraille; privées de leurs servants et de leurs chevaux, qui tombaient en masse, elles furent envahies et durent abandonner six de leurs pièces sur le terrain, où gisait le commandant de la réserve, colonel de Vassart, mortellement atteint. Un même sort atteignit les quatre batteries du 20e placées face à l'est, en avant de Frœschwiller; elles laissèrent à l'ennemi sept de leurs bouches à feu. Alors le 1er tirailleurs, déjà si éprouvé à Wissembourg, mais qui dans cette terrible journée n'avait que peu donné, intervint, et montra que son dévouement était sans limites, comme son courage.

« Au moment où la réserve générale d'artillerie se déployait, ce régiment était formé en bataille un peu en arrière d'Elsasshausen, défilé par la crête du terrain, les bataillons disposés en ordre inverse.

« Lorsque les tirailleurs prussiens débouchant d'Elsasshausen envahirent les batteries du 9e placées près de ce village, un frémissement d'impatience parcourut les rangs des turcos. Le 3e bataillon, commandant de Lammerz, se porta en avant contre les tirailleurs que suivaient de grosses masses sortant de tous les côtés des bois qui se trouvent au sud.

« Les Prussiens s'arrêtent à cette vue et hésitent à faire demi-tour. Les 2e et 1er bataillons, commandants Sermansan et de Coulanges, se portent vivement à hauteur du bataillon de Lammerz. Le régiment marchant en bataille, le cri de « En avant ! » se fait entendre d'un bout à l'autre de la ligne. Les turcos, poussant leur cri de guerre, se précipitent sur l'ennemi baïonnette baissée, et déterminent la retraite sans tirer un coup de fusil. Les Prussiens fuient en désordre et vont se réfugier dans le *Petit-Bois* puis dans le Niederwald. Les turcos reprennent les six pièces des

1. *La Guerre franco-allemande.*
2. C'étaient les 5e et 11e batteries du 9e régiment.



MORSBRONN — ELSASHAUSEN — WOERTH — NIEDERBRONN

Route de Woerth à Morsbronn. — Arbre de Mac-Mahon. — Route de Frœschwiller.

batteries du 9e dont les Allemands s'étaient emparés, et qu'ils n'avaient pu encore emmener ; ils franchissent le *Petit-Bois* à la suite des fuyards et arrivent en face du Niederwald dont la lisière est fortement garnie par les Prussiens refoulés. Alors éclate contre les turcos une fusillade terrible partant de tous les points ; en un instant, une foule d'officiers et de soldats sont frappés. Les turcos recevaient aussi des balles par leur flanc droit. Elles leur étaient envoyées par les troupes qui poursuivaient l'accomplissement du mouvement tournant contre la droite et les derrières de l'armée française, en remontant l'Eberbach. Après avoir perdu la moitié de son effectif, ce brave régiment dut se jeter dans le Grosser-Wald, et en border la lisière pour arrêter la poursuite des Prussiens. Ce n'est qu'à bout de forces et après avoir épuisé toutes ses munitions, qu'il battit en retraite à travers la forêt, et gagna la route de Frœschwiller à Reichshoffen.

« Dans ce mouvement, qui causa une vive inquiétude aux Prussiens et qui fit l'admiration de tous les témoins oculaires, ennemis comme amis, le 1er turcos perdit en un clin d'œil 800 hommes, presque tous tués ou blessés. Il ajouta ainsi de nouveaux titres de gloire à ceux qu'il avait conquis à Wissembourg[1]. »

Ainsi tous les efforts de la plus admirable bravoure et de l'opiniâtreté la plus endiablée venaient échouer contre les lignes ennemies, constamment alimentées de troupes fraîches. A notre gauche cependant les progrès des Bavarois étaient jusqu'alors moins sensibles, et les généraux Ducrot et Raoult avaient réussi à les modérer. Le Ier corps bavarois, immobilisé devant le bois de Frœschwiller, que défendaient avec une énergie surhumaine les 8e et 13e bataillons de chasseurs, le 1er zouaves, le 2e tirailleurs et le 48e de ligne, tous confondus et mélangés, ne parvenait pas à en conquérir la lisière ; plus loin, le IIe corps bavarois, contenu dans la forêt de Langensulzbach, tentait vainement d'en déboucher. Mais à mesure que de nouveaux renforts, traversant la Sauer, arrivaient en ligne, la position de nos braves soldats devenait plus critique, et la résistance plus difficile. Le colonel Suzzoni, du 2e tirailleurs[2], et le commandant Poyet, du 8e bataillon de chasseurs, avaient été tués ; les hommes se sentaient épuisés, et le 48e, décimé et presque anéanti, dut bientôt abandonner la position pour se retirer sur Frœschwiller.

Le général Ducrot essaya alors de lancer en avant le 36e ; mais après un court retour offensif, ce régiment, qui avait perdu dans cette terrible journée 45 officiers et 960 hommes, et qu'enveloppaient des bataillons entiers, dut reculer à son tour. Sa retraite entraîna celle de tous les défenseurs du bois de Frœschwiller ; et leurs débris, conduits par le commandant Mathieu, du 2e tirailleurs, et le lieutenant-colonel Girgois, du 78e, se dirigèrent vers le village. Ce mouvement s'exécuta fièrement, enseignes déployées et en tenant constamment tête à l'ennemi.

1. *Wissembourg, Frœschwiller, Retraite sur Châlons*, par le commandant DE CHALUS. Paris, Dumaine, 1882.

2. Le colonel Suzzoni avait déjà sauvé son drapeau. Prévoyant que son régiment était voué à un écrasement complet, il appela à lui le vieux sergent indigène Mohammed-ben-Dakich et lui confia l'étendard du régiment, avec mission de le sauver. Après trois jours d'une marche périlleuse à travers bois, ce brave sous-officier et quelques tirailleurs qui l'avaient accompagné atteignirent Strasbourg, où ils remirent leur précieux dépôt au gouverneur de la ville.

Prise du drapeau du 36e. — Les survivants du 36e étaient aux ordres du commandant Laman, seul officier supérieur du régiment encore debout, et protégeaient la retraite. Sous la pluie de feu qui tombait, le porte-drapeau, blessé, s'affaisse tout à coup. Les Bavarois se précipitent avec des hourras frénétiques pour lui enlever son précieux trophée ; déjà, les quelques braves qui l'entourent ont succombé et le drapeau va être pris, quand, à leur suprême appel, une poignée d'hommes, ayant à sa tête quatre ou cinq officiers, se jette en avant, baïonnette basse, et dégage l'étendard.

Alors commence une héroïque odyssée. Dans la grande rue de Frœschwiller, où la petite troupe, toujours tiraillant, s'est enfin engagée, débouchent en même temps, par l'autre côté, des bataillons allemands, qui viennent de s'emparer du village par le sud. Les projectiles pleuvent sur le groupe valeureux qui se serre autour de son drapeau. L'officier qui porte celui-ci tombe, et avec lui presque tous ses compagnons d'armes. Il ne reste bientôt debout que deux officiers, deux sapeurs et une dizaine de soldats ; mais ces débris d'un régiment qui s'est battu noblement pendant toute la journée ne veulent pas laisser tomber entre les mains de l'ennemi ce qu'ils possèdent de plus sacré et de plus cher. Ils se jettent dans une grange ouverte et s'y barricadent ; puis, allumant un tas de fagots, ils essayent de brûler le drapeau. Impossible : la soie, mouillée de sang, ne flambe pas. Que faire ? Le sous-lieutenant Pihet, prenant alors une résolution désespérée, arrache ces franges sanglantes de leur hampe à demi brisée et les cache sous un tas de bois. Cependant les Bavarois se sont rués à l'assaut de la grange ; la porte vole en éclats, et sur nos braves désarmés et impuissants tombe une horde sauvage, grisée par l'acharnement de la lutte, qui frappe sans quartier tout ce qu'elle trouve devant elle. Un officier arrache au soldat qui la tenait l'aigle d'or et sa cravate tricolore, tandis que la hampe, brisée en mille pièces, jonche de ses fragments épars le sol ensanglanté ; puis il donne l'ordre d'entraîner hors de la grange les quelques survivants de ce combat suprême, pour les promener devant les rangs ennemis.

La relation officielle prussienne accuse, parmi les trophées conquis à Frœschwiller, *une aigle*. Voilà, dans toute sa vérité, l'histoire de cette conquête. Il nous semble qu'elle ajoute plus à la gloire des vaincus qu'à celle des vainqueurs[1].

Prise de Frœschwiller. — Nous venons de voir qu'au moment où le 36e s'engageait dans Frœschwiller, le village était déjà pris par l'ennemi. Les colonnes des Ve et XIe corps, victorieuses enfin de nos troupes harassées, avaient en effet pénétré par le sud dans ce réduit suprême de la défense, que les Bavarois attaquaient maintenant par le nord. Le corps Werder, arrivé à la rescousse, envoyait un bataillon wurtembergeois pour tourner la position par le sud-ouest, et les cinq corps d'armée

1. La soie du drapeau, cachée dans la grange de Frœschwiller, ne fut même pas perdue sans retour par le 36e. La noble relique fut retrouvée après la guerre par un prêtre qui portait la charité dans ces pays dévastés, et restituée au régiment dont elle attestait l'héroïsme. Le 36e reconstitué lui rendit les honneurs suprêmes, et salua en défilant devant elle le sang dont l'avaient teinte en mourant ses soldats tombés pour la patrie.

du Prince royal, marchant concentriquement sur nous, enserraient le village de Frœschwiller d'un cercle de fer et de feu.

« C'est ici, a écrit éloquemment M. Alfred Duquet, c'est ici qu'il faudrait la plume des grands historiens pour raconter dignement l'agonie gigantesque des régiments qui ne fuient point. Oui, parmi ces décombres fumants, derrière ces haies déchirées, ces murs ébranlés, dans cette église crénelée, remplie tout à la fois de blessés affolés et de combattants furieux, au milieu de Frœschwiller embrasé, s'agite encore, sublime de désespoir, une phalange qui meurt et ne se rend pas. C'est rue à rue, maison par maison, pied à pied, que les Français disputent le terrain, et lorsque les Allemands ont achevé leur rude besogne, ils savent ce qu'il en coûte, combien il faut sacrifier de bataillons pour coucher à jamais par terre les survivants de Malakoff et de Magenta[1]. »

Le général de Bose, commandant le XIe corps, recevait là une seconde blessure, grave cette fois. Le général Raoult, commandant la 3e division française, qui dans cette défense désespérée s'était prodigué avec une indomptable énergie, était frappé à mort[2]. Les débris de nos régiments soutinrent quelque temps encore une lutte acharnée ; mais le flot sans cesse grossissant des ennemis finit par les submerger, et, vers cinq heures, les survivants de cette défense héroïque durent rétrograder sur Reichshoffen.

Il en est cependant, parmi ces braves gens si peu habitués à la défaite, qui aiment mieux mourir que reculer. Une batterie, placée au nord de la route, continue à tirer « avec beaucoup d'efficacité », dit la relation allemande, jusqu'à ce que les tirailleurs prussiens, mettant hors de combat servants et attelages, aient réussi à lui capturer ses six bouches à feu. De même deux escadrons du 6e lanciers se lancent contre l'artillerie ennemie qui avance ; ils sont écharpés et leur vaillant chef, le colonel Poissonniers, tombe mortellement frappé. Mais, hélas ! ces efforts généreux

1. Alfred Duquet, *loc. cit.*, page 131.

2. Ancien major de tranchées à Sébastopol, le général Raoult, que ses fonctions appelaient constamment aux avant-postes pour la réception des parlementaires et les échanges de prisonniers, avait connu là le fameux général Totleben, chargé, du côté russe, de l'accomplissement des mêmes formalités. Une estime réciproque et bientôt une sympathie réelle rapprocha ces deux hommes, si remarquables tous deux, bien qu'à des points de vue différents. Aussi, lorsque après la guerre d'Orient, Totleben, venu en France, fut conduit par l'empereur Napoléon III au camp de Châlons, qui recevait cette année-là des troupes pour la première fois, les deux officiers se retrouverent-ils avec un plaisir non dissimulé. Il arriva même que l'Empereur, entendant chaque jour prononcer par son hôte dans les termes les plus élogieux le nom de Raoult, demanda des renseignements sur lui à ses généraux. Le résultat fut la nomination du colonel Raoult au poste tres envié de chef d'état-major de la Garde impériale.

« Grievement blessé à Frœschwiller, le général fut secouru par le commandant Duhousset, qui « resta à ses côtés jusqu'à l'arrivée des Allemands. Le général von der Thann (commandant le « Ier corps bavarois) avait connu Raoult en Afrique ; le trouvant etendu au pied d'un arbre, il fit prévenir « le Prince royal qui accourut au galop. L'énergique blessé eut encore la force de lui présenter le « commandant Duhousset : — « Monsieur le major, dit le prince à ce dernier, en raison de votre « belle conduite, vous êtes libre. » Quant au général, transporté au château du comte de Leusse « (a Reichshoffen), il y mourut le 10 août (*a*). » (*Spectateur militaire*, liv. du 15 août 1871, p. 187 et 188.)

(*a*) La date donnée ici par le *Spectateur militaire* est erronée. C'est le 3 septembre seulement qu'est mort le général Raoult.

sont désormais stériles ; la bataille est définitivement perdue, et la seule chose à faire est de protéger, si c'est possible, la retraite de nos soldats épuisés.

Retraite sur Niederbronn. — Le général Ducrot, qui pendant cette journée a déployé une habileté et une énergie sans pareilles, est chargé de ce soin. Appelant à lui la seule troupe encore à peu près organisée qui lui reste, la brigade du Houlbec, il la poste sur la lisière est du Grosser-Wald, et tient tête, avec le 1er zouaves, le 45e de ligne et trois batteries du 9e, à la marée montante des bataillons prussiens. Grâce à cette protection, les troupes du 1er corps peuvent atteindre Reichshoffen, mais dans quel désordre et dans quelle confusion ! Plus de divisions, plus de régiments, plus de compagnies ! Nos malheureux soldats, sans direction et sans chefs, encombrent la route pêle-mêle avec les voitures, les caissons, les cavaliers et les fourgons, s'entassent et s'écrasent dans les rues du village, tandis que les obus lancés par les batteries allemandes creusent dans leur masse mouvante de larges sillons sanglants. Le maréchal, morne et l'âme brisée, marche en silence avec son état-major décimé au milieu de cette cohue. Il est cinq heures : il ne reste plus rien à tenter. Le duc de Magenta gagne Niederbronn et indique Saverne comme point de ralliement.

Cependant l'ennemi victorieux veut essayer d'anéantir les malheureux restes du 1er corps. Lançant contre le sud de Reichshoffen six escadrons wurtembergeois et cinq escadrons prussiens, que soutiennent deux batteries à cheval, il dirige sur l'est et le nord du village les deux corps bavarois. La cavalerie allemande, reçue à coups de fusil, avançait péniblement et n'osait s'exposer de trop près, quand tout à coup elle aperçoit, entassé près de la sortie sud du village, dans un chemin conduisant aux forges de Gundershoffen, un gros convoi qui a commis l'imprudence de s'arrêter. Elle se jette sur lui, sabre les conducteurs et les attelages, et le capture en entier [1]. Reprenant sa marche en avant, elle fait écraser de projectiles par son artillerie la brigade Wolf, qui a essayé de lui tenir tête, l'oblige à se replier, et arrive jusqu'à Niederbronn, où elle trouve, vers le sud du village, près de la fabrique de papiers, une batterie de la division Ducrot. Celle-ci n'ayant qu'un faible soutien, improvisé avec des soldats ramassés un peu partout, ne peut se défendre longtemps : les Allemands s'en emparent, au prix, il est vrai, de pertes sérieuses, parmi lesquelles il faut compter celle du lieutenant-colonel commandant les escadrons prussiens.

Pendant ce temps, les Wurtembergeois ont pénétré dans Reichshoffen, où ne restent plus que quelques hommes épars. Un de leurs pelotons, poussant droit au château, y fait prisonnier le général de brigade de Nicolaï et son état-major. Un autre escadron, se portant sur la gare, y prend deux locomotives et cent wagons chargés. Comment tout ce matériel n'avait-il pas été évacué dans la journée ? Une pièce renversée sur la route, à l'est de Reichshoffen, est également ramenée par les cavaliers. Puis tous les escadrons se lancent sur la route de Niederbronn, par laquelle s'écoulent nos troupes. Mais là s'arrêtent leurs succès, car ils se heurtent d'abord

1. Ce convoi appartenait à la division de Lartigue ; il comptait 13 officiers et médecins, 186 hommes, 210 chevaux, 1 bouche à feu, 4 caissons et 16 voitures.

contre le 16e bataillon de chasseurs, de la division Pellé[1], qui les attend de pied ferme, puis contre la division Guyot de Lespart, rangée en bataille sur les hauteurs de Niederbronn.

Cette division était, on se le rappelle, partie de Bitche dès le matin, mais, retenue par la crainte d'être assaillie sur sa gauche, elle ne s'était avancée, malgré le bruit croissant de la bataille qui se livrait à quelques kilomètres, que très lentement et avec un peu trop de précautions. Quand elle atteignit Niederbronn, avec le 12e chasseurs qui l'accompagnait, le 1er corps avait déjà évacué Reichshoffen, et elle n'eut que le temps de prendre position pour recueillir ses débris. Cependant son intervention tardive, appuyée par les salves d'une batterie, suffit pour éteindre l'ardeur des bataillons allemands et arrêter net leur poursuite. Ils tournèrent bride et regagnèrent Reichshoffen, laissant nos malheureuses troupes continuer leur retraite ; celle-ci ne fut plus troublée que par quelques obus lancés de Niederbronn, quand, à 8 heures du soir, les Prussiens entrèrent dans ce village, d'où nos soldats venaient de sortir.

Ce qui restait du 1er corps s'écoula dans deux directions différentes ; une partie s'engagea sur la route de Bitche, suivie, à courte distance, par la brigade Abbatucci, de la division Guyot de Lespart. L'autre, la plus nombreuse, prit, d'après les indications du maréchal, la route de Saverne, que suivit également la brigade de Fontanges, 2e de cette division. Le même soir, le 7e corps, entraîné par la défaite du 1er, se repliait en arrière, ainsi que nous le verrons plus tard, et quand, à 9 heures du soir, le silence de la nuit succéda, sur le champ de bataille abreuvé de tant de sang, au fracas de cette terrible journée, l'Alsace, que tant de liens si chers rattachaient à la France, était perdue pour nous.

L'armée victorieuse, dont le Prince royal, salué par des hurrahs enthousiastes, parcourait les rangs en cet instant fatal, bivouaquait sur les positions suivantes : le Ve corps, à Frœschwiller ; le XIe, à Wœrth, Elsasshausen et Eberbach ; le Ier bavarois, à Frœschwiller, Preuschdorf, Lampertsloch et Reichshoffen ; le IIe bavarois, à Lembach, Reichshoffen et Niederbronn ; la division wurtembergeoise (moins la 2e brigade placée en avant-postes à Gundershoffen et Griesbach), à Engelshoff ; enfin la division badoise, à Gunstett et Schwaabwiller. La 4e division de cavalerie, qui arriva le soir à Gunstett, fut lancée à la poursuite de nos troupes. Quant au VIe corps, il était toujours en arrière et ne rejoignit pas ce jour-là.

Pertes de la bataille de Frœschwiller. — La victoire que les Prussiens venaient de remporter était due, en majeure partie, à leur énorme supériorité numérique. Tandis que l'armée française comptait en tout 46,500 hommes, 7,800 chevaux et 119 canons[2], le Prince royal avait pu mettre en ligne 125,500 hommes,

1. Le 16e bataillon de chasseurs avait été envoyé le matin vers Niederbronn, pour protéger la route de retraite.

2. Les seules troupes françaises qui ne prirent point part à la bataille, sont : le 2e bataillon du 74e pris à Wissembourg ; le 87e, resté à Strasbourg, et deux bataillons du 21e restés à Haguenau, avec l'artillerie de la division Conseil-Dumesnil. La division Douay avait, en outre, perdu une pièce à Wissembourg.

33,000 chevaux et 342 bouches à feu [1]; c'était une proportion de 1 contre 2,6! Et cependant les pertes de l'ennemi étaient énormes : 106 officiers et 1,483 soldats tués; 383 officiers, 7,297 soldats blessés, enfin 1,373 disparus, au total 10,642 hommes hors de combat, tel était le bilan de son coûteux succès. Quant à nous, le chiffre de nos pertes témoignait de l'acharnement avec lequel notre poignée de soldats avait défendu ses positions. Nous comptions environ 760 officiers et 10,000 hommes tués ou blessés [2]; 4,188 hommes purent se réfugier à Strasbourg, mais 200 officiers et 6,000 hommes [3] restèrent prisonniers entre les mains de l'ennemi : c'était un total de plus de 16,000 individus hors de combat!

« Les pertes de l'ennemi atteignaient 7 0/0, les nôtres 21 0/0 de l'effectif; l'armée française fit donc preuve, dans cette terrible journée, d'une énergie qui honorait et relevait sa défaite [4]. »

Mais ce qui ajoutait une singulière intensité à la douleur de celle-ci, c'est l'énorme quantité de butin que nous laissions au pouvoir des Allemands. Une aigle, 28 canons, 5 mitrailleuses, 91 caissons, 23 fourgons de munitions, 158 voitures et 1,193 chevaux nous étaient enlevés; enfin nous abandonnions sur ce terrain si tristement célèbre les corps de 3 généraux et de 7 colonels, morts glorieusement à la tête de leurs soldats!

Malgré tout, le nom de Frœschwiller évoquera toujours dans notre pays des souvenirs d'honneur et de dévouement, et restera comme un monument impérissable de la bravoure française. On a vu dans cette journée les chefs faire preuve d'une indomptable ténacité, l'infanterie déployer un courage presque surhumain, la cavalerie se sacrifier tout entière pour le salut commun, et six régiments de cuirassiers se lancer à la mort avec une énergie sauvage. Quant à l'artillerie, si inférieure en nombre et en matériel, son abnégation a été au-dessus de tout éloge, et le nombre des pièces qu'elle a perdues montre avec quel mépris du danger elle s'est prodiguée pour tenir tête aux formidables engins dont disposaient les Allemands. Nous pouvons donc pleurer la défaite, mais nous devons aussi relever la tête au souvenir de tant d'héroïsme dépensé pour l'éviter, et devant le témoignage qu'en a porté l'adversaire lui-même : — « Le commandant en chef des troupes françaises, a-t-il dit, avait lutté jusqu'à la dernière extrémité contre les forces supérieures des Allemands; partout, son armée avait combattu avec grand courage; sa cavalerie tout entière s'était volontairement sacrifiée pour dégager les autres armes. Mais quand on fut entouré de toutes parts, quand l'unique ligne de retraite se trouva sérieusement menacée, la résistance dut enfin cesser [5]. »

Conséquences de la bataille de Frœschwiller. — Malheureusement, si la défaite restait glorieuse, elle n'en avait pas moins des conséquences désastreuses pour nous.

1. D'après la relation allemande et en diminuant l'effectif d'une division bavaroise du Ier corps qui ne parut pas sur le théâtre de l'action.
2. Le chiffre des pertes de l'armée française n'a jamais pu être exactement établi.
3. Chiffre donné par les Allemands.
4. Général Derrécagaix, *loc. cit.*, t. II, page 199.
5. *La Guerre franco-allemande*, page 278.

L'Alsace, abandonnée par le 1er corps vaincu, et par les 5e et 7e corps obligés de le suivre dans sa retraite, tombait tout entière, moins la seule place de Strasbourg, aux mains de l'ennemi. La barrière des Vosges cessait d'exister, l'armée de Lorraine était tournée par le sud, et la route de Paris se trouvait découverte. Quant à l'effet moral, il était plus pitoyable encore ; nos troupes qui se croyaient et qu'on croyait invincibles perdaient confiance en elles-mêmes, et leur tempérament impressionnable subissait avec une violence extrême la commotion de cet échec foudroyant. La démoralisation succédait sans transition à tant d'énergie et de courage ; la fermeté dont les chefs de l'armée venaient cependant de donner une preuve éclatante, les abandonnait, et la cohésion, si nécessaire dans les revers, faisait place à un délabrement général qui devait imprimer à la retraite sur Châlons un caractère regrettable. Dans le camp ennemi, au contraire, la victoire exaltait les esprits en proportion de la grandeur et de l'imprévu du succès ; les liens de l'unité nationale se scellaient dans le sang répandu en commun, et la connaissance exacte d'une supériorité désormais prouvée donnait à tous, officiers et soldats, une confiance précieuse pour l'avenir.

Pour toutes ces raisons, la perte de la bataille de Frœschwiller prenait les proportions d'un véritable désastre. Mais ce désastre pouvait-il être évité ? Incontestablement oui, si le maréchal de Mac-Mahon, mieux informé des mouvements de l'ennemi, mieux au courant de sa supériorité numérique et tactique, s'était dérobé le 5 pour aller occuper les défilés des Vosges. La valeur des troupes ne saurait, si admirable soit-elle, suppléer à tout ; et quand, par suite de leur petit nombre, celles-ci sont condamnées à la défensive passive, leur perte est assurée. Le résultat de la bataille eût été probablement bien différent, si le 5e corps tout entier et deux divisions du 7e avaient grossi les forces du maréchal. Mais nous avons vu que le 5e corps, bien que campé à une distance qui lui eût permis d'apporter en temps utile l'appoint de 25,000 hommes et de 36 bouches à feu, fut retenu loin du champ de bataille par la divergence des instructions qu'il recevait, autant que par la préoccupation d'une attaque imminente, dont l'absence de renseignements précis faisaient, avec quelque raison, redouter l'éventualité au général de Failly. En outre, la division Guyot de Lespart mit à marcher au canon une lenteur inexcusable. Quant au 7e corps, il avait, le 4 au soir, sa 2e division et sa réserve d'artillerie à Mulhouse, c'est-à-dire à quelques heures de chemin de fer de Reichshoffen. La constitution encore incomplète de ces unités décida probablement le maréchal à les laisser sur place, car elles ne reçurent pas l'ordre de se porter à lui. Le fait certain, c'est que, renforcé de deux divisions du 5e corps, et de deux divisions du 7e avec toute l'artillerie, le duc de Magenta aurait pu mettre en ligne 70,000 hommes et 221 bouches à feu. Qui ne doute que, dans de pareilles conditions, les chances de la lutte ne fussent devenues toutes différentes ?

C'est donc à l'incertitude dans le commandement, à son défaut d'unité, et à l'absence d'un service d'exploration quelconque, qu'il faut attribuer l'écrasement du 1er corps. L'isolement de ce corps doit être regretté d'autant plus qu'il a justifié l'audace extraordinaire de ce chef d'état-major prussien, engageant de son propre



Mausolée de Frœschwiller élevé sur le champ de bataille.

mouvement une bataille générale contre le gré et la volonté formelle du général en chef. Certes, l'initiative est féconde et doit être encouragée à tous les degrés de la hiérarchie ; cependant, quand elle atteint ces limites, elle risque de devenir singulièrement compromettante, et le colonel von der Esch eût probablement regretté amèrement la sienne, si, au lieu de se réduire au seul 1er corps, l'armée du maréchal s'était trouvée constituée comme il vient d'être dit plus haut, et si ses flancs, au lieu d'être à l'air, avaient été appuyés sur des ouvrages de campagne, solidement occupés par une garnison suffisante. Ni la puissante artillerie du Prince royal, malgré sa brillante audace, ni les lignes d'infanterie incessamment renouvelées grâce à l'esprit de solidarité vraiment remarquable qui animait les généraux ennemis, n'eussent probablement réussi alors à prendre pied sur les hauteurs de Forstheim et d'Eberbach, et à chasser ainsi nos braves soldats de leurs positions, en les menaçant de couper leur unique ligne de retraite. Mais de semblables considérations n'étaient guère de saison après un succès aussi triomphal. Il parut au contraire à l'état-major prussien que la victoire de Wœrth donnait comme une consécration à des procédés généralement réputés insolites, et ceux-ci furent, dès ce jour, tenus encore plus en honneur. Nous verrons, dans le cours de ce récit, les généraux allemands y demeurer fidèles ; cependant, s'ils ont conquis ainsi de nouveaux triomphes, c'est uniquement parce que le coupable oubli où nous étions tombés des vrais principes de la guerre ne nous a pas permis de punir leur témérité.





CHAPITRE III

RETRAITE SUR CHALONS

I. *Retraite des 1er et 5e corps.* — Le maréchal de Mac Mahon était arrivé de sa personne à Saverne, vers neuf heures du soir. Les différents groupes de son armée qui, suivant ses instructions, s'étaient dirigés sur ce point, et auxquels la brigade de Fontanges servait d'arrière-garde, n'y arrivèrent qu'à sept heures du matin, le 7. On chercha alors à reconstituer tant bien que mal les unités désorganisées, à reformer les régiments et à évaluer les pertes. Mais cette dernière opération fut reconnue bientôt impossible, car non seulement des fractions de troupes assez importantes avaient pris, comme nous le savons, la route de Bitche, mais encore des quantités d'isolés, s'égarant à travers les passages des Vosges, avaient gagné soit Lichtenberg, soit la Petite-Pierre, soit même des points quelconques où ils attendaient des nouvelles de leurs corps respectifs. Divers détachements, formant à peu près un total de 2,000 hommes, s'étaient aussi réfugiés à Strasbourg, où leur appoint ne fut pas inutile à la défense, et avaient porté au général Ulrich, gouverneur de la place, l'annonce du désastre avec la certitude qu'il ne pouvait désormais compter sur aucun secours.

La reconstitution du 1er corps était donc impraticable, pour le moment ; on se

borna à indiquer des points de ralliement où les débris de chaque corps de troupe vinrent se réunir à leurs chefs, et on distribua aux soldats affamés ce qu'on put trouver de nourriture, après avoir eu recours à la générosité des habitants.

La cavalerie ennemie perd le contact. — Fort heureusement, l'ennemi n'accentuait pas sa poursuite, et la journée du 7 put être donnée tout entière au repos dont nos malheureux soldats avaient un si impérieux besoin. L'état-major allemand, croyant, d'après la direction prise par la brigade Abbatucci et aussi, il faut bien le dire, d'après la logique, que le gros de nos forces se repliait vers la Moselle pour faire sa jonction avec l'armée de Lorraine, avait en effet prescrit à la 12e division (du VIe corps) de se porter vers Bitche dans la matinée du 7 pour nous couper la retraite. En même temps il lançait en avant la 4e division de cavalerie (prince Albrecht); mais celle-ci, induite en erreur par ses éclaireurs, prit tout d'abord la route de Niederbronn, où se trouvait déjà la brigade de cuirassiers bavarois, et n'envoya dans la direction d'Ingwiller, c'est-à-dire sur la route de Saverne, qu'un régiment de hussards. Au débouché de Niederbronn, le prince Albrecht aperçut des soldats français qui se montraient dans les défilés des Vosges, et cela suffit pour qu'il s'abstînt de pousser plus avant. Mais, comme les observations recueillies ne lui permettaient pas de douter qu'une partie au moins des forces françaises se fût repliée par la route d'Ingwiller, il se décida à prendre enfin cette direction, emmenant avec lui la brigade de cuirassiers bavarois[1]. A mesure qu'il avançait, les traces de l'armée battue se montraient plus évidentes et plus nombreuses : des fusils, des sacs, une pièce de canon abandonnée, des fourgons encombraient le chemin ; des traînards se faisaient capturer, tandis que des groupes de soldats débandés, embusqués dans les maisons ou les fourrés, tiraient sur les escadrons en patrouille. Aussi, à dix heures du matin, le prince Albrecht, suffisamment renseigné, mandait-il au Prince royal que « le gros des forces françaises s'était retiré par Niederbronn, sur Bitche, mais qu'une notable partie avait pris par Ingwiller[2]. » Continuant ensuite sa marche, il atteignit à onze heures Bouxwiller, où il fit reposer sa division. Enfin, à cinq heures du soir, il arrivait à Steinbourg, avec 30 escadrons et 3 batteries.

C'était là une force respectable et qui permettait au général allemand de se montrer audacieux : il suffit cependant à celui-ci de recevoir une salve de mousqueterie et d'apprendre que quelques bataillons français étaient en marche vers Steinbourg où il venait d'établir son bivouac, pour qu'il jugeât prudent de rebrousser chemin. Il se retira donc sur Bouxwiller, malgré la fatigue de ses chevaux et les périls d'une marche de nuit, et s'y arrêta jusqu'à nouvel ordre. Or, au même moment, le maréchal de Mac Mahon, sur l'ordre de l'Empereur, venait de faire reprendre la retraite vers Nancy. Par suite, quand, le lendemain matin, le prince Albrecht voulut recommencer la poursuite, 45 kilomètres le séparaient déjà de nos

1. *La Guerre franco-allemande*, page 217.
2. *Ibid.*

arrière-gardes, et il s'engagea dans les défilés des Vosges, sans y rencontrer personne. Le contact était encore perdu, définitivement cette fois.

Quant à la 12e division, elle trouva également Bitche évacuée et le corps de Failly disparu : les remparts seuls saluèrent ses patrouilles de quelques coups de fusil et de quelques obus.

Ainsi la retraite d'une armée aussi complètement battue que celle du maréchal pouvait maintenant s'effectuer sans encombre. C'est là un fait assurément étrange, et qui montre bien à quoi se réduisait alors l'audace tant vantée des escadrons allemands! Les cavaliers de Murat, de Lassalle et les grenadiers de Lannes entendaient autrement la poursuite, et n'avaient certes pas opéré avec cette mollesse quand, en 1806, ils se lançaient à travers l'Allemagne aux trousses des débris d'Iéna et d'Auerstædt! On peut affirmer qu'après une défaite comme celle du 6 août, en présence d'une cavalerie intacte, nombreuse et ayant à peine paru sur le champ de bataille, l'armée d'Alsace devait s'attendre à être harcelée jusqu'à sa complète désagrégation. Il n'en a rien été, Dieu merci! et ses régiments héroïques ont pu encore former le solide noyau autour duquel sont venus se grouper les éléments un peu disparates de l'armée de Châlons. Mais la cavalerie prussienne n'a pas lieu de s'enorgueillir de son audace dans cette circonstance, car elle s'y est montrée singulièrement oublieuse des leçons qu'elle avait reçues autrefois des Seydlitz et des Ziethen!

Quoi qu'il en soit, dans la journée du 7, le maréchal de Mac Mahon avait adressé de Saverne à l'Empereur son rapport sur la bataille de Frœschwiller; le soir de ce même jour, il remettait son corps d'armée en marche sur Phalsbourg. L'infanterie des deux divisions Ducrot et Raoult suivit la voie ferrée et passa sous les tunnels des Vosges ; le reste de l'armée, avec l'artillerie, prit la grande route de Sarrebourg. La cavalerie marchait en tête de cette deuxième colonne, sauf le 11e régiment de chasseurs, qui, envoyé en reconnaissance vers Steinbourg, n'avait pas aperçu l'ennemi et était venu prendre place à l'arrière-garde. Tout le monde arriva dans la matinée du 8 à Sarrebourg, où rejoignirent également, ainsi qu'on le verra plus loin, le 5e corps et les fractions du 1er qui ne s'étaient pas retirées sur Saverne, le 6.

La direction imprimée à la retraite du 1er corps a été souvent et justement, du moins le croyons-nous, critiquée. La première pensée qui vient à l'esprit, en effet, est que l'armée battue à Frœschwiller devait, sans perdre de temps, se replier sur ses renforts, c'est-à-dire sur la Sarre, où se trouvait le gros des forces françaises, et chercher à rejoindre le plus tôt possible les corps qui occupaient la Lorraine. Mais était-ce possible? Voilà la question. Les coureurs ennemis se montraient déjà sur la Sarre et la Blies, et la route de Bitche à Sarreguemines était coupée. Il aurait donc fallu, pour atteindre les forces placées en Lorraine, gagner d'abord la Seille, puis le Nied, et descendre cette dernière rivière pour remonter ensuite sur Saint-Avold ; c'était là une marche de flanc très dangereuse, qu'on devait avant tout éviter, et l'on s'explique parfaitement que, malgré la logique, une ligne de retraite aussi hasardée n'ait point été adoptée de préférence. Mais était-ce une raison pour abandonner sans défense les passages des Vosges, pour reculer d'une traite jusqu'à

Châlons, à 270 kilomètres en arrière, entraînant avec soi les 5e et 7e corps, et pour livrer ainsi, d'un seul coup, l'Alsace tout entière et une partie de la Lorraine à l'ennemi ? Assurément non. Obligé de se séparer de l'armée de la Sarre, le Ier corps pouvait prendre résolument un parti, et, adoptant une direction divergente, se diriger droit sur Belfort ; entre temps, il aurait pris position sur une des rivières qui traversent l'Alsace perpendiculairement au cours du Rhin, appelé à lui les 5e et 7e corps, et résisté en s'appuyant sur la place de Strasbourg. La IIIe armée allemande, menacée alors sur ses deux flancs, était obligée de s'arrêter ou tout au moins de laisser sur sa ligne de communication des forces imposantes, sous peine de compromettre gravement celle-ci, et la route de Paris, pour laquelle on semblait éprouver tant de craintes, se trouvait, du même coup, interdite à l'ennemi. Les auteurs allemands ne dissimulent pas que cette solution leur eût été funeste, et voici ce que dit à son sujet un de leurs écrivains les plus autorisés :

« Une poursuite continue par la IIIe armée était impossible dans la direction de Belfort; elle eût cessé déjà à Strasbourg. Le maréchal pouvait y rassembler son corps d'armée en deux jours; puis, renforcé par le 5e et par le reste du 7e, sinon arrêter la IIIe armée tout entière, du moins en immobiliser une grande partie. Paris se trouvait ainsi indirectement, mais très efficacement couvert. Et, après les événements qui se préparaient en Lorraine, les Allemands n'auraient plus eu de forces suffisantes pour investir Metz.

« En agissant comme il le fit, Mac Mahon entraîna à sa suite la IIIe armée sur la route de la capitale et exposa celle-ci bien plus qu'il ne la couvrit [1]. »

Il résulte de tout ceci que le choix de la route de Nancy était aussi mauvais que possible ; mais on ne saurait en attribuer la responsabilité au maréchal de Mac Mahon. Il lui fut imposé, comme nous l'avons dit, par les instructions formelles du major général, qui, quelques jours plus tard, lui indiqua le camp de Châlons comme point de ralliement définitif. Toutefois il est infiniment regrettable que le duc de Magenta n'ait pas jugé à propos, en se retirant, de faire sauter les tunnels du chemin de fer de Strasbourg à Nancy, comme le commandant du génie lui en faisait la proposition. Les fourneaux étaient prêts, car dès le 18 juillet, la Compagnie de l'Est, dont le dévouement et l'intelligente activité furent, pendant cette campagne, dignes des plus grands éloges, avait, avec l'approbation du ministre de la Guerre, fait le nécessaire à cet égard. Le maréchal espérait-il encore pouvoir faire un retour offensif ? Nous l'ignorons ; mais toujours est-il que lorsqu'à Paris on sut que l'armée d'Alsace ne se reformait pas, comme on le supposait, sur le versant oriental des Vosges, des instructions furent lancées pour la destruction des ouvrages. « Il était malheureusement trop tard ; ceux-ci étaient occupés par les Allemands, *dont rien n'égala la joie*, dit un de leurs historiens, *lorsqu'ils découvrirent qu'aucun obstacle n'arrêtait leur marche dans la traversée de la ligne des Vosges* [2]. »

1. Général-lieutenant DE HANNEKER, *Réflexions militaires*,
2. JACQMIN, *loc. cit.*, page 316

Arrivée du 5e corps à Sarrebourg. — Voyons maintenant ce qui s'était passé au 5e corps. Le 6 août, vers sept heures du soir, le général de Failly, qui toute la journée avait entendu la canonnade de Frœschwiller, était informé du résultat de la bataille par deux dépêches, l'une du chef de la gare de Banstein, ainsi conçue : « *Bataille perdue, l'ennemi est à Niederbronn* », l'autre du général Abbatucci lui rendant compte de la direction prise par les deux brigades de la division Guyot de Lespart[1]. Le commandant du 5e corps réunit aussitôt un conseil de guerre, composé des généraux de division et des chefs de service, et lui demanda son avis sur la situation. Après une discussion approfondie[2], le conseil opina pour une retraite immédiate, et décida qu'on prendrait sans tarder la route de la Petite-Pierre, en abandonnant à Bitche tous les bagages et les voitures, même celles de comptabilité. Une compagnie formée avec les douaniers des environs, un bataillon du 86e, quelques artilleurs commandés par un capitaine, enfin un médecin et un sous-intendant militaire, devaient être laissés dans la place pour en former la garnison.

En conséquence, à huit heures du soir, le camp était levé, et le 5e corps se mettait en marche, ayant en tête la division Goze. Ce n'est que dix-huit heures plus tard, et après une marche extrêmement pénible, qu'il arriva à la Petite-Pierre où se trouvaient encore des détachements du 1er corps, avec le général Ducrot qui avait heureusement fait préparer des vivres, et où le général de Failly trouva un télégramme du major général, ainsi conçu : « L'Empereur maintient les ordres qu'il vous a déjà donnés[3], et d'après lesquels vous devez vous retirer avec vos troupes sur le camp de Châlons. »

Le général de Failly, qui avait déjà reconnu des positions défensives autour de la petite place et prescrit de réparer en hâte les fortifications, donna donc de nouveau l'ordre du départ, et se dirigea, le 8, sur Sarrebourg, où il arriva dans la soirée. Là, il trouva le maréchal avec le 1er corps et la division Guyot de Lespart, dont certaines fractions avaient dû, pour gagner ce point, parcourir l'énorme distance de 120 kilomètres en 38 heures, sur la crête même des Vosges et par des chemins à peine tracés. Il y trouva aussi le commandant Vanson, du grand état-major général, qui venait, de la part de l'Empereur, prescrire aux 1er et 5e corps de continuer leur retraite sur Nancy, mais de ne pas dépasser ce point sans ordre nouveau, et qui était chargé de diriger sur Châlons directement tous les malades et éclopés[4].

Marche sur Lunéville. — Le maréchal et le général de Failly prirent donc leurs dispositions pour partir au plus vite ; mais, dans le but de se procurer plus aisément des vivres, ils convinrent de fractionner leurs forces en trois colonnes.

1. *Opérations et marches du 5e corps*, page 15.
2. *Ibid.*, page 16.
3. Ces ordres n'étaient pas parvenus à destination.
4. Le dernier train de malades et de blessés partit de Sarrebourg le 11 août. (JACQMIN, *loc. cit.*, page 132.)

La première, formée des divisions Goze et l'Abadie d'Aydren[1], de la réserve d'artillerie et des ambulances, marcherait sur Lunéville par Réchicourt ; la seconde, formée du 1er corps et de la division Conseil-Dumesnil, se porterait également sur Lunéville par Blamont ; enfin, la troisième, composée des divisions Guyot de Lespart et Brahaut, s'écoulerait par Cirey et Baccarat. Quant aux deux divisions de cavalerie Duhesme et de Bonnemain, elles devaient précéder à une journée de marche la colonne du centre (1er corps) sur la route de Blamont.

De pareilles dispositions sont faites pour surprendre. Que la nécessité de fractionner pour vivre s'imposât, rien de plus certain. Mais pourquoi les deux colonnes du 5e corps étaient-elles séparées par celle du 1er ? Pourquoi aussi les deux divisions de cavalerie Duhesme et de Bonnemain, qui, dans ses mouvements sur la frontière, étaient toujours restées en arrière, marchaient-elles en avant, maintenant qu'on battait en retraite ? Leur rôle était, non pas de précéder les colonnes, puisqu'on exécutait une marche rétrograde, mais de protéger au contraire les derrières et les flancs menacés de celles-ci. Un oubli aussi complet des règles les plus élémentaires de la guerre ne se peut réellement expliquer.

Retraite sur la Moselle et la Meuse. — Quoi qu'il en soit, le mouvement commença le 8 pour la cavalerie du 1er corps, et le 9 pour les autres troupes : mais dans quel désordre affreux !

« Il pleuvait à verse, a écrit un témoin oculaire. Sur toute la route, spectacle de plus en plus triste. Artillerie, cavalerie, infanterie, tout était pêle-mêle ; les hommes marchaient, les uns isolément, les autres par groupes ; ils n'avaient pas reçu de vivres, aussi quelques-uns se livraient à la maraude ou plutôt au pillage dans les villages près de la route. On en voyait étendus inertes dans les fossés pleins d'eau, rompus de fatigue et ne voulant plus suivre. Au milieu de cette agglomération de pauvres diables marchant sans effets, sans souliers, circulaient lentement, péniblement, quelques voitures de bagages et d'éclopés[2]. »

Ainsi, il est vraiment pénible d'avoir à le constater, la débandade et l'indiscipline commençaient à pénétrer dans les rangs de ces soldats si braves l'avant-veille, et marchant maintenant comme un troupeau. C'est, hélas ! que personne n'était préparé à l'idée d'un revers et que, dans ces circonstances douloureuses, le commandement lui aussi fléchissait. Cette retraite que la valeur des troupes eût certainement permis d'exécuter avec ordre et méthode, se fit, il faut bien l'avouer, dans des conditions déplorables, et l'absence de toute mesure d'ensemble, que l'affolement général fit négliger, finit par lui imprimer le caractère d'une déroute. Le même officier auquel nous avons emprunté les lignes citées plus haut a tracé de ce désarroi un tableau navrant : « Le désordre était, dit-il, au comble dans les états-majors ; personne ne commandait, aussi personne ne savait ce qu'il devait faire. Habituellement, chaque jour il y a un rapport, et tout le monde se rend à la

1. Réduite à une brigade depuis que la brigade Lapasset en avait été coupée.
2. *De Frœschwiller à Sedan*, journal d'un officier du 1er corps, p. 33 et 41.



L'armée allemande : Les hussards de la mort.

réunion pour prendre les ordres. Depuis la bataille du 6, il n'a plus été question de rapport[1]. »

Le pis est qu'une confusion extraordinaire dans les instructions reçues du quartier impérial augmentait encore le désarroi. Ainsi le 9, à sept heures du soir, le général de Failly venait d'arriver à Réchicourt, quand il reçut de l'Empereur l'ordre de se rendre immédiatement à Nancy. Ne pouvant parcourir d'une seule traite le lendemain la distance qui sépare ces deux points, il arrêta le 10, à Lunéville, sa colonne de droite, et à Baccarat sa colonne de gauche, avec l'intention de les diriger le 11 sur leur nouvelle destination. Mais à Lunéville on apprit que l'ennemi s'avançait rapidement vers la Meurthe et que ses avant-gardes avaient atteint déjà la ligne de la Seille, à Dieuze, Marsal et Château-Salins. Le commandant du 5e corps se trouvait donc dans un embarras cruel, et d'autant plus pénible que le maréchal de Mac Mahon, arrivé également le 10 à Lunéville avec le 1er corps auquel l'ordre impératif de se rendre à Nancy ne s'appliquait pas, avait jugé prudent, pour éviter toute rencontre avec l'ennemi, d'appuyer vers le sud et de marcher le 11 sur Bayon, point vers lequel sa cavalerie était déjà en route.

Le général de Failly alla exposer ses perplexités au maréchal; mais celui-ci, ne se considérant plus comme commandant supérieur du 5e corps, puisque le quartier impérial envoyait à celui-ci ses ordres directement, se borna à répondre que, pour son compte personnel, il abandonnait la direction de Nancy, considérée par lui comme trop dangereuse, et que même il avait envoyé au général Ladreit de la Charrière, commandant la subdivision de Nancy, l'ordre de faire sauter les ponts. Le général de Failly, pas plus avancé qu'auparavant, quitta alors le maréchal, en le priant d'envoyer de nouvelles instructions au général de la Charrière pour qu'il attendît l'arrivée du 5e corps avant de faire sauter les ponts[1], et s'en alla donner les ordres de départ. Mais voici qu'à dix heures du soir, au moment où les troupes allaient se mettre en route, arrivait un officier du grand état-major général, porteur d'une nouvelle dépêche :

« Dans le cas où vous vous verriez devancé à Nancy par l'ennemi, pour ne pas vous mettre dans la nécessité de lutter contre des forces supérieures, vous devriez, tout en continuant votre marche, prendre une direction plus à gauche, vers Langres, par exemple; cette éventualité venant à se réaliser, vous auriez à la faire connaître à l'Empereur. De Nancy, l'Empereur vous appellera à Metz ou vous indiquera votre retraite soit sur Châlons, soit sur Paris. »

La situation changeait du tout au tout, et le 5e corps n'avait plus évidemment d'autre parti à prendre que d'imiter le 1er. Le 11, il se dirigea donc sur Charmes, où le rejoignit la colonne qui était à Baccarat. Ce même jour, le 1er corps arrivait à Bayon, où un convoi de munitions, fort de 30 caissons, lui était amené par le capitaine d'artillerie Anfrye.

Cependant, dès la veille, le maréchal avait prévenu télégraphiquement le général

1. *De Frœschwiller à Sedan*, journal d'un officier du 1er corps, page 38.
2. *Opérations et marches du 5e corps*, page 20.

de la Charrière, à Nancy, que le mouvement de retraite s'effectuerait sur Bar-le-Duc, en évitant Nancy et Toul, et que tout ce qui se trouvait à Nancy et à Lunéville devait être évacué sans délai sur Châlons. « Les hommes des 1[er] et 5[e] corps, disait le télégramme, et tous les convois qui seraient envoyés à leur destination, devront rétrograder sur Châlons d'où on les rappellera au besoin. Les employés du télégraphe devront continuer leur service jusqu'à l'arrivée de l'ennemi; alors seulement ils devront emporter ou briser leurs appareils. » Le général de la Charrière quitta, en conséquence, Nancy dans la matinée du 11, après avoir communiqué les instructions du maréchal à la Compagnie de l'Est, et celle-ci se trouva réduite à sa seule ingéniosité pour ramener en arrière tout le personnel et l'immense matériel roulant que les transports de troupes avaient, depuis le 18 juillet, disséminés sur la ligne principale et ses embranchements divers. Rien qu'à Nancy se trouvaient plus de cent machines locomotives et une immense quantité de voitures et de trucs.

Un homme, dont le nom ne doit pas être oublié, un ingénieur émérite doublé d'un courageux citoyen, M. Jacqmin, mort il y a quelques années directeur de la Compagnie de l'Est, trouva dans son dévouement et celui de ses agents le moyen de sauver des mains de l'ennemi tout cet immense et précieux matériel. Dès le 11 août, à huit heures du matin, l'évacuation avait commencé; le 13, elle était terminée, et les Allemands, en entrant ce même jour à Nancy, n'y trouvèrent qu'une machine de gare hors de service [1].

Donc, le 12, le 1[er] corps se remit en route et vint camper à Haroué, sur le Madon. Quant au 5[e], il n'avait pas encore quitté Charmes, lorsque parvint à son chef, vers huit heures du matin, une dépêche du quartier impérial lui enjoignant de « marcher sur Toul aussi vite que possible ». Mais la rapidité des mouvements n'était point chose aisée dans ce moment : le 5[e] corps ne put pas repartir immédiatement, et bien lui en prit, car à trois heures trente-cinq du soir arrivait un nouveau télégramme, absolument contradictoire du précédent : « Vous avez reçu ce matin, disait le major général, l'ordre de vous diriger sur Toul; l'Empereur annule cet ordre et vous prescrit de vous diriger sur Paris en suivant la route qui vous paraît la plus convenable. Accusez réception. » C'était positivement à n'y plus rien comprendre; le général, décidément livré à lui-même, prit le parti de se séparer du 1[er] corps dont le contact provoquait la démoralisation de ses troupes et augmentait leurs privations, et se dirigea sur Mirecourt, pour gagner de là Lamarche et Chaumont. Il eut la sage précaution, en se retirant, de faire détruire les ponts de la Moselle par la division Brahaut et des détachements du génie transportés en voiture [2], puis il avisa le quartier impérial de la direction qu'il venait de choisir.

Arrivée du 1[er] corps au camp de Châlons. — Pendant ce temps, le 1[er] corps continuait sa pénible retraite. Arrivé le 14 à Neufchâteau, son chef fit demander par télégramme au siège de la Compagnie, à Paris, de transporter à Châlons, soit à une

1. Jacqmin, *loc. cit.*, page 137.
2. *Opérations et marches du 5[e] corps*, page 25.

distance de 170 kilomètres, 22,000 hommes, 3,500 chevaux et 500 pièces ou voitures. En scindant très habilement les unités de transport, et en employant à la fois toutes les voies disponibles, la Compagnie vint à bout de cette tâche difficile. Du 14 au 17, le corps du maréchal, sauf toutefois la cavalerie et l'artillerie[1] qui marchèrent par étapes, fut porté à destination, et quand les Allemands se présentèrent à Neufchâteau pour couper la voie, il y avait vingt-quatre heures que le dernier train était parti[2]. Pendant le trajet, la protection de la voie était assurée par le 20e de ligne (du 12e corps alors en formation) qui fut expédié du camp de Châlons, et dont les deux premiers bataillons gardèrent la gare de Blesme, tandis que le 3e était échelonné sur la voie, de Blesme à Chaumont.

Arrivée du 5e corps. — Le 5e corps, de son côté, atteignit cette ville le 16; là, on apprit que la cavalerie ennemie se montrait de tous côtés, précédant le gros des forces du Prince royal, et le général de Failly jugea avec raison que le 20e de ligne était insuffisant désormais pour protéger la voie ferrée dont il allait se servir à son tour. D'ailleurs une dépêche venait d'annoncer au général que des uhlans menaçaient la gare de Blesme et lui donnait l'ordre de couvrir celle-ci. Les hommes étaient harassés, car la marche s'était effectuée par une chaleur accablante: privés de campement, ils ne pouvaient faire cuire la soupe, et la faim se joignait à la fatigue pour les terrasser. Cependant il n'y avait pas de temps à perdre. A une heure du matin, la brigade Nicolas rompit ses faisceaux, formés sur les boulevards de la ville, et monta en chemin de fer pour gagner Blesme. La brigade Saurin gagna à son tour Saint-Dizier, avec l'état-major de la division, et échelonna des détachements sur la voie, entre Blesme et Saint-Dizier, tandis que la cavalerie du général Brahaut s'égrenait aussi le long du chemin de fer. Enfin, le 18, la brigade de Septeuil, envoyée à Vitry par le maréchal, concourut à son tour à ce service de sûreté, et le 20e de ligne rentra au camp de Châlons.

Le général de Failly attendait donc, dans cette situation, de nouvelles instructions, quand, le 17, il reçut l'ordre du maréchal de Mac Mahon de se rendre à Châlons par Vitry-le-François. Il embarqua aussitôt son corps d'armée, ne laissant à Chaumont que le général de l'Abadie d'Aydren avec la brigade Maussion, comme arrière-garde. Le 19, cette brigade partait à son tour, ralliant à chaque station les détachements chargés de garder la voie[3], et le général de Failly se transportait, de sa personne, au camp de Châlons, où il arrivait le 20, auprès du maréchal et de l'Empereur.

Mais, sur ces entrefaites, l'ennemi était apparu tout près de nos troupes. Le 19 au soir, il occupait Saint-Dizier; des groupes importants de cavalerie se montraient aux environs de Saint-Mihiel, et une armée entière était signalée à Bayon.

1. La colonne formée par ces deux armes arriva le 15 à Saint-Dizier. De là, elle se porta sur Vassy, le 16, parce que le bruit courait que Blesme était occupé par l'ennemi. Repartie le 17 dans la direction primitive, elle arriva au camp le 19.

2. Jacqmin, *loc. cit.*, page 137.

3. *Opérations et marches du 5e corps*, page 27.

Le maréchal, commençant le 21 le mouvement vers l'est, dont il sera parlé en détail à son heure, ordonna le départ de l'armée sur Reims et fit prévenir les parties du 5e corps (division Goze et brigade Maussion) qui étaient encore en route, de rallier ce dernier point. C'est donc là, et le 22 août seulement, que le 5e corps se trouva tout entier réuni à la nouvelle armée qu'on venait de former à Châlons.

Les détails dans lesquels nous venons d'entrer au sujet de la retraite des 1er et 5e corps ont pu sembler arides au lecteur. Nous n'avons pas cru cependant pouvoir les taire, parce qu'ils sont le témoignage le plus frappant de l'incohérence incroyable qui présidait à la direction supérieure des opérations. A chacun des ordres émanant du major général succède presque immédiatement un contre-ordre ; le 5e corps, bien que placé formellement sous le commandement supérieur du maréchal de Mac Mahon, reçoit directement du quartier impérial ses instructions. Et quelles instructions ! Ce n'est qu'après le 12 août, quand le grand quartier général est dissous, que la direction devient un peu plus normale. Mais là encore l'absence de renseignements certains sur la position de l'ennemi, et l'affluence de nouvelles que l'emploi vicieux de la cavalerie ne permet pas de contrôler, jettent le malheureux 5e corps dans une série d'hésitations et de fausses manœuvres qui l'eussent exposé à une destruction totale, si l'ennemi avait été plus entreprenant. C'est seulement le 22 août, seize jours après son départ de Bitche, qu'il arrive au camp de Châlons, ayant parcouru 270 kilomètres, soit à peine une moyenne de 16 kilomètres par jour, dont un tiers en chemin de fer ! Une marche rétrograde accomplie dans de pareilles conditions était certainement aussi déprimante qu'une défaite, et il n'est pas étonnant que le 5e corps, à peine remis de ses secousses, ait fait preuve, quelques jours après, à Beaumont, de tant d'imprévoyance, immédiatement rachetée, il est juste de le dire, par une bravoure que nous allons bientôt avoir à admirer.

II. *Retraite du 7e corps.* — Le 4 août, le général Douay s'occupait à Belfort de constituer son corps d'armée auquel manquaient, outre la division Dumont, encore à Lyon, beaucoup de personnel et presque tout son matériel, quand il reçut du maréchal de Mac Mahon la dépêche suivante :

« Nous sommes attaqués par des forces supérieures ; envoyez à Haguenau une division. »

Immédiatement, le général Douay dirigea sur le point indiqué la division Conseil-Dumesnil, qui prit à la bataille de Frœschwiller la part que l'on sait, et il resta avec la seule division Liébert. Or, à cette date, les Allemands faisaient, comme nous l'avons dit, des démonstrations plus ou moins sérieuses sur la rive droite du Rhin, en face de Neuf-Brisach, et cherchaient à détourner ainsi l'attention des troupes d'Alsace sur leurs véritables intentions. La fréquence de ces mouvements de troupe décida l'Empereur à rapprocher le 7e corps, et, les 5 et 6 août, celui-ci reçut l'ordre de se porter à Mulhouse, où le général Douay envoya son unique division d'infanterie, avec la brigade de cavalerie Cambriel[1] et la réserve d'artillerie. Le 7 au

1. Cette brigade était la seule de la division Ameil. L'autre brigade (général Jolif-Ducoulombier) avait été conservée à Lyon et ne rejoignit pas le 7e corps.

matin, après une nuit passée dans l'angoisse causée par des rumeurs inquiétantes propagées dès la soirée du 6, le commandant du 7[e] corps recevait du maréchal le télégramme suivant, si émouvant dans son laconisme : « J'ai été attaqué dans mes positions par des forces supérieures ; j'ai perdu la bataille et fait de grandes pertes ; je prends les ordres de l'Empereur et vous les ferai connaître. — MAC MAHON », puis, une heure après, cette dépêche de l'Empereur : « Jetez, si vous le pouvez, une division dans Strasbourg, et avec les deux autres couvrez Belfort[1]. »

Cet ordre du souverain combla d'étonnement le général Douay, qui ne pouvait croire de la part du commandement à une pareille ignorance de la situation. En effet, comme l'a écrit un officier de son état-major, « que le quartier impérial ne sût pas que la division Conseil-Dumesnil était englobée dans la débâcle du 1[er] corps, cela pouvait s'expliquer ; mais avoir laissé ignorer à l'Empereur que, des trois divisions du 7[e] corps, l'une était avec le maréchal à Reichshoffen, que l'autre se trouvait encore en formation à Lyon, et que le général Douay disposait seulement d'une division, cela était surprenant[2]. » Quoi qu'il en soit, le général Douay crut devoir replier sur Belfort les troupes qu'il avait à Mulhouse, et les mit en marche par étapes, dans les conditions les plus pénibles et les plus difficiles. Une chaleur suffocante, des vivres insuffisants, une inquiétude générale, bien justifiée par les tristes nouvelles qu'on avait reçues, enfin la crainte continuelle d'être attaqué sur les derrières par les troupes victorieuses du Prince royal, tout contribua à rendre ces deux étapes particulièrement douloureuses, et l'on se demande pourquoi la voie ferrée ne fut pas utilisée. Cependant les troupes arrivèrent le 8 autour de Belfort, s'établirent sur des positions qu'elles mirent en état de défense, et préparèrent ainsi la longue résistance de la vaillante cité. Le 12, arriva la division Dumont, et dès lors le général Douay put disposer de 17,000 hommes d'infanterie, de 1,300 cavaliers et de 90 bouches à feu[3].

Le 7[e] corps, complètement ignorant du sort qui lui était réservé, attendait donc sur place des instructions, quand, le 16 août, lui parvinrent deux dépêches du nouveau ministre de la Guerre, général de Palikao. La première, arrivée vers trois heures, le prévenait qu'il allait quitter Belfort et se porter sur Paris ; la seconde, datée de cinq heures de l'après-midi, lui enjoignait de se rendre à Châlons.

Le ministre ayant jugé en effet qu'il n'était pas possible de transporter directement sur cette dernière localité les troupes stationnées à Belfort, sans risquer d'entraver les mouvements des 1[er] et 5[e] corps, qui employaient à ce moment même la ligne Chaumont-Châlons, faisait passer le 7[e] corps par Paris. On utilisa à cet effet les deux lignes de Lyon et de l'Est ; la cavalerie et la réserve d'artillerie s'embarquèrent à Montbéliard et prirent la voie Besançon-Dijon-Paris. L'infanterie monta en chemin de fer à Belfort même et gagna Paris par Langres et Chaumont.

Le 20, les premiers trains arrivaient à Paris, et gagnaient, par la ceinture, la ligne de Strasbourg. Comme, dans la nuit du 20 au 21, on avait été avisé au minis-

1. Prince BIBESCO, *Belfort, Reims, Sedan*. Paris, Plon, 1872, page 27.
2. *Ibid.*, page 32.
3. *Ibid.*, page 27.

tère du départ de l'armée de Châlons, un télégramme changea la destination des convois ; ceux qui étaient déjà en route furent dirigés sur Reims par Épernay ; les autres gagnèrent Reims par Soissons.

Ainsi ce transport de 50,000 hommes, 12,000 chevaux et 1,300 pièces ou voitures était terminé sans encombre : 108 trains, de 50 à 60 wagons chacun, avaient sillonné les lignes de l'Est, de Lyon et du Nord, se succédant parfois à quelques minutes d'intervalle, et opéré à Reims la concentration des trois corps d'armée que le désastre de Frœschwiller condamnait à abandonner l'Alsace. C'est là un tour de force véritable qu'ont accompli les compagnies de chemins de fer, et les Allemands eux-mêmes l'ont signalé comme dépassant ce qui a été fait sur leurs propres lignes, où la préparation passait cependant pour si complète et si minutieusement réglée[1].

Par suite de ces mouvements, les 1er, 5e et 7e corps se trouvaient enfin, le 22 août, réunis ensemble. C'était la première fois, depuis le 5, jour où ils avaient été placés sous le commandement du maréchal de Mac Mahon, que cette jonction pouvait s'opérer.

III. *Marche de la IIIe armée allemande vers la Meuse.* — Pendant la journée du 7 août, le prince royal de Prusse laissa reposer ses troupes sur les emplacements où elles avaient livré, la veille, un si dur combat. Toutefois la division badoise, qui devait être dirigée sur Strasbourg pour en faire le siège, fut envoyée à Haguenau ; la 2e division bavaroise gagna Oberbronn, et le IIe corps bavarois se rassembla à Niederbronn.

Le 8, l'armée tout entière se mit en mouvement pour franchir les Vosges. A droite marchaient les deux corps bavarois, flanqués à quelque distance par la 12e division (du VIe corps)[2] ; au centre, la division wurtembergeoise formait l'avant-garde du Ve corps ; à gauche, le XIe corps précédait la 4e division de cavalerie, qui ne devait s'engager dans les défilés qu'après lui. Enfin la division badoise gagnait Brumath, où elle s'établissait en observation devant Strasbourg. La 11e division et l'artillerie du VIe corps, ainsi que la 2e division de cavalerie, n'ayant pas encore rejoint, arrivaient en arrière. Les convois y étaient laissés également, et ne devaient suivre qu'à deux journées de marche ; par suite, les troupes emportaient avec elles trois jours de vivres de réserve, c'est-à-dire de pain ou biscuit, de riz, d'orge mondé ou gruau, de sel et de café.

Échec devant Bitche. — Dès ce même jour, le IIe corps bavarois et la 12e division, passant à portée de la place de Bitche, étaient accueillis par un feu très vif, que les canons de la place dirigeaient sur leurs avant-gardes. Une batterie bavaroise essaya d'y répondre, sans succès, et se retira avec quelques pertes.

1. Jacqmin, *loc. cit.*, page 139.

2. La 12e division avait pour mission, non seulement de flanquer la IIIe armée, mais de prêter assistance à la IIe, si cela était nécessaire. Croyant en effet que le maréchal s'était retiré par Bitche, M. de Moltke avait prescrit au prince Frédéric-Charles d'envoyer à Rohrbach une division de cavalerie et le IVe corps, pour nous couper la retraite. On voit quel danger menaçait le maréchal s'il s'était retiré par le nord.

L'état-major bavarois, reconnaissant alors que ses efforts seraient vains, se décida à tourner la forteresse en laissant devant elle un bataillon et un escadron ; au prix de grandes difficultés et par un détour considérable, il y parvint, tandis que la 12e division en faisait autant de son côté ; puis les deux troupes continuèrent leur route.

Prise de Lichtenberg. — Cependant la division wurtembergeoise, remontant l'étroite vallée du Zinstel, s'était heurtée à son tour à la petite place de Lichtenberg, qui lui barrait la route. Le 9 août, le général d'Obernitz détacha contre celle-ci, avec mission de l'attaquer, deux bataillons de chasseurs, un demi-escadron, deux batteries légères et un détachement de pionniers, le tout sous les ordres du général de Hügel.

Les deux batteries ouvrirent le feu immédiatement, d'abord à 1,800 mètres, puis à 1,000 mètres ; on essaya même d'utiliser une mitrailleuse capturée à Wœrth, mais celle-ci refusa bientôt le service. Le fort, pendant ce temps, ripostait avec énergie. Sous la protection de l'artillerie, l'infanterie essaya alors de brusquer l'assaut ; mais la place était en bon état, et l'artillerie de campagne impuissante à y faire une brèche ; tout ce que purent les chasseurs fut de venir s'embusquer à 100 mètres des remparts. Quant aux pièces allemandes, laissant les murailles sur lesquelles elles n'avaient produit aucun effet, elles tirèrent désormais dans la ville, pour l'incendier.

Le général d'Obernitz, informé de ce piètre résultat, envoya vers midi une batterie lourde, qui parvint à allumer l'incendie. « La garnison continuait cependant à ne montrer aucun signe de découragement ; un parlementaire, envoyé pour la sommer de capituler, était reçu à coups de fusil[1]. » Le général d'Obernitz se décida alors à la retraite, ordonna de cesser le feu, et, vers quatre heures du soir, la division wurtembergeoise reprit sa route, laissant pour bloquer la petite place le 1er bataillon de chasseurs, dont le chef, le lieutenant-colonel de Steigel, était tué raide, au moment où il s'établissait dans ses positions de blocus.

Mais, pour se retirer, les autres troupes subissaient de fortes pertes. En dépit des canons qui tiraient sans relâche, les défenseurs leur envoyaient salve sur salve « et, tout entiers à l'action, ne semblaient pas se préoccuper d'éteindre l'incendie[2] ». Celui-ci prenait cependant des proportions effrayantes ; bientôt la batterie lourde, déjà en retraite, revint prendre position pour l'activer encore et fit écrouler sous ses projectiles le pavillon principal. La position n'était plus tenable. Une fumée noire et épaisse aveuglait la garnison que les murs, en s'abattant, ensevelissaient sous leurs décombres. Le fort n'était plus qu'un immense brasier, jetant au loin des gerbes d'étincelles... A huit heures du soir, le sous-lieutenant Archer, du 96e de ligne, qui commandait la place, donna l'ordre de détruire tout le matériel, de noyer ce qui restait de poudre et d'enclouer les canons. Il distribua à ses hommes le reliquat des

1. *La Guerre franco-allemande*, page 381.
1. *Ibid.*



Vue de la Petite-Pierre.

vivres, puis il arbora le drapeau blanc, et se rendit à discrétion avec 2 officiers et 213 hommes[1], sur lesquels on comptait 34 blessés. Il avait tué aux Wurtembergeois un lieutenant-colonel et 12 hommes, blessé un capitaine et 24 soldats.

Après la guerre, Archer reçut du conseil d'enquête chargé, sous la présidence du maréchal Baraguey-d'Hilliers, de juger sa conduite, des éloges mérités, et ce témoignage, si éloquent dans sa concision toute militaire, qu'il avait fait tout ce qu'exigent le devoir et l'honneur.

Prise de la Petite-Pierre. — Le même jour, un détachement du Ve corps, qui marchait au centre de la ligne, se présentait devant la Petite-Pierre, fortin minuscule à cheval sur la route de Saar-Union à Bouxwiller. On avait placé là une petite garnison, également du 96e de ligne, commandée par un capitaine, dont le premier soin fut de faire mettre en batterie les pièces en bon état et suffisamment nombreuses qui garnissaient les remparts. Mais, le 8 août, cet officier, tombé gravement malade, avait dû être évacué sur l'hôpital de Phalsbourg, et le commandement, en l'absence de tout autre officier, était échu à un sergent-major, nommé Bœltz. Celui-ci, comprenant que sa garnison était trop faible pour tenter la moindre défense, demanda, mais vainement, au général de Failly, alors en pleine retraite, de lui donner des secours. Il pensa alors que le seul parti à prendre était d'éviter la captivité, de tâcher de se rendre utile ailleurs, et d'abandonner la place, mais sans y laisser rien dont l'ennemi pût profiter.

Dans la nuit du 8 au 9, le sergent-major fit donc enterrer les cartouches, noyer les poudres et jeter ses 8 pièces dans la vieille citerne du fort. Il était temps, car le lendemain, dès l'aube, des coureurs ennemis se présentaient devant la place et la sommaient de se rendre, donnant une heure pour réfléchir. Bœltz, qui avait déjà réfléchi, réunit ses hommes, gagna une poterne qui donnait sur les rochers, puis, une fois hors des murs, forma sa petite colonne en ordre de marche, avec une avant-garde, une arrière-garde, des flanqueurs, et se dirigea vers Phalsbourg. Parti à neuf heures, il entrait dans la ville à midi et demi. Quand, à dix heures du matin, les Allemands se présentèrent pour traiter de la capitulation, ils ne trouvèrent que quelques traînards, et un matériel hors d'état d'être utilisé.

La récompense que la Patrie décerna au brave sous-officier, pour l'intelligence et le sang-froid dont il avait fait preuve, fut digne et de la grande nation qui l'accordait et de celui qui la recevait. Bien que les sous-officiers ne soient pas, aux termes des règlements, admis à l'honneur d'une justification publique de leurs actes, le ministre de la Guerre décida, en 1871, que Bœltz serait traité comme un officier. Il comparut donc devant le conseil d'enquête, présidé par un maréchal de France, et si, s'en tenant rigoureusement à la lettre des lois, ce conseil dut se déclarer incompétent, ce fut après avoir constaté : — « que le sergent-major Bœltz, investi

1. Cette garnison était formée de 27 hommes du 96e, 4 canonniers avec un maréchal des logis, plus quelques épaves de l'armée de Mac Mahon, échappés au désastre de Frœschwiller; elle possédait 7 canons et 260 fusils Chassepot, avec des munitions en quantité suffisante.

accidentellement du commandement du détachement appelé à former la garnison de la Petite-Pierre, et par suite du commandement même de la place, et dépourvu de tout moyen sérieux de résistance, avait fait preuve de décision et d'intelligence en faisant détruire les munitions de la place avant de l'évacuer, et en assurant le salut de la petite troupe qu'il commandait. » Bœltz fut, en outre, nommé chevalier de la Légion d'honneur.

Direction imprimée à la marche des armées allemandes. — Sur ces entrefaites, le 8 dans la soirée, M. de Moltke avait fini par connaître la véritable direction prise par les troupes d'Alsace. Il savait, d'autre part, que l'armée française de la Sarre, entraînée dans la retraite du 2e corps battu à Spicheren, se retirait tout entière sur la Moselle. Les précautions prises pour arrêter vers Rohrbach les débris de Frœschwiller devenaient donc inutiles, et la seule chose à faire était maintenant de pousser droit devant soi. Le chef d'état-major allemand avisa immédiatement par le télégraphe les trois commandants d'armée de la direction à prendre, et donna en particulier l'ordre au Prince royal de se diriger sur la Moselle par les routes situées au sud de celle de Saar-Union à Dieuze; mais, en même temps, il prenait soin de régler la marche des deux autres armées de façon à maintenir ses forces toujours groupées, cherchant ainsi beaucoup plus à se masser qu'à atteindre les corps français en retraite avant qu'ils aient pu se reconstituer[1]. Ainsi, comme l'a fait remarquer M. le général Derrécagaix, les chefs des armées allemandes ne furent préoccupés que de l'idée de s'avancer réunis sur nos lignes de défense, et ne poursuivirent pas, au vrai sens du mot, les 1er, 5e et 7e corps. « Combinaison prudente assurément, mais que l'immense supériorité numérique de nos adversaires ne semblait pas rendre absolument nécessaire. Elle montrait du moins que le culte de l'avantage du nombre est, dans les applications de leur stratégie, un principe absolu et sans limites. »

Tant il est vrai que si la conduite de la guerre a donné de notre côté prise à des critiques justifiées, les combinaisons des Allemands sont loin d'être toujours marquées au coin de cet audacieux génie qui force la victoire et assure les triomphes éclatants. Les batailles péniblement gagnées à coups d'hommes sont profitables sans doute, mais combien elles ajoutent moins à la gloire d'un général et à l'éclat d'une nation que les succès préparés par les conceptions fécondes des grands capitaines, qu'ils s'appellent Condé, Turenne ou Napoléon! Remarquons cependant que, cette fois, M. de Moltke rappelle ses généraux aux vrais principes de la guerre, et leur donne l'ordre de pousser la cavalerie au loin, en avant.

1. Les instructions envoyées de Sarrebruck, le 9 août, à huit heures du soir, étaient ainsi conçues :

« Les renseignements recueillis font supposer que l'ennemi s'est retiré derrière la Moselle ou la Seille. Les trois armées prendront cette direction. Les routes suivantes leur sont respectivement affectées, savoir : IIIe armée, les routes Saar-Union-Dieuze et au sud; IIe armée, les routes Saint-Avold-Noméuy et au sud; Ire armée, les routes Sarrelouis-Boulay-les-Étangs et au sud.

« Afin de couvrir ce mouvement, *la cavalerie devra être lancée au loin* et soutenue par des avant-gardes à grande distance, *de manière à laisser aux armées le temps de se concentrer en cas de besoin*.... etc. »

Obéissant donc aux ordres du généralissime, la IIIe armée, appuyant assez fortement à gauche, continua sa marche en avant; le 10, la cavalerie du VIe corps atteignit Fénestrange et Sarrebourg, tandis que le Ve corps s'arrêtait tout près de Veyer.

Tentative contre Phalsbourg. — On se rappelle que le XIe corps formait l'aile gauche; ayant pour objectif Sarrebourg, il devait forcément se heurter chemin faisant à la place de Phalsbourg, dont la possession importait d'autant plus aux Allemands que cette forteresse commandait le tunnel de Saverne et pouvait, par son action, gêner singulièrement les transits en chemin de fer. Mais Phalsbourg, pourvue d'une garnison de 1,252 hommes[1], avait comme commandant de place un homme de devoir et d'énergie, le commandant Taillant, qui ne paraissait nullement disposé à se rendre sans combattre. Le général de Gersdorff, commandant du XIe corps en remplacement du général de Bose, grièvement blessé à Frœschwiller, essaya cependant de l'intimider et, le 10 août, le fit sommer de se rendre. Mais Taillant refusa résolument, et, menacé d'être bombardé, se borna à répondre : « J'accepte le bombardement[2]. »

Aussitôt les Allemands font avancer dix batteries, dont quatre se postent à 2,500 mètres au sud-est, et six à 4,000 mètres à l'est de la place. Ces 60 pièces de canon ouvrent sur les murailles un feu violent, auquel ne peuvent riposter que 10 pièces françaises, qui encore ne portent pas, et ce bombardement quelque peu fantaisiste se continue pendant trois quarts d'heure, avec une consommation d'un millier d'obus ; après quoi l'obscurité, jointe à une pluie torrentielle, vient imposer silence à l'artillerie allemande, qui se retire. Le XIe corps, peu fier apparemment d'avoir fait tant de bruit pour si peu de besogne, se remet alors en route, laissant à la 11e division, qui s'avance sur ses derrières, le soin de bloquer la forteresse qu'il n'a pu emporter[3].

Arrivée de la IIIe armée sur la Sarre. — Le 12, dans la soirée, la IIIe armée atteignait la Sarre. Ce jour-là, les deux corps bavarois, les Ve et VIe corps prussiens et la division wurtembergeoise occupaient la ligne qui s'étend, sur une longueur de 15 kilomètres, de Fénestrange à Sarrebourg, et jetaient leurs avant-gardes sur la rive gauche. La 12e division, toujours chargée de la liaison avec la IIe armée, s'établissait à Saar-Union. La 4e division de cavalerie, patrouillant au loin, occupait Moyenvic par une avant-garde, Lunéville par une autre[4], et envoyait un parlemen-

1. Dont 200 échappés de Frœschwiller, et les 28 soldats du 96e que Bœltz avait amenés de la Petite-Pierre.

2. *La Guerre franco-allemande*, page 381.

3. Essayer de démolir des murailles en bon état, et abritant des défenseurs résolus, avec de l'artillerie de campagne, constituait une tentative assez insolite, que l'état-major allemand s'est cru obligé de justifier. D'après lui, l'ordre envoyé au général de Gersdorff aurait dû porter le mot *einschiessen* (bloquer), tandis que, par une erreur de copie, il portait le mot *einschliessen* (bombarder). (*La Guerre franco-allemande*, page 381, notes.)

4. Le maire de Lunéville eut la faiblesse, pour ne pas dire plus, de remettre au capitaine commandant l'escadron du 2e hussards qui se présenta devant ses murs, les clefs d'or de la ville, avec une lettre adressée au Prince royal, par laquelle il s'engageait à faire droit à toutes les demandes des

taire, qui d'ailleurs fut reçu à coups de fusil, sommer la place de Marsal, située à proximité, de se rendre. Enfin, la 11e division (du VIe corps), toujours en arrière, arrivait à Ingwiller[1].

Investissement de Strasbourg et de Phalsbourg. — Pendant ce temps, la division badoise s'était, dès le 8, portée de Brumath vers Strasbourg ; sa cavalerie, suivie de six compagnies d'infanterie montées en voiture, avait paru sur les glacis et échangé des coups de feu avec la garnison, qui semblait très peu disposée à capituler sur simple sommation ; il avait donc fallu se borner à couper la voie ferrée de Strasbourg à Lyon, ainsi que les télégraphes. Cependant, le 10, M. de Moltke adressait au général de Berger un télégramme lui enjoignant de s'opposer à tout ravitaillement de la place, et lui annonçant des renforts pour un blocus complet, qui paraissait la seule solution possible. En conséquence, la division badoise fut détachée de la IIIe armée et s'installa autour de la ville, dans des positions que nous étudierons plus loin, en détail.

Deux jours plus tard, le 12, la 11e division, enfin arrivée d'Haguenau avec l'artillerie du VIe corps, se présentait devant Phalsbourg pour l'investir. Le général-major d'Eckartsberg, avec un bataillon de chasseurs, un régiment d'infanterie, un escadron et une batterie de 6, entourait la place, poussait ses avant-postes jusqu'aux abords des glacis, et sommait, pour la seconde fois, le commandant Taillant, qui refusait encore de capituler[2]. Au feu de la batterie prussienne, qui tire sur les parties des remparts où elle aperçoit des travailleurs, la place riposte sans tarder, et fait subir aux avant-postes ennemis une perte de 18 hommes, dont 5 tués. En vain le général de Tumpling, qui veut en finir, fait-il avancer un régiment nouveau avec toute l'artillerie de corps et diriger le lendemain sur la forteresse, complètement investie, le feu de dix batteries postées à une distance moyenne de 3,000 mètres; en vain allume-t-il des incendies dans la ville, qui, de sept heures et demie du matin à cinq heures du soir, reçoit 1,800 projectiles : le commandant Taillant oppose une invincible énergie à toutes ces tentatives et une fin de non-recevoir absolue aux offres de capitulation qui lui sont faites. Le général de Tumpling est obligé de reconnaître qu'il ne viendra pas à bout de la place avec des pièces de campagne[3], et reprend, dès le soir du 14, son mouvement sur Sarrebourg. Deux bataillons et un escadron sont laissés pour observer la forteresse, et y restent jusqu'au 21, date où ils sont remplacés par des troupes de la landwehr. Nous verrons plus tard ce qu'il advint de cette courageuse ville et de son glorieux défenseur.

troupes allemandes et sollicitait, en échange, protection pour la cité et ses habitants. De semblables défaillances, heureusement rares, sont douloureuses à relater ; mais il serait indigne de l'histoire de les taire, et surtout de ne pas les stigmatiser.

1. Un régiment de cette division, le 5e dragons, laissé pendant la période de concentration dans le Palatinat pour éclairer la frontière, rejoignait ce même jour, 12 août, la IIIe armée. Apprenant en route les résultats de la bataille de Frœschwiller, il eut la malencontreuse idée de se porter vers Bitche, pour essayer d'y rencontrer des troupes en retraite. Il ne rencontra personne, mais reçut de la place une salve de mousqueterie qui lui abattit 9 hommes, dont 1 tués sur le coup.

2. *La Guerre franco-allemande*, page 388.

3. *Ibid.*, page 389.

Marche vers la Moselle. — Dans l'après-midi du 12, le Prince royal donna l'ordre de continuer la marche vers la Moselle et, quelques heures plus tard, une dépêche émanant du grand quartier général et datée de Saint-Avold indiquait comme objectif de la IIIe armée la ligne Lunéville-Nancy. On se remit donc immédiatement en route, tandis qu'un escadron de la 4e division établissait, à Château-Salins, la liaison avec la IIe armée et que l'avant-garde de cette division investissait Marsal, sommait le capitaine Leroy, commandant de cette place, de se rendre, et éprouvait un refus formel.

Le prince Albrecht fit alors avancer ses deux batteries à cheval et tirer sur la ville 87 obus, auxquels on ne put répondre que par un seul coup de canon, la garnison ne comprenant pas un artilleur; mais comme des détachements s'étaient aventurés jusque sur les glacis, ils furent accueillis à coups de fusil, et, devant la persistance de la garnison à refuser toute capitulation, la division dut se résoudre à abandonner la partie, laissant devant Marsal quatre escadrons que releva bientôt l'avant-garde du IIe corps bavarois.

Occupation de Nancy. — Le lendemain, 14 août, la 4e division atteignait Nancy et occupait la ville sans coup férir. Un de ses régiments, lancé plus en avant encore, capturait des correspondances françaises datées de Metz qui signalaient l'arrivée sous les murs de la place de l'armée de Bazaine, et la formation de l'armée de Châlons. En même temps, la cavalerie reconnaissait, non sans grande satisfaction, que l'armée française en retraite avait négligé de faire sauter les ponts de la Moselle à Frouard et à Pont-Saint-Vincent, et que le seul pont détruit était celui de la Basse-Flavigny, situé en amont. Elle avisait de ce fait la IIIe armée qui atteignait, ce jour-là, la ligne Moyenvic-Lunéville et s'emparait, dans cette dernière localité, d'approvisionnements considérables, en avoine surtout. Enfin on apprenait que le maréchal de Mac Mahon s'était replié sur Châlons, tandis que de fausses rumeurs signalaient le général de Failly comme ayant pris position dans les Vosges méridionales.

Prise de Marsal. — Pendant ce temps, la 7e brigade bavaroise (IIe corps), aidée de la brigade de uhlans et de 7 batteries de la réserve d'artillerie, investissait Marsal. Le malheureux capitaine Leroy ne se crut pas en état, avec sa faible garnison et ses moyens insuffisants, de résister à ces forces imposantes, et, après un feu de quelques instants, il se décida, le 14, à signer la capitulation de la place. Les Bavarois s'emparèrent ainsi de 60 bouches à feu, 3,000 fusils, et d'approvisionnements considérables que le capitaine Leroy eut le tort de ne pas détruire. Ce matériel devait malheureusement être utilisé plus tard contre nous, notamment pendant le siège de Toul[1].

1. Le capitaine Leroy a, pour ce fait, été sévèrement blâmé par le conseil d'enquête présidé par le maréchal Baraguey-d'Hilliers (voir le numéro du *Journal officiel* du 5 mai 1872).

Positions le 16 août. — Les deux journées suivantes furent employées par la III[e] armée à poursuivre son mouvement en avant. Le 16 au soir, au moment où finissait la bataille de Rezonville, elle occupait les positions que voici :

4[e] division de cavalerie, à Pont-Saint-Vincent, au confluent du Madon et de la Moselle, avec ses avant-postes poussés en avant.
XI[e] corps, à Bayon, sur la Moselle.
II[e] corps bavarois, à Nancy.
V[e] corps, à Saint-Nicolas-du-Port.
Division wurtembergeoise, à Sommerwiller.
I[er] corps bavarois, à Einwiller.
VI[e] corps, à Blamont.
2[e] division de cavalerie (qui avait rejoint l'armée le 15), à Ogerviller et Montigny, couvrant la gauche de l'armée [1].

Dans l'après-midi du 16, les escadrons d'avant-postes du II[e] corps bavarois, s'étant avancés vers Toul, furent témoins d'un engagement qui avait lieu sur la rive nord de la Moselle et du canal de la Marne. La brigade de uhlans se porta aussitôt à Dommartin, et, pour faire une diversion utile, fit ouvrir le feu contre la place par sa batterie à cheval. Mais cette démonstration ne parut pas produire grand effet, et le combat ayant bientôt cessé au nord, la cavalerie bavaroise se retira sur Gondreville. On apprit alors que le combat auquel elle venait d'assister avait été livré par l'aile gauche de la II[e] armée et qu'ainsi la jonction des deux forces, effectuée depuis quelques jours déjà, existait toujours.

Nous allons maintenant laisser l'armée du Prince royal continuer son mouvement vers la Meuse. La situation des forces sur les différents théâtres d'opérations impose un retour en arrière et nous oblige à ne pas retarder davantage le récit des opérations, pleines à la fois de gloire et de douleurs, qui se sont déroulées dans les vallées de la Sarre et de la Moselle. Nous retrouverons plus tard les deux adversaires de Frœschwiller de nouveau face à face, et nous verrons leurs soldats encore une fois aux prises dans les champs si tristement célèbres de Beaumont et de Sedan.

1. Cette précaution était prise par suite de la persistance des rumeurs qui assignaient au 5[e] corps français une position d'attente dans les Vosges méridionales.



LIVRE TROISIÈME

CAMPAGNE DE LORRAINE

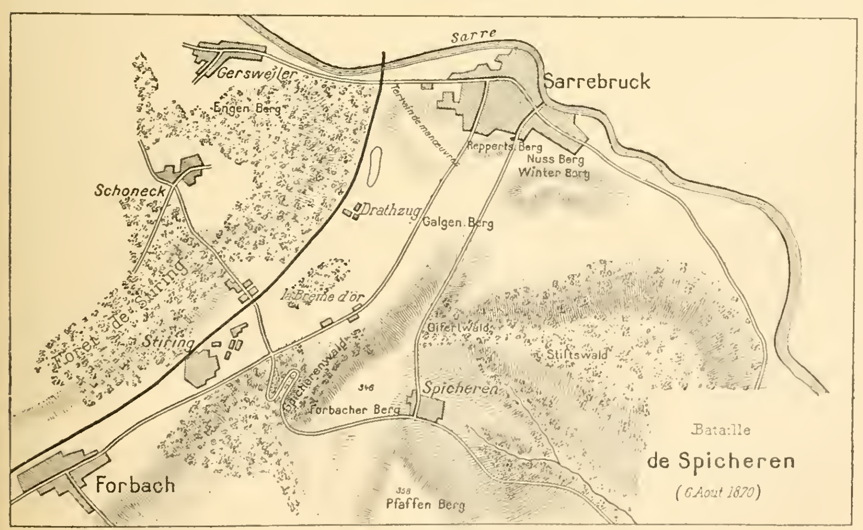
CHAPITRE PREMIER

BATAILLE DE SPICHEREN

Nous avons quitté les deux premières armées allemandes au moment où elles terminaient leur concentration, la Ire armée sur la Sarre, de son confluent à Sarrebrück, la IIe sur la ligne du Rhin.

Marches de la IIe armée allemande depuis le 30 juillet. — Le 29 juillet, la IIe armée, dont l'effectif allait bientôt atteindre les chiffres de 237,260 hommes, 77,349 chevaux et 546 pièces[1], avait, en exécution des ordres du généralissime, franchi le fleuve et marché, sous la protection de la cavalerie, vers la frontière française. Déjà, à cette date, l'état-major allemand était rassuré sur les craintes d'une alliance entre l'Autriche et la France, et fixé sur l'énorme supériorité numé-

1. Ces effectifs sont ceux que la IIe armée compta à la date du 3 août, quand les transports stratégiques furent complètement terminés.



Cartes pour servir à l'intelligence de la Bataille de Spicheren.

rique des forces dont il disposait ; il connaissait en outre les entraves qu'apportait à notre offensive la pénurie des effectifs. Néanmoins, le prince Frédéric-Charles ne fit exécuter la marche en avant qu'avec une extrême prudence et n'aventura sa cavalerie qu'en la soutenant d'assez près par de forts détachements d'infanterie. Il prit soin de rester constamment en liaison avec les Ire et IIIe armées, et avant d'aborder la longue et dangereuse zone boisée qui s'étend à l'ouest de Kaiserslautern jusqu'au cours de la Sarre, il fit arrêter un moment ses troupes de première ligne sur une position défensive, formée par la Lauter, petit affluent de la Nahe.

C'est que, malgré leur connaissance exacte de notre faiblesse, les généraux allemands craignaient encore que l'immobilité persistante de nos corps ne cachât quelque piège. Ils ne s'expliquaient pas pourquoi on avait ainsi jeté ceux-ci sur la frontière, encore incomplets et dépourvus du strict nécessaire, si ce n'était pour risquer en Allemagne une irruption hardie, destinée, par sa soudaineté, à mettre la confusion dans leur propre concentration. Dans l'incohérence de notre dispositif sur un front disproportionné, ils ne parvenaient point encore à discerner des projets accusés et ils se méfiaient, malgré eux, de cette attitude strictement défensive qui leur paraissait si peu conforme au tempérament français. Aussi leur stratégie restait-elle assez indécise, et leur marche vers la frontière ne s'exécutait-elle qu'avec les plus grandes précautions. Des étapes courtes, une cavalerie poussée très loin et cherchant, par tous les moyens, à déchiffrer l'énigme d'une situation demeurée fort obscure, une activité plus grande imprimée aux débarquements qui n'étaient pas encore terminés, enfin des fronts de marche resserrés et des corps disposés de manière à pouvoir toujours, le cas échéant, se prêter un appui réciproque, telles sont, durant cette période, les caractéristiques des mouvements assurément fort judicieux de l'ennemi.

Cependant, le 3 août, l'horizon parut s'éclaircir. Ce jour-là, les avant-gardes de la 6e division de cavalerie, qui patrouillaient à une demi-journée de marche de la frontière française, à l'est de Neunkirchen, furent avisées du combat qui s'était livré, la veille, à Sarrebruck. En même temps, un télégramme du grand quartier général donnait connaissance au prince Frédéric-Charles de notre démonstration sur ce point, en des termes qui semblaient y voir le prélude de l'offensive attendue chaque jour. Le prince répondit qu'il prenait des mesures pour la recevoir, mais lança néanmoins à la découverte des escadrons qui ne tardèrent pas à rétablir les choses sous leur vrai jour. Non seulement l'armée française ne marchait pas de l'avant, mais elle n'occupait même pas Sarrebruck, et ses reconnaissances ne dépassaient que fort peu la frontière, pour y rentrer aussitôt qu'elles apercevaient la cavalerie prussienne. Certes, ce n'étaient pas là les indices d'une offensive sérieuse, et les Allemands pouvaient désormais, sans crainte d'être brusquement attaqués, pousser à travers un pays libre de tout ennemi jusqu'à la Sarre et la Blies, où se trouvaient évidemment les forces françaises.

Aussitôt, M. de Moltke prescrivit, par un télégramme daté du même jour, de profiter immédiatement de ces circonstances favorables. — « L'ajournement du mouvement des Français, disait-il, permet de compter que, pour le 6 de ce mois,

la IIe armée pourra se trouver déployée en avant de la zone boisée de Kaiserslautern. ..... La IIIe armée franchit, demain, la frontière à Wissembourg. Offensive générale projetée sur toute la ligne. » En même temps, il envoyait l'ordre à la Ire armée de se porter, le 4, vers Tholey, afin d'assurer à la IIe sa coopération pour la bataille probable. Toutefois, prévoyant encore le cas où *il ne serait pas possible d'empêcher l'ennemi de se porter rapidement en avant*, il invitait le prince, si cette éventualité se produisait, à se concentrer derrière la Lauter, tandis que le général de Steinmetz viendrait alors grouper ses forces entre la Nahe et la Glan, formant ainsi avec lui une ligne en équerre contre laquelle se serait infailliblement brisée l'offensive française, si elle s'était produite à ce moment.

Mouvements de la Ire armée. — Mais déjà l'Empereur et le major général avaient renoncé, par force, à toute tentative de ce genre, et les corps français s'usaient, comme nous allons le voir, en mouvements de navette qui n'aboutissaient à rien, sinon à révéler d'une manière trop claire l'irrésolution du commandement Les renseignements fournis par les reconnaissances allemandes, hardiment exécutées, confirmaient d'autre part les généraux en chef des deux premières armées dans cette idée qu'ils n'avaient rien à craindre; quelques-unes même laissaient supposer que nous battions en retraite. Il n'y avait donc plus à hésiter. La IIe armée s'engagea dans la fameuse zone boisée, et atteignit le 6, par ses divisions de première ligne, le front Neunkirchen-Deux-Ponts. Mais il arriva que, pendant cette marche, les escadrons qui exploraient sur sa droite, durent, un moment, traverser les cantonnements de la Ire armée. Un conflit menaça de s'élever entre les deux commandants en chef; le prince Frédéric-Charles adressa à son collègue un télégramme assez sec, où il lui disait d'appuyer à droite, pour *éviter les collisions;* le général de Steinmetz s'empressa de n'en rien faire, et il fallut que M. de Moltke intervînt lui-même pour régler le différend. Il envoya, en conséquence, à la Ire armée l'ordre d'évacuer, dès le 6, la route Saint-Wendel-Tholey, tout en restant autour de ce dernier point. Mais ses instructions demeurèrent lettre morte, et voici comment :

Depuis le commencement de la campagne, le général de Steinmetz souhaitait ardemment d'attirer sur lui les forces de l'adversaire, « *ainsi qu'il l'avait fait avec un plein succès à l'ouverture de la campagne de* 1866[1]. » Par suite, aussitôt la nouvelle du combat de Sarrebruck connue, il avait formé le projet de se jeter en avant, et ne s'était conformé qu'à contre-cœur aux ordres du roi lui enjoignant de prendre position en arrière, à Tholey. Bien plus, craignant, s'il y restait, d'être devancé sur la frontière par le prince Frédéric-Charles et de se trouver ainsi privé de l'honneur de frapper les premiers coups, il prit sur lui, le 5, de passer outre aux instructions de M. de Moltke, et de dégager la IIe armée, non pas en faisant appuyer la sienne à droite, comme on le lui ordonnait, mais bien en la ramenant sur la Sarre, par un mouvement général. Le résultat de cette marche imprévue fut la bataille de

1. *La Guerre franco-allemande*, page 153.

Spicheren, livrée contre les intentions du généralissime, et aussi, hélas! une nouvelle victoire pour les armes allemandes. Il est à croire cependant que le général de Steinmetz ne fut pas complètement absous par le succès. L'état-major prussien, en plaidant longuement les circonstances atténuantes, a cherché à masquer cette désobéissance véritable sous une périphrase d'un délicat euphémisme, où il est question seulement d'une « *certaine divergence dans les appréciations et dans les vues immédiates du grand quartier général et du commandant en chef de la Ire armée*[1] ». Mais l'irritation intime qu'a dû ressentir le général de Moltke, à voir ainsi son autorité méconnue, ne s'est certainement pas calmée de sitôt; cet homme à la volonté si absolue et à l'âme si sèche ne pouvait certainement pardonner un pareil mépris de ses ordres, et il est probable qu'il l'a rappelé à qui de droit, quand, après la bataille de Saint-Privat, le général de Steinmetz eut, pour la seconde fois, donné prise à des critiques. L'esprit d'indépendance un peu excessif de celui-ci fut donc une des principales causes de la disgrâce où il tomba peu après; du moins explique-t-il les mesures prises à son égard, et comment, moins d'un mois après cette affaire, la Ire armée, décapitée, passait aux mains de l'ancien antagoniste du vainqueur de Spicheren.

Reconnaissances de la cavalerie. — Cependant, tandis que se déroulaient les phases de cet incident assez singulier, la cavalerie allemande poursuivait son exploration à grandes distances. Le 4 août, la brigade Bredow (de la 5e division) partait de Deux-Ponts, à deux kilomètres de la frontière française, lançait cinq détachements sur notre territoire entre Sarreguemines et Bitche, et reconnaissait les emplacements occupés par toutes les troupes du 5e corps[2]. Le même jour, le général de Redern, qui patrouillait à l'extrême droite de la IIe armée, envoyait en reconnaissance un capitaine de hussards qui parvenait à se glisser jusqu'à Emmersweiler, sur les derrières de la position du 2e corps, et rendait compte des mouvements qu'opéraient à ce moment certaines de ses fractions pour changer d'emplacement. On en concluait, à tort, dans l'état-major prussien, que nous battions en retraite, mais on acquérait aussi cette conviction, qu'une attaque de notre part devenait de jour en jour plus invraisemblable et qu'ainsi aucun obstacle ne viendrait désormais entraver l'offensive allemande[3]. En tous cas, on demeurait convaincu, non sans un certain étonnement, que la cavalerie française persistait dans son inaction, et que décidément elle ne voulait pas sortir de la zone des positions occupées par nos corps.

M. de Moltke possédait donc tous les éléments nécessaires pour agir avec promptitude; mais comme la IIIe armée était déjà engagée sur la frontière, il jugea qu'il fallait, avant de pousser les autres hardiment de l'avant, attendre le résultat

1. *La Guerre franco-allemande*, page 153.

2. C'est à la suite de cette reconnaissance que M. de Moltke donna l'ordre de faire le lendemain des démonstrations qui inquiéteraient le général de Failly et l'empêcheraient de rejoindre le maréchal. On sait à quel point il a réussi.

3. *La Guerre franco-allemande*, page 164.

de son attaque; si celle-ci réussissait, on jetterait alors sur la Sarre les Ire et IIe armées, en les faisant soutenir sur leur flanc gauche par la IIIe. Mais, en attendant, on pouvait toujours, sans danger aucun, dégager les troupes du prince Frédéric-Charles de la zone montagneuse et boisée qui entravait leur déploiement et les rapprocher encore davantage de notre frontière. En conséquence, le 4 août, le chef d'état-major général envoyait l'ordre à la IIe armée de reprendre sa marche, afin de sortir des défilés, et de se déployer en avant d'eux, sur un front assez large pour lui permettre à volonté, soit de pousser plus avant, soit de livrer bataille. Après le mouvement exécuté, elle aurait eu, en première ligne, un corps d'armée établi sur chacune des quatre grandes routes qui conduisent de la ligne Neunkirchen-Deux-Ponts sur la Sarre et la Blies[1]. Les deux divisions de cavalerie devaient continuer leur service en avant, et deux corps, les XIe et XIIe, former réserve. Enfin les gros bagages et une partie des trains restaient provisoirement en arrière, pour ne pas gêner l'écoulement des troupes dans les défilés qu'elles avaient à traverser.

Dispositions adoptées pour aborder la Sarre. — Cet ordre fut mis à exécution le 5; or, ce jour-là même, le général de Steinmetz opérait de son côté le mouvement sur la Sarre dont il a été question plus haut. La IIe armée se trouva donc enchevêtrée dans les corps de la Ire, et les dispositions prescrites par M. de Moltke devinrent en partie inexécutables. Le conflit soulevé entre les deux commandants en chef allait par suite en s'accentuant, et eût probablement pris une acuité nouvelle sans la diversion que vint apporter l'engagement du lendemain. Mais, en résumé, et bien que n'ayant plus toute la liberté de manœuvre désirable, il n'est pas moins vrai que les forces allemandes, arrivées à une très petite distance de notre frontière, présentaient maintenant, sur un front restreint et une profondeur équivalente à une seule journée de marche, des forces auxquelles les nôtres n'étaient certainement plus en état de résister.

D'ailleurs, pour bien comprendre les événements qui vont suivre, il est indispensable d'exposer avec quelque détail les mouvements prescrits aux deux armées allemandes, et de préciser les emplacements qui leur étaient assignés pour la journée du 6.

Ire armée. — En vertu des ordres du général de Steinmetz, le VIIe corps devait s'avancer jusqu'à 3 kilomètres de la Sarre; la 13e division à Puttlingen, avec l'avant-garde à Wölklingen; la 14e division à Guichenbach, *avec l'avant-garde à Sarrebruck*. Le VIIIe corps, partant de Bettingen et de Lebach et placé un peu en arrière, mettait également ses têtes de colonne en marche vers ce point. Le Ier corps, qui venait d'être tout récemment adjoint à la Ire armée, venait en deuxième ligne, ainsi que la Ire division de cavalerie, et s'avançait à environ une journée de marche de l'échelon formé par les VIIe et VIIIe corps.

1. Ces routes sont celles: 1° de Neunkirchen à Sarrebruck; 2° de Hombourg à Saint-Jean, par Saint-Ingbert; 3° de Hombourg à Sarreguemines; 4° de Einod à Rohrbach.

IIe armée. — Dans la IIe armée, les différents corps avaient ordre de gagner les positions suivantes :

IIIe corps à Neunkirchen, *avec son avant-garde à Sarrebruck ;*

Garde à Hombourg ;

IVe corps à Deux-Ponts, avec son avant-garde à Neu-Hombach ;

Xe corps à Waldmohr ;

IXe corps à Landstuhl.

C'est-à-dire que la IIe armée devait, une fois le mouvement terminé, se trouver placée sur deux lignes : la première, formée des IIIe, IVe corps et de la garde, sur un front de 25 kilomètres ; la deuxième, formée des IXe et Xe corps, sur un front de 18 kilomètres, et à une distance de la première de 15 kilomètres environ. Enfin, le XIIe corps, encore en arrière, à Kaiserslautern, constituait une troisième ligne.

Bien entendu, les 5e et 6e divisions de cavalerie ne cessaient pas de précéder l'armée et de l'éclairer en avant.

Cette disposition des forces devait amener sur la Sarre, ou très près d'elle, le soir du 6 août, quatre corps d'armée[1] et deux divisions de cavalerie.

On ne comptait, d'ailleurs, attaquer nos positions que le 7 ou le 8.

Mais on remarquera que deux avant-gardes, appartenant chacune à une armée différente, avaient reçu pour objectif le même point de Sarrebruck. Étant donnée la distance où elles se trouvaient de la Sarre, cette coïncidence devait provoquer en ce lieu leur rencontre à peu près inévitable. Aussi, dans l'irritation que lui causait l'attitude du général de Steinmetz, le prince ordonnait-il, le 6 au matin, au commandant du IIIe corps, d'employer la force, si besoin était, pour faire évacuer la ville par les troupes de la Ire armée[2]. On va voir comment l'impatience du général de Steinmetz lui évita l'obligation de recourir à une pareille extrémité.

Cavalerie. — Pendant ce temps, les 5e et 6e divisions de cavalerie étaient chargées d'exécuter une forte pointe contre la ligne ferrée de Sarreguemines à Bitche, pour maintenir sur ce point le général de Failly. Dans la nuit du 5 au 6, elles recevaient l'ordre de se tenir en contact immédiat avec l'ennemi, de chercher à faire des prisonniers et de rapporter soigneusement *tout ce qu'elles pourraient apprendre sur la direction de la retraite éventuelle des Français.* Il leur était spécialement recommandé, surtout, de se porter vivement dans la direction de Rohrbach[3].

Telles étaient les dispositions prises par le grand état-major allemand pour aborder la frontière de la Sarre. Abstraction faite des circonstances particulières dues à l'ardeur un peu inconsidérée du général de Steinmetz, on est obligé de reconnaître qu'elles témoignent d'un puissant esprit de suite et d'une science remarquable du groupement des forces. Il est assez piquant de constater, toutefois, que le même jour, et à quelques lieues de distance, deux batailles se sont engagées simultané-

1. Cinq même, si l'on compte la garde, désignée pour occuper Hombourg, à quelques kilomètres en arrière de la ligne Neunkirchen-Deux-Ponts.

2. Colonel Cassonge, *loc. cit.*, page 75. — *La Guerre franco-allemande*, page 297.

3. *La Guerre franco-allemande*, page 168.

ment, contrairement aux prévisions du généralissime et même malgré les ordres formels d'un des commandants d'armée. Preuve que les succès qui en ont été la suite ne sont pas dus uniquement à la valeur des combinaisons de nos ennemis, mais bien plutôt à notre excessive infériorité numérique, jointe à des dispositions tactiques les plus vicieuses qui se puissent imaginer. Ce sont ces dispositions que nous allons examiner maintenant.

Mouvements de l'armée française jusqu'au 6 août. — La stérile escarmouche de Sarrebruck, mince satisfaction donnée à l'anxiété publique, n'avait procuré aucun renseignement exact sur les positions ou les mouvements de l'ennemi. Après comme avant, on en était réduit aux conjectures et aux données assez vagues que contenaient certaines dépêches parvenues au quartier impérial et signalant la formation de la Ire armée, au nord de la Sarre, ainsi que les rassemblements des troupes de la IIIe dans le grand-duché de Bade et le Palatinat[1]. Quant à des renseignements précis, que seule la cavalerie eût pu fournir, on n'en possédait aucun, par la simple raison que celle-ci ne sortait pas de nos lignes et bornait son exploration à des reconnaissances à peine esquissées.

Irrésolution de l'Empereur. — D'autre part, les retards dans l'arrivée des réserves et la constitution des services administratifs, en détruisant les derniers espoirs d'offensive[2], commençaient à inquiéter l'Empereur, déjà très perplexe sur le choix d'un parti à adopter. L'irrésolution à laquelle il était en proie, et qu'augmentaient encore les nouvelles reçues de Paris, allait sans cesse grandissant, et se trahissait par une série d'ordres et de contre-ordres significatifs. On déplaçait sans cesse les troupes, on les épuisait en mouvements inutiles et incohérents et, somme toute, on n'opposait personne aux mouvements offensifs que l'ennemi dessinait contre notre frontière, d'une façon chaque jour plus accusée. C'est ainsi qu'on chargea le 4e corps, campé à Boulay, d'opérer le 4 une reconnaissance offensive sur Sarrelouis et qu'on le rappela, le mouvement déjà commencé, pour le diriger sur Sierck, parce qu'on avait appris qu'un corps de 40,000 hommes était passé à Trèves. De même la Garde avait reçu, le 4, l'ordre de se porter vers Saint-Avold, ordre annulé dans la même journée. Le 5, elle était envoyée à Volmerange, dans la direction de Sarrelouis, recevait en route un premier télégramme lui prescrivant de retourner à Metz; puis, à quelques minutes de là, une seconde dépêche la dirigeant sur Courcelles-Chaussy, point qu'il était trop tard pour atteindre. Le général Bourbaki la fit donc camper, pour reprendre sa marche le 6; il n'était pas en route depuis

1. Ces dépêches ont été citées par M. Alfred Duquet, qui n'a pas cru devoir en donner la provenance. Nous possédons, d'ailleurs, les preuves de leur authenticité. (Voir *Les Grandes batailles de Metz*. Paris, Charpentier, 1888, p. 11 et 12.)

2. M. le général Derrécagaix, évaluant à 233,000 hommes l'effectif de l'armée au 29 juillet, et étudiant, d'autre part, les emplacements des forces allemandes à cette date, estime que cette offensive était encore possible. (*La Guerre moderne*, tome Ier, page 505.) Il est à craindre, toutefois, que si elle s'était produite, la pénurie des services administratifs n'ait pas permis de la pousser bien loin.

plus d'une heure, qu'il recevait l'ordre de se rendre à Saint-Avold, puis celui de s'arrêter et enfin, à quatre heures du soir, celui de repartir pour Courcelles-Chaussy.

Essai tardif de concentration. — Sur ces entrefaites, la nouvelle du combat de Wissembourg était arrivée au quartier impérial. On en fut surpris; mais on crut pouvoir parer aux dangers de la situation en faisant appuyer vers l'est les 3e et 5e corps. Cependant on s'attendait toujours à une attaque sur la Sarre, et même on la désirait, s'il faut en croire cette dépêche adressée par le maréchal Le Bœuf au général Frossard : « Il est possible que l'ennemi nous attaque bientôt sur la Sarre; ce serait une heureuse chose qu'il vînt nous offrir la bataille avec 40,000 hommes, sur un point où nous en avons 70,000, *sans compter votre corps d'armée*[1]. »

On porta donc également le 4e corps de ce côté[2] et on l'établit sur la route de Boulay à Sarrelouis; puis, comme le 2e corps, prévenu de l'approche des forces ennemies, se trouvait trop en l'air, on l'autorisa, sur la demande de son chef, à prendre position plus en arrière. Enfin l'Empereur se décida à répartir, pour les opérations, l'armée française en trois groupes, et expédia aux maréchaux de Mac Mahon et Bazaine l'avis de cette décision. — Nous avons dit, au sujet de la bataille de Frœschwiller, ce qu'elle avait d'incomplet et de tardif; nous ajouterons seulement cette remarque : qu'elle ne parait en aucune façon au vice essentiel de notre concentration, qui était un éparpillement funeste auquel l'approche des armées allemandes ne donnait plus le loisir de remédier.

En raison de tous ces mouvements, l'armée française occupait les positions suivantes :

2e Corps. Sur les hauteurs de Sarrebruck, le 5 au soir. Dans la nuit du 5 au 6, il fut disposé en arrière et vint occuper :

1re *division* (Vergé), Stiring et Forbach;
2e — (Bataille), Œttingen;
3e — (Laveaucoupet), hauteurs de Spicheren.
Quartier général, division de cavalerie et 4 batteries de réserve à Forbach.
Le 2e corps comptait, au total, 29,000 hommes environ.

3e Corps :

1re *division* (Montaudon), Sarreguemines;
2e — (Castagny), Puttelange;
3e — (Metman), Marienthal;
4e — (Decaen), Saint-Avold, où se trouvaient aussi le quartier général, la cavalerie et la réserve d'artillerie.

1. Colonel Fay, *Journal d'un officier de l'armée du Rhin*. Le major général s'abusait étrangement en supposant les corps assez rapprochés les uns des autres pour fournir immédiatement ce chiffre de combattants.

2. Ce sont ces différents mouvements qui avaient confirmé l'ennemi dans l'idée que nous battions en retraite.



Combat de l'Éperon.

C'était un total de près de 38,000 hommes formant quatre groupes et répartis en arc de cercle, à des distances de Spicheren variant de 12 à 23 kilomètres. Cette remarque est à ne pas oublier.

4e Corps :

1re *division* (de Cissey), Bouzonville (Téterchen, le 6);
2e — (Grenier), Boulay (Boucheporn, le 6);
3e — (Lorencez), Coume (Boulay, le 6).
Quartier général, division de cavalerie et réserve d'artillerie à Boulay.

Ces troupes, ayant un effectif total de 27,500 hommes, occupaient des positions situées à une distance moyenne de 25 kilomètres de Wölklingen, point de passage assigné, on se le rappelle, à l'avant-garde de la 13e division prussienne.

5e Corps. A Bitche, sauf la brigade Lapasset, qui était à Sarreguemines.

Garde, à Courcelles-Chaussy.

« En résumé, dans cette journée (le 5), nous avions 29,000 hommes sur la frontière, aux abords du point que les troupes allemandes allaient attaquer le lendemain. Nous comptions, en outre, trois divisions du 3e corps (environ 25,000 hommes) à une demi-marche; enfin, il restait encore une division du 3e corps, la plus forte (environ 9,500 hommes) à une journée à peine. Nous étions, par conséquent, en mesure de concentrer, dans la matinée du 6, près de 55,000 hommes aux abords de Spicheren, et d'avoir, dans la soirée, 64,000 hommes sur le même point[1]. »

Mais nous avions aussi toutes nos divisions de cavalerie en arrière de nos lignes, et nous ne pouvions, par conséquent, rien connaître de ce que l'ennemi allait tenter. En outre, si, comme nous venons de le voir, le 3e corps se trouvait assez rapproché du 2e pour lui prêter son appui, il n'en était pas de même du 5e, tiraillé de droite et de gauche par les deux attaques simultanées de Frœschwiller et de Forbach, du 4e, placé beaucoup trop loin, et surtout de la Garde, revenue à Courcelles-Chaussy. Le 6 août au matin, ne l'oublions pas, deux armées allemandes se dirigeaient sur Sarrebruck par une marche convergente, et nous ne pouvions, par suite des dispositions existantes, leur opposer que deux corps d'armée. La situation, même abstraction faite de l'inaction du 3e corps, dont il sera parlé tout à l'heure, n'était donc pas égale, on en conviendra.

Description du champ de bataille. — En se repliant de Sarrebruck sur les hauteurs de Spicheren, le général Frossard avait espéré à la fois parer aux dangers de sa position trop en pointe, protéger le chemin de fer, et surveiller les débouchés de la Sarre. Sa ligne de bataille, qui allait de Stiring au Gifert-Wald, était coupée en deux par une forêt épaisse, fortement accidentée, dite forêt de Spicheren, et ter-

1. Général Derrécagaix, *La Guerre moderne,* tome Ier, page 514.

minée à droite par l'éperon de *Rotherberg*, menacé, si l'ennemi parvenait à se glisser dans les bois, d'être enveloppé sans que les troupes de gauche pussent intervenir. A la vérité, cet éperon dominait la contrée et donnait des vues avantageuses sur la Sarre, mais il était beaucoup trop étroit pour qu'une troupe importante pût s'y déployer, et sur son flanc droit s'étendaient d'épais fourrés, très propices à masquer une attaque. La position du 2e corps n'était donc pas des plus avantageuses ; d'autant qu'en débouchant de la Sarre, l'ennemi devait trouver un espace découvert, mouvementé seulement par quelques collines allongées et plantées de vignes assez hautes pour fournir des abris aux tirailleurs. Ces collines, orientées de l'ouest à l'est, s'épanouissaient vers l'*Exercir-Platz*, dont il a déjà été question à propos de l'affaire de Sarrebruck et formaient les hauteurs du *Galgenberg*, du *Winterberg*, du *Nüssberg* et du *Reppertsberg*.

Au centre de la ligne, une vallée tourmentée et creusée de ravins abrupts séparait nos troupes ; trois maisons, l'auberge de la *Brême d'or*, la douane et la ferme dite *Baraque Mouton*, occupaient le pied des pentes sur la route de Forbach à Sarrebruck ; à gauche, le village de *Stiring*, formé presque exclusivement des forges de M. de Wendel et de leurs dépendances, constituait le seul point d'appui sérieux de cette trouée de 1,800 mètres environ, dominée de tous côtés et enserrée dans des fourrés épais. Enfin la voie ferrée courait de l'est à l'ouest, doublant à quelque distance la route de Forbach à Sarrebruck.

Somme toute, nous occupions bien plutôt une série de positions qu'une ligne de bataille véritable ; par suite, la cohésion des troupes n'était pas assurée, chaque unité allait se trouver réduite à des efforts individuels, dans des conditions toutes particulières d'infériorité, et la menace perpétuelle d'une attaque venue des fourrés qui débordaient nos flancs devait provoquer l'inquiétude et l'hésitation chez nos soldats, trop peu habitués par leur instruction du temps de paix à cette guerre des bois. Certes, la position de Cadenbronn, étudiée en 1867 par le général Frossard, et placée à 7 kilomètres en arrière, était, au point de vue défensif, infiniment meilleure. Il est tout à fait regrettable que dans son mouvement de recul, le commandant du 2e corps, s'appuyant sur les résultats de ses reconnaissances antérieures, n'ait pas demandé à rétrograder jusque-là.

Quoi qu'il en soit, les troupes du 2e corps furent réparties de la façon suivante :

Division Laveaucoupet, sur le plateau de Spicheren, face au nord-est. La brigade Micheler formait la première ligne, devant le village ; elle avait envoyé, en arrivant vers une heure du matin, une grand'garde au pied de l'éperon du Rotherberg, dans le Gifert-Wald. La brigade Doëns et l'artillerie constituaient la 2e ligne, derrière Spicheren.

Division Vergé, à Forbach (brigade Valazé) et Stiring (brigade Jolivet).

La 1re brigade était chargée de garder la route de Sarrelouis. La 2e protégeait la gare de Stiring, avec un régiment, le 76e, placé à l'est, et l'autre, le 77e, établi à l'ouest de la route de Sarrebruck. Cette division avait placé ses grand'gardes vers la lisière des bois de Stiring et Schoneck.

Division Bataille, près d'Œttingen, sur le Kelsberg.

Nous avons déjà dit que le quartier général, la cavalerie et la réserve d'artillerie se trouvaient à Forbach. Toutefois, les deux batteries de 12 de celle-ci avaient été maintenues, on ne sait pourquoi, à Morsbach, sur les derrières.

Premières escarmouches. — Le 6 août, à la pointe du jour, les avant-postes de a brigade Redern remarquaient que les hauteurs du sud de Sarrebruck étaient abandonnées par les troupes qui les occupaient la veille encore. Immédiatement un escadron de hussards se lança à la découverte, accompagné d'un peloton de cuirassiers, et pénétra dans le Gifert-Wald jusqu'au pied des hauteurs de Spicheren. Là, il se heurta à la grand'garde que la brigade Micheler y avait placée, et fut reçu par le feu de quatre pièces, qui, sous la protection d'un escadron, s'étaient établies au nord du Rotherberg. Il dut reculer sans avoir pu exactement apprécier nos emplacements[1]. Mais d'autres reconnaissances exécutées pendant le même temps sur notre flanc gauche donnaient des résultats plus concluants et précisaient le mouvement en arrière des troupes du 2ᵉ corps. La cavalerie allemande supposa en conséquence que les divers détachements rencontrés par elle avaient été laissés là pour couvrir un mouvement de retraite, et son chef, le lieutenant-général de Rheinbaben, arrivé de sa personne sur l'Exercir-Platz, partagea cet avis. Vers onze heures, il télégraphiait au prince Frédéric-Charles : « Les Français tiennent les hauteurs de Spicheren avec de l'artillerie et de l'infanterie ; ils commencent la retraite. »

Cependant une particularité semblait inexplicable aux officiers allemands. Les ponts de la Sarre étaient intacts, et tous les débouchés praticables. Un oubli aussi complet des précautions les plus élémentaires leur paraissait tellement étrange qu'ils ne savaient à quoi l'attribuer. Mais ils jugèrent immédiatement qu'il fallait en profiter sans hésitation.

De son côté, le prince Frédéric-Charles avait été, dès la pointe du jour, informé par les rapports de la 6ᵉ division de cavalerie de l'évacuation des hauteurs de Sarrebrcuk. Il pensa, lui aussi, que dans ces conditions, il était indispensable de prendre possession des débouchés abandonnés, et prescrivit télégraphiquement, à 8 heures du matin, que dans chaque corps d'armée, les objectifs assignés par l'ordre de la veille seraient dépassés partout, que les deux divisions de cavalerie poursuivraient l'ennemi l'épée dans les reins, et que la 5ᵉ division d'infanterie, dont l'avant-garde seule devait occuper Sarrebruck, y serait portée tout entière[2].

Pendant ce temps, que se passait-il au camp français, où les soldats s'étaient installés à une heure du matin seulement, après une marche rétrograde très courte, il est vrai, mais rendue particulièrement pénible par la précipitation avec laquelle elle s'était opérée, ainsi que par l'énervement d'une pluie continue? Le général Frossard avait reçu de Metz, à 5 heures du matin, un télégramme ainsi conçu : « *Tenez-vous prêt contre une attaque sérieuse qui pourrait avoir lieu aujourd'hui*

1. *La Guerre franco-allemande*, page 292.

2. C'est en donnant cet ordre que le prince autorisait l'emploi éventuel de la force pour chasser de Sarrebruck la 14ᵉ division.

même[1]. » Il s'occupa aussitôt de faire exécuter quelques ouvrages de campagne aux deux ailes de sa ligne de bataille. De son côté, le général de Laveaucoupet chargea son chef d'état-major, le lieutenant-colonel Billot, de faire, en compagnie du commandant du génie Peaucellier, une reconnaissance sur le front de sa division. C'était le moment précis où l'escadron prussien, parvenu jusqu'au Gifert-Wald, était obligé de tourner bride sous le feu de nos canons, et personne ne pouvait voir dans cette escarmouche insignifiante le prélude d'une grande bataille. Les deux officiers supérieurs poursuivirent donc leur inspection, mais leur attention fut attirée par des lignes de tirailleurs assez épaisses qui se montraient en avant de Sarrebruck, et par l'arrivée de batteries d'artillerie sur l'Exercir-Platz. Quelques minutes après, la lutte s'engageait spontanément par une vive canonnade; nos pièces de l'Éperon ripostaient avec énergie, et la bataille, si ardemment désirée par le général de Steinmetz, commençait sans que celui-ci s'en doutât.

Le commandant de la 14e division prussienne (VIIe corps), général de Kameke, avait en effet, pendant la marche qu'il exécutait sur Sarrebruck en vertu des ordres de son commandant en chef, été instruit par les rapports de la cavalerie de l'évacuation de la ville. « Convaincu qu'il n'avait devant lui que l'arrière-garde de Frossard en retraite, il ne voulut pas perdre un instant pour poursuivre son adversaire[2] », et fit demander au général de Zastrow, commandant du VIIe corps, l'autorisation de franchir la Sarre pour occuper les hauteurs de l'ouest. La réponse fut qu'il pouvait agir d'après ses propres inspirations[3].

Certes, l'offensive du général de Kameke était singulièrement téméraire, étant donné l'éloignement où se trouvaient encore, à cette heure matinale, le gros du VIIe corps ainsi que le reste de l'armée prussienne. Elle pouvait avoir pour lui, en cas d'insuccès, des conséquences funestes, et exercer sur la marche des corps en arrière une répercussion des plus fâcheuses. Le général de Kameke n'hésita cependant point à la poursuivre, et, usant sans plus tarder de la latitude qui lui était laissée, ordonna à son avant-garde d'aller occuper les hauteurs, tandis que le gros de la division hâterait sa marche vers la Sarre[4]. Peu d'instants après, le général de François, chef de cette avant-garde, rencontrait le commandant du VIIIe corps, général de Gœben, venu de sa personne en reconnaissance vers Sarrebruck, et en recevait la promesse d'un concours effectif, au cas où celui-ci deviendrait nécessaire. Enfin, le général de Dœring, qui commandait l'avant-garde de la 5e division (IIIe corps) et s'était également porté en

1. Général Frossard, *Rapport sur les opérations du 2e corps*. Paris, Dumaine, 1872, page 36.

2. Colonel Borbstædt, *Opérations des armées allemandes*, traduction Costa de Serda. Paris, Dumaine, 1872, page 305.

3. *La Guerre franco-allemande*, page 294.

4. La formation de marche adoptée par la 14e division a été souvent citée dans les traités spéciaux. Elle était, à peu de chose près, celle que prescrivent nos règlements actuels, et qui est basée sur la répartition des différentes armes dans les colonnes suivant l'urgence de leur arrivée sur le champ de bataille. Il est inutile de dire qu'à cette époque nos adversaires en avaient malheureusement seuls encore le monopole.

avant pour reconnaître le terrain, fit avertir le général de François de sa présence; puis, comme il apercevait des troupes françaises venant de Stiring, et qu'il craignait que la 14e division, livrée à elle-même, ne fût pas en force, il envoya à sa brigade en marche l'ordre de continuer sans désemparer vers Sarrebruck, et rendit compte de tout cela au général d'Alvensleben, commandant du IIIe corps, lequel prit aussitôt ses mesures pour faire affluer sur ce point, dans le cours même de la journée, la plus grande partie possible des troupes de son corps[1].

Ce sont là de beaux exemples de solidarité, dont, il faut du reste en convenir, les généraux allemands sont coutumiers. A les rapprocher de la conduite si différente qu'ont tenue dans cette fatale journée les chefs du 3e corps français, dont nous verrons bientôt la déplorable inertie, on éprouve un sentiment de douleur et de regret; car si les principes qui animaient à cet égard nos adversaires eussent été également en honneur dans notre armée, si la loi sacrée qui impose à une troupe, sous peine de forfaiture, le devoir imprescriptible de se porter elle-même au secours de ceux qui combattent, avait été, comme aujourd'hui, gravée dans le cœur et dans la chair de tous, alors on n'aurait pas vu ce spectacle lamentable d'un corps d'armée entier écrasé à quelques kilomètres d'un autre qui ne fait rien pour le sauver. « *Péris, mais secours tes frères !* » dit le proverbe russe. Voilà la règle, voilà le devoir militaire et l'évangile du soldat. L'homme fatal qui allait bientôt perdre l'armée tout entière était seul capable de l'oublier.

Sur l'ordre du général de Kameke, l'avant-garde de la 5e division déboucha donc de Sarrebruck, en passant tranquillement la Sarre au moyen des ponts intacts, et occupa le Reppertsberg. Il était onze heures à peu près. Ce mouvement, parfaitement vu des troupes qui occupaient l'Éperon, ne laissait aucun doute sur les intentions de l'ennemi, et le général de Laveaucoupet jugea qu'il était urgent de prendre des dispositions défensives. Il disposa en conséquence sur l'Éperon les troupes qu'il avait sous la main, c'est-à-dire le 10e bataillon de chasseurs, quelques soldats du génie et un bataillon du 40e, puis il appela à lui une batterie (8e du 17e) dont deux pièces seulement purent, en raison de l'exiguïté du terrain, se mettre en batterie. A ce moment, une batterie prussienne venait se placer sur l'Exercir-Platz, et son tir ne tardait pas à obliger nos pièces à rétrograder; bientôt une seconde, puis une troisième batterie passèrent successivement la rivière, et ouvrirent un feu dont l'intensité semblait indiquer une attaque prochaine. Enfin l'infanterie entra en ligne à son tour et deux colonnes, dirigées sur les flancs de la position, cherchèrent, grâce aux abris de terrain, à en déloger nos soldats.

C'était un total de cinq bataillons prussiens qui, à ce moment, tentaient d'aborder les hauteurs formidables de l'Éperon, où la brigade Micheler s'était portée tout entière. Deux d'entre eux, s'engageant dans le ravin de Saint-Arnual, et pénétrant dans les fourrés que nous n'occupions pas, s'avancèrent jusqu'au pied de l'Éperon et refoulèrent le 3e bataillon du 40e, occupé à reconnaître les taillis qui le couvraient.

1. *La Guerre franco-allemande*, page 299.

Mais le 1[er] bataillon de ce régiment, accouru au secours du 3[e], arrêta leurs progrès et suffit à les maintenir sur place. En même temps, un autre bataillon prussien, qui avait essayé de se porter plus à gauche encore, était contraint aussi de revenir en arrière. Aucun ennemi ne réussissait à dépasser la lisière ouest du Gifert-Wald, malgré le feu terrible dont les trois batteries, postées maintenant au Winterberg et prenant d'écharpe nos positions, couvraient la brigade Micheler. Quant aux deux bataillons de réserve, ils n'avaient pas quitté le Reppertsberg.

Mais en même temps qu'il faisait aborder l'Éperon, le général de Kameke dirigeait sept compagnies, protégées par une batterie en position sur l'Exercir-Platz, contre la division Vergé, établie à Stiring. Sur ce point, des dispositions défensives avaient été prises aussi, dès que les premières troupes prussiennes s'étaient montrées à Sarrebruck ; nos forces s'étaient reportées dans les bois de Stiring entre les *Vieilles-Houillères* et le village de Schöneck (77[e] de ligne), et la plaine en avant des collines (76[e] de ligne et 3[e] bataillon de chasseurs); deux sections de la 5[e] batterie du 5[e] avaient pris position près du 76[e]; enfin la brigade Valazé gardait Forbach.

La batterie de l'Exercir-Platz ouvrit tout d'abord un feu violent sur nos quatre pièces et les écrasa : il fallut que le reste de la 5[e] batterie et une batterie à cheval (7[e] du 17[e]) accourussent à leur secours pour les sauver d'une destruction totale. Puis bientôt l'infanterie, s'approchant à l'abri, déboucha du petit bois de Stiring, à l'est de la voie ferrée, et commença son tir contre le 76[e]. Heureusement ce brave régiment s'attendait à l'attaque; il la reçut vigoureusement, y répondit avec une énergie soutenue, en sorte qu'après deux heures d'une lutte acharnée, l'ennemi fut obligé de se replier, avec des pertes considérables. Cependant, vers une heure et demie, un bataillon allemand parvint à pénétrer dans la forêt communale de Sarrebruck et chercha à tourner la gauche du 77[e]. Accueilli par une violente fusillade, et s'apercevant qu'au delà du chemin de fer « la lutte prenait une mauvaise tournure[1] », il rétrograda jusque vers Drahtzug, où une de ses compagnies le protégea en soutenant « un combat meurtrier[2] ».

La situation de la droite ennemie était donc en ce moment des plus critiques[3], et le général de François, aussitôt qu'il en fut instruit, se hâta de diriger de ce côté trois compagnies des deux bataillons laissés en réserve au Reppertsberg. L'arrivée de ce renfort, vers deux heures, permit aux troupes déjà engagées de rétablir le combat; aussi bien, vers le même temps, la 29[e] brigade prussienne débouchait à son tour des ponts de la Sarre et s'engageait dans les bois de Stiring. Nos soldats, fatigués par la lutte opiniâtre qu'ils venaient de soutenir, semblaient faiblir : le général Vergé dut aviser le général Frossard des dangers qui le menaçaient, et lui demander du secours. Celui-ci, toujours à Forbach, dirigea aussitôt sur Stiring le 32[e] de ligne et une batterie de la réserve (10[e] du 3[e]), dont l'arrivée permit d'arrêter net les progrès des Prussiens. En même temps, pour

1. *La Guerre franco-allemande*, page 308.
2. *Ibid.*
3. *Ibid.*

combler l'intervalle qui existait entre nos deux ailes, il donnait l'ordre au général Valabrègue de l'occuper avec quatre escadrons. Mais, au bout d'une heure et demie d'attente sous un feu qui leur infligeait des pertes cruelles, ceux-ci voyaient s'évanouir pour eux tout espoir d'intervenir, et, privés des abris que leur avaient offerts jusque-là des constructions isolées, maintenant démolies par les obus prussiens, se retirèrent en arrière vers Stiring et se placèrent en soutien de l'artillerie de réserve.

Tentative contre le Rotherberg. — Retournons au Rotherberg, où l'action a pris une intensité nouvelle, et où la physionomie définitive de la bataille commence à se dessiner. Le général de François, comprenant très bien que cette hauteur, dont la masse rougeâtre dominait tout le pays, constituait la clef véritable de la position, et convaincu, d'après les rapports de la cavalerie, qu'elle n'était que faiblement occupée, avait déjà, vers une heure, fait une nouvelle tentative pour s'en emparer avant que des renforts n'arrivassent à ses défenseurs. Prenant avec lui les deux bataillons de réserve du Reppertsberg[1], il s'était élancé, au prix de pertes très sérieuses, dans la plaine mamelonnée qui s'étend entre la Sarre et l'Eperon, et avait tenté, sous la protection des trois batteries accourues sur le Galgenberg, de déborder l'Éperon sur ses deux flancs. Poussés en avant par cet effort, les trois bataillons arrêtés depuis la matinée dans le Gifert-Wald reprirent alors l'offensive et réussirent à gagner les abords de l'Éperon. En un instant, la brigade Micheler, encore seule sur la hauteur, se trouva presque enveloppée, et le général de Laveaucoupet n'eut que le temps d'appeler à lui la brigade Doëns, maintenue jusqu'alors derrière le village de Spicheren. Deux bataillons du 63e de ligne et un bataillon du 2e franchirent aussitôt, malgré un feu terrible, le ravin qui sépare le village du Gifert-Wald, atteignirent l'Éperon, et, ouvrant sans plus tarder une fusillade meurtrière, contraignirent les Allemands du général de François à s'arrêter. Ceux-ci, décimés, tourbillonnant et à bout de forces, furent réduits à chercher des abris au pied même du rocher, et se blottirent pêle-mêle contre la base des escarpements, où les balles partant des tranchées placées au-dessus de leur tête, ne pouvaient plus les atteindre.

Mais, malgré tout, la situation n'était pas sans gravité. Dans le Gifert-Wald, en effet, les Prussiens, mieux abrités, n'étaient maintenus en place qu'au prix d'une lutte opiniâtre et sanglante ; les munitions commençaient à s'épuiser, aucune réserve n'était plus disponible, et les soldats, qui combattaient à jeun depuis de longues heures, témoignaient déjà d'une fatigue visible. Il fallut, pour maintenir leur énergie à la hauteur des circonstances, l'intervention personnelle du général de Laveaucoupet, qui, mettant l'épée à la main, se jeta en avant, et brillamment secondé par son chef d'état-major ainsi que par le commandant Peaucellier, réussit à communiquer à tous son ardeur et sa bravoure. Électrisés par cet exemple, nos fantassins

1. Moins les trois compagnies qui, ainsi qu'il a été dit précédemment, étaient, au même moment, dirigées sur Stiring, au secours de l'aile droite.



1. Général de Steinmetz. — 2. Général Von Der Tann. — 3. Gal de Voigts-Rhetz.
4. Général de Podbieski.

oublièrent leur lassitude et, dans un vigoureux et suprême effort, rejetèrent en désordre sur le Winterberg les assaillants durement éprouvés.

Situation à trois heures de l'après-midi. — Il était trois heures environ. L'offensive prussienne avait partout échoué, et l'attaque, exécutée par 15,000 hommes appuyés de 24 bouches à feu contre 13,400 qui ne possédaient que 18 pièces[1], dont 6 mitrailleuses, n'avait pu prendre pied sur nos positions. Et cependant les assaillants, s'avançant constamment à l'abri de fourrés, avaient trouvé là une protection efficace, qui manquait généralement aux défenseurs, obligés de combattre en terrain découvert sur la plus grande partie de leur front, et ne sachant qu'imparfaitement d'ailleurs utiliser les couverts. Enfin la supériorité matérielle avait été acquise, dès le début, à l'artillerie adverse, et nos pièces, comme à Frœschwiller, ne luttaient qu'avec les plus grandes difficultés. Cependant le courage des soldats avait suppléé à tout, si bien qu'à cette heure déjà avancée de la journée, les Prussiens non seulement ne pouvaient plus avancer, mais encore ne se maintenaient qu'avec la plus grande peine en face de notre front. Les mouvements tournants qu'ils avaient tentés, sans succès d'ailleurs, avaient développé leur ligne outre mesure, et la seule 14e division occupait une étendue de près de 6 kilomètres, alors que la position française en comptait quatre au maximum. Sa formation était donc, par cela même, excessivement mince, et il n'eût fallu qu'un effort léger pour la rompre complètement.

Mais, pour que cet effort fût fait, deux choses étaient nécessaires : d'abord la ferme volonté de ne pas s'en tenir à la défensive passive, ensuite la présence sur le champ de bataille du général en chef. Or, la confiance dans les positions dominantes, nous avons déjà eu plusieurs fois l'occasion de le constater avec douleur, était telle à cette époque que dès qu'on en occupait une, on ne l'abandonnait que pour battre en retraite, jamais pour foncer de l'avant ; en outre, à trois heures de l'après-midi, le général Frossard, malgré les avertissements reçus sur l'imminence d'une attaque, n'avait pas encore quitté Forbach. Dans ces conditions, il était difficile de prendre l'offensive.

Quant aux Allemands qui ne connaissaient pas encore l'inertie tactique dont nous étions frappés, ils ne se sont fait depuis aucune illusion sur les périls dont les eût menacés, à cette heure, la témérité du général de Kameke, si nos généraux avaient cherché à y répondre par autre chose que la passivité. « La situation du côté des Prussiens, dit la Relation du grand état-major allemand, rendait assurément fort urgente l'entrée en ligne de troupes fraîches pour venir en aide à la 14e division, dans la lutte inégale qu'elle avait soutenue jusqu'alors sur un front de près de 6 kilomètres..... à tout instant, on pouvait s'attendre à voir l'ennemi profiter de sa grande supériorité numérique pour refouler ou pour rompre la faible ligne de bataille qui lui était opposée[2]. »

1. L'arrivée de la batterie de réserve envoyée, vers deux heures, de Forbach à Stiring, par le général Frossard, porta ce chiffre à 21 pièces.

2. *La Guerre franco-allemande*, page 320.

En effet, avec la brigade Valazé, restée à Forbach, avec la division Bataille, maintenue à Œttingen jusqu'à trois heures passées, le 2e corps comptait 29,000 hommes. Avec le secours du 3e corps, c'était plus de 60,000 hommes qu'on pouvait jeter sur l'armée de Steinmetz, arrivant à la Sarre par petits paquets et débouchant unité par unité, au risque de voir ses divisions renversées les unes sur les autres... Non : on préféra rester sur place, se borner à défendre la position jusqu'au moment où l'on se vit forcé de l'évacuer, et faire tuer des hommes au lieu de se mouvoir et de manœuvrer. Jamais aussi inconcevable inconscience des réalités de la guerre n'a été constatée ; jamais on n'a vu le commandement s'effondrer de la sorte et jamais non plus général placé dans la situation critique du général de Kameke n'a eu cette bonne fortune d'avoir affaire à un adversaire qui ait aussi peu su exploiter cette situation.

Attaque du Rotherberg. — Cependant l'état des choses n'allait pas tarder à se modifier à notre détriment, par l'entrée en ligne successive des divers éléments de la Ire armée et du IIIe corps. Vers trois heures et demie, le général d'Alvensleben atteignait Sarrebruck, amenant avec lui des batteries du IIIe corps qui couvraient aussitôt de projectiles l'éperon de Spicheren ; peu d'instants après, d'autres batteries appartenant à la 16e division (VIIIe corps) venaient augmenter encore l'intensité du feu. Trente-six pièces tiraient à la fois, contre lesquelles notre malheureuse artillerie luttait en désespérée, mais sans résultat. Le général de Kameke, voyant d'autre part les progrès de la 28e brigade vers Stiring, jugea alors que le moment était propice pour revenir à la charge, et renouvela au général de François l'ordre de s'emparer de l'Éperon, en le débordant par le Gifert-Wald.

Se mettant aussitôt à la tête du bataillon qui était resté, depuis son récent échec, blotti au pied de la montagne, le général de François se lance à l'escalade des rochers. Après une ascension des plus pénibles, cette troupe atteint la crête et se trouve face à face avec le 10e bataillon de chasseurs qui occupe la tranchée-abri. Un feu terrible arrête sa marche ; elle hésite, se rompt, et va redescendre en désordre l'escarpement, quand l'artillerie du Galgenberg vient faire en sa faveur une puissante diversion ; les obus qui, passant par-dessus la tête des fantassins, tombent dans la tranchée, y broient nos malheureux chasseurs, et rendent la position intenable. Le 10e bataillon est obligé de reculer et d'aller prendre position sur un versant de terrain, placé à quelque distance en arrière ; et là, il recommence ses feux à volonté. Mais il est trop affaibli maintenant pour repousser l'assaut victorieux d'un ennemi déjà supérieur en nombre, et que vient au même moment renforcer une compagnie du 39e. Tout ce qu'il peut faire, c'est de le maintenir sur place ; en vain le général de François, l'épée à la main, essaye-t-il d'entraîner ses hommes dans un suprême effort. Frappé de cinq balles, il s'affaisse et expire bientôt, payant noblement de sa vie ce premier triomphe si chèrement acheté.

C'était d'ailleurs le seul que l'ennemi eût remporté encore. Dans le Gifert-Wald, la brigade Micheler contenait victorieusement les efforts des bataillons qui tentaient

par ce côté de tourner notre droite. Les Prussiens subissaient là des pertes énormes et finalement étaient repoussés. « Épuisés par cette longue lutte, ayant en partie consommé leurs munitions et ne pouvant trouver à proximité ni secours, ni approvisionnements, ils se voient contraints de battre en retraite. Les Français les suivent jusqu'à la lisière nord de la forêt, d'où ils accompagnent d'un feu rapide et meurtrier les débris qui se replient sur le Winterberg[1]. »

De même, plus près du Rotherberg, le 40e de ligne tenait bon et refoulait les compagnies du 39e prussien qui formaient la droite de l'attaque allemande de ce côté. La division Laveaucoupet, sauf la perte de la tranchée de l'Éperon, réussissait donc à conserver ses positions, et sa situation semblait d'autant meilleure qu'à ce moment (4 heures) lui arrivait en renfort la brigade Fauvart-Bastoul. Le général Bataille, entendant d'Œttingen le fracas de la bataille, s'était empressé en effet de diriger cette brigade sur Spicheren, sans ses sacs ; il envoyait avec elle également un bataillon du 23e de ligne (commandant Bézard) et une batterie d'artillerie (8e du 5e, capitaine Benoist). C'était là un appoint précieux que le général de Laveaucoupet utilisa sans plus tarder. Plaçant dans le Gifert-Wald et sur les pentes est de l'Éperon deux bataillons du 66e, il envoya le reste au nord-ouest du village, face à la vallée de Stiring. Les Prussiens étaient déjà en effet, ainsi que nous le verrons tout à l'heure, maîtres de la *Brême d'or*, d'où ils menaçaient de nous prendre à revers : l'arrivée très opportune de la brigade Bastoul vint donc à propos mettre un terme à leurs progrès.

Malheureusement, à ce faible secours, l'ennemi pouvait maintenant répondre par l'entrée en action de troupes nombreuses qui allaient, d'un seul coup, lui assurer une trop imposante supériorité numérique. Déjà apparaissaient sur les collines de la rive gauche les têtes de colonnes de la 16e division (VIIIe corps) et le gros de la 5e. De nouvelles batteries, arrivant avec elles, en débarquant du chemin de fer, prolongeaient la ligne de feu dont nos troupes du plateau avaient tant à souffrir, et venaient augmenter d'instant en instant le chiffre des pertes que l'absence de réserve rendait irréparables. Les généraux ennemis, atteignant l'un après l'autre le champ de bataille, se repassaient le commandement, par rang d'ancienneté, et donnaient à l'action, avec une direction qui se centralisait à mesure, une cohésion bien plus redoutable que les efforts décousus du début. Au général de Kameke avaient déjà succédé les généraux de Stülpnagel, commandant la 5e division, et de Gœben, commandant le VIIIe corps. C'était maintenant le général de Zastrow, commandant le VIIe corps, qui prenait la direction de la bataille, avec pleins pouvoirs de la pousser jusqu'au bout.

On se souvient en effet que cet officier général, pressenti par le commandant de la 14e division sur l'opportunité de s'emparer des hauteurs de Spicheren, avait laissé libre son subordonné d'agir suivant ses inspirations[2]. Toutefois, voulant, lui aussi, avoir l'assentiment du commandant en chef, il avait envoyé à

1. *La Guerre franco-allemande*, page 319.
2. Voir page 230.

celui-ci, vers midi, un officier de son état-major pour lui demander s'il devait amener son corps tout entier sur la Sarre. Or, voici quelle avait été textuellement la réponse du général de Steinmetz : « *L'ennemi doit être puni de sa négligence.* Afin de l'empêcher de rentrer dans les positions qu'il a évacuées sur la rive gauche de la Sarre, le commandant en chef déclare en approuver l'occupation, *dans l'intérêt de la IIe armée;* on cherchera aussi à gêner les embarquements de troupes françaises qui ont lieu à Forbach, et qui ne paraissent couverts que par peu de monde. »

Cet ordre, présomptueux mais net, devait évidemment fixer toutes les hésitations du général de Zastrow. Celui-ci n'avait donc plus, une fois en possession du commandement, qu'à prendre ses mesures pour en assurer l'exécution, en tant qu'elle était possible[1]; et c'est ainsi qu'aussitôt après son arrivée, l'attaque de nos positions fut reprise avec une nouvelle vigueur[2].

Il était temps d'ailleurs de venir au secours des bataillons aux prises avec les nôtres : « A la suite de la mort du général de François, dit la Relation allemande, la situation des cinq compagnies prussiennes du Rotherberg était devenue si fâcheuse qu'il importait de plus en plus de les soutenir. Déjà les munitions leur manquaient, et ce n'était que par des prodiges d'opiniâtreté qu'elles se maintenaient encore dans les tranchées dont elles s'étaient emparées sur la crête la plus avancée[3]. » On dirigea donc de leur côté des troupes fraîches, grâce auxquelles nos lignes avancées dans le Gifert-Wald furent refoulées. Le général Doëns, voyant ce mouvement de recul, fonça sur l'assaillant avec quelques compagnies du 2e de ligne et réussit à l'arrêter. Mais les renforts grossissaient sans cesse; nos soldats écrasés sous le nombre semblaient fléchir; le général Doëns, bravant les balles qui pleuvaient autour de lui, se mit résolument à leur tête, et, les électrisant par sa bravoure, fit à leur dévouement un suprême appel.

Alors se déroule, dans ces fourrés obscurcis de fumée et hachés de mitraille, une lutte poignante, dont la violence dépasse toute imagination. Les officiers, qui, quel que soit leur grade, payent de leur personne comme les simples soldats, sont presque tous atteints. Dans cette affreuse tuerie, qui souille de larges plaques rouges le sol gazonné de la forêt, on voit tomber le brave Doëns, le colonel de Saint-Hillier, du 2e de ligne, mortellement atteint, les lieutenants-colonels Rode et de Boucheman, grièvement blessés. Bientôt il faut emporter le colonel Vittot et le lieutenant-colonel Arnoux, mis hors de combat, à l'angle ouest du bois, où com-

1. Dans la deuxième partie de son ordre, le général de Steinmetz faisait preuve en effet d'une certaine ignorance de la situation: car non seulement il n'y avait à Forbach, le 6 août, aucun embarquement de troupes, mais encore ce point, où se trouvait un matériel de guerre considérable, était gardé à ce moment encore par des forces assez imposantes pour jeter dans la Sarre, si on les eût mieux employées, les bataillons prussiens qui se préparaient à en déboucher.

2. L'ennemi, assez mal impressionné par le peu de réussite de ses premiers efforts, avait ralenti son action vers cinq heures, en attendant l'arrivée des renforts espérés. Cette accalmie avait même fait croire au général Frossard que la lutte allait s'éteindre, du moins pour la journée, et il en avait avisé le maréchal Bazaine.

3. *La Guerre franco-allemande*, page 326.

battent avec une vigueur admirable les débris du 40e de ligne. Nulle part il ne reste un officier supérieur debout. Quant aux Allemands, dont les pertes ne sont pas moins sanglantes, ils voient tomber également presque tous leurs officiers. Leurs compagnies, privées de chefs, se confondent et s'entremêlent[1], le désordre est à son comble, et c'est au prix des plus cruels sacrifices que cette lutte sauvage se prolonge, sans que l'ennemi réussisse à gagner un seul pouce de terrain.

Assaut général du Rotherberg. — Tout à coup, vers la gauche de la division Laveaucoupet, sur un contrefort escarpé qui se détache de l'Éperon, apparaît une troupe de cavalerie ; c'est le 17e hussards (de Brunswick), que le général d'Alvensleben, impatient d'en finir, a lancé par un chemin en escalier, et qui, avec des efforts inouïs, est parvenu à gravir l'escarpement. Un de ses escadrons tente de se déployer ; il est aussitôt désorganisé et se replie en désordre. Le général d'Alvensleben ne veut cependant pas en démordre, et ordonne aux hussards de renouveler leur absurde tentative. Le régiment tout entier se présente de nouveau ; mais la fusillade qui l'accueille le force à rétrograder sans délai, et il doit, après avoir subi de lourdes pertes, aller chercher au pied de la montagne un abri d'où il n'ose plus sortir.

Cependant, à peine étaient-ils débarrassés de cet ennemi plus hardi que redoutable, que les braves soldats de la division Laveaucoupet se voyaient menacés d'un danger autrement grave. Deux batteries, amenées à grand'peine sur l'escarpement, venaient en effet d'apparaître et prenaient position, presque pièce par pièce, sur l'emplacement même que les hussards venaient de quitter. Leur tir, s'exerçant à courte portée, ne tardait pas, malgré la perte de la moitié des servants[2], à prendre le dessus et à éteindre la fusillade de nos bataillons épuisés, en sorte que bientôt elles parvenaient à s'installer complètement sur la crête, et balayaient de leurs projectiles toute la profondeur du plateau. Profitant de ce puissant appui, les bataillons prussiens qui, à ce moment déjà, occupaient la *Brême d'or*, se lancèrent sur les pentes boisées de la forêt de Spicheren (Spicherenwald), et y jetèrent des lignes épaisses de tirailleurs. En même temps, le régiment des grenadiers du corps, devançant la 9e brigade (IIIe corps), arrivait sur le champ de bataille, « emportait le mamelon le plus méridional du Rotherberg et pénétrait dans le saillant sud-ouest du Gifert-Wald[3]. » La situation de la division Laveaucoupet, menacée d'être débordée par son flanc gauche, devenait critique, et son chef jugea prudent de ne pas la compromettre davantage. En conséquence, il

1. *La Guerre franco-allemande*, page 330.
2. *Ibid.*, page 315.
3. La 9e brigade avait quitté ses cantonnements à trois heures, et parcouru d'une seule traite les 16 kilomètres qui séparaient ceux-ci de Saint-Johann. Elle atteignait ce point avant six heures, et son premier régiment, les grenadiers du corps, arrivé moins d'une heure après au pied du Rotherberg, s'engageait aussitôt, déterminant par son intervention la retraite des défenseurs du plateau. Pourquoi faut-il que le commandant du 3e corps français n'ait pas été animé d'une pareille ardeur à lancer au canon ses trois divisions, campées à une distance du champ de bataille qui n'excédait nullement celle où se trouvait la 9e brigade prussienne ?

ordonna à la brigade Doëns, commandée maintenant par le colonel Zentz, de se replier lentement pour venir prendre position à environ 500 mètres en arrière, juste devant le village de Spicheren. C'était là un mouvement difficile et dangereux, étant donnée la violence du feu ; nos courageux soldats l'exécutèrent cependant en bon ordre, et reculèrent par échelons, sous la mitraille, avec un admirable sang-froid. Ils formèrent alors une ligne brisée, face à la fois au nord et à l'ouest, et là, continrent par leur ferme attitude les efforts désespérés que trente-deux compagnies des III[e], VII[e] et VIII[e] corps tentèrent pour les déloger.

Et pourtant, tandis que des renforts incessants arrivaient à l'ennemi, dont les corps en arrière débarquaient maintenant du chemin de fer, tandis que de nouvelles batteries augmentaient sans cesse la terrible intensité de son feu d'artillerie, nos bataillons décimés n'avaient plus un homme de réserve à jeter dans les vides qui se creusaient dans leurs rangs. Bien plus, le 67[e], de la brigade Fauvart-Bastoul, était bientôt obligé de quitter le plateau pour aller dans la plaine porter secours au général Bataille, qui se débattait dans une situation difficile. Nous restions autour de Spicheren une poignée d'hommes, que le flot toujours montant des Allemands menaçait d'engloutir !

Si, à ce moment, la division Laveaucoupet avait été appuyée, les affaires eussent très probablement changé de tournure, car, malgré tout, les progrès des Allemands, arrêtés par le courage des nôtres, subissaient un temps d'arrêt marqué. « Bien que les renforts qui, depuis trois heures et demie, avaient été dirigés sur le Rotherberg et le Gifert-Wald, dit la Relation prussienne, eussent avantageusement modifié le combat sur ce point, le mouvement tournant, gêné par le long ravin qui se développe au sud, n'avait pas produit sur la position française l'effet qu'on en attendait. L'entrée en ligne des grenadiers du corps et des deux batteries n'avaient pu, non plus, imprimer à l'action une tournure décisive. Le peu d'espace dont les Prussiens disposaient pour se déployer rendait plus pénibles des progrès qu'il fallait acheter au prix des plus lourds sacrifices. Les longues lignes françaises couvraient toujours une position dominante, s'étendant sur tout le versant nord de Forbacherberg, depuis la forêt de Spicheren jusqu'au village du même nom. De nombreux retours offensifs, tentés par les Français du haut de cette position qu'ils occupaient en force, témoignaient clairement de leur intention de regagner le terrain perdu, à la conservation duquel les Prussiens devaient borner leurs efforts [1]. »

Le seul moyen pour l'ennemi de triompher de cette résistance acharnée était donc de poursuivre son mouvement tournant sur notre gauche et de prendre nos lignes à revers ; c'est ce que se décida à faire le commandant du III[e] corps. A ce moment, la totalité de la 5[e] division était parvenue sur ce champ de bataille : de nouvelles batteries arrivaient de toutes parts [2] ; on possédait donc les éléments néces-

1. *La Guerre franco-allemande*, page 316.

2. Une de ces batteries, la 1[e] légère du I[er] corps, arrivait de *Kœnigsberg* en chemin de fer, et devait débarquer à Neunkirchen. A la nouvelle de la bataille de Spicheren, son capitaine prit sur lui

saires pour tenter un suprême et dernier effort. L'artillerie allemande, forte de dix batteries (dont deux étaient déjà, nous l'avons vu, installées sur le plateau), vient prendre position sur la hauteur du Folster-Hohe, qui émerge de la plaine entre le Rotherberg et le bois de Stiring, écrasant de son feu à la fois les pièces de la division Vergé postées à Stiring et celles de la division Laveaucoupet, placées sur le Forbacherberg, et permet à l'infanterie de gravir les pentes du Spicherenwald. Une première tentative est repoussée, grâce à l'arrivée sur le plateau de deux bataillons du 8e de ligne que le général Bataille, se sentant un peu dégagé, a envoyés à son camarade de Laveaucoupet, pour combler le vide produit par le départ du 67e. A la faveur de ce petit succès, le général de Laveaucoupet tente même, vers sept heures et demie du soir, un retour offensif qui, exécuté vigoureusement, met un instant l'ennemi en déroute. Après une action fort meurtrière, les contingents prussiens postés dans le Gifert-Wald se voient contraints de céder encore une fois à la violence du choc, de sorte que, à la tombée de la nuit, les Français se trouvent maîtres, pendant quelques instants, du versant sud de ce bois [1]. »

Retraite de la division Laveaucoupet. — Mais la supériorité numérique de l'assaillant, les renforts incessants qu'il reçoit et la puissance de son artillerie finissent par triompher de l'opiniâtreté de nos soldats. De nouveaux bataillons se glissent dans le long ravin qui monte de la *Baraque Mouton* au Forbacherberg ; le Spicherenwald est abordé sur tous les points ; nos soldats exténués sont pris en flanc et à revers et soumis à un feu épouvantable auquel ils ne peuvent presque plus répondre, faute de munitions ; aussi bien la nuit est venue, et aucun secours ne peut plus leur parvenir. Vaincus enfin dans cette lutte de géants, furieux de leur impuissance, la rage au cœur, ils reculent une seconde fois, et viennent se placer sur le Forbacherberg, protégés par les batteries divisionnaires et de réserve qui, du Pfaffenberg, font feu de leurs dernières gargousses. Là, ces braves tiennent encore jusqu'à ce qu'ils soient tournés complètement ; c'est seulement alors que, pour ne pas être pris, ils se résignent à battre définitivement en retraite... Quant aux deux bataillons du 8e de ligne, dont les débris sont encore dans le Spicherenwald, ils emploient ce qui leur reste de cartouches à démolir deux escadrons de dragons qui, vers neuf heures du soir, ont débouché sur le plateau, et n'abandonnent la partie qu'à la nuit close, après avoir vu tomber grièvement blessé leur chef, le lieutenant-colonel Gabrielli.

Défense de Stiring par la division Vergé. — La bataille de ce côté était terminée, et l'on peut dire, sans crainte d'être taxé d'exagération, que les défenseurs du plateau de Spicheren, cédant seulement au nombre, avaient déployé, pendant plus de huit mortelles heures, un courage et une fermeté qui atteignaient aux

de continuer sa route, sans désemparer, et ne débarqua qu'à Sarrebruck, d'où immédiatement il gagna le champ de bataille.

1. *La Guerre franco-allemande*, page 352.



Armée française. — Dragons.

extrêmes limites des forces humaines. Mais, tandis que ces braves gens honoraient ainsi la défaite, leurs camarades de la division Vergé et de la brigade Pouget soutenaient dans la plaine une lutte également héroïque, dont il faut maintenant suivre les péripéties en détail.

Nous avons vu (page 234) que la cavalerie du général de Valabrègue, jetée entre nos deux positions du Rotherberg et de Stiring, avait dû, au bout d'une heure et demie, se retirer derrière ce village. Aussitôt la batterie de mitrailleuses de la division Vergé vint prendre près de la route une position que le feu des pièces postées sur l'Exercir-Platz ne lui permit de conserver que quelques instants. En même temps, l'entrée en ligne de la 28e brigade prussienne obligeait à reculer nos tirailleurs déployés dans les bois, et ce mouvement rétrograde se propageait jusqu'aux troupes de soutien postées dans les premières maisons de Stiring, découvrant les batteries qui, ainsi qu'on l'a vu, étaient en position en avant du village. Aussitôt celles-ci furent en butte à un feu de mousqueterie tellement violent et rapproché qu'elles se trouvèrent désorganisées ; un caisson de la 7e batterie du 15e, traversé par un obus, fit explosion. Ce qui restait des conducteurs chercha alors à soustraire ces malheureuses batteries à une destruction totale, mais on fut forcé d'abandonner cinq pièces, qu'on ne pouvait pas atteler faute de chevaux [1] !

Il était quatre heures. La situation de la division Vergé devenait grave, car toute la partie nord-est de la forêt de Stiring se trouvait maintenant au pouvoir de l'ennemi, et déjà des groupes épais abordaient par ce côté les premières maisons du village, près du talus du chemin de fer. Il fallut pour les chasser toute l'énergie de nos tirailleurs embusqués dans la maison d'école, et l'intervention d'une pièce de la 12e batterie, qui accourut près de l'usine, et tira sans relâche sur eux. Pendant ce temps, les fantassins de la brigade Jolivet, revenus de leur émoi passager, réussissaient à tenir en respect les bataillons prussiens, et à faire échouer toutes leurs tentatives pour déboucher du bois et s'emparer des pièces abandonnées. Mais l'arrivée de secours devenait urgente, car les trois régiments dont disposait le général Vergé étaient hors d'état de contenir plus longtemps le flot toujours grossissant des Allemands. Heureusement, le 55e de ligne, deuxième régiment de la brigade Valazé, rentrait à ce moment d'une reconnaissance dans la vallée de la Rosselle, où il n'avait d'ailleurs rencontré aucun parti ennemi ; le colonel Waldner de Freudenstein, accourant au canon, l'amena sur le champ de bataille par la voie la plus rapide et apporta ainsi aux défenseurs de Stiring un précieux appui. Il était temps, car l'ennemi, « après une lutte des plus vives et au prix des plus grandes pertes [2] », avait réussi à s'emparer de la *Brême d'or* et de la *Baraque Mouton*, grosses fermes bâties le long de la route qui mène de Stiring à Sarrebruck ; de là il s'était lancé, comme nous l'avons vu, contre le flanc gauche de la division Laveaucoupet, et il menaçait maintenant,

1. Le lieutenant d'artillerie Chabord, grièvement blessé, refusa de se laisser emporter. — « Sauvez mes pièces avant tout, criait-il, puis vous m'emporterez si vous en avez le temps. » (Général Frossard, *loc. cit.*, page 11.)

2. *La Guerre franco-allemande*, page 335.

grâce à l'appui des renforts qui lui arrivaient sans cesse, d'attaquer le flanc droit de la division Vergé, si dangereusement exposée déjà par son flanc gauche.

Retour offensif de la division Bataille. — Le général Vergé, après avoir anxieusement parcouru les positions où tenaient encore, avec un courage héroïque, ses soldats harassés, songeait déjà à prendre des dispositions pour une retraite qui semblait s'imposer et que l'arrivée opportune du 55e permettait d'exécuter en bon ordre, quand tout à coup débouchèrent sur la route, à la hauteur de Stiring, cinq bataillons de la division Bataille, conduits par leur chef en personne. Celui-ci, jugeant au fracas persistant de la lutte que son intervention devenait urgente, avait, en effet, quitté Œttingen, et envoyant sa 2e brigade (général Fauvart-Bastoul) au général de Laveaucoupet, accourait avec la première (général Pouget[1]) au secours du général Vergé. Il porta aussitôt un bataillon du 23e sur Stiring, un autre sur la gauche de la voie ferrée, et, les lançant en avant, entraîna dans son offensive hardie la brigade Valazé tout entière, qui reprit, de concert avec lui, la lisière du bois de Stiring[2]. Mais ce succès brillant ne dégageait pas le flanc gauche de la position, contre lequel se portaient les efforts de plus en plus violents de l'ennemi. Notre artillerie, écrasée par les batteries prussiennes, ne pouvait plus soutenir qu'un feu insuffisant, et, pour comble de malheur, les deux batteries de la division Bataille avaient été, on ne sait pourquoi, dirigées sur Forbach, où elles n'étaient d'aucun secours. Il fallut donc recourir à nouveau à l'infanterie, et le général Bataille lança contre les bataillons prussiens qui serraient de près les abords du village au nord, deux bataillons du 67e, soutenus en seconde ligne par un bataillon du 8e, qui, seul de ce régiment, restait encore dans la plaine en ce moment[3]. Ces braves gens franchirent sous une pluie de balles l'espace découvert qui les séparait des fourrés, et, abordant vigoureusement l'ennemi à la baïonnette, le contraignirent à reculer dans le bois et à dégager les abords du village de Stiring.

Saisissant alors l'occasion au vol, le commandant Gougis, du 17e d'artillerie, tenta de reprendre les pièces abandonnées quelques heures plus tôt, en avant du village. Aidé du lieutenant Rossin, de son régiment, du capitaine Pacull, du 76e de ligne, du capitaine Hiver et du soldat Dunand, du 77e, il courut à l'endroit où elles étaient. Là, malgré une grêle de balles, cette poignée d'hommes valeureux réussit à les reprendre, et à les ramener dans nos lignes aux applaudissements des spectateurs enthousiasmés[4].

Ainsi le vigoureux appui du général Bataille avait porté ses fruits, et profon-

1. Le général Pouget, malade, était provisoirement remplacé par le colonel Haca, du 8e de ligne.

2. *La Guerre franco-allemande*, p. 338 et 339.

3. On se rappelle qu'en arrivant à Stiring, le général Bataille, voyant la position critique de la division Vergé, avait fait descendre des hauteurs de Spicheren le 67e de ligne, mais qu'après avoir constaté la vigueur du combat livré sur le plateau, il s'était empressé d'envoyer en échange, à son camarade de Laveaucoupet, deux bataillons du 8e de ligne.

4. Général Frossard, *loc. cit.*, page 11.

dément modifié à notre avantage une situation gravement compromise. Mais les troupes de cette division étaient les dernières sur lesquelles on pût compter. La non-intervention des forces du maréchal Bazaine privait le 2e corps de tout secours ultérieur. Les défenseurs de Stiring n'avaient plus une seule compagnie de réserve, et tandis que nos fantassins, épuisés par la lutte opiniâtre qu'ils soutenaient depuis le matin, se trouvaient réduits à la seule ressource de leur indomptable courage, les Allemands voyaient au contraire entrer successivement en ligne les colonnes que de savantes dispositions avaient groupées aux abords de la Sarre et que le sentiment de la solidarité des armes amenait les unes après les autres au combat. Les conséquences d'une pareille disproportion de forces n'étaient pas douteuses, et le moment arrivait où elles allaient se manifester brutalement.

Cependant le général Frossard, comprenant enfin que ses troupes livraient une grande bataille, venait d'arriver à Stiring. De son côté, le général de Steinmetz, qui ne s'était pas non plus beaucoup hâté, était apparu sur les hauteurs de Sarrebruck à sept heures du soir, à l'instant où « le grondement de l'artillerie française de Pfaffenberg, mêlé au bruit plus faible de la fusillade, y marquait les dernières convulsions de cette lutte gigantesque[1]. » Les deux généraux en chef se trouvaient donc face à face ; mais si le second arrivait à temps pour assister à une victoire, au gain de laquelle il n'avait pris d'ailleurs qu'une part insignifiante, le premier n'avait plus qu'à enregistrer une défaite dont la responsabilité lui incombait dans une large mesure. Déjà le combat prenait à ce moment une tournure que l'intervention du commandement supérieur ne pouvait plus modifier, et la nuit seule était capable de mettre un terme à cette sanglante hécatombe.

Du côté prussien, en effet, un régiment du IIIe corps (le 52e) venait de déboucher des ponts de la Sarre : son arrivée, imprimant à l'attaque une énergie nouvelle, ravivait l'ardeur de l'ennemi, et devenait le signal d'une reprise de l'offensive ; le mouvement enveloppant qui menaçait la gauche de la division Vergé se dessinait d'une manière plus nette, et bientôt nos troupes, écrasées par une artillerie qu'étaient venues renforcer les batteries à cheval de la cavalerie, se voyaient presque complètement prises à revers. Harassées de fatigue, épuisées et découragées, elles faiblissent ; mais leur défaillance ne dure pas. « Un vigoureux retour offensif, que le général Valazé fait opérer par le 55e de ligne, nous remet en possession du terrain perdu et du bois en avant où le commandant Millot, avec un bataillon de cette troupe, se cramponne énergiquement. En même temps, le 3e bataillon de chasseurs, soutenu par un bataillon du 76e de ligne, reprend les taillis qui bordent, à droite, la route de Sarrebruck. L'ennemi éprouve des pertes énormes, les nôtres sont considérables aussi. Il est alors sept heures et demie du soir. Les Prussiens redoublent leurs efforts. Les 32e, 55e de ligne et un bataillon du 77e les repoussent avec la même vigueur, protégés par 12 pièces de l'artillerie de réserve. A

1. *La Guerre franco-allemande*, page 353.

l'approche de la nuit, ce combat si meurtrier durait encore et se poursuivait dans les premières maisons de Stiring[1]. »

Retraite générale. — Tout à coup, le bruit sourd d'une canonnade lointaine se fait entendre en arrière, du côté de Forbach. Le général Frossard, en proie à une anxiété cruelle, songe à sa ligne de retraite qu'une action engagée de ce côté, où il n'a laissé que des forces insignifiantes, va terriblement compromettre. Il songe aussi à l'énorme quantité de matériel qui se trouve à Forbach et qui va devenir la proie de l'ennemi. Il voit sa droite chassée de ses positions, sa gauche débordée et presque tournée, son front pressé par des flots d'assaillants que vont grossir encore les bataillons dont la sombre masse se profile déjà sur l'horizon, vers Sarrebruck. Il sent ses soldats à bout de souffle et incapables de prolonger plus longtemps une résistance qui dépasse les limites de leurs forces. Comprenant que l'heure est venue, s'il ne veut pas sacrifier ce qui reste de son malheureux corps d'armée, d'abandonner une lutte désormais sans espoir, il donne alors l'ordre de la retraite, et prescrit aux généraux Vergé et Bataille de se retirer par la route de Sarreguemines, la seule qu'il croie libre encore.

La prise de Stiring. — Mais l'ennemi a vu le mouvement de recul et s'élance à la suite de nos régiments désorganisés. A la tête de sa brigade, que renforcent des bataillons et des compagnies arrivés là pêle-mêle, le général de Woyna se porte à l'attaque des forges et des amas de scories qui les entourent d'un rempart circulaire derrière lequel nos fantassins sont encore embusqués. Ces défenses, témoins quelques heures auparavant d'une lutte acharnée, sont enlevées, et l'ennemi pénètre avec nous dans les rues de Stiring-Wendel[2]. Il est huit heures trois quarts du soir. Cependant nos braves régiments n'abandonnent point la partie sans faire payer aux Allemands leur victoire. Le 32e, le 55e et le 77e exécutent de nombreux retours offensifs et ne reprennent leur marche rétrograde que quand le nombre a eu enfin raison de leur résistance opiniâtre[3]. Mais, dans l'obscurité et le désordre de la nuit, qu'illuminent de leurs sinistres lueurs les bâtiments en flammes des usines, nulle direction d'ensemble ne peut plus être imprimée à cette lutte désespérée. Des officiers et des soldats qui se battent encore dans les bâtiments isolés, sont faits prisonniers; ceux qui peuvent s'échapper brûlent ce qui leur reste de cartouches et finissent par être massacrés... A travers l'incendie, la lutte meurtrière se continue, au hasard, dans des recoins sanglants où succombent des héros ignorés qui n'ont pas voulu se rendre..... A onze heures seulement, la fusillade cesse de crépiter et aux suprêmes convulsions de la bataille succède un lugubre silence, que viennent seuls troubler les râles des mourants.

. . . .

1. Général Frossard, *loc. cit.*, page 18.
2. *La Guerre franco-allemande*, page 351.
3. *Ibid.*, page 355.

Défense de Forbach par le lieutenant-colonel Dulac. — La détermination prise par le général Frossard de battre en retraite lui avait été dictée, comme on vient de le voir, par l'écho d'une canonnade engagée à Forbach. Que s'était-il donc passé de ce côté?

La garde de la ville avait été confiée à deux escadrons du 12e dragons, commandés par le lieutenant-colonel Dulac, et à la compagnie de réserve du génie. Le général Frossard, rassuré par les rapports de la reconnaissance envoyée le matin dans la vallée de la Rosselle (55e de ligne), lesquels ne signalaient de ce côté aucune trace de l'ennemi, avait jugé cette force suffisante pour mettre à l'abri d'un coup de main le matériel très important qui se trouvait en gare. Mais, vers sept heures du soir, le lieutenant-colonel Dulac aperçut, débouchant de la forêt de Forbach et longeant la vallée, deux colonnes assez fortes qui faisaient mine de se diriger sur Forbach. C'était l'avant-garde de la 13e division prussienne qui, en vertu des ordres cités plus haut (voir page 222), avait franchi la Sarre à Wölklingen, vers midi. Elle comptait quatre bataillons, trois escadrons, en tout 4,600 hommes, et deux batteries.

Étant donnée la distance qui sépare Wölklingen de Forbach (12 kilomètres environ), cette avant-garde aurait dû se présenter beaucoup plus tôt devant la ville; mais elle avait perdu en route deux grandes heures, par suite des circonstances que relate en ces termes le grand état-major prussien : « Vers quatre heures, la colonne approchait de la Grande-Rosselle..... Depuis cinq heures du matin, les troupes avaient constamment marché, sans s'arrêter même pour préparer leur repas; elles avaient parcouru 38 kilomètres environ, sans rencontrer l'ennemi et sans découvrir d'autre indice de sa présence qu'un camp considérable que l'on apercevait au loin, sur les hauteurs de Forbach. A l'est, le bruit de la canonnade, étouffée par la vaste étendue des bois, avait cessé de retentir; l'action engagée dans cette direction semblait terminée. En outre, le commandant de la division, qui marchait avec l'avant-garde, avait reçu du quartier général de la Ire armée une communication portant que le grand quartier général paraissait ne pas avoir encore l'intention d'entamer, ce jour-là, une affaire sérieuse sur la rive gauche de la Sarre. L'ensemble de ces indications déterminait le général de Glümer à faire halte au nord de la Grande-Rosselle et à placer ses avant-postes : l'ordre était envoyé au gros de bivouaquer à Wölklingen.

« Cependant, vers six heures, l'écho de la canonnade commençait à parvenir de nouveau à la Grande-Rosselle ; en même temps, les patrouilles de hussards lancées en avant rapportaient que le combat continuait au sud de Sarrebruck ; à ce moment, un officier envoyé par le général de Zastrow (commandant de corps d'armée) arrivait aussi, annonçant que la 14e division était vivement engagée sur les hauteurs de Spicheren, et demandant à la 13e division de prendre part à l'action. En conséquence, l'avant-garde reprenait immédiatement son mouvement sur Forbach [1]. »

1. *La Guerre franco-allemande*, page 357.

Cette halte intempestive sauva le 2e corps d'une complète destruction ; car il est bien évident que si, vers six heures du soir, la 13e division avait débouché sur les derrières de la position de Stiring, comme elle pouvait le faire en coupant au court à travers la forêt de Forbach, la division Vergé, prise entre deux feux et privée de toute ligne de retraite, eût été tout entière anéantie.

Quoi qu'il en soit, lorsque le général von der Goltz, commandant de cette avant-garde, déboucha, vers sept heures, en face de Forbach, il trouva rangée devant lui, sur le *Kanichenberg*[1], la petite troupe du colonel Dulac, qui occupait, au sommet de la colline, une tranchée-abri construite, le matin, par les soldats de la brigade Valazé, et agrandie par les sapeurs de la compagnie de réserve du génie. Il fut aussitôt accueilli par une fusillade nourrie, qui lui donna le change sur l'effectif des défenseurs de la ville et l'empêcha de s'engager tout de suite à fond. Le lieutenant-colonel Dulac eût été cependant fort empêché de résister, fût-ce quelques minutes (car il n'avait pas même, au début, assez de monde pour occuper toute la tranchée), si un secours imprévu ne lui était arrivé peu d'instants auparavant. C'était un détachement de 200 réservistes, que le sous-lieutenant Arnaudy, du 2e de ligne, amenait à son régiment et qu'il avait eu la présence d'esprit de conduire au colonel Dulac aussitôt qu'en débarquant de la gare, il avait pu juger de la gravité de la situation.

Ces 200 hommes, bien qu'ils eussent quitté les drapeaux depuis plus de deux ans, et ignorassent même le maniement du fusil Chassepot, prirent place dans la tranchée, pêle-mêle avec les dragons à pied, les sapeurs et quelques pontonniers. Pendant près de deux heures, ils réussirent par un feu, sinon savamment exécuté, au moins courageusement entretenu, à contenir les bataillons prussiens, et ils n'abandonnèrent leur poste que lorsque, menacé d'être tourné par sa gauche, le lieutenant-colonel Dulac leur en eût donné l'ordre formel. Pour protéger la retraite, les dragons remontèrent à cheval, et dans la nuit noire, qu'illuminait seule par instants la lumière des coups de feu, un escadron chargea sans hésiter l'infanterie ennemie stupéfaite de tant d'audace.

Grâce à cette intrépide diversion, les survivants purent se replier avec leur chef dans la direction de Forbach, barricader le pont du chemin de fer et regagner la ville, tandis que deux batteries de la réserve (6e et 10e du 15e), qui n'avaient pas donné de la journée, s'établissaient sur les hauteurs qui dominent Forbach à l'est, criblaient les Allemands de projectiles, malgré l'obscurité, et les obligeaient à s'arrêter.

Cette poignée d'hommes, par son sang-froid, sa fermeté, l'énergie de son chef et l'heureux esprit d'initiative du sous-lieutenant Arnaudy, avait donc contenu des forces vingt fois supérieures, augmenté les pertes de l'ennemi, interdit l'entrée de Forbach, et permis au 2e corps d'effectuer sa retraite. Une inscription placée sur un

1. Le Kanichenberg (montagne des lapins) est une colline située à l'ouest de Forbach, qui commande la vallée de la Rosselle et couvre la station ainsi que les abords de la voie ferrée de Nancy à Sarrebruck.

monument du cimetière de Forbach rappelle leur vaillante conduite; il n'est pas hors de propos de la rappeler ici.

HONNEUR AUX BRAVES DU 12e DRAGONS TOMBÉS AU COMBAT DE FORBACH
C'EST A LEUR VALEUR
QUE LA VILLE DUT SON SALUT[1]

Fin de la bataille. — La bataille de Spicheren venait de prendre fin. Obéissant aux ordres du général Frossard, la division de Laveaucoupet se mit, vers dix heures du soir, en retraite sur Behren; les troupes du général Vergé prirent à peu près, au même moment, la direction de Sarreguemines, et celles du général Bataille, restées les dernières dans la plaine pour couvrir le mouvement, se replièrent peu après par le même chemin. Quant aux Allemands, dont les troupes « épuisées de fatigue et confondues par une lutte incessante et acharnée[2] », étaient hors d'état d'entreprendre une poursuite quelconque, ils bivouaquèrent sur le champ de bataille arrosé de tant de sang et laissèrent, sans les inquiéter, nos malheureux soldats marcher pendant toute cette nuit douloureuse, pour se dérober à l'étreinte du vainqueur. Nous verrons bientôt quelles dispositions furent prises des deux côtés dans la matinée du lendemain. Mais il est indispensable, avant de poursuivre la suite du récit, d'examiner quelles furent les conséquences de cette défaite si déplorable et si glorieuse à la fois, et par suite de quelles fautes le courage de nos valeureux soldats se trouva gaspillé avec une aussi vaine prodigalité. La connaissance exacte des erreurs passées peut seule nous préserver de leur retour, et l'analyse cruelle mais nécessaire des défaillances qui nous ont conduits à notre perte est, pour tous ceux auxquels incombera un jour l'honneur de venger la patrie, la meilleure garantie contre le danger d'y retomber.

Pertes. — Les pertes étaient sanglantes et témoignaient de l'acharnement de la lutte. Le 2e corps français comptait 37 officiers et 283 hommes tués, 168 officiers et 1,494 hommes blessés, 174 officiers et 1,922 hommes disparus, ces derniers presque tous tués ou grièvement blessés : au total, 4,078 hommes hors de combat[3]. Quant aux Allemands, ils avaient 49 officiers et 794 hommes tués, 174 officiers et 3,482 hommes blessés, 372 disparus : au total, 4,871 hommes hors de combat. Mais nous avions perdu en outre tous les approvisionnements et un équipage de pont qu'on n'avait pu sauver dans le désordre final, et que l'ennemi captura le 7 à Forbach. Le 2e corps, disons-le à son honneur, ne laissa sur le champ de bataille ni un canon ni un drapeau.

1. Par suite d'une omission regrettable, cette inscription est muette sur la part glorieuse prise à la défense par les réservistes et les sapeurs du génie.
2. *La Guerre franco-allemande*, page 355.
3. La division de Laveaucoupet comptait à elle seule 130 officiers et 1,782 hommes hors de combat. Un de ses régiments, le 10e, avait perdu quatre officiers supérieurs, sur cinq.



Les Dragons protégeant la retraite sur Forbach.

Effectifs engagés. — La victoire que les Allemands venaient de remporter était due, incontestablement, à leur grande supériorité numérique. Elle seule leur avait permis d'exécuter sur les deux flancs de la position ces mouvements enveloppants qui obligèrent, à neuf heures du soir, nos courageux soldats à abandonner celle-ci. Elle seule avait triomphé d'une bravoure héroïque, et telle que l'histoire n'en enregistre point d'exemple plus éclatant. C'est donc avec surprise qu'on lit dans l'ouvrage du maréchal de Moltke, *La Guerre de 1870-71*, la phrase que voici relative à la bataille de Spicheren : « *Malgré tous les renforts* (que reçurent les Allemands), *les forces insuffisantes qui avaient entrepris l'attaque n'atteignirent jamais, à aucun moment de la journée, l'effectif de l'adversaire.* » Examinons donc les chiffres, et nous jugerons après.

Le 2e corps comptait au total, le 6 août au matin, 29,980 hommes, 5,099 chevaux et 90 pièces (dont 18 mitrailleuses). Dans ce nombre sont compris tous les non combattants. Au début de la journée, tant que les seules troupes engagées furent, du côté français, la division Laveaucoupet et la brigade Valazé, du côté allemand, la brigade de François, bientôt renforcée de la brigade de Woyna (28e brigade), les forces s'équilibrèrent à peu près : 13,400 Français environ contre 15 à 16,000 Allemands. Mais quand, dans l'après-midi, la 5e division prussienne, puis successivement des fractions plus ou moins importantes des 6e, 13e, 16e divisions d'infanterie et des 5e et 6e divisions de cavalerie eurent franchi la Sarre et gagné le champ de bataille, tandis que de notre côté la seule division Bataille apportait l'appoint de ses 9,000 hommes à nos effectifs, la balance se rompit rapidement et les forces des Allemands dépassèrent le chiffre de 45,000 hommes, 11,000 chevaux et 108 pièces de canon tandis que les nôtres se maintenaient forcément aux quantités citées plus haut[1].

Telle est l'exacte vérité, puisée aux sources les plus documentaires. Il est regrettable que, pour exalter ses soldats victorieux, M. de Moltke ait jugé à propos de l'altérer et cherché à retirer aux nôtres la seule consolation que leur a laissée la défaite, celle d'avoir sauvé l'honneur des armes. Plusieurs fois encore nous aurons malheureusement à constater, dans l'ouvrage du célèbre chef d'état-major allemand, cette tendance à dénaturer les chiffres, quand leur éloquence le gêne. Ce sont là des procédés mesquins, contraires à la dignité de l'histoire, et qu'il est pénible de voir employer par un homme dont la valeur d'ailleurs incontestable a été secondée dans une large mesure par une fortune qui ne se lassait jamais.

Reste maintenant à examiner une question capitale au point de vue des responsabilités. Cette supériorité numérique, dont l'adversaire a tiré si grand profit, l'armée française pouvait-elle l'avoir ? La réponse ne fait, hélas ! aucun doute, et une étude attentive des positions qu'occupaient respectivement le 6 au matin les divers

1. En prenant à la lettre les indications données par le grand état-major allemand lui-même (tome I, supplément XIV) sur les troupes engagées, on trouve que 33 bataillons, 33 escadrons, 18 batteries, plus les services accessoires, ont pris part à la bataille de Spicheren. Il suffit d'attribuer à chacune des unités leur effectif de guerre pour arriver au chiffre *minimum* de 45,260 hommes ayant combattu.

corps allemands et le 3e corps français, démontre qu'aussi bien et mieux que les premiers, le second pouvait arriver sur le champ de bataille en temps utile. Comment donc ne l'a-t-il pas fait? C'est ce que nous allons chercher à expliquer par les faits.

Mouvements exécutés dans la journée du 6 août par le 3e corps. — Lorsque, à neuf heures 10 minutes du matin, le général Frossard entendit les premiers coups de canon tirés par la batterie d'avant-garde de la 14e division prussienne, il en prévint le maréchal Bazaine, son chef direct[1], à Saint-Avold et lui demanda en même temps, afin de protéger ses flancs qu'il jugeait exposés, d'envoyer à Grossbliedersdorff une brigade de la division Montaudon, et vers Merlebach et Rosbrück la division Decaen[2]. Le maréchal n'ayant fait à cette communication aucune réponse, le commandant du 2e corps envoya à dix heures un nouveau télégramme ainsi conçu : « *L'ennemi fait descendre, des hauteurs de Sarrebruck vers nous, de fortes reconnaissances, infanterie et cavalerie; mais il ne prononce pas encore son mouvement d'attaque. Nous avons pris nos mesures sur les plateaux et sur la route*[3]. » Quarante minutes plus tard, troisième dépêche, où commence à percer l'inquiétude : « *On me prévient que l'ennemi se présente à Rosbrück et à Merlebach, c'est-à-dire derrière moi. Vous devez avoir des forces de ce côté?* »

A onze heures 15, le maréchal répond : « *D'après les ordres de l'Empereur, j'ai porté les divisions Castagny et Metman sur Puttelange et Marienthal. Je n'ai plus personne à Rosbrück ni à Merlebach; j'envoie en ce moment une brigade de dragons dans cette direction*[4]. »

On voit que Bazaine ne dit rien de la division Decaen, tout entière autour de Saint-Avold, et qu'il lui eût été si facile d'expédier à Rosbrück conformément à la demande du général Frossard. Voulait-il à tout prix garder la position de Saint-Avold? Obéissait-il à l'idée que lui a prêtée le rapporteur du conseil de guerre de Trianon, de conserver intactes pour des circonstances ultérieures les troupes de son corps d'armée? Toujours est-il qu'au même moment il envoyait aux généraux Metman et Castagny le capitaine de Locmaria avec des instructions singulières qui ne répondaient nullement aux besoins du 2e corps, et n'avaient d'autre résultat que de leur faire exécuter un mouvement inutile, de très peu d'étendue, et ne modifiant en rien la situation générale. D'après ces instructions, la division Metman devait se porter sur Macheren et Bening, la division Castagny sur Farchswiller et Theding. C'était les rapprocher de Saint-Avold beaucoup plus que de Spicheren. En informant de ces mouvements le général Frossard, le maréchal lui *conseillait* de se couvrir vers Rosbrück avec une brigade de la division Bataille, et de se concentrer sur Cadenbronn, s'il se sentait trop vigoureusement pressé.

1. On se rappelle que, depuis la veille, le maréchal Bazaine était investi du commandement supérieur des 2e, 3e et 4e corps.
2. Général Frossard, *loc. cit.*, page 37.
3. *L'Armée du Rhin*, par le maréchal Bazaine. Paris, Plon, 1872, page 27.
4. *Ibid.*

Le conseil était bon sans doute ; mais mieux eût valu un ordre, que le maréchal était en droit de donner et qui eût eu pour résultat de grouper, sur une position meilleure et plus resserrée, les forces réunies des 2e et 3e corps.

Sur ces entrefaites, à une heure 26 minutes, le général Frossard, voyant le danger grossir, expédiait à Saint-Avold un quatrième télégramme : « *Je suis fortement engagé, tant sur la route et dans le bois que sur les hauteurs de Spicheren; c'est une bataille. Prière de faire marcher rapidement votre division Montaudon vers Grossbliedersdorff et votre brigade de dragons sur Forbach.* » Satisfaire à cette demande n'était pas bien compromettant : aussi, à deux heures 30 minutes, le maréchal donne-t-il des ordres dans ce sens. Puis il ne bougea plus.

Il est surprenant, en vérité, que le maréchal n'ait pas compris que sa place était, non pas à Saint-Avold, mais à Spicheren, sur le champ de bataille, et le rapporteur du conseil de guerre lui a amèrement et justement reproché cette erreur. « Rien ne retient le maréchal à Saint-Avold, a-t-il dit; la voie ferrée peut le conduire en vingt minutes à Forbach. Où pourrait-il mieux se rendre compte que sur le champ de bataille des péripéties de la lutte et des dispositions à prendre? N'est-il pas à craindre, en agissant autrement, qu'au lieu de diriger les événements, il ne soit emporté par eux? Pressé de questions, le maréchal se borne à répondre qu'il a jugé plus utile sa présence à Saint-Avold, centre de ses opérations[1]. »

Cependant les divisions Metman, Castagny et Montaudon ont reçu leur ordre de mouvement. Voyons de quelle manière elles l'ont exécuté.

1° *La division Montaudon.* — Vers une heure de l'après-midi, le général Montaudon avait reçu, à Sarreguemines, un télégramme du major général, daté de Metz, l'avisant que le général Frossard était aux prises avec l'ennemi et qu'il devait lui-même s'attendre à être attaqué à son tour. Le commandant de la 1re division fit aussitôt lever le camp, porta ses troupes sur une position au nord de la ville, entre la Sarre et la Blies, et partit de sa personne en reconnaissance. Sur ces entrefaites, arrivait, à deux heures 40, l'ordre du maréchal de se porter sur Grossbliedersdorff; on courut après le général, et on ne le rejoignit qu'à trois heures et demie seulement[2]. Aussitôt les troupes furent ramenées en ville, traversèrent la Sarre, et se mirent en route; mais ces divers mouvements avaient demandé une heure et demie, et il était cinq heures du soir quand la tête de colonne put déboucher de Sarreguemines; elle avait 14 kilomètres à parcourir pour rejoindre le 2e corps. Pensant alors qu'il valait mieux prendre le chemin de traverse, le général Montaudon, au lieu de marcher sur Grossbliedersdorff, coupa à gauche et se dirigea sur Ruhling. La nuit le surprit comme il venait de dépasser ce village, et il dut s'arrêter, n'ayant parcouru *que 4 kilomètres en trois heures!*

2° *Division Castagny.* — Le général Castagny avait été, dès le 4 août, mis à la

1. *Procès Bazaine.* Audience du 7 octobre 1873. — Rapport.
2. Encore un résultat déplorable de ce dualisme dans le commandement, qui s'exerçait à la fois de Saint-Avold et de Metz.

disposition du général Frossard par le maréchal Bazaine. Comme, le 6, il entendait distinctement le bruit de la canonnade de Spicheren, point dont il n'était éloigné que de 19 kilomètres, et qu'il ne recevait aucun ordre, il prit sur lui, vers midi, de faire marcher sa division de Puttelange dans la direction du champ de bataille. Il avait déjà atteint le village de Guebenhausen, quand il fut rejoint, à une heure, par le capitaine de Locmaria, qui lui apportait l'ordre du maréchal prescrivant de se porter à Farchswiller et Theding. Il continua donc sa route. Mais, ayant envoyé en éclaireurs son aide de camp avec deux escadrons, il fut bientôt prévenu que le bruit du canon avait cessé de se faire entendre. Sans chercher à se renseigner davantage, il fit rebrousser chemin à ses troupes et reprit la route de Puttelange[1]. Cependant, comme vers six heures et demie il allait atteindre ce bourg, le bruit d'une forte canonnade frappa de nouveau son oreille ; pour la seconde fois, il fit demi-tour, et reprit la route de Forbach. Peu d'instants après, il rencontrait un officier de l'état-major du maréchal qui lui communiquait l'ordre de se porter au secours du général Frossard. Il était trop tard, car, à la nuit close, la division Castagny n'avait pu atteindre que le village de Folkling, à 8 kilomètres du champ de bataille, et à 6 kilomètres de Forbach. D'ailleurs on apprenait là la défaite du 2e corps ainsi que sa retraite sur Sarreguemines, et la division Castagny n'avait plus qu'à regagner son point de départ. Elle y arriva le 7, à l'aube, après avoir marché toute la nuit.

3° *Division Metman.* — Cette division était partie dès midi et demi, de Marienthal, pour surveiller entre Bening et Merlebach les débouchés de la Rosselle. Marchant avec une inconcevable lenteur, elle ne put atteindre ce dernier village qu'à trois heures, et encore avec sa première brigade, l'autre ayant été maintenue à Macheren par le maréchal. Puis, là, elle attendit jusqu'à sept heures et demie du soir, heure où lui parvint une dépêche du général Frossard qui demandait du secours. Le général Metman partit aussitôt et arriva à Forbach à neuf heures. Mais le 2e corps était déjà en pleine retraite et la ville se défendait seule, ainsi que nous l'avons raconté plus haut. Le général Metman craignit probablement d'engager ses troupes fatiguées à cette heure tardive et dans l'obscurité, et il les mit en route vers Puttelange, qu'il atteignit le 7 au matin.

4° *Brigade de Juniac.* — Reste la brigade de dragons de Juniac, que le maréchal Bazaine avait fait partir de Saint-Avold à onze heures et demie. Arrivée à Forbach vers deux heures, elle se mit à la disposition du commandant du 2e corps, qui, ne sachant où l'utiliser, crut devoir la renvoyer à Bening, qu'elle quitta à deux heures du matin[2].

Considérations générales. — Ainsi donc, trois divisions d'infanterie et une brigade de cavalerie avaient été mises en mouvement ; mais, par suite de l'absence

1. *Procès Bazaine.* Déposition du général de Castagny. Audience du 27 octobre 1873.
2. *Ibid.* Déposition du général de Juniac. Même audience.

complète de précision dans les ordres donnés, d'inexplicables lenteurs et de regrettables défaillances, aucune de ces forces n'avait paru sur le champ de bataille, où leur intervention eût été si utile. Quant à la division Decaen, que le maréchal ne voulait pas éloigner de Saint-Avold, elle n'avait pas bougé[1], pas plus que l'artillerie de réserve; en sorte que de ces 45,000 hommes, répartis à des distances du théâtre de l'action qui variaient de 14 à 23 kilomètres, c'est-à-dire de trois à cinq heures de marche, pas un n'avait pris part au combat.

Ce piètre résultat prouve, comme le dit la Relation prussienne, que « la tendance à joindre l'adversaire, toujours prédominante chez les Allemands, l'esprit de camaraderie, de solidarité des chefs et leur coutume de prendre l'initiative en temps opportun sont toutes choses qui paraissent ne pas avoir existé au même degré dans l'armée française[2]. » Il prouve aussi que la façon dont s'exerçait chez nous le commandement laissait singulièrement à désirer.

Le grand quartier général, en effet, pas plus que les commandants de corps d'armée, n'avait su se procurer des renseignements précis sur les mouvements de l'adversaire. Il ignorait encore à quel point celui-ci nous était supérieur au quadruple point de vue du nombre, de l'instruction, du matériel d'artillerie et de l'emploi de la cavalerie. Apprenant que des éclaireurs ennemis se montraient partout à la fois, il crut qu'il devait se garder partout, et ne se trouva en force nulle part. Au surplus, chaque fois que nous étions attaqués, à Wissembourg, à Frœschwiller, à Spicheren, les généraux, qui ignoraient absolument les desseins et les dispositions des Allemands, croyaient n'avoir à vider qu'une simple affaire d'avant-postes et leurs yeux ne se dessillaient que quand il était trop tard. C'est une erreur de ce genre qui, en retenant le général Frossard à Forbach, le 6 août, l'empêcha de se rendre *de visu* compte exact de la situation, et de formuler d'une façon nette et précise, dès le début de la bataille, la nature des secours qui lui étaient nécessaires et l'urgence de leur arrivée[3].

Quant à la stérilité des mouvements du 3e corps, on doit en rechercher la cause principale dans l'inertie dont, pour la première fois ce jour-là, le maréchal Bazaine

1. Un seul de ses régiments fut envoyé, par chemin de fer, à Forbach, lorsque après six heures du soir le général Frossard eut informé le maréchal de l'abandon des hauteurs de Spicheren, en ajoutant : « *Envoyez-moi des troupes très vite et par tous les moyens.* » Quand le régiment arriva devant Forbach, la voie était coupée. Il rétrograda moitié sur Puttelange, moitié sur Saint-Avold.

2. *La Guerre franco-allemande*, page 368.

3. Le commandant du 2e corps a expliqué comme suit son absence prolongée du théâtre de l'action : « Une grande partie de la journée, le général Frossard s'était tenu en arrière de sa gauche, à proximité de sa division de réserve, du télégraphe, de l'arrivée possible des secours. D'incessantes relations avec ses deux ailes, qui ne communiquaient entre elles que par le point où il se trouvait, l'avaient mis en mesure de répartir suivant les besoins son insuffisante réserve » (*loc cit.*, page 49). Il n'en est pas moins vrai que jusqu'à une heure de l'après-midi, le commandant du 2e corps ne semble pas s'être rendu compte de l'importance de l'affaire. La première dépêche où il soit question d'une bataille est datée de 1 heure 25; encore n'insiste-t-elle pas sur l'urgence du besoin de renforts au lieu même de l'action. Il est permis de croire que si le général Frossard s'était trouvé à Spicheren dès la matinée, il aurait pu apprécier beaucoup plus vite l'importance du combat qui s'engageait et préciser plus nettement le danger que couraient ses troupes, si elles n'étaient pas secourues à temps.

a donné une preuve qui, malheureusement, ne devait pas rester la dernière. Certes, les trois divisions Montaudon, Castagny et Metman auraient pu mieux faire, et on regrette de n'avoir pas à constater dans leurs mouvements cet esprit de décision et d'initiative qui caractérisaient à un si haut degré les procédés allemands. Mais il est juste d'ajouter aussi que jamais direction plus indécise n'a été imprimée à des troupes dans des circonstances aussi critiques, et que jamais l'effacement du commandant en chef devant la pression des événements n'a été aussi complet. Le rapporteur du conseil de guerre de Trianon a insisté avec énergie sur cet effacement coupable, et il l'a stigmatisé dans des termes que nous croyons devoir reproduire ici.

« *En resumé,* dit l'acte d'accusation dressé contre le maréchal Bazaine, *en ne donnant pas en temps utile des ordres aux troupes placees sous son commandement, en restant éloigné du champ de bataille, et par conséquent dans l'impossibilité de diriger le combat, en n'indiquant pas de point de ralliement à son armée, le maréchal Bazaine a pleinement assumé la responsabilité de la perte de la bataille de Spicheren, du désordre qui marqua les journées suivantes, du découragement profond qui en résulta pour nos troupes et de l'exaltation extraordinaire que ces événements inspirèrent à l'ennemi. On ne trouve d'explication plausible à la conduite du maréchal que dans le parti pris de ne pas compromettre les troupes placées sous ses ordres directs et de les conserver intactes. L'exactitude de cette appréciation résulte d'un propos tenu par le maréchal le soir du combat. D'après le dire d'un témoin qui en a déposé, le maréchal, s'exprimant sur la position en flèche si dangereuse du général Frossard, fit la reflexion* qu'il ne s'était pas soucié d'engager ses divisions à la suite de celles du général.

« *Chose singulière! le marechal paraissait considérer sa responsabilité comme tout à fait dégagée dans cette circonstance.* — Il y a trois ans que le général Frossard étudie la position de Forbach et qu'il la trouve superbe pour y livrer bataille, *dit-il à un officier qui en a déposé,* — eh bien! il l'a maintenant cette bataille!

« *Qui donc commandait cette bataille, si ce n'est le maréchal Bazaine?*

« *Le maréchal Bazaine nie formellement le premier de ces deux propos. Quant au second, il déclare ne pouvoir se souvenir des paroles prononcées peut-être dans un moment de mauvaise humeur. Mais en tout cas il declare qu'il n'a pu y avoir dans ses expressions, et encore moins dans sa pensée, un sentiment hostile au général Frossard ou dénigrant pour ce qui venait de se passer.* »

Quelles que soient les explications fournies par le maréchal pour sa défense, le fait est là, brutal et douloureux. C'est parce qu'il n'a pas donné d'ordre que ses trois divisions sont parties trop tard; c'est parce qu'il ne leur avait pas précisé le but à atteindre qu'elles ont erré, toute une journée, sans autre résultat que de se fatiguer inutilement. Si les principes pratiqués par l'adversaire eussent été observés chez nous, la division Montaudon serait arrivée à Spicheren à trois heures, la division Metman à trois heures et demie, la division Castagny à quatre heures. Quant au maréchal, il se fût trouvé sur le champ de bataille dès midi, pour prendre la direc-

tion de l'action et faire agir en un effort d'ensemble les 60,000 hommes qu'il avait sous la main, et qu'auraient appuyés près de 150 bouches à feu.

Qui doute, à n'en juger que d'après la bravoure déployée par nos soldats dans une lutte si terrible, si inégale et si longue, que la victoire nous serait restée alors ?

De même, la présence du général Frossard à Spicheren dès huit heures du matin aurait eu pour résultat probable de mettre en ligne beaucoup plus rapidement la brigade Valazé et la division Bataille. « Par conséquent, dès les premières heures de la lutte, nous aurions eu une supériorité marquée, même en artillerie. Par suite, il est permis d'admettre, en voyant la vigueur de l'action, que l'attaque de l'Éperon, du Gifert-Wald et du Stiringerwald auraient échoué[1]. »

D'autant plus que la tactique des Allemands n'était pas exempte de reproches. Sans parler, en effet, de la témérité du général de Kameke, engageant une simple avant-garde contre des positions difficiles et fortement occupées, ni de l'absence de direction méthodique qui a caractérisé les premières heures de la lutte, on est en droit de critiquer le développement excessif donné presque tout de suite à la 14e division, alors qu'on ne pouvait pas prévoir encore le moment exact où paraîtraient les renforts attendus. Que dire aussi de cette cavalerie qui escalade des hauteurs pour se faire décimer, de l'artillerie qui s'aventure en dépit de toute prudence, et perd en un instant la moitié de ses servants ? (voir page 239). « Les troupes arrivaient en partie par petites fractions, goutte à goutte en quelque sorte », a écrit le prince de Hohenlohe[2], et il en résulta dans les unités un tel mélange que les officiers durent renoncer à rétablir les liens tactiques[3]. Tout cela aurait pu avoir des conséquences graves, si on ne s'était pas borné de notre côté à une défensive passive, et si le 3e corps était venu renforcer le 2e.

Conséquences de la bataille de Spicheren. — Mais à quoi bon raviver encore les regrets, par l'évocation d'un succès qu'on a laissé échapper ? Le fait malheureusement trop certain est que cette nouvelle défaite, subie le même jour que le désastre de Frœschwiller, avait des conséquences plus fatales encore. L'armée française était forcée d'évacuer la ligne de la Sarre et d'abandonner à l'ennemi tout le territoire qui s'étend jusqu'aux places de la Moselle, Thionville et Metz. Quant à la barrière des Vosges, elle était absolument perdue pour nous, et la marche en avant de l'armée victorieuse du Prince royal pouvait s'effectuer sans crainte pour son flanc gauche. Les derniers espoirs d'offensive s'évanouissaient définitivement. Il ne fallait plus maintenant songer qu'à s'opposer aux progrès d'un adversaire rendu plus entreprenant encore par ses succès, et qui trouvait de singulières facilités d'existence dans les approvisionnements considérables que nous

1. Général Derrécagaix, *La Guerre moderne*, tome Ier, page 527.

2. *Lettres sur l'artillerie*, Paris, Vesthausser, 1886, page 33.

3. Dans le Gifert-Wald, on vit jusqu'à trente-deux compagnies de corps différents mélangées entre elles d'une façon presque inextricable. (Capitaine Bonnet, *Guerre franco-allemande*, Paris, Dumaine, 1878, tome Ier, page 69.)



1. Général de Failly. — 2. Général Félix Douai. — 3. Général Abel Douai.
4. Général Michel.

avions accumulés entre la Moselle et la frontière, sans profit pour nos soldats. Enfin, les trois défaites que nous venions de subir coup sur coup plongeaient le pays dans la douleur et la stupéfaction, l'armée dans le découragement, le commandement supérieur dans le désarroi. La France était ouverte à l'ennemi, notre infériorité cruellement démasquée, et l'avenir, gros de sombres nuages, tenait déjà suspendue sur nos têtes la menace terrible de l'invasion qui, pour la troisième fois depuis le commencement du siècle, allait déchaîner jusqu'au cœur de la patrie le sinistre fléau de ses ruines et de ses horreurs !

Ceux qui, à ce moment fatal, avaient atteint l'âge d'homme se souviennent encore de l'angoisse dont furent alors déchirés tous les cœurs français, et il n'en est pas un qui ne soit prêt à donner aujourd'hui jusqu'à la dernière goutte de son sang pour en éviter le retour.





CHAPITRE II

ÉVÉNEMENTS MILITAIRES ET POLITIQUES DU 7 AU 14 AOUT 1870

A. Retraite de l'armée française. — Il était trois heures du matin quand, le 7 août, les dernières troupes françaises évacuèrent le plateau de Spicheren. La retraite du 2e corps s'effectuait lentement, péniblement, dans un encombrement déplorable produit par les convois de voitures et de cacolets qui se mélangeaient aux colonnes, à travers une nuit noire, et au milieu d'une confusion qui s'explique par ce fait que le général Frossard, laissé par le maréchal Bazaine dans la plus complète ignorance des positions occupées par le 3e corps[1], n'avait pu fixer à ses troupes aucun point de ralliement.

C'est seulement à son arrivée à Sarreguemines que le commandant du 2e corps, apprenant la défaite de Frœschwiller et jugeant avec raison que, dans ces conditions, il risquait, s'il continuait le mouvement le long de la frontière, de se trouver pris entre les deux armées victorieuses, expédia à tout son corps d'armée l'ordre de

1. Cette ignorance dura jusque dans la matinée du 7. A ce moment, le général Frossard reçut du maréchal le télégramme suivant, expédié dans la nuit : « Vous avez, pour couvrir votre ligne de retraite, la division Castagny, qui est en avant de Folkling, et la division Metman, qui campe à Bening. Vous ferez bien de battre en retraite sur la position de Cadenbronn d'abord. »

rétrograder sur Puttelange. Il enjoignit même à la brigade Lapasset, qu'il trouva dans la ville, de le suivre, et en fit son arrière-garde. Depuis cette date, la brigade Lapasset, qu'on désigna sous le nom de *brigade mixte*, resta attachée au 2e corps[1].

Fort heureusement, les Allemands ne tentèrent même pas de nous poursuivre. Épuisés par le rude combat de la veille, un peu surpris même de leur triomphe, ils n'osèrent ou ne purent pas le compléter, et ne lancèrent sur les traces de l'armée battue que quelques escadrons, assez timidement d'ailleurs. Un régiment de hussards envoyé vers Sarreguemines n'entrait dans la ville que « vers la fin de l'après-midi[2] » et après avoir constaté qu'elle était évacuée. Il y capturait toutefois « des approvisionnements considérables en vivres et en matériel de campement, ainsi que quelques locomotives demeurées en arrière[3] ».

Le 8 au matin, les 2e et 3e corps se trouvaient donc à une certaine distance de la frontière et à l'abri d'une attaque immédiate ; mais, ici comme en Alsace, on avait négligé en se retirant de couper les voies ferrées, de détruire les ouvrages d'art et de donner des ordres pour le sauvetage du matériel. Le dévouement des agents de la Compagnie parvint à arracher des mains de l'ennemi la majeure partie des wagons, des machines et des appareils télégraphiques, ainsi que la caisse de l'armée ; mais, si complet qu'il ait été, il ne put réussir à mettre la voie hors de service, et, moins d'une semaine plus tard, les Allemands trouvèrent dans son utilisation un puissant auxiliaire pour leur marche sur Metz.

Projet de concentration à Châlons. — Cependant les deux nouvelles foudroyantes des désastres du 6 août avaient plongé dans le désarroi le plus complet l'état-major impérial. Là, on avait pensé d'abord à jeter rapidement vers Saint-Avold toutes les forces disponibles afin d'inquiéter sur son flanc droit la marche de l'ennemi ; des ordres furent même préparés pour le mouvement, dans la nuit qui suivit la bataille. Mais on ne tarda pas à reconnaître que la dissémination des différents corps rendait l'opération impraticable, et on y renonça. Passant alors tout à coup à un parti diamétralement opposé, l'Empereur résolut d'opérer la concentration de l'armée sur un point très éloigné de la frontière, à Châlons par exemple, dans l'espoir d'avoir plus de temps à lui et aussi de couvrir Paris ; entre temps, un premier point de ralliement serait donné sous Metz.

Ce plan avait le défaut grave de livrer à l'adversaire, sans coup férir, une énorme étendue de territoire dont l'abandon n'était nullement imposé par les circonstances. Malgré les pénibles insuccès des débuts, la situation n'était pas à ce point désespérée qu'on dût songer dès lors à couvrir la capitale, et il ne manquait pas, entre la

1. On se souvient que la brigade Lapasset (1re de la 2e division du 5e corps), qui devait le 6 août rejoindre à Bitche son corps d'armée, en lui amenant de Sarreguemines un convoi de 150 voitures, ses ambulances et son tresor, avait été retenue dans cette dernière ville par le général Montaudon, qui jugeait son départ trop dangereux. Elle avait avec elle le 3e lanciers, 1 escadron des 12e chasseurs et 5e hussards, enfin une batterie d'artillerie (7e du 2e). Elle resta ainsi constituée jusqu'à la capitulation de Metz.

2. *La Guerre franco-allemande*, page 400.

3. *Ibid.*

frontière et le camp de Châlons, de lignes de défense où l'armée du Rhin aurait pu se masser pour faire tête à l'envahisseur. Un aussi long mouvement de recul, exécuté d'une seule traite, devait avoir pour conséquences de semer dans l'armée et dans le pays la démoralisation et l'inquiétude. Mais il avait au moins le mérite d'être basé sur une idée et de tendre à un but défini ; tandis que la plus déplorable confusion présida seule aux opérations décousues par lesquelles on crut devoir le remplacer.

Quoi qu'il en soit, la résolution de l'Empereur sembla un moment devoir être suivie d'exécution. Le 2e corps reçut l'ordre de se diriger directement sur le camp de Châlons, les 3e et 4e celui de se replier sur Metz[1]. La Garde, qui s'était avancée jusqu'à Longeville-lès-Saint-Avold, fut renvoyée à Courcelles-Chaussy. Enfin, le 6e corps, qui, le 5 août, avait reçu de l'Empereur l'ordre de porter à Nancy, par voie ferrée, ses trois divisions d'infanterie[2], et de se faire rejoindre là par son artillerie et sa cavalerie marchant par les voies de terre, dut retourner au camp de Châlons. En même temps, l'état de siège était proclamé dans les départements du Haut et du Bas-Rhin, de la Moselle et de la Meurthe, et la place de Metz recevait un gouverneur en la personne du général Coffinières de Nordeck. Le major général porta le nouveau plan de campagne à la connaissance du gouvernement dans les termes que voici :

Metz, 7 août, 5 heures soir. — « *L'Empereur a décidé que l'armée entière se concentrerait sur Châlons, où Sa Majesté pourrait avoir* 150,000 *hommes et au delà, si nous parvenons à y réunir les corps de Mac Mahon et de Failly. Douay restera à Belfort. L'Empereur va diriger, sur-le-champ, tous les impedimenta sur Châlons. Envoyez-y, de votre côté, des vivres et des munitions. L'aile gauche, sous le maréchal Bazaine, sera concentrée sous Metz d'ici quarante-huit heures, dans sept jours à Châlons.* »

Opposition du ministère. Retraite sur Metz. — Mais le Conseil des ministres, au reçu de ce télégramme, s'empressa d'y répondre par des objections basées sur les considérations énoncées plus haut. Il se faisait en même temps l'écho des plaintes et des récriminations générales, et l'interprète du sentiment de désillusion pénible qui avait gagné la nation et allait, à Paris, jusqu'à l'irritation. Il faisait comprendre qu'une retraite nouvelle produirait dans le pays un effet déplorable, et pourrait avoir les conséquences les plus graves. De son côté, l'Impératrice, comprenant les dangers dont la dynastie était menacée en cas de recul trop prolongé, désirait vivement qu'on livrât bataille le plus vite possible et insistait auprès de l'Empereur pour qu'avant tout, il prît conseil du maréchal Bazaine, lequel, on ne sait pourquoi, jouissait dans l'opinion publique, et surtout dans les rangs de l'opposition parlementaire, d'une réputation d'habile capitaine que rien dans son passé ne

1. Le 4e corps, bien que placé, pour les opérations, sous les ordres du maréchal Bazaine, fut rappelé à Metz par *un ordre direct du major général*, sans même que le maréchal en fût prévenu.

2. La 4e division du 6e corps avait été laissée provisoirement à Paris, dans la crainte de complications politiques et de troubles que l'effervescence de la population ne faisait que trop redouter.

semblait cependant justifier. Le souverain était trop profondément affecté par les premiers revers pour résister à ces influences diverses ; son esprit, frappé et éperdu devant la soudaineté des désastres, n'avait plus l'indépendance nécessaire pour suivre logiquement et fermement une voie quelconque. Aussi abandonna-t-il son projet presque aussi soudainement qu'il l'avait conçu, et se laissa-t-il entraîner vers les murailles de Metz, par cette sorte d'attraction passive qu'exercent les places fortes sur les généraux irrésolus. Dès le 7 au soir, il adressait à l'Impératrice le télégramme suivant :

« *La retraite sur Châlons devient trop dangereuse ; je puis être plus utile à Metz avec* 100,000 *hommes bien réorganisés. Il faut que Canrobert retourne à Paris et soit le noyau d'une nouvelle armée. Ainsi, deux grands centres, Paris et Metz. Telle est notre conclusion. Prévenez-en le Conseil. Rien de nouveau.* »

En même temps, il faisait expédier au ministère de la Guerre, par le major général, l'ordre de rappeler à Paris les quatrièmes bataillons qu'on avait rassemblés au camp de Châlons. Une division d'infanterie de marine était réunie dans la capitale, sous le commandement du général de Vassoigne, et le régiment d'artillerie de la marine y était transporté également. Enfin, les trois corps d'armée de la frontière (2ᵉ, 3ᵉ et 4ᵉ), la Garde, la réserve générale d'artillerie qui était à Nancy et la 1ʳᵉ division de réserve de cavalerie, qui était à Lunéville, devaient prendre sans délai la direction de Metz. On espérait que la forte armée formée ainsi sous cette place pourrait, soit arrêter celle du prince Frédéric-Charles, « soit se jeter sur les flancs ou les derrières de celle qui semblait devoir pénétrer par Saverne. »

Le mouvement de concentration commença aussitôt. Dans la nuit du 8 au 9, les 2ᵉ, 3ᵉ et 4ᵉ corps se mirent en marche et reculèrent de quelques kilomètres sans que l'ennemi, dont les éclaireurs suivaient cependant d'assez près nos colonnes, eût rien tenté pour entraver notre retraite. Toutefois, deux escadrons de uhlans firent mine de marcher sur Longeville-lès-Saint-Avold ; la vue des divisions Decaen et Clérembault, encore en position sur les hauteurs avoisinantes, les fit s'arrêter. L'intention de l'Empereur était de faire occuper à l'armée une position défensive sur la Nied française entre les Étangs et Pange, et de se retirer ensuite, si la bataille qu'on attendait là avait encore une issue malheureuse, sous les murs de Metz, entre la Seille et la Moselle, en avant des deux forts de Queuleu et de Saint-Julien, qui protègent la place à l'est. Il donna en conséquence l'ordre aux différents corps d'armée de hâter leur mouvement, malgré la persistance du mauvais temps, qui rendait les marches particulièrement pénibles, et le désarroi du service des subsistances, qui, au milieu de tous ces contre-ordres, ne parvenait pas à assurer les distributions avec quelque régularité. Cependant, grâce à la valeur des troupes, dont le moral savait triompher de tant de souffrances, grâce aussi à la mollesse de l'ennemi, la retraite s'effectua en bon ordre, et, le 10, la ligne défensive de la Nied française se trouva occupée dans toute sa longueur.

A cette date, le 2ᵉ corps occupait Rémilly, le 3ᵉ corps s'étendait de Pange à Silly, le 4ᵉ corps occupait une position vers Sainte-Barbe et Glatigny. La Garde campait en arrière du 3ᵉ corps, à Maizery et Colligny. Enfin, la division de cavalerie de

Forton (3e de la réserve), qui venait d'arriver à Metz, s'établissait à Montigny-lès-Metz, tandis que la réserve générale d'artillerie formait son parc en avant de Borny. Toutes ces troupes étaient, par décret du 9, placées sous le commandement du maréchal Bazaine, mais sans que celui-ci prît encore le titre de général en chef.

Cependant la plus grande ignorance des mouvements de l'ennemi continuait à régner au grand quartier général. Les reconnaissances de la cavalerie, exécutées toujours à une distance dérisoire, ne perçaient jamais la ligne des patrouilles de découverte qui couvraient le front des armées allemandes. Des escarmouches stériles et la capture de quelques uhlans dont on ne pouvait tirer que des renseignements sans valeur, tels étaient les seuls résultats de ces maigres chevauchées où la bravoure de nos cavaliers restait paralysée devant des adversaires dont la supériorité consistait surtout en une connaissance beaucoup plus précise de leur métier. Il en résultait pour l'état-major impérial une inquiétude toujours croissante, et une indécision chaque jour plus pénible. Si le gouvernement lui-même n'avait pas réussi à se procurer quelques renseignements assez exacts, l'armée française eût marché complètement à l'aveugle..... C'est ainsi que, le 10 août, l'Impératrice télégraphiait à l'Empereur : « *Je crois absolument nécessaire que vous ayez des renforts.* D'après les avis que j'ai reçus, *la jonction des deux armées prussiennes va vous mettre au moins* 300,000 *hommes sur les bras. Appelez à vous les troupes de Châlons et tout ce que vous pourrez rassembler.* »

Or ceci était plus facile à dire qu'à faire. Le 6e corps reçut bien l'ordre de se porter immédiatement de Châlons sur Metz, et le 5e, qui opérait alors la retraite dont nous avons raconté les difficultés (livre II, chap. III), celui de rejoindre l'Empereur si c'était possible. Mais l'arrivée de ces renforts demeurait problématique, et en tous cas sa date ne pouvait être escomptée. D'autre part, le maréchal Bazaine n'acceptait qu'avec répugnance la mission de défendre la position de la Nied ; il estimait, non sans motif, que le champ laissé à l'armée française sur son front n'y était ni assez découvert ni assez étendu ; que la proximité des bois de Hayes et de Chuby offrait à l'adversaire de trop sérieux avantages, et que son propre effectif ne lui permettait pas de les disputer à celui-ci. Quant à l'offensive, que le maréchal Le Bœuf préconisait d'autant plus que l'arrivée successive des réservistes avait assez sensiblement grossi les effectifs de l'armée, Bazaine ne se croyait pas en état de la prendre, avant de pouvoir compter sur les corps attendus. Enfin, on venait d'apprendre que l'armée du Prince royal était aux portes de Nancy, menaçant de tourner nos forces de Lorraine. C'était là une cause nouvelle d'inquiétude, peu faite pour apporter une trêve aux perplexités du souverain. Celui-ci se laissa encore une fois conduire par les événements, et, abandonnant non seulement l'idée de reprendre l'offensive, annoncée cependant déjà par le major général au ministre de la Guerre, mais encore celle de défendre la ligne de la Nied, il revint à son premier projet de concentration au camp de Châlons. Un conseil de guerre tenu à Pange, le 10 août, sous sa présidence, décida que l'armée du Rhin gagnerait Châlons par Verdun, en franchissant la Moselle ; qu'elle laisserait dans la place une garnison suffisante pour la défendre, et qu'elle se grossirait enfin, à Châlons, des 1er, 5e et 7e corps. C'était, depuis le 6, la

troisième modification apportée au plan d'opérations ; les circonstances allaient en créer une quatrième, définitive cette fois[1]. Mais, en attendant, les différents corps furent, dès le 11, dispersés de la façon suivante :

2e Corps. — Quartier général à Mercy-le-Haut, avec *la brigade Lapasset*, qui se retrancha au château.

2e *et* 3e *divisions*, face au sud, sur les hauteurs qui s'étendent de Peltre à Magny-sur-Seille ;

1re *division*, en deuxième ligne, entre la Basse-Bevoye et la route de Strasbourg.

3e Corps. — Quartier général à Borny.
1re *division*, à Grigy ;
2e — à Montoy ;
3e — à Colombey ;
4e — à Nouilly.

4e Corps. — Quartier général au château de Grimont.
1re *division*, à Mey ;
2e — devant le fort Saint-Julien ;
3e — à côté de Chieulles.

Garde impériale, en réserve derrière Borny.

Les réserves générales d'artillerie et de cavalerie, dans les positions que nous avons indiquées plus haut.

Événements politiques. Chute du ministère Ollivier. — Pendant que l'armée du Rhin se fatiguait ainsi en marches et contre-marches qui n'apportaient à nos affaires déjà compromises aucune amélioration, des événements graves s'étaient déroulés à Paris, où le gouvernement venait de passer entre des mains nouvelles. Le jour même où la valeur de nos soldats succombait sous le nombre, dans les deux sanglantes batailles du 6 août, une dépêche, affichée sur les murs de la Bourse par on ne sait quel tripoteur d'affaires, annonçait une grande victoire et la destruction presque complète de l'armée du Prince royal. On juge de l'émotion soulevée par une pareille nouvelle. En un clin d'œil, la ville se pavoisa d'oriflammes et des illuminations furent préparées pour le soir.

Mais une heure ne s'était pas écoulée que la joie patriotique de la population

1. Dans son ouvrage *Les Grandes batailles de Metz*, M. Alfred Duquet semble croire qu'au reçu de la dépêche du 10 août, envoyée par l'Impératrice, Napoléon III résolut de livrer bataille sous Metz, « espérant ainsi s'assurer le concours des gros canons de rempart. » C'est là une erreur. La concentration du 11, sous les murs de la place, n'était qu'un mouvement préparatoire à la retraite sur Châlons, et l'Empereur, revenu définitivement à son premier projet, désirait exécuter celui-ci le plus tôt possible, sans combattre. (Voir les *Souvenirs du général Jarras*, Paris, Plon, 1892, page 68). La bataille du 14, due, comme celles du 6, à l'initiative un peu excessive d'un chef d'avant-garde allemand, fut au contraire une surprise pour le souverain et pour le maréchal, qui ne comptaient la livrer ni l'un ni l'autre, sans cependant pour cela pressentir les déplorables conséquences qu'elle devait avoir.



Théâtre des opérations du 7 au 14 août.

faisait place à la plus amère des désillusions : on apprenait que la nouvelle était fausse et qu'un spéculateur malhonnête en était seul l'auteur. Aussitôt la colère de la foule se manifesta par des mouvements tumultueux qui eurent pour théâtre, vers trois heures de l'après-midi, la Bourse et le Ministère de l'Intérieur. Dans l'une, on faillit tout saccager; devant l'autre, on exigea que M. Ollivier parût et dit lui-même quelle était la vérité.

Or celui-ci rentrait à peine de Saint-Cloud, où il avait été porter à l'Impératrice la nouvelle du combat de Wissembourg. Il dut se montrer au balcon et affirmer, ce qui était vrai, qu'il n'en connaissait pas d'autre; il jura, au milieu de clameurs hostiles et injurieuses, que le ministère ne cachait rien à la presse, et qu'il allait rechercher, pour les punir, les auteurs de la manœuvre indigne qui venait de se produire. Il ajouta que le maréchal de Mac Mahon se préparait à prendre une revanche éclatante de la surprise de Wissembourg, où il avait fallu deux corps d'armée allemands pour venir à bout d'une seule division française, et parvint avec quelques autres lieux communs à dissiper le rassemblement. L'idée que certains membres du cabinet avaient trempé dans l'abominable affaire du matin n'en persista pas moins dans les milieux populaires, et quelques journaux opposants s'empressèrent d'en être les échos complaisants.

Cependant, le 7, arrivait un télégramme de l'Empereur annonçant les désastres de Frœschwiller et de Spicheren, et faisant appel au patriotisme français. L'Impératrice accourut à Paris en toute hâte, et le ministère convoqua immédiatement les Chambres pour le surlendemain 9, au lieu du 11, date fixée primitivement. Une proclamation, affichée sur-le-champ, en instruisit la capitale, tandis que paraissait à l'*Officiel* un décret de la Régente versant dans la garde nationale tous les citoyens âgés de 30 à 40 ans en état de porter les armes, et annonçant un projet de loi destiné à incorporer dans la garde mobile tous les hommes âgés de moins de 30 ans.

Ces dernières mesures devaient incontestablement augmenter le chiffre des individus sous les armes. Mais étaient-elles capables de faire des soldats, et, comme le disait dans son rapport le général Dejean, ministre de la Guerre, de *former de nouvelles troupes de campagne à envoyer à l'Empereur*? Pouvait-on improviser des officiers pour conduire ces troupes, et créer de toutes pièces ce qui leur était nécessaire pour s'armer, s'équiper, marcher et combattre? Le ministre espérait mobiliser sans délai 610,000 hommes qu'il décomposait ainsi :

1° Les troupes de la marine; 2° les régiments encore disponibles de France et d'Algérie (nous avons vu ce qu'il en restait); 3° les 4es bataillons des 100 régiments d'infanterie portés chacun à 900 hommes en y incorporant des mobiles; 4° une portion de la gendarmerie organisée en unités de combat; 5° 60,000 jeunes soldats de la classe de 1869 arrivés sous les drapeaux du 8 au 12 et *pouvant partir au bout d'un mois;* enfin la garde mobile et les francs-tireurs évalués ensemble à 400,000 hommes.

Il n'est pas besoin de se livrer à de longs calculs pour voir à quel point se leurrait le ministre dans ses espérances, et quel temps était nécessaire pour donner

à ces levées nouvelles la seule apparence de la cohésion. L'événement a prouvé d'ailleurs que l'organisation de toutes ces forces ne devait se faire qu'à la longue, quand il était déjà trop tard pour venir appuyer les armées de première ligne ; le seul secours qu'aient reçu celles-ci leur est venu, en effet, de l'infanterie de marine et des quatrièmes bataillons ; quant au reste, on ne pouvait raisonnablement y compter de longtemps.

Quoi qu'il en soit, le Sénat et le Corps législatif se réunirent à la date indiquée, au milieu d'une émotion facile à comprendre. La multitude, houleuse et menaçante, dut être contenue par la force autour du Palais-Bourbon, et c'est au bruit d'interruptions passionnées et de sourdes clameurs que M. Émile Ollivier ouvrit la séance de la Chambre, à laquelle il venait demander des sacrifices nouveaux. — « *Nous voulons bien faire tous les sacrifices*, s'écria M. Emmanuel Arago, *mais sans vous !* » — Le ministre, décontenancé par l'hostilité générale dont cette apostrophe et d'autres plus injurieuses encore indiquaient la violence, essaya de faire une diversion en exaltant l'héroïsme de l'armée. Il ne pût réussir à étouffer les voix qui l'accusaient d'imprévoyance et d'incurie. Brûlant alors ses vaisseaux, il posa la question de confiance ; on lui répondit par un ordre du jour, qu'avait proposé Clément Duvernois, et dont l'insolente ambiguïté constituait le plus sanglant des outrages. — « *Le Corps législatif, décidé à soutenir un cabinet capable de pourvoir à la defense du pays, passe à l'ordre du jour.* »

Ministère Palikao. — C'était lui signifier son congé. M. Ollivier porta immédiatement la démission du cabinet à l'Impératrice, et quand il revint, à six heures du soir, au Palais-Bourbon, ce fut pour annoncer que le général de Montauban, comte de Palikao, avait été chargé par la Régente d'en constituer un nouveau[1]. Dès le lendemain, celui-ci se présentait devant les Chambres et se constituait en *ministère de la défense nationale*, ce qui lui valut du Parlement un accueil chaleureux, et fit accepter d'enthousiasme toutes ses propositions, dont certaines cependant, telles que le cours forcé des billets de banque, et l'émission de 600 millions de papier nouveau, pouvaient passer pour révolutionnaires. On vota à l'armée des remerciements qu'elle méritait, et l'on décréta qu'elle avait bien mérité de la patrie ; puis on adopta d'urgence une série de mesures destinées à grossir encore les

1. Cousin de Montauban, né en 1796, s'engagea de bonne heure dans la cavalerie et prit part, en qualité de lieutenant, a la prise d'Alger. Il fit toute sa carriere dans notre nouvelle colonie, devint général de brigade en 1851, géneral de division en 1855 et fut promu, à cette date, au commandement de la province de Constantine. Choisi par l'Empereur, en 1860, pour diriger l'expedition de Chine, il fit preuve dans cette circonstance de remarquables qualites de capitaine et d'administrateur. Mais il ne sut malheureusement pas empêcher le pillage des immenses richesses du Palais d'Été, et fut accusé à tort, par l'opinion, d'en avoir détourné à son profit une large part. Aussi quand l'Empereur qui, en récompense de ses services, l'avait nommé, dès 1860, grand-croix de la Légion d'honneur, sénateur en 1861, et comte de Palikao en 1862, voulut couronner sa carriere par l'octroi d'une récompense nationale, trouva-t-il dans le Corps legislatif une vive opposition qui triompha de la volonté du souverain. Celui-ci, pour éviter un échec certain, dut faire retirer le projet de loi. Le comte de Palikao fut nommé en 1865 commandant du 4e corps d'armee à Lyon, et il occupait cette haute position quand l'Impératrice-régente lui offrit le ministère. Il est mort en 1876.

effectifs, et à se procurer de l'argent. C'est ainsi que tous les hommes de 25 à 35 ans, célibataires ou veufs, qui n'appartenaient pas à la garde mobile, furent appelés sous les drapeaux ; que des engagements volontaires furent admis, sans condition, pour la durée de la guerre ; que le contingent tout entier, fixé à 140,000 hommes, fut convoqué sans tirage au sort; enfin, que l'emprunt de guerre fut porté de 500 millions à un milliard. Comme palliatif à ces décrets rigoureux, la somme de 4 millions, votée le 14 juillet pour venir en aide aux familles des militaires sous les armes, était élevée à 25 millions.

Le ministère pensait qu'avec toutes ces ressources il lui serait possible de faire face à l'invasion. Néanmoins il se préoccupa sans délai de l'éventualité d'un siège de la capitale, et deux de ses membres les plus actifs[1], MM. Henri Chevreau et Clément Duvernois, se mirent à l'œuvre avec une ardeur et une intelligence auxquelles il faut rendre hommage, pour accumuler dans Paris la plus grande quantité possible de vivres, de bétail sur pied et d'approvisionnements de toute espèce. C'est grâce à leur habileté et à leur dévouement que Paris dut de pouvoir résister pendant cinq mois à l'un des blocus les plus rigoureux dont l'histoire fasse mention.

Le maréchal Bazaine est nommé au commandement en chef de l'armée du Rhin. — Mais les débats orageux qui avaient précédé et accompagné au Corps législatif la chute du ministère Ollivier devaient malheureusement avoir à l'armée une répercussion fatale. La violence avec laquelle certains orateurs de l'opposition avaient attaqué le commandement, le peu de mesure qu'ils apportaient dans leurs récriminations[2], et l'insistance qu'ils mettaient à réclamer pour l'armée un nouveau chef, finissaient par enlever à l'état-major impérial toute autorité et tout prestige. Dans la séance du 9, qui fut particulièrement tumultueuse, des députés accusèrent formellement certains généraux d'impéritie, et critiquèrent la présence à l'armée de l'Empereur, qui entravait, disaient-ils, la liberté du commandement qu'il n'était plus capable d'exercer. — « *Que le maréchal Bazaine soit mis à la tête des troupes*, s'écria Jules Favre d'une voix qui dominait le bruit, *et que l'Empereur revienne à Paris!* » — Puis, comme il n'osait pas encore parler de déchéance, le même député proposa de nommer une commission exécutive prise dans le sein du Corps législatif.

Tout naturellement, l'Empereur, tenu au courant de ces discussions passionnées, s'inquiétait des symptômes menaçants qu'elles dévoilaient, et se demandait s'il pourrait résister au courant de l'opinion publique, à laquelle il avait dû céder tant de fois. Ses amis eux-mêmes lui conseillaient d'abandonner son commandement,

1. Les membres principaux du cabinet du 10 août étaient, outre le général de Palikao, *président du Conseil et ministre de la Guerre*, l'amiral Rigault de Genouilly, *ministre de la Marine*, M. Henri Chevreau, *ministre de l'Intérieur*, M. Magne, *ministre des Finances*, M. Clément Duvernois, *ministre de l'Agriculture et du Commerce*, le prince de La Tour-d'Auvergne, *ministre des Affaires étrangères*.

2. Dans la séance du 11 août, M. de Keratry demanda que le maréchal Le Bœuf fût traduit devant une commission d'enquête du Corps législatif.

que son état de santé lui rendait particulièrement difficile, et joignaient leurs instances à celles de l'Impératrice pour que le maréchal Bazaine en fût définitivement investi. En outre, ainsi que l'a écrit un des historiens de la guerre, « le maréchal, proposé par l'opposition, poussé par l'opinion, était désiré aussi par l'armée, qui se lassait des tergiversations. La faveur publique, par une de ces inexplicables révolutions de la popularité, se déclarait tout à coup pour l'ancien commandant de la désastreuse expédition du Mexique, pour le chef du 3e corps de l'armée du Rhin, qui, après tout, n'avait pas fait plus que d'autres, qui, le jour de la bataille de Forbach, n'avait point, certes, montré tout le zèle possible. L'opinion ne laissait même pas la liberté du choix au souverain ou au gouvernement [1]... » L'Empereur, incapable, au milieu de ses tortures physiques et morales, de faire tête à toutes ces influences diverses, dut taire ses répugnances pour l'homme auquel, trois ans auparavant, il avait refusé les honneurs militaires dus à un maréchal de France, et, par décret du 12 août, jour néfaste entre tous, il nomma le maréchal Bazaine au commandement en chef de l'armée du Rhin. « La toute-puissance d'une opinion mobile et inquiète [2] » avait imposé sa volonté.

Or l'armée du Rhin, une des plus belles qu'ait jamais eue la France, comptait 178,000 hommes, 39,500 chevaux, 446 pièces et 84 mitrailleuses. Composée d'officiers pleins d'énergie et de dévouement, de soldats aguerris, vétérans de rudes et glorieuses guerres, animée d'un puissant esprit de discipline et de bravoure, une pareille force, bien commandée, conduite par un chef décidé et vigoureux, était capable, et elle l'a prouvé, d'enrayer net les incroyables succès que les Allemands avaient dus, depuis le début de la campagne, à l'éparpillement de nos forces et à l'incohérence de notre direction. Peut-être même qu'un homme de guerre digne de ce nom aurait trouvé dans la valeur de ses soldats les moyens de reconquérir la victoire. — « Le maréchal, lui, n'appela à son aide qu'une somnolence égoïste, une sorte d'indifférence pour les intérêts généraux, un petit esprit et de petits moyens [3]... »

Le général Jarras, chef d'état-major général. — Pour comble de malheur, en même temps que s'opérait la transmission du commandement, d'importantes modifications étaient apportées, avec une précipitation fâcheuse, dans le haut personnel de l'état-major général. Les fonctions de major général étaient supprimées et à la place du maréchal Le Bœuf, demeuré à l'armée momentanément sans emploi, le général Jarras, deuxième aide-major, prenait, auprès du maréchal Bazaine, celles de chef d'état-major général, sans que celui-ci eût été consulté. Or, « pour être constamment en mesure de remplir ses fonctions dans toute leur étendue, le chef d'état-major a besoin d'une autorité qu'il ne peut tenir que de la confiance du commandement. Il ne peut rien faire par lui-même sans l'ordre ou l'autorisation de son chef, et, s'il agit sous sa propre responsabilité, ce ne peut être qu'avec l'assurance qu'il

1. Ch. de Mazade, *La Guerre de France* (1870-1871). Paris, Plon, 1875, tome Ier, page 135
2. *Ibid.*
3. Général Deligny, *Armée de Metz* (1870), page 5.

seconde les intentions de celui-ci. De là résulte la nécessité d'une entente complète et incessante entre le commandement et le chef d'état-major [1]. » Jamais un seul instant cette entente n'exista entre Bazaine et le général Jarras. Bien au contraire, le maréchal affecta constamment vis-à-vis de son chef d'état-major une défiance telle que celui-ci fut parfois le dernier informé des projets d'opérations. — « J'espérais, a écrit le général, que le maréchal Bazaine, qui jusqu'alors m'avait témoigné de la bienveillance, faciliterait ma tâche : ce fut là mon erreur. En effet, dès le commencement, le maréchal m'a systématiquement tenu à l'écart, sans me faire part de ses projets, si ce n'est au moment où il me donnait ses instructions pour transmettre ses ordres à l'armée, de telle sorte que je n'avais pas le temps de les étudier et de proposer ensuite les mesures de détail qui pouvaient me paraître nécessaires ou utiles [2]. » Dans de telles conditions, le service ne pouvait évidemment pas fonctionner...

Escarmouches aux avant-postes. — Cependant, bien qu'ayant abdiqué le commandement suprême, l'Empereur voulut user encore une fois des droits de sa couronne pour faire achever le mouvement qu'il avait commencé vers Châlons. Il pressa donc le maréchal de franchir la Moselle et lui écrivit, le 12 : « Plus je pense à la position qu'occupe l'armée et plus je la trouve critique ; car, si une partie était enfoncée et qu'on se retirât en désordre, les forts n'empêcheraient pas la plus épouvantable confusion. Voyez ce qu'il y a à faire, et, si nous ne sommes pas attaqués demain, prenez une résolution. » C'est que les forces ennemies commençaient à nous serrer de près, et l'aventure arrivée au 6ᵉ corps montrait que le flanc droit de l'armée du Rhin était déjà, à cette date, singulièrement menacé.

On sait, en effet, que ce corps d'armée avait reçu, le 10 août, l'ordre de se porter sur Metz. Il prit immédiatement le chemin de fer, et dès le 12, deux de ses divisions, la Iʳᵉ et la 3ᵉ, arrivèrent à Metz : l'une s'établit près de Montigny, entre Seille et Moselle, l'autre à la Grange Mercier et dans les forts de Saint-Quentin et de Plappeville. La 2ᵉ division quitta Châlons ce même jour. Quant à la 4ᵉ, qu'on avait jusque-là maintenue à Paris, elle arriva à Metz dans la nuit du 12 au 13 et s'établit près de Woippy. Son artillerie, formée au camp de Châlons, en partait le 12 pour la rejoindre à Metz. Mais ces transports ne s'étaient pas tous effectués sans encombre, et il s'en fallait que le 6ᵉ corps se trouvât au grand complet ; il avait dû laisser en arrière, sans espoir de les retrouver, sa division de cavalerie, toute l'artillerie de réserve et celle des 2ᵉ et 4ᵉ divisions (moins une batterie), la réserve du génie, ses services administratifs, enfin trois régiments (les 14ᵉ, 20ᵉ et 31ᵉ, de la 2ᵉ division. Voici comment ce fâcheux événement s'était produit.

Déjà le 12 au matin, en arrivant à Dieulouard, les trains qui amenaient la Iʳᵉ division durent s'arrêter parce que des uhlans stationnaient sur la voie et s'occupaient à la détruire. Aussitôt quelques hommes des 10ᵉ et 100ᵉ de ligne descen-

1. *Souvenirs du général Jarras*, page 80.
2. *Ibid.*

dirent de wagon, firent feu, et mirent les uhlans en fuite. La voie put être rétablie, et les trains se remettre en marche. Ils avaient à peine dépassé Pont-à-Mousson, qu'une troupe de cavaliers ennemis, composée d'environ 50 hussards et dragons, pénétrait dans la ville, coupait le télégraphe et se mettait en devoir de détruire la voie ferrée, près de la gare. Mais le général Margueritte, qui commandait la 1re brigade de la division du Barail, avait été prévenu. Faisant aussitôt monter à cheval le 1er régiment de chasseurs d'Afrique, il prit à une heure et demie la route de Pont-à-Mousson, y arriva vers quatre heures, surprit dans une auberge, près du Mont-Mousson, le peloton de hussards qu'il captura tout entier, et lança aussitôt sur la gare un demi-escadron qui s'empara de presque tout le détachement de dragons. Un officier et 14 cavaliers ennemis étaient tués ; 2 officiers et 26 cavaliers étaient prisonniers et une trentaine de chevaux tombaient entre nos mains. C'est à peine si 8 à 10 hommes avaient pu se sauver en traversant la Moselle à la nage ; quant à nous, nous ne comptions que 2 chasseurs tués et 3 blessés. Aussitôt cette brillante affaire terminée, le général Margueritte fit rétablir la voie, juste à temps pour que la 4e division, qui arrivait en gare à ce moment, pût continuer sa route sur Metz.

Malheureusement, l'ennemi ne s'en tint pas à cette tentative avortée : le lendemain 13, un détachement de dragons de la garde se portait de nouveau entre les stations de Frouard et Dieulouard et coupait la voie par une longue tranchée. Les trains qui amenaient les 14e, 20e et 31e de ligne durent s'arrêter les uns derrière les autres ; des hommes du 14e de ligne descendirent de wagon pour chasser les cavaliers ennemis et rétablir les communications. Ils furent accueillis par le feu d'une batterie à cheval dont les projectiles ne tardèrent pas à atteindre la machine du train de tête et à lui faire de graves avaries. Le mécanicien fut obligé de rétrograder en toute hâte, et tout ce qui restait du 6e corps, reconnaissant l'impossibilité de pousser plus avant, retourna au camp de Châlons.

Ces divers épisodes indiquaient nettement la présence de forces sérieuses sur notre droite ; mais, en même temps, des engagements partiels qui survinrent dans les journées du 12 et du 13 tout autour de nos positions prouvèrent que l'ennemi nous talonnait d'assez près, et cherchait à pénétrer nos desseins. Le 12, le 4e chasseurs qui opérait une reconnaissance un peu en avant de Peltre et de Jury fut attaqué par des détachements du 11e hussards prussiens et du 13e uhlans ; une rencontre sans importance s'en suivit et les deux partis tournèrent bride chacun de leur côté. Au même moment, deux escadrons du 2e chasseurs d'Afrique qui patrouillaient sur la rive gauche de la Nied française se heurtaient à une brigade de cavalerie prussienne, accompagnée d'une batterie à cheval, et se voyaient forcés de reculer. L'ennemi les poursuivait jusqu'à Laquenexy, qu'il canonnait, et ne s'arrêtait que devant des troupes d'infanterie déployées devant Ars-Lequenexy. Enfin, des détachements prussiens se montraient entre Noisseville et Retonfey, d'où le 11e bataillon de chasseurs les chassait à coups de fusil, vers Coincy, où ils reculaient devant le 90e de ligne, et à Jury. Partout, on voyait les éclaireurs atteindre nos avant-postes, et ne se replier qu'après avoir observé nos positions,

tandis que notre cavalerie ne réussissait pas à percer l'épais rideau des patrouilles adverses. En outre, et c'était là le plus grave, on signalait la présence de plusieurs escadrons à une douzaine de kilomètres au sud de Metz, ce qui semblait indiquer une tentative pour tourner notre aile droite. L'avant-garde de la 6e division de cavalerie allemande s'était en effet étendue jusqu'à Corny, afin de masquer la marche enveloppante de la IIe armée, dont il sera parlé plus loin.

L'armée se prépare à franchir la Moselle. — Ces graves nouvelles ne laissaient pas d'accroître les inquiétudes de l'Empereur, qui s'effrayait à la pensée de voir l'armée coupée de Châlons. — « Il n'y a pas un moment à perdre pour faire le mouvement arrêté », écrivait-il le 13 au maréchal. Mais celui-ci ne semblait nullement partager ces craintes. Il jugeait préférable, au contraire, « soit d'attendre l'ennemi dans nos lignes, soit d'aller à lui par un mouvement général d'offensive[1] ». Il comptait, a-t-il dit dans son ouvrage justificatif, réussir à rejeter les forces prussiennes derrière la Nied et se porter ensuite par la vallée de la Moselle jusqu'à Frouard, pour occuper la position de la forêt de Hayes, qui s'étend entre Nancy et Toul. Mais l'Empereur revint à la charge avec insistance ; il venait d'ailleurs de recevoir de l'Impératrice une dépêche qui, bien que contenant des renseignements inexacts, indiquait le danger auquel le mouvement d'ensemble opéré par les armées allemandes exposait l'armée de Metz[2].

Le 13, dans la soirée, il écrivait au maréchal cette lettre impérative : « La dépêche que je vous envoie de l'Impératrice montre bien l'importance que l'ennemi attache à ce que nous ne passions pas sur la rive gauche ; *il faut donc tout faire pour cela.* Si vous croyez devoir faire un mouvement offensif, *qu'il ne nous entraîne pas de manière à ne pas pouvoir opérer notre passage.* »

Le maréchal, cette fois, se décida, et donna les ordres nécessaires pour faire franchir à l'armée les ponts que le général Coffinières avait, dès le 12, fait jeter sur la Moselle par ordre de l'Empereur. Malheureusement, une crue subite, survenue dans la nuit du 12 au 13, avait mis hors de service ces ponts trop légèrement construits, et il fallut toute la journée du 13 et la matinée du 14 pour les rétablir. L'opération se trouva donc retardée par force, et ne commença que ce jour-là, à midi, alors que l'armée du général de Steinmetz était déjà, comme nous allons le voir, assez rapprochée de nous pour l'entraver.

B. Mouvements des Ire et IIe armées allemandes. — Les troupes victorieuses à Spicheren n'avaient rien tenté, le lendemain, pour profiter de leur succès. Le désordre où elles se trouvaient les obligeait tout d'abord à consacrer au moins une journée à la reconstitution des unités tactiques, et en outre le général de Steinmetz, n'ayant que de vagues données sur les mouvements des Français, voulait

1. Maréchal Bazaine, *L'Armée du Rhin*. Paris, Plon, 1872, page 50.

2. Cette dépêche disait que les deux armées de Steinmetz et du prince Fréderic-Charles avaient opéré leur jonction ; que celui-ci se dirigeait sur Verdun en passant au nord de Metz et qu'en même temps le Prince royal contournait la place par le sud.



Wagon ambulance.

attendre sur place que le Ier corps, encore assez loin en arrière, eût rejoint. Il faisait un brouillard épais; les renseignements fournis par la cavalerie manquaient de précision. On savait bien que des forces sérieuses se trouvaient encore à Boulay et Saint-Avold, mais on croyait le corps du maréchal de Mac Mahon en retraite sur Bitche, et l'on avait même envoyé dans cette direction, et au delà de la Blies, une partie de la IIe armée, pour lui couper la retraite ; le IVe corps, accompagné de la brigade de cavalerie de Bredow, alla ainsi jusqu'à Rohrbach.

Le lendemain cependant, ces troupes qui n'avaient trouvé personne devant elles signalaient l'erreur ; en même temps, un régiment de hussards entrait à Sarreguemines et faisait connaître que les forces françaises paraissaient gagner la Moselle. Enfin, le 8 au soir, le contact était repris d'une façon suffisante pour qu'on pût considérer comme certaine notre retraite dans cette direction.

Aussitôt M. de Moltke forma le projet de lancer la IIe armée au sud de Metz, vers le cours moyen de la Moselle, afin de tourner la droite française, tandis que la Ire attaquerait de front : « On supposait, dit à ce sujet la Relation allemande, que l'empereur Napoléon était sur la Moselle avec une armée composée de cinq corps. Si on voulait l'aborder de front, en même temps que l'on tournerait sa droite *avec des forces supérieures*, il fallait, dès à présent, maintenir en arrière notre aile droite, c'est-à-dire la Ire armée. Son mouvement offensif devait être, en effet, d'autant plus ralenti que, par suite des circonstances relatées plus haut [1], l'aile gauche de la IIe armée avait dû s'étendre fort loin vers le sud, tandis que le centre achevait encore de se masser. »

Mais, fidèle à sa tactique habituelle, l'état-major allemand entendait ne nous attaquer qu'avec toutes ses forces réunies ; le mouvement de l'aile marchante (IIe armée) ne commença donc pas immédiatement. Dans la journée du 9, le prince Frédéric-Charles massa ses corps aux environs de Sarrebruck, sur la rive droite de la Sarre, sauf le Xe, qui franchit la rivière à Sarreguemines, et le IIIe, qui occupa Saint-Avold évacué par nous. Sa cavalerie se porta en avant. Quant à la Ire armée, qui le 8 avait appuyé à droite, vers Wölklingen, afin de laisser libre au prince Frédéric-Charles, par ordre supérieur, la route de Sarrebruck à Saint-Avold, elle ne bougea pas, se bornant à envoyer sa cavalerie à Puttelange et Sarralbe, où nous n'avions plus personne, et annonçant à M. de Moltke, lequel n'en savait encore rien, le départ des troupes françaises de Bouzonville et de Boulay.

Le grand quartier général allemand était venu, le 9, à quatre heures du soir, s'établir à Sarrebruck. Quatre heures après, le chef d'état-major général, sûr enfin d'avoir tout son monde sous la main, et complètement renseigné sur notre mouvement de retraite, ordonnait un mouvement général en avant, par le télégramme que voici :

« *Les renseignements recueillis font supposer que l'ennemi s'est retiré derrière la Moselle ou la Seille. Les trois armées prendront cette direction.*

« *Les routes suivantes leur seront respectivement affectées, savoir :*

« *IIIe armée : les routes Sarre-Union — Dieuze et au sud ;*

1. L'envoi d'une partie de ses forces pour couper la retraite au 1er corps français.

« *IIe armée : les routes Saint-Avold — Nomény et au sud ;*

« *Ire armée : les routes Sarrelouis — Boulay — les Étangs et au sud.*

« *Afin de couvrir ce mouvement, la cavalerie devra être lancée au loin et soutenue par des avant-gardes à grandes distances, de manière à laisser aux armées le temps de se concentrer en cas de besoin. Sa Majesté prescrira les modifications qu'il y aurait lieu d'apporter aux directions indiquées ci-dessus, par suite de la position ou des mouvements de l'ennemi.*

« *La journée du 10 août pourra être mise à profit par la Ire et la IIe armée pour laisser reposer les troupes, ou pour les amener sur les routes qui leur sont affectées. L'aile gauche ne pouvant atteindre la Sarre avant le 12, les corps de l'aile droite n'auront à accomplir que des marches relativement courtes.* »

Journée du 10 août. — Le mouvement commença dès le 10, et donna lieu, dans la Ire armée [1], à des incidents qu'il n'est pas inutile de signaler. Tout d'abord, la marche fut très dure. « Les distances à parcourir n'avaient rien d'exagéré, mais on s'était croisé, à Forbach, avec des colonnes du IIIe corps ; des à-coups s'étaient produits sur la route de Wölklingen à Carling, laquelle était commune à une grande partie de la Ire armée ; en résumé, la journée avait été fort pénible. Les troupes passaient la nuit au bivouac, sous une pluie torrentielle, couchées, sans paille, sur un sol argileux. Ce fut le lendemain seulement que l'on parvint, au prix de nouvelles et sérieuses difficultés, à faire arriver les convois demeurés en arrière sur la route de Sarrebruck-Forbach [2]. » En second lieu, les divisions de cavalerie furent maintenues *en arrière* de l'infanterie (l'état-major allemand ne nous dit pas pourquoi), et il en résulta la perte absolue du contact, ainsi qu'un manque complet de renseignements [3]. On voit, d'après cela, combien dans l'armée du général Steinmetz, celui-là même qui avait voulu *nous punir de notre négligence*, on était éloigné de la perfection.

Il faut convenir que le prince Frédéric-Charles s'entendait mieux à faire la guerre, car, à la fin de cette journée, le gros de sa cavalerie était poussé en avant à une distance moyenne de 18 kilomètres, et les patrouilles gagnaient une vingtaine de kilomètres au delà. Une d'elles atteignit même les environs de Pange et, embusquée dans un bois, put observer toutes nos positions sur la Nied.

Journée du 11. — Le 11, le prince porta quatre corps (IIIe, IVe, Xe et garde) en avant de la Sarre, sur une ligne allant des environs de Saar-Union à Faulquemont, sur la Nied allemande ; les deux autres corps (IXe et XIIe) débouchaient dans le même temps par Forbach et Sarreguemines ; l'ensemble du mouvement était couvert par la cavalerie, dont trois brigades patrouillaient en avant sur un grand arc de cercle compris entre la Seille (Nomény) et la Sarre (Sarrebourg), tandis que la 6e division et les dragons de la garde servaient de soutien à ces éclaireurs.

1. La Ire armée, qu'étaient venus renforcer le Ier corps (général de Manteuffel) et la 1re division de cavalerie, avait, à cette date, un effectif de 116,000 hommes, 37,000 chevaux et 270 pièces.
2. *La Guerre franco-allemande*, page 113.
3. *Ibid.*

Quant à la Ire armée, elle ne bougea pas ; seule une reconnaissance de cavalerie s'avança jusqu'au confluent des deux Nied. La distance qui séparait ses corps, toujours groupés au nord de Saint-Avold, de l'extrême droite de la IIe armée, à Faulquemont, dépassait 15 kilomètres, et l'on n'avait, pour boucher ce trou, qu'*un seul* régiment, les grenadiers du corps, laissé à Saint-Avold pour la garde du grand quartier général. Cette situation présentait un danger réel, en cas d'une attaque de l'armée française. D'autre part, les renseignements arrivés au grand quartier général faisaient connaître que nous avions pris position sur la Nied française, pour y accepter la bataille. M. de Moltke jugea qu'il devenait urgent de concentrer ses troupes davantage, et lança, à sept heures du soir, l'ordre suivant :

« *Il paraît assez probable qu'une notable partie de l'armée ennemie se trouve en avant de Metz, sur la rive gauche de la Nied française. Il devient donc nécessaire de concentrer davantage la Ire et la IIe armée, et S. M. le roi a ordonné ce qui suit :*

« *Cette concentration aura lieu sur le IIIe corps, à Faulquemont. La Ire armée portera demain, de bonne heure, deux corps sur la ligne Boulay-Morange, un corps vers Boucheporn.*

« *La IIe armée dirigera le IXe corps sur Longeville, à l'ouest de Saint-Avold; le IIe corps fera avancer vers ce dernier point tout ce qu'il aura de disponible*[1]. *Le Xe corps viendra derrière le IIIe. La garde, le IVe et le XIIe appuieront vers la gauche de la position indiquée ci-dessus, de façon à pouvoir la renforcer, ou à continuer dans la direction de Nancy, suivant le cas.* »

Journée du 12. — Le mouvement s'exécuta dans la matinée du 12. Mais, dès l'après-midi, M. de Moltke était avisé que non seulement il n'avait plus à craindre d'offensive de notre part, mais que nous avions abandonné la ligne de la Nied ; que nous nous concentrions sous Metz, à l'est de la ville ; que le pays, au-dessus de cette place et jusqu'à la Moselle, était au contraire complètement dégagé et que les principaux points de passage de la rivière n'étaient même pas gardés. Il n'hésita plus un instant à reprendre la marche en avant.

« *Autant que les renseignements recueillis permettent d'en juger*, télégraphia-t-il aux commandants en chef, *la masse principale des forces ennemies se retire, par Metz, au delà de la Moselle. Sa Majesté ordonne ce qui suit :*

« *La Ire armée se portera demain, 13 août, sur la Nied française, le gros sur la ligne les Étangs-Pange, et fera occuper la gare de Courcelles. La cavalerie poussera des reconnaissances et franchira la Moselle en aval. La Ire armée couvrira ainsi la droite de la IIe.*

« *La IIe armée gagnera la ligne Buchy-Château-Salins, placera ses avant-postes sur la Seille et cherchera à s'assurer, si cela est possible, des ponts de la*

1. Le IIe corps, laissé d'abord en Allemagne, venait seulement de rejoindre la IIe armée ; il avait commencé, le 9 août, à débarquer à Neunkirchen.

Moselle à Pont-à-Mousson, Dieulouard, Marbache, etc. La cavalerie fera des reconnaissances au delà de la Moselle.

« *La III*e *armée continuera son mouvement sur la ligne Nancy-Lunéville.* »

Ainsi, le mouvement enveloppant décidé le 8 août se dessinait maintenant d'une façon très nette. La Ire armée, marchant sur nos traces, allait se déployer sur la Nied, tandis que la IIe, gagnant la Moselle, tournerait notre aile droite. Cependant les marches de l'armée allemande ne s'exécutaient pas sans difficultés ni souffrances. « Diverses circonstances, dit à cet égard l'état-major prussien, avaient concouru à rendre la situation particulièrement pénible. Les routes étaient défoncées par des pluies persistantes ; cheminer latéralement était impossible. L'installation des hommes et des chevaux en avait été rendue si difficile qu'il devenait indispensable de bivouaquer fréquemment. La marche en pays montagneux n'était pas familière à des hommes originaires de la plaine ; on avait à supporter tantôt de grandes chaleurs, tantôt des pluies incessantes. Tout cela exerçait une action si fâcheuse sur l'état sanitaire des troupes, *qu'une division, par exemple, qui n'avait pas encore vu le feu, comptait 582 malades*[1]. »

Journée du 13. — Le roi était venu en personne ranimer l'ardeur un peu éteinte de ses soldats, et marchait à cheval, au milieu de ses colonnes, sur la route centrale de Faulquemont à Metz. C'est ainsi que s'opérèrent les mouvements du 13 ; ce soir-là, les différents corps allemands occupaient les positions suivantes, qu'il est utile d'indiquer pour expliquer l'engagement du lendemain.

Ire Armée

Ier corps, à Courcelles-Chaussy.

VIIe corps, à Pange ; la distance de ce point à Courcelles ne dépassait pas 8 kilomètres.

VIIIe corps, formant la réserve générale, à Varize, à 5 kilomètres en arrière.

Les avant-postes s'étendaient de Sainte-Barbe jusqu'au delà de Laquenexy, par Retonfey et Ogy. La 3e division de cavalerie patrouillait au nord-est de Metz.

IIe Armée

Deux corps, les IIIe et IXe, cantonnés à Béchy et Herny, avaient pour mission de soutenir la Ire armée, si elle était attaquée. Un autre, le Xe, occupait Nomény sur la Seille, et Pont-à-Mousson sur la Moselle. Le IVe corps était à Château-Salins, la garde entre le IVe corps et le IXe, le XIIe en réserve derrière celui-ci. Quant à la cavalerie (5e et 6e divisions), elle occupait la ligne Pontoy-Pont-à-Mousson, afin de « dérober la marche de la IIe armée aux vues de Metz », et ses patrouilles s'avançaient jusqu'en vue même de la place.

1. *La Guerre franco-allemande*, page 422.

A l'examiner dans son ensemble, ce dispositif était évidemment ingénieux. Il affectait cette forme en équerre, chère à M. de Moltke, grâce à laquelle le flanc droit de la IIe armée se trouvait théoriquement protégé par la Ire, et réciproquement. Si, en effet, l'armée française attaquait la IIe armée, celle-ci faisait front par un à-droite, et la Ire assaillait notre flanc gauche. Si, au contraire, nous nous portions contre le général de Steinmetz, alors la IIe armée jetait sur notre flanc droit les IIIe et IXe corps. Enfin, si nous essayions de remonter la rive gauche de la Moselle pour nous porter contre le prince Frédéric-Charles et l'attendre au passage de la rivière, celui-ci pouvait, en cas de nécessité, se replier sur l'armée du Prince royal, « tandis que la Ire armée, laissant des troupes en observation devant Metz, serait en position de franchir la Moselle au-dessus et dans le voisinage de la place, et de se porter sur les derrières de l'adversaire[1]. »

Tout cela était parfaitement exact, une fois le mouvement terminé. Mais, pendant son exécution, en était-il de même? L'état-major prussien, en justifiant dans une longue digression apologétique les mesures adoptées, a bien soin de passer sous silence les dangers auxquels l'armée de Steinmetz restait exposée durant la marche du 13, tandis que le prince Frédéric-Charles exécutait de son côté une longue marche de flanc. Ce danger n'était cependant point imaginaire, et M. le général Derrécagaix l'a fait ressortir d'une façon lumineuse : « Si l'armée de Metz, a-t-il écrit, avait attaqué la Ire armée, le 13, vers trois heures de l'après-midi, elle aurait trouvé les troupes prussiennes fatiguées par leur étape et encore en formation de marche. Le temps de se déployer, d'engager le combat et de le soutenir, leur eût bien demandé deux heures, avant qu'on pût songer à prévenir les corps voisins.

« A quatre heures et demie ou cinq heures, les IIIe et IXe corps auraient été sur le point de finir leurs marches. *Leurs têtes de colonnes auraient eu à parcourir 18 et 22 kilomètres en plus, s'il leur avait fallu atteindre la gauche du champ de bataille*[2]. Elles auraient donc eu à franchir, avant la nuit, une distance égale à l'étape de la journée.

« Pouvaient-elles arriver à temps? Et n'y avait-il pas ce jour-là, pour l'armée française, une de ces occasions que les hommes de guerre expérimentés ne manquent jamais de saisir? Il est permis de le croire, surtout quand on songe qu'elle disposait alors d'un effectif de 176,000 hommes, et que la Ire armée prussienne ne pouvait mettre en ligne plus de 90,000 hommes[3]. »

Mais notre cavalerie n'était ni assez entreprenante, ni assez habile pour fournir, par ses renseignements, des bases fermes aux décisions du commandement. De tous ces mouvements, qui tendaient à nous tourner par la droite, tandis que nous serions maintenus de front, l'Empereur avait bien, comme on l'a vu, une intuition

1. *La Guerre franco-allemande.*

2. De Béchy, point d'arrivée du IIIe corps, à Pange, extrême gauche de la Ire armée, il y a au moins trois heures et demie de marche. De Herny, où se serait trouvé le IXe corps, à Pange, il y en a plus de quatre.

3. *La Guerre moderne*, tome II, page 57.

vague, non une connaissance exacte. Aussi ne sut-il pas prendre un parti avec fermeté, et l'imposer au maréchal, qui faisait preuve d'une singulière indolence. Dès les premiers désastres, le commandement, démoralisé par les événements, se contenta de les subir; d'incertain et hésitant qu'il était au début, il devint passif, et ce fut là notre malheur. Car, les Allemands l'ont reconnu eux-mêmes, jusqu'au 14 août, nous n'avions aucun motif de désespérer du succès. « Obligé de franchir la Moselle sur des points très éloignés les uns des autres, ont-ils dit, l'ennemi pouvait commettre des fautes (*et il en a commis*), qui, habilement exploitées, auraient pu, pour un jour et sur un point, assurer la supériorité aux Français. Or, un succès remporté sur une partie de l'armée allemande contraignait l'autre à s'arrêter[1]. »

L'occasion se trouva donc perdue de ressaisir la victoire, et grand fut l'étonnement des Allemands quand ils s'aperçurent que non seulement l'armée française ne prenait pas l'offensive, mais encore ne bougeait pas de ses positions. Le général-major de Sperling, chef d'état-major de la Ire armée, ne pouvant s'expliquer une pareille inaction, voulut se rendre un compte plus exact de la situation et parcourut à cheval, le 13, la ligne des avant-postes prussiens, depuis Laquenexy jusqu'à Retonfey. Partout devant lui nos troupes demeuraient immobiles. Il s'empressa d'en aviser le chef d'état-major général, à Herny, et celui-ci en éprouva une satisfaction dont la phrase suivante, de la Relation allemande, n'est que l'écho affaibli : « En différant leur passage sur la rive gauche de la Moselle, contrairement à ce que l'on avait supposé jusqu'alors, les Français abondaient dans le sens de l'état-major allemand, dont les plans devenaient ainsi d'une exécution plus facile. » Aussitôt M. de Moltke, qui savait libres d'autre part les ponts de la Moselle[2], lança des ordres pour que la IIe armée franchît la rivière dès le lendemain; mais comme il pouvait s'attendre à une affaire entre les troupes du général de Steinmetz et les nôtres, qui restaient en présence les unes des autres, il s'arrangea de manière que l'aile droite de la IIe armée pût, le cas échéant, voler au secours de la Ire, et prescrivit, en conséquence, le 13, à neuf heures du soir, les dispositions que voici :

Ordres pour le 14. — « D'après les nouvelles reçues jusqu'alors, de forts contingents ennemis étaient encore aujourd'hui à Servigny et à Boruy, en deçà de Metz. Sa Majesté ordonne ce qui suit :

« La Ire armée demeurera demain, 14 août, dans ses positions sur la Nied; des avant-gardes seront chargées d'observer si l'ennemi se replie ou s'il se porte offensivement en avant. En prévision de cette dernière éventualité, il est essentiel que demain les IIIe et IXe corps, de la IIe armée, s'arrêtent respectivement à

1. *La Guerre franco-allemande*, page 408.

2. Après la brillante escarmouche de Pont-à-Mousson, le général Margueritte avait télégraphié à Metz pour signaler l'importance de ce point et l'urgence qu'il y avait à en assurer la garde. Il reçut en réponse l'ordre d'abandonner la ville et de se replier.

hauteur de Pagny et à Buchy; ainsi établis à une distance de 8 kilomètres[1], *ils seront prêts à rompre, en temps utile, pour s'engager dans une affaire sérieuse qui se produirait devant Metz. D'autre part, la Ire armée est en mesure de s'opposer, par une attaque de flanc, à toute entreprise de l'adversaire vers le Sud.*

« *Les autres corps de la IIe armée continueront leur marche vers la partie de la Moselle comprise entre Pont-à-Mousson et Marbache. Le Xe corps prendra position en avant de Pont-à-Mousson.*

« *La cavalerie des deux armées s'avancera aussi loin que possible; elle inquiètera la retraite de l'ennemi, si celui-ci venait à se replier par la route de Metz à Verdun.* »

On voit, d'après ces prescriptions, que M. de Moltke n'avait nullement l'intention d'attaquer, et que son seul but était de gagner le plus rapidement possible la rive gauche de la Moselle. L'affaire du lendemain fut donc, encore une fois, engagée à l'encontre de ses projets, et n'eut d'autre cause qu'un nouvel excès d'initiative chez un général de brigade ennemi. Quant à nous, au lieu de poursuivre à tout prix notre mouvement de retraite, et de répondre à l'offensive allemande par le déploiement d'un simple rideau de troupes qu'auraient appuyé les gros canons des forts, nous eûmes le tort immense d'accepter la bataille, sans toutefois la pousser à fond pour profiter au moins de notre supériorité numérique, en sorte que nous fîmes le jeu d'un adversaire qui ne cherchait qu'à gagner du temps pour jeter sur notre flanc, au sud-ouest de Metz, toutes les forces du prince Frédéric-Charles. Dans ce moment de crise aiguë où la perte de quelques heures devait entraîner des conséquences incalculables, l'hésitation du commandement nous perdit.

1. L'un de l'autre, mais non de la Ire armée. Il est étrange que M. de Moltke les ait envoyés sur des points aussi éloignés de celle-ci, alors surtout qu'il les destinait à lui porter secours, le cas échéant.



Armée allemande. — Artillerie de la Garde.



CHAPITRE III

BATAILLE DE BORNY ET JOURNÉE DU 15 AOUT

Bataille de Borny. — Le terrain sur lequel était placée l'armée française (sauf le 6ᵉ corps) s'étendait en arc de cercle sur la rive droite de la Moselle et de la Seille, à une distance de 5 ou 6 kilomètres de la place de Metz. Il était constitué par deux plateaux, celui de Borny et celui de Sainte-Barbe, que séparaient les deux ravins de Colombey et de Montoy, réunis un peu à l'est de Mey, et coupé, principalement sur les bords de celui-ci, par des pentes encaissées et profondes. Cette circonstance devait être mise à profit par l'ennemi, pour s'avancer à l'abri de nos coups. En arrière se trouvaient les trois forts de Saint-Julien, de Bellecroix et de Queuleu, dont seul le second n'avait pas de vues suffisantes pour apporter à la lutte l'appoint de sa grosse artillerie ; ces forts étaient longés respectivement par les trois routes de Bouzonville, de Sarrelouis et de Château-Salins. Enfin, à l'est, courait une ligne de hauteurs boisées, que jalonnent les villages de Servigny, Noisseville, Ogy et qui dominait sensiblement le plateau de Borny.

Les armées allemandes s'étaient mises en devoir, dès la matinée du 14, d'exécuter les prescriptions contenues dans l'ordre que nous avons donné au chapitre précédent. La Iʳᵉ, qui n'avait pas à bouger, lançait vers le nord-ouest, à Vigy, la

3e division de cavalerie. La IIe envoyait le IIIe corps occuper Vigny (5e division) et Louvigny (6e), et le IXe occuper Buchy (18e division) et Béchy (25e). Ces deux corps, destinés, comme on sait, à soutenir, s'il en était besoin, la Ire armée, s'en trouvaient encore distants cependant de 18 kilomètres environ, soit de plus de quatre heures de marche.

Les autres corps se dirigeaient vers la Moselle, précédés par des masses de cavalerie, dont un parti donna lieu, même, à un incident qui ne manque pas de saveur. Un escadron du 2e dragons de la garde, qui était arrivé jusque près de Toul, se heurta, sous les murs même de la place, à un peloton de 35 cuirassiers et gendarmes français ; il rejeta sans grande difficulté cette poignée d'hommes sur le faubourg et s'avança à leur suite, fort surpris que les remparts restassent silencieux. Le capitaine pensa alors que la place était évacuée et envoya un officier pour la sommer; mais celui-ci ne reçut que « cette laconique réponse — *Repassez une autre fois* — et bientôt, des maisons et des jardins, les coups de feu se mirent à pleuvoir sur les dragons[1]. » Ceux-ci eurent toutes les peines du monde à regagner la campagne, non cependant sans avoir réussi à détruire les écluses destinées à tendre les inondations.

Cependant l'état-major prussien ne comprenait rien à notre immobilité. « La singulière persistance des Français à demeurer sous Metz, alors que déjà deux corps prussiens avaient atteint la Moselle moyenne et que la cavalerie courait le pays jusqu'à la route de Verdun, ne pouvait guère indiquer d'autre intention que celle d'attaquer la Ire armée qui, par suite du développement donné au mouvement de la IIe, pouvait paraître isolée[2]. » Quant au général de Steinmetz, il considérait sa mission comme ayant un caractère principalement défensif, sauf cependant le cas où nous tenterions quelque chose vers le sud, et il ne songeait nullement, du moins c'est l'état-major allemand qui l'affirme, « à entreprendre une attaque de front contre des masses ennemies établies sous la protection de leurs forts[3]. »

L'armée française commence son mouvement. Premiers engagements. — Les choses en étaient là, quand, le 14, l'armée française, enfin dirigée sur la ligne de retraite indiquée par l'Empereur, commença à s'ébranler. Déjà, depuis le matin, les convois étaient passés sur la rive gauche ; vers midi et demi, les corps placés aux ailes (2e et 4e) se mirent en marche à leur tour, et engagèrent leurs têtes de colonnes sur les routes qui, derrière eux, conduisaient à Metz. Le 3e corps et la Garde impériale devaient rester les derniers sur le plateau, afin de couvrir le mouvement.

Jusqu'à quatre heures, il ne se produisit aucun incident. L'écoulement par les ponts de la Moselle s'opérait d'une façon régulière, sous les yeux même de l'état-major général; déjà le 2e corps en entier, ainsi que deux divisions du 4e, avait

1. *La Guerre franco-allemande*, page 411.
2. *Ibid.*, page 413.
3. *Ibid.*, page 418.

évacué les hauteurs, et deux divisions du 3e corps (1re et 4e) étaient en marche, quand tout à coup un petit nuage de fumée blanche sortit des bois, vers Coincy, et un obus vint s'abattre entre les fermes de Bellecroix et de Sébastopol. A ce moment, les 2e et 3e divisions du 3e corps, restées les dernières, se préparaient, déjà formées en colonnes de route, à prendre à leur tour la direction de Metz, et n'attendaient plus pour cela que la rentrée de leurs grand'gardes.

Elles se déployèrent aussitôt et coururent à leurs positions de combat. Dans la 3e division (Metman), la 1re brigade (général de Potier) occupa le bois situé à l'ouest de Colombey, ayant le 29e de ligne (colonel Lalanne) sur la lisière est et le 7e de ligne (colonel Cottret) sur la lisière sud ; une partie de ce dernier régiment se porta également dans des tranchées-abris qui avaient été construites en terrain découvert, dans la direction de la Grange-aux-Bois. Le 7e bataillon de chasseurs (moins une compagnie de grand'garde restée au château d'Aubigny) s'établit sur le chemin qui va de Colombey à la route de Sarrebruck. La 2e brigade (Arnaudeau) se plaça en seconde ligne, en avant de la ferme de Sébastopol.

Dans la 2e division (Castagny), la 2e brigade (Duplessis) se déploya à 500 mètres environ à l'ouest du ravin de Colombey, à cheval sur les routes de Sarrelouis et de Sarrebruck, le 69e (colonel Le Tourneur) au nord et le 90e (colonel de Courcy) au sud. Un bataillon du 19e, qui avait fourni une grand'garde restée à Montoy, occupait le point de réunion des deux routes. Enfin, le 15e bataillon de chasseurs vint se poster, pour relier les deux divisions, dans un petit bois de sapins qui borde le côté droit de la route de Colombey à Bellecroix. Les trois autres bataillons du 19e, ainsi que le 41e (colonel Saussier), de la 1re brigade (Nayral), formaient une seconde ligne, en arrière de Bellecroix.

En même temps, les troupes du général de Ladmirault qui étaient déjà dans la vallée[1], gravissaient les rampes qu'elles venaient de descendre une heure avant, et accouraient au pas de charge au secours du 3e corps. Ce fut un spectacle inoubliable ! Sur la route en lacets qui grimpe de la vallée, les fantassins poudreux et ruisselant de sueur, mais superbes d'énergie, couraient, l'œil enflammé, et grimpaient la côte d'un pas rapide que rythmaient les roulements ininterrompus de la charge. Les artilleurs, fouaillant leurs chevaux lancés au galop, passaient dans une trombe de poussière, et jetaient aux coteaux boisés d'alentour des bruits de tonnerre, que l'écho renvoyait aux bataillons déjà engagés, comme pour leur donner confiance. Tous ces braves gens, las de reculer, écoutaient enfin sonner l'heure de la bataille attendue depuis si longtemps, et promise comme une revanche des longues journées de retraite devant un ennemi qu'on ne voyait jamais. Et dans le bruit croissant du combat s'élevait une clameur immense, un cri poussé à la fois par des milliers de poitrines, cri d'amour de la Patrie, cri de joie et d'espérance, où se résumaient tous les sacrifices, tous les dévouements, tous les courages, où se fondaient les amertumes des revers dans la foi robuste de l'avenir, le cri de : *Vive la France !*

1. C'étaient les divisions de Cissey (1re) et de Lorencez (3e). La division Grenier n'avait pas encore quitté le plateau.

Certes, au point de vue tactique, ce retour offensif était une erreur, et nous en aurons la preuve bientôt : mais qui oserait en faire un reproche au général de Ladmirault ?

Cependant, la lutte engagée si inopinément avait pris rapidement un caractère d'intensité qui témoignait de ce désir ardent qu'avait l'armée française d'en venir aux mains. Mais avant d'en entamer le récit, il est nécessaire de revenir en arrière et d'expliquer par suite de quelles circonstances elle avait éclaté, pour ainsi dire spontanément.

Depuis que notre mouvement de retraite était commencé, les généraux prussiens, postés sur les hauteurs qui dominent le ravin de Colombey, en observaient les différentes phases. Le commandant du Ier corps, général de Manteuffel, supposant un instant que nous préparions peut-être une attaque contre la IIe armée, avait même, dès deux heures et demie, fait donner l'alerte à ses deux divisions, cantonnées à Courcelles-Chaussy et aux Étangs, et les tenait prêtes à toute éventualité. D'autre part, le général von der Goltz, qui commandait à Laquenexy l'avant-garde du VIIe corps, constatait que notre mouvement rétrograde avait bien réellement Metz pour objectif et que, par conséquent, nous cherchions à franchir la Moselle. Dans ces conditions, il crut pouvoir prendre sur lui de nous arrêter ; prévenant aussitôt les deux divisions de son corps d'armée de la prise d'armes exécutée par le Ier corps, il quitta à trois heures et demie son bivouac et fit demander au général de Manteuffel, ainsi qu'à la 1re division de cavalerie, de soutenir son offensive.

Ainsi, pour la troisième fois en huit jours, une bataille allait s'engager sur la simple initiative d'un commandant d'avant-garde, et contrairement aux intentions du général en chef. Pour excuser le général de Goltz, la Relation prussienne prétend que son intention primitive était seulement d'occuper Colombey. C'est possible ; mais il n'en est pas moins vrai qu'en mettant, sans ordres, ses troupes en mouvement, il entamait une lutte dont il ne pouvait ni prévoir l'importance, ni maîtriser les développements. Ce sont là des pratiques dangereuses, et il a fallu l'inertie du maréchal Bazaine pour qu'elles aient, cette fois encore, réussi.

Quoi qu'il en soit, l'avant-garde du général de Goltz, composée de 2 régiments, 1 bataillon de chasseurs, 1 régiment de hussards et 2 batteries légères, s'ébranla dans la direction du plateau de Borny. Deux bataillons et une batterie furent dirigés par Marsilly sur le château d'Aubigny. Un bataillon marcha sur Colombey, par Ars-Laquenexy. Le régiment de hussards couvrit le mouvement, à droite, et le reste des troupes suivit en arrière, d'assez près. La compagnie de chasseurs à pied français, qui était de grand'garde au château d'Aubigny, fut bientôt assaillie par des forces supérieures, tournée presque par le sud, et dut, après une courte défense, rejoindre son bataillon. L'ennemi put ainsi, sans difficulté, s'établir dans le château, et occuper le revers ouest du ravin de Colombey.

Mais deux batteries du 3e corps étaient venues au galop se poster sur la crête du plateau, entre Borny et la route de Sarrebruck, et ripostaient victorieusement au feu de la seule batterie allemande qui fût encore en position. Le combat devint immédiatement très vif, en sorte que les diverses fractions de l'avant-garde prus-

sienne durent entrer en ligne successivement. Elles occupèrent Colombey et s'étendirent vers le nord, jusqu'à la Planchette, qui n'était occupée que par une grand'garde et fut enlevée après quelques moments d'une chaude fusillade. Mais, pendant ce temps-là, la brigade Arnaudeau s'était déployée à son tour. Le 59e (colonel Duez) avait pris position entre la ferme de Sébastopol et le bois de Borny ; le 71e (colonel de Férussac) envoyait deux bataillons dans le chemin creux qui, partant de Bellecroix, vient aboutir un peu à l'est de la même ferme, et son troisième bataillon renforcer la première ligne. Ces troupes dirigeaient maintenant sur l'adversaire un feu violent qui l'empêchait absolument de déboucher du ravin. « On se trouvait ainsi, dit la Relation allemande, avoir pris pied solidement sur le revers opposé du ravin ; mais, pour le moment, il n'était pas possible d'aller au delà. Les Français occupaient en grand nombre les hauteurs à l'ouest et au nord de Colombey, jusqu'à la route de Sarrebruck, de sorte que, de ce côté aussi, les compagnies qui avaient marché sur la Planchette ne pouvaient gagner du terrain sur le revers ouest du ravin[1]. » D'autre part, la batterie même qui avait ouvert le feu la première, prise d'écharpe par une troisième batterie française accourue en avant du bois de Borny, était obligée de reculer jusqu'au sud-ouest de Coincy où venait de s'établir la deuxième batterie d'avant-garde. Enfin, la 4e division du 3e corps (général Aymard)[2], interrompant aussi son mouvement de retraite, arrivait à son tour sur ses positions de combat. Le 11e bataillon de chasseurs (commandant de Paillot) prolongeait au nord de l'intersection des deux routes la ligne formée par le 69e, laissant entre lui et ce régiment place pour les deux batteries de la division. A sa gauche, le 44e de ligne (colonel Fournier) s'était déployé jusqu'au moulin de la Tour. Le reste de la division formait une deuxième ligne, en arrière.

Il était alors plus de cinq heures ; la brigade de Goltz, seule encore en face de toutes ces forces, aurait couru les plus grands dangers, si l'on avait, de notre côté, abandonné une attitude passive devenue sans excuse. Car de deux choses l'une : ou le maréchal Bazaine voulait, coûte que coûte, effectuer sa retraite sur Verdun, et dans ce cas le meilleur parti à prendre eût été de laisser l'ennemi, qui s'avançait témérairement sous le canon des forts, se heurter aux murs de Metz, comme l'a écrit le major von der Goltz. Il était facile de le contenir jusqu'à la nuit avec le 3e corps et la Garde encore en position, tandis qu'on aurait hâté le mouvement des autres corps sur la rive gauche. Ou bien, si le maréchal jugeait l'occasion bonne pour infliger aux Allemands une leçon sérieuse, alors il pouvait sans hésiter profiter de la situation critique où ils s'étaient mis par leur propre imprudence, et bousculer leurs avant-gardes avec les forces supérieures dont il disposait, pour les rejeter sur leurs renforts. Il n'adopta aucune de ces deux solutions, ne prit pas de détermination, et laissa la lutte se développer sans lui assigner d'objectif défini. Il ne parut pas se rendre compte que le retour offensif opéré par le général de Ladmirault, de sa seule

1. *La Guerre franco-allemande*, page 452.

2. Le général Decaen avait été, le 12 août, nommé au commandement du 3e corps, vacant par suite de l'élévation du maréchal au commandement suprême, et remplacé à la tête de la 4e division par le général Aymard.

initiative et de son seul instinct de soldat, allait à l'encontre de ses projets ultérieurs, et son intervention se borna à l'ordre donné au général Decaen « de prendre ses dispositions de combat pour repousser victorieusement l'attaque[1] .»

Arrivée du Ier corps. — Cependant le général de Manteuffel, répondant à l'appel du général von der Goltz, expédiait en hâte sur le champ de bataille les troupes de son corps d'armée[2]. Une batterie légère, prenant les devants, vint, un peu après cinq heures, s'établir au sud-ouest de Montoy ; presque en même temps, deux autres batteries prenaient position à l'ouest de la *Brasserie* de Noisseville, à cheval sur la route de Sarrebruck, tandis que des masses d'infanterie apparaissaient sur les crêtes qui dominent Montoy. Aussitôt le 11e bataillon de chasseurs et le 44e de ligne dirigèrent sur les arrivants un feu meurtrier qui les contint sur la rive droite du ravin de Lauvallier. La 3e brigade prussienne, qui, au fur et à mesure de l'arrivée de ses divers éléments, les avait déployés à droite de la 26e brigade, sur le double éperon compris à hauteur de Montoy entre les deux routes de Sarrelouis et de Sarrebruck, essaya vainement à plusieurs reprises de gravir les pentes ouest du ravin, afin de nous chasser de la crête que nous occupions.

Tous ses efforts échouèrent devant la solidité de nos soldats et les effets terribles du fusil Chassepot. Malheureusement, nous subissions dans le même temps des pertes regrettables. Le colonel Fournier, du 44e, un brave et vigoureux soldat, dont le courage était presque légendaire, tombait mortellement frappé, après avoir eu son cheval blessé sous lui. Le général Duplessis, atteint d'une balle qui lui brisait le bras, était obligé de quitter le champ de bataille et de remettre le commandement de sa brigade au colonel de Courcy. Enfin, le général Decaen, placé depuis deux jours à peine à la tête du 3e corps, recevait une blessure grave, aux suites de laquelle il ne devait pas tarder à succomber[3]. Le maréchal lui-même, que sa bravoure calme d'autrefois n'avait pas abandonné, formant avec l'inertie de son commandement un singulier contraste, le maréchal fut atteint peu après, en parcourant la ligne de feu, d'un éclat d'obus au-dessus du sein gauche, qui déchira une de ses épaulettes et le contusionna assez fortement[4].

1. *Rapport du maréchal Bazaine sur la bataille de Borny.*

2. Le général de Manteuffel leur avait ordonné « d'entrer vigoureusement en action et de refouler l'adversaire, mais sans se laisser entraîner dans la zone du feu des forts ». Il suffit de jeter un coup d'œil sur la carte pour voir qu'en débouchant de Noisseville et surtout de Nouilly, elles s'y trouvaient déjà.

3. C'est en se portant vers le 71e de ligne placé, comme on l'a vu, en avant de la ferme de Sébastopol que le général Decaen reçut au genou droit une balle qui, contournant la rotule, se logea dans le jarret. Malgré la gravité de cette blessure, le général résista aux instances de son aide de camp, le commandant Munier, qui voulait lui faire quitter le champ de bataille, et resta à cheval. Trois quarts d'heure plus tard, voyant le maréchal passer devant lui, Decaen voulut le rejoindre ; mais son cheval, frappé d'une balle au cou, s'abattit brusquement : la jambe blessée se trouva prise sous la monture, et les chairs déchirées furent douloureusement meurtries. Il fallut cependant l'intervention du maréchal lui-même pour décider le vaillant général à se laisser emporter à l'ambulance, où il mourut peu de jours après.

4. C'était la sixième blessure ou contusion que le maréchal, en plus de trente-neuf ans de service dont trente-cinq années de guerre, recevait ce jour-là.

Sur ces entrefaites, la tête de la 1re division prussienne était, à son tour, arrivée à Noisseville, en sorte que tout l'espace compris entre Colombey et Nouilly se trouvait maintenant garni de troupes. L'action se déroulait avec une intensité toujours croissante, sans que l'ennemi gagnât de terrain, mais aussi sans que nos bataillons, qu'aucun ordre ne poussait de l'avant, sortissent de leur attitude passivement défensive. Des masses d'artillerie allemande, appartenant soit à la 13e division[1], soit au Ier corps, venaient successivement soutenir l'infanterie déjà épuisée par cette lutte opiniâtre, et vers six heures du soir, 60 bouches à feu, en batterie depuis Coincy jusqu'à la Brasserie, vomissaient sur nos braves fantassins la mitraille et la mort. Et cependant, si, grâce à ce puissant appui, quelques tirailleurs ennemis avaient réussi à gravir, vers Lauvallier et la Planchette, le versant ouest du ravin, « il était toujours impossible aux Allemands de pousser plus avant vers Bellecroix. Ceux-ci échouaient de même, entre Colombey et la route de Sarrebruck, dans toutes les tentatives pour gagner du terrain sur la rive gauche du ruisseau, le défenseur n'ayant pas encore été contraint d'évacuer le petit bois de sapins de la route de Colombey à Bellecroix[2] ».

Ainsi nos positions demeuraient intactes; des troupes fraîches, toutes bouillantes d'ardeur, nous arrivaient sur la gauche et il n'y aurait eu qu'à les pousser d'un signe pour infliger à la Ire armée prussienne un désastre sanglant. Mais personne n'osait, le maréchal étant présent, prendre sur soi de faire ce signe, et celui-ci semblait au contraire redouter qu'on s'engageât trop à fond[3]. D'ailleurs, loin de chercher à imprimer à la bataille une direction d'ensemble, et de coordonner par son intervention les efforts un peu décousus de ses soldats, il n'exerçait son action que sur les détails tactiques, et pas toujours très heureusement, comme on va voir.

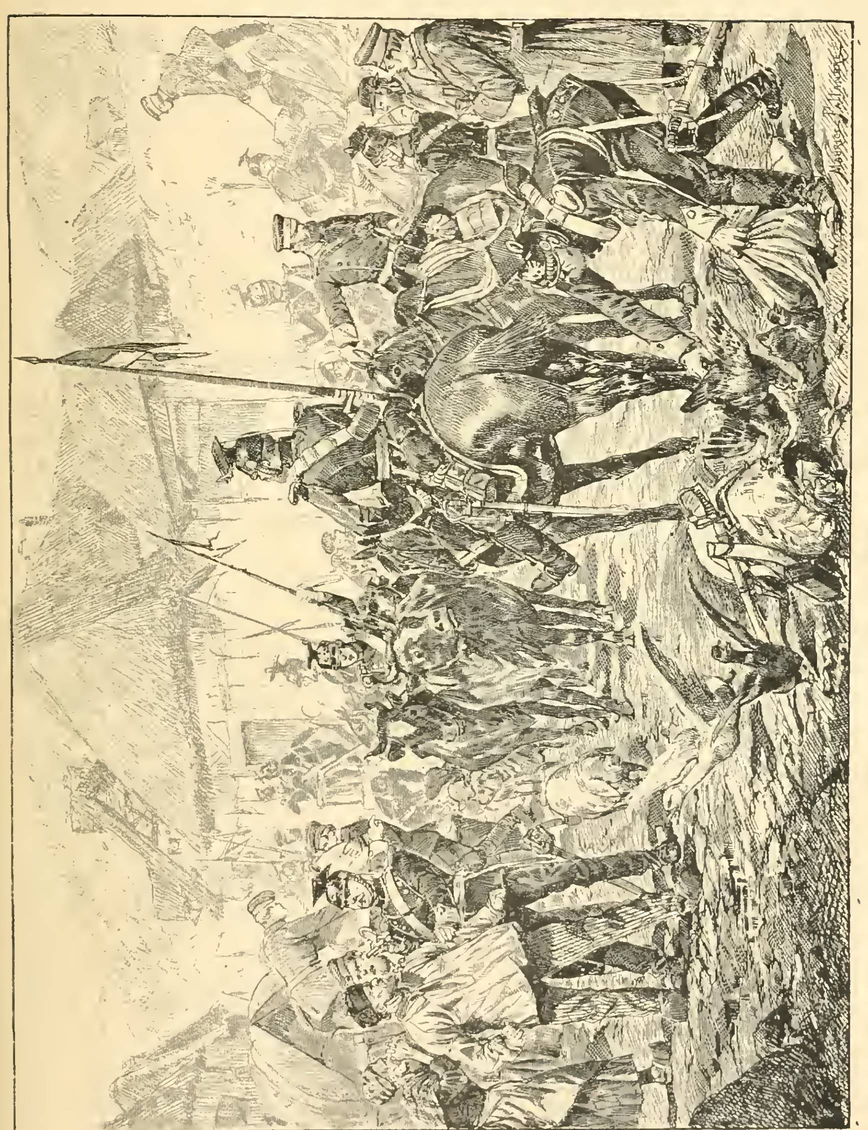
Cependant, sur la gauche de notre ligne, la division Grenier (2e du 4e corps), qui s'était déployée aux premiers coups de canon, occupait maintenant les positions suivantes :

La 1re brigade (général Bellecour) tenait le village de Mey par le 1er bataillon

1. Une de ces batteries (la 5e lourde du 7e régiment) avait essayé de franchir le ravin devant Colombey, et s'était mise en position à l'angle est du parc de ce village, dans une petite prairie qui borde le ruisseau ; en un instant, criblée d'obus, de balles de mitrailleuses et de fusils, elle vit tomber son capitaine, tous ses officiers, et un tel nombre de sous-officiers, d'hommes et de chevaux que le service des pièces devint impossible. Il fallut que le plus jeune de ses lieutenants, moins grièvement atteint que les autres, la retirât du feu, avec l'aide de l'infanterie, et allât l'abriter derrière les maisons du village. Ce ne fut que longtemps après que cette batterie put venir reprendre part à l'action ; encore avait-elle une de ses pièces, sans avant-train, traînée par un seul cheval.

2. *La Guerre franco-allemande*, page 462.

3. « *J'étais sur le champ de bataille*, a dit au conseil de guerre de Trianon le général de Castagny, *et je remarquai que le maréchal était un peu irascible. Il me dit : « C'est insensé de faire un feu « comme cela ! Vous n'y songez pas ! Brûler autant de cartouches !* » Ce fait tendrait à prouver que le maréchal n'avait pas accepté volontiers la bataille, et désirait qu'elle ne prît que le moins d'importance possible, pour ne pas contrarier la retraite sur Verdun. Mais alors, pourquoi n'a-t-il pas, au début, empêché qu'elle prît ce développement excessif? Tant de contradictions sont véritablement étranges. Il semble que jusqu'ici le maréchal, apathique et inerte, ait été la proie des événements. Bientôt, débordé par eux, il cherchera à les maîtriser; mais, trop médiocre capitaine pour subjuguer la victoire, il trébuchera alors dans ces compromissions équivoques où ont sombré à la fois et la fortune de la France et son propre honneur !



Les Uhlans réquisitionnant en Lorraine.

du 13e de ligne, et le petit bois qui est situé au nord-est de ce village par le 5e bataillon de chasseurs (commandant Carré); entre ces deux points se tenait le 3e bataillon du 13e, le 2e restant en réserve au nord, contre le bois. Le 43e de ligne (colonel de Viville) était massé à gauche du 13e, le couvrant de ce côté. Enfin, l'artillerie de la division (commandant de Larminat) s'était mise en batterie entre les deux régiments, sa droite à l'angle nord-est du bois. Quant à la 2e brigade (général Pradier), elle formait une seconde ligne, débordant fortement la gauche de la première.

Ces troupes avaient devant elles l'avant-garde de la 2e division prussienne qui, nous l'avons vu, arrivait par Noisseville et Nouilly. Elles étaient à peine postées que des groupes ennemis, se glissant à couvert par des ravins, débouchèrent sur le plateau de Mey et marchèrent contre elles ; une fusillade nourrie éclata aussitôt, et les tirailleurs prussiens durent reculer en désordre à travers les vignes qui couvraient les pentes des coteaux. Mais bientôt des renforts leur arrivèrent et ils revinrent à la charge sous la protection d'une puissante artillerie qui s'étalait maintenant jusqu'au village de Servigny ; cinq compagnies du 44e prussien, sur lesquelles nos pièces et nos mitrailleuses, toutes occupées à contre-battre les batteries allemandes, ne pouvaient pas tirer, se glissèrent dans le ravin, débordèrent Nouilly et vinrent se déployer face aux défenseurs du bois de Mey, sans réussir à les déloger. Le combat sur ce point prit très rapidement une extrême violence, mais se continua cependant jusque vers sept heures sans amener de résultats immédiats.

Arrivée de la 25e brigade. — Sur ces entrefaites, d'autres éléments du VIIe corps avaient fait leur apparition sur le champ de bataille. Informé vers quatre heures un quart que la brigade de Goltz était déjà sérieusement engagée, le général de Zastrow, bien qu'il « regardât comme peu conforme à l'esprit des dispositions du commandant en chef de la Ire armée d'entreprendre une attaque sérieuse dans la direction de Metz[1] », n'avait pas hésité à envoyer aussitôt vers le théâtre de l'action la 14e division, avec toute l'artillerie de corps, et s'était dirigé lui-même vers Colombey. Arrivé là, il se rendit immédiatement compte de la gravité de l'affaire, et, prenant le commandement de l'aile gauche, il lança sur le ruisseau de Colombey la 25e brigade, qui avait suivi d'elle-même la 26e (celle du général de Goltz). Puis il fit prévenir la 14e division, encore en arrière, que sa 28e brigade devait appuyer l'aile gauche du général de Goltz, tandis que la 27e resterait à sa disposition, en réserve générale.

Il était un peu plus de cinq heures et demie. La 25e brigade, conduite par son chef, le général de Osten-Sacken, s'engagea dans le ravin de Coincy et gravit les hauteurs de gauche du ruisseau de Colombey. Là, elle se trouva face à face avec la brigade Nayral qui venait de se déployer à son tour, plaçant deux bataillons du 41e dans le chemin creux bordé de peupliers qui joint Colombey à la ferme de Bellecroix, le 3e en réserve derrière, et le 19e de ligne à droite, couronnant la crête dans la direction de la Grange-aux-Bois. Une « action furieuse[2] » s'engagea aussitôt, dans laquelle

1. *La Guerre franco-allemande*, page 462.
2. *Ibid.*, page 463.

le bataillon prussien qui formait la tête de la colonne d'attaque perdit en un instant son chef et ses quatre commandants de compagnie. En vain ce bataillon est-il soutenu par de nouvelles troupes, qui gravissent les pentes derrière lui ; nos fantassins tiennent bon, malgré des pertes énormes, et contiennent le flot des assaillants. Malheureusement, peu après six heures, le 19e de ligne, qui n'a plus de cartouches, est obligé de se replier sur Borny. Il est immédiatement remplacé par le 71e, de la brigade Arnaudeau, jusqu'alors tenu en réserve. Mais les Allemands, qui ont vu le mouvement, profitent immédiatement du léger désordre qui en est la conséquence inévitable et se précipitent sur le petit bois de sapins qui borde le chemin vers son milieu ; ce bois était depuis le commencement de la bataille défendu avec un admirable courage par le 15e bataillon de chasseurs, et tous les efforts de la brigade de Goltz étaient venus s'y briser. Se voyant assailli à la fois de front et de flanc, le 15e bataillon recule et laisse les fantassins du général Osten-Sacken prendre pied dans le taillis. Mais ce succès est de courte durée ; nos chasseurs reviennent bien vite à la charge ; les 41e et 71e criblent le bois de projectiles, si bien que, « battues de trois côtés par le feu de l'ennemi, les compagnies qui l'occupent sont refoulées avec de grandes pertes, et viennent se heurter, dans leur retraite précipitée, au 2e bataillon du 73e qui les suivait et dont elles arrêtent du même coup le mouvement[1] ».

Le général de Osten-Sacken rallie ses troupes dans le ravin, puis, ayant reçu de nouveaux renforts, les ramène sur le petit bois. Cette fois, attaqué par près de 6,000 hommes, le bataillon de chasseurs se voit menacé d'un enveloppement complet. Il a perdu presque le tiers de son effectif ; la majorité de ses officiers est hors de combat. Toute résistance devient impossible ; le bois et le chemin creux sont occupés par l'ennemi, qui s'empresse de les garnir dans la crainte d'un retour offensif, et leurs défenseurs se replient sur la réserve de la brigade Nayral, qui les recueille un peu en avant de la ferme de Sébastopol. Cette chaude action, pendant laquelle a coulé tant de sang, n'a pas duré plus d'une heure, de cinq heures trois quarts à six heures trois quarts.

Recul des troupes du 3e corps. — C'est alors que le maréchal Bazaine, effrayé des ravages que produisait dans nos rangs le tir de l'infanterie prussienne embusquée dans le bois et sous les couverts[2], eut la malencontreuse idée de reporter ses troupes en arrière. Il espérait probablement ainsi obliger l'ennemi à sortir des fourrés, pour nous poursuivre, et s'avancer à découvert ; il ne réussit qu'à produire un désordre qui faillit nous devenir fatal. Rien n'est plus dangereux, en effet, que de faire opérer à des troupes engagées un mouvement de recul, à moins qu'elles ne soient soutenues en arrière par des forces déjà en position, qu'elles démasquent en se retirant ; l'effet moral produit par les manœuvres de ce genre est toujours funeste, et quels que soient les avantages tactiques qu'on compte en retirer, ils ne compen-

1. *La Guerre franco-allemande*, page 464.

2. Les Prussiens, cachés dans les taillis, étaient devenus « tellement invisibles, que nul ne pourrait affirmer en avoir vu une seule fraction constituée. » (*Rapport du général Metman.*)

sent jamais l'atteinte portée à la solidité de la ligne de bataille. On le vit bien quand le maréchal ordonna aux deux divisions Castagny et Metman de reculer jusqu'à hauteur de la ferme de Bellecroix, et de s'établir entre cette ferme et la route de Borny à Colombey. A peine le 41e avait-il commencé son mouvement, que les Prussiens se précipitèrent sur les positions abandonnées, et accompagnèrent de leurs feux le régiment qui cependant battait en retraite, par échelons de bataillons, dans un ordre remarquable. Par suite, le 7e de ligne, encore engagé dans le bois de Colombey, se trouva tout à fait découvert sur son flanc gauche et pris d'enfilade par les tirailleurs ennemis; cette situation, toujours impressionnante, amena le désordre dans ses rangs, et c'est avec une précipitation fâcheuse qu'il gagna le bois de Borny, en perdant sur le parcours un monde énorme. Il fallut toute l'énergie des officiers pour rétablir l'ordre et reformer le régiment sur sa nouvelle position; là, la lutte reprit avec une vigueur nouvelle, et l'intervention de la division Montaudon, qui était venue se déployer en avant de Borny, face au sud-est, permit de la soutenir avec succès. Le recul de cette minime fraction de notre ligne fut d'ailleurs le seul avantage obtenu par les Allemands; ils ne réussirent pas à chasser les bataillons postés au nord de la route de Sarrebruck et « essayèrent en vain de pousser plus avant vers la jonction des deux routes à Bellecroix[1] ». Tous leurs efforts se brisèrent contre l'opiniâtreté de nos soldats.

Succès du 4e corps devant Mey. — Tandis que ces événements se déroulaient sur le front du 3e corps, les troupes du 4e, après des péripéties diverses, remportaient sur le Ier corps prussien un avantage marqué. Nous avons laissé la division Grenier aux prises, en avant de Mey, avec l'avant-garde de la 2e division prussienne, et nous avons vu diverses fractions de la 1re division venir, par Flanville et Montoy, prolonger vers le nord la ligne de bataille du VIIe corps. La 2e division, dans sa précédente attaque, n'avait pu nous enlever le bois de Mey; mais dès qu'elle se vit suffisamment renforcée, elle revint à la charge, sous la protection de l'artillerie, dont les batteries débouchaient une à une, déborda le village de Nouilly, et gravit la pente ouest du ravin, menaçant de couper du 3e corps la division Grenier. Le général de Cissey, qui venait d'arriver, envoya alors au secours de celle-ci le 20e bataillon de chasseurs, pour occuper le village et permettre au bataillon du 13e de se porter dans le bois. En même temps un bataillon du 64e accourait dans ce même bois, le franchissait et se lançait en avant sur la crête du ravin, accompagné par une compagnie (de Fleury) du 5e bataillon de chasseurs. Mais là, accueillie par un feu d'enfer et une véritable trombe d'obus, cette malheureuse infanterie, dont les deux chefs avaient été mortellement frappés, fut obligée de s'arrêter, tourbillonna sur elle-même, et finalement recula en désordre, tandis que les Prussiens se précipitaient à sa suite, entouraient le bois par le sud et en chassaient les défenseurs, surpris de cette agression subite. En vain le bataillon du 13e, conduit par le commandant Commerçon, essaya-t-il un retour offensif, qui ne put

1. *La Guerre franco-allemande*, page 165.

réussir; la division Grenier tout entière dut reculer jusqu'au village[1], et bien qu'elle dirigeât de là une violente fusillade sur les assaillants, elle ne put les empêcher de pénétrer dans le vide qui existait entre elle et le 3e corps.

La situation devenait inquiétante; toute l'artillerie du Ier corps prussien, en position entre Poixe et la route de Sarrebruck, tonnait maintenant de ses 50 bouches à feu contre les abords de Mey, où la terre était littéralement labourée par les projectiles; des fourrés situés en avant partait une fusillade continue, qui nous faisait subir de lourdes pertes, et des masses nouvelles, se glissant à l'abri des longs ravins, menaçaient de couper en deux notre ligne. Le général de Ladmirault sentit que le moment était venu de tenter un suprême effort: dirigeant directement sur Mey la division de Cissey, qui débouchait par le fort Saint-Julien et le château de Grimont, il envoie la tête de la division Lorencez sur la route des Étangs vers Villers-l'Orme menacer la droite ennemie. De son côté, le général Grenier rassemble entre le bois et le village de Mey tout ce qu'il a de disponible. Le colonel Lion, du 13e de ligne, son drapeau à la main, groupe autour de lui, à la faveur d'une haie élevée, un bataillon formé d'éléments réunis au hasard, et fait ouvrir le feu à volonté contre le bois. Le 20e bataillon de chasseurs s'élance hors du village et menace le flanc sud de celui-ci, que les 1er et 6e de ligne de la division de Cissey attaquent par le nord. Enfin le général Grenier fait sonner la charge; tout ce monde se rue sur le petit bois, en chasse l'ennemi, et le refoule en désordre, dans une nuit noire, sur les vignes et le ravin de Nouilly. Des fractions des 1re et 2e divisions prussiennes qui, à la faveur du succès passager de l'aile droite, s'étaient avancées jusqu'au moulin de la Tour, furent entraînées dans cette débâcle, et il fallut que le lieutenant-général de Bentheim se jetât au-devant des fuyards pour les arrêter[2]. Il était huit heures du soir.

Cependant le mouvement de la division Lorencez sur la route de Bouzonville inquiétait les Allemands; on dirigea contre celle-ci le tir des pièces postées entre Servigny et Poixe, et, l'obscurité aidant, on parvint à l'arrêter; en même temps, le général de Bentheim réunissait en deux grosses masses ce qu'il avait pu contenir des fuyards, se mettait à leur tête, l'épée en main, et, remontant les pentes du ravin de Lauvallier, se portait en face des troupes du 4e corps que la nuit avait déjà empêchées d'ailleurs de pousser plus avant. Les deux adversaires restèrent donc en présence, et le feu s'éteignit peu à peu. Cependant, vers neuf heures et demie, l'arrivée sur le champ de bataille des diverses fractions du Ier corps qui n'avaient pas encore pris part à la lutte, sembla devoir ranimer l'action. Le général de Ladmirault, inquiété par des coups de fusil qui partaient des vignes de Servigny et des terrains découverts au nord de Nouilly, fit exécuter par la division de Cissey, dans cette dernière direction, une vigoureuse charge à la baïonnette qui refoula définiti-

1. La relation du grand état-major allemand (page 481) prétend que les troupes prussiennes se sont emparées du village de Mey « au milieu de l'obscurité devenue complete ». C'est une erreur absolue; le bois de Mey a été perdu quelque temps par nous, mais le village n'a jamais cessé de nous appartenir.

2. *La Guerre franco-allemande*, page 482.

vement les Prussiens. Il ne s'arrêta même que sur un ordre du maréchal, qui lui prescrivait de franchir la Moselle sans délai[1].

Ainsi, de ce côté, nous restions incontestablement maîtres du champ de bataille; au centre, nous tenions toujours la croisée des deux routes et la ferme de Bellecroix; voyons maintenant ce qui s'était passé à droite.

Arrivée de la 28e brigade et de la 18e division. — Là, vers sept heures et demie, des forces assez considérables, appartenant à la 28e brigade allemande, et venues par la route d'Ars-Laquenexy à Grigy, s'étaient déployées au sud de la Grange-aux-Bois; notre flanc droit, tout à fait découvert, était ainsi menacé d'autant plus sérieusement que, quelque temps après, d'autres troupes ennemies apparurent vers Mercy-le-Haut, sur les crêtes évacuées le matin même par le 2e corps. C'était l'avant-garde de la 1re division de cavalerie, qui arrivait de Mécleuves, où son chef, le général de Hartman, l'avait concentrée aux premiers bruits du canon, et celle de la 18e division (du IXe corps), qui était partie de Buchy à cinq heures, après avoir marché toute la journée. Ces forces trouvèrent heureusement devant elles la division Montaudon, qui s'était déployée derrière le bois de Borny, et la 1re brigade de voltigeurs de la garde (général Brincourt), que le maréchal avait envoyé chercher et qui avait pris position à la droite de la division Montaudon, entre celle-ci et le fort Queuleu. Elles purent cependant occuper Grigy et la Grange-aux-Bois, et établirent des batteries sur la hauteur de Mercy ; mais le fort de Queuleu éteignit bien vite celles-ci avec de grosses pièces et les obligea à se retirer. Ce fut d'ailleurs là la seule part que les forts de la rive droite aient prise à l'action qui s'était déroulée sous le feu de leurs canons[2].

Fin de la bataille. — La nuit était complètement tombée. Sur toute l'étendue du champ de bataille, le feu cessait insensiblement, et les troupes des deux armées, paralysées par l'obscurité, s'arrêtaient sur l'emplacement même où elles se trouvaient[3]. Bientôt le silence ne fut plus troublé que par les hourras des Allemands auxquels leurs chefs voulaient absolument inculquer l'idée de la victoire, et les fanfares des musiques militaires, qui jouaient l'hymne *Heil dir in Siegerkranz*[4]*!* Aussitôt le maréchal Bazaine donna à toutes ses troupes « l'ordre de reprendre leur marche sur Metz et de franchir la Moselle, en occupant, par échelons, les dernières crêtes qui protègent les deux routes de Sarrebourg et de Sarrelouis. Le mouvement s'effectua sans que l'ennemi songeât à l'inquiéter[5]. » Mais cependant il ne put commencer immédiatement, par suite de la nécessité où l'on était, dans les corps qui avaient combattu, de remettre de l'ordre dans les unités, de s'occuper des blessés et de remplacer les munitions consommées. Jusque vers deux heures du

1. *Procès Bazaine*, déposition du général de Ladmirault.
2. W. Rustow, *loc. cit.*, page 213, *en note*.
3. Sauf cependant la 1re division de cavalerie et la 18e division, qui regagnèrent leurs anciens bivouacs.
4. « Salut à toi, au jour de la victoire! »
5. Rapport officiel du maréchal Bazaine sur la bataille de Borny.

matin, les 3[e] et 4[e] corps demeurèrent donc sur place, séparés à peine par quelques mètres des troupes allemandes, et mêlant leurs brancardiers aux brancardiers ennemis dans la triste besogne du relèvement des blessés. Le général de Steinmetz avait en effet ordonné la retraite des I[er] et VII[e] corps sur leurs anciens emplacements; toutefois, « afin de permettre l'enlèvement des blessés et de *laisser aux troupes le sentiment de leur victoire*, l'évacuation des *positions conquises* ne devait commencer qu'après quelques heures[1]. » Ce que le général en chef allemand appelait *positions conquises* se bornait en réalité à cette bande de terrain, longue de 2 kilomètres et large à peine d'un, qui s'étend du ruisseau de Colombey au fameux chemin creux bordé de peupliers; c'était là tout ce que l'ennemi avait pu nous enlever de terre; partout ailleurs il avait échoué devant nos positions.

Pertes. — Cette bataille, à laquelle « une direction générale fit défaut de part et d'autre[2] », qui avait été engagée inconsidérément et soutenue au hasard, fut, vu son peu de durée, particulièrement meurtrière. Nous comptions 3 généraux blessés, dont 1 mortellement, 39 officiers et 335 hommes tués, 157 officiers et 2,484 hommes blessés, enfin 590 disparus, en tout 3,608 individus hors de combat. Quant aux Allemands, leurs pertes étaient plus sensibles encore : elles atteignaient le chiffre de 4,906 hommes hors de combat, se décomposant ainsi : 1,189 tués, dont 70 officiers, 3,590 blessés, dont 152 officiers, enfin 127 disparus. Il est vrai de dire que leurs effectifs dépassaient les nôtres de beaucoup, puisqu'ils avaient mis en ligne deux corps d'armée et demi, soit environ 70,000 hommes, contre moins de deux corps d'armée français, soit 50,000 hommes : au point de vue de l'artillerie, en particulier, leur supériorité numérique s'affirmait par 192 pièces engagées contre 156, dont 36 mitrailleuses.

Résultats de l'affaire de Borny. — Quels étaient, maintenant, les résultats de cette rencontre sanglante ? Au point de vue purement tactique, nous pouvions certainement nous considérer comme victorieux, et l'impression générale ressentie par les troupes qui avaient si valeureusement lutté pour conserver les positions de Bellecroix et de Mey était incontestablement celle d'un succès. Si, à la vérité, l'assaillant avait pris pied sur le versant ouest du ravin de Colombey, c'était d'une façon tellement précaire que, de son propre aveu, il ne pouvait pas y rester. « Il n'était pas impossible, dit en effet à ce sujet la Relation allemande, qu'au point du jour les masses ennemies que l'on supposait encore entre les forts et en arrière ne cherchassent à déboucher de nouveau, avec des troupes fraîches, contre *la position assez en l'air du I[er] et du VII[e] corps*. Ces considérations déterminaient le général Steinmetz à ordonner la retraite de ces deux corps[3]... » Aussi l'armée française, qui, pour la première fois depuis le commencement de la campagne, couchait sur un champ de bataille qu'un ennemi supérieur en

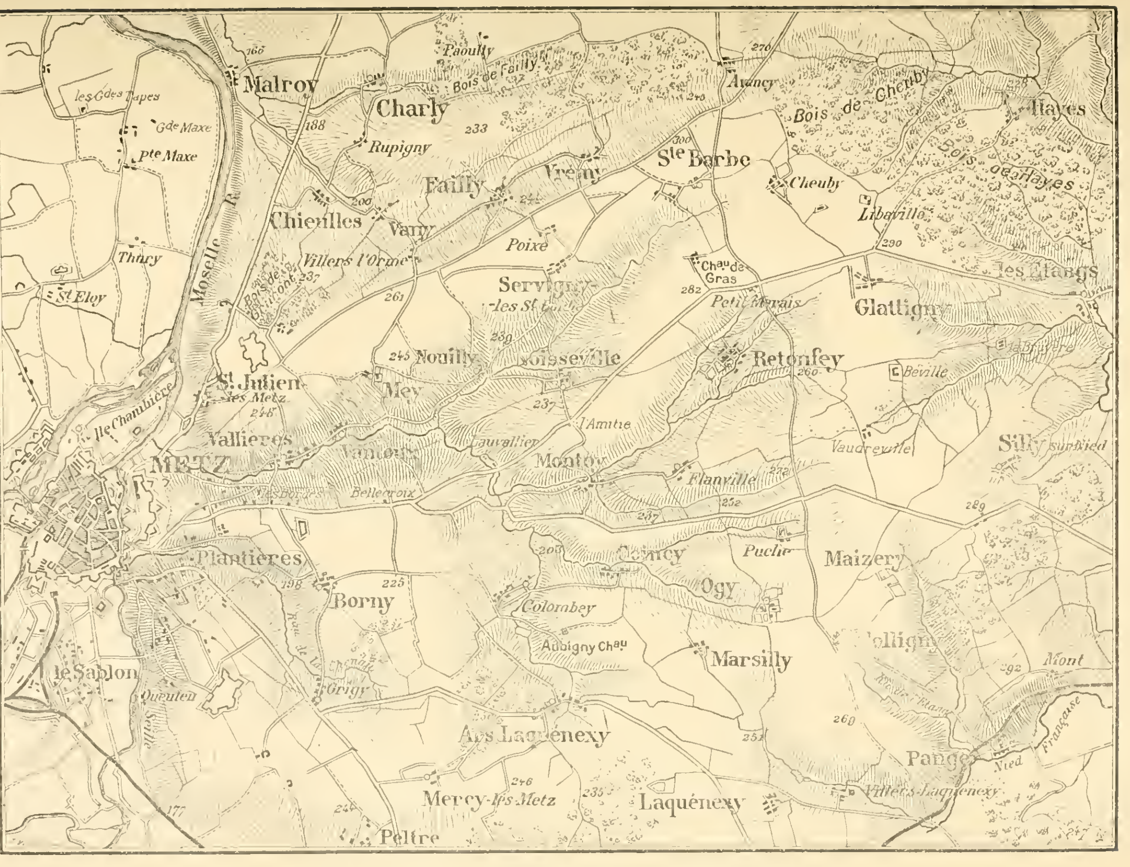
1. *La Guerre franco-allemande*, page 188.
2. Colonel Canonge, *loc. cit.*, tome II, page 101.
3. *La Guerre franco-allemande*, page 187.

nombre n'avait pu conquérir, éprouva-t-elle ce soir-là un sentiment d'émotion joyeuse où elle voulut lire l'augure de jours meilleurs. Dans ses bivouacs, établis au milieu des morts et des mourants que la lune éclairait de sa lueur blafarde, elle salua le retour espéré des anciennes gloires, la fin des angoisses et des tristesses, et l'aurore de triomphes nouveaux. « Vous avez rompu le charme », disait le lendemain l'Empereur au maréchal, et le mot était ratifié par l'armée tout entière, bien convaincue que c'en était fini des amertumes de la défaite... Hélas! il n'en était rien, et ce premier succès, si ardemment désiré, si joyeusement acclamé, nous était, en réalité, plus préjudiciable qu'utile. Nous avions, en livrant la bataille, fait le jeu des Allemands.

Que cherchaient ceux-ci, en effet? Retarder le plus possible notre passage sur la rive gauche afin de permettre à la IIe armée d'achever son mouvement tournant. Cependant leur désir de nous maintenir sur les plateaux où nous étions campés n'allait pas jusqu'à leur faire commettre l'imprudence de nous attaquer dans la zone même d'action des forts de Metz, et il résulte de leurs propres dires que, sans la bouillante ardeur du général de Goltz, notre retraite, si tardive qu'elle fût, aurait pu s'effectuer sans encombre. « Il n'était pas dans les intentions du commandant en chef de la Ire armée, a écrit le grand état-major prussien, d'aborder les Français dans la zone même de la place; rien, dans le contenu des rapports parvenus au quartier général de Varize jusque dans les premières heures de l'après-midi, ne faisait non plus prévoir une rencontre pour le 14. Aussi, quand vers cinq heures, des dépêches ultérieures du Ier et du VIIe corps eurent apporté la nouvelle, *fort surprenante dans ces conditions*, qu'une action était imminente, sinon même déjà entamée, sur le plateau de Metz, le général de Steinmetz s'était dirigé vers la route de Sarrelouis, et avait envoyé des officiers de son état-major sur les divers points du champ de bataille *pour ordonner, en son nom, de rompre le combat*[1]. » Bien plus, malgré les heureux résultats de l'initiative du général de Goltz, la publication officielle n'a pas hésité à infliger à celui-ci un blâme implicite. « Le résultat de la bataille de Colombey-Nouilly[2], y est-il dit, a montré, une fois de plus, qu'un sentiment aussi vif de solidarité, qu'une telle promptitude de décision renferment le germe de résultats féconds; *mais il ne faut pas se dissimuler, pour cela, que ce mode de batailles improvisées est de nature à entraîner maints dangers, et, sous ce rapport, un utile enseignement peut être tiré de la journée du 14 août.* »[3]

Ainsi donc, cette lutte à laquelle prirent part plus de 100,000 hommes a été provoquée par un simple incident, auquel ne s'attendaient ni l'un ni l'autre des généraux en chef. Ceci prouve qu'à la guerre, il est indispensable de se préoccuper d'avance de toutes les éventualités et de se mettre en garde contre des événements qui, bien que non prévus, peuvent cependant quelquefois surgir spontanément du seul fait de la situation tactique. Le 14, le

1. *La Guerre franco-allemande*, page 486.
2. C'est ainsi que les Allemands ont appelé l'affaire du 14.
3. *La Guerre franco-allemande*, page 491.



Carte pour servir à l'intelligence de la bataille de Borny.

maréchal Bazaine devait savoir qu'une armée ennemie le talonnait; les escarmouches des avant-postes, les patrouilles de cavalerie allemande qui se montraient partout, les prisonniers faits en maints endroits, tout cela prouvait clairement que les vainqueurs de Spicheren nous suivaient d'assez près. Il est vrai de dire que notre cavalerie, toujours aussi peu experte dans l'art des reconnaissances, avait laissé le commandant en chef dans l'ignorance de la position exacte occupée par l'ennemi, et que le maréchal pouvait très bien ne pas se douter que l'armée de Steinmetz fût cantonnée à moins de huit kilomètres de la sienne. Mais il connaissait cependant, lui-même en a convenu, la situation générale, et il savait parfaitement que, d'un moment à l'autre, il pouvait être attaqué. Avait-il pris toutes les précautions nécessaires pour parer au danger, et suffisamment protégé sa marche rétrograde? Était-il même assuré, en la commençant, de pouvoir l'effectuer jusqu'au bout, sans avoir à redouter aucune entrave imprévue? C'est ce à quoi les faits répondent par eux-mêmes, et il suffit de les rappeler pour voir que le commandant en chef avait malheureusement négligé de prendre une quelconque des mesures préalables qui seules eussent pu garantir sa liberté d'action.

Point d'avant-garde de cavalerie pour surveiller et renseigner; pas même de patrouilles ni de reconnaissances. Des grand'gardes d'infanterie, postées à un ou deux kilomètres, c'est-à-dire à une distance à peine suffisante pour protéger contre une surprise brutale les troupes qu'elles étaient chargées de couvrir : voilà en quoi consistait uniquement notre service de sûreté. Au lieu de tenir avec de fortes arrière-gardes les directions, parfaitement définies, par où l'ennemi pouvait se présenter en cas d'attaque, et d'effectuer, sous leur protection et celle des forts, le mouvement de retraite auquel on semblait décidé, on ne s'était même pas préoccupé de s'assurer la possession des débouchés naturels qui aboutissaient à la position ni de se garantir contre le danger que présentaient les couverts dont étaient semés les abords de celle-ci. Bien plus, les quelques points d'appui que tenaient nos grand'gardes, tels que la Planchette, Montoy, le château d'Aubigny, avaient été abandonnés à eux-mêmes, et nulle part on n'avait songé à soutenir les petites unités qui les occupaient au début. Un si complet oubli des règles les plus élémentaires de la tactique explique surabondamment les maigres résultats de nos efforts et justifie les critiques que les Allemands ont formulées à notre adresse. « Il est difficile, ont-ils dit, de comprendre pourquoi, dès le principe, les Français ne refoulèrent pas avec plus de vigueur les tentatives partielles qui marquèrent le début de l'offensive allemande. Il est vrai que déjà l'armée française avait commencé à passer la Moselle par ses deux ailes; mais au centre, c'est-à-dire précisément au point contre lequel fut dirigé le premier effort du général de Goltz, le 3e corps était sous les armes et encore entièrement formé[1] dans des positions parfaitement

1. Ceci n'est pas tout à fait exact : nous avons vu que deux divisions seulement du 3e corps, sur quatre, étaient encore en position. Mais, à ce point près, l'argument n'en a pas moins sa valeur.

disposées pour repousser une attaque. A peu de distance derrière lui, la Garde constituait une réserve compacte. Alors que, en tout état de cause, il eût été avantageux, pour couvrir et assurer la retraite, de se maintenir par de fortes arrière-gardes sur le ravin de Colombey, nous voyons, au contraire, les points de passage les plus importants, tels que Colombey, la Planchette, Lauvallier, Nouilly, emportés de première lutte par les têtes de colonnes prussiennes, qui continuèrent ensuite à s'y maintenir pendant longtemps, sans être autrement soutenues[1]. » Si donc notre succès ne fut pas plus nettement dessiné, c'est d'abord parce que les dispositions prises par nous ne répondaient pas aux conditions exigées par la défensive, et aussi parce qu'une direction résultant logiquement d'un plan mûrement arrêté d'avance avait complètement fait défaut.

Telle quelle, la bataille de Borny eut sur les événements ultérieurs les conséquences les plus graves. En laissant les 3e et 4e corps accepter la bataille, le maréchal Bazaine avait singulièrement compromis le succès de la retraite sur Verdun, et perdu une journée que la IIe armée devait mettre à profit. Passe encore si, comme il en exprimait l'idée dans sa lettre du 13 à l'Empereur, il eût pris résolument l'offensive avec toutes ses forces, et lancé ses 170,000 hommes sur les 90,000 de Steinmetz. Mais cette résistance passive, avec l'arrière-pensée de reprendre aussitôt que possible le passage de la Moselle, ne répondait à aucune visée stratégique, et ne pouvait rien amener de fécond. Faut-il voir dans ces perpétuelles hésitations du maréchal l'effet des appréhensions produites par les nouvelles erronées qu'il avait reçues de Paris, ou bien sont-elles seulement le résultat de ce manque de caractère dont il n'a malheureusement donné que trop de preuves depuis ? C'est ce qui jusqu'ici n'a pu être précisé. Mais le fait certain est qu'elles ont permis à l'armée du prince Frédéric-Charles d'accomplir sans difficulté son dangereux mouvement de flanc, et que lorsque avec une journée de retard les forces françaises atteignirent enfin le plateau de Gravelotte, ce fut pour se heurter aux avant-gardes prussiennes, qui venaient leur barrer le chemin.

Journée du 15 août.

A. Mouvement de l'armée française. — Dans la nuit du 14 au 15, les différents corps de l'armée du Rhin qui avaient été engagés reprirent, conformément aux ordres du maréchal, leur marche vers la Moselle. Ils ne reçurent cependant pas pour cela de nouvelles instructions, et se bornèrent à poursuivre l'exécution de celles qui, envoyées le 13, avaient subi dans leur accomplissement l'arrêt causé par l'affaire de Borny. Nous allons donc voir quelle en était la teneur.

Le 13, dans la matinée, le maréchal avait expédié à son chef d'état-major, le général Jarras, un ordre de mouvement[2] général aux termes duquel l'armée du Rhin devait gagner le point de Gravelotte, situé sur la route de Metz à

1. *La Guerre franco-allemande*, page 191.
2. Voir aux pièces justificatives la pièce n° 8.

Verdun, en une seule colonne, forte de plus de 150,000 hommes[1]. Arrivée là, elle se serait scindée. Deux corps d'armée, les 2e et 6e, avec les réserves générales, auraient continué par Mars-la-Tour et Mauheulles; les trois autres auraient pris la route de Conflans et d'Etain. On a vu comment la rupture des ponts de la Moselle avait retardé le départ jusqu'au 14 à midi ; malgré tout, le maréchal comptait pouvoir réunir toute son armée, autour de Gravelotte, le 14 au soir, et il l'écrivait à l'Empereur, quelques instants avant d'être attaqué à Colombey : « J'espère que le mouvement sera terminé ce soir ; les troupes ont ordre de camper en arrière des abords de ces routes (celle de Mars-la-Tour et celle de Conflans), afin de les prendre demain matin. » C'était se faire des illusions bien étranges, car une marche exécutée dans des conditions pareilles présentait des causes d'impossibilité matérielle que les chiffres suivants, donnés par M. le général Lewal, démontrent clairement. En formation simple, c'est-à-dire l'infanterie par quatre hommes de front, la cavalerie par deux et les voitures par une, la longueur de la colonne totale eût atteint 226 kilomètres 450 mètres ; en formation doublée, cette longueur était encore de 152 kilomètres 236 mètres ! Par suite, il fallait, pour que la queue de la colonne puisse arriver jusqu'au bivouac indiqué, dans le premier cas 74 heures 56 minutes ; dans le deuxième cas 47 heures 33 minutes. Même au delà de Gravelotte, quand on aurait marché sur deux colonnes, celle du nord aurait encore compris 99,252 hommes, celle du sud 53,335 hommes. « Cet effectif énorme dépassait tout ce que Napoléon Ier avait cru pouvoir se permettre de plus considérable en ce genre... Les observations les plus motivées furent soumises au commandant en chef au sujet de l'impossibilité matérielle du mouvement indiqué. Il persista dans son dessein d'engager toute l'armée dans ce défilé qui enserre la route de Metz à Gravelotte, par Moulins[2]. »

Et cependant, il aurait pu sans difficulté, disposer, pour gagner les plateaux de la rive gauche, des quatre routes que voici :

1° De Metz à Gravelotte, par Moulins, environ 13 kilomètres ;

2° De Metz à Verneville par Plappeville, Lessy, Châtel-Saint-Germain, 15 kilomètres ;

3° De Metz à Habonville par Lorry et Amanvillers, 16 kilomètres ;

4° De Metz à Sainte-Marie-aux-Chênes, par Woippy, Saulny et Saint-Privat-la-Montagne, 15 kilomètres.

M. le général Lewal, dont la compétence à cet égard s'impose, estime qu'en utilisant ces quatre routes, l'armée, pour se rendre des points qu'elle occupait le 13 sur la rive droite, jusqu'à destination, n'aurait eu besoin que de 27 à 28 heures en formation ordinaire de marche, de 19 à 20 heures en formation doublée. Par

1. Le 13 au soir, l'armée du Rhin comptait 176,195 hommes. Le général Lewal évalue à 152,587 hommes l'effectif qui devait lui rester après l'affaire du 14, et défalcation faite des malades et de la garnison de Metz.

2. Général Lewal, *Études de guerre, Tactique de marche*. Paris, Dumaine, 1876, p. 206 et suivantes.

suite, si le mouvement avait commencé dès le 14 au matin, sous la protection d'un corps d'armée laissé vers Borny, pour le couvrir, et s'il s'était exécuté avec la ferme volonté de refuser formellement le combat, il eût été certainement terminé le 15 au soir; dans ces conditions, la bataille de Rezonville fût très probablement devenue un succès décisif, qui aurait singulièrement modifié la tournure des affaires[1].

Pourquoi donc cette obstination fatale du maréchal? Craignait-il, en s'étalant vers le nord, une attaque sur son flanc droit? Interrogé à ce sujet par le président du conseil de guerre de Trianon, il a lui-même répondu : « Non! » Voulait-il ralentir le mouvement de retraite, afin d'être débarrassé de la présence de l'Empereur, dont le départ était fixé au 16, et rester ensuite maître absolu de ses actions? C'est plus probable, et les événements ultérieurs semblent donner à cette hypothèse quelque valeur. Quoi qu'il en soit, l'armée essaya d'obéir à ses ordres déplorables; mais, ainsi que c'était à prévoir, elle ne put pas y réussir.

Le mouvement avait été commencé, comme on l'a vu précédemment, le 14 un peu avant midi, par les 2e, 6e corps[2] et les réserves générales (cavalerie et artillerie). Dès quatre heures, les deux corps, arrêtés par l'encombrement dû à l'entassement sur les routes des convois et des parcs, étaient obligés de s'arrêter au pied du mont Saint-Quentin et d'y passer la nuit, tandis que la réserve d'artillerie allait s'engager sur la route de Lessy, pour essayer de faire de la place. Le 15, de grand matin, ils se remirent en marche, précédés par la division de cavalerie de Forton, qui arriva devant Mars-la-Tour vers huit heures. Là, celle-ci se heurta à deux escadrons de dragons allemands qui, à son approche, se replièrent sur Puxieux; la brigade Murat, envoyée à leur poursuite, alla jusqu'à Tronville; mais, accueillie par le feu d'une batterie à cheval, elle remonta vers le nord, et revint trouver le gros de la division, qui, de son côté, s'était avancée jusqu'à Mars-la-Tour. Des masses assez importantes de cavalerie se montraient vers l'ouest et le général de Forton ne crut pas prudent de les attaquer; il n'avait cependant devant lui, à ce moment, que la seule brigade Redern (15e)[3], qui avait pour mission, comme on le verra plus loin, de surveiller la route de Gravelotte à Verdun et de tâcher d'inquiéter les troupes qui s'y seraient engagées; cette brigade, bien qu'accompagnée de deux batteries, n'était certainement pas de force à lutter avec la division de Forton, suivie à courte distance de la division du Barail. Mais notre cavalerie, d'une

1. L'armée disposait, pour franchir la Moselle, de cinq ponts, dont deux dans la ville. On aurait donc pu affecter à chaque corps d'armée un pont et même une route, en exécutant le mouvement par échelons. Quant à la cavalerie, elle aurait dû franchir la rivière le 13 au soir, et prendre ainsi une journée d'avance. Mais, pour tout cela, il eût fallu construire plus solidement les trois ponts jetés sur la Moselle, ou tout au moins se hâter davantage de les reconstruire. Les exercices exécutés journellement par les pontonniers dans leurs garnisons prouvent que le temps employé à cette réfection a été absolument excessif.

2. Le 2e corps était à Mercy-lès-Metz; le 6e dans les forts et près de Woippy, c'est-à-dire déjà, au moins en partie, sur la rive gauche.

3. Jusqu'à deux heures de l'après-midi, la brigade Redern resta seule en présence de notre cavalerie. A ce moment, elle fut rejointe par les deux autres brigades de sa division (brigades Barby et Bredow), en sorte que trente-quatre escadrons se trouvèrent réunis au sud de Mars-la-Tour. Quand le général de Forton se fut retiré, ces troupes s'établirent au bivouac, la brigade Redern à Xonville, la brigade Barby à Puxieux, la brigade Bredow à Suzemont, à cheval sur la grande route.

bravoure si éclatante sur le champ de bataille, ne savait à cette époque que se sacrifier pour sauver les situations désespérées. Elle se retira donc, après une canonnade sans importance, et s'en revint bivouaquer auprès de Vionville, à côté de la division de Valabrègue (2e corps), qui venait d'y arriver de son côté. Quant aux 2e et 6e corps, ils s'établirent vers deux heures de l'après-midi auprès de Rezonville; la cavalerie, qui aurait dû les couvrir, se trouvait exactement à 2 kilomètres 800 mètres en avant d'eux, et n'avait personne sur le flanc gauche, pourtant sérieusement menacé.

La Garde, qui suivait les 2e et 6e corps, était partie de Plantières, le 14, à la nuit; elle atteignit Gravelotte le 15 au soir, ayant mis près de vingt-quatre heures à faire 17 kilomètres et demi, en raison des à-coups imprimés à sa marche par les difficultés d'écoulement des deux corps qui la précédaient. Après son arrivée, 73,164 hommes se trouvaient sur la rive gauche de la Moselle. C'était tout ce qui avait pu suivre la route indiquée par l'ordre du maréchal.

Les 3e et 4e corps avaient dû, en effet, dès le début, renoncer à s'engager sur le chemin de Gravelotte. Le 3e corps, parti le 14, vers deux heures du matin, des environs de Borny, atteignit les ponts de la Moselle dans la matinée du 15. De là il se porta comme il put vers l'objectif indiqué, mais ne réussit à faire arriver qu'une seule de ses divisions, le 15 au soir, à Saint-Marcel; deux autres rejoignirent avec peine dans la nuit et la matinée du 16; la quatrième ne parvint pas à quitter la Maison-de-Planches, où elle était bivouaquée. Quant au 4e corps, son mouvement s'effectua avec des péripéties telles, qu'il n'est pas inutile d'entrer à son sujet dans quelques détails circonstanciés.

Parti le 15, vers une heure et demie du matin, des environs de Grimont et de Mey, il mit neuf heures pour arriver au hameau du Sansonnet, sur la rive gauche de la Moselle. Ses unités, confondues par les hasards de la lutte et les à-coups d'une marche de nuit opérée pêle-mêle, se trouvaient à ce point en désordre qu'il fallut faire une halte, pour procéder à un rassemblement qui s'imposait, et c'est à midi seulement qu'il put reconstituer son ordre de bataille[1]. Peu après, le général de Ladmirault le remettait en route, en commençant par la 3e division (Lorencez). Mais celle-ci, en arrivant sur la route de Gravelotte, seule désignée par l'ordre de mouvement, la trouva tellement encombrée d'équipages de ponts, de troupes de toute nature et même de cavalerie[2], qu'elle fut dans l'impossibilité d'avancer. Le commandant du 4e corps lui ordonna alors, de sa propre autorité, de prendre la route de Lessy, qu'il croyait libre; là encore, on se heurta à des troupes auxquelles la même idée était venue, comme par exemple la réserve d'artillerie tout entière, et l'on ne put atteindre Lessy que le 15 au soir. Dès le lendemain, la division de

1. « J'ai dû, écrivait au maréchal le général de Ladmirault, garder les positions jusqu'à une heure du matin et diriger alors les troupes vers les ponts de la Moselle. *A peine avais-je pu rallier tout le monde à midi.* » Le temps employé par le 4e corps pour parcourir 9 kilomètres n'est d'ailleurs pas excessif, étant donné qu'il comptait 32,600 hommes et qu'il avait dû opérer, de nuit, le passage d'une rivière.

2. *Procès Bazaine*, déposition du général de Ladmirault.

Lorencez fut dirigée sur Sainte-Marie-aux-Chênes, qu'elle atteignit seulement le 16, vers une heure de l'après-midi. Quant aux deux autres divisions, elles restèrent au Sansonnet et dans la plaine de Woippy, attendant que les chemins fussent dégagés pour s'en servir à leur tour. Nous verrons bientôt comment leur chef réussit à les faire déboucher à temps sur le champ de bataille de Rezonville.

Ainsi, le mouvement général prescrit le 13 août par le maréchal, commencé le 14 à midi, et qui, d'après lui, devait exiger au plus une demi-journée, ne se termina que le 16, à une heure avancée de l'après-midi. Bien que l'ordre de n'utiliser que la seule route de Gravelotte n'ait point été exécuté partout, plus de 50 heures avaient cependant été nécessaires pour l'accomplir, et encore n'était-ce pas sans des difficultés considérables. Il est vrai de dire que l'affaire de Borny, en retenant près de 12 heures deux corps d'armée sur la rive gauche, l'avait retardé dans de notables proportions; mais on peut affirmer hardiment que dans les conditions imposées par le commandant en chef, il ne pouvait, en aucun cas, se terminer avant le 16 au matin, et encore à grand'peine. L'obstination du maréchal, raisonnée ou non, était donc en contradiction formelle avec le projet de retraite rapide sur Châlons, auquel il avait paru se rallier définitivement; elle permet, en tout cas, d'émettre quelque doute sur sa sincérité à cet égard.

En outre, ce qui était non moins grave, on n'avait détruit aucun des ponts de la Moselle, par lesquels allaient passer les corps de la II[e] armée. Du jour où la retraite par Metz fut décidée, cette destruction s'imposait cependant, pour protéger l'aile gauche : seule, une arche du pont du chemin de fer à Longeville fut brisée, et ce pont, situé sous le feu du fort Saint-Quentin, ne pouvait précisément pas être utilisé par l'ennemi. « En prévision des événements qui se déroulaient, a dit le général de Rivières dans son rapport, des dispositifs de mine avaient été ménagés dans les ponts de Magny et de Marly, sur la Seille, dans les deux ponts d'Ars et dans celui de Pont-à-Mousson, sur la Moselle; enfin, à Novéant, existait un pont suspendu qui pouvait être détruit en quelques minutes. Des demandes réitérées furent adressées au général en chef, dans la journée du 13 et dans la matinée du 14, par les habitants de Novéant et d'Ars, pour que l'autorisation fût donnée de renverser les ponts. Aux deux premières dépêches, on répondit : *Attendez*. Une troisième resta sans réponse. De son côté, le service local du génie faisait auprès du général Coffinières une démarche semblable pour la destruction du pont d'Ars, démarche qui n'aboutit qu'à un refus[1]. » Cette négligence, qu'on ne peut s'expliquer que par l'idée déjà préconçue chez le maréchal de se créer une excuse pour ne pas s'éloigner de Metz, eut les conséquences les plus fâcheuses; l'ennemi n'avait pas encore ses équipages de ponts, et la destruction des passages existants eût certainement retardé l'armée du prince Frédéric-Charles de deux ou trois jours[2], pendant lesquels notre mouvement sur Verdun se fût terminé sans encombre; l'aveu suivant, qu'on trouve dans une publication

1. *Procès Bazaine*, Rapport.
2. *Ibid.*, requisitoire.

allemande quasi officielle, en dit long à cet égard : « Ces ponts laissés intacts par l'ennemi *n'étaient ni défendus ni même surveillés*, et ils nous furent de la plus grande utilité. Il est hors de doute que celui de Pont-à-Mousson et surtout celui de Novéant, dont la destruction n'eût demandé que peu de temps, nous ont rendu de très grands services et que nous devons en partie à leur conservation le succès de la journée du 16 août [1]. »

Cependant, le maréchal, ainsi qu'il l'avait dit dans son ordre de mouvement, s'était rendu auprès de l'Empereur, au quartier général de Longeville-lès-Metz. Il y arriva à une heure du matin, le 15, et eut avec le souverain une entrevue qu'il a racontée lui-même en ces termes : « Quoique Sa Majesté fût souffrante et au lit, je fus immédiatement introduit dans sa chambre ; l'Empereur m'accueillit avec son affabilité habituelle. Je lui racontai ce qui s'était passé et je lui exprimai mes inquiétudes pour les journées suivantes, *les Allemands ayant trouvé libres les routes qu'ils avaient à suivre pour prendre position entre Meuse et Moselle, par conséquent sur notre ligne de retraite*. Je fis part à l'Empereur de la souffrance que j'éprouvais et j'ajoutai que, craignant de ne pouvoir supporter les allures du cheval, je le priais de me faire remplacer. Sa Majesté, me touchant l'épaule et la partie brisée de l'épaulette, me répondit avec cette bonté qui charmait ceux qui pouvaient l'approcher : « Ça ne sera rien, c'est l'affaire de quelques jours, et vous venez de briser le charme. » — L'Empereur ajouta : « J'attends une réponse de l'Empereur d'Autriche et du Roi d'Italie ; ne compromettons rien par trop de précipitation et évitons, avant tout, de nouveaux revers [2]. » — Que dire de l'inconsciente ingénuité du général en chef, qui déplore la facilité laissée aux Allemands pour prendre position sur ses derrières, alors qu'il lui eût été si facile de la leur retirer ! Que penser aussi des persistantes illusions de ce malheureux Empereur, qui escompte encore l'appui d'alliés problématiques, à l'heure où les événements ne laissent plus déjà aucun doute sur le parti que dicte à ceux-ci leur intérêt ! N'y a-t-il pas quelque chose de tragique dans cette entrevue, au pied d'un lit d'auberge, du souverain éperdu avec le lieutenant félon qui s'apprête à tromper sa confiance, et dans cet aveu poignant d'une suprême espérance dont la réalisation est impossible désormais ?...

C'est ainsi que se termina la nuit du 14 au 15, sans donner lieu à de nouveaux incidents. Mais, dès six heures du matin, une batterie prussienne étant venue se poster près du château de Frescaty [3], envoya quelques obus aux troupes qui se pressaient sur la route de Gravelotte, entre Longeville et Moulins. L'un d'eux tomba malheureusement au milieu d'un groupe d'officiers du 10ᵉ de ligne, occupés à faire le rapport, emporta les deux jambes du colonel Ardant du Picq, officier des plus remarquables et des plus justement appréciés, et blessa mortellement un adjudant-major et un chef de bataillon. Le quartier impérial, situé à quelque

1. *Opérations du corps du génie allemand*, par A. Gœtze, capitaine au corps du génie prussien.
2. Ex-maréchal Bazaine, *Épisodes de la guerre de* 1870 *et le blocus de Metz*, Madrid, Gaspard, 1883, page 70.
3. Elle appartenait à la 6ᵉ division de cavalerie, ainsi qu'il sera dit plus loin.



Le 3e corps contient les Prussiens débouchant du parc de Colombey.

distance, ne se trouvait plus en sécurité, et bien que le fort Saint-Quentin ait rapidement, avec quelques coups de canons de gros calibre, obligé cette batterie à la retraite, on jugea prudent de faire partir pour Gravelotte l'Empereur et son fils. Ils y arrivèrent dans la matinée, et, vers une heure de l'après-midi, le maréchal Bazaine vint les y rejoindre à son tour. « Je trouvai l'Empereur se promenant dans son quartier, a-t-il écrit ; je lui souhaitai sa fête en lui offrant un petit bouquet cueilli dans le jardin de mon logement. Après m'avoir remercié, l'Empereur me demanda à haute voix : « Faut-il partir ? » Surpris d'une telle question, je répondis que je ne savais rien de ce qui se passait devant nous, et j'engageai Sa Majesté à attendre. Cette réponse parut lui plaire, et se tournant vers les officiers de sa maison, il leur dit, de façon à être entendu de tous : « Messieurs, nous restons, mais que les bagages restent chargés ! » — Les troupes, tristes et abattues, continuaient à défiler sur la route devant l'auberge ; pas une acclamation, pas un vivat ne fut proféré à la vue du souverain et de son fils [1]. »

Ainsi, le 15 à midi, le maréchal, de son propre aveu, *ignorait ce qui se passait devant lui*, et hésitait encore, malgré que tout fût bien convenu entre lui et l'Empereur, sur le parti qu'il prendrait. En tout cas, comme l'a dit le général de Rivières, il avait évidemment la pensée de ne pas poursuivre immédiatement sa marche sur Verdun, et ses conversations avec l'intendant Wolf et le commandant Sers ne laissent pas de doute à cet égard [2]. Alors, pourquoi gardait-il le silence vis-à-vis de ses troupes, et vis-à-vis de l'Empereur ! Pourquoi n'avouait-il pas franchement, comme il l'a fait plus tard, son désir de « rester prêt à donner la main à Metz [3] », si ce n'est pour ne pas fournir à Napoléon III un prétexte de demeurer à l'armée ? Nous verrons tout à l'heure combien le projet de ne pas s'éloigner de Metz était ancré dans sa pensée, puisqu'il n'attendit que le départ définitif du souverain pour le mettre à exécution.

B. Mouvements de la IIe armée allemande. — Revenons maintenant un peu en arrière, et examinons par quelle série de mouvements l'armée du prince Frédéric-Charles atteignit les positions sur lesquelles nous allons le trouver le 16 au matin. De la Ire armée, il n'y a en effet point à parler, puisqu'elle conserva ses emplacements précédents, et se borna à quelques déplacements de détail, qui amenèrent le 15 au soir la ligne de ses avant-postes sur un arc de cercle partant de Malroy, sur la Moselle, pour aboutir à Jury, en passant par Servigny et Marsilly.

Dès le 14, le commandant de la IIe armée, arrivé de Pont-à-Mousson, s'était mis en devoir de lancer le plus tôt possible ses troupes au delà de la Moselle ;

1. Ex-maréchal Bazaine, *Épisodes de la guerre de* 1870 *et le blocus de Metz*, Madrid, Gaspard, 1883, page 72.

2. A l'intendant Wolf, qui lui demandait quelle direction prendrait l'armée, il répondait : « Je n'en sais rien ; si j'avais tout mon monde réuni, je serais disposé à me jeter sur l'ennemi pour le refouler vers Pont-à-Mousson. » Au commandant Sers, il se plaignait des embarras que causait l'indécision de l'Empereur et exprimait son mécontentement d'être obligé de passer la Meuse, ajoutant que s'il était libre, il ne la passerait pas. (Procès Bazaine, audience du 21 octobre 1873.)

3. Ex-maréchal Bazaine, *Épisodes*, page 77.

mais le 15, dans la matinée, il recevait de M. de Moltke un télégramme l'avisant du combat de la veille et lui enjoignant de pousser vers la route Metz-Verdun. Aussitôt il donna l'ordre au général de Voigts-Rhetz, qui commandait le X[e] corps et avait provisoirement avec lui la 5[e] division de cavalerie, de porter cette division sur la rive gauche de la Moselle [1], d'abord vers la route Metz-Verdun, puis vers Metz, de manière à s'assurer si l'armée française avait déjà quitté la place, ou si elle était encore en voie d'effectuer sa retraite. Les deux divisions du X[e] corps devaient s'avancer dans la vallée de la Moselle et au nord-ouest, pour soutenir la cavalerie. La brigade de dragons de la garde, qui se trouvant à Rozéville était appelée à Thiaucourt, à la disposition du général de Voigts-Rhetz, enfin les autres corps étaient poussés vivement vers la rive gauche de la Moselle, en sorte que les positions occupées dans la soirée du 15 se trouvèrent ainsi réparties :

5[e] *division de cavalerie* (dont nous avons relaté l'engagement avec la division de Forton), à cheval sur la route de Verdun, à l'ouest de Mars-la-Tour. Un de ses escadrons poussait même au nord jusqu'à Jarny pour se relier aux partis que la I[re] armée aurait pu jeter sur la rive gauche, au nord de Metz.

III[e] corps, à Pagny et Arnaville, sur le Rupt de Mad. Ce corps, qui avait franchi la Moselle *aux ponts de Novéant* et de Champey, envoya aussitôt après son arrivée, vers minuit, occuper Gorze (5 kilomètres) et Dornot (3 kilomètres) par des détachements dont la force était respectivement d'un bataillon et de six pelotons.

X[e] corps, à Thiaucourt (19[e] division) et à Pont-à-Mousson (20[e]).

Garde, à Dieulouard ; la brigade de dragons à Thiaucourt, celle de uhlans à Ménil-la-Tour, celle de cuirassiers et gardes du corps, à Bornécourt.

IV[e] corps, à Marbache.

C'est-à-dire que quatre corps d'armée tenaient la ligne de la Moselle, tandis qu'une division de cavalerie occupait déjà la route directe de Metz à Verdun. Quant aux autres corps, ils se trouvaient encore en arrière, le IX[e] à Verny, le XII[e] à Nomény et Moncheux ; enfin le II[e], qui n'avait rejoint que tardivement, atteignait Han-sur-Nied.

Pendant ce temps, la 6[e] division de cavalerie était restée en observation devant Metz, battant le pays jusqu'aux faubourgs de la place. Trois escadrons, accompagnés de deux pièces, s'avançaient jusqu'à Montigny-lès-Metz, éventraient à coups de sabre des sacs de vivres abandonnés dans la gare, et mettant, malgré le brouillard, leurs canons en batterie, lançaient dans nos camps ces quelques obus dont l'un causait la mort si regrettable du colonel Ardant du Picq.

Mais ces divers incidents, ainsi que les rapports venus de Puxieux et de Mars-la-Tour, avaient clairement démontré au prince Frédéric-Charles que nous étions

1. La 5[e] division avait déjà, le 14, porté deux de ses brigades sur la rive gauche, savoir : la brigade Barby à Thiaucourt, et la brigade Redern à Beney. La brigade Bredow seule se trouvait encore à Pont-à-Mousson.

en pleine retraite vers la Meuse, et que nous ne prenions aucune précaution pour protéger notre flanc de son côté. Il jugea, en conséquence, qu'il avait intérêt à nous barrer la route, ou tout au moins à nous suivre, et arrêta le 15, à sept heures du soir, des dispositions en vertu desquelles les IIIe et Xe corps, avec deux divisions de cavalerie, devaient effectuer le lendemain une puissante diversion sur la route de Verdun. Pour cela faire, il était enjoint au IIIe corps et à la 6e division de cavalerie de franchir la Moselle en aval de Pont-à-Mousson [1], et de se diriger ensuite, le corps d'armée sur Vionville et Mars-la-Tour, par Gorze, la cavalerie sur Thiaucourt et la route de Verdun. Le Xe corps, se groupant au préalable à Thiaucourt, devait s'avancer jusqu'à Saint-Hilaire et Maizeray, à l'ouest de Mars-la-Tour. Le IVe corps était envoyé à Sillegny, pour de là suivre le IIIe corps sur Gorze, le 17. Enfin, les corps qui se trouvaient encore en arrière de la ligne de la Moselle recevaient l'ordre d'y arriver, puis de continuer leur marche vers la Meuse en traversant la plaine de la Woëvre, en cherchant à se mettre en communication, vers Nancy, avec la droite de la IIIe armée, et en faisant reconnaître par leur cavalerie les débouchés de la Meuse, ainsi que les points de passage entre Verdun et Commercy.

En chargeant deux seulement de ses corps d'armée de la démonstration sur la route de Verdun, le prince Frédéric-Charles ne se conformait qu'incomplètement aux instructions envoyées par M. de Moltke, le 15, à six heures et demie du soir, lesquelles semblaient prescrire un mouvement général contre notre flanc gauche. « L'avantage obtenu dans la soirée d'hier, y était-il dit, par le Ier et le VIIe corps s'est produit dans des conditions qui excluent toute idée de poursuivre l'ennemi. Ce n'est que *par une vigoureuse offensive de la IIe armée contre les routes de Metz à Verdun, par Fresnes et par Étain*, que l'on peut recueillir les fruits de cette victoire. » Il est vrai que M. de Moltke ajoutait : « Le commandant en chef de la IIe armée demeure chargé de conduire cette opération, d'après sa propre inspiration. » Or l'inspiration du prince Frédéric-Charles ne fut pas heureuse, puisqu'elle exposa les IIIe et Xe corps à un désastre que tout autre que le maréchal Bazaine n'eût pas manqué de leur infliger. Le commandant en chef de la IIe armée jugea prudent, avant de s'engager à fond, de reconnaître exactement la situation de l'armée française ; mais, par cela même, il mit en présence de forces très supérieures une partie de ses troupes, que les autres fractions n'étaient pas en état de secourir à propos. C'était pour nous une bonne fortune inespérée, dont la fatalité qui nous poursuivait sans relâche nous empêcha de profiter.

En même temps qu'il envoyait les instructions qui précèdent au prince Frédéric-Charles, M. de Moltke prescrivait à la Ire armée de se porter, le 16, sur la ligne Arry-Pommérieux, entre Seille et Moselle. Toutefois, pour se garder contre toute tentative offensive de la garnison de Metz, dont on ignorait la force, le Ier corps devait aller s'établir à Courcelles-sur-Nied, et y rester jusqu'à ce qu'il eût été relevé par la 3e division de landwehr, arrivant de Sarrelouis. Ces divers mouve-

1. Pour ceux de leurs elements qui ne l'avaient pas encore fait.

ments furent exécutés dans la journée du 16, et la Ire armée, qui ainsi ne prit point part à la bataille de Rezonville, se trouva le soir tout entière (moins le Ier corps), prête à franchir la Moselle à son tour. La 3e division de cavalerie, qui revenait de Malroy et de Vry, s'installa un peu en arrière, à Mécleuves; quant au quartier général, il se transporta à Coin-sur-Seille, où il passa la nuit du 16 au 17.

TENTATIVE SUR THIONVILLE. — Pour en finir avec la journée du 15, il est nécessaire de relater succinctement l'échec d'un coup de main tenté par les Allemands contre la place de Thionville. Le 12 août, une reconnaissance opérée par le 8e cuirassiers (de la 3e division de cavalerie) s'était heurtée à quelques dragons français en train de fourrager vers Stuckange, et leur avait enlevé un réserviste prussien retenu dans la place. Cet homme, qui avait travaillé aux fortifications, connaissait parfaitement les êtres, et se faisait fort, disait-il, d'amener, au moyen d'un gué, dont il savait l'emplacement exact, des troupes d'attaque sur la rive gauche de la Moselle, à un kilomètre environ en amont de la ville, pour les diriger ensuite sur le point faible de l'enceinte. Il ajoutait que tous les matins, à quatre heures, une cloche donnait le signal de l'ouverture des portes, et que c'était là une circonstance dont on pouvait profiter [1].

Le général de Gneisenau, commandant la 31e brigade d'infanterie (VIIIe corps), fut donc chargé d'enlever la place, et partit de Gometange, le 14, à cinq heures du soir, avec sa brigade, un escadron de hussards, une batterie et une compagnie de pionniers. Le réserviste servait de guide à la colonne. A la tombée de la nuit, on s'arrêta et le général fit part de ses projets à tous les officiers jusques et y compris les capitaines : un détachement devait passer le fameux gué; un autre couper la voie ferrée et le télégraphe; un troisième pénétrer dans la ville par deux côtés; enfin deux bataillons formaient soutien, tandis que deux autres feraient une diversion vers la tête de pont située sur la rive droite. La communication terminée, on se remit en marche. Mais voilà que vers minuit, tandis qu'on traversait « par un beau clair de lune » la forêt de Stuckange, l'avant-garde fut brusquement interpellée par des patrouilles françaises ; on continua cependant à s'avancer, et l'on arriva jusqu'au bois de Yutz, tout près de la place, où l'on s'établit au bivouac. « Là encore, des cavaliers français venaient maintes fois jusque sur le bois dans lequel se trouvaient cachés les avant-postes prussiens ; l'adversaire était sur ses gardes, on n'en pouvait plus douter. »

C'est que le commandant de l'artillerie avait fait bonne garde et déjoué les tentatives de l'ennemi ; celui-ci ne voulut pas cependant se retirer *sans tenter au moins quelque chose*. Il attaqua donc, suivant le plan arrêté, vers trois heures du matin ; mais, accueilli par une violente canonnade, il dut se retirer, sans plus tarder. Il en était pour ses frais, une perte de quatre soldats blessés, et une marche de dix-sept heures, faite pour ainsi dire sans interruption.

1. Ces détails sont tirés de la *Guerre franco-allemande*, par le grand état-major prussien, p. 510 et suivantes.

Le jour qui se levait à ce moment allait éclairer une des plus terribles et des plus sanglantes batailles du siècle. La fortune, jusque-là si implacable, nous offrait l'occasion de prendre une revanche décisive, et de venger nos armes de tant d'insuccès immérités. Le récit qui va suivre montrera comment la victoire a encore une fois trompé notre attente, et par suite de quelles défaillances coupables elle a définitivement déserté nos drapeaux.





CHAPITRE IV

BATAILLE DE REZONVILLE

Matinée du 16. — Départ de l'Empereur. — Le 16 août 1870, au lever du soleil, la majeure partie de l'armée du Rhin était concentrée sur le plateau de Gravelotte, occupant les bivouacs que voici :

Le 2e corps campait à l'ouest de Rezonville, au sud de la route de Mars-la-Tour, et face à ce village [1].

Le 6e corps se trouvait à droite du 2e, au nord de cette même route.

Le 3e corps, dont le maréchal Le Bœuf venait de prendre le commandement à la place du général Decaen, était établi plus au nord, entre Saint-Marcel et Verneville. La 3e division (Metman) ne l'avait pas encore rejoint, et quittait seulement à ce moment la Maison-de-Planches.

Le 4e corps était encore à Woippy ; seule la division de Lorencez marchait sur Sainte-Marie-aux-Chênes.

La Garde et le quartier général se trouvaient à Gravelotte.

1. La division de Laveaucoupet, qui devait former la garnison de Metz, était restée dans la place.

La division de cavalerie de Forton se trouvait, comme on l'a vu, à Vionville ; la division du Barail [1] couvrait, vers Bruville, le 3e corps.

Quant aux Allemands, tout heureux d'avoir accompli sans être inquiétés leur marche de flanc si longue et si dangereuse [2], ils commençaient l'exécution des prescriptions du prince Frédéric-Charles, et mettaient leurs différents corps en mouvement.

L'ordre expédié le 15 au soir par le maréchal Bazaine à son armée était ainsi conçu : « *La soupe sera mangée demain matin à quatre heures. On se tiendra prêt à se mettre en route à quatre heures et demie, en ayant les chevaux sellés et les tentes abattues. Les 2e et 6e corps doivent avoir* 30,000 *hommes devant eux ; ils s'attendent à être attaqués demain.* » Par conséquent, le maréchal savait que l'ennemi cherchait à lui couper la route de Verdun. Il ne donne cependant aucun renseignement sur la situation, se borne à cette indication vague, et s'empresse d'aller assister au départ de l'Empereur. Celui-ci était déjà en voiture avec le Prince impérial et le prince Napoléon, devant la mauvaise auberge où il avait passé la nuit. « Son visage fatigué portait l'empreinte du chagrin et de l'inquiétude ; les larmes semblaient y avoir tracé de profonds sillons ; son regard était plus voilé encore que d'habitude ;... dans son entourage, on voyait la tristesse sur tous les visages, la désillusion dans toutes les pensées [3]. » Bazaine, traversant l'escorte des chasseurs d'Afrique, s'approcha au galop de la voiture impériale et salua le souverain : « Je me décide à partir pour Verdun et Châlons, dit celui-ci d'une voix triste ; mettez-vous en route pour Verdun dès que vous le pourrez. » Puis il tendit la main au maréchal et s'éloigna au grand trot, choisissant, par une intuition heureuse, la route d'Étain de préférence à celle de Mars-la-Tour, où il eût été infailliblement pris par la division allemande bivouaquée à moins de dix kilomètres plus loin.

Le commandant en chef le regardait s'éloigner ; telle était sa joie d'être débarrassé de cette tutelle gênante qu'il ne put s'empêcher de la manifester à haute voix [4]. Retournant alors à son quartier général, il se hâta de contremander le départ de l'armée et d'ordonner qu'on fît les distributions de vivres et de munitions. « *Dès que les reconnaissances seront rentrées*, prescrivait-il, *et que tout indiquera que l'ennemi n'est pas en force à proximité, on pourra dresser de nouveau les tentes.* » Mais, comme il ne voulait vraisemblablement pas avouer trop nettement son projet de ne pas quitter Metz, il eut soin d'ajouter : « *Nous partirons probablement*

1. La brigade Margueritte (1er et 3e chasseurs d'Afrique) resta à Gravelotte pour servir d'escorte à l'Empereur dans sa route sur Verdun. Elle ne put jamais rejoindre l'armée de Metz. On envoya pour la remplacer, le 16, au général du Barail, la brigade de France (dragons de l'Impératrice e lanciers de la Garde).

2. « Il est certain, a dit le lieutenant-colonel aujourd'hui général de Villenoisy, que les Prussiens ont fait autour de Metz la marche la plus dangereuse que jamais armée ait exécutée. » (*Procès Bazaine*, audience du 21 octobre.)

3. *Metz, Campagnes et négociations*, par un officier supérieur de l'armée du Rhin, Paris, Dumaine, 1871, page 27.

4. *Ibid.*, page 66.



1. Général de Roon. — 2. Général de Werder. — 3. Général de Manteuffel
4. Général de Blumenthal.

dans l'après-midi, dès que je saurai que les 3e et 4e corps sont arrivés à notre hauteur en totalité. Des ordres, du reste, seront donnés ultérieurement. »

Pour expliquer ces contradictions fatales, le maréchal Bazaine a prétendu qu'elles lui avaient été dictées par une observation du maréchal Le Bœuf, lequel jugeait préférable d'attendre l'ennemi sur place, jusqu'à ce que les troupes en arrière aient rejoint, plutôt que d'aller à lui. Cette excuse ne peut être acceptée, parce que d'abord un commandant en chef est maître et responsable de ses actes; parce qu'ensuite le maréchal Le Bœuf, tenu dans l'ignorance de la situation et n'en connaissant que le peu qu'en disait l'ordre du 15, croyait la route de Verdun déjà occupée par l'ennemi, tandis que Bazaine savait au contraire que cette route restait libre [1], et que le danger pour nous (il le disait lui-même) était du côté de Gorze, sur la gauche du 6e et du 2e corps [2]. Cette situation lui imposait donc l'obligation de continuer sans retard une retraite déjà trop tardive, et d'éviter tout nouveau délai. Mais l'attraction que la place de Metz exerçait sur son faible caractère était si grande qu'il ne pouvait, en réalité, résister au désir de ne pas s'en éloigner. A l'abri de forts et de murailles, il se croyait probablement sauvé, maître de ses actions et libre d'agir à sa guise ; il pouvait dégager son sort de celui du souverain, dont le trône chancelant paraissait près de s'abattre, et attendre les événements, sans s'exposer aux difficultés d'une campagne dont la conduite dépassait de beaucoup ses moyens. Ces tristes calculs n'ont réussi qu'à le perdre, et nous avec lui.

Début de l'action en avant de Rezonville. — Il était neuf heures et quart environ. Les hommes mangeaient leur soupe, et les cavaliers de la division de Forton, bien que placés en avant-garde de toute l'armée, conduisaient leurs chevaux à l'abreuvoir [3], quand tout à coup une assez vive canonnade éclata sur les hauteurs situées au sud de Vionville, et une pluie d'obus s'abattit dans le camp de cette division. C'était la 5e division de cavalerie allemande, qui, s'étant avancée pour surveiller nos mouvements, avait constaté notre quiétude et jugé à propos de la troubler. Quatre batteries, soutenues par quelques escadrons de hussards, avaient pu venir s'établir à l'est de Tronville, sans rencontrer une seule patrouille française, ouvrir le feu à 12 ou 1,300 mètres et porter le désordre dans le personnel de convoyeurs civils qui, suivant l'usage d'alors, conduisait les bagages de la division de Forton. Ces hommes, saisis de frayeur, se mirent à fuir dans une inexprimable cohue, laissant leurs voitures se débander au hasard, et coururent pêle-mêle jusqu'à Rezonville, derrière les bivouacs du 2e corps. A la faveur de cette surprise, les

1. En réalité, la route de Mars-la-Tour était bien, depuis le 15 au soir, barrée par la 5e division de cavalerie allemande. Mais ce n'était certes pas là une force suffisante pour nous empêcher de passer.

2. Voir le rapport du général de Rivières (*Procès Bazaine*). — « Nous pouvons affirmer que des émissaires français furent envoyés à Rezonville par le maire de Gorze, dans la journée du 15, pour annoncer l'occupation de ce village. » (Colonel Canonge, *loc. cit.*, tome II, page 111.)

3. Les avant-postes de la division de Forton avaient été placés *en deçà* du bois de Tronville, à 500 mètres à peine des bivouacs, et dans une position d'où ils ne pouvaient rien voir.

batteries ennemies gagnèrent du terrain, se portèrent jusqu'à Vionville, et de là tirèrent sur les camps même qu'occupaient vers Rezonville les 2e et 6e corps.

Aussitôt ceux-ci coururent aux armes. Le général Frossard, plaçant ses troupes sur deux lignes, les conduisit, sous le feu, à leurs positions de combat, et les forma ainsi qu'il suit : 1° Dans la division Bataille, la brigade Pouget s'étendait entre Vionville et Flavigny, tenant ces deux points par le 12e bataillon de chasseurs et le 23e de ligne, le 8e déployé en arrière ; la brigade Fauvart-Bastoul était en bataille à gauche de la brigade Pouget ; — 2° dans la division Vergé, la brigade Letellier-Valazé prolongeait vers le bois de Vionville la ligne formée par la division Bataille ; la brigade Jolivet et la brigade Lapasset formaient, à gauche de la ligne un crochet défensif sur la hauteur, cotée 311, face au bois de Vionville, la première à droite, la deuxième à gauche, celle-ci ayant en première ligne le 84e et une batterie, en deuxième le 97e et le 3e lanciers. Toute l'artillerie divisionnaire se trouvait en avant de la ligne, devant ses troupes respectives ; l'artillerie de réserve avait pris position en arrière, à l'est de Flavigny, près de la route.

Le maréchal Canrobert avait en même temps disposé son corps d'armée à droite, mais un peu en arrière du 2e corps; la division Lafont de Villiers, formée sur deux lignes, entre la route et la voie romaine, avait à sa droite le 9e de ligne, seul régiment de la division Bisson ayant pu atteindre Metz. La division Tixier s'était portée à Saint-Marcel, pour former liaison avec le 4e corps aussitôt qu'il arriverait. Enfin la division Levassor-Sorval formait réserve, au nord-est de Rezonville, et s'était déployée parallèlement à la route, pour surveiller notre gauche. Toute l'artillerie s'était mise en batterie, dans les lignes mêmes.

Enfin les deux divisions de cavalerie de Forton et de Valabrègue s'étaient réfugiées derrière le 6e corps, près de la route de Rezonville à Villers-aux-Bois, leur droite au Bois-Pierrot.

Le terrain sur lequel allait se dérouler cette lutte mémorable est circonscrit par la route de Gravelotte à Jarny, par une ligne brisée allant de Gravelotte à Mars-la-Tour à travers Gorze et Buxières, enfin par le cours du *Fond de la Cuve*, petit affluent de l'Orne. Incliné d'une façon générale de l'est à l'ouest, il est assez fortement mamelonné et coupé de ravins profonds, dont la partie inférieure, vers les pentes qui donnent accès de Gorze sur Rezonville et Gravelotte, est bordée de bois épais, ceux de Vaux, des Oignons, de Saint-Arnould, de Vionville et des Prêtres. La prudence eût conseillé d'exercer sur ces bois une surveillance rigoureuse, mais on n'en fit malheureusement rien. A partir des crêtes sud du plateau, le terrain est assez découvert, sillonné de chemins nombreux, et traversé, de l'ouest à l'est parallèlement à la grande route, par une ancienne voie romaine qui vient se perdre un peu à l'ouest de Gravelotte. Le fort de Saint-Quentin, par ses vues étendues, pouvait apporter à la défense de nos positions l'appoint de sa grosse artillerie, et, en outre, l'offensive allemande devait, pour se produire, franchir au préalable des défilés encaissés. Elle eût donc été assez facile à contenir, pourvu toutefois qu'on fît occuper par des avant-lignes les crêtes sud des plateaux, afin d'avoir des vues dans les ravins boisés qui offraient aux Allemands les moyens de se dissimuler, entre Tron-

ville et Gorze. L'attaque ne pouvait, en tous cas, se développer que successivement, et dans des conditions assez dangereuses. Tout concourait donc à favoriser nos efforts, le terrain, la supériorité numérique et les conditions d'impossibilité où allait se trouver l'armée ennemie de se porter tout entière au secours de ceux de ses corps qui seraient engagés. Voyons quel parti le maréchal a su tirer de cette occasion inespérée de revanche, que la fortune venait si généreusement lui offrir.

Combat sur le front du 2e corps. — Aussitôt déployé, le 2e corps avait ouvert une violente fusillade sur les cavaliers du général de Rheinbaben ; malgré le renfort qu'apportait à ceux-ci, dans le même moment, la 6e division de cavalerie accompagnée de sa batterie à cheval, ils furent rapidement obligés de reculer jusqu'à la ferme de Saulcy, ayant leur artillerie presque désorganisée. Fort heureusement pour eux, les têtes de colonnes de la 5e division d'infanterie, qui suivait la 6e division de cavalerie, ne tardèrent pas à déboucher du ravin de Gorze[1].

Croyant seulement avoir affaire à une arrière-garde, le général de Stülpnagel dirigea sa division vers Flavigny et essaya de se déployer pour nous couper la route ; mais la fusillade qui l'accueillit était si intense qu'il reconnut bien vite son erreur. Il lui fut impossible de prendre position et il dut sans tarder reculer vers la ferme d'Anconville. Son avant-garde, formée de troupes de la 9e brigade, réussit cependant à gagner les bois de Vionville et de Saint-Arnould, et, à la faveur des couverts, put soutenir le feu ; en même temps l'autre brigade, la 10e, s'établissait à Anconville et dans le bois des Prêtres, tandis que l'artillerie de la 5e division venait se mettre en batterie à l'angle nord-ouest du bois de Vionville. Une lutte extrêmement violente s'engagea alors entre la division Vergé, soutenue par huit batteries (dont deux de la réserve et deux de mitrailleuses), et la division de Stülpnagel, qui n'avait avec elle que cinq batteries (une batterie à cheval de la 6e division de cavalerie et son artillerie divisionnaire). Les Allemands subirent là des pertes considérables et restèrent, malgré tous leurs efforts, impuissants à déboucher ; à leur droite, la brigade Lapasset leur opposait, de son côté, « une résistance acharnée[2] », et seule, la supériorité sinon numérique, du moins matérielle, des batteries prussiennes leur permettait de se maintenir. Un bataillon du 48e voulut essayer de gagner notre flanc droit ; il ne réussit qu'à se faire tourner lui-même, et éprouva des pertes telles qu'il dut reculer, complètement désorganisé, jusqu'au bois de Gaumont[3]. Un autre bataillon du même régiment se jeta alors au-devant de nos troupes lancées à la poursuite du premier ; il vit à cet instant tomber mort un officier supé-

1. On se rappelle que le IIIe corps (général d'Alvensleben II) avait ordre de marcher sur Vionville et Mars-la-Tour. La 5e division quitta Novéant à sept heures et demie du matin et se dirigea sur Gorze. La 6e division, avec laquelle se trouvait le commandant du corps d'armée, partit d'Arnaville à cinq heures et marcha sur Mars-la-Tour, par Onville et Buxières. Elle n'atteignit le champ de bataille qu'après la 5e.

2. *La Guerre franco-allemande*, page 531.

3. *Ibid.*, page 532.

rieur[1] et eut *tous* ses officiers, y compris son chef, hors de combat; ses débris gagnèrent à grand'peine l'abri d'un petit vallon[2].

Le général de Dœring, commandant la 9e brigade, s'était porté vers la gauche, pour reformer ses bataillons, et parer aux dangers de la situation; à peine était-il arrivé sur le mamelon situé au sud de Flavigny, qu'il reçut une balle en pleine poitrine, et fut emporté expirant.

Le général de Schwerin, commandant la 10e, chercha alors à grouper autour de lui ce qu'il put; quelques renforts lui arrivèrent, grâce auxquels il s'établit sur le dos de terrain au sud de Flavigny; il prit alors position, avec ce qu'il avait de troupes, à cheval sur le chemin de Buxières à ce dernier village. D'ailleurs, si les efforts de l'infanterie prussienne n'obtenaient pas des résultats bien sensibles, l'intervention de plus en plus efficace d'une artillerie qui grossissait d'instant en instant, causait dans nos rangs des ravages sanglants. Déjà les batteries de la 6e division et toute l'artillerie de corps, devançant la colonne de gauche du IIIe corps, étaient venues se joindre à celles de la 5e et des deux divisions de cavalerie; une puissante ligne de bouches à feu couronnait ainsi, du bois de Tronville à celui de Vionville, la série des hauteurs, et, comme l'a dit la *Relation allemande*, frayait la voie à l'infanterie qui s'avançait aux deux ailes. Sous cette avalanche de projectiles, les soldats du 2e corps commençaient à perdre de leur force de résistance et à reculer insensiblement. Il était plus de onze heures, et depuis neuf heures trois quarts ils soutenaient seuls la lutte, le 6e corps n'ayant pas encore terminé son déploiement; à la vérité, ils empêchaient encore l'ennemi de déboucher des bois de Vionville et de Saint-Arnould, et lui faisaient subir des pertes telles que presque tous ses officiers supérieurs étaient hors de combat[3]. Mais, plus à l'ouest, les effets de l'artillerie allemande avaient été assez meurtriers pour provoquer quelques flottements et rejeter dans Flavigny les troupes déployées en avant du hameau. Bref, il était temps de secourir le 2e corps.

Dispositions prises par le maréchal Bazaine. — Mais le maréchal Bazaine ne paraissait pas se soucier de cette situation; uniquement préoccupé de protéger sa ligne de retraite sur Metz et de parer, le cas échéant, à une attaque sur sa gauche, il massait de ce côté tout ce qu'il avait de forces disponibles. C'était d'abord la division Levassor-Sorval, maintenue, nous l'avons déjà dit, au nord de Rezonville; c'était ensuite la Garde, qui occupait les abords de Gravelotte, et que le maréchal disposait de la façon suivante :

Entre Gravelotte et le bois des Oignons, la division de grenadiers.

1. Le 5e officier supérieur du régiment. Il n'a pas de commandement spécial, et reste à la disposition du colonel. Son titre officiel est « *Etatsmässige Stabsoffizier* ».

2. *La Guerre franco-allemande*, page 532.

3. « Le général de Stülpnagel s'était placé à la droite de ses batteries (à l'angle du bois de Vionville); c'est de là qu'il dirigeait l'action, tout en se portant fréquemment jusque sur la première ligne de ses troupes, *privées de leurs principaux chefs*, afin de les soutenir par ses encouragements. » (*La Guerre franco-allemande*, page 531.)

A la Malmaison, en arrière, la division de voltigeurs.

L'artillerie en position en avant de Gravelotte, face au ravin de la Jurée et aux débouchés du sud. Elle avait pour soutien le régiment de zouaves.

Enfin la cavalerie au nord-ouest de Gravelotte, dans le vallon qui court au sud du bois Leprince.

Rassuré de ce côté, le commandant en chef expédia au maréchal Le Bœuf l'invitation de se porter à la droite du 6e corps; quant au 4e corps, il fut laissé sans ordres et aux seules inspirations de son chef.

Arrivée des premiers renforts ennemis. Prise de Vionville et de Flavigny. — Cependant un premier renfort venait d'arriver à l'ennemi. Le colonel de Lyncker[1], commandant un détachement du Xe corps laissé en observation à Novéant, le 15, avait reçu, le 15 au soir, l'ordre du prince Frédéric-Charles prescrivant à toutes les troupes de ce corps d'armée de se rallier au général de Voigts-Rhetz, à Thiaucourt[2]; il partit le 16 au matin, mais entendant de Gorze le bruit de la canonnade, il renonça à rejoindre sa brigade (la 37e) qui était alors à Chambley, et se porta sur le champ de bataille. Le général de Stülpnagel le chargea aussitôt de servir de soutien à son artillerie, durement éprouvée, et mit en ligne, à côté de celle-ci, la batterie que lui amenait le colonel de Lyncker[3].

Mais d'autres secours plus importants ne devaient pas tarder à se présenter à leur tour sur le théâtre de la lutte. La 6e division d'infanterie avait en effet atteint Buxières vers neuf heures; on n'a pas oublié que son artillerie, ainsi que l'artillerie de corps, qui l'accompagnait, avaient pris les devants pour venir s'établir devant la division Bataille, et ouvrir le feu contre les villages de Flavigny et de Vionville, que protégeaient quatre batteries françaises seulement. Après quelques instants de repos, la 6e division s'était portée sur Tronville, mais reconnaissant bientôt que c'était faire fausse route, son chef, le général de Büddenbrock, rabattit vers dix heures et demie ses deux brigades à droite, et les dirigea sur Vionville et Flavigny. Puis il lança immédiatement un régiment de la 11e brigade contre nos positions, un bataillon attaquant Vionville, un autre le cimetière et le bouquet d'arbres qui, au sud-est, entoure l'abreuvoir, enfin le 3e prenant Flavigny pour objectif. En même temps, la 12e brigade se déployait à gauche de la 11e, pour tourner Vionville par le nord.

A ce moment (vers midi), la division Lafont de Villiers (du 6e corps) était venue se déployer entre la voie romaine et la route de Mars-la-Tour, et elle se prolongeait à droite par le 9e de ligne (division Bisson). Le mouvement tournant de la 12e brigade allait donc se heurter à ces troupes, tandis que l'attaque de front rencontrerait devant elle les 12e bataillon de chasseurs et 23e de

1. Commandant le régiment d'infanterie de la Frise orientale, n° 78.

2. Voir page 308.

3. Ce détachement comprenait deux bataillons, deux escadrons et une batterie.

ligne qui occupaient les villages, ainsi que le 8e de ligne, qui gardait l'intervalle entre les deux.

Le général de Büddenbrock, aussitôt le déploiement de sa division à peu près terminé, lance la première ligne en avant : mais le feu dirigé sur celle-ci par la brigade Pouget est tellement violent que son offensive est arrêtée net. Il faut, avant de tenter une nouvelle attaque contre nos positions, les écraser à coups de canon ; et c'est ce que font 20 batteries allemandes, sur lesquelles 17, soit 102 pièces, prennent pour objectif les deux villages[1] : bientôt ceux-ci deviennent intenables ; les régiments de la brigade Pouget, cruellement éprouvés, diminuent progressivement l'intensité de leur feu ; se glissant alors par les bois de Tronville et le ravin qui remonte vers Vionville, quatre régiments ennemis abordent à la fois le village par le sud, l'ouest et le nord et forcent enfin les nôtres à l'évacuer, après avoir subi, eux aussi, des pertes énormes[2].

Cependant la gauche de la 12e brigade, en arrivant au bois de Tronville, avait été accueillie par les feux nourris du 6e corps, qui maintenant était tout entier arrivé[3]. Cette brigade formait une ligne très mince, et par suite très exposée à être culbutée au moindre mouvement offensif des troupes du maréchal Canrobert. Heureusement pour elle, le général de Büddenbrock s'aperçut aussitôt du danger qu'elle courait, et la fit soutenir par un bataillon, tandis qu'il transportait à Vionville toute son artillerie divisionnaire, jusque-là maintenue à l'aile droite. Mais il ne restait plus une seule réserve au IIIe corps, déployé sur un front démesuré. Le général d'Alvensleben dut faire appel à la cavalerie ; et les deux divisions de cette arme qui se trouvaient sur le champ de bataille (5e et 6e) se formèrent alors en deux groupes, qui vinrent respectivement se placer, en se défilant à l'abri des plis du terrain, derrière les 5e et 6e divisions d'infanterie (aux environs de la statue de *Sainte-Marie*).

Vionville était pris, mais il fallait en déboucher maintenant. Notre artillerie, repliée le long de la *voie romaine*, avait ouvert son feu, et suppléait par l'admirable énergie des cadres, à l'insuffisance de son matériel. Le village de Vionville, qu'elle avait pris pour objectif, était tellement écrasé de projectiles « *que le seul moyen de s'y maintenir était de pousser de l'avant*[4] ». Le général de Büddenbrock ordonna donc à ses troupes de déborder Vionville et de s'emparer de Flavigny ; mais il fallait pour cela traverser un plateau découvert, et à peine ses soldats s'y étaient-ils montrés qu'ils engageaient avec le 3e de ligne une action violente, dont les péripéties sanglantes annihilaient rapidement l'action de leurs officiers.

1. Le 2e corps ne disposait, pour répondre à cette masse d'artillerie, que de 72 pièces et 18 mitrailleuses. Le feu des batteries allemandes, qui avaient pour elles plus de portée et de précision, pouvait donc prendre sans difficulté le dessus. Au surplus, le 2e corps, diminué de la division Laveaucoupet, ne comptait que 23,000 hommes, contre les 29,000 Prussiens du IIIe corps et du détachement Lyncker.

2. C'est là que fut grièvement blessé le colonel de Bismarck, commandant la 12e brigade, confondu, par quelques journaux de Paris, avec le chancelier lui-même.

3. La division Tixier venait de se poster sur la lisière du bois situé au sud de Saint-Marcel. Mais la division Levassor-Sorval était toujours en réserve.

4. *La Guerre franco-allemande*, page 543.

Fractionnés en ligne de colonnes de compagnie, ils cherchaient en vain à gagner du terrain; mais leurs unités se confondaient pèle-mèle, et devaient se rallier au hasard pour coordonner leurs efforts. « C'est en vain, dit la *Relation allemande*, qu'on tenterait une description fidèle de cet engagement furieux[1]. » De notre côté, le général Bataille, l'épée à la main, encourageait par son exemple l'héroïque résistance de ses soldats, et s'acharnait, malgré les vides énormes qui se produisaient dans leurs rangs, à les maintenir dans le malheureux hameau de Flavigny, transformé par les projectiles allemands en un monceau de ruines, à travers lesquelles couraient des bestiaux épouvantés. Mais, vers midi et demi, le général, grièvement atteint, était emporté du champ de bataille; ses hommes décimés et assaillis par trois régiments qui cherchaient à les envelopper, fléchirent. A la faveur des trouées sanglantes qu'avait faites son artillerie, l'ennemi put enfin s'emparer de l'abreuvoir, pénétrer dans le village en cendres et en refouler sur Rezonville les courageux défenseurs. La brigade Valazé, déployée à l'est de Flavigny, essaya bien de tenir tête au flot des assaillants; mais menacée d'être tournée par sa droite, et privée de son chef, que venait d'atteindre une grave blessure, elle dut suivre dans sa retraite la division Bataille. Seules les brigades Jolivet et Lapasset réussirent à garder leurs positions.

Retraite du 2e corps. — Ainsi, trois sur cinq des brigades du 2e corps étaient en retraite. Ce résultat était dû uniquement à la supériorité de l'artillerie prussienne, car, de l'aveu même des Allemands, le feu de notre infanterie avait creusé dans leurs rangs des vides considérables, et leurs batteries, en particulier, étaient très durement éprouvées. Mais il n'en existait pas moins, et l'ennemi pensa aussitôt à en tirer tout le parti possible en lançant sur notre infanterie en retraite deux de ses régiments de cavalerie. Il ne réussit qu'à les faire maltraiter sérieusement, car nos troupes « conservaient assez d'attitude pour continuer leur mouvement en bon ordre[2] ». Les dragons de la garde et les hussards de Brunswick, qui avaient tenté cette audacieuse attaque, durent se replier sans délai.

La perte de la ligne Flavigny-Vionville, avec son bouquet de bois central, nous privait d'un point d'appui précieux, et donnait à l'offensive ennemie une base sérieuse. Cependant la situation de l'armée française présentait encore des ressources importantes, et rien n'était compromis. Nous tenions en effet, par les brigades Lapasset et Jolivet, les crêtes situées à l'est de Flavigny, la lisière nord du bois de Saint-Arnould et le débouché des défilés de Gorze. Le 6e corps était maintenant déployé au nord de Rezonville; le 3e arrivait se placer à la droite du 6e. Déjà, vers Doncourt, apparaissaient les têtes de colonnes de la division Legrand, avant-garde du 4e corps. Enfin, la Garde tout entière était massée vers Gravelotte, et la division du Barail couvrait notre extrême droite en avant de Bruville. Le

1. *La Guerre franco-allemande*, page 511.
2. *Ibid.*, page 511. Un seul escadron des dragons de la garde avait perdu 70 chevaux. (*Ibid.*)



Armée française : Zouaves.

maréchal disposait donc de masses très imposantes, capables, si on les eût poussées de l'avant, de rétablir aisément les affaires du 2e corps, et de refouler en désordre un adversaire numériquement beaucoup plus faible, très éloigné encore de ses soutiens, et épuisé par une lutte opiniâtre qui lui avait coûté fort cher. La dispersion des corps allemands, occupés à franchir la Moselle à des distances assez considérables les uns des autres, créait pour l'armée du prince Frédéric-Charles une situation pleine de périls, et la défaite du IIIe corps, en le rejetant dans les ravins où cette armée allait chercher à déboucher, devait fatalement amener un désastre. Il y avait là pour nous une occasion merveilleuse de la mettre hors de cause et d'infliger aux hasardeuses combinaisons de l'état-major prussien un échec décisif. Cette occasion, unique dans toute la campagne, le maréchal la laissa échapper, pour ne pas abandonner la place de Metz. Il ne pensa qu'à rester sur la défensive, et chercha seulement à arrêter le mouvement de recul qui venait de se produire. Pour cela, il fit donner l'ordre à la division des grenadiers de la Garde, de se porter de Gravelotte à Rezonville, et de se déployer en avant de ce village, face à Flavigny. Mais les progrès de l'ennemi augmentaient sans cesse ; le 3e lanciers, qui avait essayé de les contenir, venait d'être refoulé sans avoir pu même dessiner une charge, et les grenadiers n'étaient pas encore là ! Le général Frossard, désespéré, allait donner l'ordre de la retraite, quand il vit venir à lui le régiment des cuirassiers de la Garde, que son colonel amenait au grand trot. S'approchant de cette magnifique troupe, le commandant du 2e corps demanda à son chef de se dévouer pour sauver son infanterie. — « Colonel ! lui dit-il, faites charger votre régiment, ou nous sommes f...s ! » (*sic.*)

Charge des cuirassiers de la Garde. — Le brave colonel Dupressoir, un géant bardé de fer, ne se le fit pas répéter deux fois. Envoyant un officier demander à son chef direct, le général Desvaux, l'autorisation nécessaire, il se tourna vers ses escadrons, et d'une voix de stentor, dont l'éclat strident dominait le bruit de la bataille, il leur lança l'ordre de charger. « Spontanément et d'un seul mouvement, a écrit un témoin oculaire, toutes les lames de sabre se trouvèrent en l'air et les cris de « Chargez ! » et de « Vive l'Empereur ! » partirent de tous côtés. »

Le régiment s'était formé en trois échelons ; le premier, qui comprenait les 4e et 6e escadrons, était conduit par le lieutenant-colonel Letourneur et le commandant de Sahuqué, qui tomba presque aussitôt mortellement atteint[1] ; il perdit la majeure partie de ses officiers et fut en un instant désorganisé. Le second, qu'entraînaient le commandant de Vergès et le général du Preuil[2], s'avança à soixante mètres des tirailleurs ennemis et parvint même à jeter sur eux quelques hommes ;

1. Le commandant de Sahuqué, frappé d'une balle à la mâchoire et d'une autre au genou, mourut de cette seconde blessure le 16 octobre, à l'ambulance du Grand Séminaire de Metz, deux mois, jour pour jour, après la bataille de Rezonville.

2. Le général du Preuil, commandant la brigade de grosse cavalerie de la Garde, avait couru après les cuirassiers pour les conduire au feu lui-même. Il chargeait la canne à la main. (*Historique du 12e cuirassiers*, ancien *Cuirassiers de la Garde*.)

mais il ne put les arrêter. Quant au troisième échelon, avec lequel marchait le colonel Dupressoir, il fut désorganisé autant par la mousqueterie et les débris dont le terrain était jonché que par les courses furibondes des chevaux démontés qu'aveuglaient le feu et la fumée ; ..... son intervention ne fut pas plus efficace que celle des deux précédents.

« Il ne restait plus qu'à se rallier ; les débris des cinq escadrons, 200 hommes à peine, arrivent au point de départ, harcelés par les 11e et 17e hussards prussiens, qui achèvent les blessés et courent sus aux hommes démontés ; le 77e de ligne dégage enfin nos cuirassiers par une salve qui arrête les cavaliers allemands.[1] »

Les pertes éprouvées par ce brave régiment étaient de 22 officiers, 208 sous-officiers et soldats, 243 chevaux tués, blessés ou disparus. (Il comptait au départ 47 officiers et 651 hommes.) Le général Desvaux rendit hommage à sa bravoure, dans un ordre ainsi conçu : « *Les cuirassiers de la Garde, sous les ordres du général du Preuil, ont fait preuve d'une grande intrépidité à l'attaque des carrés prussiens soutenus par une nombreuse artillerie, en avant du hameau de Flavigny. Un grand nombre d'officiers, de sous-officiers et de soldats ont péri dans ces luttes sanglantes. La division de cavalerie de la Garde conserve précieusement le souvenir de ces braves.* »

Le maréchal Bazaine est entouré.— Cependant le lieutenant-colonel de Caprivi[2], chef d'état-major du Xe corps, avait suivi, des environs de Flavigny en flammes, les péripéties de cette charge mémorable. Voyant les cuirassiers repoussés, il eut l'idée de lancer à leur poursuite la brigade de Redern, qui se trouvait là, avec ce qui restait des dragons de la Garde. C'était juste le moment où le maréchal Bazaine venait d'arriver sur le terrain de la lutte et s'occupait à placer lui-même une batterie à cheval de la Garde en avant de Rezonville, entre les deux chemins de Buxières et de Flavigny, afin de remplir le vide laissé par la retraite du 2e corps et permettre aux grenadiers d'arriver[3]. Le lieutenant-colonel de Rauch, du 17e hus-

1. Pendant cette retraite, le cheval du colonel Dupressoir, frappé d'une balle dans l'avant-bras, s'abat en entrainant son maître sous lui ; le lieutenant d'état-major Davignon, resté à côté du colonel, le relève ; un brave garçon, le cuirassier Puibonlot, qui se repliait de ce côté, vient lui donner son cheval et emmène tranquillement l'animal blessé sous le feu de l'ennemi. (Il fut médaillé pour cet acte de dévouement, et le lieutenant Davignon cité à l'ordre de l'armée.) Le cuirassier Dormayer, démonté et resté pris sous son cheval, voit à côté de lui son capitaine grièvement blessé. Le brave soldat parvient à se dégager, et malgré le feu terrible de l'ennemi, au lieu de songer à sa propre vie, il court à son officier qu'il parvient à traîner dans un fossé à l'abri des balles : il est cité à l'ordre du jour du 5 octobre. Le brigadier Gardebled, du 3e escadron, rapporte sa main droite coupée par le sabre d'un hussard prussien ; il la tient dans sa main gauche comme un objet ramassé sur le champ de bataille. Il meurt à l'hôpital des suites de sa blessure. » (Lieutenant R. DE PLACE, *Historique du 12e cuirassiers.*)

2. Aujourd'hui général de l'infanterie et chancelier de l'empire allemand.

3. L'attitude du maréchal pendant toute cette bataille ne fut jamais celle d'un général en chef. Il n'arriva à Rezonville qu'après onze heures et demie, lorsque la lutte avait déjà duré plus de deux heures et que la ligne Flavigny-Tronville était au pouvoir de l'ennemi. Son absence prolongée fut cause de l'indécision du 6e corps, lequel attendait, pour s'engager à fond, des instructions qui ne vinrent pas. (Voir *Procès Bazaine*, Interrogatoire et déposition du maréchal Canrobert.) Il se montra d'une bravoure admirable, toujours en première ligne et au plus fort du feu, mais il ne dirigea rien,

sards, jette son régiment sur le flanc de cette batterie, pendant que le 1er escadron du 1er hussards l'attaque de front. Les canonniers, pris ainsi au dépourvu, ont à peine le temps de faire feu et sont obligés de se défendre à coups d'écouvillon ; en même temps, les conducteurs essayent d'emmener les attelages ; mais le désordre de cette fuite entraîne avec elle l'état-major lui-même qui, tout entier, y compris le maréchal, a mis l'épée à la main. Un sous-officier prussien galope à côté du commandant en chef jusqu'à la route et manque de le prendre ; là, les deux escadrons d'escorte et le 3e bataillon de chasseurs, accouru au pas gymnastique, font tourner bride aux cavaliers ennemis qui s'arrêtent, tourbillonnent et s'enfuient derrière le hameau de Flavigny.

Bazaine était sauvé ! Mais la dispersion du grand état-major était telle que ce fut seulement après plusieurs heures qu'il fut possible de le reconstituer.

Il est difficile assurément de rappeler cet épisode sans songer aux conséquences qu'aurait entraînées pour l'armée et pour le pays la prise du maréchal Bazaine. Lui disparu, le commandement en chef revenait par droit d'ancienneté au noble et vaillant Canrobert, au soldat sans peur et sans reproche dont le nom était déjà synonyme de loyauté et d'honneur, et qui devait, deux jours après, se couvrir, à Saint-Privat, d'une gloire immortelle. Et alors c'en était fait des compromissions louches, des hésitations funestes, des négociations criminelles, où devait sombrer la fortune de la France ! C'était la lutte dégagée de toute préoccupation personnelle et ambitieuse, la lutte franche et sans l'arrière-pensée fatale de mettre entre l'ennemi et soi les murs d'une forteresse et la protection d'un rempart. Peut-être ce jour-là même eussions-nous jeté dans la Moselle l'armée du prince Frédéric-Charles et puni enfin les Allemands d'une témérité que condamnaient tous les principes et toutes les leçons de l'expérience. Peut-être eussions-nous, à brève échéance, donné la main à l'armée de Châlons, et présenté à l'envahisseur une muraille de poitrines que toute sa science eût été impuissante à renverser..... En tout cas, il n'est pas un soldat en France qui hésite à se porter garant de ceci, que jamais le maréchal Canrobert n'aurait signé la capitulation de l'armée de Metz !

Entrée en ligne des grenadiers de la Garde. — Sur ces entrefaites, la division Picard (grenadiers de la Garde) s'était déployée au sud-ouest de Rezonville [1]. Comme elle finissait de prendre position, la 6e division de cavalerie prussienne surgit devant elle, croyant pouvoir sabrer les débris du 2e corps ; les escadrons allemands, formés en ligne de colonne (afin de ne pas masquer l'artillerie), cherchaient à se former en bataille. Reçus par une énergique fusillade, bousculés par

laissa chaque corps se défendre sur place et borna son action aux détails tactiques les plus intimes. « Il surveillait tout, indiquait aux batteries les emplacements à prendre, aux bataillons les points à occuper, et il se multipliait dans une activité qui ne se démentit pas un moment, semblant oublier souvent ses fonctions de commandant en chef pour le rôle plus modeste d'un général ou d'un simple colonel. » (*Metz, Campagnes et négociations*, page 72.)

1. Le régiment des zouaves, qui faisait partie de cette division, était resté en soutien de l'artillerie. Le 3e grenadiers se porta au secours de la brigade Lapasset. Il ne se trouva donc exactement, devant Rezonville, que le 1er et le 2e grenadiers.

les fuyards de la brigade Redern, ils ne réussirent point à se déployer et durent se replier derrière Flavigny, laissant sur le champ de bataille le général-major de Rauch[1], grièvement blessé, et le colonel de Ziethen, des hussards de ce nom, mortellement atteint. Les grenadiers purent alors prendre pour objectif les lignes d'infanterie elles-mêmes et mettre un terme à leurs progrès. Plus à droite, au nord de Vionville, la division de Büddenbrock se trouvait de même arrêtée par le 6ᵉ corps; celui-ci avait opéré un changement de direction à gauche et se déployait maintenant sur une ligne droite, face au sud, le dos tourné à la voie romaine; la division Péchot, placée à l'extrémité ouest de cette ligne, menaçait même de déborder la gauche de la 6ᵉ division allemande et l'obligeait à se placer le long de la grande route, en crochet défensif, au lieu de continuer son mouvement dans la direction *est*. L'artillerie du 6ᵉ corps, accourue au débouché des bois de Saint-Maret, enfilait le ravin qui monte vers Vionville, et la situation de l'ennemi commençait, vu l'éloignement des renforts, à devenir singulièrement risquée[2].

Il était deux heures à peu près, et à voir la tournure des affaires, le succès définitif semblait s'annoncer en notre faveur. Le 3ᵉ corps arrivait à la droite du 6ᵉ; déjà les avant-gardes du 4ᵉ étaient signalées entre Jouaville et Doncourt, et la gauche prussienne, serrée de près par le 4ᵉ de ligne (colonne Vincendon), reculait vers la route. L'ennemi, dont les forces commençaient à s'épuiser, ralentissait son feu. « Il n'avait plus en réserve ni un fantassin ni un canon, et la 20ᵉ division d'infanterie, sur laquelle il pouvait compter en premier lieu, se trouvait encore bien éloignée[3]. » Avec son coup d'œil de vieux soldat, le maréchal Canrobert vit que le moment était venu de foncer de l'avant, et il appela à lui la division Levassor-Sorval pour la jeter avec tout son corps d'armée sur Vionville. Si cette attaque réussissait, et tout faisait prévoir qu'elle devait réussir, c'en était fait du IIIᵉ corps, et probablement aussi de la IIᵉ armée..... Le général d'Alvensleben comprit toute l'étendue du danger, et comme le général Lartigue à Frœschwiller, comme Frossard le matin même, il demanda à la cavalerie de se sacrifier pour le sauver.

Charge de la brigade Bredow (7ᵉ cuirassiers et 16ᵉ uhlans). — La brigade Bredow, restée seule à sa portée, se dirigeait vers le débouché ouest de Vionville, quand le chef d'état-major du IIIᵉ corps lui apporta en personne l'ordre de charger. Son chef, la jetant alors dans le ravin au nord du village, lui fait aussitôt gagner quelque distance, puis, la déployant sur le rebord *est* de ce ravin, se lance avec elle sur les batteries du 6ᵉ corps, qui sont placées entre les divisions Lafont de Villiers et Levassor-Sorval. Conduits avec vigueur et impétuosité, les escadrons prussiens

1. Le général de Rauch ne doit pas être confondu avec le lieutenant-colonel du même nom qui, à onze heures et demie, avait chargé l'état-major général. (Voir pièce nº 2.)

2. *La Guerre franco-allemande*, page 559.

3. *Ibid.*, page 561. Cependant le maréchal craignait toujours pour sa gauche; il avait envoyé à Gravelotte les troupes du 2ᵉ corps, refoulées dans la matinée, afin de surveiller le débouché des ravins; le bataillon des chasseurs de la Garde occupait le bois des Oignons. Enfin, la division Montaudon avait été distraite du 3ᵉ corps en marche de Saint-Marcel vers la chaussée de Verdun, et placée à la maison de poste de Gravelotte, toujours pour renforcer la gauche!

traversent notre artillerie, sabrent servants et attelages, passent à travers l'infanterie et franchissent le chemin qui joint, à l'est de Vionville, la voie romaine à la chaussée de Verdun. Mais voici que tout à coup, nos troupes, revenues de leur stupeur, font pleuvoir sur ces hardis cavaliers une grêle de balles et de mitraille ; la division de Forton, jalouse de « venger l'affront du matin », se jette sur eux et les enveloppe, tandis que les régiments du général de Valabrègue accourent de Rezonville. Entourés de toutes parts, sentant leurs chevaux fléchir entre leurs jarrets, les Allemands sont obligés de se replier en hâte et de traverser une seconde fois nos lignes qui les criblent de tous côtés. Ils ne sont plus que débris et comptent juste en tout 13 officiers et 150 hommes quand ils se rallient enfin au sud du hameau de Flavigny[1].

Cette charge désespérée coûtait à la brigade Bredow 16 officiers, 363 hommes et 409 chevaux. (Ce sont les chiffres qui figurent sur le monument élevé à la mémoire des deux régiments au lieu même où ils ont combattu.) Le commandant du 16e uhlans restait entre nos mains. Quant au souvenir de ce sanglant sacrifice, il demeure douloureusement célèbre en Allemagne sous le nom sinistre de *Todtenritt* (chevauchée de la mort)[2].

Malheureusement pour nous, il ne devait pas rester stérile. Tout d'abord, la poursuite exercée par notre cavalerie fut très molle, et opérée seulement par quelques flanqueurs. En second lieu, un ordre du maréchal vint arrêter l'offensive du 6e corps et entraver l'action si brillamment commencée du maréchal Canrobert. Et pourtant jamais occasion plus propice ne s'était offerte de remporter un éclatant succès ! La fatigue de l'ennemi devenait visible, et nul secours n'était en vue pour soutenir ses efforts défaillants ! De notre côté s'affirmait, par l'entrée en ligne prochaine du 4e corps, une énorme supériorité numérique qui, jointe à la valeur et à l'entrain de nos soldats, promettait à court délai une victoire décisive !... Pourquoi donc le maréchal ne voulut-il pas vaincre ? Pourquoi s'obstina-t-il jusqu'à la fin à

1. « Nos pertes furent insignifiantes, comparativement à celles de l'ennemi, parce que nos cavaliers, frappant avec la pointe, trouvaient un passage aux entournures des cuirasses et aux couvre-nuques des casques, tandis que les Prussiens, se servant du tranchant ou du pistolet, blessaient les chevaux, mais peu les hommes protégés par les cuirasses. » (*La Cavalerie française*, par le lieutenant-colonel Bonie, Paris, Amyot, 1871, page 68.)

2. Dans la ligne d'artillerie traversée par les cavaliers allemands, une pièce dont tous les servants avaient été tués allait être emmenée. Six uhlans, dont deux montés sur les porteurs de l'attelage, cherchaient à l'entraîner, quand leur manège fut aperçu, au milieu de la fumée et du tourbillonnement des escadrons, par le lieutenant Boutal, du 12e dragons. Aussitôt le brave officier prit avec lui quelques hommes, qui se trouvaient sous sa main, et fondit sur les uhlans. Après une minute de chaude lutte, cinq de ceux-ci étaient tués, le sixième blessé, et la pièce, dont les munitions avaient été laissées à une batterie en train de faire feu, ramenée à son régiment. En récompense de cette action d'éclat, le lieutenant Boutal reçut la croix de la Légion d'honneur, et ses cinq compagnons furent décorés de la médaille militaire. C'étaient les nommés Laguerret et Daubresse du 12e dragons, le brigadier Borgne et le cavalier Leymat du 15e chasseurs. En outre, l'officier et les quatre hommes furent l'objet d'une citation à l'ordre de l'armée.

A la suite de cette même charge, le 93e de ligne faillit perdre son drapeau qui, ramassé à terre par un uhlan, fut repris grâce à la présence d'esprit et à la hardiesse d'un cavalier du 5e chasseurs, nommé Mangin. Cet homme, qui était pied à terre, sauta à cheval d'un bond, se lança sur les traces du uhlan, réussit à le renverser de deux coups de sabre en pleine figure et rapporta au colonel de son régiment le précieux trophée qu'il venait de sauver si heureusement.

renforcer sa gauche et à mettre toutes ses réserves sur une partie du champ de bataille qui, « moins que toute autre, devait être l'objet d'une attaque sérieuse » ? Toujours pour la même raison, hélas ! Le maréchal Bazaine craignait avant toute chose d'être séparé de Metz ; son idée maîtresse, que sa conduite vis-à-vis de l'Empereur, le matin même, eût déjà pu faire deviner, s'affirmait maintenant par des actes déterminés, qui devaient, les jours suivants, avoir pour épilogue des mesures plus inexcusables encore. Que lui importait de battre l'ennemi, si le lendemain il lui fallait continuer la lutte en rase campagne, courir la chance de retomber en sous-ordre, et renoncer à l'ambition de devenir, quand les affaires seraient compromises partout, l'homme providentiel qui aurait su conserver la seule armée intacte ? Évidemment, le meilleur moyen de se mettre à l'abri des hasards était de s'enfermer dans les murailles d'une forteresse, pour y attendre les événements. Et voici pourquoi, le 16 août, à trois heures de l'après-midi, quand il n'aurait fallu qu'un mince effort pour exterminer tout un corps d'armée ennemi, le commandant en chef de l'armée du Rhin répondit par un refus à celui de ses lieutenants qui, jugeant les choses uniquement en soldat, lui demandait l'autorisation de le faire[1].

Ce qui prouve péremptoirement que la volonté de ne pas chercher à vaincre avant tout était bien celle du maréchal, c'est que l'occasion perdue ainsi dans le milieu de la journée ne devait pas tarder à se reproduire, dans des conditions moins décisives à coup sûr, mais cependant encore très favorables. L'arrivée du 4e corps allait bientôt en effet infliger à la gauche allemande un nouvel et sanglant échec, et jeter l'angoisse dans le cœur des généraux ennemis. Pas plus alors qu'il ne l'avait fait dans la journée, le maréchal ne consentit à laisser ses troupes s'engager à fond !

Arrivée du 4e corps. — Le général de Ladmirault avait en effet, dès neuf heures du matin, et sans avoir reçu aucun ordre[2], mis les deux divisions de Cissey et Grenier en marche de Woippy sur Doncourt-en-Jarnisy[3]. Vers une heure, la division de cavalerie Legrand, qui précédait la colonne, arrivait, avec le commandant du corps d'armée, à Bruville, exécutait une reconnaissance dans la direction de Mars-la-Tour, et s'assurait que ce point n'était pas occupé. Le général de Ladmirault attendit alors l'arrivée de la division Grenier, qui marchait en tête, et dès que celle-ci fut à hauteur de Bruville, il la déploya à la droite des divisions Nayral[4] et Aymard, du 3e corps, lesquelles prolongeaient elles-mêmes, au sud de

1. « Le moment était venu de frapper un grand coup et de prendre en main l'offensive pour rejeter victorieusement au loin cette armée qui avait tenté de nous interdire le passage... La chose était d'autant plus facile que nous n'avions devant nous que des forces très inférieures... Ou bien le maréchal Bazaine ne comprit pas cette situation, puisqu'il n'essaya pas d'en profiter, ou il ne voulut pas la comprendre, *parce qu'il avait d'autres projets.* » (*Metz, Campagnes et négociations*, page 73.)

2. Le général de Ladmirault a déclaré lui-même devant le conseil d'enquête présidé par le maréchal Baraguey d'Hilliers que, dans toutes les journées du 16 et du 17, il ne vit pas un seul officier de l'état-major du maréchal.

3. On se rappelle que la division Lorencez avait été dirigée, la veille, sur Sainte-Marie-aux-Chênes.

4. Ancienne division Castagny.

Saint-Marcel, la division Tixier, du 6e. Juste devant elle se trouvait à ce moment la brigade de cavalerie Barby, chargée de couvrir l'extrême gauche allemande, et qui patrouillait dans la direction de Bruville[1]. Les régiments de la division Grenier dirigent immédiatement sur elle une vive fusillade qui l'oblige à se retirer vers Tronville, puis, de concert avec les deux divisions du 3e corps, marchent contre le bois du même nom, et cherchent à gagner, par les ravins qui courent vers le *Fond de la Cuve*, le plateau qui s'étend à l'ouest du bois. Devant cette vigoureuse attaque, la gauche de la division allemande recule; les soldats du général d'Alvensleben, exténués de fatigue et moralement épuisés, ne tiennent encore que grâce à l'appui de leur artillerie, dont le tir lui-même est obligé de se ralentir faute de munitions[2]; quant au général allemand, dont l'énergie et la ténacité sont admirables, il se résout à périr avec tout son corps d'armée, plutôt que d'abandonner les deux villages conquis.

Encourageant ses bataillons de la voix et du geste, il les adjure de résister encore et de tenir jusqu'à l'arrivée des autres corps. Il ne réussit cependant pas à les maintenir dans leur position et assiste, anxieux et dévoré d'inquiétude, à la retraite de la 6e division; le 24e, auquel il ne reste que quelques cartouches, s'enfuit *au pas de course*[3]; le 20e le suit, ainsi que les troupes du colonel de Lyncker. Tout le terrain au nord de la route est évacué, et seule une minime parcelle du bois de Tronville, adjacente à la chaussée de Verdun, reste au pouvoir des Allemands. En vain l'artillerie massée à l'ouest de Vionville recueille-t-elle les fuyards; elle est bientôt elle-même prise à revers par trois batteries de la division Grenier, accourues sur le plateau, vers la cote 257, et fusillée par l'infanterie postée dans le bois; d'ailleurs, elle n'a presque plus de munitions, et ne riposte qu'avec peine. Une plus longue résistance devenant impossible, elle bat en retraite à son tour, et vient se mettre à l'abri derrière les hauteurs au sud-ouest de Vionville.

A cette heure si critique pour lui, l'ennemi était arrivé à la limite extrême de ses forces; les bataillons du colonel Lehmann avaient perdu 20 officiers et 600 hommes, le 24e, 52 officiers et 1,000 hommes, et les autres régiments étaient tous également maltraités. « Eu égard à l'évidente supériorité numérique des Français, on pouvait s'attendre à tout instant à les voir déboucher en avant de la grande route[4]... » Dans nos rangs, où l'on venait de si vaillamment combattre, le sentiment d'une victoire bientôt définitive échauffait les cœurs et exaltait les courages; on n'attendait qu'un ordre pour se jeter en avant et accomplir le dernier sacrifice, que l'espérance faisait paraître léger... L'ordre ne vint pas.

Il était quatre heures du soir. Jusqu'à présent, les seules troupes étrangères au IIIe corps qui eussent encore pris part à l'action étaient, avec la 5e division de

1. La brigade Barby, avec deux régiments de dragons, occupait la longue croupe cotée 277 sur la carte d'état-major.

2. *Les Opérations de l'artillerie allemande dans les batailles livrées aux environs de Metz*, par le capitaine Hoffbauer; 2e partie : *Bataille de Vionville*, page 96.

3. Capitaine Hoffbauer, *loc. cit.*, page 91.

4. *La Guerre franco-allemande*, page 568.



Chevauchée de la mort.

cavalerie momentanément aux ordres du général de Voigts-Rhetz, la 37e brigade d'infanterie[1], le 9e régiment de dragons et un escadron de dragons de la garde, enfin cinq batteries (dont trois à cheval) du Xe corps. Ces diverses fractions, amenées par des raisons diverses sur la route de Metz-Verdun, avaient depuis le matin suivi la fortune des 5e et 6e divisions d'infanterie, et, comme elles, se sentaient épuisées. Mais à ce moment commencèrent à déboucher sur le champ de bataille les têtes de colonnes du Xe corps, qui, si elles ne donnèrent pas à l'ennemi la supériorité numérique, lui apportèrent du moins un secours dont le besoin devenait absolument urgent.

Arrivée du Xe corps. — On se rappelle que ce corps d'armée, chargé de nous couper la route entre Mars-la-Tour et Verdun, avait été dirigé, dès la matinée du 16, sur Saint-Hilaire et Maizeray; pour couvrir sa marche vers la droite, la 5e division de cavalerie, soutenue en arrière par la 37e brigade, s'était portée vers Tronville, le 15, et c'était elle qui, en canonnant la division de Forton, avait engagé la lutte à neuf heures du matin. Pendant ce temps, la 38e brigade, restée seule de la 19e division, quittait Thiaucourt à sept heures, et, précédée par la brigade de dragons de la garde, marchait vers les points indiqués. A peine était-elle en route, que le bruit du canon se fit entendre; le général de Voigts-Rhetz pensa tout d'abord qu'il ne s'agissait que d'une rencontre de la 5e division de cavalerie avec une de nos arrière-gardes, mais voulut cependant en avoir le cœur net. Piquant des deux avec un escadron de dragons, il s'avança de sa personne jusqu'à Jonville, où il reçut les rapports adressés du champ de bataille par son chef d'état-major, le lieutenant-colonel de Caprivi, poussa ensuite jusqu'à Tronville, et là put s'assurer *de visu* de la chaleur de l'action où était engagé tout le IIIe corps. L'hésitation n'était plus possible. C'était une bataille qui se livrait, et le général de Voigts-Rhetz jugea qu'il était temps d'intervenir. Il se hâta donc d'expédier à toutes ses troupes l'ordre d'accourir au plus vite, en abandonnant séance tenante les objectifs qui leur avaient été désignés.

Ce fut la 20e division (général-major de Kraatz-Koschlau) qui déboucha la première. Partie le matin de Pont-à-Mousson, elle avait, aux premiers bruits du canon, lancé vers le nord, pour se renseigner, des patrouilles d'officiers; à son arrivée à Thiaucourt, vers onze heures et demie, elle recevait une note du colonel de Caprivi, qui lui signalait la situation périlleuse du IIIe corps. Sans attendre d'autres ordres, le général de Kraatz la dirigea aussitôt sur Charey, Saint-Julien-lès-Gorze, Chambley, et de là sur Tronville, tandis que le groupe de l'artillerie de corps qui avait fait route avec elle prenait les devants et venait s'établir à l'ouest de ce dernier village, afin de tenir tête au mouvement tournant des Français. Le général de Kraatz, pendant que son infanterie continuait à marcher, envoya son

1. C'était la brigade à laquelle appartenait le détachement de Lyncker. Le colonel Lehmann, qui la commandait, avait suivi ce détachement et, depuis midi environ, renforçait la gauche allemande, devant Tronville.

chef d'état-major reconnaître la position, et se porta lui-même à hauteur de Flavigny.

La première chose qui le frappa fut la faiblesse de la ligne occupée par le III[e] corps, sur son centre; il fit donc immédiatement parvenir à sa 39[e] brigade l'ordre de porter un de ses régiments sur la gauche de la 5[e] division, disposa son artillerie divisionnaire sur la route, près de Vionville, et prescrivit au reste de sa division de marcher dans la direction du bois de Tronville, pour le réoccuper. Au moment où elle atteignit le champ de bataille, la 20[e] division venait de parcourir tout d'une traite, en neuf heures de temps, l'énorme distance de 45 kilomètres.

L'intervention de la puissante artillerie du X[e] corps eut pour effet immédiat de paralyser les efforts des batteries du général Grenier. Écrasées par un feu d'une violence extrême, celles-ci étaient bientôt condamnées à quitter leur position et à reculer jusqu'au nord du ravin qui conduit de Saint-Marcel à la ferme Grizières[1]. Le bois de Tronville, balayé par les obus, fut à son tour évacué par nos soldats, qui se pelotonnèrent dans la partie nord-ouest, tandis que des fractions de la 20[e] division y pénétraient par le sud et l'est. La division Grenier, ne laissant dans les fourrés que des tirailleurs, se massa sur le plateau coté 277 et se borna à interdire aux Allemands la faculté de déboucher des bois, reprenant ainsi une attitude passive qui annihilait ses succès antérieurs.

Causes du recul de notre droite. — Certes, ce mouvement de recul de la division Grenier, suivi par la droite du 3[e] corps, avait pour excuse l'entrée en ligne de nouvelles masses d'artillerie, et l'infériorité de la nôtre. Cependant la bravoure montrée jusque-là par nos soldats devait faire espérer de leur part une attitude plus ferme et une résistance un peu plus prolongée. Si donc ils ont montré à ce moment de la journée une irrésolution qui pourrait être taxée de faiblesse, c'est qu'une action déprimante a dû les influencer. Cette retraite si rapide de soldats pleins de courage et d'énergie devant un adversaire encore très inférieur en nombre n'était pas due à l'arrivée de quelques troupes nouvelles, harassées par la longue étape qu'elles venaient de parcourir, et l'état-major allemand lui-même a jugé, avec le juste sentiment qu'ont les militaires de ces sortes de choses, « qu'elle ne pouvait s'expliquer que par le concours simultané d'autres causes[2] ».

Or, ces causes, il est aisé de les déterminer. C'est d'abord l'absence du commandant en chef, toujours préoccupé pour sa gauche, et y demeurant à poste fixe, bien qu'aucun événement ne se passe de ce côté. C'est ensuite l'ignorance où le général de Ladmirault est laissé de la situation générale et le manque absolu d'instructions qui lui indiquent le but à atteindre et les moyens d'ensemble à employer pour cela. C'est enfin et surtout la volonté bien établie, chez le maréchal Bazaine, de ne pas profiter de la situation pour prendre l'offensive, et l'ordre reçu, à deux heures, par le maréchal Le Bœuf, de se maintenir sur place[3]. Dans ces conditions, il est bien

1. Cette ferme était occupée par un régiment de la brigade Pradier, le 98[e], qui s'y était retranché et formait ainsi un solide point d'appui à notre droite.

2. *La Guerre franco-allemande*, page 576.

3. « Complètement rassuré par l'entrée en ligne (à deux heures) des premières troupes du 3[e] corps,

évident que personne ne songeait à entraîner les troupes, puisque le commandement supérieur semblait, au contraire, chercher à les retenir, et que le mouvement offensif déjà entamé contre Tronville devait fatalement s'arrêter de lui-même et se terminer par un recul.

Rien, en effet, ne déprime davantage le moral du soldat que la passivité. Quelle que soit sa valeur, il ne surmonte pas facilement la défaillance que suit infailliblement la compression d'une ardeur trop longtemps réprimée, et si, au bout d'un certain temps, il n'est pas poussé de l'avant, le plus faible choc a bien vite raison de sa résistance. Quand des troupes braves sont chargées de défendre à outrance une position, soit pour couvrir une retraite, soit pour favoriser un mouvement latéral, elles y restent jusqu'au dernier homme, et il n'y a qu'à feuilleter l'histoire de France pour y trouver maints exemples d'un aussi héroïque dévouement. Mais quand un commandement trop mou ou volontairement inerte, et c'était malheureusement ici le cas, use toute son influence à les maintenir sur place, au moment où un seul bond en avant leur assurerait la gloire et la joie de vaincre, alors c'est sans conviction qu'on les voit se résoudre au sacrifice, et si le flottement qui se trahit dans leurs rangs accuse quelque moment l'indécision ou la lassitude, il ne faut en accuser que le commandement suprême, parce que lui seul a éteint le feu sacré qui brûlait dans l'âme de ses soldats!

La 38e brigade atteint Mars-la-Tour. — Cependant le reste du Xe corps arrivait à son tour en ligne. Le général de Schwartz-Koppen, commandant la 19e division, avait poursuivi sa route vers Saint-Hilaire avec la 38e brigade, malgré la persistance de la canonnade qu'il continuait à prendre pour le bruit d'un combat d'arrière-garde. Il arrivait dans ce village, après une marche de 29 kilomètres en moyenne, quand l'ordre lui parvint du général de Voigts-Rhetz de se remettre en route et de revenir immédiatement sur Chambley. Le général obéit, mais entre temps il recevait des nouvelles de la bataille et était informé de la situation critique où sa 37e brigade se débattait; cette fois, le doute n'était plus permis; la 38e brigade déboîta à gauche pour se porter sur Ville-sur-Yron. A trois heures, elle arrivait à Suzemont, épuisée de fatigue; mais la situation ne permettait pas de lui trouver un long repos, bien qu'elle eût laissé derrière elle un nombre incalculable de traînards[1]. On la lança sur Mars-la-Tour, à cause de l'impossibilité où l'on se trouvait de tenter un mouvement tournant plus étendu sur notre droite, et on la forma en bataille en avant du village, sur un arc de cercle face au nord-est, avec ordre d'attaquer les hauteurs au sud de Bruville, où des bataillons nombreux venaient d'apparaître tout à coup. Il était cinq heures du soir.

Arrivée du prince Frédéric-Charles. — Depuis quelques instants le prince Frédéric-Charles avait fait son apparition sur le champ de bataille, et dès lors il

je fis dire à M. le maréchal Le Bœuf de maintenir fortement ses positions avec la division Nayral, et de se relier au 6e corps. » (Rapport officiel du maréchal Bazaine sur la bataille de Rezonville.)

1. Général prince DE HOHENLOHE-INGENLFINGEN, *Lettres sur l'infanterie*, page 217.

prenait en personne la direction des opérations. Son arrivée tardive s'expliquait par ce fait que lui aussi avait cru jusqu'à une heure avancée de l'après-midi qu'il s'agissait uniquement d'un combat d'arrière-garde et les premiers rapports reçus à Pont-à-Mousson du général d'Alvensleben l'avaient d'ailleurs confirmé dans cette appréciation. C'est à deux heures seulement, et après réception d'un exprès du général de Kraatz, que le prince partit avec son état-major pour le théâtre de l'action. Parcourant à franc étrier les 22 kilomètres qui le séparaient de Vionville, il y arriva à peu près au moment où le Xe corps apportait au IIIe, complètement épuisé, l'appoint de ses 25,000 hommes, et jugea que, pour en profiter, il fallait, là où débouchaient ceux-ci, passer à l'offensive, tandis que le reste de la ligne chercherait simplement à garder les positions occupées déjà. Cette combinaison, bien que hasardeuse, eu égard à la supériorité des forces que le Xe corps, très fatigué, allait rencontrer devant lui, était cependant la seule rationnelle, si l'on ne voulait pas se décider à une retraite immédiate. Pour la faire réussir, il fallait par exemple que l'artillerie y jouât le rôle principal, et, dans ce but, 42 pièces de canon appartenant aux batteries du IIIe, du Xe et même du VIIIe corps (celles-ci ayant pris les devants pour accourir sur le théâtre de la lutte) dirigèrent aussitôt sur nos troupes un feu nourri et continu. Elles formaient une ligne courbe allant de Flavigny au bois de Vionville[1].

Positions françaises vers cinq heures du soir. — Mais avant de pousser plus loin le récit de la lutte, il n'est peut-être pas inutile de rappeler quelle était, à ce moment, la disposition générale des forces françaises. A gauche, autour de Gravelotte et de la *maison de poste*, étaient groupés les zouaves, deux brigades de cavalerie (Halna du Frétay et du Preuil) et la 2e brigade de voltigeurs de la Garde impériale, ayant, en arrière, les divisions Forton et de Valabrègue. Une brigade de la division Montaudon occupait la partie nord du bois des Oignons, tandis que l'autre s'étendait entre la *maison de poste* et Rezonville, donnant la main à la brigade de voltigeurs qui occupait ce dernier village, et ayant déployée devant elle la brigade Lapasset. Les grenadiers, toujours en position au sud-ouest de Rezonville, et appuyés par la réserve d'artillerie, soutenaient bravement la lutte engagée par la 5e division allemande, et avaient à leur droite les batteries de la Garde, à cheval sur la chaussée de Verdun. Plus loin, les divisions Levassor-Sorval, Lafont de Villiers et Tixier, ainsi que le 9e de ligne, prolongeaient la ligne vers le nord-ouest, et tenaient les bois qui longent la voie romaine, entre la route de Rezonville à Villers-aux-Bois, et celle de Flavigny à Saint-Marcel. La division Aymard, déployée face au bois de Tronville, s'étendait de son côté jusqu'au plateau coté 277, sur lequel combattait la division Grenier; enfin la brigade de cavalerie de Juniac occupait Saint-

1. La Relation allemande fait remarquer à ce sujet que, dans la journée du 16, notre artillerie a fait preuve, au contraire des batteries prussiennes, d'une grande mobilité (page 587). C'est précisément cette tactique adroite qui, en réduisant sensiblement nos pertes, a permis à nos pièces, quoique inférieures en justesse et en portée, de tenir tête, mieux que dans toute autre bataille, au puissant matériel de l'ennemi.

Marcel, tandis que la division de Cissey arrivait en avant de Bruville[1], et que la cavalerie des généraux Legrand (4e corps), de Clérembault (3e) et de France (dragons et lanciers de la Garde) se massait vers la ferme de Grizières. La division Nayral, du 3e corps, venait d'être appelée par le maréchal, pour renforcer, vers Gravelotte, notre gauche pourtant déjà si encombrée.

Le sentiment qui poussait nos soldats à profiter des succès obtenus et de l'avantage du nombre pour foncer de l'avant était si vif que, malgré les efforts du commandant en chef pour les retenir, ceux-ci se « laissaient partout aller à tenter des mouvements offensifs plus ou moins importants[2] ». Mais ces efforts spontanés et décousus n'étant ni encouragés ni soutenus, n'aboutissaient à rien ; de son côté, l'infanterie ennemie se laissait entraîner à poursuivre nos bataillons, quand ils battaient en retraite, et il en résultait de sa part « une série d'entreprises partielles peu conformes à l'attitude généralement expectante, recommandée par les ordres relatés plus haut, et qui venaient se briser contre les fortes positions de l'adversaire[3] ». C'est ainsi que deux bataillons du 78e prussien (de la Frise orientale), ayant voulu se lancer contre le 2e grenadiers qui occupait le mamelon coté 311 (entre la route de Gorze et celle de Rezonville à Buxières), furent repoussés avec de lourdes pertes. « Le colonel (de Lyncker), les majors et tous les commandants de compagnie étaient blessés dans cette audacieuse mais stérile tentative[4]. » De même, un peu plus à gauche, le 12e prussien, appuyé par deux batteries, essayait de débusquer le 1er grenadiers, sans y réussir davantage. Enfin, vers cinq heures, le 56e allemand, en débouchant sur le champ de bataille, s'était porté contre ce même mamelon 311 où les bataillons de l'Ost-Frise avaient, peu d'instants auparavant, été si maltraités. Il y perdit en un instant deux de ses commandants de bataillon[5].

Ainsi, la situation générale restait sensiblement la même, notre ligne demeurait inébranlable, et le sort de l'ennemi était à la merci du moindre mouvement offensif de notre part. C'est l'instant même que choisit le prince Frédéric-Charles pour entamer le sien.

Offensive de la gauche allemande. Écrasement de la brigade Wedell. Prise d'un drapeau ennemi. — Nous avons vu la brigade Wedell se déployer en avant de Mars-la-Tour, au nord du ravin qui va de Grizières au bois de Tronville, au moment précis où la division de Cissey débouchait de Bruville. A peine ont-ils aperçu l'ennemi que nos braves soldats, malgré leur fatigue visible[6], se lancent sur lui au pas de course jusqu'à une distance de 60 mètres et le saluent d'une décharge générale qui fait dans ses rangs une affreuse trouée. Au bout de quelques minutes à

1. Elle accourait à travers champs au bruit du canon, en devançant un convoi qui se dirigeait, après avoir été dépassé par elle, sur Doncourt.

2. *La Guerre franco-allemande*, page 587.

3. *Ibid.*

4. *Ibid.*, page 588.

5. *Ibid.*

6. Ils marchaient depuis neuf heures du matin, par une chaleur torride.

peine, le 16e prussien est le premier contraint à la retraite, et ses débris essayent de franchir à nouveau le ravin. Mais alors les bataillons du général de Cissey accourent jusqu'à la crête, foudroient de leurs feux les fuyards et, se jetant à leur suite, engagent avec eux un furieux corps-à-corps. On se larde à coups de baïonnette; on se tue à coups de revolver. L'acharnement est tel que personne, à ce moment, ne serait capable de remettre un peu d'ordre dans cette masse confuse qui s'agite, grouille, tourbillonne, et sur laquelle semble planer une buée sanglante. — Enfin, les Allemands, aux trois quarts détruits, cèdent la place; leurs débris remontent péniblement le revers du ravin[1] et s'enfuient dans un inexprimable désordre, privés de la presque totalité de leurs officiers.

La brigade Wedell, qui comptait 95 officiers et 4,546 hommes, laissait sur le terrain 72 officiers (dont le général grièvement blessé) et 2,542 soldats. Comme l'a écrit l'état-major prussien, « elle était anéantie presque totalement[2] ».

C'est dans le cours de cet engagement terrible que fut conquis un des drapeaux du 16e régiment prussien[3]. Le sous-lieutenant Chabal, du 57e de ligne, pour l'arracher à l'officier ennemi qui le portait, dut en briser la hampe, dont le tronçon resta seul aux mains de son défenseur, comme pour attester de sa courageuse résistance. Le glorieux trophée, d'abord remis au général de Cissey, resta longtemps exposé sur l'esplanade de Metz, réconfortant les blessés qui gisaient là, sur leur lit d'ambulance, et donnant aux vieux soldats de Crimée et d'Italie comme une vision de leur ancienne gloire. Celui-ci au moins avait été pris sur le champ de bataille, les armes à la main, et non pas traîtreusement arraché à des gens désarmés, victimes du plus odieux subterfuge!

Il est aujourd'hui suspendu à la voûte des Invalides, plus précieux certainement à lui tout seul que les 45 drapeaux livrés aux Allemands le 27 octobre, par un soldat indigne dont cet acte suffirait seul à justifier la terrible condamnation[4].

Charge du 1er dragons de la garde prussienne. — Cependant le désastre essuyé par la brigade Wedell avait jeté l'alarme dans l'état-major allemand, qui voyait sa gauche enfoncée et son centre à bout de résistance. Il fallut donc, pour la seconde fois de la journée, faire appel à la cavalerie, et lui demander « de sauver ses frères d'armes en danger[5] ». Le général de Voigts-Rhetz ordonna à la brigade de cuirassiers de la garde et à la 5e division de cavalerie, qui se trouvaient près de

1. « Cet engagement terrible, dit la Relation allemande, succédant à une marche de 45 kilomètres, avait épuisé nos soldats, dont beaucoup se trouvaient à bout de forces. Plus de 300 hommes, hors d'état de remonter l'escarpement du ravin, tombèrent aux mains de l'ennemi. »

2. *La Guerre franco-allemande*, page 591. La proportion des tués aux blessés était des 3/4.

3. Chaque régiment d'infanterie prussienne possède trois drapeaux, un par bataillon.

4. La perte du drapeau du 16e est expliquée par l'état-major allemand comme suit : « Du drapeau du 2e bataillon du 16e, on n'avait pu sauver que le bas de la hampe, fracassée par un projectile; les Français emportaient à Metz la partie supérieure et la flamme, *probablement arrachées par un éclat d'obus.* » (Page 600, *en note*). Mieux eût valu avouer franchement la vérité que chercher à atténuer par des suppositions aussi invraisemblables un malheur qui n'entache en rien la bravoure des troupes prussiennes, étant données surtout les circonstances dans lesquelles il s'est produit.

5. *La Guerre franco-allemande*, page 592.

Mars-la-Tour, de *charger à outrance*, pour arrêter un moment l'élan de nos bataillons, car ceux-ci, obéissant à leur instinct, marchaient hardiment de l'avant et menaçaient de culbuter les quelques régiments épuisés que seuls les Allemands pouvaient encore nous opposer de ce côté. En attendant, comme il avait dès maintenant sous la main le 1er dragons de la garde, massé au sud-est de Mars-la-Tour, il le lança sans perdre une minute contre les troupes du général de Cissey, en le faisant appuyer par deux escadrons du 4e cuirassiers, placés jusque-là en soutien de batteries. Une décharge de mitrailleuses et de mousqueterie arrêta net ces derniers et les empêcha de se déployer. Quant aux dragons de la garde, ils parvinrent à aborder nos lignes ; mais, fusillés à petite distance par nos régiments pelotonnés autour de leurs drapeaux, ils ne tardèrent pas à être forcés à la retraite, après avoir subi des pertes effrayantes. Le colonel, un officier supérieur, trois capitaines (dont un prince de Reuss), étaient morts ; 7 autres officiers, 125 cavaliers et 250 chevaux hors de combat. Le régiment se trouvait, jusqu'à la fin de la bataille, hors d'état de reprendre part à l'action. De notre côté, nous avions à regretter la perte du général comte Brayer, commandant la 1re brigade de la division de Cissey, tué, avec son aide de camp, le capitaine de Saint-Preux, au premier instant de la charge.

Celle-ci n'avait malheureusement pas été inutile à l'ennemi. A la faveur du temps d'arrêt qu'elle avait imposé à nos troupes, l'infanterie allemande encore postée en avant de Mars-la-Tour pouvait se dégager ; une batterie qui avait suivi le 16e jusqu'au « fatal ravin » et se trouvait singulièrement compromise, rétrogradait jusqu'à la route, où elle rejoignait les autres. Enfin nos bataillons, indécis et retenus plutôt qu'enlevés par des chefs qui, ne recevant aucune instruction, craignaient de s'engager trop à fond, nos bataillons pourtant si braves et si disposés à tous les sacrifices, regagnaient la berge nord du ravin et reprenaient, pour la troisième fois de la journée, la défensive.

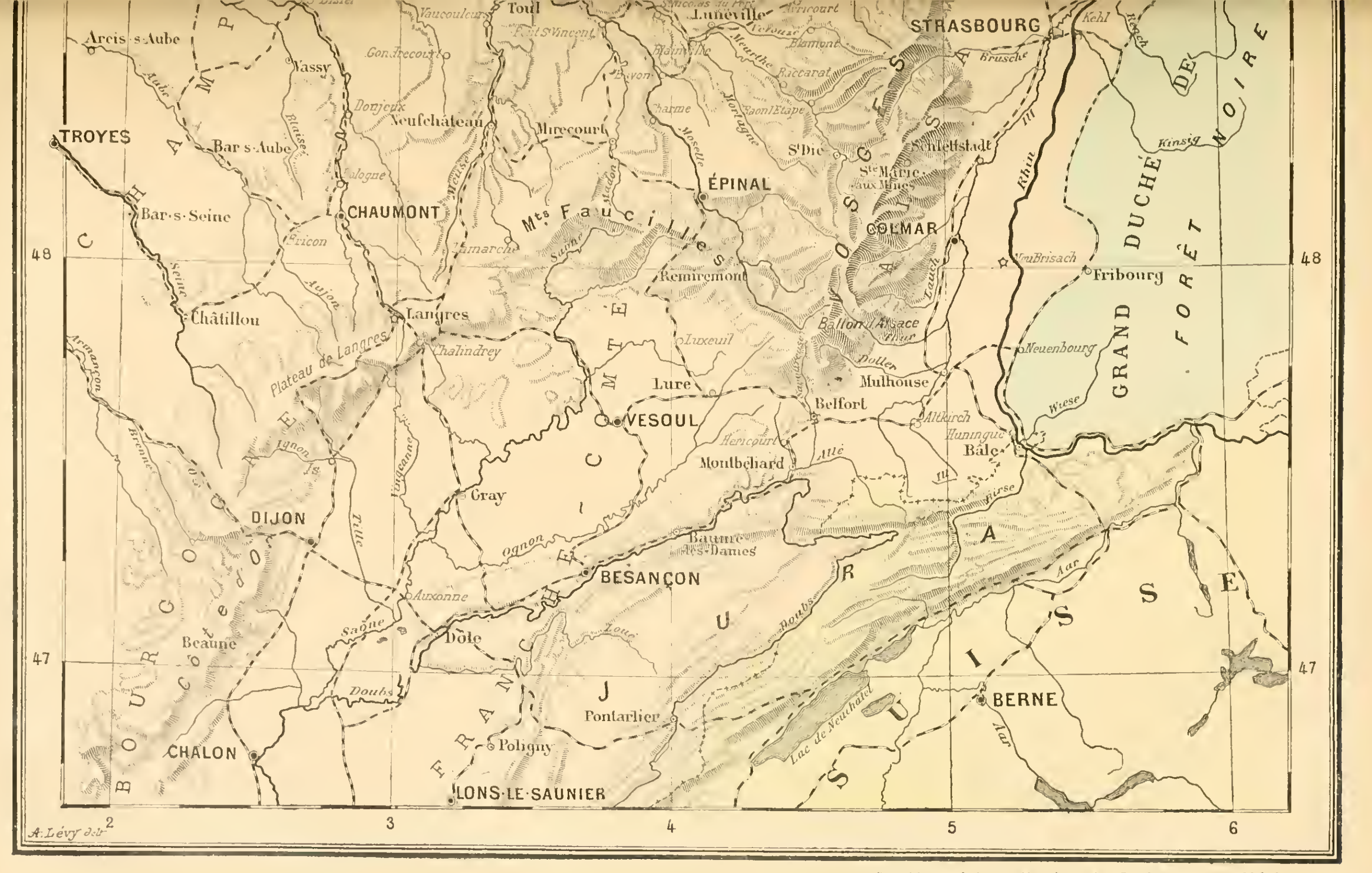
Ce n'était certes pas sans regret ni répugnance que le général de Ladmirault acceptait le rôle passif que les circonstances faisaient jouer à ses troupes. Le vaillant commandant du 4e corps, qui s'était sans ordre porté au canon et amenait, au prix d'une marche si pénible, ses régiments sur le champ de bataille, ne leur avait certainement pas demandé cet effort pour les laisser ainsi face à face avec un adversaire aux trois quarts désorganisé, et ne pas profiter mieux des avantages dus à leur premier élan. Mais il faut convenir que sa situation était singulière ; le maréchal ne lui avait pas expédié un seul ordre, ou, quand il en avait demandé, lui avait fait répondre de tenir sur ses positions. Ignorant absolument la situation générale, ne connaissant rien de ce qui se passait à sa gauche, et craignant, s'il prenait une offensive contraire aux desseins du commandant en chef, de faire avorter des projets qu'on ne lui avait pas communiqués, il se trouvait en proie à une perplexité douloureuse, qui l'obligeait pour ainsi dire à abdiquer son rôle de chef de corps d'armée, et à assister, sans s'y mêler ou à peu près, aux péripéties de la lutte. Ces considérations expliquent suffisamment comment un homme de cette trempe n'a pas, par deux fois, enfoncé la gauche prussienne, exténuée et haletante devant

THÉÂTRE GÉNÉRAL DES OPÉRATIONS DANS L'EST

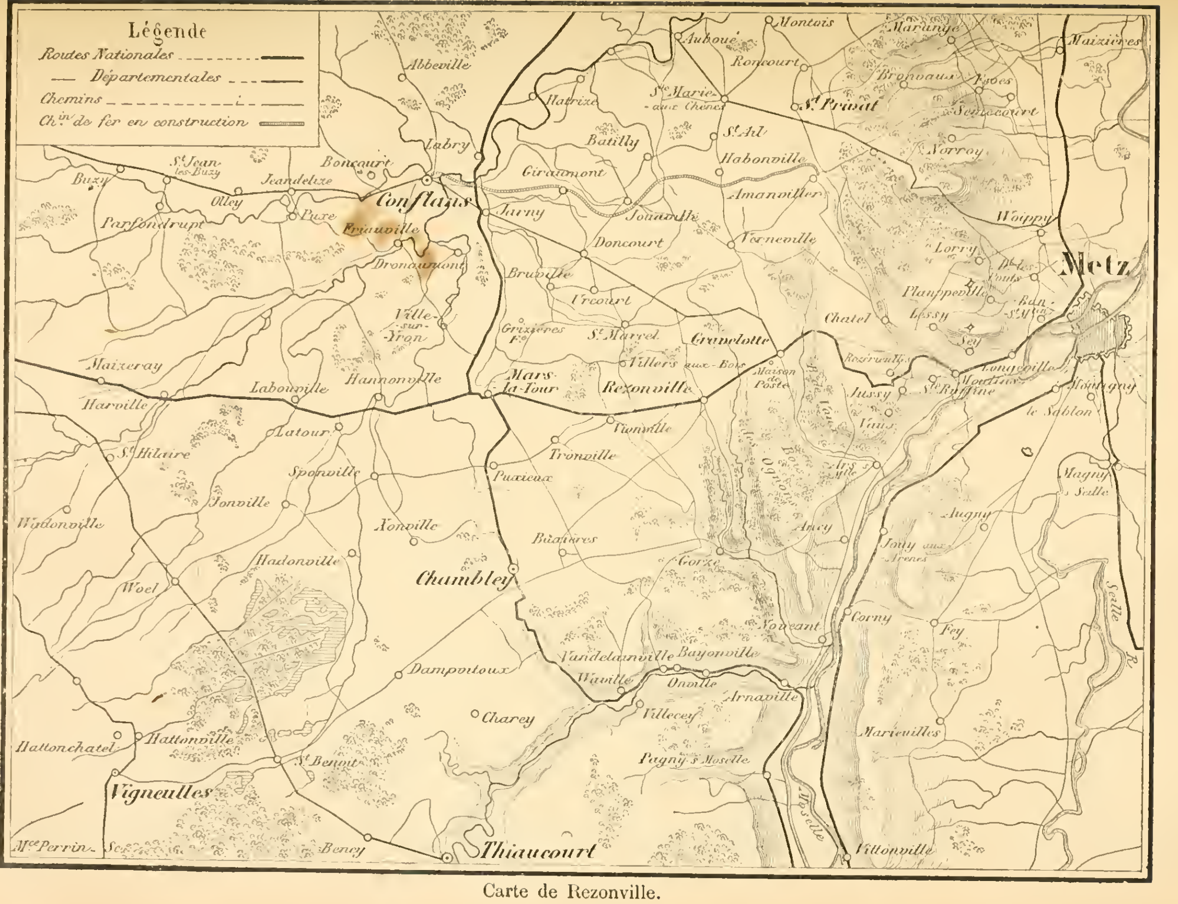
BELGIQUE
BRUXELLES
LIÈGE
NAMUR
MAESTRICHT
Aix la Chapelle
Eupen
Verviers
Spa
Charleroi
Thuin
Dinant
Givet
Rocroy
MÉZIÈRES
Sedan
Bouillon
ARDENNES
Hautes Fagnes
LUXEMBOURG
ARLON
Longwy
Montmédy
Carignan
Rethel
Reims
Épernay
Vouziers
St Menehould
CHÂLONS
Argonne
Côtes de Meuse
Verdun
Étain
Briey
Thionville
METZ
Conflans
Gravelotte
LORRAINE
Sierck
Bouzonville
Sarrelouis
Forbach
Sarreguemines
Bitche
Wissembourg
Lauterbourg
Soultz
KARLSRUHE
Landau
Germersheim
Spire
Neustadt
Kaiserslautern
Deux Ponts
Hombourg
St Wendel
Mt Tonnerre
Alzey
Kreuznach
Bingen
Mayence
Wiesbaden
HESSE-NASSAU
Taunus
Coblentz
Neuwied
Bonn
Euskirchen
WESTPHALIE
PRUSSE RHÉNANE
Hunsrück
PALATINAT
Hardt
Trèves
Bitburg
St With
Mayen
Castellaun
Bernkastel
Rhin
Moselle
Meuse
Sarre
Nahe
Lahn
Sieg
Ahr
Roer
Kyll
Our
Sambre
Semoy
Aisne
Aire
Orne
Nied

2 3 4 5 6

50 49



Supplément à la 1re livraison des Combattants de 1870-71.



Carte de Rezonville.

lui[1]. Les généraux allemands avaient sur les nôtres cet avantage précieux de posséder toujours une ligne de conduite toute tracée par le précepte nettement formulé *de battre l'ennemi partout où on le rencontrerait.* Ils savaient d'autre part, par les ordres journaliers, quelle était la situation générale, et quel but particulier était poursuivi dans le moment ; par suite, s'ils engageaient leur initiative, et ils l'engageaient presque toujours, plutôt trop que pas assez, ils ne le faisaient qu'à bon escient, escomptant d'ailleurs le secours de leurs voisins, pénétrés comme eux du principe absolu et sans limite de toujours marcher au canon. Enfin, ils étaient guidés par une direction unique, ferme, souveraine, poursuivant logiquement un plan nettement défini, et cherchant avant tout à faire à l'adversaire le plus de mal possible. Nos généraux n'avaient rien de tout cela. Presque toujours livrés à leur seule inspiration, dans des conditions où ils devaient craindre sans cesse de compromettre, en la suivant, des combinaisons dont ils ignoraient la tendance, attendant constamment des ordres qui ne venaient jamais ou qui se contredisaient les uns les autres, habitués d'ailleurs à réprimer chez eux comme chez les autres une initiative que de funestes traditions réprouvaient, ils ne sortaient guère d'une hésitation trop explicable, qui finissait par paralyser les plus énergiques et les plus vaillants. Certains écrivains, étrangers à l'armée, se sont crus en droit de la leur reprocher, parfois même en des termes dont il est permis de regretter la violence. Ils avaient tort et dans la forme et dans le fond, car si les généraux prussiens, tant vantés, s'étaient trouvés aux prises avec des difficultés semblables, il est fort douteux qu'ils aient su, mieux que n'ont fait les nôtres, en triompher.

Terrible mêlée de cavalerie en avant de Mars-la-Tour. — Mais revenons à la bataille. Le général de Ladmirault, voyant le mouvement de recul qui s'opérait sur son front, et apercevant d'autre part les masses de cavalerie qui se préparaient, sur l'ordre du général de Voigts-Rhetz, à charger sa droite, ordonna à la cavalerie massée vers la ferme Grizières (division Legrand, brigade de France et 2e chasseurs d'Afrique) de s'opposer à tout mouvement de ce côté. Il voulait ainsi préparer le retour définitif dont il n'avait pas abandonné l'espoir.

Le 2e chasseurs d'Afrique, qui se trouvait prêt le premier, s'élança aussitôt, à la voix du général de Lajaille, contre une batterie prussienne en position entre Ville-sur-Yron et la ferme Grizières, et l'assaillit sur sa gauche. Fort heureusement pour elle, le 1er dragons de la garde accourut à son secours et put repousser les chasseurs d'Afrique avec l'aide du 13e dragons que le colonel des dragons de la garde était allé chercher en toute hâte. Mais comme tous deux se jetaient à la poursuite des nôtres, ils virent devant eux les escadrons des généraux Legrand et de France[2]. Ils n'eurent que le temps de se replier.

1. « Dans cette journée, a dit un écrivain allemand, la situation de notre armée s'était trouvée, plus d'une fois, fort critique, notamment dans la soirée, alors que l'artillerie et la cavalerie prussiennes furent jetées en avant ; si, à ce moment, l'armée française avait fait donner les réserves intactes, elle culbutait le IIIe corps dont les caissons étaient presque vides, et le Xe corps, qui déjà n'en pouvait plus. » (Major VON DER GOLTZ, *Causeries militaires.*)

2. Le 2e chasseurs d'Afrique était le seul régiment de la brigade Lajaille, l'autre (le 1er) n'ayant pu

La division Legrand s'avançait en effet, aux grandes allures, tandis que de son côté « toute la cavalerie allemande réunie entre Tronville et Puxieux se mettait en mouvement ». En tête de celle-ci marche le 13e dragons, sur la route de Mars-la-Tour à Jarny ; derrière vient la brigade Barby, qui passe à l'ouest du village, entraînant avec elle le 16e dragons (attaché à la 20e division d'infanterie) et le 10e hussards (de la brigade Redern). « A ce moment, le général Legrand reçoit une seconde fois du général de Ladmirault l'ordre d'attaquer de suite. *Il est trop tard, le moment est passé*, lui dit le général du Barail. En même temps, comme la distance était très grande, un des colonels de hussards demande à ébranler par ses feux l'ennemi qui est arrêté sur la crète du terrain. Le général Legrand, n'écoutant que son courage et brûlant d'aborder l'ennemi, répond : *Non, au sabre!* et il donne l'ordre au général de Montaigu d'enlever sa brigade, qui s'élance au galop[1]. »

Les 2e et 7e hussards (brigade Montaigu) se précipitent donc sur le 13e dragons prussien, et le traversent. Mais aussitôt la brigade Barby accourt à la charge et les deux lignes « s'abordent sur tout leur front, avec la plus grande impétuosité. Vainqueurs sur un point, rompus sur un autre, les escadrons des deux partis s'efforcent, chacun pour son compte, de gagner le flanc de l'adversaire. Un épais nuage de poussière s'élève bientôt et voile cette furieuse mêlée de plus de 5,000 cavaliers[2] ». A peine la lutte a-t-elle duré quelques minutes, que le général de Montaigu tombe, grièvement blessé, aux mains de l'ennemi. Le général Legrand se précipite à son tour, à la tête du 3e dragons, au secours de sa 1re brigade. Il est presque immédiatement frappé à mort et foulé aux pieds des chevaux.

C'est maintenant au tour de la brigade de France, sur laquelle la masse des escadrons, emportée comme dans un ouragan, s'est dirigée en tourbillonnant. A cent cinquante pas de l'ennemi, les lanciers de la Garde fondent avec une irrésistible impétuosité sur le 19e dragons (d'Oldenbourg) et le percent ; mais, par une fatale erreur, voici que les cavaliers du général Legrand, aveuglés par la poussière, entraînés par la chaleur de cette action furibonde, et confondant l'habit bleu céleste avec la tunique des dragons prussiens, se mettent à sabrer les lanciers. En vain les dragons de l'Impératrice, qui viennent de se déployer, se précipitent au milieu de cette cohue désordonnée et y jettent leurs cinq escadrons intacts ; en vain le brave 2e chasseurs d'Afrique revient-il à la charge ; nos cavaliers, enveloppés par plus de 21 escadrons qui les pressent, sont ramenés vers le ravin, dans un indescriptible désordre, et au bruit de clameurs inhumaines, auxquelles répond le fracas des sabres et des cuirasses qui se heurtent désespérément.

Cependant le général de Clérembault, « apercevant, de l'endroit qu'il occupan la poussière soulevée par les charges de la division Legrand, se porte rapidement

gagner Metz. La brigade Margueritte (1re de la division du Barail) ayant ete accompagner l'Empereur, était remplacée par la brigade de France qui avait escorté le souverain seulement jusqu'à Doncourt et y était restée. Enfin, dans la division Legrand, le 11e dragons venait d'etre detaché avec l'infanterie.

1. Lieutenant-colonel Bonie, *loc. cit.*, page 76.

2. *La Guerre franco-allemande*, page 598.

en avant pour prendre part au combat et nous assurer la victoire[1] ». Mais sa 1re brigade vient très malheureusement se heurter aux cavaliers en retraite de la division Legrand, et est entraînée par eux avant d'avoir pu donner. En même temps une sonnerie de « ralliement » part de la brigade de France et, comme elle est mal comprise, augmente encore la confusion. Il faut que la brigade Maubranche se déploie à son tour à l'est du ravin de Grizières pour faire tourner bride aux escadrons allemands, que peuvent alors fusiller les tirailleurs du 98e embusqués dans la ferme, et des pelotons du 2e chasseurs d'Afrique, réfugiés dans le petit bois de Ville-sur-Yron.

La terrible mêlée était terminée ; la cavalerie prussienne se replia vers Ville-sur-Yron, Mars-la-Tour et Tronville, tandis que la nôtre regagnait Bruville. C'était, depuis les grands chocs de cavalerie du premier Empire, la plus rude rencontre qu'on ait encore vue ; et pourtant elle n'eut, de part et d'autre, que des résultats médiocres. Car malgré tout, si le 4e corps avait marché de l'avant, aussitôt la plaine déblayée, la gauche prussienne eût été certainement enfoncée, quoi qu'en aient dit les Allemands[2]. Ce dernier effort, le général de Ladmirault voulait le faire ; il en fut empêché, non pas par la cavalerie ennemie, mais par l'ordre donné de se borner à tenir sur les positions, et aussi par le manque de troupes fraîches : « Il était alors sept heures du soir, a-t-il dit à Trianon, je voulais poursuivre cet avantage ; j'avais eu près de 2,000 hommes mis hors de combat ; je n'avais que deux divisions en ligne, la division de Cissey qui avait pris part à cette attaque, et la division Grenier, qui avait toujours été engagée[3]. Ma troisième division, général de Lorencez, partie le 15, n'arrivait pas ; j'envoyai aide de camp sur aide de camp pour presser sa marche ; *elle n'arriva qu'à dix heures du soir !...*[4] »

Dans ces conditions, attaquer était difficile, surtout à cette heure tardive, et sans espoir d'être soutenu. Le commandant du 4e corps garda donc purement et simplement les positions que la cavalerie ennemie n'avait pas réussi à lui enlever, et fit bivouaquer ses troupes sur la croupe qui s'étend à l'est de Grizières. Quant au Xe corps, entraîné par la retraite des escadrons, il avait dû replier au sud de la route tous ceux de ses éléments qui se trouvaient encore au nord. Il s'établit alors sur deux lignes, entre Tronville et le chemin de Buxières à Mars-la-Tour, mettant en arrière les deux brigades (37e et 38e) les plus maltraitées, et plaçant près de Tronville son artillerie de corps. Dans ce mouvement, la 20e division évacuait le bois de Tronville, dont nous eûmes le tort de n'occuper que la lisière nord ; aussi, une fois la nuit venue, l'ennemi s'empressa-t-il d'y renvoyer du monde et de jeter ses avant-postes dans tous les taillis où nous n'étions pas.

La nuit tombait déjà sur le champ de bataille abreuvé de tant de sang. A notre

1. Lieutenant-colonel Bonie, *loc. cit.*, page 80.

2. « Cette rencontre de cavalerie, la plus importante de toute la campagne par ses vastes proportions, avait définitivement écarté le pressant danger qui menaçait encore la gauche prussienne quelques instants auparavant. » (*La Guerre franco-allemande*, page 600.)

3. Il ne faut pas oublier non plus que les deux divisions, en route depuis neuf heures du matin avaient parcouru 32 kilomètres pour atteindre le champ de bataille.

4. *Procès Bazaine*, audience du 21 octobre 1873.

droite, la lutte pouvait être considérée comme terminée, et le silence s'étendait sur les sillons où des centaines de cadavres étaient entassés pêle-mêle. Si nous n'avions pas tiré de la situation tout le parti désirable, cependant nous étions restés incontestablement les maîtres du champ de bataille, abandonné par la totalité du X[e] corps prussien. Mais, malgré l'heure avancée et les ténèbres grandissantes, le centre et la gauche de notre ligne continuaient encore à se battre avec acharnement.

Situation du centre. — Là, depuis deux heures de l'après-midi, les grenadiers de la Garde et la brigade Lapasset opposaient une invincible résistance aux tentatives réitérées que faisait l'ennemi pour atteindre la chaussée. En dépit de la supériorité marquée de ses pièces, celui-ci subissait, du fait de la mousqueterie, des pertes énormes, et s'épuisait petit à petit, au point d'éteindre presque complètement par instants sa fusillade ; seule, la longue ligne d'artillerie postée entre Flavigny et le bois de Vionville réussissait à soutenir l'action. Nos soldats, énervés par cette défensive improductive, cherchaient à s'échapper en avant, et espéraient toujours voir arriver enfin l'ordre d'une attaque générale, appuyée par cette sonnerie de la charge, qui trouve toujours tant d'écho dans leurs cœurs. Loin de songer à les pousser, le maréchal semblait au contraire s'ingénier à les retenir ! « En face des forces prussiennes, dit la *Relation allemande*, les Français occupaient les hauteurs d'une pente douce qui avoisinent Rezonville. Défendues les unes et les autres par une infanterie armée de fusils à tir rapide, ces positions étaient tellement fortes que, selon toute apparence, elles devaient défier toute offensive directe. D'autre part, du côté des Prussiens, on ne disposait pas de forces suffisantes pour tenter des mouvements latéraux d'une certaine étendue, et quant aux Français, *nous avons déjà fait ressortir que leur commandant en chef, regardant comme sa tâche principale d'assurer contre toute attaque tournante ses communications avec Metz, s'abstenait d'utiliser ses nombreuses réserves pour frapper un coup décisif contre la gauche prussienne*[1]. »

Tentatives des Allemands sur notre gauche. — La situation resta telle jusque vers cinq heures, moment où des renforts arrivèrent à la droite des Allemands. La 16[e] division (du VIII[e] corps), qui, par suite d'ordres dont il sera question plus tard, avait quitté son cantonnement vers midi, et franchi la Moselle au pont de Novéant, arrivait en effet à Gorze vers trois heures et demie et débouchait, à cinq heures, de la lisière nord du bois de Saint-Arnould. Là se trouvaient deux bataillons du régiment des *grenadiers du corps*, à bout de forces, manquant de cartouches et privés de tous leurs officiers supérieurs ; le 72[e] se déploie aussitôt en avant d'eux, à cheval sur la route de Rezonville et se lance à l'attaque des hauteurs, que défendait le 3[e] grenadiers ; il est en un instant désorganisé, perd son colonel tué et un major blessé, et doit reculer en désordre vers le bois, où il est recueilli par le 40[e] qui arrive derrière lui.

1. *La Guerre franco-allemande*, page 581.

Ce régiment veut alors essayer à son tour de gravir les pentes ; il se dirige vers une ferme, dite la *Maison-Blanche*, qui domine le plateau, et réussit à y entrer, mais un retour offensif des grenadiers le débusque, tue son colonel et le rejette dans le bois. Le colonel de Rex, commandant la brigade, demande à un régiment du IXe corps[1] (le 11e), qui est encore dans le bois, d'arriver à son secours ; or, ce régiment venait juste de recevoir de son commandant de corps d'armée (général de Manstein), lequel ignorait qu'une affaire sérieuse fût engagée devant Gorze, l'ordre de rejoindre ses bivouacs. Son colonel n'hésite pas cependant ; faisant demi-tour, il rentre sous bois, remonte la grande route (vers six heures), déploie ses trois bataillons en avant du bois de Saint-Arnould et se porte en avant. Mais cette troisième tentative n'est pas plus heureuse que les précédentes ; le 11e perd son colonel et un major tués ; la brigade Delebecque (1re de la division Montaudon), qui est venue renforcer les grenadiers, bouscule toute la ligne ennemie, et la rejette définitivement dans le bois, avec des pertes effroyables. Cette fois, il n'y a plus à songer à attaquer ; les Prussiens se bornent désormais à nous fusiller de la lisière, qu'on leur laisse occuper bien qu'il eût été si facile de la leur enlever, et à parer au ralentissement du tir de leur artillerie, qui n'en peut littéralement plus[2] !

De ce côté aussi, on pouvait supposer que la lutte allait bientôt prendre fin, quand tout à coup, à sept heures et demie, débouche, du bois des Oignons et du ravin de la Jurée, la tête du IXe corps allemand. La brigade hessoise de Wittich, s'avançant avec des difficultés inouïes à travers les taillis plongés dans l'obscurité, essaye de se déployer et d'attaquer notre gauche ; elle est reçue par le bataillon de chasseurs de la Garde impériale qui la contient sur la lisière du bois. Un combat traînant s'engage de ce côté et dure, sans effets bien sensibles, jusqu'à dix heures du soir, moment où le général de Manstein, dont toutes les troupes ont achevé le passage de la Moselle et cantonnent à Gorze et Arnaville, donne l'ordre de cesser le combat. La brigade Wittich s'établit au bivouac, sur place, et y passe la nuit « l'arme au bras[3] ».

Le prince Frédéric-Charles se décide à une offensive générale contre Rezonville. — Cependant, en voyant arriver ces maigres renforts, le prince Frédéric-Charles, qui probablement ne se doutait pas du degré d'épuisement où étaient arrivées ses troupes, songeait encore à prendre une offensive générale. La nuit était déjà presque complète, quand tout à coup, à huit heures du soir, la canonnade reprend avec la plus violente intensité ; toutes les batteries allemandes encore en état de tirer se groupent, et bien que plusieurs d'entre elles ne puissent plus avancer qu'au pas, elles dessinent contre Rezonville un vaste mouvement, en venant occuper,

1. Ce régiment, chargé de garder le pont de Novéant, pendant que le IXe corps exécutait le mouvement prescrit par le prince Frédéric-Charles, avait été mis à la disposition du VIIIe corps.

2. Cette lutte acharnée, a écrit le capitaine Hoffbauer, qui pour certaines batteries avait duré neuf et même dix heures, avait profondément épuisé les hommes et *plusieurs d'entre eux étaient devenus sourds et aveugles*. La plupart des pièces étaient très encrassées et plusieurs appareils de fermeture s'étaient calés. » (*Loc. cit.*, page 127.)

3. *La Guerre franco-allemande*, page 609.

sur l'ordre du prince, la cote 311, si longuement disputée dans la journée. Le fracas de cette nouvelle décharge est terrifiant, et la flamme de plus de cent bouches à feu qui brûlent leurs dernières gargousses allume dans l'obscurité de la nuit une immense et sinistre lueur; sur Rezonville, déjà aux trois quarts consumé, s'abat une pluie d'obus et de mitraille[1], et le commandant en chef, croyant l'attaque suffisamment préparée, lance alors contre le malheureux village les débris de la 6e division.

Mais le général Bourbaki a disposé au sud et contre Rezonville une batterie de 54 pièces de la Garde ; en même temps la division Levassor-Sorval, les grenadiers, tout ce qui se trouve d'infanterie autour de ce point central de notre ligne, dirige sur les assaillants une fusillade infernale. L'ennemi, arrêté net, subit de lourdes pertes ; bientôt son artillerie ne peut plus riposter, et la démonstration sur laquelle comptait tant le prince Frédéric-Charles, pour « montrer qu'il avait la ferme volonté de sortir vainqueur de cette lutte encore indécise », se termine par une brusque retraite sur les anciennes positions.

Échec de cette tentative et dernière charge de la 6e division de cavalerie. — Échauffés par ce succès et n'écoutant que leur ardeur, les bataillons de la Garde et du 6e corps veulent se lancer sur Vionville ; déjà leurs lignes s'approchent du village et le prince Frédéric-Charles, qui vient d'être avisé de l'état lamentable de sa gauche[2], comprend qu'au lieu de prendre l'offensive, il lui faut au contraire parer aux dangers d'un assaut de toutes nos colonnes. Il appelle alors à lui la 6e division de cavalerie, seule troupe encore disponible, et malgré l'obscurité, à travers laquelle servent seuls de repère les éclairs des pièces ou de la mousqueterie, il lui ordonne de charger. Aussitôt la brigade de uhlans se jette en avant, suivie de la brigade de hussards venant de Flavigny. Toutes deux sont fusillées à courte distance par le 6e corps et la Garde, perdent le général de Grüter, seul qui reste debout[3], et ne peuvent qu'avec une peine infinie ramener sur Vionville leurs chevaux brisés de fatigue et de besoin. La nuit arrêta les bataillons français.

Il était alors tout près de dix heures du soir ; la bataille se terminait enfin, après ce dernier succès de nos soldats. « Un profond silence s'étendait alors sur ce large plateau où, depuis neuf heures du matin, la mort avait fait une si riche moisson. Une nuit froide succédait à cette brûlante journée d'été, et, après des efforts presque surhumains, les combattants prenaient quelques instants de repos dans leurs bivouacs. La ligne des avant-postes prussiens, formant un vaste arc de cercle sur ce plateau de Rezonville, si chèrement acheté, s'étendait du bois des Oignons aux bois de Tronville. Au lever de la lune, la cavalerie de l'aile gauche prolongeait la chaîne

1. Au dire du capitaine Hoffbauer, l'artillerie allemande a consommé, dans cette journée de Rezonville, l'énorme quantité de 19,638 obus et 19 boîtes à mitraille.

2. Le général de Voigts-Rhetz avait fait dire qu'il était dans l'impossibilité de mettre à exécution le moindre mouvement offensif, mais qu'il tiendrait jusqu'à la dernière extrémité dans ses positions entre Mars-la-Tour et Tronville.

3. Le général de Rauch avait déjà été blessé dans la journée.

des grand'gardes jusqu'à l'Yron, à travers cette plaine de Mars-la-Tour abreuvée de tant de sang[1]. »

Quant aux troupes françaises, elles bivouaquaient sur leurs positions.

Pertes. — La bataille du 16 août 1870 est une des plus meurtrières du siècle. Pas une, dans toute la guerre, n'a coûté autant de sang. Nous avions perdu 16,122 hommes et 837 officiers ; les Allemands comptaient 15,320 hommes et 711 officiers hors de combat[2]. C'était donc un total de 32,749 hommes restés sur le carreau ; la population d'une ville !

Parmi nos morts figuraient les généraux Legrand, Brayer et de Marguenat ; les colonels Cousin, du 3e grenadiers, et Amadieu, du 75e de ligne, 147 officiers de toutes armes et de tout grade. Les généraux Bataille, Letellier-Valazé et de Montaigu étaient grièvement blessés, ainsi que sept colonels. Quant aux Allemands, ils avaient perdu les généraux de Dœring et de Grüter, avec onze colonels tués, et une énorme proportion d'officiers supérieurs blessés. Le IIIe corps comptait à lui seul 202 officiers et 6,749 hommes hors de combat ; et certains régiments avaient perdu jusqu'à 1,200 hommes.

Quant aux effectifs engagés, ils ont subi des variations assez sensibles par suite de l'entrée en ligne, chez les Allemands, du Xe corps et des fractions du VIIIe et du IXe, chez les Français, du 4e corps. Mais les premiers ont toujours été inférieurs aux seconds. A la fin de la journée, les forces en présence étaient de 91,000 Allemands, appuyés par 222 pièces, contre 136,000 Français qui disposaient de 364 canons et 66 mitrailleuses.

Résultats de la bataille de Rezonville. — En présence d'une supériorité numérique aussi marquée, on est en droit de s'étonner que le succès de l'armée du Rhin n'ait pas été plus décisif ; car en définitive les résultats tactiques de cette longue et sanglante journée étaient purement négatifs : les Prussiens n'avaient pas plus réussi à nous chasser de nos positions que nous à les débusquer des leurs. La cause en était-elle dans le manque d'énergie de nos soldats ? Assurément non, et les pertes subies par certains corps sont là pour témoigner du dévouement et du courage absolus des troupes françaises[3]. Fallait-il y voir encore l'effet d'une infériorité déjà

1. *La Guerre franco-allemande*, page 613.

2. *Français* : Tués....... 147 officiers et 1,220 hommes.
— Blessés.... 597 — 9,523 —
— Disparus... 93 — 5,379 — (Ceux-ci étaient, pour la plupart, des blessés laissés dans les ambulances du champ de bataille.)
Allemands : Tués....... 236 officiers et 4,185 hommes.
— Blessés.... 470 — 9,932 —
— Disparus... 5 — 962 —

Le IIIe corps allemand avait perdu 21.5 0/0 de son effectif. Le 2e corps français, le plus éprouvé, 20.8 0/0.

3. Le 93e de ligne comptait 27 officiers et 611 hommes hors de combat ; le 9e bataillon de chasseurs, 10 officiers sur 23 et 156 hommes sur 750 ; le 12e de ligne, 25 officiers et 655 hommes, etc. Ces régiments devaient, le surlendemain, combattre avec une bravoure aussi complète. Le 93e, par exemple,



Devant Rezonville.

constatée de notre matériel d'artillerie? Pas davantage, puisque, cette fois, le nombre et la mobilité de nos pièces leur avaient permis de lutter avec avantage contre les batteries allemandes, très rapprochées et souvent à court de munitions. D'où venait donc cette passivité si peu conforme au tempérament ardent de notre nation? Hélas! nous avons eu déjà plusieurs fois l'occasion d'en montrer l'origine, et le jugement du conseil de guerre de Trianon a d'ailleurs fixé définitivement l'opinion sur ce triste sujet. Ce n'est point par des considérations militaires qu'il est possible d'expliquer la fatale obstination du commandant en chef à repousser toutes les occasions qui s'offraient à lui de battre son adversaire, et nous croyons en avoir assez dit à cet égard. Ce qui est certain, c'est que n'intervenant pas dans la direction générale de la bataille, si ce n'est pour arrêter tout mouvement en avant, il finit par rendre hésitants les lieutenants les plus résolus et les plus énergiques. Ceux-ci, comme l'a écrit le colonel Canonge, « s'exagérèrent les forces de leurs adversaires, et, désorientés par une offensive sans cesse renouvelée, ils en vinrent peu à peu à se résigner à une défensive qui ne pouvait donner une victoire véritable ».

Mais si, au point de vue tactique, la bataille pouvait passer pour indécise, il n'en était certainement pas de même au point de vue stratégique. Des différentes routes énumérées plus haut, par lesquelles aurait dû s'opérer la retraite de l'armée française, la plus importante, celle où se trouvait engagée toute cette armée, était interceptée. Par suite, l'armée du Rhin « n'était plus en relation avec la capitale et avec l'intérieur du pays que par sa droite, et, pour lui assurer le libre usage de ses communications naturelles, eu égard à la position des Allemands, *une nouvelle bataille était inévitable*[1] ». Est-ce à dire qu'il nous fût désormais impossible de gagner Verdun? Non certes, puisque les routes d'Étain et de Briey demeuraient encore libres, et qu'il nous était facile de les atteindre par une marche relativement courte. Une attaque décidée, faite le 17 de grand matin, par les divisions françaises intactes (Lorencez, Metman, voltigeurs de la Garde), contre les débris des IIIe et X^e corps, cramponnés à Vionville, mais hors d'état de tenter le moindre mouvement, nous aurait certainement permis de nous dérober, d'autant plus que les autres troupes des Ire et IIe armées allemandes se trouvaient encore assez loin. L'ennemi n'avait donc pas atteint entièrement son but, qui était de nous couper la retraite, et avec de la décision et de la vigueur tout pouvait encore se réparer. Mais le maréchal ne voulait rien réparer; la marche sur Verdun n'avait été commencée par lui que pour obéir aux ordres de l'Empereur, et, celui-ci parti, il s'était hâté de la contremander. L'affaire du 16, bien qu'elle augmentât, au point de vue du succès définitif, les difficultés de notre situation, servait donc ses propres projets, et nous allons voir qu'il prit soin, par ses mesures ultérieures, d'en accentuer les conséquences dans le sens de ses détestables combinaisons.

Considérations générales. — Envisagée dans un ordre d'idées plus abstrait et

perdit encore, à Saint-Privat, 18 officiers et 518 hommes, soit, en deux jours, 45 officiers et 1,132 hommes, presque les 2/3 de son effectif. Est-il possible de suspecter la valeur de pareilles troupes?

1. *La Guerre franco-allemande*, page 610.

plus spécial, la bataille de Rezonville présente cette particularité intéressante que, pour la première fois, l'action des différentes armes s'y est exercée dans toute sa plénitude et avec la variété de péripéties que fait naître le développement du combat moderne.

Tout d'abord, il nous faut constater la différence sensible qui existe dans le mode d'utilisation des deux cavaleries. Tandis que les escadrons allemands couvrent la marche de flanc de l'infanterie, observent avec soin ce qui se passe, attaquent au besoin l'ennemi qui ne se garde pas, les nôtres, au contraire, restent inertes, à quelques pas des colonnes, et n'envoient pas une patrouille pour s'éclairer du côté de Gorze, d'où l'on attend l'attaque ; ils ne pourvoient même pas à leur propre sécurité. Puis, une fois la bataille engagée, ils se massent en arrière des lignes et n'interviennent presque plus. (Il n'est question ici que des divisions arrivées sur le plateau en même temps que le gros de l'armée. Le général de Ladmirault, avec un sens très judicieux du rôle de la cavalerie sur le champ de bataille, avait, au contraire, posté celle dont il disposait en arrière de son flanc découvert.) Depuis le début de l'action jusqu'à la fin, la cavalerie allemande, toujours en quête d'une occasion d'intervenir, supplée, par son activité, à la faiblesse de l'infanterie et charge intrépidement pour donner à celle-ci le temps de respirer. A cet égard, le dévouement héroïque des cuirassiers à Frœschwiller et des cuirassiers de la Garde dans cette journée même n'a pas été dépassé, car, sous le rapport du courage, nos cavaliers n'avaient à recevoir de leçon de personne. D'ailleurs, le chiffre des pertes éprouvées de part et d'autre dans ces actions mémorables a montré qu'en face de fusils à tir rapide, il ne pouvait plus s'exercer utilement que dans des cas extrêmement rares, on pourrait dire désespérés, et contre une infanterie déjà ébranlée et non en position. Mais quand le général de Voigts-Rhetz, sentant sa gauche perdue, demande à ses escadrons de sauver leurs frères d'armes, alors nous voyons ceux-ci se grouper au préalable et agir en une seule masse, tandis que les divisions Legrand, Clérembault et la brigade de France ne s'engagent que successivement et, pour ainsi dire, régiment par régiment. C'était là une cause d'infériorité qui n'a pu être compensée par la plus éclatante bravoure.

De même l'artillerie allemande agit toujours par masses et, grâce à la rapidité avec laquelle elle devance ses colonnes, facilite le débouché de celles-ci. Inférieure en nombre, mais supérieure à la nôtre en précision et en portée, elle a été véritablement le facteur principal de la lutte, préparant les mouvements offensifs, soutenant les actions partielles, déterminant la ligne de bataille et entretenant l'action quand l'infanterie épuisée la laissait tomber. A la vérité, la nôtre a réussi, comme on l'a vu, à parer, par une grande mobilité, à la mauvaise qualité de son matériel ; malgré tout elle n'a jamais pu réussir à éteindre le feu de l'adversaire, et si celui-ci a été si durement éprouvé, c'est parce que notre fusil possédait des qualités contre lesquelles il était impossible à ses batteries, si entreprenantes qu'elles fussent, de soutenir une lutte prolongée. Rappelons-nous toutefois que le soir, le feu de neuf batteries de la Garde, réunies par le général Bourbaki à l'ouest de Rezonville, a eu raison de l'effort désespéré que le prince Frédéric-Charles tenta pour nous refouler.

Ce fait, à défaut des succès que l'ennemi dut tant de fois à la façon dont il employait son artillerie, suffirait à montrer la nécessité absolue d'agir par masses de batteries, et non par unités isolées, comme nous étions alors coutumiers.

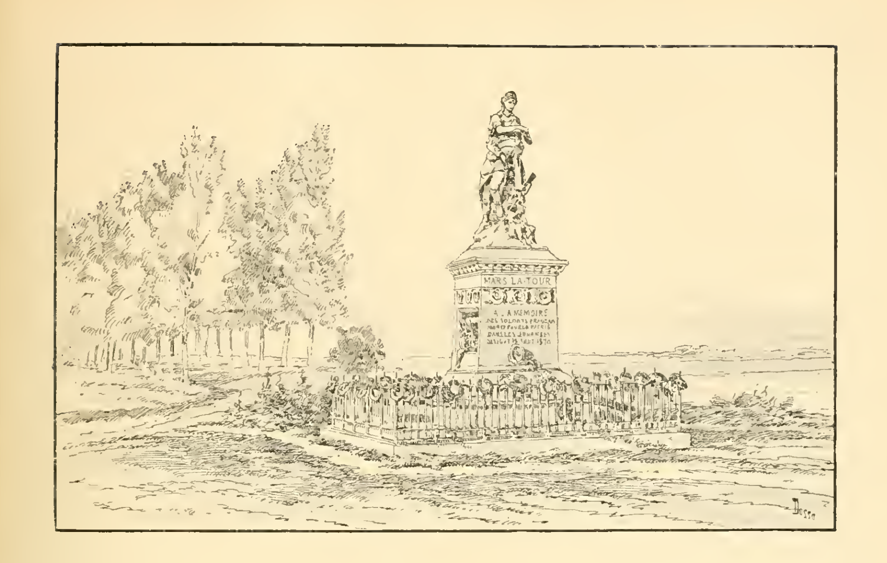
Enfin, l'infanterie allemande a montré que son instruction technique était en tous points remarquable, particulièrement au point de vue de l'utilisation des couverts. Sa manière d'aborder le champ de bataille, en profitant des ravins, des abris et des pentes défilées, témoigne d'une expérience du terrain que la nôtre, confinée en garnison dans le méthodisme de la place d'exercice, ne possédait certainement pas à un degré égal. En outre, quand, pour tâcher d'enfoncer notre droite, le général de Voigts-Rhetz lance en avant la brigade de Wedell, nous voyons celle-ci adopter une formation assez inusitée, mais parfaitement conforme aux nécessités du combat actuel. Ce n'est pas encore *l'ordre dispersé*, mais ce n'est plus l'ordre compact, et si le succès n'a pas répondu à ses efforts, c'est parce que les troupes du général de Cissey l'ont abordée avec un entrain qui, cette fois, n'était pas refréné, et après l'ont accablée sous une fusillade d'enfer. Une semblable intuition des nouveaux procédés de la guerre est toute à l'honneur des officiers allemands et prouve leur connaissance du métier.

Conclusion. — Tout était donc contre nous : le commandement, dévoyé dans les combinaisons tortueuses, tandis qu'au contraire il se manifestait chez l'adversaire par une spontanéité surprenante et une remarquable ténacité ; et l'infériorité professionnelle des troupes, qui ne possédaient que leur courage pour suppléer à ce qui leur manquait d'expérience et d'instruction. Il est hors de doute cependant que, sous un autre général, ce courage eût suffi pour nous assurer la victoire : ne nous l'avait-il pas d'ailleurs donnée déjà en Crimée et surtout en Italie?

On savait, en effet, que 30,000 hommes s'avançaient sur notre gauche ; il était bien facile de les battre avec 150,000. Mais, pour cela, il fallait se couvrir sérieusement de ce côté, hâter l'arrivée de tous les corps sur le plateau, c'est-à-dire employer toutes les routes disponibles, tenir par de fortes avant-lignes les débouchés du sud, enfin s'assurer la possession solide des points d'appui de la route, tels que Mars-la-Tour, Vionville et Flavigny. Même après avoir négligé ces précautions élémentaires, il était encore possible, comme l'étude des faits en est la preuve[1], d'anéantir le III[e] corps avant l'arrivée de tout secours et de bousculer successivement les têtes de colonnes des IX[e] et X[e] corps. C'était porter le désordre dans la II[e] armée et assurer le succès de notre retraite sur Châlons.

Mais, pour agir ainsi, il eût fallu au maréchal Bazaine la ferme volonté d'exécuter cette retraite ou seulement celle de vaincre. Sa conduite ultérieure a malheureusement montré qu'il n'était imprégné ni de l'une ni de l'autre et que son seul but, but criminel et indigne d'un soldat, était de se réserver pour l'avenir.

1. Et comme en conviennent les Allemands avec une complete unanimité. En faisant opérer une reconnaissance sur la route de Verdun par deux corps d'armee que ne pouvaient pas soutenir les autres, beaucoup trop éloignés encore, le prince Fréderic-Charles avait commis une faute qu'il aurait dû payer bien cher.



CHAPITRE V

LES PRÉLIMINAIRES DE SAINT-PRIVAT

A. Mouvement de l'armée française. — Quant il vit terminée, à la nuit close, cette bataille qu'il avait si mal dirigée, le maréchal Bazaine quitta les environs de Rezonville, où il était resté jusqu'à la fin, au milieu de la ligne des tirailleurs, et rentra à Gravelotte, dans l'auberge où avait couché l'Empereur. Là, il dicta l'ordre suivant, qui parvint, dans la nuit, aux commandants de corps d'armée :

« *Le défaut de vivres et de munitions, après cette journée, nous empêche de continuer la marche qui avait été tracée. Nous allons nous reporter sur le plateau de Plappeville. Le 2e corps occupera la position entre le Point-du-Jour et Rozerieulles ; le 3e à sa droite, à hauteur de Châtel-Saint-Germain ; le 4e, prolongeant le 3e jusqu'à Montigny-la-Grange ; le 6e à Vernéville. La cavalerie du Barail suivra le mouvement de ce dernier corps ; la division de Forton ira s'établir en arrière du 2e ; la Garde à Lessy et à Plappeville, où sera le quartier général. Le mouvement devra commencer le 17, à quatre heures du matin, et sera couvert par la division Metman, qui tiendra la position de Gravelotte et ira ensuite rallier le 3e corps.* »

Ainsi, sous un prétexte dont nous montrerons plus tard l'inanité, le maréchal

abandonnait ses positions et livrait à l'ennemi un terrain sur lequel celui-ci s'était efforcé, au prix de sanglantes hécatombes, de prendre pied, sans pouvoir y réussir de toute une journée. Il donnait aux Allemands le droit strict de s'attribuer la victoire, et la possession des lignes de communication avec l'intérieur, dont, comme l'a écrit si justement M. le colonel Canonge, dépendait le salut de l'armée! C'était à n'y plus rien comprendre, et tous, depuis les généraux jusqu'aux soldats, furent frappés de stupeur. Pendant cette nuit glacée qu'ils passèrent sans nourriture, sans eau, sans abri sur le plateau de Gravelotte, ces hommes qui venaient de montrer un si brillant courage, et qui s'attendaient tous à compléter le lendemain leur succès, sentirent comme un frisson de révolte passer dans leur chair! Un moment il sembla que cette masse d'êtres humains, dans l'intuition qu'elle était conduite à sa perte, allait refuser de tourner honteusement le dos à ceux qu'elle avait si durement traités... mais la discipline, à laquelle cette belle armée devait jusqu'à la fin demeurer rigoureusement fidèle, reprit le dessus. Tristement, les régiments s'ébranlèrent aux premiers rayons du soleil. Puis on chercha des excuses... le maréchal devait avoir ses raisons... c'était pour attirer les Prussiens dans un piège qu'on reculait ainsi... on se retrouverait probablement le lendemain, et cette fois ce serait la bonne... On se retrouva, en effet, mais ce fut pour voir tendre autour de l'armée de Metz la dernière maille d'un filet dont elle ne devait jamais se délivrer.

Quant aux Allemands, qui, ils l'ont dit et écrit maintes fois, s'attendaient à une nouvelle attaque, dont les suites ne leur paraissaient rien moins que rassurantes [1], ils constatèrent avec joie, au jour naissant, qu'ils « étaient maîtres du champ de bataille et que les Français avaient évacué leurs positions [2] ».

Immédiatement après avoir dicté au général Jarras l'ordre de mouvement donné ci-dessus, le maréchal adressait à l'Empereur le rapport que voici :

Gravelotte, 16 août, 11 heures soir.

« *Sire,*

« *Ce matin, à neuf heures, l'ennemi a attaqué la tête de nos campements à Rezonville. Le combat a duré depuis ce matin jusqu'à huit heures du soir. Cette bataille a été acharnée ; nous sommes restés sur nos positions après avoir éprouvé des pertes sensibles. La difficulté aujourd'hui gît principalement dans la diminution de nos parcs de réserve et nous aurions peine à supporter une journée comme celle d'aujourd'hui avec ce qui nous reste dans nos caissons. D'un autre côté, les vivres sont aussi rares que les munitions, et je suis obligé de me reporter sur la ligne de Vigneulles à Lessy pour me ravitailler.* Les blessés ont été évacués ce soir sur Metz [3]. *Il est probable, selon les nouvelles de la concentration des armées des princes*, que je me verrai obligé de prendre la route de Verdun par le nord. »

1. Le prince Frédéric-Charles avait appelé à lui tous ses corps en arrière ; mais, quelque diligence qu'ils fissent, ceux-ci ne pouvaient le rejoindre qu'assez tard dans la journée.

2. *La Guerre franco-allemande*, page 611

3. Le maréchal ne paraît pas se douter ici que plus de 5,000 blessés, laissés dans les ambulances de Rezonville et de Gravelotte, sont entre les mains de l'ennemi.

Ainsi l'idée d'attaquer vivement l'ennemi pour le rejeter sur la Moselle ne se présente pas à l'esprit du maréchal ; du moins il n'en dit mot. Bien plus, la seule solution qui puisse encore intervenir, si on ne doit pas prendre une offensive hardie, à savoir la marche rapide, immédiate, sans hésitation ni délai vers Briey, afin de dérober l'armée et de recouvrer la ligne de communications compromise, cette solution qui ne comporte aucun retard, le commandant en chef semble ne pas même l'entrevoir. Il se reporte en arrière et laisse le champ libre aux Allemands.

« *Nous n'avons plus ni vivres ni munitions*, écrit-il, *et il est nécessaire de proceder, avant toute chose, à un ravitaillement.* » Voyons donc, d'après les pièces officielles apportées devant le conseil de guerre de Trianon, quel est le degré d'exactitude de ces allégations.

Le matin du 16, l'armée française, qui s'était réapprovisionnée après Borny, trainait dans ses coffres 106,493 coups de canon de 4 et de 12, sans compter les boites à mitraille et les munitions de canons à balles, qui étaient surabondantes. La bataille de Rezonville n'ayant exigé qu'une consommation inférieure à 26,000 obus, il restait, le 16 au soir, pour le moins 80,453 coups disponibles ; la consommation avait été de moins d'un quart de l'approvisionnement total. Mais, en outre, l'arsenal de Metz était en mesure de livrer, *dans la nuit même*, si on l'eût voulu, 12,400 coups, chargés sur coffres et montés sur roues, et cela sans préjudice pour la sécurité de la place, car ces munitions, empruntées aux batteries mobiles de celle-ci, pouvaient être immédiatement remplacées par l'arsenal qui, les 19, 20 et 21, livra 23,000 coups de canon [1].

Voilà pour l'artillerie. D'autre part, le chiffre total des cartouches d'infanterie, qui, au début de la bataille, se montait à 17,580,000 [2], s'élevait encore, dans la soirée du 16, à 16 millions au moins. La journée de Rezonville n'en avait absorbé qu'un million, et d'ailleurs on peut voir à quel point les allégations du maréchal étaient peu sérieuses, quand on pense que depuis le début de la guerre jusques et y compris la bataille de Saint-Privat, le nombre total des cartouches consommées n'atteignit pas le chiffre de trois millions et demi. Notre infanterie pouvait donc, sans courir le danger de manquer de munitions, être exposée encore à livrer plus d'une grande bataille [3].

Il est juste de dire que c'était le général Soleille, commandant de l'artillerie de l'armée, qui le premier avait jeté l'alarme ; rendant compte au maréchal de la consommation faite durant la journée du 16, il évaluait celle-ci *au tiers ou à la moitié* de l'approvisionnement total. Or, nous avons vu de combien en réalité elle était inférieure à ce chiffre, et, si le général Soleille, comme l'a dit le général de Rivières, avait, avant de faire son rapport, consulté les commandants de l'artillerie des diffé-

1. Ces chiffres, ainsi que les suivants, sont extraits intégralement du rapport de M. le général de Rivieres sur la capitulation de Metz. (*Procès Bazaine.*)

2. Onze millions environ sur les hommes, six millions et demi dans les coffres.

3. Le maréchal n'ignorait pas, au surplus, que deux divisions entières n'avaient pas donné, et que, pour plusieurs autres, la consommation des cartouches s'était trouvée très faible. Il pouvait donc, comme pis aller, faire exécuter, pendant la nuit du 16 au 17, une répartition rapide entre les différents corps.

rents corps d'armée, les indications transmises par lui eussent été tout autres. D'ailleurs, le commandant de l'artillerie de l'armée était si peu renseigné sur la situation générale des approvisionnements que, dans son évaluation des ressources existantes, il négligeait de faire entrer en compte, pour l'artillerie, les livraisons journalières de l'arsenal de Metz [1], pour l'infanterie, les munitions que les hommes portaient sur eux ! Mais, cette circonstance admise, le maréchal ne manquait certes pas d'autres moyens d'investigation, et il est infiniment regrettable qu'il ait cru devoir s'en tenir au renseignement, très invraisemblable par son exagération même, que lui a fourni le général Soleille.

Si maintenant nous examinons la question des vivres, nous nous trouvons en présence de faits d'une gravité telle que le ministère public a pu, lors du procès de 1873, relever en eux une des charges les plus accablantes qu'il ait portées contre le maréchal. « A sa sortie de Metz, a dit le général de Rivières, l'armée emmenait avec elle 3,390 voitures qui contenaient 750,000 rations (pain, biscuit et farine), pour les hommes, et 200,000 rations d'avoine, soit *quatre jours et demi de vivres*. De grands approvisionnements avaient été préparés, en outre, par l'intendant général, sur les plateaux fertiles qui séparent Metz de Verdun. » Mais, comme au lieu de faire filer les convois en avant, ainsi qu'il est prescrit dans toute retraite, on les avait laissés au Ban-Saint-Martin, une partie seulement de leurs voitures put arriver le 16 sur le plateau de Gravelotte, encore non sans peine et sans avoir considérablement gêné la marche des colonnes qui suivaient le même chemin. Cette fraction, qui comprenait les convois du 2e corps et du grand quartier général, portait 173,000 rations de pain ou biscuit, 136,000 rations de farine et 3 jours de vivres de campagne *pour toute l'armée*. En comptant les vivres de sac portés par les soldats, celle-ci possédait donc des subsistances assurées pour un laps de temps très supérieur à celui que nécessitait la marche sur Verdun, où l'on savait d'ailleurs devoir trouver de nouvelles ressources.

Mais ce n'était pas tout. Le maréchal, voyant le convoi réuni autour de Gravelotte le 16 au soir et ignorant sa contenance, avait demandé à cet égard des renseignements à l'intendant de Préval, qui, nouvellement investi du service, n'avait pu lui en donner, mais s'était offert pour aller chercher à Metz ce qui y était resté. Le maréchal ayant accepté, l'intendant avait immédiatement gagné le Ban-Saint-Martin, réuni les voitures laissées là, requis tout ce qui se trouvait disponible dans les magasins de la place, et ramené, dès l'aube, 500 voitures chargées sur le plateau de Gravelotte. Par conséquent, non seulement les vivres ne manquaient pas, mais ils étaient surabondants ; malheureusement, l'intendant de Préval ayant rencontré à son arrivée le capitaine Fix, de l'état-major général, qui lui apprit le mouvement de retraite, dut faire arrêter le convoi et, dans l'impossibilité où il se trouvait de lui assigner une destination régulière, distribua aux troupes qui passaient les vivres dont il était chargé [2].

1. Ces livraisons étaient assez considérables, puisque, le 18, elles purent atteindre le chiffre de 21,059 obus, et, le 25, celui de 51,077 obus.

2. *Procès Bazaine*, audience du 24 octobre 1873. — Déposition de M. de Preval.



1. Général Ladmirault. — 2. Général Coffinières. — 3. Général de Cissey.
4. Général Jarras.

Pressé de questions par le président du conseil de guerre, le maréchal est revenu en partie sur ses affirmations relatives au défaut de vivres. « Dans ma pensée, a-t-il dit, ce n'était pas les vivres qui manquaient, mais il fallait les distribuer de façon à ce que les hommes aient deux ou trois jours de vivres dans le sac, de manière à nous débarrasser de notre immense convoi [1]. » Or rien n'était plus facile que de procéder, pendant la nuit, à cette distribution ; il suffisait de le vouloir et d'en donner l'ordre.

Mais ce qui démontre surabondamment que la question n'était même pas celle-là, c'est le fait extraordinaire qui s'est produit dans la matinée du 17. Au moment où l'armée commençait son mouvement rétrograde, on s'aperçut qu'un amas considérable de denrées de toute espèce était déposé autour du village de Gravelotte ; c'étaient des vivres déchargés, la veille au soir, du convoi du quartier général, dans le but d'opérer le licenciement des voitures civiles, prescrit par le maréchal, et aussi d'évacuer les blessés sur Metz. La seule chose à faire, ce semble, eût été, plutôt que de perdre ces vivres, de les distribuer aux soldats, même hâtivement, même sans régularité. Mais, comme aucun ordre n'avait été donné à cet égard et que les troupes abandonnaient déjà la position, *il fallut y mettre le feu*, pour les empêcher de tomber aux mains de l'ennemi. Du procès-verbal de perte dressé à cette occasion, il résulte que *2,063,000 rations de vivres de toute espèce, dont 5,000 rations de biscuit et 625,000 rations de sel*, furent ainsi détruites [2] !

De tout cela on peut conclure que les raisons données par le commandant en chef, pour expliquer sa retraite, n'avaient aucune base sérieuse, pas plus en ce qui concerne les vivres qu'en ce qui concerne les munitions. En tout cas, si l'on voulait bien réellement se ravitailler, rien n'était plus aisé que de le faire immédiatement. Le général Soleille, pour ce qui le regardait, l'avait proposé ; le maréchal crut pouvoir remettre l'opération au lendemain, comme si ce n'était pas là s'interdire toute reprise de la marche sur Verdun.

Cependant le général Coffinières, gouverneur de Metz, avait fait observer que la place, en fournissant si largement au ravitaillement de l'armée, s'appauvrissait singulièrement, dans le moment même où, celle-ci devant l'abandonner, elle avait besoin de toutes ses ressources. Le maréchal savait à quoi s'en tenir là-dessus ; il rédigea néanmoins, dans la matinée du 17, un rapport au ministre, et le remit à 2 h. 15 de l'après-midi à M. Bell, secrétaire d'ambassade attaché au grand quartier général, pour que celui-ci le portât à destination. Or M. Bell quitta Metz, non pas par le chemin de fer de Longwy, qui était encore parfaitement libre, mais *par la route de Verdun*, si dangereuse à ce moment. Le résultat de cette coupable insouciance fut malheureusement fort grave ; car, lorsque le ministre put ordonner les expéditions nécessaires au ravitaillement de la place, il était trop tard ; les voies étaient coupées et ses convois n'arrivèrent point à destination.

1. *Procès Bazaine*. Interrogatoire.
2. *Ibid*. Rapport. — La perte d'une aussi grande quantité de sel était particulièrement regrettable, et les survivants du blocus de Metz se rappellent assurément combien ils en ont souffert plus tard.

Comme bien on pense, les débats publics et contradictoires du procès de Trianon n'ont pas laissé dans l'ombre des faits d'une importance aussi exceptionnelle ; mais le maréchal, sommé de s'expliquer à leur sujet, n'a présenté que des arguments dilatoires et des raisons embarrassées qui n'ont pas trouvé grâce devant ses juges et ne réussiront point à sauver sa mémoire de la juste réprobation qui le poursuit. Il avait oublié l'existence de la ligne des Ardennes, a-t-il dit ; le télégraphe lui paraissait trop peu sûr pour être utilisé ; enfin, l'ignorance où il avait été laissé, en prenant son commandement, de l'état des ressources existantes ne lui permettait pas de prendre une décision à coup sûr. Puis, pour expliquer son mouvement rétrograde, ordonné dans un moment où la conservation, coûte que coûte, de la ligne de communication avec l'intérieur était pour l'armée une question de salut, il a ajouté que le véritable motif de sa décision résidait dans la dissémination où se trouvaient, le soir du 16 août, les différents corps d'armée, et dans la nécessité de tout remettre en ordre avant de reprendre la marche. Il a ajouté que le mouvement en arrière n'était, à ses yeux, qu'une *rectification de la ligne de bataille*, et qu'il l'avait opéré uniquement pour pouvoir recevoir l'ennemi dans des conditions plus favorables, le cas échéant.

Les considérations que nous avons développées précédemment suffisent à montrer quelle mince importance de tels arguments, fussent-ils tous exacts, prenaient en présence du dilemme où était acculée l'armée française : ou reprendre l'offensive pour culbuter les IIIe et X^{e} corps, ou se dérober par une marche rapide vers le nord-ouest, marche qu'une arrière-garde aurait dû protéger. Mais ce que le maréchal n'a pas dit, et qui cependant résulte aussi bien des débats que des faits, c'est qu'il voulait, avant tout, rentrer à Metz. La preuve la plus convaincante en est dans cette phrase, adressée par lui aux officiers de son état-major, après qu'eurent été dictés les ordres de retraite : « Si quelqu'un d'entre vous voit quelque chose de mieux à faire, je suis prêt à l'écouter. *Du reste, il faut sauver l'armée, et pour cela revenir sous Metz*[1]. »

Cependant, bien qu'il eût annoncé à l'Empereur son intention de s'établir sur la ligne Vigneulles-Lessy, c'est-à-dire sous les murs de Metz, le commandant en chef comprit qu'une reculade aussi prononcée, alors qu'aucun motif plausible ne semblait pouvoir la légitimer, produirait dans l'armée et dans le pays un effet désastreux, et c'est pourquoi il adopta les positions énoncées dans l'ordre cité plus haut qui fut seul communiqué aux commandants de corps d'armée. En exécution des prescriptions que cet ordre contenait, les troupes se mirent en marche, le 17, dès l'aube, au milieu d'un morne silence et avec une tristesse visible. Comme aucun itinéraire n'avait été fixé, les différentes unités ne tardèrent pas à s'entre-choquer, et bientôt le désordre devint extrême. « Notre interminable convoi, dont j'étais chargé de surveiller la marche, a écrit un des acteurs de ce drame lamentable, suivait la route qui, de Gravelotte, descend dans le ruisseau de la Mance, puis remonte sur le plateau de Rozerieulles ; bagages régimentaires, caissons de munitions, voitures

1. *Procès Bazaine*, audience du 25 octobre. — Déposition du commandant Fix.

d'administration, transports de blessés, pièces d'artillerie et troupes se pressaient sur cette voie, presque sans issue à droite et à gauche, tout cela au milieu d'une confusion indescriptible[1]. » Néanmoins le mouvement finit par s'exécuter tant bien que mal, grâce à l'impossibilité matérielle où était l'ennemi de l'entraver, et, dans l'après-midi, l'armée occupa les emplacements qui lui avaient été assignés.

Mais à peine avait-il gagné Vernéville que le maréchal Canrobert fut frappé des dangers que faisait courir à son corps d'armée une position aussi en l'air, environnée de bois et très facilement abordable. Le 6[e] corps était, nous le savons, sans cavalerie et ne disposait que d'une artillerie tout à fait insuffisante. Son chef crut devoir adresser des observations motivées en ce sens au colonel Lamy, de l'état-major général, lequel les transmit immédiatement au maréchal Bazaine ; à quatre heures du soir, celui-ci répondait par la lettre suivante :

« *Au grand quartier général à Plappeville*, 17 *août* 1870.

« *D'après les observations qui m'ont été transmises par le colonel Lamy, au sujet de votre position à Vernéville, je vous autorise à quitter cette position et à aller vous établir sur le prolongement de la crête occupée par les autres corps. Vous pourriez occuper Saint-Privat-la-Montagne et vous relier, par votre gauche, au* 4[e] *corps établi à Amanvilliers. Je vous prie de me faire connaître la détermination que vous aurez arrêtée et de me dire, en même temps, le point choisi pour votre quartier général, afin qu'il n'y ait pas de retard dans la correspondance.* »

P. S. — *Cette position de Vernéville avait été indiquée pour protéger la retraite du général Ladmirault qui est encore à Doncourt.*

Le maréchal Canrobert, usant sans plus tarder de la permission, se remit en marche dans la direction de Saint-Privat. Mais tout à coup parurent devant lui les têtes de colonnes du 4[e] corps, qui, prévenu très tard des ordres du maréchal, ne s'était mis en route qu'après les autres. Le 6[e] fut obligé de s'arrêter pour laisser défiler le 4[e], de sorte que quand il arriva à son nouveau bivouac, il était nuit et les troupes durent s'installer *à l'aveuglette*[2]. Un autre fâcheux résultat, celui-ci plus grave, de ce changement de position était que le flanc droit de notre ligne allait être occupé par celui de nos corps qui se trouvait le plus faible en artillerie. Or il est de principe absolu que lorsque aucun obstacle naturel ou artificiel ne protège une aile de bataille, on doit y suppléer en accumulant sur cette aile de fortes masses d'artillerie. Par suite, il eût été bien préférable, et aussi beaucoup plus simple, de changer la destination du 4[e] corps, encore en marche, de le diriger sur Saint-Privat, et de mettre en son lieu et place, entre Amanvilliers et Montigny-la-Grange, le 6[e] corps. Cette idée ne paraît pas être venue au maréchal Bazaine. Plus tard, il a écrit que sa concession aux instances du maréchal Canrobert *était une faute*[3], et allégué qu'il

1. *Journal d'un officier de l'armée du Rhin*, page 99.
2. *Procès Bazaine*, Déposition du maréchal Canrobert.
3. Ex-maréchal Bazaine, *Épisodes de la guerre de* 1870, page 96.

ne l'avait commise que parce que *ce dernier avait dix années de grade de plus que lui*[1]. La faute consistait réellement non pas à avoir retiré le 6e corps d'une position très dangereuse, mais à l'avoir placé dans une situation beaucoup plus difficile encore, étant donnée sa composition.

Une fois son armée en mouvement, le maréchal, sans plus se préoccuper de l'éventualité d'une attaque sur ses colonnes en retraite, s'était retiré à Plappeville où il avait établi son quartier général. Les vigies, placées sur le fort Saint-Quentin et dans le clocher de la cathédrale de Metz, signalaient de gros mouvements de troupes et l'afflux d'épaisses colonnes vers Vionville, Mars-la-Tour et Ville-sur-Yron ; ces rapports étaient corroborés par les dires des paysans qui, fuyant leurs villages dévastés et envahis, venaient chercher un asile dans la ville. « Pas un avis n'est envoyé aux commandants de corps, pas un ordre n'est donné, pas une disposition n'est prise pour le cas d'une attaque de l'ennemi ; on se repose sur les instructions générales de la veille, dans lesquelles on engageait les généraux à faire faire des travaux défensifs de campagne pour couvrir leurs hommes et leurs pièces[2]. » Le commandant en chef se bornait à adresser à l'Empereur et au ministre, *par le télégraphe* cette fois, les deux dépêches que voici :

1° *A l'Empereur, au camp de Châlons.*

« J'ai eu l'honneur d'écrire à Votre Majesté, hier soir, pour l'informer de la bataille soutenue, de neuf heures du matin à huit heures du soir, contre l'armée prussienne, qui nous attaquait dans nos positions *de Doncourt à Vionville*. L'ennemi a été repoussé et *nous avons passé la nuit sur les positions conquises*. La grande consommation qui a été faite de munitions d'artillerie et d'infanterie, *la seule journée de vivres qui restait aux hommes*, m'ont obligé à me rapprocher de Metz pour réapprovisionner le plus vite possible nos parcs et nos convois.

« J'ai établi l'armée du Rhin sur les positions comprises entre Saint-Privat et Rozerieulles. *Je pense pouvoir me remettre en marche après-demain*, en prenant la direction plus au nord, de façon à venir déboucher sur la gauche de la position d'Haudiomont, dans le cas où l'ennemi l'occuperait en force pour nous barrer la route de Verdun, et *pour éviter des combats* inutiles qui retardent notre marche.

« Le chemin de fer des Ardennes est toujours libre jusqu'à Metz, ce qui indique que l'ennemi a pour objectif Châlons et Paris. On parle toujours de la jonction des

1. Dans son ouvrage paru à Madrid en 1883, ouvrage dont, entre parenthèse, la douleur d'une vie brisée et les regrets d'une ambition déçue peuvent seuls faire excuser l'aigreur vis-à-vis des principaux chefs de l'armée française, l'ex-maréchal Bazaine raconte l'épisode suivant, cependant assez peu glorieux pour lui : « Le président du conseil d'enquête, maréchal Baraguey d'Hilliers, dit-il, auquel j'avais dit qu'il était à regretter que Vernéville eût été évacué par le 6e corps, se crut autorisé à dire au maréchal Canrobert que je rejetais sur lui la perte de la bataille du 18 août, par suite de l'abandon de Vernéville. Le maréchal Canrobert tira alors de sa poche la lettre ci-dessus, ce qui fit dire au maréchal président, avec ce ton de raillerie qu'on lui connaissait : *Verba volant, scripta manent.* » (*Épisodes, etc.*, page 97.)

2. *Metz, Campagnes et négociations*, page 81.

armées des deux princes. Nous avions devant nous hier le prince Frédéric-Charles et le général Steinmetz. »

2° *Au Ministre de la guerre, Paris.*

« Nous avons été attaqués, le 14, dans nos lignes devant Borny, au moment où une partie de l'armée était déjà sur la rive gauche de la Moselle. Hier, 16 août, une bataille a été soutenue de neuf heures du matin à huit heures du soir sur la position que nous occupions entre Doncourt et Vionville, contre les corps réunis du prince Frédéric-Charles et du général Steinmetz. L'ennemi a été repoussé dans les deux rencontres, en subissant des pertes considérables. Les nôtres sont sensibles. »

Il est facile de remarquer dans ces deux télégrammes un certain nombre d'erreurs, involontaires ou non. Mais on ne peut pas ne pas être frappé du laconisme du second, surtout en ce qui touche la question vitale des approvisionnements. Le maréchal, qui vient d'expédier un exprès au ministre pour lui exposer la situation de la place à ce point de vue particulier, n'en souffle plus mot maintenant et reste muet sur ce sujet qui cependant concerne tout spécialement celui-ci. Craint-il de s'exposer à des invitations trop pressantes de reprendre sa marche ? C'est ce qu'a supposé plus tard le ministère public près le conseil de guerre de Trianon, et il est assez difficile, après examen, de ne pas partager cette manière de voir.

En outre, il y a incompatibilité manifeste entre le parti déjà adopté de prendre position sur la ligne Rozerieulles-Saint-Privat[1] et le projet de reprendre la marche sur Verdun, que le maréchal communique à l'Empereur. Car il est bien évident que l'abandon de la ligne de bataille, si glorieusement défendue le 16, a pour première conséquence de laisser à l'adversaire la faculté de s'établir non seulement sur la route de Mars-la-Tour, mais encore sur celles d'Étain et de Briey. Donc, il faudra forcément livrer une seconde bataille pour se rouvrir le chemin. Cette bataille, le maréchal prétend qu'il a voulu la livrer défensivement, sur des positions choisies par lui, afin de pouvoir déboucher plus à son aise quand l'ennemi, affaibli par de lourdes pertes, ne serait plus en état de lui disputer le passage ; il faut convenir que s'il a raisonné ainsi, c'est qu'il avait une étrange conception des choses, et qu'il envisageait d'une façon singulièrement erronée la situation réciproque des deux belligérants. Il est permis de supposer, au contraire, que s'il avait eu bien réellement l'intention de continuer la marche sur Verdun, il n'aurait pas hésité, le 17 au matin, à lancer sur les faibles troupes qu'il avait devant lui et qui n'étaient pas encore remises de la secousse de la veille, toute son armée, dont une bonne partie n'avait pas encore donné. Les Allemands, qui faisaient la guerre avec un esprit dégagé de toute préoccupation étrangère à son exécution, n'envisageaient cette éventualité qu'avec des craintes justifiées, et le recul des forces françaises, dans la

1. Le maréchal a dit au procès que c'était par suite d'une erreur de copie que la ligne Vigneulles-Lessy avait été indiquée dans sa première lettre à l'Empereur.

matinée du 17, est resté longtemps pour eux un profond sujet d'étonnement[1].

En définitive, le mouvement que le maréchal Bazaine a, dans cette journée, fait exécuter à son armée, constitue, malgré son peu d'étendue, l'acte décisif de la guerre. Il a amené l'investissement de Metz, la chute de cette place, la destruction de la principale armée du pays, et, par répercussion, le désastre subi plus tard à Sedan par celle du maréchal de Mac-Mahon. On ne saurait donc jamais assez regretter la funeste puissance d'une opinion désorientée qui, parmi tant de chefs valeureux et loyaux, désigna impérativement au choix du souverain, pour guider nos efforts, le général le moins digne assurément de ce périlleux honneur.

B. Mouvements des armées allemandes. — Examinons maintenant les mesures prises par l'état-major allemand pour tirer parti d'une situation qui ne laissait pas de l'inquiéter. Nous avons vu que le prince Frédéric-Charles ne se faisait, sur le danger qu'il courait, aucune illusion, et qu'il s'attendait à soutenir, le 17, une nouvelle lutte. « L'épuisement des troupes engagées dans la journée du 16, dit à ce sujet la Relation prussienne, commandait impérieusement de se préoccuper de réunir sur le champ de bataille, le plus tôt possible, des forces fraîches en quantité suffisante pour faire face à l'attaque qu'on prévoyait. » N'y a-t-il pas, dans cette constatation, comme l'aveu implicite d'un insuccès, et en même temps une indication nette du parti qu'aurait dû prendre le commandant en chef de l'armée française? Cependant celle-ci, dès le point du jour, a abandonné ses positions ; le prince Frédéric-Charles, revenu dès quatre heures du matin à son poste d'observation, près de Flavigny, le roi lui-même, que la gravité de la situation a déterminé à venir l'y rejoindre[2], voient nos bivouacs se dégarnir progressivement et la masse de nos corps se replier vers le nord. Comme leurs reconnaissances, craignant quelque piège, n'osent s'aventurer trop avant, on ne saisit pas d'abord la portée de notre mouvement, et les deux princes demeurent en proie à une anxiété cruelle. Mais, bientôt, il n'y a plus de doute possible ; l'armée française est définitivement partie ; elle n'attaquera pas ; l'inquiétude fait alors place à une joie qu'il est facile de s'expliquer, et rien n'empêche plus d'expédier à Berlin, *à deux heures du soir*, un bulletin de victoire. « L'ennemi, y est-il dit, malgré sa supériorité numérique, a été rejeté sur Metz après une lutte très vive de douze heures. Sa Majesté le Roi a félicité aujourd'hui les troupes sur le champ de bataille, *sur lequel elles se sont victorieusement maintenues*. »

Malgré tout, l'état-major allemand ne croyait pouvoir négliger aucune précaution, et, par un ordre expédié immédiatement, il se hâta d'appeler à lui toutes les

1. « Le jour où les troupes furent livrées aux mains des Prussiens, après la capitulation, un colonel de la Garde impériale causa quelques minutes avec le prince Frédéric-Charles, qui avait tenu à assister à ce triste défilé ; dans la conversation, le prince lui demanda quel motif avait pu avoir le maréchal Bazaine pour ne pas l'attaquer de nouveau le 17 et compléter ainsi ses avantages de la veille ; il avoua qu'il l'avait craint toute la matinée, et qu'il ne fut rassuré qu'après avoir été certain de notre retraite ; ses renforts, ajouta-t-il, étaient encore trop éloignés pour qu'il pût compter sur leur coopération. » (*Metz, Campagnes et négociations*, page 75, en note.)

2. *La Guerre franco-allemande*, pages 630 et 631.

troupes en situation d'arriver autour de Rezonville dans un court délai. Déjà, dans la journée même du 16, M. de Moltke avait ordonné aux VII[e] et VIII[e] corps (de la I[re] armée) de franchir la Moselle à la suite du IX[e], au moyen des ponts jetés sur la rivière[1]. A son tour, le prince Frédéric-Charles assignait à ses troupes, pour la journée du 17, les objectifs suivants :

IX[e] corps (dont une partie était déjà sur place), le terrain au nord de Gorze ;

XII[e] corps, de Pont-à-Mousson à Mars-la-Tour (par Thiaucourt);

Garde, à la gauche du précédent[2];

II[e] corps, à Pont-à-Mousson (ce corps, cantonné à Buchy, était à deux journées de marche du champ de bataille).

Le IV[e] corps, trop éloigné, recevait l'ordre de continuer son mouvement vers la Meuse, mais de voir, en passant, s'il ne serait pas possible de tenter un coup de main sur Toul.

Enfin le I[er] corps (de la I[re] armée) était laissé par M. de Moltke sur la rive droite pour couvrir le mouvement, surveiller les abords de la place, et servir de masque à cette concentration. Dans ce dernier but, le général de Manteuffel, portant son artillerie sur les collines de Laquenexy, Mercy-le-Haut et Peltre, fit diriger, le 17, de cinq heures à six heures et demie de l'après-midi, un feu violent contre le fort Queuleu et les remparts de Metz. Étant donnée la position déjà prise par l'armée française, tout entière sur la rive gauche, et le parti bien arrêté de son chef de tout laisser faire plutôt que d'abandonner la place, cette précaution était bien inutile. Il n'entrait nullement en effet dans les combinaisons du maréchal de gêner en quoi que ce soit les mouvements que faisait l'ennemi pour se grouper, et il ne prenait même pas la peine de les faire surveiller ou seulement signaler. Il est vrai que l'état-major allemand ne pouvait pas supposer chez son adversaire une tactique aussi extraordinaire, ni admettre que l'armée française, « pour accepter une deuxième bataille, s'établirait le dos tourné à Metz et à la rive gauche de la Moselle tourmentée par des ravins abrupts et boisés..., les conditions normales, les décisions justes de l'adversaire étant toujours la base la plus solide sur laquelle on peut édifier ses propres projets[3]. »

Combat dans le bois de Vaux. — Quoi qu'il en soit, les deux corps du général de Steinmetz (VII[e] et VIII[e]) exécutèrent leur mouvement à la faveur de cette diversion. L'avant-garde du VII[e] corps gagna Ars, vers midi, et s'engagea dans le ravin qui remonte sur Gravelotte, entre les bois de Vaux et des Oignons; mais, arrivée près du Moulin de la Mance, elle fut accueillie par une fusillade qui lui blessa quelques hommes. Son chef, le général de Woyna, la déploya alors de chaque côté

1. Trois à Corny ou environs, deux à Arry. Le VII[e] corps devait, après le passage, se diriger sur Gravelotte, le VIII[e] sur Rezonville.

2. La garde, arrivée le 16 à Bernecourt et Beaumont, était à 38 kilomètres de Mars-la-Tour. Le XII[e] corps en était à 30 kilomètres.

3. *Opérations de la II[e] armée*, par le baron VON DER GOLTZ, capitaine au grand état-major (inédit en France).



Dragons allemands.

du ravin, sur l'ordre même du général de Steinmetz, qui prescrivait d'attaquer, et engagea une lutte assez vive avec les troupes du général Metman qui n'avaient pas encore quitté Gravelotte. Mais celles-ci, rappelées en arrière par les ordres du maréchal, ne tardaient pas à rétrograder peu à peu et à se diriger sur les autres divisions du 3e corps, établi au Point-du-Jour. D'autre part, le roi, qui savait par expérience où pouvait mener une attaque inconsidérée, et ne voulait livrer bataille que le lendemain, avec toutes ses forces réunies, envoyait au commandant de la Ire armée l'ordre formel de rompre le combat. Le général de Woyna continua donc sans encombre sa marche sur Gravelotte. Apercevant de là les campements français de Vernéville, il eut un moment l'envie de les faire canonner; le général en chef l'en empêcha, et, pour couper court à toute velléité de passer outre aux ordres royaux, il fit même « rebrousser chemin, sur-le-champ, à une batterie en marche par la route du ravin d'Ars et presque sur le point d'atteindre le débouché supérieur des bois[1] ».

Pendant ce temps, les généraux de Steinmetz, de Zastrow et de Kameke s'en allaient en reconnaissance, escortés de leurs états-majors. Ils assistaient, des environs de Gravelotte, à l'établissement de nos troupes sur les hauteurs du Point-du-Jour, et se rendaient un compte exact de nos positions, jalonnées de ce côté par des épaulements et des ouvrages de campagne. Mais bientôt leur présence parut à nos soldats avoir suffisamment duré; les mitrailleuses en position au Point-du-Jour entamèrent sur leur groupe un « feu aussi vif que bien dirigé[2] » et les obligèrent à disparaître au plus vite, au milieu d'une grêle de projectiles qui venaient s'abattre aux côtés même des généraux prussiens.

Ils étaient néanmoins fixés sur ce qu'ils voulaient savoir; bien évidemment, nous ne montrions aucune tendance offensive, et nous paraissions même avoir renoncé à nous dérober par le nord. En tout état de cause, M. de Moltke pouvait déjà, dans l'après-midi, disposer de *sept corps d'armée et de trois divisions de cavalerie;* par conséquent il ne redoutait plus une attaque. Mais quand il fut bien sûr que, loin d'y songer, nous reculions au contraire, quand il vit que nous lui laissions « le temps et les moyens de se préparer à tête reposée pour l'action décisive, momentanément ajournée, et particulièrement d'établir tout le concert désirable entre les mouvements des deux armées allemandes[3] », alors il se décida à livrer bataille, et choisit la date du lendemain, 18 août. Naturellement, cette détermination une fois prise, il songea à se précautionner contre les conséquences de la bouillante ardeur que manifestaient certains de ses généraux, car il lui importait surtout « d'éviter que la manœuvre de flanc dessinée par la Ire armée amenât, le jour même, une affaire sérieuse, *l'expérience des précédentes rencontres ayant appris que l'on ne saurait en calculer la portée*[4]. » C'est pourquoi il fit interdire formellement à la Ire armée de donner prétexte à tout engagement prématuré, et prit les mesures que nous avons relatées ci-

1. *La Guerre franco-allemande*, page 637.
2. *Ibid.*, page 636.
3. *Ibid.*, page 639.
4. *Ibid*, page 639.

dessus. Après quoi, il adressa aux deux commandants en chef, vers deux heures de l'après-midi, l'ordre de mouvement que voici :

« *Demain 18, à 5 heures du matin, la IIe armée rompra en échelons par la gauche pour s'avancer entre l'Yron et le ruisseau de Gorze (direction générale entre Ville-sur-Yron et Rezonville). Le VIIIe corps appuiera ce mouvement à l'aile droite de la IIe armée.*

« *Le VIIe corps aura pour première mission de couvrir la marche de la IIe armée contre toute tentative venant du côté de Metz. Les instructions ultérieures de Sa Majesté dépendront des dispositions prises par l'adversaire. Les communications adressées au Roi devront être dirigées, au début, sur la hauteur au sud de Flavigny.* »

Conclusion. — C'était, en résumé, une immense manœuvre de l'ensemble des forces allemandes, groupées sur les abords du plateau, qui avait pour pivot le VIIe corps et devait amener ces forces sur toutes nos lignes de retraite à la fois. Si, après avoir gagné droit du terrain vers le nord, l'armée allemande trouvait nos troupes en retraite vers l'ouest, elle les obligeait à s'arrêter, puis à accepter la bataille dans des conditions stratégiques très défavorables, puisqu'elles auraient eu à dos la frontière belge, distante de deux marches à peine. Si, au contraire, l'armée du Rhin s'était déjà repliée sur Metz, la manœuvre projetée, exécutée par échelons, l'aile gauche en avant et le VIIe corps demeurant immobile à l'aile droite, préparait, dans l'idée de M. de Moltke, le changement de front qui deviendrait nécessaire pour faire face à la place et nous y enfermer[1].

A première vue, cette combinaison paraît habile; mais si l'on réfléchit à tout ce qu'elle présente de hasardeux, on se demande comment elle a pu si complètement réussir. Un mouvement enveloppant d'une portée aussi considérable, exécuté à une distance insignifiante de forces ennemies en position, un aussi brusque changement de ligne d'opération, quand la ligne de retraite n'est assurée que par des ponts situés loin en arrière, enfin une marche de flanc opérée à découvert, pendant plusieurs heures, sans diversion pour occuper l'adversaire ailleurs, tout cela constitue assurément une des opérations les plus scabreuses dont l'histoire de la guerre fasse mention. Il fallait pour la tenter, ou que M. de Moltke possédât en son étoile une foi bien robuste, ou qu'il eût une bien piètre idée des talents militaires de son adversaire du moment. Certes, le succès absout toutes les audaces; il serait toutefois singulièrement dangereux de prendre exemple sur de tels modèles, et d'y chercher des règles pour la guerre à venir; car on ne se trouvera pas toujours en présence d'un ennemi qui pousse aussi loin que le maréchal Bazaine la théorie de l'abstention, et laisse exécuter devant lui, à bonne portée de canon, la manœuvre qui doit fatalement aboutir à sa mise hors de cause. Que serait-il donc resté de la stratégie tant vantée de M. de Moltke, si le gros de notre armée s'était jeté sur le

1. *La Guerre franco-allemande*, page 642.

flanc des colonnes prussiennes en marche et les eût bousculées les unes sur les autres, sans leur laisser le temps de se déployer? Comment les corps battus auraient-ils fait pour regagner les ponts de la Moselle, seul débouché de leur ligne de communication? La réponse à ces questions a été faite par les juges de Trianon, d'une façon au moins implicite, quand ils ont déclaré solennellement que le commandant en chef de l'armée du Rhin n'avait pas, avant de succomber, *fait tout ce que lui prescrivaient le devoir et l'honneur.*

Mais revenons au récit des événements. A la suite des mouvements exécutés dans la journée, les différents corps allemands réunis pour l'affaire du lendemain occupaient, le 17 au soir, les positions suivantes :

VIIe corps.	*Ars-sur-Moselle* et *bois de Vaux.*		
VIIIe —	*Gorze* (à la disposition de la IIe armée).		
IIIe —	*Vionville* et *Buxières.*		
IXe —	*Flavigny.*		
Xe —	*Tronville.*		
XIIe —	*Mars-la-Tour* et *Puxieux.*		
Garde. . .	*Hannonville.*		
Divisions de cavalerie.	Saxonne . .	*Parfondrupt*, sur la route d'Etain.	
	de la garde .	*Hannonville* et *Tronville.*	
	5e	*Flavigny.*	
	6e	*Tronville.*	

En arrière, le IIe corps était à *Pont-à-Mousson.*

C'est-à-dire que les forces allemandes occupaient une véritable position de combat, longue de 19 kilomètres et couverte, sur son aile gauche, par une division de cavalerie; sur son aile droite, par le VIIe corps, qui était chargé de servir de pivot au mouvement ultérieur, et de protéger celui-ci contre les entreprises de la place. Ce rôle un peu effacé ne parut pas être du goût du général Steinmetz, qui se plaignit à M. de Moltke que le VIIe corps manquât de soutien, et se trouvât dans une situation hasardée, par suite du rattachement provisoire du VIIIe corps à la IIe armée. Mais le chef d'état-major général, qui avait contre le commandant de la Ire armée quelque rancune, répondit, le 18, à quatre heures du matin, par une dépêche assez sèche, qui coupait court à toute nouvelle remontrance. « Dans le principe, y était-il dit, l'attitude du VIIe corps doit être défensive. La liaison avec le VIIIe corps *ne peut se faire qu'en avant.* S'il vient à être démontré que l'armée ennemie se replie sur Metz, nous aurons à exécuter un changement de front à droite. En cas de besoin, la Ire armée sera soutenue par la seconde ligne de la IIe [1]. » Le général de Steinmetz se le tint pour dit; néanmoins, il jugea à propos d'appeler à Vaux une brigade du Ier corps, laissé, comme on l'a vu, sur la rive droite, afin de se garantir contre une action de ce côté, qui d'ailleurs ne se produisit pas.

Tels sont les préludes de la bataille gigantesque qui a décidé du sort de l'armée

1. C'est-à-dire par le IIe corps.

du Rhin. Il est juste de reconnaître que si les combinaisons de M. de Moltke pouvaient passer pour aventurées, rien n'avait été négligé cependant pour les faire réussir. D'ailleurs la fortune, qui depuis le commencement de la guerre semblait vouloir combler les Allemands, devait, dans cette journée mémorable, leur donner un témoignage plus éclatant encore de sa faveur, en stérilisant comme à plaisir les efforts désespérés que tentaient avec tant de bravoure nos pauvres et valeureux soldats, abandonnés par un chef dont l'indifférence alla, cette fois, jusqu'au crime.

Tentative avortée contre Toul (16 août). — Mais avant d'entamer le récit de cette terrible lutte, il nous faut revenir un moment en arrière, et signaler une tentative exécutée, dans la journée même du 16 août, contre la place de Toul, par le IVe corps allemand. On se souvient que ce corps, commandé par le général d'Alvensleben Ier, avait reçu l'ordre de continuer sa marche vers la Meuse et de tâter la place en passant. Le 16 au matin, des patrouilles de cavalerie purent s'avancer dans le faubourg du Nord (Saint-Mansuy) et se renseigner sur le nombre, très restreint, des défenseurs de la ville. Sur leur rapport, l'avant-garde du corps d'armée, appuyée de trois batteries, se rassembla à Francheville, et fit au préalable ouvrir le feu par son artillerie, postée sur les hauteurs du Nord[1].

Mais celle-ci, bien que contre-battue seulement par six pièces, ne produisait dans les murailles que des dégâts insignifiants, et tout à fait insuffisants pour amener la reddition de la place. Le général d'Alvensleben voulut alors procéder par intimidation et fit diriger le tir sur la ville elle-même, tandis que l'infanterie tenterait de franchir le fossé de vive force. A cet effet, il lança d'abord en avant la compagnie de pionniers, dont quelques hommes réussirent, malgré la fusillade, à s'approcher du front nord, et reconnurent que la place était inattaquable de ce côté. Néanmoins le 93e essaya de l'assaillir; il franchit le pont du canal et quelques-unes de ses compagnies arrivèrent jusqu'aux fossés, mais il perdit en un instant un de ses chefs de bataillon, un capitaine et un nombre d'hommes suffisant pour l'arrêter. « Pousser plus loin était impraticable, dit la Relation allemande, car les ponts-levis étaient remontés et, sur tout le front nord et nord-ouest, il n'existait pas de point où l'on pût franchir les fossés du corps de place pleins d'eau et larges presque de 40 pieds. »

Pendant ce temps, un autre bataillon (du 27e) avait marché, le long de la voie ferrée, sur le faubourg ouest. Avec des difficultés considérables et au prix de très lourdes pertes, il s'avança aux abords de la gare, puis poussa deux compagnies jusqu'aux hauteurs du faubourg Saint-Èvre. A ce moment, la place était presque complètement enveloppée, car outre l'infanterie qui l'enserrait au nord et à l'ouest, la brigade de uhlans bavarois la canonnait de Dommartin avec sa batterie à cheval[2]. Cependant, aucun symptôme de lassitude ne se manifestait parmi les défenseurs.

1. Une batterie était placée à 1,000 mètres de l'enceinte, sur une hauteur à l'est de la route de Pont-à-Mousson; l'autre était dans les vignes, sur les pentes sud du Mont-Saint-Michel; enfin la troisième n'engageait que deux pièces, placées auprès de la précédente.

2. Voir page 215.

Le général d'Alvensleben essaya de rapprocher son artillerie; une batterie vint s'établir dans le faubourg Saint-Mansuy, et une pièce s'approcha à moins de 100 mètres de l'enceinte pour démolir le pont-levis. Toutes ces tentatives échouèrent, et cette pièce, après huit coups tirés, se vit forcée de revenir en arrière. On chercha alors une autre position plus favorable, mais, sur ces entrefaites, l'ordre arriva du général d'Alvensleben de cesser le combat. Il avait duré depuis une heure de l'après-midi jusqu'à près de quatre heures du soir.

La retraite générale s'exécuta donc sans plus tarder, mais ce ne fut ni sans difficultés ni sans sacrifices. Quand elle fut terminée, le IVe corps avait perdu 6 officiers et 44 hommes tués, 11 officiers, 1 médecin et 129 hommes blessés, enfin 9 disparus. Quant à la garnison, elle ne comptait que 8 tués et 16 blessés.

En arrivant aux Saizerais, où était son quartier général, le général d'Alvensleben trouva une dépêche du prince qui l'engageait à tenter une nouvelle attaque. Mais la fâcheuse expérience qu'il venait de faire lui suffisait. Il répondit qu'un assaut de vive force n'avait aucune chance de réussir et que le mieux était d'attendre. Frédéric-Charles se rangea à cette décision sage, et ordonna au IVe corps, comme nous l'avons vu, de reprendre, le lendemain, sa marche vers la Meuse.





CHAPITRE VI

BATAILLE DE SAINT-PRIVAT

Positions de l'armée française. — Le 18 août 1870 au matin, l'armée du Rhin formait, sur les collines situées à l'ouest de Metz, une ligne presque droite, s'étendant de Sainte-Ruffine à Roncourt. Ses différents corps, disposés du sud au nord dans le sens de l'ordre de bataille, occupaient les positions que voici :

a) 2e Corps (général Frossard)[2]. — La *1re division* (Vergé), formée sur deux colonnes d'une brigade chacune, tenait les deux fermes de *Bellevue* et du *Point-du-Jour*, face à la route de Gravelotte.

La *2e division* (Fauvart-Bastoul) avait sa 1re brigade le long de la voie romaine, sa 2e en avant du bois de Châtel-Saint-Germain, face au sud.

La *brigade Lapasset*, tout à fait à l'extrême gauche de la ligne de bataille générale, occupait la pointe ouest de la croupe de *Rozérieulles*. Elle avait des détachements à *Sainte-Ruffine* et à *Jussy*, pour assurer, de ce côté, les communications avec Metz.

1. Officiellement désignée par le maréchal Bazaine sous le nom de « *Défense des lignes d'Amanvillers* », la journée du 18 août est appelée par les Allemands « *Bataille de Gravelotte-Saint-Privat* ».
2. La 3e division du 2e corps (Laveaucoupet) formait la garnison de Metz.

La *division de cavalerie Valabrègue* se tenait en arrière, campée dans le ravin de *Châtel*.

b) 3e Corps (maréchal Le Bœuf) s'étendait entre le *Point-du-Jour* et *Montigny-la-Grange*. — La *1re division* (Montaudon) occupait *la Folie* et la partie nord-est du bois des *Genivaux*.

La *2e division* (Nayral) tenait le reste de ce bois par sa 2e brigade et avait sa 1re brigade en deuxième ligne, à la ferme de *Leipsick*.

La *3e division* (Metman) se déployait sur la crête entre les deux fermes de *Leipsick* et de *Moscou*.

La *4e division* (Aymard) allait de cette dernière ferme au *Point-du-Jour*.

La *division de cavalerie Clérembault* bivouaquait derrière la crête du ravin de *Châtel*, à l'est de Leipsick.

c) 4e Corps (général de Ladmirault). — La *2e division* (Grenier) était établie entre *Montigny-la-Grange* et *Amanvillers*. La *1re division* (de Cissey) entre ce dernier village et *Saint-Privat*, à l'est et près de la grande route.

La *3e division* (de Lorencez) campait en deuxième ligne le long de la route de *Moulins* à *Saint-Privat*.

La *division de cavalerie* était stationnée en arrière d'*Amanvillers*.

d) 6e Corps (maréchal Canrobert)[1]. — La *1re division* (Tixier) appuyait sa droite à la *forêt de Jaumont*, sa gauche à *Roncourt*.

La *2e division* (Bisson), qui ne comptait que le 9e de ligne, occupait ce village.

La *3e division* (Lafont de Villiers) était déployée entre *Roncourt* et *Saint-Privat*.

La *4e division* (Levassor-Sorval) occupait ce village et le hameau de *Jérusalem*.

e) La Garde impériale, formant réserve, campait au col de Lessy, entre les deux forts de *Saint-Quentin* et de *Plappeville*; elle était à 8 kilomètres des positions du 6e corps.

f) La réserve générale d'artillerie était à côté de la Garde.

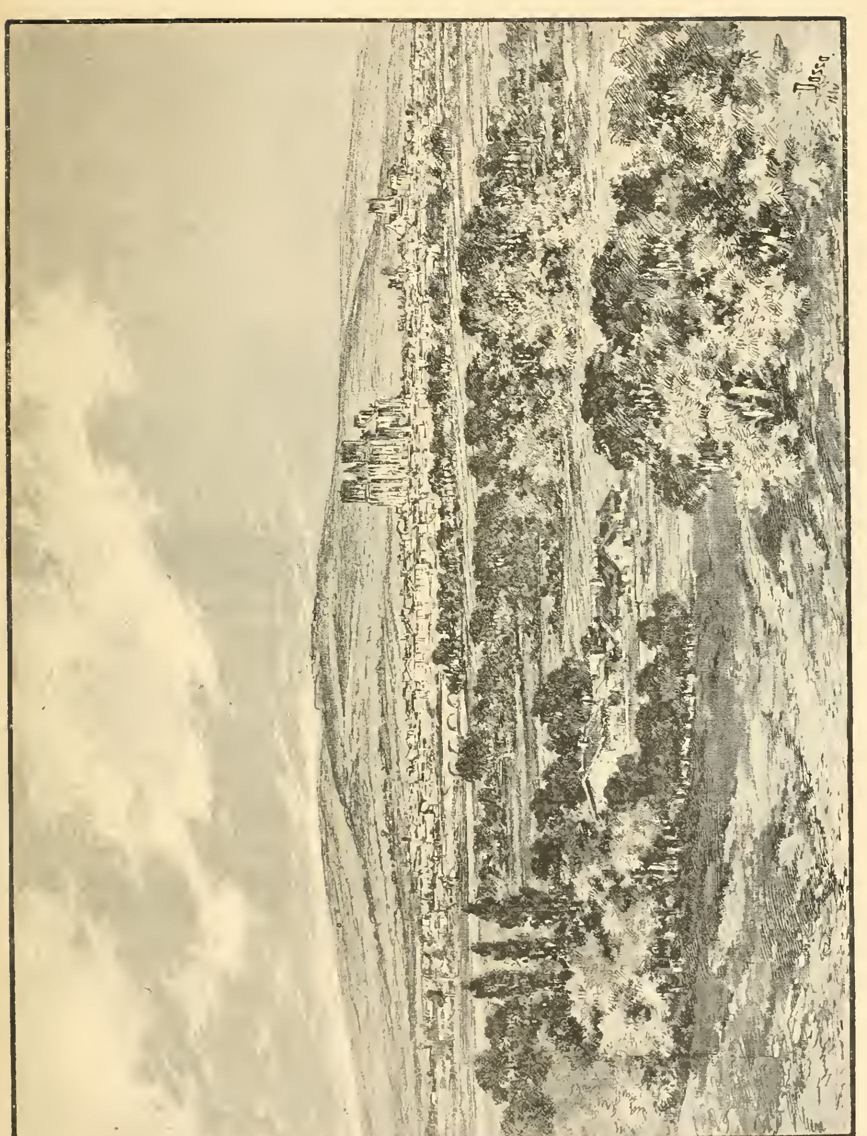
g) La réserve générale de cavalerie, fractionnée en deux groupes, se tenait derrière chacune des ailes : la *1re division* (du Barail)[2], derrière le 6e corps; la *3e division* (de Forton), au moulin de *Longeau*, derrière le 2e.

h) Enfin, le grand quartier général était installé à *Plappeville*, dans une maison particulière.

Description du champ de bataille. — A ne la considérer qu'au point de vue tactique, et abstraction faite, bien entendu, de toute idée concomitante, la position occupée par l'armée française était réellement très forte et bien choisie pour y livrer une bataille défensive. Son flanc gauche se trouvait abrité par les escarpements boisés qui viennent de la Moselle, couvert en avant par le fossé du ravin de la

1. L'effectif du 6e corps se montait, en tout, au chiffre de 26,000 hommes, avec 18 pièces de canon. Il n'y avait pas une seule mitrailleuse à Saint-Privat. (*Procès Bazaine*, Déposition du maréchal Canrobert.)

2. La brigade Margueritte avait été remplacée dans cette division par la brigade de Bruchard (du 3e corps) et le 2e chasseurs d'Afrique.



Vue pittoresque de Toul.

Mance et protégé en arrière par les grosses pièces du fort Saint-Quentin. Son front possédait des vues étendues, dominait assez fortement le terrain des attaques et donnait à l'infanterie et à l'artillerie, vers le nord et vers l'ouest, des champs de tir exceptionnellement favorables. D'une longueur totale de 12 kilomètres, elle concordait bien avec l'effectif de l'armée qui l'occupait, et son seul défaut était de ne pas offrir à nos lignes, resserrées en arrière par des hauteurs boisées ou des ravins abrupts, une profondeur tout à fait suffisante. Mais sa force avait été encore augmentée, sur le front des 2e et 3e corps, par une série d'ouvrages de campagne et des travaux d'appropriation qui faisaient des fermes du Point-du-Jour, de Saint-Hubert, de Moscou, de Leipsick et de la Folie de véritables petites forteresses[1].

Quant à la position de notre droite, son importance capitale et l'impérissable souvenir qui s'attache à son nom méritent une description spéciale. Le village de Saint-Privat, immortalisé par une des plus glorieuses défenses qu'enregistre notre histoire, forme le point culminant d'une région découverte qui s'étend à plusieurs kilomètres vers l'ouest et le nord et comprend les villages d'Amanvillers, Saint-Ail, Sainte-Marie-aux-Chênes, Montois et Roncourt. Il est bâti sur le côté droit de la route de Metz à Briey et possède une annexe, dite Jérusalem, qui borde cette route, à la croisée de celle qui vient de Moulins; sa lisière ouest est formée de jardins clos de murs qui lui constituent une sorte d'enceinte, excellente au point de vue défensif. A trois ou quatre cents mètres à l'ouest, se trouve une crête, véritable rebord de plateau, d'où descendent des pentes douces, allongées et nues qui courent jusqu'à un long ravin peu profond, serpentant à travers la plaine, d'Amanvillers à Auboué. Crête et pentes douces constituaient pour nos troupes un avantage précieux, car si à la faveur du ravin l'ennemi pouvait s'avancer à couvert, il lui fallait, pour aborder ensuite la position, franchir de longs espaces en glacis, balayés par nos projectiles. En outre, les villages de Sainte-Marie, Saint-Ail, Habonville constituaient une avant-ligne, où des postes avancés avaient chance de tenir longtemps tête aux colonnes assaillantes. La position du 6e corps eût donc été particulièrement forte si sa droite se fût trouvée mieux appuyée. Mais là était le village de Roncourt, qui n'offre par lui-même aucune force de résistance et peut être aisément tourné à l'abri des couverts dont il est entouré vers le nord; le faible effectif du 6e corps ne lui permettait pas de pousser jusqu'à Montois, afin de parer à un semblable danger. En outre, les troupes du maréchal Canrobert ne possédaient pas un outil, point de parc ni de compagnie du génie, et, bien entendu, le commandant en chef n'avait pas songé à suppléer à cette situation défectueuse au moyen du grand parc d'armée ou de la réserve du génie; en sorte qu'aucun ouvrage ne protégeait le flanc découvert de notre ligne. Enfin, le 6e corps était, de tous, le plus faible en artillerie, alors qu'en raison de sa situation à l'aile de bataille, il aurait dû être le plus fort. Toutes ces circonstances diminuaient sensiblement la valeur de ses positions dominantes et rendaient sa mission d'autant plus périlleuse. Par suite, il semble que c'est derrière lui qu'auraient dû être placées les réserves tactiques; toute l'artillerie

1. Général FROSSARD, *loc. cit.*, page 103.

massée sur les pentes de Plappeville n'eût pas été trop nombreuse ni trop puissante pour renforcer ce point extrême, qui, en raison des efforts manifestes des Allemands pour nous envelopper, allait devenir évidemment la clef de la position, et même il n'eût pas été hors de propos d'y ajouter, derrière des épaulements solides, quelques pièces de gros calibre empruntées aux forts de Metz. Au lieu de cela, le maréchal Bazaine, hanté par son idée fixe de ne pas abandonner les murailles qu'il a derrière lui, accumule sur sa gauche, qui ne craint rien, tout ce qu'il possède de troupes disponibles. La Garde, troupe d'élite dont la moitié n'a point encore été engagée, la réserve d'artillerie, tout cela est groupé à deux heures de marche du point le plus important et aussi le plus exposé du champ de bataille, et va rester jusqu'à la fin, inoccupé et inutile, pour protéger contre des dangers imaginaires une position presque inattaquable, tant elle est forte naturellement!

D'ailleurs, pas plus à droite qu'au centre ou à gauche, les généraux ne connaissaient le premier mot de la situation stratégique où se trouvait l'armée française. Le commandant en chef, fidèle à sa triste tactique, s'était bien gardé de communiquer aux commandants des corps d'armée le moindre renseignement relatif à la portée du mouvement du 17 ou à ce qu'il savait de ceux de l'ennemi. L'ordre donné par lui ne spécifiait nullement l'occupation d'une position défensive, mais contenait seulement l'indication d'une série d'emplacements, avec l'invitation de s'y fortifier sur place. L'initiative de ses lieutenants n'avait donc pas à se donner carrière pour les dispositions tactiques à adopter, et le rôle du commandement local se trouvait réduit à celui de simple agent d'exécution. Le résultat fut, pour nous, la continuation de cette attitude passive qui nous avait été déjà si fatale; nulle part on ne chercha à se préparer une liberté d'action plus grande par l'occupation des postes avancés qui jalonnaient le front des lignes, à moins de deux kilomètres en avant, et auraient demandé à l'assaillant un effort préparatoire et coûteux avant d'aborder la position principale. Saint-Ail, Habonville, Vernéville, la Malmaison, Gravelotte furent laissés inoccupés, tout comme le bois de la Cusse et la majeure partie du bois des Genivaux. Seul le village de Sainte-Marie-aux-Chênes reçut un régiment, et nous verrons, par le rôle qu'a joué ce poste avancé, quelle aurait pu être l'importance des autres.

Mais le fait le plus grave est *que nous n'avions pas même d'avant-postes*. Déjà, dans la marche du 17, on avait négligé de faire couvrir le mouvement par la cavalerie, oubli qui aurait eu certainement des conséquences funestes, si l'ennemi ne s'était trouvé lui-même dans une situation morale et matérielle qui le maintenait sur place. Une fois les troupes arrivées à leurs emplacements, la cavalerie se retira tout entière en arrière des lignes, et quelques grand'gardes d'infanterie, dont les plus éloignées se trouvaient à 800 mètres, les plus rapprochées à 100 mètres des bivouacs, furent seules chargées d'assurer la sécurité de 150,000 hommes qui avaient marché toute une journée, après s'être battus toute une autre. Il y en eut même qui furent placées avec tant de négligence *qu'elles tournaient le dos à l'ennemi;* d'autres prirent position *entre Metz et l'armée!* « Un régiment qui avait combattu le 16 août devant Mars-la-Tour vint camper le 17 au soir à Montigny-la-Grange, en passant par

Doncourt, Batilly, Habonville, Amanvillers, et reçut l'ordre de placer une grand'-garde sur le mamelon situé au nord-ouest de la ferme de la Folie. Or, cette hauteur était déjà occupée par un poste du 3e corps. Deux régiments établissaient donc leurs avant-postes, non dans la direction de l'ennemi, mais face à face, sur le prolongement même de la ligne de bataille.

« D'où venait l'erreur?... De ce fait qu'aucun renseignement n'avait été donné aux commandants de troupes; après tous les détours que le régiment avait faits, il avait perdu la notion de la direction dangereuse, et, finalement, le dernier élément de sa marche allant du nord au sud, d'Amanvillers à Montigny-la-Grange, il se couvrait vers le sud, comme les troupes du 3e corps venant du sud se couvraient vers le nord[1]. »

Un service de protection organisé d'aussi étrange manière ne pouvait certainement pas assurer aux soldats fatigués le repos dont ils avaient tant besoin. Aussi, vers trois heures du matin, quelques cavaliers ennemis étant venus patrouiller sur les avancées de nos lignes, produisirent-ils par leur simple apparition une panique qui se répercuta d'un bout à l'autre de l'armée. « D'abord lointain, confus et faible, a écrit un officier supérieur du 2e corps, le cri : *Aux armes!* parti d'Amanvillers, se rapprochait du Point-du-Jour, où il était arrivé à être formidable, poussé par chacun avec violence. Les hommes, sortant de leurs tentes, se précipitaient sur leurs faisceaux dans les tenues les plus incorrectes. Quelques coups de fusil se firent entendre, puis, peu à peu, le calme se rétablit, les hommes replacèrent leurs armes où ils les avaient trouvées en répétant les uns aux autres : « *Il n'y a rien, il n'y a rien!* » Ce nouveau cri, fort à la gauche, alla en se perdant peu à peu et successivement jusqu'au point de départ du premier cri : *Aux armes!* On ne saurait mieux comparer cet effet, la nuit, qu'à une vague qui, partie du large, vient échouer à la plage pour retourner à son point de départ et disparaître[2]. »

Pendant ce temps, que faisait le maréchal Bazaine? Tranquillement installé à Plappeville, il ne se préoccupait en aucune façon de ces divers incidents et n'avait pas même envoyé un officier de son état-major pour se faire rendre compte de la manière dont les différents corps étaient installés sur leurs positions. Sa pensée n'était pas avec son armée et ses préoccupations tendaient non pas à s'assurer la victoire, mais à atteindre un autre but que nous connaissons déjà et qu'indiquent suffisamment les deux incidents qu'on va lire.

Le 17 dans l'après-midi, craignant probablement d'avoir trop formellement promis à l'Empereur, dans les dépêches citées plus haut, une reprise de la marche sur Verdun, il expédia au souverain le commandant Magnan avec une nouvelle lettre et la note du général Soleille relative aux approvisionnements de la place en munitions. La lettre contenait ces deux phrases significatives : « ... Nous allons faire tous nos efforts pour reconstituer nos approvisionnements de toutes sortes, afin de reprendre notre marche dans deux jours, *si cela est possible*. Je prendrai

1. Colonel Maillard, *Éléments de la Guerre*, Paris, Baudoin, 1891, page 389.

2. Général de Waldner, *Saint-Privat, le Point-du-Jour* (*Spectateur militaire*, n° du 1er septembre 1892.)

la route de Briey; nous ne perdrons pas de temps, *à moins que de nouveaux combats ne déjouent mes combinaisons*[1]. » Le commandant Magnan était, en outre, chargé de demander le remplacement du général Jarras par le général de Cissey. L'Empereur répondit à cela que le maréchal avait tout pouvoir pour les mutations, et chargea le commandant de porter au maréchal une approbation complète de ses résolutions, *en l'engageant à ne pas compromettre l'armée qui était le dernier espoir de la France*[2].

Or, tandis qu'il réitérait au souverain l'assurance d'une reprise de la retraite sur Verdun, il envoyait un officier de son état-major, le colonel Lewal, reconnaître des emplacements sous la protection des canons de Metz, pour y immobiliser l'armée, aussitôt que les événements qui s'annonçaient lui permettraient de le faire [3]. Cette précaution extraordinaire aurait-elle eu sa raison d'être, sans l'idée préconçue et arrêtée de ne pas quitter la place? Personne, en vérité, ne le croira.

Manœuvre de l'armée allemande. — Cependant, les corps d'armée allemands se préparaient à exécuter la manœuvre prescrite par M. de Moltke. Dès cinq heures et demie du matin, le prince Frédéric-Charles avait convoqué ses commandants de corps à Vionville, et là, il leur donnait des instructions verbales qui peuvent se résumer ainsi :

« La mission de la IIe armée, qui va se porter en avant, est toujours de couper l'adversaire de Verdun et de Châlons et *de l'attaquer partout où elle le trouvera.*

« A cet effet, le XIIe corps (saxon) formera l'extrême gauche, ayant en arrière et à droite la Garde, suivie elle-même, en arrière et à droite, du IXe corps. Le XIIe corps se dirigera sur Jarny, la Garde sur Roncourt; le IXe corps, passant entre Vionville et Rezonville, laissera Saint-Marcel immédiatement sur sa gauche.

« Le IIIe corps suivra le IXe, en se tenant entre lui et la Garde. La 6e division de cavalerie recevra des ordres du général commandant le IIIe corps. L'artillerie de corps de ce dernier demeure à la disposition du commandant de la IIe armée, comme réserve générale d'artillerie.

« Le Xe corps, auquel on a adjoint la 5e division de cavalerie, suivra le XIIe de manière à maintenir son itinéraire entre celui-ci et la Garde.

« L'ennemi paraissait être, hier soir, en retraite sur Conflans. Les trois divisions qui bivouaquaient hier autour de Gravelotte, se sont aussi probablement repliées. S'il en était autrement, le général de Steinmetz les attaquerait, et, dans ce cas, le IXe corps pourrait être appelé à s'engager le premier [4].

1. Maréchal Bazaine, *L'Armée du Rhin*, page 67.

2. *Procès Bazaine*, audience du 29 octobre 1873. — Déposition du commandant Magnan.

3. « Dès le 17, le colonel Lewal avait reçu l'ordre d'étudier une position plus en arrière, où les troupes devaient se trouver en partie sous l'appui des forts et des ouvrages de la place. Le 18 au matin, avant que la bataille ne s'engageât, le colonel Lewal avait réuni en conséquence les sous-chefs d'état-major généraux sur le terrain, et ils y avaient pris connaissance des points que leurs corps d'armée auraient à occuper. Cette série de circonstances, en nous dévoilant la pensée du commandant en chef, nous laisse voir combien le projet de continuer la retraite était, en réalité, loin de son esprit. » (*Procès Bazaine*, audience du 3 décembre 1873. — Réquisitoire.)

4. Le IIe corps, de la IIe armée, ne reçut pas d'instructions spéciales. Le prince comptait sur son arrivée vers deux heures de l'après-midi.

« On ne peut préciser encore si tout cela amènera, pour la IIe armée, un changement de front à droite ou à gauche. Pour le moment, il ne s'agit que d'une marche en avant de 8 kilomètres à peine. Elle devra s'exécuter, *non pas en colonnes de marche, longues et minces, mais par divisions massées, l'artillerie de corps entre les deux divisions de chaque corps d'armée.* »

En même temps, dans la Ire armée, le VIIIe corps se portait sur Rezonville avec son avant-garde à Villers-aux-Bois. Quant au VIIe, il demeurait à Gorze, en position d'alerte, et ses avant-postes engageaient avec nos grand'gardes une fusillade, d'ailleurs insignifiante, qui dura toute la matinée.

A six heures du matin, le roi, qui voulait assister à l'acte décisif qui se préparait, était arrivé avec le grand quartier général sur la hauteur au sud de Flavigny, et prenait en mains, au moins moralement, la direction supérieure des opérations. Quant à la liaison avec les différents corps en mouvement, elle était assurée par des officiers supérieurs d'état-major, qui avaient pour mission de demeurer auprès de chacun des commandants de corps d'armée, et de faire connaître immédiatement à M. de Moltke tout événement important.

Aussitôt que les généraux eurent rejoint leurs troupes, celles-ci se mirent en mouvement. Les Saxons, partis à cinq heures trois quarts, dans l'ordre fixé par le prince, atteignirent Jarny vers neuf heures, et s'arrêtèrent. Successivement, les différents corps d'armée s'ébranlèrent pour gagner leurs positions, et à onze heures environ, les forces allemandes, disposées en échelons sur deux lignes, occupaient le terrain compris entre Jarny et le bois de Vaux.

Cette première partie de la manœuvre n'avait nullement été inquiétée par nous; seule, l'avant-garde du VIIIe corps s'était trouvée un instant exposée à des coups de fusil partant du bois des Genivaux, sans pour cela être obligée d'interrompre sa marche.

Mais, pendant que s'exécutait celle-ci, le général de Steinmetz, attribuant à un commencement de retraite sur Briey certaine animation qui régnait dans nos corps, avait adressé au quartier général un rapport dans ce sens, et M. de Moltke s'était un instant laissé prendre à ces indices trompeurs. Bientôt de nouveaux renseignements, plus précis, arrivèrent, et, dès lors, on sut que l'armée française non seulement ne se retirait pas, mais paraissait au contraire se préparer à la lutte. Seulement on ignorait encore jusqu'où s'étendait sa droite, et on restait convaincu qu'elle ne dépassait pas Amanvillers. Or, la connaissance exacte du point où s'arrêtait notre ligne de ce côté avait pour les Allemands une importance capitale, puisque de sa situation devait dépendre le plus ou moins d'étendue de leur mouvement enveloppant. Croyant donc notre ligne de bataille arrêtée bien en deçà de Saint-Privat, M. de Moltke adressa, à dix heures et demie, l'ordre suivant au prince Frédéric-Charles :

« *D'après les divers renseignements recueillis, tout fait supposer que l'ennemi veut se maintenir entre le Point-du-Jour et Montigny-la-Grange. Quatre bataillons français ont pénétré dans le bois des Genivaux. Sa Majesté estime qu'il convient*

de porter le XII[e] corps et la Garde dans la direction de Batilly, de manière à joindre l'adversaire à Sainte-Marie-aux-Chênes, s'il se retire sur Briey, ou à l'aborder par Amanvillers, s'il reste sur les hauteurs. L'attaque aura lieu simultanément, savoir : pour la I[re] armée, par le bois de Vaux et Gravelotte, pour le IX[e] corps, contre le bois des Genivaux et Vernéville, pour l'aile gauche de la II[e] armée par le nord. »

La I[re] armée, elle, ne devait entamer l'action que quand, à la gauche, la II[e] aurait gagné assez de terrain pour pouvoir s'engager aussi.

Le prince Frédéric-Charles n'était pas, pour l'instant, mieux au courant que le chef d'état-major général de notre position exacte; les patrouilles de cavalerie, qui précédaient l'armée, avaient bien signalé la présence des troupes françaises à Saint-Privat et Sainte-Marie-aux-Chênes; mais leurs renseignements étaient assez vagues, et ne contenaient en tout cas aucune donnée sur la force de ces détachements. Le prince se borna donc à diriger ses corps sur les objectifs indiqués par M. de Moltke, et fit commencer, vers onze heures et demie, le mouvement de conversion à droite : trois corps devaient marcher en première ligne, le XII[e] corps contre Sainte-Marie, la Garde contre Amanvillers, le IX[e] corps contre la Folie; deux corps formaient la seconde ligne, le X[e] corps dirigé sur Saint-Ail, et le III[e] sur Vernéville. Enfin le II[e], encore en marche, formait réserve à Rezonville.

Constatons pour la seconde fois que tous ces mouvements, parfaitement vus des hauteurs que nous occupions, ne furent pas plus entravés que ceux qui les avaient précédés. Le maréchal, toujours à Plappeville, n'avait pas l'air de s'en soucier le moins du monde, et personne dans notre armée, où l'esprit d'initiative était si soigneusement étouffé, n'osait prendre sur lui une détermination qui paraissait cependant naturelle à tout le monde. En sorte que, suivant une expression typique, l'armée française assista, *l'arme au bras* [1], pendant la matinée du 18, à la manœuvre qui allait consommer sa perte.

I. Attaque du IX[e] corps. — Il était onze heures et demie. Les masses ennemies, groupées par grandes unités, et tenues entre les mains de leurs chefs, semblaient sur la plaine dénudée les taches noires d'un échiquier immense. Elles se trouvaient, à cette heure précise et mémorable, en des points que nous allons énumérer, parce qu'il est indispensable, pour l'étude des événements ultérieurs, de les connaître exactement.

I[re] Armée. *VII[e] corps*, à Gravelotte. (Une brigade, la 26[e], gardait le pont d'Ars-sur-Moselle.)
VIII[e] corps, Villers-aux-Bois.
I[er] corps, sur la rive droite, mais en marche vers la Moselle.

1. E. J., ancien élève de l'École polytechnique, *Les Vaincus de Metz*; Paris, A. Lacroix, Verboeckhoven et C[ie], 1871, page 120.

IIe Armée. *XIIe corps*, en marche sur Sainte-Marie-aux-Chênes.
Garde, entre Doncourt et Vernéville.
IXe corps, à hauteur de Vernéville.
Xe corps, vers Doncourt.
IIIe corps, vers Saint-Marcel.

Les divisions de cavalerie marchaient avec les corps auxquels elles avaient été attachées.

A ce moment, le prince Frédéric-Charles reçut de ses patrouilles l'avis que notre droite dépassait très probablement Amanvillers et, qu'en tout cas, un camp français était établi à Saint-Privat. Il modifia immédiatement ses premiers ordres en ce sens, et expédia au IXe corps l'invitation formelle de différer son attaque sur la Folie jusqu'à ce que la Garde ait débouché à gauche et soit en mesure de marcher contre Amanvillers. Mais avant que ces nouvelles instructions fussent partout arrivées à destination, l'action s'engageait devant Vernéville, par une canonnade intense, et la bataille commençait avec une violence qui ne permettait pas de l'arrêter.

Voici, en effet, ce qui s'était passé. L'avant-garde de la 18e division prussienne (IXe corps), forte de 4 bataillons, dont un de chasseurs, 4 escadrons et 1 batterie, avait, en débouchant de Vernéville, dirigé 7 compagnies sur la ferme Chantrenne, afin de l'occuper tout d'abord et de s'assurer un point d'appui avant d'attaquer la Folie [1]. En même temps, le commandant de corps d'armée, qui était arrivé à Vernéville vers onze heures et demie et n'était encore en possession que des premiers ordres du prince, remarquait, près d'Amanvillers, un camp dans lequel semblait régner une insoucieuse quiétude [2]. Il jugea l'occasion bonne pour nous surprendre et ordonna en conséquence à tout ce qu'il avait d'artillerie sous la main (artillerie de la 18e division et artillerie de corps) de se porter face à nos positions, pour entamer énergiquement l'action sur Amanvillers et Montigny-la-Grange. A onze heures trois quarts, ces 9 batteries se déployaient sur la longue croupe (cotée 326 sur la carte d'état-major) qui descend d'Amanvillers vers Vernéville et ouvraient le feu contre ce qu'on croyait toujours être l'extrême droite de notre ligne de bataille. L'absence d'avant-postes nous mettait encore une fois à la merci d'une attaque brusquée. Il est juste de dire cependant, qu'à défaut d'avant-postes, la vue des masses prussiennes signalées depuis le matin aurait dû suffire à prémunir le 4e corps contre la surprise dont il était l'objet. Mais telle était l'apathie qui, sous la pernicieuse influence d'un commandement inerte, avait gagné de proche en proche officiers et soldats, qu'on ne se donnait même plus la peine de voir et de réfléchir.

Cette pointe aventurée de l'artillerie allemande témoignait assurément d'une grande hardiesse de sa part; étant donnée toutefois la distance à laquelle se trouvait encore à ce moment son infanterie, elle ne laissait pas d'être singulièrement périlleuse et faillit, comme nous allons le voir, la conduire à un désastre.

1. Cette avant-garde avait ordre de « s'avancer dans la direction de la Folie, d'occuper le bois et la ferme, mais de ne pas dépasser ces points, pour le moment ».

2. *La Guerre franco-allemande*, page 674.



L'Artillerie saxonne à Saint-Privat.

Dispositions prises par les corps français. — Le 4[e] corps cependant, dans les rangs duquel étaient tombés les premiers obus, avait couru aux armes, en renversant les marmites juste au moment où la soupe allait être mangée. Les régiments, abandonnant instantanément leurs bivouacs qu'ils ne devaient plus revoir[1], se formèrent avec une régularité et une précision qui montraient bien quelle était la valeur de ces troupes et gagnèrent des positions voisines où ils se déployèrent en formation de combat. La division Grenier, la plus directement en butte aux projectiles ennemis, porta la brigade Bellecourt (1[re]) au sud-ouest d'Amanvillers; avec cette brigade se trouvait la batterie de mitrailleuses qui prenait ainsi d'écharpe la longue ligne des batteries du IX[e] corps. La brigade Pradier, précédée d'une ligne de tirailleurs qui ne poussa malheureusement pas jusqu'aux fermes de Champenois et de l'Envie, se déploya entre Montigny-la-Grange et Amanvillers.

La division de Cissey se plaça au nord-ouest d'Amanvillers : le 6[e] de ligne à cheval sur la tranchée du chemin de fer alors en construction, la 2[e] brigade à droite de ce régiment. Le 20[e] bataillon de chasseurs servait de soutien à l'artillerie et formait deux groupes, l'un au sud de la tranchée, l'autre au nord, près de la Mare. Le 1[er] de ligne (de la 1[re] brigade) formait réserve.

Quant à la division Lorencez, elle était placée en réserve générale à Montigny-la-Grange; mais on n'avait pas pris soin de la défiler, en sorte qu'elle était aussi exposée que si elle eût été engagée dès le début.

Voyons maintenant quelles étaient les dispositions prises par les autres corps de l'armée du Rhin, sauf le 6[e], dont il sera question plus loin.

A la gauche du 4[e] corps, la 1[re] division (Montaudon) du 3[e] avait en ligne le 18[e] bataillon de chasseurs, au sud de Montigny, puis le 51[e] de ligne, disposé de la façon suivante : un bataillon dans la ferme de la Folie, un autre dans les tranchées, le 3[e] dans le bois de Genivaux. La brigade Clinchant occupait les lisières ouest et nord de ce bois, dans la partie qui s'étend entre les fermes de la Folie et de Chantrenne. Le 62[e] (de la 1[re] brigade) était en réserve derrière.

Continuant la ligne vers la gauche, la 2[e] division du 3[e] corps (Nayral) avait le 15[e] bataillon de chasseurs et le 19[e] de ligne à hauteur de la ferme de Leipsick dans les tranchées, et le 41[e] en réserve derrière; la 2[e] brigade (69[e] et 90[e]) occupait les parcelles de bois qui longent la rive gauche du vallon venant de la Folie.

La 3[e] division (Metman) avait placé sa 1[re] brigade entre les fermes de Leipsick et de Moscou. Toutefois, on avait envoyé dans le bois dont il vient d'être question le 7[e] bataillon de chasseurs, un bataillon du 29[e] et une compagnie du 7[e] de ligne[2]. Dans la 2[e] brigade, deux compagnies du 59[e] occupaient la ferme de Moscou, tandis que le reste du régiment se tenait dans les tranchées construites au nord de cette ferme. Le 71[e] formait la réserve de la division.

1. Ces troupes, pendant les trois journées des 16, 17 et 18 août, ne purent manger la soupe qu'une fois, le 17 au soir. Après la bataille du 18, les bivouacs ayant été abandonnés dans la retraite, elles perdirent tous leurs bagages, et rentrèrent à Metz, le 19, sans aucun objet de campement. Les officiers avaient également perdu tout ce qui leur appartenait.

2. Ces troupes restèrent sur la lisière du bois. Seules, deux compagnies (une de chasseurs et une du 7[e] de ligne) descendirent jusqu'au ruisseau.

La 4e division (Aymard) était la plus au sud du 3e corps; sur la lisière du bois des Genivaux, au pied des pentes du ravin, elle avait sa 1re brigade, un bataillon du 60e à droite et le 44e à gauche. Un autre bataillon du 60e occupait la ferme, autour de laquelle se trouvait l'artillerie; le 3e bataillon formait une seconde ligne à 300 mètres en arrière. La 2e brigade était postée dans des tranchées-abris à cheval sur la voie romaine; un bataillon du 80e occupait depuis la veille l'auberge de Saint-Hubert, avec une grand'garde au pont sur lequel la route de Gravelotte franchit le ravin de la Mance. Un autre bataillon de ce régiment tenait par deux compagnies l'auberge du Point-du-Jour. Au sud de cette auberge, la division Vergé (du 2e corps) avait sa 2e brigade (76e et 77e) déployée le long de la route, dans les fossés, avec des tirailleurs dans les carrières en avant, et sa 1re brigade en seconde ligne. La division Bataille était formée sur deux lignes, dont la première occupait des tranchées. Enfin, la brigade Lapasset, déployée à l'extrême gauche, avait envoyé des compagnies de grand'garde dans Rozérieulles et Sainte-Ruffine.

Nos batteries, restées avec leurs divisions respectives, avaient pris position autour des différentes fermes qui jalonnaient la ligne; quant à la réserve générale d'artillerie, elle n'avait pas quitté Plappeville, où la maintenait le maréchal.

La rapidité avec laquelle toutes ces troupes avaient gagné leurs emplacements de combat plaçait les batteries du IXe corps, si aventurées, dans une situation critique. Bien que leur feu ait rapidement atteint un degré formidable d'intensité, et qu'elles aient pu, comme dans les affaires précédentes, prendre presque tout de suite le dessus dans la lutte directe d'artillerie, le tir meurtrier de notre infanterie ne tarda pas à leur infliger des pertes considérables. Dirigé de haut en bas, sur des pentes légèrement inclinées, par de vigoureux soldats pourvus d'une arme excellente, il était d'une efficacité complète, qui mettait « les servants allemands à une rude épreuve[1] ». En même temps, nos batteries, placées dans une situation dominante et généralement abritées derrière des murs, prenaient d'écharpe les pièces ennemies et suppléaient au défaut de précision par un tir rapide et continu. Le général de Manstein, justement inquiet, voulut faire soutenir ses pièces par deux escadrons de dragons; ceux-ci ne purent pas tenir. Il lança alors sur la ferme de l'Envie deux compagnies qui y pénétrèrent sans difficulté, aucune force française ne s'y trouvant, et la mirent aussitôt en état de défense[2]. Puis, au fur et à mesure de l'arrivée à Vernéville des divers éléments de la 18e division, il envoya des troupes pour garnir le bois de la Cusse, afin de protéger le flanc gauche de sa ligne d'artillerie.

Cependant la fusillade dirigée sur celle-ci par les fantassins des généraux Grenier et de Cissey continuait avec une violence extrême. Exposés à des feux croisés, pris à revers par le tir de la batterie de mitrailleuses dont il a été question plus haut, les canonniers ennemis subissaient des pertes énormes; la batterie qui tirait à

1. *La Guerre franco-allemande*, page 676.

2. La Relation allemande (page 678) donne à cette occupation une importance qu'elle n'a jamais eue. La ferme de l'Envie n'était pas occupée par nous; elle n'a donc pas été défendue, et les prétendues tentatives pour la reprendre, dont parle la narration officielle, n'ont jamais existé que dans l'imagination de son auteur. On n'en trouve trace nulle part dans les historiques des régiments français.

l'extrême gauche de la ligne, plus particulièrement exposée que les autres, voyait tomber en quelques minutes plusieurs officiers, 5 chefs de pièce, 40 canonniers et presque tous ses chevaux; bientôt même il lui fallait cesser son feu et se retirer en toute hâte. Un brave soldat, le nommé *Hamoniaux*, de la 2e compagnie du 5e bataillon de chasseurs, s'apercevant que les pièces étaient abandonnées, courut jusqu'à elles, accompagné d'un caporal et d'un clairon du 13e de ligne, et s'assura qu'elles étaient en bon état. Les trois courageux soldats allèrent immédiatement prévenir l'artillerie; un lieutenant, M. Palle, accourut avec des attelages et, un quart d'heure après, deux pièces capturées sous une grêle de balles étaient triomphalement ramenées à Amanvillers[1].

Tandis que se passait cet incident glorieux, l'infanterie ennemie avait tenté de progresser vers nos lignes. Les compagnies qui occupaient le bois de la Cusse faisaient de vains efforts pour en déboucher, sans pouvoir y réussir, et les pertes qui leur étaient infligées devenaient très sensibles. A droite, des fractions de la 35e brigade avaient occupé Chantrenne et envahi la partie du bois des Genivaux qui borde la rive droite du ruisseau de la Mance; mais, arrêtées là par les feux de la brigade Clinchant, elles n'avaient pu franchir celui-ci. Le commandant de la brigade essaya alors d'attaquer la Folie en partant de Chantrenne; il échoua complètement, et dut rassembler dans cette dernière ferme tout ce qu'il avait de troupes aux alentours, afin de conserver au moins ce point d'appui. Il était une heure. Sur ce point, les Français ne passant point à l'offensive, et les Allemands demeurant impuissants à déboucher, le combat dégénéra en une « fusillade incessante et opiniâtre[2] », qui n'amena pas de résultat.

Car c'est toujours le même et triste refrain. Nous nous défendons avec un grand courage, mais toujours passivement; jamais nous ne profitons du désarroi que produit l'insuccès dans les rangs de l'assaillant pour reprendre à notre tour l'offensive et le culbuter. Quand il s'arrête, nous ne le poursuivons pas, et par suite nous n'obtenons jamais que des succès négatifs, ou tout au moins inféconds. Déplorable conséquence de l'oubli des vrais principes de la guerre, et de l'incroyable apathie du temps de paix.

Il est certain qu'à ce moment, et la Relation officielle allemande ne se fait pas faute de le répéter à plusieurs reprises, la situation de l'artillerie allemande était des plus périlleuses et des plus aventurées; la seule brigade qui fût encore arrivée sur le champ de bataille ne luttait qu'avec peine et sans pouvoir faire le moindre progrès. L'autre brigade de la 18e division se trouvait encore loin en arrière, et ne devait arriver à Vernéville *qu'à deux heures*[3]. La division hessoise (2e du IXe corps), en marche entre Arnoux-la-Grange et Habonville, n'avait encore dans le bois de la Cusse que quelques troupes d'avant-garde, et, d'ailleurs, elle se trouvait forcée de répondre au feu que dirigeaient sur elle les défenseurs de Saint-Privat. Par conséquent, rien n'eût été plus facile que de jeter le désordre dans toutes ces troupes,

1. M. Palle et le chasseur Hamoniaux furent faits chevaliers de la Légion d'honneur.
2. *La Guerre franco-allemande*, page 682.
3. *Ibid.*, page 685.

surprises en flagrant délit de manœuvre, de faire un trou dans la masse des forces ennemies et d'interrompre ainsi l'exécution des combinaisons, savantes assurément, mais étrangement hasardeuses, du grand état-major prussien. On ne fit rien, parce que le commandement supérieur ne voulait rien faire. A proprement parler d'ailleurs, ce commandement n'existait pas.

La lutte continua donc, sans autre but que de garder les positions réciproques. Les batteries du IX[e] corps, horriblement maltraitées, entretenaient péniblement la canonnade. « Mais la physionomie du combat et la configuration du terrain rendaient difficile de réapprovisionner les pièces en temps utile, de sorte que, vers deux heures, c'était à peine si l'artillerie de corps était encore en mesure de combattre[1]. » Fort heureusement pour elle, la 25[e] division (hessoise) débouchait maintenant d'Habonville et allait se déployer face au front de la division de Cissey.

Sur ces entrefaites arrivait au général de Manstein l'ordre dont il a été question ci-dessus (voir page 376), et que le prince Frédéric-Charles avait donné un peu avant midi. D'après ses termes, le IX[e] corps devait, de concert avec la Garde, attaquer *notre droite*. Or, le général de Manstein savait maintenant que notre droite n'était pas en face de lui; mais bien plus au nord, et que, par conséquent, il lui fallait faire remonter ses troupes de ce côté, ce qui n'était pas chose facile, étant données la violence de notre feu et la position critique des batteries que le moindre changement de position exposait à une catastrophe. Le commandant du IX[e] corps se borna donc, pour l'instant, à prolonger sa ligne vers Saint-Ail, en plaçant la division hessoise au nord du bois de la Cusse. En même temps, il disposait les cinq batteries de cette division à l'est d'Habonville, sur la croupe allongée que traverse la tranchée du chemin de fer, et faisait ouvrir le feu sur Amanvillers.

L'entrée en ligne de cette nouvelle artillerie, en obligeant les pièces du général de Cissey à lui répondre, donna un peu de répit à celle qui soutenait la lutte depuis près de deux heures déjà, dans les conditions que l'on sait. Un instant après, l'artillerie du corps de la Garde, devançant son infanterie, arrivait à son tour près de Saint-Ail, et attirait sur elle le feu des batteries du 6[e] corps, qui abandonnaient par suite leur objectif primitif de Vernéville. La situation générale de l'ennemi s'améliora donc un peu, sans pour cela devenir toutefois très brillante; car si les batteries placées en avant de Vernéville se trouvaient, pour le moment, moins exposées, les progrès de l'infanterie restaient nuls, et la lisière des bois constituait une limite que les Allemands ne réussissaient à dépasser d'aucun côté. Le IX[e] corps demeurait toujours à la merci d'un mouvement offensif, et le général de Manstein le comprenait si bien qu'il faisait mettre en état de défense, « à toute éventualité, les bâtiments de Vernéville les plus propres à la résistance, et surtout le cimetière[2] ».

Malheureusement, cette offensive se bornait à des efforts de détail, absolument

1. *La Guerre franco-allemande*, page 681.
2. *Ibid.*, page 690.

incohérents, dus uniquement à une détente spontanée du tempérament français, et nullement à une direction supérieure. Des groupes d'infanterie, énervés par l'immobilité, avaient gagné du terrain, face à la ligne des batteries, et occupé la ferme Champenois. Les Allemands crurent voir dans ce mouvement isolé un nouveau danger pour leurs pièces, et lancèrent en avant un bataillon qui, après avoir rapidement perdu son chef, 12 officiers et 400 hommes, dut se replier en désordre. C'en était fait de l'artillerie allemande, si on l'eût voulu; mais si grande est l'influence du commandement que quand celui-ci disparaît, les qualités naturelles du soldat elles-mêmes s'émoussent et se paralysent. Personne ne donnant d'ordre, on ne poussa pas de l'avant, en sorte que les batteries de Vernéville, qui ne pouvaient absolument plus tenir, eurent le loisir d'effectuer leur retraite. Celle-ci cependant ne s'exécuta pas sans difficultés ni pertes; il fallut abandonner un certain nombre de pièces et de voitures, et n'emmener en arrière que des débris. Des neuf batteries qui, depuis onze heures trois quarts, tenaient la croupe 326, il n'en restait, vers trois heures, que trois en position, et encore étaient-elles fortement éprouvées. Bientôt augmentées d'une batterie à cheval hessoise, qui, après avoir été obligée de se retirer aussi du feu, s'était reconstituée et réparée de son mieux, mais n'avait plus que 5 pièces, elles prirent pour objectif la ferme de Champenois et réussirent à l'incendier, en dépit des pertes nouvelles que leur faisait éprouver le feu terrible de mousqueterie dirigé sur elles par nos soldats.

Aussitôt le bataillon hessois, profitant des abris du terrain, se glisse à l'est de Vernéville, gagne la ferme de l'Envie, que l'ennemi occupait déjà et à laquelle nos obus avaient mis le feu, et marche contre Champenois. Mais l'incendie nous avait déjà chassés de ce point; quand les Hessois y arrivèrent, ils n'y trouvèrent plus personne et purent y entrer sans coup férir. Toutefois, la possession de cette ferme, acquise vers quatre heures et demie, donna à la ligne d'artillerie allemande un peu plus de sécurité; quelques instants plus tard, le bataillon de chasseurs hessois parvenait à s'installer sur le versant nord-est de la croupe où gisaient les débris des batteries allemandes retirées du combat[1].

L'occupation de ces deux positions permit à une nouvelle artillerie, comme nous allons le voir, de se déployer plus nombreuse, au lieu même où les pièces du IX[e] corps avaient été si près de subir un désastre sans précédent.

Pendant que ces divers incidents se déroulaient sur le front et la gauche de ce corps, la lutte continuait à droite contre les troupes placées dans le bois des

1. Ici, comme pour l'occupation de la ferme de l'Envie, la Relation prussienne donne des détails inexacts. Elle parle d'une vigoureuse attaque, accompagnée de péripéties brillantes sans doute, mais moins rapprochées de l'histoire que du roman. Les Hessois n'ont pas eu à prendre d'assaut Champenois, par la raison que cette ferme, occupée primitivement par très peu de monde, n'a pas été défendue. L'incendie nous en a chassés, et si les Allemands ont subi des pertes pour y arriver, c'est par le seul fait des soldats français qui occupaient les lignes plus élevées de Montigny-la-Grange à la Folie. De même, la Relation allemande parle un peu plus loin (page 698) de colonnes françaises qui se seraient, à trois reprises, lancées infructueusement contre le bataillon de chasseurs hessois installé à la gauche des batteries encore en position à l'est de Vernéville. Nos souvenirs personnels et ceux de nos camarades auxquels nous avons fait appel nous permettent d'opposer à cette assertion un démenti formel.

Genivaux. Là aussi, les pertes étaient lourdes, et l'ennemi ne se maintenait qu'à grand'peine dans ses positions. Le bataillon qui occupait Chantrenne était en butte à des feux convergents qui le malmenaient fort, et il souffrait beaucoup du tir continu que dirigeait sur lui la brigade Clinchant, embusquée dans le bouquet de bois qui s'étend de Chantrenne à la Folie. Vers deux heures trois quarts, le général de Blumenthal, commandant la 35e brigade, voulut essayer de s'emparer de ce point d'appui; mais, accueilli par une fusillade terrible, il dut replier à grand'peine ses troupes, avec des pertes énormes[1], sur la lisière des fourrés de la Mance. Un bataillon, qui, un peu plus au sud, avait franchi la Mance, fut bousculé par le 90e et le 69e, de la brigade Courcy. Tout ce terrain devenait le théâtre d'une lutte meurtrière, et les Prussiens épuisaient sans résultat leurs forces et leurs munitions. Bientôt le colonel des fusiliers de Magdebourg tombe mortellement frappé; le général de Blumenthal est blessé; les troupes, qui n'ont plus de cartouches, abandonnent successivement la lutte; finalement, il ne reste là, à partir de quatre heures, que quatre compagnies. Et cependant, nous ne prenons pas l'offensive.

Le général de Manstein, en proie à une anxiété qui s'explique, suivait, de l'angle nord du bois de la Cusse, la marche de la Garde, dont les progrès importaient tant à son salut. Les batteries hessoises tenaient toujours, ainsi que les quatre batteries de Vernéville; la division du prince de Hesse, blottie derrière le bois de la Cusse, essayait vainement de déboucher et devait finalement se mettre à l'abri des fourrés, pour attendre là que la Garde se montrât enfin. Tout ce monde était épuisé et n'aurait certainement pas tenu tête à une attaque, si elle s'était produite. Mais, de notre côté aussi, les batteries commençaient à ralentir leur feu; certaines d'entre elles, très durement éprouvées, se voyaient contraintes de quitter le champ de bataille; d'autres manquaient de munitions; fort peu demeuraient intactes. Quant à l'infanterie, dont les chefs ignoraient la raison d'être de cette bataille, et ne possédaient ni *directive*, comme disent les Allemands, ni renseignements sur la situation tactique, elle se contentait de rester sur place et de repousser victorieusement tous les assauts.

Cependant, un puissant renfort venait d'arriver au général de Manstein. C'était l'artillerie de corps du IIIe corps (quatre batteries montées), qui, devançant son infanterie, sur l'ordre direct du prince Frédéric-Charles[2], accourait renforcer le IXe corps, s'établissait, à trois heures et demie, entre le château de Vernéville et le bois des Genivaux, et de là écrasait l'artillerie du général de Ladmirault. C'était ensuite la 3e brigade de la Garde qui atteignait le champ de bataille, et se déployait à la gauche du IXe corps, tandis que le reste du corps de la Garde continuait à avancer vers le nord et marchait, comme nous le verrons plus tard, contre Sainte-Marie-

1. *La Guerre franco-allemande*, page 700.

2. Le prince Frédéric-Charles, arrivé vers une heure trois quarts sur la hauteur du télégraphe, à l'ouest de Vernéville, se porta un peu après deux heures par Arnoux-la-Grange vers la cote 281, à l'ouest d'Habonville, afin de reconnaître en personne le point exact, encore inconnu, où s'arrêtait notre droite.

aux-Chênes. C'était enfin le III[e] corps tout entier qui arrivait à deux kilomètres au sud-ouest de Vernéville, et restait là jusqu'à nouvel ordre, constituant une réserve imposante avec laquelle, malgré l'affaiblissement résultant des énormes pertes de l'avant-veille, nous étions obligés de compter.

La situation générale, à partir de ce moment, était donc la suivante sur le front d'attaque du IX[e] corps : au centre, une formidable ligne de 19 batteries (soit 106 pièces)[1] qui tiraient sur le 3[e], le 4[e] corps et la droite; aux deux ailes, deux groupes d'infanterie fournis par le IX[e] corps et la 3[e] brigade de la Garde. En arrière, le III[e] corps. Suffisamment protégée maintenant et rapidement venue à bout de la nôtre, l'artillerie allemande prenait pour objectif les lignes de l'infanterie française, auxquelles elle infligeait, en raison même de leur persistante immobilité, des pertes considérables. Bientôt le général de Ladmirault se vit obligé de faire relever la brigade Bellecourt (1[re] de la division Grenier) par une brigade de la division Lorencez. Imaginant voir dans ce mouvement un prélude de retraite, les Hessois tentèrent alors un mouvement offensif, que la fusillade de notre infanterie arrêta net. De même, la 3[e] brigade de la Garde, qui avait essayé de déboucher au nord-est d'Habonville, fut refoulée avec perte, et obligée de regagner les abris qui bordent le bois de la Cusse au nord. La situation, malgré l'entrée en ligne du côté de l'ennemi des puissants renforts dont il a été parlé, n'était donc pas sensiblement modifiée, et les positions réciproques des deux adversaires demeuraient les mêmes. La lutte se prolongeait sans résultat, soutenue d'un côté par une artillerie puissante, de l'autre par une infanterie solide et bien armée. Mais, ainsi que l'ont écrit les Allemands, « tandis que l'on s'occupait ainsi de renforcer le IX[e] corps, déjà fort éprouvé, *mais dont le rôle consistait d'ailleurs à demeurer provisoirement dans l'expectative*, la Garde préparait un mouvement tournant contre les positions ennemies, *dont on supposait alors que Saint-Privat formait l'extrême droite* »[2].

Une chose est à remarquer en effet, dans cette première partie de la bataille : c'est la difficulté qu'éprouvent les Allemands à se renseigner exactement sur la limite extrême de nos emplacements vers le nord. Les reconnaissances successives opérées par la cavalerie, par les avant-gardes, par les généraux eux-mêmes, sont impuissantes à déterminer ce point si important pour l'ennemi, qui a basé toutes ses combinaisons sur leur connaissance précise. Il croit d'abord que c'est Amanvillers, puis Saint-Privat; et c'est seulement à cinq heures du soir qu'il s'aperçoit que nous nous étendons bien réellement jusqu'au village de Roncourt. On peut juger de la série des tâtonnements par lesquels les Allemands ont dû passer, avant d'agir d'une façon certaine, et quel long espace de temps il leur a fallu pour les franchir. Il est vraiment bien coupable, le commandant en chef qui n'a même pas cherché à « contrarier le moins du monde ce délicat déploiement compliqué d'une marche de flanc[3] »!

1. 5 batteries du IX[e] corps, 1 du III[e], 15 hessoises, et 1 de la Garde. Certaines de ces batteries, durement éprouvées par le combat dont il a été question ci-dessus, n'avaient pas leur complet de pièces.

2. *La Guerre franco-allemande*, page 710.

3. Colonel Canonge, *loc. cit.*, tome II, page 131.



1. Général de Alvensleben II. — 2. Général de Alvensleben I. — 3. Général de Zastrow.
4. Général de Hartmann.

Quoi qu'il en soit, la situation tactique du IXe corps, l'expectative du mouvement décisif qui commençait à se dessiner à la gauche, enfin la persistante passivité de nos troupes amenèrent entre cinq et sept heures du soir une sorte de détente dans le premier acharnement de la lutte, et aux furieux engagements du début succéda, pour ainsi dire spontanément, une accalmie que les acteurs de ce grand drame subirent presque sans s'en rendre compte. Le feu se ralentit, les mouvements cessèrent, et les deux adversaires restèrent face à face, ripostant assez faiblement l'un à la canonnade, l'autre aux coups de fusil. Nous les retrouverons tout à l'heure, avec leur ardeur première, quand sonnera l'heure du dénouement. Nous allons, pour l'instant, revenir un peu en arrière, et suivre les péripéties de la bataille, devant le front des 2e et 3e corps.

II. — Attaque de la Ire armée.

Si l'on se reporte aux dispositions adoptées respectivement par les deux adversaires, dispositions qui ont été données au précédent chapitre, on voit que, déjà dans la matinée du 18, les troupes de notre aile gauche et celles de la Ire armée (VIIe et VIIIe corps) se trouvaient au contact. Par suite, la surprise dont avait été victime, à onze heures et demie, l'infanterie du général de Ladmirault ne s'était pas étendue aux corps placés plus à gauche, car ceux-ci, outre que leurs grand'gardes tiraillaient depuis l'aube avec les postes avancés de l'ennemi, avaient pu reconnaître à certains indices l'imminence d'une action. Aussi, tandis que les forces ennemies se massaient vers Gravelotte, au vu de nos lignes disposées sur les hauteurs, chaque régiment français gagnait peu à peu sa position de combat et garnissait les tranchées qu'il avait construites la veille.

A midi, le général de Steinmetz, entendant le bruit du canon de Vernéville, avait fait entamer l'action par l'artillerie de la 14e division (VIIe corps), postée entre Gravelotte et le bois des Oignons. Mais les batteries du 3e corps ayant aussitôt riposté avec vigueur, il avait fallu un peu plus tard faire prolonger les ailes de la ligne déjà établie par les trois batteries de la 13e division. Le duel d'artillerie dura, sans incident remarquable, jusque vers trois heures de l'après-midi.

A ce moment, M. de Moltke qui, des hauteurs de Flavigny, suivait, avec le roi de Prusse, le développement de la bataille, et redoutait les effets d'un entraînement dont le général de Steinmetz était coutumier, lui expédia l'ordre suivant, afin de prévenir un engagement prématuré des deux corps qui, d'après ses projets, devaient former le pivot du mouvement général.

« Le combat partiel qu'on entend en ce moment en avant de Vernéville n'exige pas que la Ire armée s'engage tout entière. Elle évitera de montrer des forces considérables, et se bornera, le cas échéant, à faire agir son artillerie pour préparer l'attaque ultérieure. »

Le chef d'état-major général entendait que la Ire armée se bornât « à tenir sans cesse en haleine le front des fortes positions » de notre aile gauche, tandis que la IIe armée attaquerait notre droite « de front et de flanc [1] ». Mais, pour cela,

1. *La Guerre franco-allemande*, page 668.

il n'aurait pas fallu engager tout de suite l'artillerie de deux corps d'armée, car il était dangereux, si on ne voulait pas pousser l'action à fond, de l'entamer avec cette énergie. Or, à une heure à peine de l'après-midi, l'artillerie du VIIIe corps était venue prendre position au nord de Gravelotte, protégée par des troupes d'infanterie qui, descendant les pentes du ravin de la Mance, entamaient le feu avec nos postes avancés. Il y avait là en tout 18 batteries (108 pièces), en ligne de la Malmaison à Gravelotte, qui balayaient de leurs projectiles les hauteurs de Moscou, écrasaient les pièces des divisions Vergé et Fauvart-Bastoul, et nécessitaient l'entrée en action de l'artillerie de réserve des 2e et 3e corps [1].

Une action aussi énergiquement commencée ne pouvait se borner longtemps à une simple canonnade, et l'infanterie ne tarda pas à s'en mêler, plus tôt certainement que le généralissime allemand ne l'eût désiré [2]. Ce fut d'abord la 15e division prussienne qui se lança de l'avant, en se glissant dans le ravin de la Mance. Au sud de la route de Gravelotte, le général-major de Wedell [3] réussit à pousser sa brigade (la 29e) jusqu'au bord *est* du ravin ; le 33e gagna même, en repoussant devant lui les quelques tirailleurs que nous avions placés, la lisière orientale du bois de Vaux. Mais là, son bataillon de gauche fut accueilli par des feux meurtriers, perdit son chef, la majeure partie de ses officiers, et fut si rapidement et si durement éprouvé qu'il dut se jeter dans les carrières à gravier qui bordent la route en avant de Saint-Hubert ; celles des fractions du régiment qui combattaient un peu plus au sud, face au Point-du-Jour, ne réussissaient pas mieux à déboucher du bois et finalement étaient rejetées dans le ravin par le 76e de ligne et le 3e bataillon de chasseurs de la division Vergé, inébranlables sous les obus qui les décimaient. « La batterie de mitrailleuses du capitaine Dupré, postée un peu trop en avant sur la route, avait perdu en quelques minutes un grand nombre de canonniers et de chevaux. Un bataillon du 23e et le 12e bataillon de chasseurs, qui l'appuyaient, aidèrent le commandant de cette batterie à la dégager et à ramener ses pièces [4] ».

Au nord de la route, la 30e brigade avait gagné, au prix de lourdes pertes, quelque terrain dans les bois qui bordent le ravin ; mais les feux du 7e de ligne et du 7e bataillon de chasseurs, embusqués sur la lisière orientale, réussissaient à le maintenir dans les fourrés.

Le seul résultat obtenu par les assaillants était la retraite de la compagnie du

1. On lit dans la *Relation allemande*, page 718 (en note) : « Depuis le 16, la ferme de Mogador avait été convertie en ambulance et un grand drapeau indiquait sa destination. Des obus français, qui l'atteignirent accidentellement dans ce moment du combat, y déterminèrent un incendie et il ne fut plus possible d'arracher aux flammes les nombreux blessés, tant allemands que français, qui y avaient été transportés. » Il est permis de se demander si les Allemands n'auraient pas pu éviter cet accident douloureux en adoptant d'autres positions de batterie. Le fait de se poster à proximité d'une ambulance semble établir l'intention de profiter de sa sauvegarde pour se mettre à l'abri des ripostes de l'ennemi. En tout cas, celui qui agit ainsi assume toute la responsabilité des malheurs qui peuvent se produire.

2. Colmar von der Goltz, *La Nation armée*, page 116.

3. Il ne faut pas confondre le général de Wedell, commandant la 29e brigade du VIIIe corps, avec son homonyme, commandant la 38e du Xe corps, qui fut si rudement traitée, le 16, par les troupes de la division de Cissey.

4. Général Frossard, *loc. cit.*, page 108.

80e de ligne primitivement placée en grand'garde entre la ferme de Saint-Hubert et le ravin. Quant au 2e bataillon de ce régiment qui occupait la ferme, il se maintenait toujours dans son poste, et opposait une résistance vigoureuse à toutes les tentatives faites pour le déloger.

Mais la puissance de l'artillerie allemande allait, malheureusement pour nous, sans cesse en croissant. De nouvelles batteries étaient venues renforcer la ligne déjà si formidable de celles qui tiraient sur Moscou et le Point-du-Jour. Grâce à l'occupation du ravin, toute cette masse de bouches à feu avait pu se porter en avant et prendre position, entre deux et trois heures, à l'est de la grande route qui va de Gravelotte à Doncourt, en sorte qu'il y avait là maintenant 22 batteries [1], comprenant 132 pièces, qui écrasaient de projectiles nos positions. Quant à notre artillerie, elle comprenait 100 bouches à feu à peine, réparties en groupes divisionnaires et forcées par conséquent de diviser leurs efforts ; un de ces groupes même, placé à l'extrémité de l'éperon de Rozérieulles, occupait une position trop excentrique pour participer avec quelque efficacité à ce grand duel de canons. En outre, la manière vicieuse dont nous avions l'habitude d'utiliser les batteries de réserve, engagées seulement quand les autres ne pouvaient plus tenir, diminuait encore l'intensité et l'efficacité de notre tir. La riposte n'était donc pas à beaucoup près aussi vigoureuse que l'attaque, et, malgré la bravoure éclatante des canonniers français, notre ligne d'artillerie s'affaiblissait peu à peu par le retrait successif de celles de ses batteries qui étaient trop éprouvées pour continuer la lutte.

Or, cette situation ne pouvait échapper longtemps aux Allemands. Jugeant que le feu de nos pièces ne devait plus se prolonger beaucoup, ils prirent pour objectif du leur les quelques points d'appui auxquels s'accrochait notre infanterie et dirigèrent sur les fermes ainsi que sur les tranchées-abris un tir concentrique. La ferme de Moscou prit feu, et les deux compagnies du 59e qui l'occupaient, durent en évacuer en hâte les bâtiments en flammes. A ce moment, toute la 15e division prussienne n'ayant plus même de réserve [2], était blottie dans les fourrés qui bordent le ravin, dans les excavations des carrières, dans les plis du terrain, et chaque fois qu'une de ses fractions apparaissait à découvert, elle était « ravagée à son tour par le feu de l'adversaire [3] ». La 30e brigade (général de Strubberg) tenta néanmoins de prendre l'offensive et déboucha de la partie du bois des Genivaux qui s'étend à l'ouest de la ferme de Moscou. Ses troupes avaient à peine débordé la lisière que les fusils de la division Metman les contraignaient à y rentrer précipitamment, dans un inexprimable désordre. « Les compagnies, déjà fort affaiblies par des pertes considérables, se confondaient à maintes reprises dans l'épaisseur des bois, et les débris de ces groupes, sans chefs, finissaient par redescendre, çà et là, au fond du ravin [4]. » En même temps, les portions des 29e et 30e brigades qui occupaient, au

1. 10 batteries du VIIe corps, 11 du VIIIe, 1 de la 1re division de cavalerie.

2. Le 60e prussien, d'abord gardé en réserve à Gravelotte, avait dû venir s'engager près du pont de la grande route de Gravelotte à Saint-Hubert, pour boucher la trouée existant entre les deux brigades de la 15e division.

3. *La Guerre franco-allemande.*

4. *Ibid.*, page 767.

sud de la route, les fourrés, les escarpements du ravin et les carrières de sable, tentaient de s'emparer du Point-du-Jour; alimentés sans cesse par des renforts qui gagnaient peu à peu les abris, les groupes comptaient maintenant près de trente compagnies, appartenant à toutes les unités de la 15e division, et formaient une masse de plus de 5,000 hommes. La position de nos postes du Point-du-Jour et de Saint-Hubert devenait critique et le moment approchait où ils ne pourraient plus tenir.

Prise de Saint-Hubert. — Tout à coup, les bâtiments de cette dernière ferme s'effritèrent sous les obus allemands. Elle se composait d'une maison d'habitation, bâtie en bordure de la route, et de deux bâtiments en équerre, attenant à un grand jardin clos de murs. La garnison, placée sous les ordres du commandant Molière, comptait 7 compagnies du 80e de ligne, environ 750 hommes, qui luttaient depuis plus de deux heures et commençaient à manquer de munitions; en outre, les attaques des Allemands contre le Point-du-Jour menaçaient son flanc gauche; enfin, elle comptait déjà plus de 300 hommes hors de combat. Les progrès accomplis par l'infanterie allemande, plaçaient dans une situation fort dangereuse les défenseurs du mur d'enceinte, exposés, s'ils prolongeaient encore leur résistance, à être pris à revers. Le commandant Molière, blessé lui-même, jugea qu'il ne pouvait plus tenir, fit évacuer la ferme, en bon ordre, par échelons, et reporta ce qui restait de son bataillon sur la crête en arrière, à hauteur de la ferme de Moscou. L'ennemi se précipite alors, et occupe le poste, où il cherche à s'installer solidement [1].

Mais le 80e de ligne avait vu ce qui venait de se passer. Des tranchées où il était établi, il dirigea aussitôt sur les masses prussiennes engouffrées dans les jardins de la ferme une fusillade intense. Il avait à ce moment son 1er bataillon (commandant Bertrand) disposé de la façon suivante : 2 compagnies près du Point-du-Jour; 3 compagnies entre cette ferme et le coude de la route où se trouvait la 6e, ayant elle-même à sa droite le 1er bataillon du 85e (commandant Luccioni). Toutes ces troupes échangeaient avec l'ennemi posté dans la ferme un feu rapide et serré: mais si elles maintenaient l'adversaire sur place, elles subissaient des pertes cruelles qui les diminuaient peu à peu. Le commandant Bertrand venait d'être mortellement frappé quand une batterie allemande essaya de venir prendre position à côté de Saint-Hubert; nos braves soldats vengèrent sur elle la mort de leur chef et forcèrent la batterie à se retirer dans le plus déplorable état.

1. Fidèle à ses habitudes, la *Relation allemande*, (pages 761 et suivante) donne à l'occupation de Saint-Hubert la couleur d'un enlèvement de vive force. Sans doute l'affaire a été très chaude, mais la prise de possession de la ferme n'a nullement nécessité un assaut. Les historiques français et les souvenirs des témoins oculaires sont formels à cet égard.

La retraite du bataillon Molière nous coûta malheureusement quelques pertes. Le capitaine *Lamarle*, blessé deux fois, tomba entre les mains de l'ennemi avec plusieurs hommes qui n'avaient pas été prévenus du mouvement rétrograde, et dont certains ne laissèrent aux assaillants qu'un cadavre. C'est ainsi que l'adjudant *Lequien*, le sergent-major *Palat*, les sergents *Grès* et *Jaumet* se faisaient tuer plutôt que de se rendre. (*Historique du* 80e *de ligne.*)

Cependant les munitions devenaient rares. Le successeur du commandant Bertrand, le capitaine Apchié, en fit demander au colonel qui amena en personne le 3e bataillon, jusque-là tenu en réserve, tout cela sous une grêle de projectiles. Un grand nombre d'officiers, dont le lieutenant-colonel de Langourian et le commandant Maréchal, grièvement blessés, étaient à terre. A côté du brave régiment, la ferme du Point-du-Jour formait un brasier gigantesque, dont le crépitement sinistre se mêlait au fracas des obus. Notre artillerie, à peu près tout entière hors de combat, ne tirait presque plus, et les courageux soldats du colonel Jamin restaient seuls pour contenir le flot d'assaillants qui grossissait sans cesse devant eux.

Ceux-ci toutefois étaient fort durement éprouvés. Refoulés dans toutes leurs tentatives « par un feu écrasant[1] », ils reconnaissaient « l'impossibilité *momentanée* de pousser plus loin dans la direction de l'est, et, à partir de trois heures et demie, se bornaient à maintenir opiniâtrément le terrain déjà conquis[2] ». D'ailleurs, pour se faire une idée de l'état lamentable où se trouvaient à ce moment les troupes du VIIIe corps, il suffit de citer le passage suivant de la Relation allemande. « Dans les luttes qu'elle venait de soutenir, y est-il dit, la 15e division avait dû faire œuvre de toutes ses forces dans la plus extrême limite et jusqu'à complet épuisement; ses bataillons, cruellement éprouvés, avaient la moitié de leurs officiers tués ou blessés. En outre, il n'avait pas été toujours possible de conserver une ligne de bataille continue et de maintenir rigoureusement la liaison entre les divers groupes tactiques. Postée dans la zone immédiate des feux de la défense, la division se trouvait dans une situation déjà très pénible par elle-même, mais que chaque instant pouvait aggraver encore, *si l'adversaire*, profitant de sa supériorité numérique, *venait à tenter un vigoureux retour offensif*[3]. »

En effet, à ce moment (3 h. 1/2), ce retour offensif eût été certainement décisif; l'ennemi avait pris possession à la vérité de deux de nos postes avancés, Saint-Hubert à droite et Sainte-Marie-aux-Chênes à gauche (voir plus loin);. mais les deux corps qu'il avait prématurément engagés tenaient à peine, et entre eux existait un espace vide, long de plus de deux kilomètres. Les autres corps, encore en marche vers le nord, ne pouvaient pas intervenir. Par suite, une poussée énergique dans la trouée au centre coupait en deux la ligne de bataille ennemie, impuissante à entamer notre gauche et pas encore en force pour menacer notre droite. Mais pour faire cette poussée, il eût fallu un directeur à la bataille, et un directeur qui voulût vaincre. Or, le maréchal Bazaine n'avait pas encore quitté Plappeville, et à ceux qui appelaient son attention sur l'intensité toujours croissante de la canonnade : « Ce n'est rien! répondait-il négligemment. Une simple affaire d'avant-postes! »

Le commandant du VIIIe corps, général de Gœben, qui ne partageait pas cette indifférence, avait déjà, sur ces entrefaites, envoyé la 31e brigade au secours de l'aile gauche de la 15e division; l'un de ses régiments (29e) s'était déployé contre

1. *La Guerre franco-allemande*, page 767.
2. *Ibid.*, page 768.
3. *Ibid.*, page 769.

la route, près de Saint-Hubert, tandis que l'autre (69e) se portait un peu au nord afin de riposter au feu toujours écrasant des défenseurs de Moscou. Mais l'attaque attendue ne se produisait toujours pas, et nous nous bornions à riposter à coups de fusil. Frappés de cette immobilité persistante, les généraux allemands conclurent que nous en étions arrivés à la limite extrême de la résistance et que le moment était venu de tenter contre nous un effort décisif. Assumant donc sur lui la responsabilité d'une attaque qui allait à l'encontre des instructions de M. de Moltke, le général de Steinmetz ordonna un mouvement général en avant. La 15e division, appuyée par la 27e brigade (du VIIe corps), qui arrivait de Gravelotte, reçut l'ordre de marcher à l'assaut de nos positions; la 26e brigade, qui se trouvait à Ars, fut lancée contre notre extrême gauche à Rozérieulles, et la 1re division de cavalerie fut envoyée par Gravelotte jusqu'au ravin de la Mance, afin d'être prête à entamer une poursuite qui semblait ne pouvoir beaucoup tarder. Pour compléter cet ensemble de mesures préparatoires, l'artillerie du VIIe corps amena des batteries sur la route, quelques-unes même à l'est du défilé et à hauteur de Saint-Hubert.

Ces dispositions étaient à peine prises qu'un brusque changement de théâtre se produisit. Tout ce qui restait de pièces disponibles de notre côté fut remis en batterie; l'infanterie qui garnissait les tranchées redoubla la violence de sa fusillade; les batteries de réserve du 3e corps, placées près de Moscou, dirigèrent leur tir vers le défilé de Gravelotte, en sorte que « au moment où, du côté des Prussiens, chefs et soldats se prenaient déjà à croire qu'il ne s'agissait que d'un dernier effort contre un adversaire en retraite, l'attaque commencée se heurta à une résistance aussi vigoureuse qu'inattendue[1] ». Les deux premières batteries qui se présentèrent à hauteur de Saint-Hubert furent écrasées et mises « dans une situation désespérée[2] »; les autres perdirent en un instant la majeure partie de leur monde, et l'une d'entre elles compta jusqu'à 37 hommes et 75 chevaux hors de combat.

Pendant ce temps, la cavalerie avait essayé de déboucher au sud de Saint-Hubert, pour venir charger l'adversaire « qu'on supposait en retraite[3] ». Le 4e uhlans, qui marchait en tête, ne put pas se déployer et fut rejeté violemment en arrière, tandis que la batterie à cheval qui l'accompagnait devait, « complètement désemparée, se laisser glisser dans le ravin de la Mance[4] ». Le reste de la division fit demi-tour avant même de déboucher, et rejoignit, à quatre heures et demie, les positions primitives, entre Gravelotte et la Malmaison.

Cette retraite était trop précipitée pour ne pas se répercuter sur l'infanterie. « Harcelés par des essaims de tirailleurs ennemis, les groupes de troupes prussiennes établies en rase campagne ne pouvaient tenir devant les attaques exécutées des lignes du Point-du-Jour. Les trois compagnies du 1er bataillon du 60e, déjà fort affaiblies, redescendent à travers bois vers la gorge. Les détachements du 33e,

1. *La Guerre franco-allemande*, page 771.
2. *Ibid.*, page 776.
3. *Ibid.*, page 777.
4. *Ibid.*, page 778.

embusqués dans les trous à gravier, au sud du Point-du-Jour, craignant d'être coupés, disposent une partie de leur monde en repli sur la lisière du couvert; mais le gros de la troupe se maintient néanmoins à son poste. Déjà la grêle des balles qui accompagne le mouvement offensif de l'ennemi arrive jusqu'au point où se tient le commandant en chef de la Ire armée. Des officiers, des chevaux de son état-major tombent à ses côtés, morts ou blessés. Le prince Adalbert de Prusse a sa monture tuée sous lui, sur la ligne des batteries du VIIe corps [1]. »

C'est-à-dire que l'attaque sur laquelle on comptait tant avait complètement échoué. Malheureusement, et quoi qu'en dise la Relation prussienne, aucune offensive ne se produisait de notre côté. Notre infanterie, comme toujours, restait sur place, et usait sa bravoure en une défensive improductive, qui arrêtait l'ennemi, mais n'avançait pas nos affaires. Elle gardait ses positions avec une opiniâtreté admirable, mais personne ne la jetant en avant, elle n'empêchait pas l'adversaire de demeurer sur les siennes. Si les mouvements offensifs dont parlent les Allemands s'étaient produits, ils auraient eu des conséquences autrement graves que l'échec dont il vient d'être question, et l'on peut affirmer que le général de Steinmetz aurait payé cher son indépendance de caractère et les effets de sa trop bouillante ardeur.

Quoi qu'il en soit, le roi Guillaume, M. de Moltke et tout leur état-major, qui formait « une suite nombreuse [2] », étaient arrivés, vers quatre heures et demie, à Gravelotte. Depuis une heure de l'après-midi, ils recevaient du commandant en chef de la Ire armée des rapports triomphants, qui peignaient sous des couleurs brillantes la situation des affaires de ce côté : à vrai dire, le dernier de ces rapports, expédié à quatre heures et quart, était beaucoup moins rassurant et ne laissait pressentir rien moins qu'un échec. Mais le grand quartier général n'en avait pas encore connaissance, et il arrivait tout confiant, croyant augmenter l'éclat de la victoire par la présence du roi. C'était juste l'instant où la 1re division de cavalerie se repliait en désordre, emmenant avec elle les batteries désemparées du VII corps. On peut imaginer que la rencontre entre le général de Steinmetz et ses illustres visiteurs dut être assez froide, en particulier de la part de M. de Moltke, et que ceux-ci prirent assez mal leur déconvenue. Le commandant de la Ire armée avait une revanche à prendre, et il paraît y avoir songé sur-le-champ.

Justement, à ce moment, la lutte semblait près de s'éteindre; nos batteries, à court de munitions et aux trois quarts démolies, ne tiraient plus qu'à de longs intervalles; nos tirailleurs, immobiles et n'ayant plus rien devant eux à bonne portée, cessaient progressivement de faire feu. Naturellement, le général de Steinmetz mettait cette accalmie sur le compte de l'épuisement, et même, comme nos soldats s'étaient couchés dans les tranchées et paraissaient par endroits les avoir désertées, il supposait qu'une partie de nos forces avait été déplacée pour aller au secours de l'aile droite [3]. Il était à ce moment six heures passées; le IIe corps,

1. *La Guerre franco-allemande*, page 779.

2. *Ibid.* page 787.

3. A. von Schell, major au grand état-major, *Opérations de la Ire armée sous les ordres du général de Steinmetz.*



Un défilé dans les Vosges.

mis à la disposition de la Ire armée, arrivait de Rezonville aux abords de Gravelotte[1]. Le jour baissait, et il fallait se hâter, si l'on voulait s'assurer du succès avant la chute du jour. Le roi de Prusse, sur les instances du général de Steinmetz, se décida à ordonner une offensive générale, et aussitôt, toutes les dispositions furent prises pour la tenter.

Tout d'abord, une colonne, composée d'un bataillon du 40e et du 72e prussiens marche contre les tranchées occupées par le 80e de ligne. Elle est repoussée avec pertes. Mais le général Frossard, pressentant alors un nouvel assaut, prend ses précautions pour le recevoir, et quand l'ennemi vient de nouveau escalader les pentes, il est accueilli par une pluie de projectiles qui rompt ses lignes et détruit sa cohésion. Ici encore nous laisserons la parole aux Allemands :

« Il était sept heures du soir environ, et nos troupes se disposaient à ce dernier effort, quand tout à coup l'adversaire se ranima. Ses lignes se voilent subitement d'un épais nuage de fumée; les batteries françaises encore en état de combattre venaient de reprendre leur feu depuis longtemps interrompu, et criblaient les bois, ainsi que le plateau de Gravelotte, de projectiles de toute espèce, qui portaient jusqu'au point où se tenait Sa Majesté. Sur tout le front du corps Frossard et probablement aussi à l'aile gauche du corps Le Bœuf, toutes les réserves viennent en première ligne... En même temps, des tirailleurs débouchant en lignes épaisses, poussent vers Saint-Hubert et surtout vers le bois au sud de la grande route, chassent devant eux les hommes isolés, les petits groupes, le plus souvent sans chefs, épars en rase campagne, et les culbutent jusque dans le ravin de la Mance. Une batterie, toujours en position derrière le jardin de Saint-Hubert, se voit également menacée par l'attaque de cette infanterie; elle parvient cependant à s'en préserver, et, bien que quelques-unes de ses pièces fussent un instant entraînées dans le torrent des fuyards, elle tient bon dans cette position si longtemps et si bravement conservée[2]. »

C'est une panique véritable qui se répercute jusqu'aux derrières de l'armée. En vain la 32e brigade accourt-elle pour soutenir cette retraite affolée, la crise s'étend « jusqu'aux abords de Gravelotte et de la Malmaison[3] ». L'entourage du roi lui-même s'émeut, et l'ordre est envoyé de débarrasser sans délai les ponts d'Ars et de Corny, pour permettre la retraite sur la rive droite[4]. L'état-major allemand, qui, pour couper les communications de l'armée française, a si aventureusement découvert les siennes, songe au péril qui menace les Ire et IIe armées si la gauche ennemie profite de l'incontestable succès qu'elle vient d'obtenir. Toutes les réserves disponibles sont jetées en avant; le IIe corps, dont les colonnes défilent devant le roi lui-même

1. La 3e division avait quitté Pont-à-Mousson à deux heures du matin; la 4e, cantonnée au sud de cette ville, s'était vue forcée de partir *avant minuit.*

2. *La Guerre franco-allemande*, page 801.

3. *Ibid.*

4. L'existence de cet ordre a été contestée. Cependant, outre que presque tous les auteurs en font mention, elle a été confirmée par un hussard du 8e régiment prussien qui avait été chargé de porter l'ordre en question, et qui, depuis, fut fait prisonnier; c'était un commerçant de Cologne, rappelé par la guerre sous les drapeaux. (*Metz, Campagnes et négociations*, page 93.)

et reçoivent ses encouragements, arrive au pas de course; quatre nouvelles batteries, postées à cheval sur la route, ouvrent contre nos positions un feu désespéré… « Le général de Fransecky (commandant le II[e] corps) se tenait aux abords de la chaussée, sur la berge occidentale du ravin, pour diriger de là le passage des troupes. Le commandant de la I[re] armée suivait, avec son état-major, le mouvement des colonnes le long du défilé et le général de Moltke s'y était porté lui-même, avec les officiers du grand quartier général. Les bataillons, tambours battant, fanfares en tête, franchissent vivement le ravin, sous les yeux de ces hauts personnages, et répondant à l'appel de leur général en chef, s'élancent pleins d'ardeur au combat.

« L'ennemi tenait sous son feu la chaussée et tout le terrain adjacent. La mitraille, les balles même pleuvaient de nouveau jusqu'auprès de Gravelotte; mais la lutte était particulièrement furieuse du côté de Saint-Hubert et des groupes nombreux refluant pêle-mêle semblaient annoncer le début d'une nouvelle crise[1]. »

La 3[e] division prussienne passe la première le redoutable défilé. Elle trouve devant elle le 66[e] qui est venu relever le 80[e] à bout de forces et de munitions[2], et est déployé du Point-du-Jour au coude de la route, le bataillon du commandant Luccioni (85[e] de ligne) qui prolonge la droite du 66[e], enfin les 76[e], 77[e] de ligne et 3[e] bataillon de chasseurs (division Vergé) embusqués dans les carrières béantes au sud du Point-du-Jour. Plusieurs de ces régiments n'ont plus de chef : le colonel Février, du 77[e], le commandant Petit, du 3[e] bataillon, sont déjà grièvement atteints; les deux chefs de bataillon du 80[e] sont morts. Mais ce qui reste d'officiers valides se prodigue avec une bravoure superbe et un admirable mépris de la mort; debout hors des tranchées, ils dirigent la résistance et donnent leurs ordres d'une voix haute et claire que le tumulte de la bataille ne réussit pas à étouffer. Les bataillons prussiens, fauchés par les balles, sont arrêtés sur place et viennent s'entasser autour de Saint-Hubert. En vain leurs officiers s'épuisent-ils en efforts surhumains pour pousser sur les tranchées quelques tirailleurs. Nos soldats, quand ils n'ont plus de cartouches, se servent de leur baïonnette; les cadavres s'amoncellent aux abords des épaulements, mais ceux-ci demeurent imprenables, et quand la nuit vient couvrir de ses voiles cette affreuse boucherie, les Français n'ont pas perdu un pouce de terrain, tandis que les Prussiens, décimés, reculent en désordre, poursuivis par les volées de mitraille que leur envoient nos pièces encore en état de faire feu.

De ce côté, la bataille prenait fin, sur un insuccès bien caractérisé de l'ennemi. Notre gauche avait défié toutes les attaques, car, pas plus à Saint-Hubert qu'à Rozérieulles, l'ennemi n'avait pu déloger nos soldats de leurs abris improvisés. Voyons donc ce qui s'était passé sur ce dernier point.

Attaque de Rozérieulles. — On se rappelle qu'au moment où le général de Steinmetz avait ordonné l'attaque générale de nos positions (vers quatre heures et quart)

1. *La Guerre franco-allemande*, page 804.
2. Quatre compagnies de ce régiment (1[er] bataillon) furent, dans la précipitation du mouvement, oubliées dans les tranchées, où elles se battaient depuis plus de sept heures. En l'absence de tout officier supérieur encore debout, le capitaine Raynal de Tissonnière en prit alors le commandement.

il prescrivait en même temps à la 26e brigade, qui était à Ars, de se porter contre notre extrême gauche, à Rozérieulles et à Jussy. Là se trouvait, comme nous le savons, la brigade Lapasset, réduite à moins de 4,300 hommes par la journée du 16, et ne comptant que 17 ou 1,800 combattants pour chacun de ses régiments d'infanterie.

Le 84e occupait Rozérieulles, trois de ses compagnies tenant la croupe escarpée qui borde le côté sud de la route de Gravelotte et s'étend à l'ouest de Jussy, face au bois de Vaux. Le 97e était à Sainte-Ruffine[1]. Vers quatre heures et demie, l'avant-garde de la 26e brigade, qui atteignait Vaux, se porta contre la croupe occupée par les trois compagnies du 84e; celles-ci, bien que n'ayant que 250 fusils contre 1,000, arrêtèrent néanmoins par leur feu le bataillon qui les menaçait; mais bientôt d'autres groupes ennemis, profitant des abris et des couverts fournis par les pentes rapides, débouchèrent à leur tour, semblant vouloir aborder la croupe de Jussy par son flanc gauche. Le 2e bataillon du 57e, qui formait la réserve, accourut de Sainte-Ruffine sur l'éperon de Rozérieulles; en même temps les pièces de Rozérieulles et du fort Saint-Quentin dirigèrent leur tir contre une batterie allemande qui avait pris position au sud-ouest de Jussy. Tout cela n'empêche pas l'infanterie ennemie d'entrer, grâce aux couverts, dans ce dernier village et de s'y maintenir.

La lutte entre cette avant-garde et nos postes avancés devint en un instant très vive; s'appuyant sur le village de Jussy, le gros de la 26e brigade vint se masser au pied des pentes et aborda le plateau par l'est, dirigeant sur nos soldats un feu extrêmement violent. Devant cette supériorité numérique, force fut alors à nos grand'-gardes de se replier; mais le mouvement, exécuté dans un ordre parfait, démasqua les lignes postées plus en arrière, de sorte que l'assaillant fut maintenu sur place, et borna ses progrès à l'occupation de la crête extérieure du plateau. Le feu se prolongea, sans grande intensité désormais, jusqu'à la nuit close. En présence de l'insuccès des attaques contre le Point-du-Jour et Moscou, le général von der Goltz ne jugea pas à propos de pousser cette tentative plus loin.

Ainsi, le résultat final de l'offensive obstinée que, malgré les instructions formelles, le général de Steinmetz n'avait pas craint de tenter avec toutes ses forces, était tout autre chose qu'une victoire. Le grand état-major rentra à Gravelotte la mort dans l'âme, tandis que les troupes épuisées, et fortement réduites, s'établissaient au bivouac sur place, en face des positions qu'elles avaient si péniblement essayé de conquérir et où nos soldats passaient la nuit, fiers d'avoir bravé d'aussi rudes assauts. A la fin de cette dure journée, M. de Moltke savait que sur le front du IXe corps, comme sur la partie du champ de bataille où il s'était trouvé en personne, ni la puissance d'une artillerie formidable, ni l'écrasante supériorité du nombre n'avaient eu raison de l'opiniâtreté de nos soldats; quant à ce qui avait pu se passer à l'extrême gauche, il l'ignorait absolument. On peut donc juger de ses angoisses,

1. Ce régiment, qui avait perdu le 16 son colonel et son lieutenant-colonel, était commandé par un chef de bataillon.

car si, comme l'a écrit un officier prussien, « on ne se rendait pas compte le moins du monde, dans l'armée allemande, que ce jour-là on livrait une grande bataille avec le front renversé et *qu'on avait renoncé à toutes les communications en évoluant pour envelopper l'armée française*[1] », le chef d'état-major général, lui, ne pouvait ni ignorer cette situation délicate ni s'en dissimuler les dangers. Cet homme si heureux d'ordinaire, et si habitué jusque-là aux sourires de la fortune, a entrevu un instant, le 18 août, les amertumes de la défaite ; aussi ne voulut-il jamais pardonner au général de Steinmetz la terrible émotion par laquelle celui-ci venait de le faire passer.

Malheureusement, cette émotion allait bientôt faire place à une joie sans mélange, car au moment même où la Ire armée subissait le sanglant échec qu'on vient de voir, la IIe écrasait notre droite, abandonnée sans secours aux coups d'un adversaire démesurément supérieur, et changeait en une victoire décisive pour les armes allemandes le résultat de cette grande journée qui, sans la criminelle inertie du maréchal Bazaine, aurait dû voir leur effondrement. C'est le dénouement du drame que nous allons raconter maintenant ; si douloureux qu'il ait été par ses conséquences, il évoque d'assez nobles souvenirs de grandeur et de gloire pour qu'il soit permis de le rappeler avec orgueil.

III. — Attaque de Saint-Privat.

Il était environ deux heures quand le prince Frédéric-Charles, arrivé de sa personne à Habonville, s'aperçut que l'extrême droite de l'armée française s'étendait jusqu'à Saint-Privat, et peut-être même plus loin. A ce moment, la Garde était déjà arrivée au nord d'Habonville, et le corps saxon (XIIe) s'avançait à sa gauche. Dans ces conditions, le prince jugea que le meilleur parti à prendre était de tout simplement engager la Garde contre Saint-Privat, à la gauche du IXe corps, tandis que les Saxons exécuteraient la marche nécessaire pour envelopper notre droite. Seulement, comme on ne savait pas exactement jusqu'où s'étendait celle-ci, le IIe corps reçut l'ordre de diriger la 24e division sur Sainte-Marie-aux-Chênes et la 23e sur Coinville, pour rabattre ensuite cette dernière dans la direction de Roncourt. Le Xe corps, qui marchait en arrière sur Batilly, était désigné pour servir de réserve de ce côté.

Le 6e corps français, dont les forces étaient si réduites, allait donc subir le choc de deux corps d'armée ennemis encore intacts, soutenus en arrière par un troisième. A la vérité, la droite du 4e corps (division de Cissey) pouvait lui prêter son concours, mais, somme toute, c'était une masse de 110,000 hommes, appuyée de 290 pièces de canon, qui se portait à l'assaut de positions défendues par 33,000 hommes à peine, ne disposant que d'une artillerie insuffisante ou déjà désorganisée.

Positions de combat du 6e corps. — En entendant, vers onze heures et demie, le canon retentir devant Vernéville, le maréchal Canrobert avait fait prendre à ses troupes des positions choisies de façon à garnir tout l'espace que le 6e corps avait à défendre. Il fallait en même temps donner la main au 4e corps, qui ne dépassait

1. Baron Colmar von der Goltz, *La Nation armée*, page 345.

pas sensiblement la tranchée du chemin de fer à Amanvillers, et occuper Roncourt, seul point d'appui de notre droite. La ligne de défense se trouvait donc forcément assez étendue et ce n'était pas trop de trois divisions pour l'occuper solidement. Le maréchal adopta donc les dispositions suivantes :

La 1re division (Tixier) se déploya entre le 4e corps et Jérusalem. Elle avait à gauche la brigade Péchot, disposée dans cet ordre : 9e bataillon de chasseurs, 4e de ligne, 10e de ligne ; à droite le 12e de ligne, de la brigade Le Roy de Dais. Le 100e, second régiment de cette brigade, formait réserve un peu en arrière.

Les 3e et 4e divisions (Levassor-Sorval et Lafont de Villiers) avaient disposé à l'ouest, et à 400 mètres environ de la lisière de Saint-Privat, chacune leur 1re brigade en première ligne, et leur deuxième en arrière du village, que tenaient quatre bataillons (les 3es bataillons de chacun des régiments des 1res brigades, c'est-à-dire 25e, 26e, 75e et 91e de ligne).

Le 9e de ligne (division Bisson) occupait Roncourt.

Les huit batteries du 6e corps s'étaient placées un peu en arrière de la ligne d'infanterie, entre la droite de la division Lafont de Villiers et Roncourt, sur une position dominante. Les deux batteries à cheval du général du Barail étaient au sud de Saint-Privat, à côté du 12e de ligne. Quant à cette dernière division, qui aurait dû couvrir le flanc de la position, elle demeurait massée derrière le village de Saint-Privat.

Le poste avancé de Sainte-Marie-aux-Chênes était occupé par deux bataillons et demi du 94e (colonel de Geslin), soit 1,450 hommes environ[1] : l'un s'était placé dans la partie ouest ; l'autre, face au sud, s'étendait à la gauche du premier, ayant des hommes jusque dans les fossés de la route. Le demi-bataillon restant formait réserve, dans le village. Par malheur, l'occupation de Sainte-Marie avait été trop tardive, en sorte qu'on n'avait pu faire dans ce poste aucun préparatif pour en augmenter la valeur; les entrées n'en étaient même pas barricadées, et ni les haies ni les clôtures nombreuses qui entouraient les murs n'avaient été organisées défensivement.

Attaque et prise de Sainte-Marie-aux-Chênes. — A peine les différents corps étaient-ils installés sur les emplacements énumérés ci-dessus, que les obus de l'artillerie hessoise tombaient dans leurs rangs. Moins de trois quarts d'heure après, vers midi et demi, la 1re division de la garde prussienne, arrivée, ainsi qu'on l'a vu, au sud d'Habonville, ouvrait le feu de ses quatre batteries sur le 6e corps, dont l'artillerie, si réduite qu'elle fût, ripostait aussitôt avec énergie. Puis, comme la position des pièces allemandes ne paraissait pas suffisamment bonne, les batteries de la Garde la quittaient au bout de quelques instants pour venir s'établir au sud de Saint-Ail, sur un plateau où ne tardaient pas à venir les rejoindre les cinq batteries de l'artillerie de corps. C'en était trop pour permettre à notre faible artillerie, à laquelle les muni-

1. Le 91e avait été très éprouvé à Rezonville, où il avait perdu 21 officiers et 510 hommes. En outre, le chef d'état-major du 6e corps garda auprès de lui à Saint-Privat 3 compagnies de ce régiment.

tions étaient parcimonieusement mesurées[1], de soutenir la lutte; elle ne put pas tenir, et se reporta presque immédiatement en arrière, se bornant à entretenir un feu très ralenti. Toutefois, les batteries allemandes, exposées à une fusillade meurtrière[2], étaient clouées sur place et tous leurs efforts pour se rapprocher de Saint-Privat, placé à plus de 3 kilomètres, restèrent infructueux.

La prise de Sainte-Marie-aux-Chênes devenait donc une nécessité absolue, avant de tenter tout mouvement contre la hauteur de Saint-Privat, et le commandant de la Garde, prince Auguste de Wurtemberg, donna l'ordre d'enlever le village, aussitôt que le XII[e] corps serait en état de prêter son concours. Le général de Pape, commandant la 1[re] division de la Garde, dirigea alors sur lui son avant-garde; des compagnies du régiment de fusiliers s'avancèrent de Saint-Ail sur Sainte-Marie, tandis que le bataillon de chasseurs, prenant à gauche dans un ravin boisé, se déployait au sud-ouest de notre poste. Ces troupes furent arrêtées presque immédiatement par notre feu. A ce moment arrivait en arrière le gros de la division, engagée dans le ravin boisé dont il vient d'être question; de nouveaux éléments se portèrent en ligne, et bientôt le village se trouva presque enveloppé au sud et au sud-ouest par 4 bataillons, que soutenaient 11 autres bataillons en arrière. Malgré tout, le général de Pape ne voulait pas tenter une attaque sans l'avoir fait complètement préparer par l'artillerie; sur son invitation, 10 pièces de l'artillerie de corps dirigèrent leur feu sur le malheureux village, dont les défenseurs restaient inébranlables sous cette pluie de fer. Mais ce n'était pas encore assez. « Le général, constatant bientôt la nécessité d'une action plus puissante de l'artillerie[3] », demanda le concours de la 24[e] division saxonne qui approchait; les 4 batteries de celle-ci vinrent immédiatement se joindre aux pièces prussiennes, et l'infanterie se massa au nord de Batilly. Bien plus, l'artillerie de corps des Saxons et 3 batteries de la 23[e] division entrèrent en ligne à leur tour, en sorte que le seul 94[e] de ligne eut à soutenir l'assaut de 2 divisions tout entières appuyées par la masse formidable de 94 pièces (plus de 15 batteries).

Le général Collin, commandant de la brigade à laquelle appartenait le 94[e], et qui avait tenu à accompagner le régiment dans son poste de dévouement et d'honneur, le colonel de Geslin, le lieutenant-colonel Hochstetter, les chefs de bataillon Horcat et Froidevaux[4] se mirent à la tête de leurs soldats, et cherchèrent à faire face à cette situation périlleuse. Donnant l'exemple de la bravoure la plus éclatante et du plus admirable sang-froid, ils portèrent tout leur monde en ligne et dirigèrent la défense tant qu'ils eurent des munitions. Les pertes infligées ainsi à l'artillerie allemande grossissaient sans cesse; mais les nôtres devenaient d'autant plus cruelles qu'aucun secours n'était à espérer.

A trois heures, jugeant que l'effet produit par le tir convergent de leur artillerie

1. Les munitions consommées le 16 ne furent pas remplacées dans les coffres du 6[e] corps. A peine l'action commencée le 18, il fallut en faire demander au commandant en chef; mais celui-ci n'en envoya pas.

2. Le tir du 91[e] en particulier, qui les prenait de flanc, les faisait beaucoup souffrir.

3. *La Guerre franco-allemande*, page 718.

4. Celui-là même qui trouva la mort en qualité de colonel des pompiers de Paris, dans le terrible incendie de Charonne.

était suffisant, et voyant que notre feu se ralentissait, les généraux de Pape et de Nehroff (commandant de la 24e division saxonne) lancèrent leurs troupes à l'assaut.

La 1re division de la Garde devait opérer par le sud et le sud-ouest; la 24e par le nord et le nord-ouest. Nous avons vu ce que la première avait déjà en ligne; du côté des Saxons, toute la 47e brigade (7 bataillons) s'apprêtait à déboucher. En outre, « les fractions de la 23e division qui, à ce moment, approchaient aussi du théâtre de l'action se mettaient en mesure de concourir à l'opération. » Toutefois un seul bataillon de cette dernière division fut engagé devant Sainte-Marie, l'ordre étant arrivé pendant l'action de reprendre la marche sur Auboué.

A peine ces masses énormes se mettaient-elles en mouvement, que la poignée de braves enfermés dans Sainte-Marie dirigeaient sur elles un feu plus violent encore que celui dont l'artillerie avait eu tant à souffrir. Mais la disproportion des forces était vraiment trop considérable pour que la résistance eût quelque chance de se prolonger. Bientôt le village fut complètement débordé vers le sud-ouest; le général Collin tomba grièvement atteint. Déjà 13 officiers et plus de 300 hommes étaient hors de combat. Le colonel de Geslin estima que prolonger la lutte dans ces conditions serait folie, et il donna l'ordre d'évacuer Sainte-Marie. La retraite s'effectua sur Roncourt, protégée par les trois compagnies de réserve; elle ne fut d'ailleurs nullement inquiétée par l'ennemi. Deux bataillons du 91e, qui se portèrent en avant, sur la route, suffirent à tenir celui-ci en respect, malgré l'effectif considérable qu'il avait mis en action[1].

Le premier soin des Allemands, aussitôt leur conquête assurée, fut de remettre de l'ordre dans leurs unités confondues, bien plus à cause de leur grand nombre que des difficultés d'une action entreprise à vingt contre un. Les 30,000 hommes des deux divisions prussienne et saxonne s'engouffraient dans le village et le désordre était bientôt à son comble. Les deux généraux eurent beaucoup de peine à reformer leurs troupes et à rallier les bataillons. Quand ils y eurent réussi, ils se séparèrent, et la Garde occupa le village, tandis que la division saxonne se portait vers le nord. L'artillerie déborda Sainte-Marie et vint se poster près de la sortie *est*, d'où elle canonna le village de Saint-Privat, sans que la nôtre, aux trois quarts éteinte, pût la contre-battre avec efficacité.

Cependant, le maréchal Canrobert distinguait maintenant la marche du corps saxon vers Auboué. N'ayant pas assez de monde pour protéger sa droite menacée, il voulut essayer de gêner le mouvement de l'ennemi en l'attaquant droit devant lui, et fit appuyer le mouvement offensif que le 91e venait de dessiner contre Sainte-Marie. L'artillerie du 6e corps se reporta en avant, pour quelques instants à peine malheureusement, car les obus prussiens en eurent bientôt raison; seule une batterie placée au sud de Saint-Privat put prolonger son feu. Quant aux efforts de l'infanterie pour

1. Toutes les fois que, dans cette bataille, les Allemands ont occupé un village, il semble, au dire de leur rédacteur officiel, que ce soit par un véritable assaut. Ici encore (page 724) il est question d'une attaque brusquée, accompagnée de *retentissants hourrahs!* Les détails donnés ci-dessus sont extraits de l'historique du 91e, revu par le colonel de Geslin lui-même, et remettent les choses à leur véritable point.



Armée française : Cuirassiers.

se lancer contre Sainte-Marie, ils restèrent infructueux, grâce à l'action toujours plus violente de l'artillerie de la Garde, qui prenait en écharpe les troupes portées de ce côté. Les Allemands subissaient de ce fait quelques pertes, mais Sainte-Marie leur restait. Il fallut renoncer à toute nouvelle tentative pour reconquérir le terrain perdu, et comme, de son côté, l'ennemi, désormais fixé sur la position exacte de notre droite, attendait, pour reprendre l'offensive, que le mouvement du XII[e] corps soit assez avancé, il se produisait là, comme en face d'Amanvillers et de Montigny-la-Grange, une accalmie très sensible qui dura jusqu'à cinq heures environ. Seule, l'artillerie se faisait entendre, et encore à des intervalles assez espacés.

Mais, pendant ce temps, les Saxons avaient marché. Vers quatre heures un quart, les têtes de colonnes de la 24[e] division se montraient devant Roncourt et cherchaient déjà à s'en emparer; les feux du 9[e] de ligne arrêtèrent cette tentative, et le général de Nehroff, jugeant que l'offensive était à éviter jusqu'à ce que le mouvement enveloppant soit plus nettement dessiné, leur envoya l'ordre de rallier le gros de la division, à Sainte-Marie. Quant à l'artillerie, un instant gênée par ces mouvements, elle se porta alors au nord du village et joignit son action contre Saint-Privat à celle des 10 batteries de la Garde, postées au sud-est de Saint-Ail. Le 6[e] corps fut ainsi soumis au feu de 144 pièces, auxquelles ses batteries se trouvaient hors d'état de riposter.

Le prince royal de Saxe (commandant du XII[e] corps), placé près de Sainte-Marie, avait cru distinguer de l'artillerie française au nord de Montois. Pensant que notre droite s'étendait jusqu'à ce village, il envoya à la 23[e] division qui, on s'en souvient, devait marcher directement d'Auboué sur Roncourt, l'ordre de s'élever plus au nord, « afin d'arriver réellement au mouvement tournant projeté[1] », et il la renforça de la 48[e] brigade (24[e] division) pour donner à son action, qui devait être décisive, une plus grande puissance. Mais, à ce moment (4 h. 1/4), la tête de colonne de cette division s'engageait déjà dans le bois situé à l'est d'Auboué, bois qui est formé d'épais taillis broussailleux, et à la lisière orientale duquel se tenaient des tirailleurs français détachés de Roncourt. Elle ne put progresser qu'au prix de pertes sérieuses, mais réussit cependant, bien que fortement éprouvée[2], à traverser les fourrés. Le maréchal Canrobert, auquel ces mouvements n'avaient pas échappé, essaya d'y mettre un terme en lançant sur les Saxons la cavalerie du général du Barail; malheureusement celle-ci, qui, au lieu de déborder notre flanc droit, avait été tenue jusque-là en arrière des lignes, derrière Saint-Privat, fut écrasée d'obus avant d'avoir pu seulement se déployer, et dut renoncer à intervenir. Il fallut donc parer par d'autres mesures au danger dont semblait menacé le flanc droit du 6[e] corps, et le maréchal se vit obligé de prescrire, sans perdre un moment, des dispositions nouvelles. Un bataillon du 9[e] de ligne gagna Montois au pas de course; la brigade Péchot fut appelée à Roncourt, qu'elle gagna en passant à l'est de Saint-Privat, et le général Le Roy de Dais mit en ligne, pour la remplacer, son deuxième régiment, le 100[e], jusque-là tenu en réserve. Le 12[e] de ligne appuya à droite, et jeta dans Saint-Privat ses 2[e] et 3[e] bataillons.

1. *La Guerre franco-allemande*, page 731.
2. *Ibid.*, page 733.

Mais, tandis que ces mouvements, d'ailleurs aperçus par l'ennemi, s'exécutaient, le prince Georges de Saxe, commandant la 23e division, recevait l'ordre suivant de son chef de corps d'armée :

« *Le colonel de Schulz*[1], *ayant avec lui la 48e brigade, renforcée du 1er régiment de cavalerie et de 3 batteries de la 1re* abtheilung *montée, continuera par la vallée de l'Orne jusqu'à hauteur de Jœuf et de Montois, puis se portera de ce dernier point sur Roncourt.*

« *Le général de Craushaar, avec la 45e brigade d'infanterie, fera évacuer complètement le bois et marchera sur Roncourt par l'ouest, dès que le colonel de Schulz s'engagera au nord.*

« *La destination à donner à la 46e brigade reste provisoirement réservée.* »

Par suite, un peu après cinq heures du soir, les forces qui allaient attaquer notre 6e corps se trouvèrent disposées comme suit :

La 47e brigade, au nord de Sainte-Marie-aux-Chênes, ayant à côté d'elle la majeure partie de l'artillerie saxonne[2] ;

La 45e brigade, dans les bois situés entre Auboué et Roncourt ;

La 46e brigade, à l'ouest de Coinville, avec une batterie ;

La 48e brigade, avec 2 batteries[3] et 2 régiments de cavalerie, au sud de Jœuf et se dirigeant sur ce village, pour de là se rabattre sur Montois ;

La 4e brigade de la Garde[4], à Saint-Ail, l'artillerie divisionnaire avec l'artillerie de corps en batterie entre Saint-Ail et Habonville et tirant contre Saint-Privat ;

La 1e division de la Garde à Sainte-Marie-aux-Chênes ;

Enfin, deux escadrons de cavalerie se portaient au nord, vers la Moselle, pour couper les communications entre Thionville et Metz, et deux régiments de uhlans battaient l'estrade contre les routes de Briey et d'Étain, vers l'ouest.

Si l'action de l'infanterie ne se dessinait pas encore, celle de l'artillerie, par contre, était constamment soutenue avec une redoutable intensité : 180 bouches à feu lançaient contre Saint-Privat un ouragan de projectiles, desquels nos deux malheureuses batteries à cheval, restées seules en position au sud du village, ne pouvaient certes pas protéger les lignes d'infanterie. Les munitions demandées au maréchal Bazaine n'arrivaient pas, et pour avoir quelques gargousses disponibles au moment où la masse formidable des troupes qui se massaient devant lui prendrait l'offensive, le commandant du 6e corps était obligé de faire appel à la camaraderie du général de Ladmirault. La situation devenait donc grave, et ne laissait pas de donner quelque inquiétude au maréchal Canrobert.

1. Mis, comme on l'a vu plus haut, à la disposition de la 23e division.

2. Artilleries du corps et de la 24e division.

3. Malgré l'ordre cité ci-dessus, la brigade de Schulz n'avait emmené tout d'abord que 2 batteries ; une autre, qui était restée un moment avec la ligne d'artillerie au nord de Sainte-Marie, la rejoignit peu après.

4. En arrivant sur le champ de bataille, la 2e division de la Garde avait envoyé sa 3e brigade renforcer le IXe corps à Vernéville.

Sanglant échec de la Garde prussienne devant Saint-Privat. — Cependant, nos mouvements avaient fait supposer aux généraux ennemis que la manœuvre enveloppante des Saxons était assez avancée pour devenir menaçante, puisque nous semblions vouloir nous y opposer. Le prince Auguste de Wurtemberg, commandant en chef de la Garde, donna, en conséquence, et avec l'autorisation du prince Frédéric-Charles, l'ordre d'attaquer Saint-Privat. En vain, le général de Pape fit-il observer que cette offensive lui paraissait prématurée, et que le mouvement des Saxons était beaucoup moins avancé qu'on ne le croyait; le prince, pressé de finir en raison de l'heure tardive autant que de la position critique du IXe corps, maintint sa décision. Les deux divisions de la Garde[1] furent donc portées en avant, et s'apprêtèrent à assaillir les troupes du 6e corps qui étaient déployées à l'ouest du village[2].

La 4e brigade (général de Berger) prit sa formation de combat, et fut dirigée de Saint-Ail sur la ferme de Jérusalem. La 1re brigade (général de Kessel) reçut pour objectif le village même de Saint-Privat; quant à la 2e brigade (général de Medem), elle fut laissée en réserve à Sainte-Marie; toutefois, le 2e régiment à pied suivit la 1re brigade à 500 mètres en arrière, pour lui servir de soutien[3].

A cinq heures un quart environ, le général de Berger avait déployé ses régiments à l'est de la route de Saint-Ail à Sainte-Marie, et à gauche de la grande ligne d'artillerie. Ils étaient formés sur deux lignes, avec un rideau de tirailleurs en avant; à droite le 4e grenadiers (Reine Augusta), à gauche le 2e grenadiers (Empereur François). A peine étaient-ils déployés et commençaient-ils à se mettre en marche qu'une grêle de projectiles s'abattait sur eux, produisant dans leurs rangs des « effets terribles[4] ». En un instant, le 2e grenadiers perdait son colonel et ses deux chefs de bataillon. Ses compagnies essayent cependant de poursuivre leur mouvement offensif; désorganisées par une fusillade qui ne cesse pas, elles se jettent en désordre vers la route, se blottissent dans les fossés et s'arrêtent à 500 mètres de nos lignes, « privées de presque tous leurs officiers et réduites à des groupes insignifiants[5] ». Le 4e grenadiers a tenté pendant ce temps de marcher contre Jérusalem. Une épouvantable fusillade le cloue sur place à son tour; « en un clin d'œil, ses rangs sont décimés, et les officiers surtout payent un large tribut..... Là encore, l'attaque directe échoue devant la grêle de balles des défenseurs[6]. » Le régiment n'a plus d'officiers supérieurs debout, si ce n'est son colonel, comte de Waldersee[7]; un officier, ancien aide de camp de l'empe-

1. Moins la 3e brigade, laissée avec le IXe corps.

2. C'étaient : la brigade Becquet de Sonnay (75e et 91e), la brigade Gibon, ancienne brigade Marguenat (25e et 26e), et le 93e de la brigade Collin.

3. La 2e brigade de la Garde est à trois régiments, savoir : 2e régiment à pied, régiment de fusiliers de la Garde, 1^r régiment à pied.

4. *La Guerre franco-allemande*, page 822.

5. *Ibid.*, page 823.

6. *Ibid.* La Relation allemande suppose que les défenseurs de Saint-Privat avaient reçu des renforts. On sait ce qu'il en est de la réalité de cette assertion.

7. Le colonel de Waldersee, blessé, était resté jusqu'à la fin à la tête de son régiment. Une fois le mouvement de celui-ci arrêté, il dut abandonner son commandement et se retirer du champ de bataille.

reur du Mexique Maximilien, le capitaine Vogel de Falkenstein, rallie ce qu'il peut de ces troupes complètement désorganisées, appelle à lui une compagnie du Ier grenadiers (Empereur Alexandre de Russie) qui, appartenant à la 3e brigade, est à gauche d'Habonville, et se met en devoir, à l'aile droite de la ligne, de riposter à notre feu. En même temps, deux batteries de la Garde accourent, et font des efforts désespérés pour écraser les défenseurs de Saint-Privat. Inutile dévouement! La moitié des pièces peut seule se mettre en batterie, et les grenadiers de la Garde, dont il ne reste que quelques groupes épars, doivent demeurer sur place, cramponnés au terrain, mais absolument hors d'état de pousser en avant.

Les débris de la 4e brigade de la Garde s'installèrent donc, toujours sous le feu, sur un mamelon intermédiaire entre Saint-Ail et Saint-Privat; il ne restait, de tous les officiers supérieurs de cette brigade, qu'un major; le général de Berger la maintint en place, sur l'ordre reçu du prince de Wurtemberg de ne pas tenter un nouvel assaut.

Mais tandis que les grenadiers subissaient cet échec si meurtrier, la 1re brigade avait, au nord de la route, tenté, elle aussi, de s'emparer de Saint-Privat. Une demi-heure après la mise en mouvement de la brigade de Berger, c'est-à-dire vers cinq heures trois quarts, le général de Kessel était parti de Sainte-Marie et avait essayé de franchir le glacis découvert qui le séparait de nos positions. Or ce glacis est couronné, nous l'avons déjà dit, par une sorte de terrasse qui s'étend jusqu'à 4 ou 500 mètres à l'ouest de Saint-Privat et « dont les faces ouest et nord sont précédées, à peu de distance, de quelques enclos échelonnés, entourés de murs à hauteur d'appui; sur certains points, les Français avaient établi en outre des tranchées-abris. Des tirailleurs très serrés garnissaient ces lignes étagées, en arrière desquelles s'élevait sur la crête, semblable à une forteresse naturelle, le village de Saint-Privat, groupé comme une ville, presque complètement entouré de murs, et dont les solides maisons de pierre étaient garnies de défenseurs jusque sur les toits[1] ».

Le général de Kessel, en débouchant de Sainte-Marie, s'était porté à 500 mètres environ vers le nord, afin de ne pas confondre ses unités avec celles de la 4e brigade qui, déjà désorganisées, affluaient sur la grande route. De là, par un changement de direction à droite, il s'était rabattu sur Saint-Privat; mais comme le mouvement ne se faisait que successivement, les compagnies placées à l'aile droite se trouvèrent engagées presque tout de suite. Le bataillon de fusiliers du 3e régiment à pied, qui se trouvait ainsi en ligne le premier, s'avança, sous un feu épouvantable, jusqu'à 600 mètres du village; il perdit en route son chef, broyé par un obus, le colonel du régiment, presque tous ses officiers, et bientôt il ne resta plus de lui que des « débris complètement dispersés[2] ». Le 2e bataillon, qui s'était déployé à sa gauche, n'était pas plus heureux; il voyait tomber, là

1. *La Guerre franco-allemande*, page 827.
2. *Ibid.*, page 829.

aussi, presque tous ses officiers et était commandé par un lieutenant. Plus à gauche encore, le bataillon de fusiliers du 1[er] régiment vint prolonger au nord la ligne des deux premiers. « Ses compagnies fondirent à vue d'œil sous le feu meurtrier des chassepots; son chef, dont le cheval avait été tué, était lui-même grièvement blessé, et, peu à peu, ce bataillon perdait, comme les deux autres, *tous ses officiers*[1]. »

Cependant, les bataillons de la deuxième ligne voulurent alors tenter de porter secours à la première, si durement éprouvée; ils réussirent à jeter à sa hauteur quelques compagnies; mais décimées à leur tour par la violence de notre feu, que favorisaient à la fois et l'inclinaison et la nudité des pentes, celles-ci durent arrêter leurs débris, complètement à bout de forces, à côté des survivants de cette épouvantable hécatombe. « Toute cette action de la 1[re] brigade de la Garde, dit la Relation allemande, n'avait pas pris plus d'une demi-heure environ. Vers six heures et quart, 4 bataillons et demi de cette brigade (dont quelques-uns, il est vrai, ne comptaient que bien peu d'hommes) étaient en position à une distance de 600 ou 800 pas de la face ouest du point d'attaque[2]. »

A ce moment, le général de Pape, voyant la large trouée qui existait entre la 1[re] et la 4[e] brigade, venait d'ordonner au 2[e] régiment à pied, lequel, on s'en souvient, avait suivi les troupes d'attaque à 500 mètres en arrière, de venir la boucher. Le régiment s'avança « tambour battant, sous une pluie de mitraille[3] ». A peine était-il en vue que le général de Medem, le colonel et le chef du 1[er] bataillon tombaient grièvement blessés; c'est privé *de tous ses officiers* que les débris de ce bataillon atteignaient la ligne de bataille. Quant aux deux autres, tout aussi maltraités, ils étaient obligés de s'arrêter sur un terrain littéralement couvert de blessés et de morts.

L'élan de cette troupe courageuse était brisé; les magnifiques régiments de la Garde royale, corps d'élite qui ont pour colonels des têtes couronnées et où les princes héritiers de la couronne des Hohenzollern font leur apprentissage du métier des armes, presque complètement anéantis : 6,500 hommes et 240 officiers gisaient à terre, morts ou mourants; et avec tous les bataillons mélangés dans le plus affreux désordre, il ne restait pas de quoi constituer un régiment! On voyait de loin s'agiter, sur le sol traversé par des chevaux sans cavaliers, des essaims confus et tourbillonnants qui offraient l'image d'une fourmilière dans laquelle on aurait plongé un bâton; et dans cette masse éparpillée, les balles françaises sifflant sans relâche venaient achever leur œuvre de destruction! Rien ne manquait à l'horreur de ce tableau funèbre, pas même la redoutable menace d'un anéantissement total, car les Allemands devaient s'attendre, à tout instant, « à voir les Français prononcer un vigoureux retour offensif et culbuter sur Sainte-Marie leurs lignes sans consistance[4] ». Dévorés d'inquiétude, le général de Pape et le prince de Wurtemberg

1. *La Guerre franco-allemande*, page 830.
2. *Ibid.*, page 832.
3. *Ibid.*, page 833.
4. *Ibid.*, page 834.

font appel au 4e régiment à pied, qui est à Sainte-Marie; celui-ci accourt et parvient à grand'peine, après avoir vu tomber son colonel, à se rapprocher de l'extrême gauche, mais il ne peut déterminer une reprise de l'action[1]. Le général de Pape avait raison; l'artillerie seule était capable de venir à bout de l'opiniâtreté des soldats de Canrobert, en les écrasant derrière leurs abris. Alors, toutes les batteries de la Garde se mettent à tonner à la fois; vers sept heures, 84 bouches à feu, fractionnées en deux groupes, prennent pour objectif les unes Saint-Privat, les autres Jérusalem, et les embrasent. Nos rangs, hachés par la mitraille, se serrent entre les maisons qui s'écroulent et les murs qui s'abattent, tandis que les restes de la Garde royale se reconstituent tant bien que mal et que le XIIe corps achève le mouvement décisif qui doit triompher enfin de l'admirable bravoure de l'infanterie française, gardienne du dernier boulevard de l'armée du Rhin.

Des hauteurs de Saint-Privat, où il se tenait au milieu de ses héroïques soldats, le maréchal Canrobert avait assisté au massacre de la Garde prussienne. Il aurait voulu lancer sur ses épaves désorganisées une troupe compacte qui achevât d'y porter le désordre et en terminât la destruction. Mais il ne disposait d'aucune réserve et ne pouvait même plus faire soutenir ses troupes de première ligne, ravagées, elles aussi, par les projectiles de l'artillerie ennemie. Seul, un des régiments de la division du Barail essaya de charger la gauche allemande; il fut repoussé sans même avoir pu se déployer. A ce moment, d'ailleurs, les têtes de colonnes du corps saxon débouchaient sur Roncourt et le maréchal songeait avec angoisse qu'il n'allait plus avoir personne à opposer à cette redoutable attaque de flanc. Depuis le commencement de l'action, il expédiait au commandant en chef officier sur officier pour lui demander des munitions et des secours. Il était sept heures du soir et rien encore ne se montrait. Ses émissaires n'étaient-ils pas parvenus à destination?

Inaction du maréchal Bazaine. — Hélas! si, et c'est ici que commence véritablement l'abominable série des crimes de lèse-patrie qu'a si justement flétris le jugement solennel de Trianon. Quelque douleur qu'il y ait à y revenir, il faut cependant les rappeler, la honte au front, pour expliquer comment tant de bravoure, de dévouement et de vaillance ont abouti à l'un des plus complets désastres dont l'histoire fasse mention!

A dix heures et quart du matin, le maréchal Canrobert avait signalé au commandant en chef, d'ailleurs prévenu d'autre part, que des mouvements de troupes se dessinaient vers l'ouest; à midi et demi, il lui envoyait le capitaine de Bellegarde pour lui annoncer le début de l'attaque, ainsi que la pénurie des munitions et le

1. « On pourra se faire une idée de l'effet destructeur des feux auxquels fut exposée l'infanterie de la Garde par le fait suivant : un troupeau de moutons effarouchés, venant de Sainte-Marie, avait passé à toute vitesse devant l'infanterie prussienne, et les ennemis, prenant probablement les bêtes pour de la cavalerie, avaient ouvert le feu sur elles et les exterminèrent jusqu'à la dernière. » (Général prince DE HOHENLOHE, *Lettres sur l'infanterie*, page 15.)

besoin qu'avait le 6e corps d'être le plus tôt possible doté d'une réserve. Le commandant en chef répondit à M. de Bellegarde : « *Vous direz au maréchal Canrobert que je donne l'ordre au général Bourbaki de lui envoyer une division de la Garde pour le cas où l'attaque dont il est l'objet deviendrait plus sérieuse; que je donne l'ordre, en outre, au général Soleille de lui envoyer une batterie de 12. Vous direz au maréchal d'envoyer remplir ses caissons au parc de réserve qui est ici.* »

Cependant, comme vers deux heures et demie les secours promis n'arrivaient pas, le maréchal Canrobert, après avoir une première fois rappelé au commandant en chef sa demande de munitions[1], se décida à envoyer auprès de lui le capitaine d'artillerie de Chalus, qui arriva à Plappeville une heure après. Le maréchal était dans son salon, tandis que les chevaux de l'état-major général, que le général Jarras faisait tenir prêts depuis onze heures du matin, se morfondaient à la porte. Le capitaine de Chalus expliqua, *sur une carte*, la situation du 6e corps, et le commandant en chef parut alors se décider à expédier les renforts promis, auxquels aucun ordre n'avait encore été donné d'ailleurs. Mais, sur ces entrefaites, on remit au maréchal un papier, venu on ne sait d'où, et annonçant, paraît-il, que tout allait bien au 6e corps. Bazaine mit le billet dans sa poche et dit à M. de Chalus qu'il ne voyait plus la nécessité de faire partir la division de grenadiers, mais qu'il l'autorisait à aller prendre 4 caissons au fort de Plappeville.

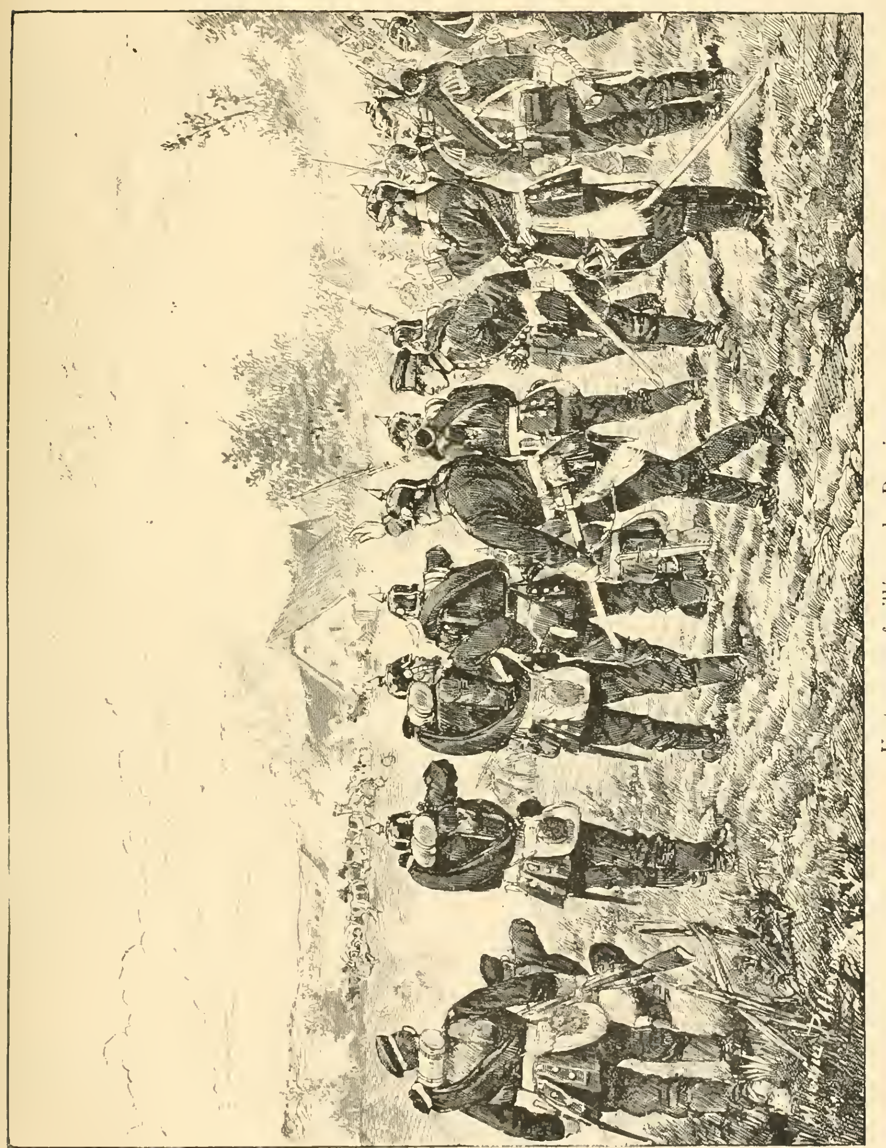
Ainsi, sur la foi d'un renseignement dont on n'a jamais connu la provenance, mais qui ne venait en tout cas certainement pas du principal intéressé, le commandant en chef, sans même chercher à s'assurer s'il est exact, revient sur sa décision et renonce à soutenir le 6e corps! C'est apparemment, comme l'a dit le commissaire du gouvernement, qu'il ne tenait pas beaucoup à ce que le 6e corps fût soutenu[2].

Lorsqu'il eut ainsi congédié le capitaine de Chalus, le maréchal se décida enfin à monter à cheval; il était à ce moment près de quatre heures et la lutte devant le front du 4e corps et la gauche du 6e avait déjà acquis une intensité formidable. Ce n'est cependant pas de ce côté qu'il se dirigea, mais bien sur le plateau en avant de Plappeville, d'où il ne pouvait rien apercevoir de notre droite, mais d'où il surveillait la gauche, objet, malgré la force presque inexpugnable des positions, de ses préoccupations apparentes. Là, il reçut du maréchal Canrobert un nouveau billet au crayon, dans lequel étaient signalées la situation désespérée de nos batteries et l'imminence du danger que faisait courir au 6e corps le mouvement enveloppant des Saxons. Il ne fit à ce billet aucune réponse.

Bien plus. Comme à ce moment passait auprès de lui un des officiers d'ordonnance du général Bourbaki, commandant de la Garde impériale, il l'appela et le chargea d'aller dire à son général de ne pas bouger. « La journée est terminée, dit-il un instant après à MM. de Lacale et de Sancy, tous deux également officiers

1. Par un officier du grand état-major général que le maréchal Bazaine lui avait expédié à dix heures, pour le prévenir *qu'en cas d'attaque sérieuse, l'aile droite viendrait occuper des positions en arrière.*

2. *Procès Bazaine*, audience du 3 décembre 1873. — Réquisitoire.



Un troupeau fusillé par les Prussiens.

d'ordonnance du général Bourbaki, la Garde va rentrer dans ses campements[1]. » Le seul secours que reçut le maréchal Canrobert fut donc constitué par les 4 caissons emmenés par le capitaine de Chalus et par 2 batteries de la réserve générale expédiées, vers trois heures et demie, par le général Soleille sur l'ordre du maréchal. Comme nous le verrons tout à l'heure, ces batteries n'arrivèrent pas à temps pour sauver le 6e corps et ne servirent qu'à protéger sa retraite. Et pendant ce temps-là, la Garde, la réserve générale d'artillerie et 10 régiments de la cavalerie de réserve restaient immobiles et rongeant leur frein d'impatience dans les bivouacs où le commandant en chef les avait confinés! L'intendant général de l'armée n'était même pas informé qu'une bataille terrible était engagée, et l'ambulance du quartier général demeurait à Plappeville, tandis que des milliers de blessés agonisaient sans secours dans les fermes éventrées par les obus prussiens! Pour ces soldats qui se battaient avec un courage surhumain, sans illusion et sans espoir, le maréchal aux mains duquel avaient été remises les destinées de la France n'avait que des paroles de dédain et de mépris. — « Que faire avec de pareilles troupes? » s'écriait-il, en voyant, vers cinq heures et demie, des convoyeurs et des blessés revenir en désastre de Saint-Privat. « S'il se fût trouvé sur le champ de bataille, il eût promptement reconnu son erreur; il eût pu constater que le 6e corps tenait toujours et que ses soldats, abandonnés par lui sans secours dans la lutte désespérée qu'ils soutenaient contre un ennemi trois ou quatre fois supérieur en nombre et appuyé par près de 300 pièces de canon, méritaient d'autres remerciements que ces paroles injustes et cruelles. Pendant que, du plateau de Plappeville, le maréchal portait sur ses troupes un jugement si sévère, le souverain ennemi, présent, lui, sur le terrain du combat, exprimait hautement son admiration pour leur héroïque ténacité[2]! »

A sept heures du soir, après être passé au fort Saint-Quentin où il s'amusait à pointer lui-même quelques pièces sur Jussy, le maréchal rentrait à son quartier général. C'était le moment précis où une attaque décisive, exécutée par plus de 100,000 hommes, se dessinait contre le 6e corps. Des habitants de Plappeville, M. de Bouteiller, député de la Moselle, des officiers de son état-major lui signalent le fracas toujours croissant de la canonnade et insistent auprès de lui sur la gravité de la situation. Le télégraphe lui transmet, lui-même en a convenu, les renseignements de l'observatoire établi sur le clocher très élevé de la cathédrale de Metz[3]. Aux uns, il répond : « *Ce n'est rien! je sais que ce n'est rien*[4]*!* » — aux autres : « *C'est bien, le maréchal Canrobert a de fortes positions, qu'il les garde*[5]*!* » Et il se refuse obstinément à donner un ordre, quel qu'il soit.

1. Vers dix heures et demie du matin, le maréchal avait envoyé au général Bourbaki, par le capitaine de Mornay-Soult, l'autorisation de se mettre en route *quand il le jugerait convenable.* Étrange conception et du rôle du général en chef et de l'emploi des réserves, qui constituent, d'après tous les principes et les données de l'expérience, une ressource suprême dont peut seul disposer le commandement supérieur.

2. *Procès Bazaine*, audience du 3 décembre 1873. — Réquisitoire.

3. Maréchal Bazaine, *L'Armée du Rhin*, page 70.

4. Lieutenant-colonel de Montluisant, *La Chute de Metz*, page 110.

5. *Metz, Campagne et négociations*, page 22.

Dans tout le cours de cette mémorable journée, qui a décidé du sort de la guerre, l'intervention du commandant en chef s'est bornée à la promenade inutile mentionnée ci-dessus, et à l'envoi de trois dépêches au maréchal de Mac-Mahon et à l'Empereur. Dans la première, partie à deux heures, il était dit : « *Le corps Canrobert pourrait bien être attaqué à Saint-Privat.* » Dans la seconde, expédiée à quatre heures, on lisait : « *Attaque générale sur toute la ligne, dirigée par le roi de Prusse en personne. Les troupes tiennent bon, mais des batteries ont été obligées de cesser le feu.* » Enfin la troisième, datée de Plappeville à sept heures 50 du soir, était ainsi conçue : « *J'arrive du plateau, l'attaque a été très vive. En ce moment, 7 heures, le feu cesse; nos troupes sont constamment restées sur leurs positions.* »

« Or, le plateau d'où arrivait le maréchal n'était pas celui où se livrait la bataille, et, à l'heure où, selon lui, le feu avait cessé, les troupes restant dans leurs positions, l'aile droite de l'armée, formée du 6e corps, était débordée, tournée et rejetée en désordre sur Metz, tandis que le 4e corps se voyait contraint de suivre ce mouvement[1]. »

Tentatives avortées contre Amanvillers. — Cependant, le feu s'était rallumé, vers cinq heures et demie, devant Amanvillers, grâce à l'arrivée de la 3e brigade de la Garde, envoyée par le prince Frédéric-Charles au secours du IXe corps. Le général de Manstein, voyant nos troupes aux prises avec l'attaque qui, dans le moment, se dessinait contre Saint-Privat, avait jugé l'instant propice pour pousser contre les positions du 4e corps, et donné aux troupes de renfort qu'il venait de recevoir, l'ordre de se porter sur le village d'Amanvillers, principal point d'appui de notre centre. Le colonel de Knappstœdt, commandant la 3e brigade de la Garde, se déploya donc en avant du bois de la Cusse, ayant en première ligne 6 bataillons[2]. Mais, arrivées à 500 mètres des positions françaises, ces troupes se trouvèrent soumises à une fusillade tellement violente, qu'il leur fut impossible de pousser plus avant. « Une grêle de balles criblait le bataillon de tirailleurs de la Garde (qui attaquait le village de front) sur son front comme sur les flancs; déjà son chef, le major de Fabeck, avait été tué; la plupart des commandants de compagnie gisaient morts ou blessés. Dans l'action de mousqueterie qui succédait à cette première attaque, le bataillon achevait de perdre successivement *tous ses officiers*, jusqu'à ce qu'un enseigne[3] finit par prendre le commandement des hommes encore en état de combattre[4]. » Les deux bataillons du 1er grenadiers (Empereur Alexandre), qui prolongeaient la ligne à droite et avaient tenté d'aborder la position par son flanc

1. *Procès Bazaine*, Réquisitoire.

2. 1° Le bataillon des tirailleurs de la Garde; 2° 2 bataillons du 1er grenadiers (Empereur Alexandre). On se rappelle que le 1er bataillon de ce régiment coopérait, au nord d'Habonville, à l'attaque de Saint-Privat; 3° 2 bataillons et demi du 3e grenadiers (Reine Élisabeth). Les deux compagnies restantes de ce régiment accompagnaient la brigade de uhlans de la Garde, chargée, depuis le 17 août, de patrouiller dans la direction de la Meuse; 4° 2 compagnies de pionniers.

3. On désigne, dans l'armée allemande, sous le nom d'*enseigne porte-épée* (*fœhnrich*) un candidat officier, ayant un rang équivalent à celui qu'occupent, dans notre marine, les aspirants de 2e classe.

4. *La Guerre franco-allemande*, page 811.

gauche, n'étaient pas plus heureux ; ils perdaient plus de la moitié de leur monde, au point qu'une compagnie était commandée par un sergent. Quant au commandant de la brigade, colonel de Knappstædt, il était obligé de quitter le champ de bataille, la main fracassée par une balle de chassepot.

Restaient les 2 bataillons et demi du 3e grenadiers (Reine Elisabeth), qui jusqu'à ce moment avaient été tenus en réserve. Le colonel de Zenner, investi du commandement provisoire de la brigade, les appelle à lui, et les lance entre les deux bataillons du régiment Empereur Alexandre, séparés par les hasards du combat. A leur tour, ils sont décimés par la fusillade, et voient tomber presque tous leurs officiers. La ligne formée par la 3e brigade de la Garde restait donc arrêtée tout entière, sur la crête qui s'étend à 600 mètres à l'ouest d'Amanvillers, et ses pertes étaient telles, qu'elle se trouvait hors d'état de dépasser cette position[1].

Mais ce mouvement offensif de la 3e brigade de la Garde avait été appuyé, à gauche, par la 49e brigade (hessoise), qui avait essayé d'attaquer Amanvillers en s'avançant des deux côtés du chemin de fer en construction. Débouchant du bois de la Cusse, elle avait cherché à s'emparer, au nord, du mamelon coté 325 (carte de l'État-major), au sud, de la maison de garde-barrière à moitié construite au passage à niveau du chemin d'Habonville à Amanvillers. Au nord, ses efforts échouèrent ; au sud, la maisonnette fut un instant occupée, et les Hessois songèrent alors à opérer, grâce à ce point d'appui, une diversion en faveur de la 3e brigade de la Garde, si cruellement éprouvée : leur tentative échoua « devant le feu, réellement écrasant, sous lequel le défenseur (division de Cissey) tenait toute la pente en forme de glacis qui descend vers l'ouest. Les contingents, fort maltraités, de la 49e brigade furent rejetés jusqu'à hauteur de la maison du garde et ramenés en partie vers le bois de la Cusse[2]. »

Toutefois ces différents mouvements, bien qu'avortés, avaient permis à l'artillerie, mieux couverte par les troupes à mesure qu'elles s'avançaient vers l'est, de reprendre un rôle actif. Les obus s'abattaient maintenant sans interruption sur Amanvillers, rendu intenable, et la violence de ce feu mettait obstacle à toute tentative analogue à celle dont les batteries du IXe corps avaient eu, au début de la bataille, tant à souffrir. Au surplus, cette intervention si puissante du canon n'était rien moins qu'inutile, car, à ce moment, la situation des troupes prussiennes engagées aux abords de Chantrenne ne laissait pas de présenter de graves périls. Il y avait là, dans le bouquet de bois situé entre cette ferme et la Folie, un parti du 3e corps, qui, appuyé de deux mitrailleuses, résistait victorieusement à tous les efforts tentés par l'ennemi pour le débusquer, et imposait à celui-ci de lourdes pertes, avec la menace d'un retour offensif que l'épuisement du IXe corps rendait particulièrement dangereux. En vain l'artillerie du IIIe corps, amenée de Vernéville, avait-elle, à sept heures du soir, ouvert sur le petit bois une terrible canonnade qui ouvrait dans « les taillis de larges trouées ». En vain ce corps lui-même s'avança-t-il jusqu'au

1. *La Guerre franco-allemande*, page 813.
2. *Ibid.*, page 816.

bois de Genivaux, faisant ainsi contre nos lignes minces une démonstration assez sérieuse. Le courage des soldats du 3[e] corps, comme celui des soldats du 2[e] et du 4[e], restait inébranlable, et les Allemands, complètement battus à leur aile droite, se voyaient condamnés, sur toute l'étendue du front de bataille, à renoncer définitivement à entamer nos positions. C'est à peine si, avec le concours incessant d'une artillerie formidable, ils pouvaient même se maintenir sur les leurs.

V. Prise de Roncourt et de Saint-Privat. — Tandis que ces événements se déroulaient devant nos lignes toujours défendues avec la même bravoure, mais malheureusement avec la même passivité, le XII[e] corps avait à peu près terminé son grand mouvement enveloppant. Les 45[e] et 48[e] brigades (général de Craushaar et colonel de Schulz) arrivaient d'Auboué près de Montois ; la 47[e] (colonel de Léonhardi) se massait sur la lisière sud du bois de Roncourt; la 46[e] (général de Montbé) venait de dépasser la route de Metz à Briey, à l'est de Coinville. Enfin l'artillerie de corps, prenant position près du bois de Roncourt, achevait d'éteindre le feu de nos pièces, presque toutes démolies ou à bout de munitions.

L'intention du prince royal de Saxe était d'attaquer Roncourt avec toutes ses forces, avant de marcher contre Saint-Privat; mais, pendant qu'il prenait ses dispositions dans ce but, un officier était venu aviser la 48[e] brigade, première troupe qu'il avait rencontrée, de la situation critique où se débattait la Garde royale, et demander aux Saxons d'entrer en ligne le plus vite possible, pour dégager celle-ci. Une fraction du XII[e] corps abandonna donc l'objectif primitivement fixé, et se jeta plus au sud, afin de coopérer à un nouveau mouvement sur Saint-Privat, de concert avec les débris que la Garde pouvait encore lancer à l'assaut.

Le maréchal Canrobert, voyant cette masse redoutable qui s'avançait, sous la protection de plus de 200 pièces de canon vomissant la mitraille et la mort, et n'apercevant aucun indice de l'arrivée des secours qu'il avait itérativement implorés, le maréchal Canrobert comprit qu'il était perdu. A sa gauche, Saint-Privat et Jérusalem n'étaient plus que des brasiers incandescents, dont les murs crépitants s'écroulaient dans un fracas lugubre. A sa droite, le village de Roncourt, occupé par un seul régiment, était déjà presque cerné par une nuée d'Allemands, et écrasé par le tir convergent de 78 pièces. Derrière, il n'existait plus un homme en réserve, et pas le moindre renfort n'apparaissait à l'horizon. Mais l'illustre soldat de Zaatcha, de l'Alma et de Magenta n'était pas homme à abandonner la partie sans avoir dépassé les extrêmes limites de la résistance ni sans avoir lutté jusqu'à son dernier soldat; son âme était à la hauteur du péril. Il se porta au premier rang, devant les murailles croulantes du village, et communiqua à tous son intrépidité sereine, doublée d'une énergie que rien ne pouvait plus ébranler. Puis, comme pour faire comprendre au commandant en chef qu'il allait succomber par sa faute, il lui adressa, au crayon, un dernier billet où il était dit : « Les attaques de l'ennemi redoublent; son artillerie a dominé la mienne à tel point que je ne pourrai plus tenir[1]. »

1. *Procès Bazaine*, audience du 21 octobre 1873. Déposition du maréchal Canrobert. « J'envoyai

A ce moment, (7 heures du soir), quatre bataillons saxons occupaient Montois, avec trois batteries, et venaient d'en chasser les 5 compagnies que le 9e de ligne y avait portées. Ce régiment, qui occupait Roncourt, tentait vainement de s'opposer au flot montant des Saxons et était déjà, malgré son courage et les efforts du général Bisson, sur le point de se replier dans la direction de Saint-Privat, quand la brigade Péchot, appelée, on s'en souvient, par le maréchal, arriva à son secours. Le 4e de ligne se déploya, face au nord-ouest, entre Roncourt et la forêt de Jaumont; le 9e bataillon de chasseurs entra dans le village, et le 10e se plaça au sud-ouest de celui-ci. Il y avait là en tout 7,000 hommes à peine, contre lesquelles marchaient 22 bataillons allemands !

Une terrible fusillade éclate; les premiers rangs saxons, fauchés par les balles, s'arrêtent et tourbillonnent. Mais d'autres arrivent en arrière et poussent devant eux la ligne des tirailleurs décimés. Bientôt Roncourt, croulant sous les obus, devient intenable; le 4e de ligne s'y jette cependant à son tour, et réussit à arrêter, pour la seconde fois, l'offensive allemande. Alors, le tir de l'artillerie devient véritablement infernal; sous sa protection, les Saxons débordent le village au nord-est, et la brigade Péchot se voit menacée d'un enveloppement complet. Son chef fait avertir de cette situation désespérée le maréchal, qui soutient à ce moment la défense devant Saint-Privat, et se décide à abandonner Roncourt, en y laissant une arrière-garde, pour protéger la retraite, auprès des carrières de Jaumont, de ses troupes épuisées. Ce mouvement fut exécuté, de l'aveu même de la Relation allemande, avec une incontestable habileté[1], et quand les Saxons, après avoir, grâce à leur nombre, refoulé notre arrière-garde, voulurent déboucher du village, ils furent accueillis par une fusillade qui les maintint sur place jusqu'à ce que l'attaque de Saint-Privat eût fait de nouveaux progrès[2].

Pendant ce temps, le général de Craushaar, avec les troupes saxonnes qui, pour le motif donné plus haut, s'étaient dirigées directement sur Saint-Privat, avait procédé à l'attaque de ce village. Là se trouvaient des hommes qui combattaient depuis huit heures, sous la plus épouvantable avalanche de projectiles qui soit tombée sur aucun champ de bataille. Leurs rangs, où s'étaient creusés des vides cruels, n'avaient plus aucun abri qui ne fût transformé en un amas de décombres. Le colonel Amadieu, du 75e, était mort; le colonel Daguerre, du 91e, grièvement blessé; des centaines d'hommes, mis hors de combat, s'empilaient dans les granges, transformées en ambulances, qui s'écroulaient sur eux. Le spectacle était terrifiant, la lutte sans espérance, le dévouement sans autre mobile que l'honneur. Seul, à

un de mes aides de camp, dit le maréchal en rappelant les faits qui ont précédé l'attaque décisive, prier Ladmirault de me donner quelques gargousses; il m'envoya trois ou quatre caissons dont je lui ai été d'autant plus reconnaissant qu'on lui recommandait, au contraire, de ne pas m'en envoyer et de les garder pour lui. Il les envoya en bon camarade. . Comme j'avais affaire à de braves soldats, à des officiers pleins de dévouement, nous avons tenu jusqu'à sept heures. »

1. *La Guerre franco-allemande*, page 842.

2. Les batteries à cheval de la Garde impériale, que le général Bourbaki avait pris sur lui de mettre en marche avec la division de grenadiers, débouchaient à ce moment du bois de Saulny. Elles ouvrirent aussitôt le feu sur Roncourt et contribuèrent à y maintenir les Saxons.

pied, ses longs cheveux tombant sur le col, et des larmes sillonnant parfois son rude visage, le maréchal Canrobert parcourait les lignes clairsemées de ses soldats, et encourageait leur résistance par un mot, par une poignée de mains, par un geste d'affectueuse protection. Il était vraiment admirable, cet homme chargé d'honneur, de gloire et de dignités, ce soldat investi de la plus haute dignité militaire, devenu simple combattant pour donner du cœur à tous, et risquant mille fois son existence pour communiquer aux autres sa mâle énergie et son opiniâtreté superbe! Certes, la défense de Saint-Privat est un fait admirable entre tous, une page sublime parmi toutes les pages de l'histoire étincelante de ce pays. Le maréchal Canrobert en fut l'âme irrésistible, et cela seul justifierait l'auréole qui s'attache à son nom respecté.

Le terrain qui s'étend à l'ouest de Saint-Privat était coupé de murs en pierres sèches, s'élevant à hauteur d'appui et formant clôture de jardins et de petits vergers. Derrière ces faibles remparts, que les obus rendaient plus précaires de moment en moment, les tirailleurs français s'abritaient tant bien que mal, et dirigeaient de là leur feu sur les assaillants. Ceux-ci étaient obligés d'enlever ces obstacles l'un après l'autre, quand le canon n'avait pas complètement achevé la besogne, et cette série de petits assauts successifs leur coûtait un monde énorme. Renforcés par le 4e régiment de la Garde, qui arrivait de Sainte-Marie, ils réussirent cependant à s'avancer jusqu'à 300 mètres du village en flammes, en sorte qu'à cet instant suprême, nos malheureux soldats se virent assaillir à la fois par le sud, par l'ouest, et par le nord. Cependant leur courage, exalté par l'exemple de leur commandant en chef et de leurs officiers, ne se démentait pas une minute; leur tir, toujours aussi violent, décimait les Saxons dont presque tous les officiers étaient hors de combat [1], et Saint-Privat ruiné, but de si coûteux efforts, semblait une inviolable forteresse, dont on ne pouvait approcher sans courir à la mort.

Le prince royal de Saxe, ému de cet affreux carnage, recourut encore une fois à la puissance destructive du canon. 14 batteries vinrent s'établir sur une ligne concave qui, partant de Roncourt, aboutissait à la route de Sainte-Marie à Saint-Privat, et dirigèrent sur le terrible village un feu concentrique qui acheva de le détruire et de l'incendier. Toutes les réserves d'infanterie disponibles furent rapprochées des premières lignes, et la 20e division du Xe corps, tenue jusque-là en réserve à Batilly, reçut l'ordre de marcher sur Saint-Privat. Il y avait là 100,000 hommes, aidés par 26 batteries (y compris celles de la Garde en position au sud de la route), qui se ruaient sur le corps Canrobert et une fraction de la division de Cissey, soit 22 ou 23,000 hommes tout au plus, qui n'avaient plus un canon!

Il était près de huit heures du soir, et le jour commençait à s'éteindre. Sur le champ de bataille, couvert de morts et de mourants, les flammes jaillissant des villages jetaient seules leurs sanglantes lueurs, tandis que les points plus éloignés de la fournaise s'estompaient dans les ombres étalées peu à peu. Les généraux allemands voulurent en finir, et donnèrent l'ordre de l'assaut.

Aussitôt Prussiens et Saxons « fondent, aux derniers rayons du soleil couchant,

1. *La Guerre franco-allemande*, page 846.

sur ce boulevard de l'adversaire si longtemps et si opiniâtrément défendu. Sur toute la ligne, les tambours battent, les clairons sonnent le pas de course. Les troupes, drapeaux au vent, — quelques-uns avaient déjà changé de mains jusqu'à cinq fois — s'élancent sur les traces de leurs officiers, et d'un commun élan, les Saxons au nord et au nord-ouest, la Garde à l'ouest et au sud atteignent, à peu près en même temps, Saint-Privat en flammes [1]. »

Atteignent, mais ne s'en emparent pas. Chaque muraille, chaque maison encore debout, l'église, le cimetière [2] nécessitent un nouveau siège et un nouvel assaut. Les derniers défenseurs se défendent à coups de crosse, à coups de baïonnette, et luttent encore avec une énergie décuplée par le désespoir! L'ennemi doit payer cher son triomphe, et ses soldats tombent encore par centaines dans les décombres fumants. Le général de Craushaar est tué. Enfin, à huit heures passées, « le vainqueur, cruellement éprouvé lui-même, se trouve en possession incontestée de cette clef de la position, défendue avec tant d'acharnement [3] ».

Nos soldats, décimés, épuisés, à bout de munitions et de forces, abandonnent alors, la rage au cœur, ce monceau de ruines où sont tombés tant des leurs. L'héroïque Canrobert, qui ne veut pas s'avouer vaincu, est entraîné presque de force par son état-major. La brigade Péchot, ralliée près des carrières de Jaumont, soutient la retraite, avec le 94e et la réserve d'artillerie qui vient de se mettre en batterie, trop tard, hélas! en avant d'Amanvillers. Quand la cavalerie ennemie veut essayer de poursuivre, elle est accueillie par une telle fusillade, qu'elle doit se replier en toute hâte. Le général de Pape et le prince de Saxe essayent alors de remettre un peu d'ordre dans leurs troupes désorganisées, mais ils constatent bientôt que tout nouveau mouvement en avant est devenu impossible, et ils se bornent à s'installer dans Saint-Privat et Jérusalem, tandis que les soldats du 6e corps se dirigent sur Woippy, mornes et abattus, mais avec la conscience d'avoir fait tout leur devoir. La brigade Péchot, le 94e et le 48e, qui s'était reporté vers Jaumont pour soutenir aussi la retraite, quittèrent à la nuit close ces lieux illustrés par tant de bravoure, et rejoignirent, dans la nuit, le 6e corps à Woippy.

Retraite du 4e corps. — Cependant la chute de Saint-Privat et de Jérusalem rendait fort critique la position du 4e corps. Complètement découvert maintenant sur sa droite, il était pris d'écharpe, surtout la division de Cissey, par une longue ligne de batteries ennemies déployées sur la croupe au sud-ouest de Saint-Privat, lesquelles étaient accourues aussitôt le village aux mains des Allemands. Il y avait là 134 pièces [1], de la Garde, du Xe corps et de la division hessoise, qui tiraient avec une vigueur d'autant plus redoutable qu'elles étaient elles-mêmes moins exposées, et écrasaient de projectiles le village d'Amanvillers et ses abords. La division de Cissey, en butte à leurs coups et menacée en outre sur son flanc droit par les

1. *La Guerre franco-allemande*, page 819.
2. Cet épisode a servi de sujet à un des plus émouvants tableaux d'A. de Neuville.
3. *La Guerre franco-allemande*, page 853.
1. 23 batteries, dont une n'avait pu mettre que deux pièces en position.



Les Prussiens attaquant le Cimetière de Saint-Privat.

troupes ennemies qui occupaient Jérusalem, exécuta un changement de front pour se mettre face au nord ; mais elle fut obligée, malgré la fermeté de son attitude, de reculer insensiblement jusqu'à la tranchée du chemin de fer en construction. Là, elle continua la résistance dans une obscurité devenue complète et contint par ses feux les tentatives faites par les Prussiens pour la déborder.

A ce moment tardif arrivaient enfin les renforts que le maréchal Canrobert avait demandés avec tant d'insistance, et que le commandant en chef n'avait jamais voulu lui envoyer. C'était une brigade de grenadiers et la réserve d'artillerie de la Garde impériale que le général Bourbaki avait pris sur lui d'expédier en toute hâte vers la droite, quand il avait appris la situation critique du 6e corps. Les batteries avaient, on s'en souvient, devancé l'infanterie, et ouvert le feu, dès sept heures et demie, à l'ouest des carrières d'Amanvillers. Quant aux grenadiers, ils se déployèrent au nord de ce village, leur droite à la route de Saint-Privat, et permirent ainsi au 6e corps d'effectuer sa retraite, ainsi qu'au 4e de se replier, suivant l'ordre qu'il venait de recevoir, sur la lisière du bois de Saulny. Quand ces mouvements furent terminés, les grenadiers se replièrent à leur tour, avec l'artillerie de la Garde ; les Prussiens entrèrent alors dans Amanvillers évacué par nous et réduit en cendres ; mais ils ne poussèrent pas plus loin.

Fin de la bataille. — Voyant Amanvillers au pouvoir de la Garde prussienne, le IXe corps avait essayé, à la faveur de l'obscurité, de s'emparer de Montigny-la-Grange. Mais celles de ses fractions qu'il lança contre les positions furent vigoureusement refoulées par le 41e de ligne (colonel Saussier) qui, aidé d'un bataillon du 15e de ligne (4e corps), et appuyé par deux batteries de la réserve du 3e corps envoyées par le maréchal Le Bœuf, les chargea à la baïonnette et les rejeta jusqu'à la ferme Champenois, s'assurant ainsi la possession des abords de Montigny-la-Grange, au nord et à l'ouest.

Ce fut là le suprême épisode de la bataille. La nuit était complète, et aux dernières lueurs des incendies, les 2e et 3e corps s'établissaient au bivouac dans leurs positions inviolées, tandis que le 4e se repliait sur Woippy et que la brigade de grenadiers de la Garde restait à l'est du village d'Amanvillers. Bientôt le calme et le silence prirent possession de ce champ de bataille, témoin, quelques heures auparavant, de si furieux engagements, et des coups de fusil éclatant inopinément aux avant-postes en troublèrent seuls l'imposante sérénité. Des deux côtés on s'occupa des blessés, qui jonchaient le sol, mais ils étaient en si grand nombre qu'on ne put, pendant cette nuit, en relever qu'une minime partie. Le lendemain matin, dès l'aube, l'ordre arrivait de se mettre en retraite sur Metz, pour venir occuper les positions qui, le 18 au matin, avaient été reconnues par le colonel Lewal. Ces positions, où l'armée arriva dans l'après-midi du 19, étaient les suivantes :

Pour le 2e corps, Longeville-lès-Metz ;
— 3e — Plappeville ;
— 4e — Le Sansonnet ;

Pour le 5ᵉ corps, Woippy ;
— la Garde, entre Plappeville et le fort Saint-Quentin ;
— la réserve générale, dans l'île Chambière.

Pertes. — Telle fut cette lutte de géants, dans laquelle 125,000 Français soutinrent le choc de 284,000 Allemands [1]. L'admirable bravoure de nos soldats et l'acharnement avec lequel, malgré le manque absolu de direction d'ensemble, ils avaient défendu leurs positions, se traduisait par des pertes sanglantes, mais qui, pour l'ennemi, étaient bien plus considérables que pour nous. Elles atteignaient, chez lui, le chiffre énorme de 20,159 hommes hors de combat, se décomposant comme suit :

Tués	328 officiers,	4,909 hommes.	— Total :	5,237
Blessés. . . .	572 —	13,858	—	—	14,430
Disparus . . .	» —	493	—	—	493

Dans le nombre, la Garde royale entrait à elle seule pour 7,923 hommes hors de combat [2] ! Le lendemain, en parcourant au pas de son cheval la route qui monte doucement de Sainte-Marie-aux-Chênes à Saint-Privat, le vieux roi Guillaume ne put s'empêcher de laisser couler une larme sur tous les braves qui gisaient là, de chaque côté de cette *voie sacrée*. Et plus tard, quand on discutait les préliminaires de paix, il exigea de la façon la plus formelle que le village de Sainte-Marie-aux-Chênes fût livré à l'Allemagne afin que le terrain qu'il appelait « le tombeau de sa garde » restât tout entier sur le territoire allemand ! « Ainsi se sont trouvés arrachés à la France Sainte-Marie-aux-Chênes qui porte son deuil d'une façon si touchante et Saint-Privat-la-Montagne qui a plus facilement courbé la tête [3]. »

De notre côté, les pertes se chiffraient par 12,275 hommes, sur lesquels on comptait 4,420 disparus [4].

Tués	88 officiers,	1,058 hommes.	— Total :		1,146
Blessés. . . .	396 —	6,313	—	—	6,709
Disparus . . .	111 —	4,309	—	—	4,420

Les 4ᵉ et 6ᵉ corps, les plus éprouvés, comptaient, le premier, 4,807 hommes, le second 4,687 hommes hors de combat. Le 2ᵉ corps, embusqué dans des positions formidables d'où il avait défié les attaques de toute la Iʳᵉ armée, n'en comptait que 621.

1. L'armée du Rhin comptait environ, le 18 août, 150,000 hommes ; mais la Garde et la réserve générale n'ayant pas été engagées, on peut défalquer de ce fait 25,000 hommes du chiffre total. Quant aux Allemands, ils avaient mis en ligne 73,000 hommes de la Iʳᵉ armée et 211,000 de la IIᵉ, soit en tout 284,000 hommes, plus du double de notre effectif. Leur artillerie comptait 726 pièces (121 batteries).

2. Tués : 127 officiers et 2,313 hommes ; blessés : 180 officiers et 5,131 hommes ; disparus : 179 hommes.

3. Colonel Canonge, *loc. cit.*, tome II, page 150 (en note).

4. Le chiffre élevé des disparus s'explique ici, comme à Rezonville, par le nombre des blessés laissés dans les ambulances qui tombèrent aux mains de l'ennemi. Quelques-uns aussi étaient des hommes violemment séparés de leur corps pendant la retraite et qui rejoignirent deux ou trois jours après. De fait, et les Allemands en conviennent, nous n'avons laissé entre leurs mains que très peu de prisonniers non blessés.

Le total général des pertes était donc de 32,434 hommes, sensiblement le même que celui (32,749) de la bataille de Rezonville. Comme là, comme à Wissembourg, à Frœschwiller, à Spicheren, comme dans toutes les batailles livrées depuis le début de cette funeste guerre, nos soldats avaient déployé un héroïsme dont la France a le droit d'être fière, parce qu'il laisse à nos drapeaux leur auréole ineffaçable de gloire et à nos cœurs cette suprême consolation que sous un autre chef nous n'eussions pas été vaincus !

Résultats. — Quant aux résultats, ils étaient immenses pour les Allemands, mais à l'heure où prenait fin la bataille, ceux-ci n'en connaissaient pas eux-mêmes toute l'étendue. Les tâtonnements prolongés auxquels ils s'étaient livrés avant de savoir où se trouvait l'exacte position de notre droite, le fractionnement de leurs forces en deux grandes masses, livrant deux batailles distinctes, l'une à gauche, l'autre à droite, avec un seul corps d'armée au centre, le IXe, pour opérer la liaison, enfin l'effacement forcé auquel avait été réduit, dans ces conditions, leur commandement supérieur, tout cela avait donné à leurs attaques un tel décousu que, devant Saint-Privat, le prince Frédéric-Charles ignorait l'échec de la Ire armée, tandis que M. de Moltke et le roi de Prusse ne connaissaient rien, à Gravelotte, du triomphe si chèrement payé de la IIe. La Relation allemande ne laisse aucun doute à cet égard : « On ignorait encore dans la soirée, dit-elle, le succès de la IIe armée ; c'est seulement pendant la nuit et dans la matinée du lendemain qu'arrivaient de tous côtés des indications plus précises. Dans la matinée du 19, la situation étant parfaitement tirée au clair, on s'occupait des dispositions à prendre [1]. » L'état-major allemand était d'autant plus inquiet qu'il se rendait parfaitement compte de ce que le mouvement de flanc exécuté par son armée avait de hasardeux. Certes, il ne pouvait supposer que le maréchal Bazaine non seulement n'essayerait pas de l'entraver, mais ne se préoccuperait même pas de soutenir sa propre droite ; en outre, il connaissait l'esprit d'initiative de ses généraux et la judicieuse utilisation des différentes armes qui était dans les habitudes de chefs en pleine possession de la science de la guerre. Il ne pouvait cependant se dissimuler qu'une offensive hardie de l'armée française aurait mis les Allemands dans une situation presque désespérée, et la rédaction de la relation officielle en a fait l'aveu explicite... une fois le danger passé : « *Il est certain que le* 14, *comme le* 16 *août, des moments se produisirent, au cours du combat, où, du côté des Français, une volonté ferme, pénétrée de la situation et dirigeant avec ensemble*, aurait pu se ménager bien des succès. *Ces conditions se représentèrent d'ailleurs dans la journée du* 18 [2]. »

Quoi qu'il en soit, M. de Moltke s'attendait à livrer, le 19, une nouvelle bataille, et, malgré l'épuisement de ses troupes, il prenait déjà des dispositions en consé-

1. *La Guerre franco-allemande*, page 883. Cette particularité est assez étrange, surtout si l'on se rappelle que des officiers supérieurs du grand état-major avaient été détachés auprès de chaque commandant de corps d'armée pour maintenir, dit la Relation allemande, le grand quartier général en rapport constant avec ceux-ci, et lui faire connaître immédiatement tout événement important.

2. *Ibid.*, page 879.

quence. La retraite générale, prématurément ordonnée par le maréchal Bazaine, lui évita de recourir encore une fois au sort des armes. Celui-ci se hâtait en effet, après avoir laissé écraser sa droite en toute connaissance de cause, de profiter du mouvement de recul opéré par celle-ci, pour y associer les autres corps intacts, et mettre toutes ses forces à l'abri des murailles de Metz, dont l'attraction sur lui était si puissante. Voici dans quels termes singuliers il rendait compte de ses mouvements à l'Empereur, dans la journée du 19[1] :

« L'armée s'est battue hier toute la journée sur les positions de Saint-Privat-la-Montagne à Rozérieulles, *et les a conservées. Les 4e et 6e corps ont fait, vers 9 heures du soir, un changement de front, l'aile droite en arrière*, pour parer à un mouvement tournant par la droite, que des masses ennemies tentaient d'opérer à l'aide de l'obscurité. Ce matin, j'ai fait descendre de leurs positions les 2e et 3e corps, et l'armée est de nouveau groupée sur la rive gauche de la Moselle, de Longeville au Sansonnet, formant une ligne courbe passant derrière les forts de Saint-Quentin et de Plappeville. Les troupes sont fatiguées de ces combats incessants qui ne leur permettent pas les soins matériels et il est indispensable de les laisser reposer deux ou trois jours. Le roi de Prusse était ce matin à Rezonville, avec M. de Moltke, *et tout indique que l'armée prussienne va tâter la place de Metz.* Je compte toujours prendre la direction du nord, et me rabattre ensuite par Montmédy sur la route de Sainte-Menehould à Châlons, *si elle n'est pas trop fortement occupée;* dans le cas contraire, je continuerai sur Sedan et même Mézières pour gagner Châlons. »

On voit que le maréchal voulait paraître ne pas avoir complètement renoncé au mouvement sur Châlons. En ce qui concerne la possibilité de son exécution, il était difficile, comme l'a écrit M. le colonel Canonge, de pousser plus loin, volontairement ou non, l'illusion. Combien malheureusement les Allemands ont eu une plus saine appréciation de la situation générale amenée par la retraite du 19, quand ils ont écrit ces lignes, si terribles dans leur concision, et implacables comme un arrêt de mort :

« Les batailles des 14, 16 et 18 août forment réellement par leur connexion et par leurs conséquences, comme la préparation, le prologue et le dénouement d'une seule et grande opération dont le résultat final était d'enfermer la principale armée française dans un cercle de fer, qu'elle ne pouvait désormais franchir qu'en mettant bas les armes[2]. »

Le 19, en effet, nous étions investis. Toute communication avec la France était coupée et l'agonie commençait avec ses désespérances, ses angoisses, ses efforts impuissants et convulsifs auxquels devait seule mettre un terme la capitulation fatale qui enlevait à la patrie ses meilleurs défenseurs! Mais il ne faudrait pas voir seulement dans ce résultat prodigieux le fruit des savantes combinaisons de l'état-

1. La ligne télégraphique de Metz à Thionville ayant été coupée, dans la matinée du 18, par la cavalerie allemande, la dépêche du maréchal fut confiée à un courageux émissaire, le garde forestier *Braidy*, qui la porta à Verdun en traversant les lignes allemandes.

2. *La Guerre franco-allemande*, page 877.

major ennemi, et, comme les Allemands le laissent volontiers entendre, un but poursuivi d'avance avec la constante préoccupation de ne jamais s'en écarter. La fécondité des dispositions de M. de Moltke ne saurait assurément être mise en doute, mais il est juste d'ajouter que la fortune a singulièrement aidé à leur heureuse réalisation. Sans parler en effet de notre infériorité numérique, il est certain que la divergence entre les vues du souverain et du commandant en chef de l'armée, dont l'un considérait comme seule ressource le groupement de toutes les forces à Châlons, tandis que l'autre ne songeait qu'à se maintenir dans le camp retranché de Metz, a puissamment favorisé le développement progressif du mouvement enveloppant conçu par le chef d'état-major prussien, et singulièrement facilité sa réussite. Cela est si vrai que les Allemands, pénétrés de l'urgence qu'il y avait pour nous à marcher sur Verdun, sont restés convaincus le 16, le 17 et le 18 dans la matinée que les troupes postées devant eux n'étaient que des masques. Tous leurs efforts tendaient donc non pas à nous refouler sur Metz, mais bien à nous couper la route; et c'est seulement quand ils ont vu que bien décidément l'armée du Rhin restait tout entière cramponnée à la forteresse, qu'ils se sont décidés à l'y enfermer. Sans cela, leurs erreurs du 16 et les tâtonnements du 18 seraient inexplicables, et en contradiction formelle avec leur horreur habituelle et justifiée des petits paquets.

La cause principale, on pourrait presque dire l'unique cause de leur triomphe, réside donc, non pas dans la haute valeur de leur stratégie, mais dans la passivité où ont été maintenues nos lignes, par un commandement qui n'avait d'autres vues que l'accomplissement de ses projets ténébreux. Si l'on ajoute à cette attitude inféconde l'effet destructeur d'une artillerie formidable précédant les troupes et toujours employée par l'ennemi en grandes masses, afin de préparer les attaques de l'infanterie[1] et d'écraser nos batteries qui ne s'engageaient que les unes après les autres et par groupes insignifiants; si on songe que les généraux allemands étaient toujours tenus au courant de la situation générale comme du but poursuivi, et que, par suite, ils pouvaient engager, sous leur responsabilité, une initiative encouragée d'ailleurs, pour « l'accomplissement de ce que, à leur point de vue, ils jugeaient le plus utile » ; si enfin on se rappelle que personne, dans notre armée, ne se doutait le moins du monde ni de la position respective des deux adversaires, ni de leur force, ni des circonstances concomitantes à l'action, ni même du résultat qu'on voulait obtenir en se battant, on conviendra que la partie n'était pas égale, et que, les Français eussent-ils remporté un succès partiel, celui-ci aurait été annihilé aussitôt par l'incohérence du commandement qui, pendant cette première quinzaine d'août, fut constamment ou affolé, ou coupable.

Ces tristes choses, on ne les verra plus. Nous sommes heureusement revenus, en France, aux saines idées qui ont fait autrefois notre puissance et notre gloire, et nous savons maintenant que pour se défendre, il faut, avant tout, savoir attaquer.

1. On sait, par le sanglant échec de la Garde prussienne devant Saint-Privat, ce qu'il en a coûté aux Allemands pour avoir, une fois, négligé leurs habituelles précautions.



LIVRE QUATRIÈME

CAMPAGNE DES ARDENNES

CHAPITRE PREMIER

L'ARMÉE DE CHALONS

Constitution de l'armée dite de Châlons. — Le premier soin du ministère Palikao, aussitôt après son arrivée au pouvoir, avait été d'organiser de nouvelles forces pour résister à l'invasion. Un vote du Corps législatif, nous l'avons vu, appelait sous les drapeaux tous les citoyens de 25 à 35 ans, célibataires ou veufs sans enfants ; le gouvernement, de son côté, décréta la création de deux nouveaux corps d'armée, les 12e et 13e [1] ; la formation, à Châlons, d'une deuxième armée, et l'appel à Paris de 100,000 gardes mobiles des départements.

On disposait, pour la constitution de l'armée de Châlons, des Ier, 5e et

1. Les numéros de 8 à 11 étaient réservés pour les formations qu'on entendait faire à Paris, Lyon, Toulouse et Alger.

7[e] corps d'armée, un peu ébranlés par la désastreuse campagne d'Alsace et la retraite qui l'avait suivie ; des 12[e] et 13[e] corps, et d'une division d'infanterie de marine. Les deux corps nouveaux devaient comprendre les régiments de ligne encore disponibles (notamment ceux qui n'avaient pas pu rejoindre le 6[e] corps à Metz) et des régiments dits de marche que l'on constituait avec les 4[es] bataillons laissés dans les dépôts. En outre, les gardes mobiles de la Seine étaient expédiés au camp de Châlons, au nombre de 18 bataillons groupés en 6 régiments, sous le commandement du général de division Berthaut.

Mais la tâche déjà si lourde qui incombait au ministère, et se compliquait de la nécessité de pourvoir à la défense de Paris dans l'éventualité du siège, était rendue plus ardue encore par suite d'un état politique profondément troublé, et de la surexcitation des esprits, portée à son paroxysme par la déception des premiers revers. L'Impératrice régente, en rentrant à Paris, avait, dans une énergique proclamation, fait appel aux bons citoyens pour les adjurer de maintenir l'ordre[1] ; il fallait malheureusement autre chose que des paroles pour comprimer l'effervescence que déjà on voyait sourdre dans les quartiers excentriques, et dont la première manifestation fut la déplorable affaire de la Villette.

Le 14 août, une bande d'émeutiers, conduite par un personnage qui devait conquérir depuis une fâcheuse célébrité, l'ouvrier Eudes, se rua sur la caserne des pompiers de ce quartier, et chercha, après avoir assommé les soldats qui la défendaient, à s'emparer des armes et des munitions qu'elle contenait. Cette échauffourée put être assez rapidement réprimée, mais sans aucune sanction judiciaire. Elle montra à la fois et l'audace des bas-fonds révolutionnaires et la faiblesse du pouvoir.

Quelques jours auparavant, les mobiles de la Seine, en arrivant au camp de Châlons, avaient témoigné de la plus complète indiscipline, et outragé le maréchal Canrobert, qui cherchait à les faire rentrer dans le devoir. Ce n'étaient pas là des symptômes rassurants pour l'avenir, et le ministère, comme le souverain lui-même, ne pouvait se défendre d'une grave inquiétude au sujet des complications qu'un semblable état des esprits risquait d'amener à tout instant.

Conseil de guerre du 17 août. — Sur ces entrefaites, le 16 août, l'Empereur avait rejoint, au camp de Châlons, les troupes qui s'y organisaient ; mais il s'en fallait de beaucoup, à cette date, que tous les corps désignés pour former la nouvelle armée s'y trouvassent réunis[2]; cependant, comme le général Trochu, commandant du 12[e] corps, était arrivé le 16 au soir, et le maréchal de Mac-Mahon le 17 au matin, un conseil de guerre fut tenu ce jour-là, sous la présidence de l'Empereur, pour décider ce qu'il y avait à faire. Il comprenait, outre les trois personnages dont il vient d'être question, le prince Napoléon, le général Berthaut et le général Schmitz, chef d'état-major du 12[e] corps. Tout d'abord, on reconnut que le camp, inutilisable en tant que position défensive, n'était pas un lieu propice pour la réunion des troupes

1. Voir pièce n° 9.
2. Voir livre II, chapitre III.



Fin de la bataille de Saint-Privat. — Les Prussiens s'élançant sur Amanvillers.

à organiser. Les éléments du désordre qu'il semblait contenir alors, la menace d'une attaque possible, la difficulté de couvrir le rassemblement qui s'opérait, tout cela nécessitait une solution prompte, qui pût soustraire aux hasards d'une surprise ou d'une mutinerie l'armée qu'on cherchait à former. Le général Berthaut, interrogé le premier par l'Empereur, insista sur ces différents points ; le prince Napoléon agita le spectre de la révolution et demanda que, pour la prévenir, l'Empereur rentrât à Paris, dont le général Trochu serait nommé gouverneur : « Sire, dit-il, voici l'heure des grandes décisions. Placez le maréchal de Mac-Mahon à la tête de l'armée de Châlons ; revenez à Paris, nommez le général Trochu gouverneur de la capitale ; nous prendrons toutes les dispositions nécessaires à la défense et si, par malheur, nous tombons, nous tomberons au moins comme des hommes ! » Quant au général Schmitz, qui était du même avis, il appuya sur l'étrange situation que faisait à l'Empereur son effacement volontaire : « La situation que vous vous faites ne peut durer, dit-il. Votre Majesté n'est pas sur son trône ! . » — « Oui ! j'ai l'air d'avoir abdiqué », répliqua tristement l'Empereur[1].

Le résultat de cette conférence fut, ainsi qu'il était à prévoir, conforme à la majorité des opinions exprimées. Dans l'après-midi, le général Trochu était investi des fonctions de gouverneur de Paris ; le maréchal Bazaine, nommé généralissime des armées françaises ; enfin le maréchal de Mac-Mahon, commandant en chef de l'armée de Châlons, recevait l'ordre de ramener cette armée sous les murs de Paris. Ce même jour, le capitaine de frégate Duperré, officier d'ordonnance de l'Empereur, partait pour la capitale, avec mission de communiquer au gouvernement les décisions du souverain ; les mobiles étaient embarqués en chemin de fer, à destination du camp de Saint-Maur, et le maréchal de Mac-Mahon télégraphiait au maréchal Bazaine, sous les ordres duquel il se trouvait placé désormais, pour lui demander ses instructions. L'Empereur avait annoncé son départ pour le lendemain.

Il n'y avait à ce moment au camp de Châlons, avec divers éléments des 12e et 13e corps, que les débris du 1er corps[2], arrivés dans la matinée. Les 5e et 7e corps étaient encore en route. Le maréchal de Mac-Mahon ne pouvait donc savoir à quelle date précise il lui serait possible de diriger ses troupes sur Paris. Il commençait néanmoins à prendre ses dispositions dans ce but, quand arriva, le 17 au soir, une dépêche du ministre de la guerre, qui remit tout en question. La nouvelle apportée par le commandant Duperré avait en effet causé dans le gouvernement une vive émotion, et effrayé à la fois l'Impératrice et les ministres. On redoutait le retour de l'Empereur à Paris, à cause de l'état des esprits ; le général de Palikao croyait, en outre, que la seule solution à adopter était de voler au secours de l'armée de Bazaine, afin de prendre les forces allemandes entre deux feux. Il télégraphia donc, à 10 heures 25 du soir, ce qui suit :

« L'Impératrice me communique la lettre par laquelle Votre Majesté annonce

1. Procès *Trochu-Vitu-Villemessant* devant la cour d'assises de la Seine. Dépositions du général Schmitz et du maréchal de Mac-Mahon.

2. Le maréchal adressa aussitôt à son ancien corps d'armée une proclamation que nous donnons aux pièces justificatives (pièce n° 10).

qu'elle veut ramener l'armée de Châlons sur Paris. Je la supplie de renoncer à cette idée qui paraîtrait l'abandon de l'armée de Metz qui ne peut faire, en ce moment, sa jonction à Verdun. L'armée de Châlons sera, avant trois jours, de 85,000 hommes, sans compter le corps de Douay, qui rejoindra dans trois jours, et qui est de 18,000 hommes. Ne peut-on pas faire une puissante diversion sur les corps prussiens déjà épuisés par plusieurs combats? L'Impératrice partage mon opinion. »

Ce document était l'exact reflet des sentiments du gouvernement, en ce qui concerne le côté militaire, mais il ne disait pas à quel point le conseil des ministres redoutait le retour de l'Empereur à Paris. L'Impératrice fut moins réservée, quand, recevant le lendemain matin le nouveau gouverneur de Paris, elle lui dit, d'un ton animé :

— Général, les ennemis seuls de l'Empereur ont pu lui conseiller ce retour à Paris. Il ne rentrerait pas vivant aux Tuileries[1] !

Quoi qu'il en soit, la dépêche du général de Palikao suffit à influencer le souverain, puisque dès neuf heures du matin, le 18, celui-ci y répondait par ces mots : « Je me rends à votre opinion. »

En conséquence le ministre invita, le 19, le maréchal de Mac-Mahon à se porter sur Metz et lui adressa même des ordres de marche, qui fixaient Suippes, Sommepy et Bétheniville comme premiers gîtes d'étapes à atteindre le 21. Le duc de Magenta y répondit par ce télégramme :

« Veuillez dire au conseil des ministres qu'il peut compter sur moi et que je ferai tout pour rejoindre Bazaine. »

Cependant, malgré cette affirmation, il paraît n'avoir accepté qu'avec une certaine répugnance l'abandon des projets primitifs. Il savait en effet, depuis le 18 au soir, par les dépêches de Bazaine lui-même, que la bataille de Rezonville avait interrompu la retraite de l'armée de Metz sur Verdun ; il craignait également de découvrir Paris, et ses perplexités se traduisaient dans la dépêche qu'il adressait, le 19, au généralissime :

« Si, comme je le crois, écrivait-il, vous êtes forcé de battre en retraite très prochainement, je ne sais, à la distance où je suis de vous, comment vous venir en aide *sans découvrir Paris*. Si vous en jugez autrement, faites-le-moi savoir. »

Il est vrai que, de son côté, le maréchal Bazaine s'était empressé de rendre à son subordonné toute liberté d'action, et qu'il ne semblait même pas se soucier beaucoup de le voir accourir à son secours. Voici, en effet, ce qu'il lui avait télégraphié, le 19 : — « Je suis trop éloigné du centre de vos opérations pour vous indiquer les mouvements à exécuter. Je vous laisse libre d'agir comme vous l'entendrez. »

Dans ces conditions, le maréchal de Mac-Mahon, qui voyait son armée encore à peine constituée (les 5e et 7e corps n'ayant pas encore rejoint en entier) et

1. *Discours du général Trochu à l'Assemblée nationale*, le 13 juin 1871. L'Impératrice redoutait à ce point la surexcitation populaire qu'elle ne voulut pas consentir à ce que le nom de l'Empereur figurât dans la proclamation que le général Trochu adressa à la population, pour annoncer sa prise de possession du gouvernement de Paris.

s'avouait l'impérieuse nécessité de la soustraire au danger imminent d'un nouveau contact avec l'ennemi jusqu'à ce qu'elle ait repris sa cohésion, le maréchal penchait pour le retour à Paris. Mais l'Empereur, qui n'était pas parti, devenait maintenant un des plus chauds partisans de la marche vers l'est. D'autre part, il répugnait à la nature loyale du maréchal de Mac-Mahon d'abandonner ainsi Bazaine, son camarade et son chef. Sa perplexité allait donc en augmentant, en raison même de l'indépendance qui lui était laissée, et de la nécessité de prendre rapidement un parti.

Départ de l'armée pour Reims. — Sur ces entrefaites, le colonel Stoffel, chargé à l'état-major général du service des renseignements [1], reçut, dans l'après-midi du 20, un avis émanant du maire d'une localité située à une quarantaine de kilomètres, et signalant l'arrivée de coureurs ennemis. A ce moment, le maréchal paraissait décidé à attendre sur place des renseignements plus précis sur la situation de l'armée de Bazaine, et avait même télégraphié en ce sens, dans la matinée, au ministre de la guerre [2]. Cette nouvelle, en lui faisant craindre une attaque prochaine, modifia immédiatement ses projets ; il considéra comme imposé par la prudence le départ du camp de Châlons, et ordonna aux troupes qui s'y trouvaient de se porter, le lendemain 21, sur Reims. C'était là un moyen terme et qui paraissait ne pas devoir engager l'avenir ; l'armée, en exécutant ce mouvement, se rapprochait, il est vrai, de Paris, mais elle ne s'éloignait pas sensiblement de la Meuse moyenne, qu'il faudrait gagner pour rejoindre Bazaine, si celui-ci se dérobait par le nord. En tous cas, on gagnait ainsi le temps nécessaire pour attendre, avant toute opération, les fractions de l'armée qui n'avaient pas encore rejoint [3].

Dans la matinée du 21, les 1er, 5e et 12e corps se mirent en marche de Mourmelon sur Reims. Le temps était mauvais, la route boueuse et défoncée ; on laissa en arrière une énorme quantité de traînards, des convois et des vivres ; la désertion exerça ses ravages dans les unités de nouvelle formation, et le maréchal put s'apercevoir que la discipline, fortement ébranlée par la démoralisation de la défaite, faisait place à des symptômes fâcheux de faiblesse et de désorganisation [4].

1. La situation du colonel Stoffel à l'état-major général n'était pas très nettement définie. Il y était chargé *d'un service spécial et personnel qui consistait à recueillir des renseignements sur la force et les mouvements de l'ennemi ; il n'avait aucun rapport avec l'état-major général, il ne dirigeait ni section ni bureau de renseignements ; il n'était qu'un officier isolé, n'ayant sous ses ordres que M. de Waru, lieutenant de cavalerie.* (Colonel Stoffel, *La Dépêche du 20 août.* Paris, Lachaud et Burdin, 1874, page 9.)

2. « Châlons, 8 h. 15 matin. — Les renseignements parvenus semblent indiquer que les armées ennemies sont placées de manière à intercepter à Bazaine les routes de Briey, de Verdun et de Saint-Mihiel. Ne sachant pas la direction qu'il peut prendre, bien que je sois dès demain prêt à marcher, je pense que je resterai en position jusqu'à connaissance de la direction prise par Bazaine, soit au nord, soit au sud. — Mac-Mahon. » — A ce télégramme, le ministre répondit, dès 3 h. 10 du soir, par celui-ci : « J'ai reçu votre dépêche de 8 h. 15 ; le seul renseignement que je puisse vous donner est le suivant : le 18 au soir, Bazaine occupait comme position la ligne d'Amanvillers à Sussy. »

3. On se souvient que la division Goze, la brigade Maussion et le 7e corps arrivèrent à Reims le 22.

4. Quand le maréchal passait devant ses soldats, certains affectaient de ne pas le saluer et prenaient même une attitude grossière. (*De Frœschwiller à Sedan*, journal d'un officier du 1er corps, page 40.)

Conférence du 21 août à Courcelles. — Il était près de sept heures du soir quand le duc de Magenta put arriver à son quartier général, à Courcelles. Apprenant là que l'Empereur, installé dans le même village, l'avait fait demander à plusieurs reprises, il se hâta de se rendre auprès de lui, et le trouva en conférence avec M. Rouher, alors président du Sénat. Celui-ci, venu de Paris tout exprès pour obtenir que l'armée de Châlons se portât au secours de Bazaine, demanda avec la plus grande insistance au maréchal de renoncer définitivement à toute idée de retraite sur la capitale. « L'abandon de Bazaine, dit-il, aura à Paris les plus graves inconvénients, tandis que le mouvement vers l'est protégerait la capitale dans des conditions de victoire qui sauvegarderaient tous les intérêts. »

Mais le maréchal, qui depuis la veille au soir était en possession de renseignements très précis sur la force et la position des armées allemandes [1], semblait maintenant tout à fait résolu à ne pas se risquer au milieu d'elles. « En me portant vers l'est, répondait-il, je puis me trouver dans une position très périlleuse et *éprouver un désastre que je veux éviter.* » Et il ajoutait, avec une fermeté indiquant une volonté bien arrêtée : « Je vais me diriger sur Paris, dès après-demain 23, *à moins que je ne reçoive, dans l'intervalle, de nouvelles instructions du maréchal Bazaine.* » En présence d'une affirmation aussi nette, M. Rouher crut devoir ne pas insister. Toutefois, il demanda à l'Empereur la nomination du maréchal de Mac-Mahon comme commandant en chef de « toutes les forces militaires composant l'armée de Châlons, ainsi que de toutes celles qui sont ou seront réunies sous les murs de Paris ou dans la capitale » et la promesse que le souverain n'y rentrerait qu'escorté de ses soldats. Puis, le maréchal ayant accepté, M. Rouher rédigea séance tenante différents documents, entre autres un projet de proclamation pour le maréchal, et une note, dictée par l'Empereur, qui indiquait les mesures de défense à prendre dans l'éventualité d'un siège. Après quoi, la nuit étant déjà assez avancée, le président du Sénat repartit pour Paris [2].

Le conseil des ministres attendait impatiemment son retour. Quand M. Rouher lui eut fait part de l'échec de sa mission, ce fut, pour la majorité de ses membres, un désappointement réel ; plus que personne, le général de Palikao en témoigna sa violente contrariété, et, développant encore une fois son projet de marche sur Metz, fit décider l'envoi d'une nouvelle dépêche, plus pressante encore, à l'Empereur.

GUERRE A EMPEREUR, *à Reims.*

Paris, 22 août, 1 h. 5 du soir.

« Le sentiment unanime du conseil, en présence des nouvelles du maréchal Bazaine, est plus énergique que jamais. Les résolutions prises hier soir devraient être abandonnées. Ni décret, ni lettre, ni proclamation ne devraient être publiés.

1. « Je dois supposer, dit-il, que le maréchal Bazaine est entouré par une armée de 200,000 hommes. En avant de Metz, dans la direction de Verdun, se trouve l'armée du prince de Saxe, estimée à 80,000 hommes. Enfin, le Prince royal est près de Vitry-le-François à la tête de 150,000 hommes. »

2. *Enquête parlementaire sur les actes du gouvernement de la Défense nationale*, passim.

Un aide de camp du ministre de la guerre part pour Reims avec toutes les instructions nécessaires.

« Ne pas secourir Bazaine aurait à Paris les plus déplorables conséquences. *En présence de ce désastre, il faudrait craindre que la capitale ne se défendit pas.* Votre dépêche à l'Impératrice nous donne la conviction que notre opinion est partagée.

« Paris sera à même de se défendre contre l'armée du prince royal de Prusse. Les travaux sont poussés très promptement, une armée nouvelle se forme à Paris. Nous attendons une réponse par télégraphe. »

La marche vers l'est est décidée. — Mais, sur ces entrefaites, la dépêche de Bazaine annonçant la bataille de Saint-Privat était parvenue, à neuf heures du matin, au quartier impérial. Elle se terminait, on s'en souvient, par ces mots : « Je compte toujours prendre la direction du nord et me rabattre ensuite, *par Montmédy*, sur la route de Sainte-Menehould à Châlons..... etc. [1]. » Elle semblait donc indiquer, chez le généralissime, le désir bien arrêté de se soustraire à l'investissement. Dans ces conditions, le maréchal de Mac-Mahon ne crut pas pouvoir, sans manquer aux devoirs de la camaraderie et de la solidarité des armes, se dérober à l'appel implicite qui semblait lui être adressé, et bien que les ordres fussent déjà donnés pour le retour à Paris, il en suspendit immédiatement l'exécution et indiqua Stenay comme nouvel objectif de la marche à entreprendre le lendemain. Puis il s'empressa d'informer le ministre de ses nouvelles dispositions, par un télégramme daté de 11 h. 30 du matin, qui se croisa avec la dépêche citée ci-dessus, laquelle était adressée, seulement une heure et demie plus tard, par le gouvernement à l'Empereur [2].

Courcelles, 22 août 1870, 11 h. 30 matin.

« Le maréchal Bazaine a écrit du 19 qu'il comptait toujours opérer son mouvement de retraite par Montmédy. Par suite, je vais prendre des dispositions. » — *Mac-Mahon.*

En même temps, il expédiait au maréchal Bazaine cet autre télégramme, pour le prévenir de ses mouvements :

« Reçu votre dépêche du 19. Suis à Reims ; me porte dans la direction de Montmédy. Serai après-demain sur l'Aisne, d'où j'agirai selon les circonstances pour vous venir en aide. »

Enfin, ce même jour, à quatre heures du soir, l'Empereur adressait au ministre un troisième télégramme, en réponse à celui qu'il venait de recevoir :

« Reçu votre dépêche. Nous partons demain pour Montmédy. Pour tromper l'ennemi, faire mettre dans les journaux que nous partons avec 150,000 hommes

1. Voir 1re partie, chapitre VI.

2. Cette particularité a son importance, parce qu'elle démontre que ce n'est point sur les dernières instances du général de Palikao que la marche sur Sedan a été entreprise.

pour Saint-Dizier. Supprimez les décrets que vous a portés Rouher..... J'accepte Wimpffen à la place de Failly[1]. »

Voilà à la suite de quelles péripéties fut entrepris le mouvement qui devait aboutir à la catastrophe de Sedan. Est-ce à dire que ce mouvement fût d'avance condamné à l'insuccès, et qu'en s'y décidant, le maréchal de Mac-Mahon ait voué son armée à une destruction fatale ? Les dangers qu'il présentait étaient-ils de nature à en imposer le rejet sans discussion, ou bien son avortement déplorable tient-il à des causes indépendantes de sa conception même, causes qu'il eût été possible d'éviter ? Ces questions si délicates ont déjà donné lieu à de nombreuses polémiques, presque toujours entachées de parti pris ou de passion, et dans lesquelles, entre la violence des personnalités et l'amertume des souvenirs, il est bien difficile de distinguer la vérité. Un temps viendra où, grâce à leur reculée historique, ces douloureux événements se montreront peut-être sous leur vrai jour ; ils sont encore trop rapprochés de nous pour pouvoir être jugés avec sérénité. Nous voulons donc nous borner à exposer, avec tout le respect dû à d'illustres vaincus, les circonstances particulières au milieu desquelles ils se sont déroulés, et apporter ainsi à l'histoire des documents puisés aux sources sûres, mais exempts de toute appréciation qui puisse en dénaturer la portée ou la valeur.

Le plan primitif du général de Palikao, celui qui avait été communiqué dès le 20 août au maréchal de Mac-Mahon pouvait, dans ses grandes lignes, se résumer ainsi : — L'armée était partagée en trois groupes : la gauche (5e corps), sous le commandement du général de Failly ; le centre (7e corps), sous les ordres du général Douay ; la droite (1er et 12e corps), sous les ordres du général Ducrot. Partie du camp de Châlons le 21, elle devait atteindre successivement les lignes suivantes, fixées par le ministre lui-même dans les ordres expédiés le 19 :

	DROITE.	CENTRE.	GAUCHE.
21 août :	Suippes ;	Sommepy ;	Bétheniville.
22 août :	Sainte-Menehould ;	Ville-sur-Tourbe ;	Vouziers.
23 août :	Clermont-en-Argonne ;	Sainte-Menehould ;	Grandpré.
24 août :	Verdun ;	Clermont-en-Argonne ;	Varennes.
25 août :	Concentration, autour de Verdun, de l'armée prête à livrer bataille.		

C'était, pour la droite, une moyenne de 19 kilomètres ; pour le centre et la gauche, une moyenne de 21 kilomètres à parcourir par jour. Un pareil effort n'avait rien d'excessif, à la condition qu'on y apportât une énergie constante et une activité qui ne comportait aucune perte de temps. L'armée de Châlons, composée d'éléments si disparates, en était-elle capable ? Voilà la question.

A la date du 25, l'armée du Prince royal se trouvait tout entière au sud de la ligne Saint-Dizier-Vitry-le-François, c'est-à-dire trop loin pour arriver en temps oppor-

1. Après la défaite de Frœschwiller, dont l'opinion publique rendait en grande partie responsable le général de Failly, le remplacement de celui-ci à la tête du 5e corps avait été décidé en principe. Dès son arrivée au pouvoir, le général de Palikao proposa pour son successeur le général de Wimpffen, alors commandant de la division d'Oran.

tun au secours de celle du prince de Saxe [1], qui, ce jour-là précisément, occupait les environs de Verdun. Il est vrai d'ajouter que M. de Moltke, avisé à temps du péril, avait pris pour y parer des dispositions spéciales, dont il sera question plus loin. Mais on peut voir par là, sans rien préjuger des résultats subséquents, que le projet du général de Palikao n'était nullement chimérique, et que son auteur se trouvait en droit de fonder sur lui quelque espoir.

Les circonstances relatées plus haut modifièrent malheureusement le plan primitif à ce point que, lorsqu'il fut mis à exécution, il n'en restait plus rien que l'idée fondamentale de secourir l'armée de Metz. Au lieu de partir du camp de Châlons, on partit de Reims ; au lieu de se diriger sur Verdun, on marcha sur Montmédy. La situation était donc bien différente, et les chances de succès réduites considérablement. Car on prenait ainsi une route beaucoup plus longue, qui présentait le grave danger d'amener l'armée de Châlons en un point très rapproché de la frontière de Belgique, pays neutre, et par suite interdit à toute espèce d'opération. Si donc la réussite d'un mouvement de Châlons sur Metz était subordonnée à une activité dont on n'était pas assuré que l'armée de Châlons fût capable, combien le succès d'une marche de Reims sur Montmédy était-il plus aléatoire encore, puisqu'il aurait fallu, pour l'exécuter dans le même temps, une rapidité presque double? De fait, l'armée de Châlons allait entreprendre une marche de flanc, à deux journées de marche environ de masses allemandes importantes (l'armée du prince de Saxe). Celles-ci, occupant par rapport à elle une position centrale, avaient la faculté, soit de se porter rapidement sur un des points de son parcours, soit de la devancer, soit de menacer ses lignes de communication avec Paris, que la marche en avant découvrait chaque jour davantage, sans pour cela menacer celles de l'ennemi [2]. Enfin, la plus petite perte de temps permettait à la IIIe armée d'accourir, et de joindre ses efforts, pour nous accabler, à celle du prince royal de Saxe. C'est, hélas ! ce qui devait se produire à bref délai.

La dépêche du 20 août. — Nous venons de voir le maréchal de Mac-Mahon poussé à cette détermination si grave par la conviction que Bazaine ne devait pas tarder à quitter Metz pour marcher vers Montmédy. La dépêche qu'il avait reçue de celui-ci, dans la journée du 22, paraissait tellement affirmative à cet égard, que dans sa loyauté le duc de Magenta dut considérer l'apport de son concours, si problématique qu'il pût être, comme un impérieux devoir. Une circonstance mystérieuse et absolument insolite venait en effet de le priver du seul document qui aurait pu jeter dans son esprit quelque doute sur la sincérité des intentions de son chef.

En effet, le lendemain du jour où il expédiait à l'Empereur la dépêche précitée sur la bataille de Saint-Privat, c'est-à-dire le 20 août, le maréchal Bazaine avait rédigé les trois autres télégrammes que voici :

1. Formée, après la capitulation de Metz, avec les éléments de la IIe armée. Le détail de sa constitution sera donné plus loin.

2. Celle de l'armée de la Meuse (prince royal de Saxe) passait, comme celle de la IIe armée, par Pont-à-Mousson. Celle de la IIIe armée passait par Nancy.



1. Général Duplessis. — 2. Général Legrand. — 3. Général Montaudon.
4. Général Raoult.

I. *A l'Empereur :*

« Mes troupes occupent toujours les mêmes positions. L'ennemi paraît établir des batteries qui doivent lui servir à appuyer son investissement; il reçoit constamment des renforts. Le général Marguenat a été tué le 16. Nous avons dans la ville de Metz au delà de 16,000 blessés. »

II. *Au Ministre de la Guerre* (par la voie du quartier impérial) :

« Nous sommes dans Metz, nous ravitaillant en vivres et en munitions. L'ennemi grossit toujours et paraît commencer à nous investir. J'écris à l'Empereur qui vous donnera communication de ma dépêche. J'ai reçu la dépêche de Mac-Mahon auquel j'ai répondu ce que je crois pouvoir faire dans plusieurs jours. »

III. *Au maréchal de Mac-Mahon :*

« J'ai dû prendre position près de Metz pour donner du repos aux soldats et les ravitailler en vivres et en munitions. L'ennemi grossit toujours autour de moi, et je suivrai très probablement, pour vous rejoindre, la ligne des places du Nord, *et vous préviendrai de ma marche*, SI TOUTEFOIS JE PUIS L'ENTREPRENDRE SANS COMPROMETTRE L'ARMÉE. »

Ces trois dépêches furent confiées, en double, à une madame veuve Imbert, jeune femme de 26 ans qui avait déjà, le 10 août, rempli une mission analogue, et à un agent de police nommé Flahaut. Ce dernier arriva, le 21, à Thionville, et remit les documents en question au colonel Turnier, commandant de place, lequel chargea M. Guyard, commissaire de police, de les porter au colonel Massaroli, commandant la place de Longwy. Là se trouvaient deux agents de la sûreté, les sieurs Miès et Rabasse, envoyés par le colonel Stoffel pour avoir des renseignements sur les mouvements de l'armée de Metz. Ils furent mis en possession des trois pièces et les portèrent au télégraphe, où on les expédia immédiatement, la première à l'Empereur, la seconde au ministre, *la troisième au colonel Stoffel, pour le maréchal de Mac-Mahon.*

Or cette troisième dépêche ne fut communiquée ni au maréchal, ni à son chef d'état-major, le général Faure, ni à ses aides de camp, les colonels d'Abzac et Broye; du moins aucun d'eux ne s'est souvenu de l'avoir vue[1]. Elle avait cependant une bien haute importance, dans sa forme dubitative, et le maréchal de Mac-Mahon a affirmé « qu'il était impossible qu'elle lui ait échappé, *car elle aurait certainement modifié ses mouvements sur Metz* ».

Que s'était-il donc passé? Le colonel Stoffel a-t-il, comme l'a cru le ministère public du conseil de guerre de Trianon, intercepté la dépêche dans le but, dicté par des considérations politiques, d'éviter tout ce qui pourrait faire renaître le projet de retour à Paris? A-t-il tout bonnement supposé qu'elle n'était qu'une

1. L'agent Miès a dit en avoir remis l'original au colonel d'Abzac, le 26 août, à une heure du matin, en arrivant à Rethel. Mais cet officier supérieur a affirmé devant le conseil de guerre de Trianon qu'il n'avait aucun souvenir de l'incident et qu'il ne se rappelait pas avoir reçu la moindre nouvelle du maréchal Bazaine, bien qu'on attendit avec impatience ses communications.

nouvelle édition, sans intérêt, de celle de la veille, et ne méritait pas d'être mise sous les yeux du maréchal? La question n'a jamais été élucidée, même après le procès retentissant auquel elle a donné lieu, et il est douteux qu'elle le soit jamais. Mais il n'en existe pas moins, dans ce fait extraordinaire, une des manifestations de l'étrange fatalité qui a présidé, dans le cours de cette guerre, à toutes nos opérations, et réduit à néant tous nos efforts.

Quoi qu'il en soit, le mouvement fut ordonné le 22 dans l'après-midi, et commencé le 23. La distance qui sépare Reims de la Meuse, par Vouziers et Buzancy, est de 100 kilomètres environ; elle pourrait donc être franchie en cinq jours, à raison de 20 kilomètres par jour, et l'armée serait alors arrivée à Stenay le 27. C'est sur quoi comptait le ministre de la guerre, qui estimait à deux jours pleins l'avance que le maréchal de Mac-Mahon avait sur le Prince royal. Mais il fallait aussi tabler sur les difficultés inhérentes à un mouvement de cette nature, exécuté par une masse énorme de soldats, entravé par des convois interminables, et retardé par des conditions climatériques peu favorables en général. A côté d'éléments excellents, l'armée de Châlons, si hâtivement constituée, en contenait d'autres dont la valeur ne comportait pas une épreuve aussi rigoureuse que cette marche de cinq jours, en une seule masse, sans repos ni détente; ceux-là n'auraient pas résisté à une marche forcée. Par suite, le succès de l'opération n'était rien moins qu'assuré, et les événements ont prouvé combien en tout cas elle était difficile. Plusieurs écrivains cependant ayant cru pouvoir, après coup, blâmer énergiquement la mollesse de son exécution, il ne nous semble pas inutile d'examiner jusqu'à quel point sont fondées leurs récriminations.

Dans son ouvrage sur Sedan, le général de Wimpffen estime que l'armée de Châlons pouvait arriver sur la Meuse le 27 ou le 28, au plus tard, et se jeter sur l'armée du prince de Saxe avant que la IIIe armée soit en état de prendre part à la lutte. La défaite du prince de Saxe aurait eu, suivant lui, pour conséquence d'obliger les troupes du prince Frédéric-Charles, chargées du blocus de Metz, à se replier pour éviter de se trouver dans une position aussi fausse que le fut la nôtre à Sedan [1].

Voici, d'autre part, ce que le colonel Rüstow a écrit sur ce sujet : « Après que Mac-Mahon se fut décidé à marcher au secours de Bazaine, il devait chercher, avant tout, que le Prince royal n'en fût point informé. Pour cela, il pouvait former un rideau autour du camp de Châlons avec une partie de sa cavalerie; il devait ensuite *faire marcher le plus rapidement possible la masse de ses troupes*, pour avoir la probabilité de ne combattre, de concert avec Bazaine, que la Ire et la IIe armée allemandes, sans avoir affaire en même temps à la IIIe et à la IVe armée. Dans ces circonstances, *il fallait exiger des troupes des marches forcées* [2]... »

On voit combien sont vagues ces argumentations, puisque les deux auteurs ne

1. *Sedan*, par le général DE WIMPFFEN, page 149.
2. W. RUSTOW, *loc. cit.*, page 306.

sont même pas d'accord sur le but à atteindre. Le général de Wimpffen assigne comme objectif l'armée du prince de Saxe. Le colonel fédéral estime qu'il fallait arriver assez tôt pour que celle-ci ne puisse même pas intervenir. Dans de pareilles conditions, il est assez difficile d'attribuer quelque valeur à des combinaisons dont le premier élément de succès était un tour de force absolument impossible, à savoir l'exécution de marches forcées, et de discuter sérieusement des critiques échafaudées sur des bases aussi peu sérieuses. Aussi bien, pour les éliminer d'un mot, il suffit d'observer que, le 23 août, des masses ennemies, supérieures en nombre, et surexcitées par la victoire, se trouvaient déjà, comme on le verra plus loin, entre les deux armées de Metz et de Châlons, et que la jonction de ces deux armées ne pouvait plus s'opérer que par un miracle.

Il semble donc que la pression exercée dès le début par le gouvernement sur le maréchal de Mac-Mahon, en s'ajoutant à des scrupules honorables, mais basés sur une correspondance incomplète, ait été la cause déterminante du désastre de l'armée de Châlons. Celle-ci n'était pas en état de supporter une aussi rude épreuve. « L'expérience a maintes fois démontré qu'en pareil cas il n'y a ni raison d'État, ni règles de stratégie qui puissent prévaloir[1] », et les circonstances dans lesquelles on se trouvait, donnaient absolument raison à la répugnance qu'éprouvait le commandant en chef à exécuter l'opération qu'on lui demandait avec tant d'insistance. A cet égard, on ne peut qu'être frappé des considérations suivantes, exposées par l'état-major allemand : « La solution la plus simple et la plus sûre était assurément de rétrograder jusque dans le voisinage de la capitale; puis, appuyé sur ses ouvrages et sur les immenses ressources qu'elle présentait, d'offrir la bataille dans les conditions les plus avantageuses. Dans l'hypothèse même d'un revers, l'armée française demeurait en mesure de se soustraire promptement à la poursuite du vainqueur; quant à un investissement rigoureux ou à un blocus de Paris, il était à peine nécessaire d'y songer, devant la concentration sous ses murs de plus de 100,000 hommes de troupes de ligne[2]. »

La conclusion de tout ceci est que la politique est une mauvaise conseillère, et qu'un pays est bien près de sa perte, quand il la laisse se substituer aux seules considérations auxquelles ait, en principe, à obéir un général en chef. C'est la politique seule qui nous a conduits à Metz et à Sedan; il faut espérer que la leçon si chèrement payée portera ses fruits dans l'avenir.

La composition de l'armée de Châlons, le 23 août, au moment où elle se mettait en marche, était la suivante (voir pièce n° 11) :

1er *corps d'armée :* général de division Ducrot (4 divisions d'infanterie) : 26,000 fantassins, 2,500 cavaliers, 84 pièces, 22 mitrailleuses.

5e *corps d'armée :* général de division de Failly (3 divisions d'infanterie) : 18,000 fantassins, 1,496 cavaliers, 61 pièces, 18 mitrailleuses.

1. Général Derrécagaix, *La Guerre moderne*, tome Ier, page 572.
2. *La Guerre franco-allemande*, page 905.

7e *corps d'armée :* général de division Douay (3 divisions d'infanterie) : 25,000 fantassins, 2,400 cavaliers, 78 pièces, 18 mitrailleuses.

12e *corps d'armée :* général de division Lebrun (3 divisions d'infanterie) : 36,000 fantassins, 4,200 cavaliers, 150 pièces, 18 mitrailleuses.

Réserve de cavalerie : 4,113 cavaliers, 14 pièces.

Réserve d'artillerie : 6 pièces (la majeure partie de la réserve était avec le 12e corps).

L'effectif total de cette armée se montait donc à 105,000 fantassins, 14,709 cavaliers, 393 pièces et 76 mitrailleuses, en chiffres ronds[1]. Nous verrons bientôt combien il était dépassé par les forces allemandes qui allaient lui être opposées.

Mouvements des armées allemandes du 17 au 25 aout.

Devant Metz, le 19 août. — Constitution de l'armée de la Meuse. — La bataille de Saint-Privat, en consommant l'isolement de l'armée de Metz et en achevant de couper les communications du maréchal Bazaine, donnait aux opérations des armées allemandes un premier résultat d'une incontestable valeur. La principale force française, en se retirant sous les murs de Metz, « s'était momentanément enlevé toute faculté de coopérer directement à la défense du pays[2] » et se trouvait condamnée à livrer une nouvelle bataille pour s'ouvrir un passage que les Allemands étaient fermement disposés à lui disputer. Ceux-ci devaient donc, s'ils voulaient rendre fécond ce premier et important succès, laisser devant elle une force suffisante pour la tenir immobile; mais ils devaient aussi songer à la nouvelle armée qui se formait en arrière, et chercher à l'écraser à son tour.

Aussitôt donc qu'il fut suffisamment éclairé sur la portée de la victoire inespérée de la veille, c'est-à-dire le 19 dans la matinée, M. de Moltke s'occupa sans perdre de temps des nouvelles opérations à entamer, et adressa aux commandants d'armée, dès onze heures du matin, les instructions suivantes, qu'il faut citer dans leur entier :

« A la suite des succès de ces derniers jours, il est devenu à la fois nécessaire et possible de donner aux troupes le repos dont elles ont besoin et de faire arriver des renforts pour réparer les pertes. Il importe aussi que, dans la continuation du mouvement sur Paris, les armées s'avancent à la même hauteur, afin de pouvoir se mesurer en forces suffisantes avec les troupes de nouvelle formation en voie de concentration à Châlons.

« D'autre part, il faut encore prévoir le cas où l'armée française rejetée sous Metz viendrait à tenter de se faire jour vers l'ouest. *Six corps d'armée* seront donc conservés sur la rive gauche de la Moselle, où, établis sur la ligne de hauteurs enlevées hier, ils pourront s'opposer à toute entreprise de cette nature. *Un*

1. Y compris des régiments de marche qui ne rejoignirent que les 27 et 28. Il est d'ailleurs impossible de donner de cet effectif une évaluation exacte, les documents précis faisant absolument défaut.

2. *La Guerre franco-allemande,* page 883.

corps d'armée et la division de réserve resteront sur la rive droite, et devront, si cela devient nécessaire, éviter de s'engager devant un assaillant numériquement supérieur.

« Sa Majesté le Roi affecte au blocus la Ire armée, la 3e division de réserve, plus les IIe, IIIe, IXe et Xe corps.

« Sa Majesté confie à Son Altesse Royale le prince Frédéric-Charles le commandement de toutes les troupes chargées de cette opération, et décide, en outre, que la Garde, les IVe et XIIe corps, ainsi que les 5e et 6e divisions de cavalerie, passeront sous les ordres de Son Altesse le prince royal de Saxe, pour y demeurer jusqu'à ce que les circonstances permettent de revenir à la répartition primitive en trois armées. L'état-major de Son Altesse le prince royal de Saxe sera immédiatement constitué.

« La chaîne de hauteurs destinée à former la position défensive sera retranchée; les troupes pourront d'ailleurs se cantonner en arrière jusqu'à l'Orne. Les trois corps provisoirement détachés de la IIe armée prendront des cantonnements au delà de l'Orne et de l'Yron.

« La IIIe armée fait halte momentanément sur la Meuse.

« Le quartier général de Sa Majesté reste provisoirement à Pont-à-Mousson, où le IIe corps laissera un bataillon. »

C'est-à-dire que l'ordre de bataille primitif des armées allemandes se trouvait modifié d'une façon sensible, par : 1° la constitution d'un groupe de forces chargé de bloquer Metz, et formé de la Ire armée, de 4 corps de la IIe et d'une division des troupes fraîches qui comptait 3 brigades et 6 batteries[1];

2° La formation d'une subdivision d'armée, composée de trois corps et de quatre divisions de cavalerie[2], et destinée à opérer de concert avec la IIIe armée. Cette subdivision d'armée (*armee-abtheilung*) est habituellement désignée sous le nom d' « *Armée de la Meuse* ». Par suite de sa création, l'armée de Châlons allait avoir à lutter contre deux groupes de forces comprenant ensemble huit corps d'armée, une très forte division (wurtembergeoise)[3], et six divisions de cavalerie, c'est-à-dire l'effectif énorme de :

188,123 fantassins, 35,814 cavaliers, 813 pièces[4].

Au moment où ces instructions étaient dictées, le prince Frédéric-Charles se trouvait au grand quartier général, à Rezonville. Il put donc en prendre immédiatement connaissance, et donner ses ordres sans retard. Dès une heure et demie de l'après-midi, il faisait diriger sur Ville-sur-Yron et Briey les corps destinés à former l'armée de la Meuse, et compléter l'investissement de Metz. Le lendemain,

1. Voir pièce n° 12.

2. 5e et 6e divisions de cavalerie, division de la Garde, division de cavalerie saxonne.

3. La division wurtembergeoise comptait 3 brigades d'infanterie, 1 brigade de cavalerie et 9 batteries (voir pièce n° 2).

4. D'après l'état-major allemand. Il est à remarquer que les états d'effectifs allemands ne tiennent compte que des seuls combattants, tandis que les nôtres comprennent *tous* les rationnaires (train, troupes d'administration, infirmiers, etc.). La différence des forces en présence est donc encore plus considérable que ne l'indique la simple comparaison des chiffres donnés ci-dessus.

celui-ci était terminé et les forces allemandes, disposées suivant le nouveau plan d'opérations, se trouvaient prêtes à en entreprendre l'exécution.

Marche du Prince royal du 16 au 22 août. — Pendant que ces événements se passaient, la IIIe armée, que nous avons laissée, le 16 août, sur la Moselle (voir livre II, chap. III), avait continué son mouvement vers la Marne, et dans la direction de Paris. Mais ses premiers mouvements s'exécutèrent un peu à l'aveuglette. Sa cavalerie, en effet, n'avait pas repris le contact. « On manquait encore d'indications précises sur le 5e corps français, *on se croyait seulement fondé à admettre que sa retraite avait eu lieu vers le sud.* D'autre part, toutes les nouvelles, tous les renseignements recueillis ne laissaient aucun doute sur la concentration de forces sérieuses à Châlons. Enfin, en ce qui concernait les masses ennemies qui avaient repassé la Moselle devant la Ire et la IIe armée, on les supposait toujours en voie de poursuivre leur mouvement rétrograde vers ce point[1]. »

Par suite, le mouvement en avant ne pouvait être repris qu'en s'éclairant avec grand soin sur le front et l'aile gauche, et en essayant encore une fois de prendre la place de Toul, qui commandait une voie ferrée de la plus grande importance. Le Prince royal se décida donc à gagner la Marne, dans la partie comprise entre Saint-Dizier et Joinville, sur deux lignes, couvertes à une ou deux journées de marche par la 4e division de cavalerie, en avant, par la 2e vers le flanc gauche. Le IIe corps bavarois, le Ve corps accompagné de la division wurtembergeoise, enfin le XIe corps formaient la première ligne; le Ier bavarois et le VIe corps la seconde. « De cette manière, et avec le peu d'étendue du front embrassé par le mouvement (20 à 22 kilomètres seulement), le commandant en chef comptait être sans cesse en mesure, si une rencontre se produisait, de concentrer ses forces en temps utile sur le point décisif[2]. »

Le mouvement commença le 17. Il devait amener pour le 20 les troupes de première ligne sur l'Ornain. « Les divers corps étaient invités à se maintenir soigneusement reliés entre eux, à faire toujours bivouaquer leurs avant-gardes et à établir le reste de leur monde dans des cantonnements aussi resserrés que possible. En cas de rencontre de l'adversaire, les avant-gardes avaient ordre de se borner à conserver une attitude purement défensive, de manière à ménager à l'armée le temps de se déployer[3]. »

Le soir de ce même jour, une patrouille de la 4e division de cavalerie aperçut deux escadrons de chasseurs français, près d'Ancerville (5 kil. à l'est de Saint-Dizier). Le 18 au matin, ayant repris son exploration, elle reçut à Chevillon des coups de fusil, envoyés par une troupe d'infanterie qui se dirigeait vers Vitry-le-François, en marchant à l'est de la voie ferrée[1]. Cet incident éclairait d'un jour

1. *La Guerre franco-allemande*, page 895.
2. *Ibid.*, page 896.
3. *Ibid.*
1. C'étaient des troupes appartenant à la division Goze (5e corps). On se souvient que cette division, appuyée par un fort détachement de cavalerie, avait été laissée à Saint-Dizier, pour couvrir l'embarquement des derniers corps ralliant le camp de Châlons (voir livre II, chap. III).

inattendu la situation jusqu'alors fort obscure, et donnait une notion certaine sur la direction suivie par l'armée d'Alsace, ainsi que sur la concentration de forces importantes à Châlons. Le contact, perdu depuis Frœschwiller, était enfin repris. Toutefois, dès le lendemain, les cavaliers prussiens constatèrent avec regret qu'il leur échappait encore, les derniers détachements français chargés de couvrir le mouvement du 5e corps ayant disparu, et la voie ferrée ayant été coupée au-dessus de Saint-Dizier.

Le 19, les corps de première ligne débouchaient sur la Meuse. Le IIe corps bavarois laissa devant Toul, pour l'investir, la 7e brigade, un régiment de chevau-légers et deux batteries ; puis, le lendemain, on se porta de la Meuse sur l'Ornain. Voici donc quelle était, le 20, la position des différents corps de la IIIe armée :

4e division de cavalerie, sur la Saulx; un escadron à Blesme, pour garder la bifurcation du chemin de fer. Ses patrouilles allaient jusqu'à Saint-Dizier et à 12 kilomètres au nord, sur le flanc droit[1].
IIe corps bavarois, avant-garde à Ligny-en-Barrois (sur l'Ornain), gros à 20 kilomètres en arrière (Mesnil-la-Horgne).
Ve corps, avant-garde à Hévillers, gros à Tréveray, sur l'Ornain.
Division wurtembergeoise, à Houdelaincourt, sur l'Ornain.
XIe corps, avant-garde à Mandres, gros à Gondrecourt.

Les corps de deuxième ligne étaient : le *Ier corps bavarois* à Void, tout près de la rive gauche de la Meuse, le *VIe corps* à Pagny-la-Blanche-Côte, sur la Meuse.

Enfin, la *2e division de cavalerie*, chargée de protéger le flanc gauche, stationnait à Saint-Élophe (5 kil. nord-est de Neufchâteau, qu'elle occupait par un détachement), et envoyait des patrouilles jusqu'à Épinal.

C'est-à-dire que l'armée, répartie sur un front de 33 kilomètres, occupait une profondeur de 30 kilomètres environ et était couverte par un service d'exploration qui dépassait 65 kilomètres d'une aile à l'autre. Ces dispositions sont remarquables, parce que les forces étaient assez concentrées pour parer à une attaque imprévue, et possédaient d'autre part assez d'élasticité pour changer de direction, le cas échéant, sans se gêner mutuellement. Il est juste d'ajouter que le premier inventeur d'une semblable tactique n'était pas le prince royal de Prusse, mais bien Napoléon Ier, qui avait employé la pareille, pendant l'immortelle campagne d'Iéna.

Ce jour-là, 20 août, le Prince royal transporta son quartier général de Nancy à Vaucouleurs. En y arrivant, il reçut l'ordre expédié par M. de Moltke, le 19 au matin, ordre que nous avons cité plus haut, et qui prescrivait à la IIIe armée de faire halte sur la Meuse, jusqu'à ce que la IVe soit arrivée à sa hauteur. Il se borna donc à faire continuer par la cavalerie son service de renseignements et d'exploration, mais prescrivit un séjour dans les cantonnements pour les 21 et 22. Les

1. Nous voyons ici combien les Allemands poussaient au loin leur service d'exploration. Blesme est à 31 kilomètres de la Saulx, qui est elle-même à 12 kilomètres de l'Ornain, où se trouvaient les têtes de colonne de l'armée. Saint-Dizier est à 32 kilomètres de l'Ornain.



Armée allemande : Pionniers de la Garde.

escadrons se portèrent en avant dès l'aube; un peloton de dragons, détaché de la 4e division, se lança jusqu'à Vitry-le-François (à 38 kilomètres du gros de la division) et fit quelques prisonniers appartenant à la division Goze (21 août). Puis il essaya de prendre pied dans Vitry, petite place insignifiante et qu'on disait sans garnison. Mais des hommes « à demi vêtus d'uniformes » firent feu sur lui des faubourgs, et le contraignirent à se retirer. Ce même jour, le reste du régiment de dragons ayant fait sommer la place de capituler, son parlementaire était reçu à coups de fusil et obligé de battre en retraite rapidement.

Cependant, le lendemain 22, des renseignements assez sérieux arrivaient du XIe corps. Une pointe de cavalerie, envoyée par lui sur Joinville, avait découvert le secret de tous les mouvements du 5e corps français, et s'empressait de les communiquer en ces termes : « C'est le 16 août que les premières troupes françaises sont arrivées de Chaumont à Joinville pour y protéger le passage du 5e corps, fort d'une vingtaine de mille hommes. Celui-ci a fait son mouvement en partie à pied, en partie par voie ferrée. *D'après les indications du livre de dépêches trouvé à la gare*, le chemin de fer aurait expédié sur Saint-Dizier et Vitry, dans les journées du 18 et du 19, un total de vingt trains militaires, composés d'infanterie des divisions Goze et l'Abadie, tandis que la division de cavalerie Brahaut continuait sur Châlons par les voies de terre. La gare de Joinville aurait été ensuite évacuée, dans la nuit du 19 au 20. »

C'en était assez pour fixer toutes les indécisions, et lever les dernières incertitudes sur l'arrivée du 5e corps au camp de Châlons.

Mouvements de l'armée de la Meuse jusqu'au 22 août. — Pendant ce temps, l'armée de la Meuse opérait son déploiement à l'ouest de Metz, face à son objectif. Le IVe corps, parti le premier, était arrivé le 20 à Commercy, où il s'arrêta les 21 et 22, formant liaison avec la IIIe armée. Du 20 au 22, les autres corps, précédés par la cavalerie, se portèrent au delà de l'Orne et de l'Yron, et occupèrent, à cette dernière date, les positions suivantes :

Garde, à Woel et Hannonville-sous-les-Côtes.
XIIe corps, à Jeandelize.

5e division de cavalerie, à Étain.	poussant leur exploration jusqu'à la Meuse.
6e division de cavalerie, à Fresnes-en-Woivre.	
Division de cavalerie saxonne, à Hennemont.	
Division de cavalerie de la Garde, à Saint-Maurice-sous-les-Côtes.	

En résumé, dans la soirée du 22, tous les corps allemands destinés à marcher vers Paris s'étendaient à peu près à la même hauteur, sur un front de plus de 75 kilomètres. « La droite de cette ligne était formée par les corps de l'armée de la Meuse venant des environs de Metz et couverts à courte distance par leurs divisions de cavalerie. Au centre était le IVe corps, sur les deux rives de la Meuse, auprès de Commercy, et les fractions de la cavalerie de la Garde jetées en avant

vers l'ouest. L'aile gauche, sur la Meuse supérieure, se composait du Ier corps bavarois, du VIe corps et de la 2e division de cavalerie, tandis que la masse principale de la IIIe armée formait un échelon en saillie sur l'Ornain. Au loin, en avant du front de cette dernière armée, les éclaireurs de la 4e division de cavalerie battaient déjà le pays jusqu'à la vallée de la Marne [1]. »

Sachant que telle serait, le lendemain soir, la situation générale de ses forces, M. de Moltke rédigea, dès le 21, à onze heures du matin, les ordres nécessaires à la reprise du mouvement en avant. Ils étaient datés de Pont-à-Mousson, où s'était transporté le grand quartier général, et établissaient en principe que l'aile gauche, c'est-à-dire la IIIe armée, « devait, en général, conserver toujours une avance d'une marche, de manière à ménager la faculté, dans le cas où l'ennemi ferait mine de tenir, de l'attaquer à la fois de front et dans son flanc droit [2], afin de le couper de la capitale en le refoulant dans la direction du nord. » L'ordre portait que les mouvements commenceraient le 23 août, et, le 26, les avant-gardes de la IIIe armée devaient atteindre la ligne Vitry-Saint-Mard ; celles de l'armée de la Meuse, la ligne Givry-en-Argonne-Sainte-Menehould [3]. » Cette dernière armée était invitée à tenter un coup de main sur Verdun ou à passer au sud de cette place [4]. »

On remarquera que le chef d'état-major allemand ne donne jamais pour objectif à ses armées une position fixe, mais toujours la masse des forces ennemies; c'est pourquoi ses prescriptions ne dépassent pas ici la date du 26, c'est-à-dire quatre jours. L'objectif, en effet, étant essentiellement mobile, M. de Moltke se réserve la possibilité de modifier les mouvements commencés, si celui-ci vient à se déplacer. On peut aussi constater que, pour la première fois, les lignes assignées à chacune des armées ne sont pas constituées par un cours d'eau, une série de hauteurs, en un mot une ligne défensive sur laquelle on puisse résister en cas de besoin. L'éloignement de l'armée française permettait cette infraction aux prudentes habitudes de l'état-major allemand.

Journée du 23 août. — Bombardement de Toul. — Le 23 août, le grand quartier général se transporta de Pont-à-Mousson à Commercy. Deux corps de l'armée du prince de Saxe (Garde et IVe) atteignirent la Meuse [5]; le XIIe corps était encore à quelques kilomètres à l'ouest [6] et devait se diriger le lendemain sur Verdun. La cavalerie de cette armée explorait à 24 kilomètres en avant, de Sivry-sur-Meuse à quelques kilomètres au nord de Bar-le-Duc.

Dans la IIIe armée, la 4e division de cavalerie atteignit Saint-Dizier et poussa des détachements sur la route de Vitry-le-François. Dès la veille, deux escadrons

1. *La Guerre franco-allemande*, page 903.
2. Nous retrouvons encore une fois ici ce dispositif en équerre, sur lequel M. de Moltke semble avoir basé la majeure partie de ses combinaisons.
3. Saint-Mard et Givry se trouvent sur la route de Vitry à Sainte-Menehould, entre Bar-le-Duc et Reims.
4. *La Guerre franco-allemande*, page 911.
5. Le IVe était déjà à Commercy. La Garde arrivait à Saint-Mihiel.
6. A Eix et Haudiomont.

de découverte, précédant d'une cinquantaine de kilomètres leur avant-garde, avaient atteint cette ville; le 23, ils se portèrent à Châlons, où ils apprirent le départ de l'armée du maréchal; départ déjà connu d'ailleurs par M. de Moltke. Celui-ci écrivit aussitôt au général de Blumenthal, chef d'état-major de la IIIe armée, pour l'inviter à chercher tous les renseignements possibles sur la direction prise par nous, et, le jour même, on fit franchir la Marne à la 4e division de cavalerie, qui marcha par la rive gauche sur Châlons, Vertus et Épernay, tandis que la cavalerie wurtembergeoise était chargée de patrouiller sur la rive droite, et que la 2e division de cavalerie se portait par Vassy sur Arcis-sur-Aube pour couper la voie ferrée entre Troyes et Méry-sur-Seine.

Pendant ce temps, le premier échelon de la IIIe armée atteignait la ligne de la Saulx; seul, le IIe corps bavarois était un peu en arrière, au nord-ouest de Ligny-en-Barrois. Quant à la deuxième ligne, elle cantonnait à Gondrecourt (VIe corps) et Saint-Aubin (Ier bavarois).

Ce même jour, le détachement envoyé à Toul par le IIe corps bavarois tentait un nouveau coup de main contre la place. On espérait encore, malgré l'échec essuyé le 16 par le IVe corps, en venir à bout avec des pièces de campagne, et comme on était pressé, on ne crut pas devoir attendre l'arrivée de pièces de gros calibre pour l'attaquer. Le Prince royal envoya donc l'artillerie de corps du VIe corps, soutenue par trois bataillons, bombarder la place de la rive droite de la Moselle, tandis que les Bavarois l'investiraient de l'autre côté. Le général-lieutenant de Gordon, commandant la 11e division (VIe corps), était chargé de diriger l'opération.

Parti le 22, dès l'aube, de Pagny-sur-Meuse, cet officier général arriva dans la soirée devant Toul et fit, pendant la nuit, construire des épaulements de batteries sur les hauteurs situées au nord-est de Chaudeney [1]. Puis, le 23, à huit heures trois quarts du matin, après avoir fait inutilement sommer la garnison de se rendre, il ordonna de commencer le feu. Bientôt un incendie se déclara dans la ville, et, vers midi, le général de Gordon envoya un second parlementaire. « Après quatre heures de négociations, ce dernier revient à son tour, porteur d'un refus. Les Français avaient habilement profité de ce répit pour réparer leurs ouvrages, et quand les batteries allemandes reprennent leur feu, ils leur répondent aussi vigoureusement que dans la matinée [2]. »

Le général de Gordon comprit que tous ses efforts pour réduire la courageuse petite garnison n'aboutiraient qu'à une perte de temps et d'hommes, et donna, à six heures et demie du soir, l'ordre de cesser le feu. Le lendemain, toutes les troupes jusque-là employées devant Toul se mettaient en route pour rejoindre leurs corps respectifs, en ne laissant devant la place qu'un régiment d'infanterie, un escadron et une batterie, tous bavarois. Cette petite force devait attendre l'arrivée de 3 bataillons de landwehr et de 35 pièces de place françaises, *capturées à Marsal*, avec lesquelles on comptait reprendre le bombardement de la ville.

1. A 3 kilomètres sud-est de Toul.

2. *La Guerre franco-allemande*, page 917. Les pertes des Allemands étaient de 2 tués et 6 blessés; celles de la garnison, 2 tués et 16 blessés.

Journée du 24 août. — Bombardement de Verdun. — Le mouvement vers l'ouest continua le 24. La IIIe armée atteignit la ligne Vassy, Saint-Dizier, Robert-Espagne, Bar-le-Duc. L'armée de la Meuse arriva sur l'Aire avec la Garde, tandis que le IVe corps poussait ses avant-gardes jusqu'à la Meuse, vers Génicourt, et que le XIIe essayait de s'emparer de Verdun.

Depuis le 18, en effet, les patrouilles de la cavalerie saxonne s'étaient montrées aux environs de la place; dans la journée du 23, le prince Georges de Saxe vint en personne en reconnaître les environs, et choisir le point le plus favorable à l'établissement des batteries de bombardement. Le 24, à dix heures du matin, l'avant-garde de la 23e division (saxonne) débouchait à l'ouest du bois situé entre Eix et Verdun, et un bataillon s'avançait jusqu'au faubourg Pavé sans rencontrer personne, tandis que les hauteurs de Belrupt se couvraient d'artillerie. Le faubourg Pavé était environné de vergers, séparés par des murs, de jardins et de vignes qui s'avançaient presque jusqu'au glacis. Ces nombreux abris, pourtant compris dans la zone de la défense de la place, n'avaient pas été détruits, ainsi que le prescrivent les règlements militaires, en sorte que l'ennemi n'éprouva aucune difficulté pour gagner, à leur faveur, le pied des remparts. Mais là, il se heurta à des murailles entourées d'eau et à une citadelle imposante, et fut accueilli par une fusillade qui l'obligea à s'arrêter et même à utiliser sans tarder la protection des maisons.

Le commandant de place, général Guérin, avait en effet, aussitôt l'ennemi signalé, fait tirer deux coups de canon d'alarme, et la garnison tout entière s'était portée sur les remparts. Elle comprenait 2,000 gardes mobiles, 1,000 hommes environ provenant des dépôts des 57e et 80e de ligne, 200 cavaliers, 20 sapeurs du génie, 55 gendarmes et 50 artilleurs, enfin 1,400 gardes nationaux. La place contenait 137 pièces, dont 46 rayées.

Le feu de mousqueterie, engagé instantanément, durait à peine depuis quelques minutes, quand une grêle d'obus s'abattit sur les murailles et dans les rues de la cité; l'artillerie de la 24e division avait ouvert le feu, des hauteurs de Belrupt où elle était postée avec l'artillerie du corps; les batteries de la 23e division, plus rapprochées de la place, tiraient des hauteurs d'Haudainville, à 1,500 mètres de distance environ. Tout d'abord, les pièces de la place ripostèrent très faiblement, car il fallut un temps assez long pour trouver les clefs des magasins à projectiles[1], mais quand enfin elles purent faire feu, ce fut avec des résultats appréciables. Un caisson ennemi sauta à Chamois, et les troupes de soutien, disposées dans les ravins de Belrupt et d'Haudainville, furent assez sérieusement éprouvées. Au bout de deux heures, le prince de Saxe, essayant de l'intimidation, envoya un parlementaire sommer la ville de capituler; mais celui-ci, d'abord accueilli à coups de fusil[2], ne parvint qu'avec peine à pénétrer dans la place. Conduit au général Guérin, il essuya un refus formel.

1. *Journal du blocus et du bombardement de Verdun*, par l'abbé Gabriel, page 12.
2. Le trompette, dont on n'avait point entendu la sonnerie, fut tué raide d'une balle.

A peine était-il hors de vue que le feu reprenait; pas pour longtemps cependant, car le prince de Saxe, convaincu, d'après le bon état des ouvrages et l'attitude du commandant, de l'inutilité de ses efforts, se décidait, comme on l'avait fait à Toul, à abandonner l'entreprise et donnait l'ordre de reprendre la marche vers l'ouest. Les troupes saxonnes se mirent donc en retraite, vers midi, « sous le feu extrêmement vif des défenseurs[1]. » Elles se portèrent sur la rive gauche, à Charny, en traversant la rivière sur un pont de bateaux, et ne laissèrent devant Verdun qu'une brigade avec quatre escadrons et une batterie. Ces troupes furent elles-mêmes relevées, quelques jours plus tard, par des détachements de landwehr. La perte des Saxons se montait à 1 officier, 19 hommes et 5 chevaux; la garnison française comptait 7 tués (dont 5 gardes nationaux) et 12 blessés.

C'est dans cette journée du 24 que, pour la première fois, l'état-major allemand eut l'intuition de notre mouvement vers Metz. La cavalerie de la IIIe armée, qui marchait toujours loin en avant des colonnes[2], avait lancé ses éclaireurs jusqu'à Châlons et appris d'une façon certaine que l'armée française avait pris la direction du nord. Déjà, depuis le 23, le grand quartier général, installé à Commercy, était informé que l'empereur Napoléon se trouvait dans Reims, avec une armée. D'autre part, le prince Frédéric-Charles venait de communiquer à M. de Moltke une lettre interceptée, dans laquelle un officier général de l'armée de Metz exprimait son ferme espoir d'être bientôt secouru par l'armée de Châlons. Le chef de l'état-major général s'était empressé de communiquer ces renseignements au prince royal de Saxe, en lui recommandant d'exercer la plus active surveillance, non seulement dans la direction de Reims, mais encore sur la voie ferrée de Reims, Longuyon, Thionville, et de couper cette ligne sur plusieurs points. En même temps, il invitait le Prince royal à rapprocher son IIe corps, placé à l'extrême gauche de la ligne occupée par les deux armées.

Le 24, comme le grand quartier général se transportait de Commercy à Bar-le-Duc, le roi et M. de Moltke tinrent, chemin faisant, une conférence, à Ligny-en-Barrois, avec le commandant en chef de la IIIe armée, et le général de Podbielski, quartier maître général[3]; celui-ci émit alors l'avis que l'armée de Châlons pouvait bien se préparer à marcher au secours de Bazaine. « Cette tentative, pensait-il, si elle était difficilement admissible en raison des objections qu'elle soulevait au point

1. *La Guerre franco-allemande*, page 922. Quelques jours plus tard, une centaine de soldats et de gardes nationaux s'emparaient, dans une sortie, de 85 chevaux, 50 voitures de vivres, et 50 prisonniers. (*Journal de l'abbé Gabriel.*)

2. L'exploration de la cavalerie ne se faisait pas sans difficulté ni dangers, s'il faut en croire cette page, instructive à plusieurs égards, de la *Relation allemande* : « La population des contrées traversées par la IIIe armée, y est-il dit, et notamment celle du département de la Haute-Marne, se montrait généralement animée des dispositions les plus hostiles à l'égard des troupes allemandes. Une distribution de fusils Minié, faite aux habitants sur l'ordre du gouvernement français, avait eu précisément pour effet de les pousser à une résistance ouverte; en maints endroits, il fallait recourir à la force pour obtenir la remise de ces armes, souvent cachées. Cette situation ne pouvait aboutir qu'à accroître l'animosité réciproque et à faire peser plus lourdement sur les pays envahis les maux inséparables de la guerre, sans jamais parvenir à entraver d'une façon quelconque le cours régulier des opérations. » (Page 924.)

3. Sous-chef d'état-major général.

de vue militaire, pouvait cependant s'expliquer par des considérations politiques. Par suite, ajoutait-il, il serait bon de resserrer les forces allemandes sur leur droite, à toute éventualité. » Mais M. de Moltke ne semblait pas partager cette manière de voir, tant elle lui paraissait peu conforme aux idées qu'il se faisait des conditions normales de la guerre. Persistant au contraire à croire que l'intention du maréchal était toujours de couvrir la capitale, « soit directement, soit en prenant une position latérale, à peu près vers Reims, » il refusa de modifier les instructions données précédemment. Seulement, comme Reims, devenu pour le moment l'objectif des forces allemandes, s'en trouvait plus éloigné que Châlons, on décida que l'armée du Prince royal serait portée, dès le lendemain 25, sur la ligne qu'elle n'aurait dû, en vertu des ordres reçus, atteindre que le 26.

Somme toute, si l'on savait maintenant de source sûre que le camp de Châlons était abandonné, on ignorait encore quel dessein nourrissait l'armée française; seule, la lettre interceptée à Metz pouvait servir d'indication à cet égard, mais ce n'était pas là un document assez précis pour qu'on pût baser sur elle des combinaisons nouvelles. La seule chose absolument certaine, c'est que l'objectif s'était déplacé; il fallait donc, à partir du 25, diriger les forces allemandes sur la nouvelle position, et c'est dans ce but que le 24 au soir, après son arrivée à Bar-le-Duc, M. de Moltke rédigea de nouvelles instructions d'après lesquelles on devait atteindre, le 28, la ligne Suippes-Châlons-Coole, pour de là obliquer sur Reims, ou poursuivre sur Paris, suivant le cas. La cavalerie de l'armée de la Meuse était chargée, pendant l'exécution de ce mouvement, de surveiller au nord, vers la voie ferrée des Ardennes, la frontière belge, enfin les environs de Rethel et de Reims.

Mais sur ces entrefaites arrivèrent, à onze heures du soir, de nouveaux renseignements extrêmement intéressants. C'était d'abord un journal de Paris (*la Liberté*), pris à Châlons la veille par les éclaireurs de la 4e division de cavalerie, et annonçant que l'armée du maréchal de Mac-Mahon, forte de 150,000 hommes, avait pris position à Reims. C'était ensuite un télégramme *envoyé de Paris* le 23 au soir, par la voie de Londres, et contenant ces mots : « L'armée de Mac-Mahon se concentre à Reims. L'empereur Napoléon et le prince sont avec elle. *Mac-Mahon cherche à faire sa jonction avec Bazaine.* »

Impossible d'être plus affirmatif. M. de Moltke, devenu assez perplexe, déchira les ordres qu'il venait de dicter, mais n'en rédigea point d'autres ce jour-là. Il se refusait encore à admettre que l'accomplissement d'un tel projet fût possible, et se demandait comment même il avait pu être formé, le chemin direct de Reims à Metz étant interdit à l'armée française, et un détour par le nord, le long de la frontière belge inviolable, lui paraissant le comble de la témérité. Mais si, d'autre part, la nouvelle était vraie, la continuation du mouvement entamé vers Paris devenait inutile, au moins momentanément. Il allait falloir au contraire chercher à joindre les forces françaises, et pour cela « franchir par des chemins de traverse les vastes forêts de l'Argonne, et s'engager dans une région où rien n'avait été préparé encore pour assurer la subsistance des troupes; il faudrait également assigner une nouvelle direction aux ravitaillements de toute nature dont le

transport était déjà réglé vers l'ouest[1]... » En un mot, tout était à changer, la ligne d'opérations et la ligne de communications, et, en présence des énormes difficultés qu'il prévoyait, le chef d'état-major, comme il est facile de le comprendre, demeurait hésitant. Il jugea prudent, en tout cas, de garder l'expectative jusqu'à plus ample informé, et de se borner, pour l'instant, à faire appuyer tout son monde un peu plus au nord-ouest, c'est-à-dire vers Reims, tandis que la cavalerie redoublerait d'activité dans la recherche de renseignements dont l'urgence se faisait de plus en plus énergiquement sentir.

Journée du 25 août. — Massacre de Passavant. — Disparition des derniers doutes. — Le 25 août, à onze heures du matin, il lança ses ordres en conséquence :

« *Tous les renseignements recueillis, disait-il, s'accordent à constater que l'ennemi a évacué Châlons et s'est replié sur Reims. Conformément aux ordres de Sa Majesté le Roi, la IIIe armée et l'armée du prince royal de Saxe continueront demain (26 août) dans la direction du nord-ouest, pour suivre le mouvement de l'adversaire. Les corps du prince royal de Saxe viendront : le XIIe à Vienne (avant-garde à Autry et Servon); la Garde à Sainte-Menehould (avant-garde à Vienne-la-Ville et vers Berzieux); le IVe à Villers-en-Argonne (avant-garde vers Dommartin). La cavalerie se portera au loin, pour éclairer sur le front et sur la droite, et s'attachera surtout à atteindre Vouziers et Buzancy.*

« *La IIIe armée gagnera avec ses têtes de colonnes la ligne Givry-en-Argonne-Changy, au nord-est de Vitry, qu'elle aura à faire observer.*

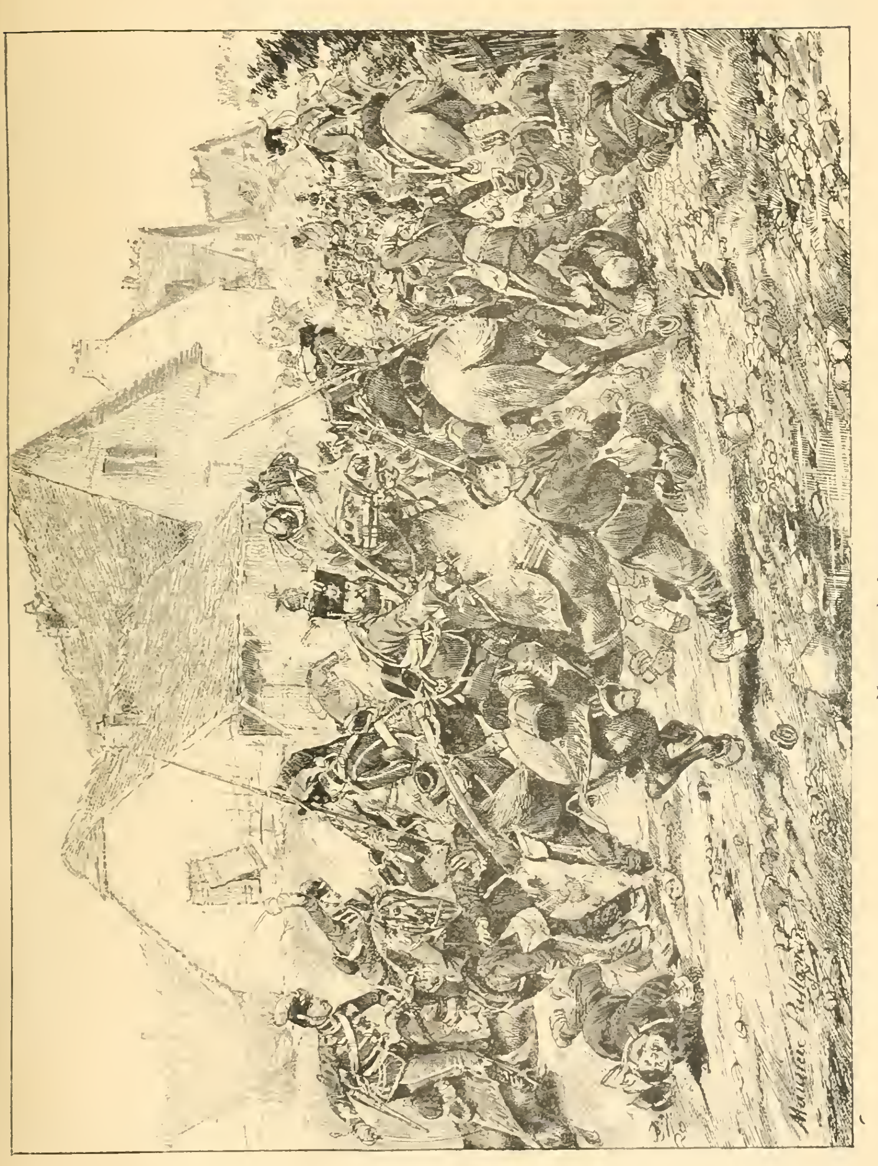
« *A moins d'exigences toutes particulières, les troupes auront repos le 27.*

« *Dans ce cas, la journée sera mise à profit pour faire serrer les convois et pour aligner les vivres, afin d'être en mesure, à la reprise du mouvement, de traverser sans difficulté les parties stériles de la Champagne.*

« *Le quartier général de Sa Majesté se transportera demain à Sainte-Menehould. Jusqu'à onze heures du matin, les rapports devront être adressés à Bar-le-Duc.* »

Mais si, en présence des difficultés qu'il prévoyait, M. de Moltke hésitait encore à prendre le parti que semblaient imposer les graves nouvelles parvenues au quartier général, au moins jusqu'à ce que celles-ci aient reçu confirmation, il n'en préparait pas moins, *in petto*, certaines dispositions prévoyantes destinées à parer à toute éventualité. C'est ainsi que, dans l'après-midi du 25, il étudiait, *pour lui seul*, un projet de conversion partielle des forces allemandes, qui devait amener le 28, dans le voisinage de Damvillers, les trois corps de l'armée de la Meuse, deux corps (bavarois) de la IIIe armée et deux corps (les IIIe et IXe) de l'armée de blocus de Metz. Il comptait ainsi, si l'armée française, partie le 23 de Reims, arrivait le 27 sur la Meuse, occuper une position centrale entre elle et l'armée de Bazaine avec 150,000 hommes, et l'arrêter net, soit qu'elle acceptât la bataille, soit

1. *La Guerre franco-allemande*, page 925.



Massacre de Passavant.

qu'elle cherchât à se prolonger vers Longuyon[1]. Les événements rendirent cette prévoyance inutile, mais elle est à noter cependant, ne fût-ce que pour montrer combien peu M. de Moltke s'abandonnait au hasard.

Cependant, la cavalerie des deux armées allemandes avait continué son exploration à grandes distances. La 5e division envoyait à Lamouilly[2] un de ses régiments, qui incendiait, dans la nuit du 25 au 26, le pont de bois sur lequel la voie ferrée traverse la Chiers. Les autres régiments poussaient jusqu'à Sainte-Menehould et Valmy; la division saxonne arrivait à Clermont-en-Argonne et Varennes. La 6e division vint cantonner, vers midi, à Vieil-Dampierre.

Elle était en train de s'y installer quand l'escadron d'avant-garde signala, vers Epense, un bataillon de mobiles en marche sur Sainte-Menehould[3]. Aussitôt toute la division se mobilisa. La batterie à cheval vint prendre position entre Épense et Vieil-Dampierre, et ouvrit le feu, tandis que les deux brigades chargeaient les malheureux mobiles l'une par devant, l'autre par derrière. Désorienté par cette brusque attaque, sachant à peine se servir de ses armes et manœuvrer, le bataillon essaya de se former en carré, mais en vain; il perdit 4 officiers, 18 hommes; et tout ce qui restait debout, 27 officiers et 1,000 hommes, fut fait prisonnier. Les Prussiens, qui n'avaient que 3 tués[4] et 3 blessés, emmenèrent à Vieil-Dampierre cette cohue d'hommes affolés, puis les mirent en route vers l'arrière sous la surveillance d'une escorte prise dans le 15e uhlans et le 16e hussards. Mais voici qui est plus grave. « En traversant le village de Passavant, un mobile quitta les rangs pour aller boire au ruisseau. Un Prussien tira sur lui, croyant qu'il se sauvait. Ce coup de feu, donnant partout l'alarme, amena une terrible confusion et fut le signal d'un honteux massacre. *Trente-deux de ces malheureux furent tués sur place, quatre-vingt-douze mutilés*[5]. » Ce fait si douloureux montre bien avec quelle brutalité nos ennemis entendaient faire la guerre, et combien peu leur répugnait une sauvagerie si éloignée cependant de la civilisation dont ils ne cessent de se targuer.

Le 25 au soir, les différents corps allemands occupaient les positions suivantes :

ARMÉE DE LA MEUSE.	*5e et 6e divisions de cavalerie*, aux points que nous venons de voir. *Cavalerie de la Garde*, en arrière de la 6e division. *XIIe corps*, entre Verdun et Clermont-en-Argonne. *Garde*, à Triancourt. *IVe corps*, à Laheycourt.

1. *La Guerre franco-allemande*, page 931.

2. A quelques kilomètres à l'ouest de Montmédy.

3. C'était le 1er bataillon de la Haute-Marne, destiné primitivement à la garnison de Vitry-le-François. Le capitaine Hamen, commandant de place, jugeant la résistance impossible, l'avait dirigé sur Sainte-Menehould, pour l'embarquer de là à destination de Paris.

4. Dont le major commandant le 15e uhlans.

5. A. DUQUET, *Frœschwiller, Châlons, Sedan*, page 261.

IIIe Armée.

- *4e division de cavalerie*, à Pogny, poussant ses détachements jusqu'au camp de Châlons qu'elle occupe, et à 4 kilomètres de Reims [1].
- *Brigade de cavalerie wurtembergeoise*, aux environs est de Châlons.
- *Brigade de uhlans bavarois*, au Fresne.
- Corps de première ligne :
  - *IIe corps bavarois*, à Charmont.
  - *V^e corps*, à Heiltz et environs.
  - *XIe corps*, à Farémont et environs.
- Corps de deuxième ligne :
  - *Division wurtembergeoise*, à Sermaize.
  - *Ier corps bavarois*, à Bar-le-Duc.
  - *VIe corps*, à Vassy et Montierender.
- *2e division de cavalerie*, à Chavanges.

Mais, dans le courant de cette journée, se produisirent certains incidents, qui, en éclairant complètement sur nos intentions l'état-major allemand, exercèrent sur les événements ultérieurs une influence capitale et désastreuse pour nous. Vers le soir, le quartier général eut communication de journaux de Paris qui montraient la presse, l'opinion publique et le Corps législatif exigeant que l'armée de Châlons se portât au secours de Bazaine et déclarant que ce serait une honte de laisser une armée française aux prises avec l'ennemi sans lui porter secours. Quelques instants après, on remettait à M. de Moltke un second télégramme, daté de Londres, où se trouvait reproduit un article paru, le 23, dans le journal *le Temps*. Il y était dit que « Mac-Mahon s'était subitement décidé à courir à l'aide de Bazaine, bien qu'en découvrant la route de Paris, il compromît la sécurité de la France. Toute l'armée de Châlons avait déjà quitté les environs de Reims ; cependant les nouvelles reçues de Montmédy ne faisaient pas encore mention de l'arrivée des troupes françaises dans ces parages [2]. »

Cette fois, le doute n'était plus permis ; et il fallut bien admettre que « les exigences politiques l'avaient emporté sur toute considération militaire [3] ». Le roi fut immédiatement informé de ce qui se passait, et, séance tenante, on décida que l'armée de la Meuse et les Bavarois opéreraient sans tarder un mouvement de conversion vers le nord, pour se lancer contre le flanc droit de l'armée française ; dans la nuit même, les dispositions étaient prises pour que le mouvement pût commencer dès le lendemain ; toutefois, on attendait encore, pour les rendre exécutoires, que la cavalerie jetée sur Vouziers et Buzancy ait confirmé la marche du maréchal de Mac-Mahon vers Metz.

Voici la teneur de l'ordre expédié dans la nuit du 25 au 26 :

Quartier général de Bar-le-Duc, 25 août, 11 heures soir.

« *D'après une nouvelle parvenue à l'instant, il ne serait pas impossible que*

1. Dans sa marche, la 1re division somma en passant la place de Vitry-le-François, qui n'avait plus comme garnison, après le départ des mobiles, que 300 gardes nationaux. Menacé d'un bombardement, le capitaine Hamen capitula, après avoir encloué ses *deux canons*. Toutefois, 100 fusils tombèrent aux mains de l'ennemi.

2. *La Guerre franco-allemande*, page 934.

3. *Ibid.*

le maréchal de Mac-Mahon ait résolu de faire une tentative pour dégager le gros de l'armée ennemie, bloquée sous Metz. S'il en était ainsi, il aurait quitté Reims depuis le 23 août. Ses têtes de colonnes pourraient donc se trouver aujourd'hui à Vouziers. Il y aurait lieu, dans ce cas, de resserrer vers l'aile droite l'armée de S. A. le prince royal de Saxe, en dirigeant le XIIe corps sur Varennes et en rapprochant la Garde et le IVe corps de la route de Verdun-Varennes.

Le Ier et le IIe corps bavarois suivraient aussi dans cette direction, le cas échéant.

Toutefois, l'exécution de ce mouvement demeurera subordonnée aux renseignements que S. A. le prince royal de Saxe doit posséder déjà, et dont il serait trop long d'attendre l'arrivée au grand quartier général.

La Garde et le IVe corps ont été avisés de surseoir au mouvement qui leur avait été prescrit aujourd'hui pour la matinée de demain, de manger de bonne heure et d'attendre de nouveaux ordres avant de se mettre en marche. »

En même temps qu'on envoyait copie de cet ordre au commandant en chef de la IIIe armée, on l'invitait à faire exécuter à ses corps (sauf les deux bavarois) les mouvements déjà prescrits pour la matinée du lendemain, sauf à les faire appuyer ensuite, si cela était nécessaire, sur Sainte-Menehould.

Telles étaient les déplorables conséquences des indiscrétions commises par la presse. Jusque-là, M. de Moltke, malgré les efforts d'une cavalerie très hardiment lancée de l'avant, tâtonnait ; tout ce qu'il avait pu savoir, c'est que le maréchal de Mac-Mahon venait d'abandonner le camp de Châlons pour se porter à Reims. A dater du 25, les projets du général français n'eurent plus de secrets pour lui ; grâce aux intelligences qu'il avait conservées dans Paris, grâce aussi aux nouvelles si inconsidérément données par les journaux, il savait maintenant ce qu'il lui importait tant de connaître, et pouvait, aussitôt que sa cavalerie, dirigée dorénavant à peu près à coup sûr, lui aurait confirmé le fait, faire exécuter à ses forces la grande conversion vers le nord qui devait anéantir l'armée de Châlons. L'opération était ardue, et M. de Moltke ne s'en dissimulait certainement pas les difficultés ; mais la grandeur du but à atteindre apparaissait si haute, et les résultats de cette combinaison si féconds, que le chef d'état-major allemand ne pouvait plus hésiter à en affronter les dangers. D'ailleurs il allait, comme toujours, apporter un soin jaloux à ce que rien ne manquât pour le faire réussir.

Il est inutile, assurément, d'insister plus longuement sur le rôle fatal de la presse en cette affaire. Les auteurs de cette grave intempérance de plume eussent été certainement les premiers à la maudire, s'ils en avaient pu soupçonner toute la gravité. Mais il faut que la leçon porte ses fruits ; la presse fait preuve, dans les questions où la patrie seule est en jeu, d'assez de désintéressement pour sacrifier au salut suprême son désir naturel de paraître bien informée. Son devoir, en temps de guerre, est d'être muette et pas une ligne concernant les opérations ne peut, sans crime, être publiée avant d'avoir été soumise au visa du commandement. La presse, il faut le croire, saura s'imposer d'elle-même cette loi sacrée du silence, et abdiquer, devant les raisons de salut public, le privilège de sa liberté.



CHAPITRE II

LA MARCHE VERS L'EST

A. — Marches de l'armée française du 23 au 26 août.

Le 23 août au matin, il faisait un temps affreux : la pluie tombait par torrents et achevait de défoncer les chemins déjà détériorés par une série de mauvaises journées. L'armée française partit de Reims sur quatre colonnes formées chacune d'un corps d'armée et occupant un front de marche qui s'étendait de Domtrien à Hentrégéville, sur une largeur de 17 kilomètres. Elle avait à droite le 7e corps, puis successivement jusqu'à la gauche les 1er, 5e et 12e corps. La division Margueritte (1re de réserve) éclairait la marche en occupant Monthois, pour, de là, surveiller les défilés de l'Argonne. La division Bonnemains (2e de réserve) était chargée de couvrir le flanc droit, en occupant Auberive-sur-Suippes; mais elle ne se trouvait pas ainsi à plus de 4 kilomètres, distance absolument insuffisante pour assurer, en cas d'attaque, la sécurité de l'armée.

La sortie de Reims, exécutée par cette masse énorme d'hommes, de chevaux et de voitures, ne se fit pas sans encombre ni désordre. Vers dix heures du matin, seulement, il fut possible de déboucher, et cette première étape, qui devait compter

24 kilomètres en moyenne, fut assez pénible. Elle ne se termina qu'assez tard dans la soirée; les corps bivouaquèrent sur la Suippes, le 7e à Domtrien, le 1er à Bétheniville, le 5e à Pont-Faverger, le 12e à Hentrégéville. Mais cette journée fut signalée par un acte grave d'indiscipline, qui montrait quels éléments détestables coudoyaient, dans les rangs de l'armée de Châlons, ceux qui étaient résolus à faire jusqu'à la fin leur devoir. Vers six heures du soir, une bande de traînards, restés en arrière après le départ des troupes, se porta sur la gare en hurlant, et pilla deux trains de vivres et d'effets qui étaient garés sur une voie latérale. Au nombre de 400 environ, ils défoncèrent les caisses, éventrèrent les sacs, se gorgèrent de vin et d'eau-de-vie, puis finirent par vendre tout ce qui leur tombait sous la main à une populace ignoble, accourue elle aussi à la curée, et qui achetait à vil prix les denrées et même des effets d'officiers. Cette scène dégoûtante se prolongea près de trois heures. Enfin, un détachement d'hommes armés, qu'on avait pu réunir à grand'peine, vint y mettre fin. On arrêta une cinquantaine de ces bandits, mais les événements, dans leur succession si rapide et si terrible, entravèrent la répression rigoureuse qui aurait dû suivre une telle faute, et servir d'exemple à ceux qui pourraient être tentés de l'imiter.

L'armée se porta le lendemain sur les collines de la rive gauche de l'Aisne, et campa entre Vouziers et Rethel. C'était là une première modification au plan de marche, dont l'objectif était toujours Montmédy. Le maréchal se vit contraint de l'effectuer par suite des difficultés de ravitaillement, qui exigeaient qu'il se rapprochât d'une voie ferrée (celle de Reims à Mézières). Dans toute cette série d'ordres et de contre-ordres, dans cette hésitation si troublée des premiers jours, il avait été impossible, en effet, à l'intendance, d'assurer les vivres suivant un projet ferme d'opérations, puisque celui-ci n'existait pas. De là des erreurs dans la direction des convois, des distributions irrégulières et insuffisantes et enfin ce résultat, fâcheux à tous égards, de jeter l'armée entière hors de sa ligne de marche, en l'obligeant à un détour qui diminuait d'une journée le temps déjà si parcimonieusement mesuré dont elle disposait pour arriver à destination.

Dans la soirée, les différents corps, après une marche assez courte et exécutée sans fatigues[1], se trouvaient: le 7e à Semide et Contreuve, le 1er à Juniville, les 5e et 12e à Rethel avec le quartier général. Mais la cavalerie, qui semblait, d'après les indications de la première journée, devoir être mieux utilisée qu'elle ne l'avait été jusqu'alors, reçut, ce jour-là, des destinations qu'il est assez difficile de s'expliquer. Car si on comprend, à la rigueur, que la division Margueritte ait été laissée à Monthois, on ne découvre pas les motifs qui ont pu déterminer l'appel à Rethel de la division de Bonnemains. Le flanc gauche de l'armée n'était menacé par rien, tandis que le flanc droit se trouvait directement exposé aux premiers coups de l'ennemi; c'est donc de ce côté que la majeure partie de la cavalerie aurait dû être lancée. Monthois était déjà trop rapproché des bivouacs du 7e corps pour que la division Margueritte pût assurer à celui-ci, le cas échéant, sa liberté de manœuvre,

1. Les troupes purent ce jour-là, en raison de l'état et de la nature du terrain, marcher en dehors des routes, en colonnes de peloton. L'artillerie, seule, tenait la route.

ou tout au moins le renseigner sur les dangers qu'il pouvait courir. Quant à la position de Rethel, affectée à la division de Bonnemains, elle ne répondait à aucune idée tactique, et la cavalerie qui s'y trouvait ne servait absolument à rien.

Le 25, le maréchal dut songer à ravitailler ses troupes, dont les vivres de sac étaient épuisés. Par suite, le chemin parcouru dans cette journée fut excessivement court. Le 5e corps se porta à Amagne (à 10 kilomètres de Rethel), le 1er corps à Attigny (à 17 kilomètres de Juniville) et le 7e corps à Vouziers (à 8 kilomètres de Contreuve). Quant au 12e corps et à la division de Bonnemains, ils restèrent à Rethel avec le quartier général.

La division Margueritte alla de Monthois au Chesne et se trouva ainsi portée à 11 kilomètres en avant de la ligne des bivouacs. Mais son mouvement eut pour résultat de découvrir complètement le flanc droit de l'armée, d'évacuer les passages de l'Argonne où se trouvaient jusqu'alors ses avant-postes et de laisser au 7e corps, qui ne disposait que d'une brigade de cavalerie[1], le soin de pourvoir tout seul à sa propre sécurité. Le général Douay se hâta de diriger vers Grandpré le 4e régiment de hussards; c'était, à la vérité, bien peu pour lutter avec avantage contre les nuées de cavaliers qui inondaient le pays, éclairant et protégeant les masses ennemies prêtes à commencer leur grand mouvement de conversion vers le nord.

Ainsi, deux faits saillants dans cette marche de trois jours.

Un retard considérable, dû à une lenteur dont les causes sont multiples et proviennent autant du défaut absolu de préparation que du malaise de l'armée, dont l'état moral commençait à se ressentir de toute cette indécision. Puis un emploi vicieux, on pourrait même dire une inutilisation complète de la cavalerie, et, par suite, une ignorance radicale des mouvements de l'ennemi. On s'avance à tâtons et à l'aveuglette, sans savoir si l'on est près ou loin de l'adversaire, si on est ou non exposé à être attaqué bientôt, et, pendant ce temps, les escadrons encombrent les colonnes, ou bien se portent, groupés comme dans une marche militaire, sur des points où il est parfaitement inutile de les envoyer. Telle est la caractéristique de ce mouvement entrepris à regret par le maréchal, exécuté dans les conditions les plus mauvaises, accompli avec mollesse par une armée que toutes ces hésitations troublent et déconcertent, et insuffisamment protégé par une cavalerie dont il semble qu'on ait complètement perdu de vue le rôle et la mission. Si, dans de pareilles conditions, il avait réussi, c'eût été un véritable prodige... et le temps des prodiges est passé.

B. — Marche des armées allemandes et française sur Sedan.

Journée du 26 août. — L'intention du maréchal était de reprendre, ce jour-là, la marche sur Stenay; ordre fut donné au 5e corps de se porter d'Amagne au

1. La division de cavalerie Ameil (du 7e corps) ne comptait que la brigade Cambriel (4e hussards, 4e et 1er lanciers), l'autre brigade (Jolif-Ducoulombier) étant restée à Lyon. Cette division comprenait 13 escadrons, dont 4 étaient forcément distraits pour le service des divisions et du quartier général.

Chesne, au 12e d'aller de Rethel à Tourteron, et au 1er de franchir tout simplement l'Aisne à Voncq. On voit combien l'étape était courte. Le 7e corps ne reçut point d'instructions. Quant à la cavalerie, elle fut portée, la division Margueritte aux Petites-Armoises, la division de Bonnemains à Attigny, *derrière le front des troupes*, en réserve.

Le général Douay, pensant que son corps d'armée serait moins exposé sur la rive droite de l'Aisne, lui fit franchir le pont de Vouziers, en ne laissant, sur ce point, qu'une brigade de la division Liébert, chargée de surveiller la route de Monthois. Le 4e hussards, à Grandpré, avait mission de se procurer, par tous les moyens possibles, des renseignements sur l'ennemi, et il était soutenu par la brigade Bordas (de la division Dumont), qui, d'après les ordres donnés par le maréchal d'occuper Grandpré et Buzancy, avait porté le 52e au premier de ces points et le 72e au second. Cette brigade avait avec elle deux batteries d'artillerie.

Vers trois heures de l'après-midi, le général Douay fut informé qu'elle était aux prises avec des troupes allemandes et que sa retraite paraissait aventurée. En effet, en arrivant à Grandpré, le colonel Lavigerie, du 4e hussards, avait envoyé des reconnaissances vers le sud, le long des deux rives de l'Aire, et celles-ci s'étaient heurtées, à hauteur d'Apremont et de Senne, à des partis de cavalerie ennemie qu'on disait suivis d'infanterie et d'artillerie. Ces partis poursuivirent nos patrouilles jusqu'à Grandpré; mais là, apercevant la colonne Bordas qui y arrivait de son côté, ils avaient disparu vers le sud. Le général Bordas aurait pu en avoir facilement raison ou, tout au moins, les faire tâter pour connaître leur force; il craignit, au contraire, en les voyant à Senne, d'être coupé de Vouziers, et, dans son premier mouvement d'anxiété, eut la pensée de rallier immédiatement à Buzancy le 72e. Il écrivit donc au général Douay: « J'ai devant moi des forces supérieures, je suis forcé de me retirer sur Buzancy[1]. » Mais, sur ces entrefaites, il était informé que Grandpré n'était pas occupé; il s'y porta aussitôt et y plaça le 52e. « A ce moment y arrivait également une patrouille du 11e régiment de hussards prussiens..... Croyant le bourg déjà occupé par les leurs, les hussards y pénètrent donc lorsque, tout à coup, ils sont assaillis de tous côtés par une vive fusillade; la plus grande partie du détachement est prise et quelques cavaliers seulement parviennent à regagner Varennes[2].... »

Cependant, au reçu de la dépêche du général Bordas, le général Douay avait été saisi d'une vive inquiétude. Si la brigade Bordas se portait tout entière à Buzancy, la route de Vouziers était découverte et la brigade risquait d'être enveloppée. « Il fallait, à tout prix, empêcher un pareil mouvement..... Faire partir immédiatement pour Grandpré deux escadrons de lanciers qui devront rapporter des nouvelles du

1. *Belfort, Reims, Sedan*, par le prince G. Bibesco, attaché à l'état-major du général Douay, page 53.

2. *La Guerre franco-allemande*, page 911. En quittant Grandpré, un peu plus tard, le général Bordas y laissa les Prussiens prisonniers, en sorte que ceux-ci purent, sans difficulté, rejoindre leur régiment.



Carte pour servir à l'intelligence de la marche vers l'Est.

général Bordas et du 4e hussards, envoyer en même temps, par deux voies différentes, au colonel du 72e, à Buzancy, l'ordre de rallier Vouziers par la Croix-aux-Bois, enfin prévenir le maréchal de ce qui se passe, telles sont les dispositions qui sont prises.

« L'orage montait; nous le sentions venir, et, nous trouvant en première ligne, il fallait nous mettre en état de lui tenir tête assez longtemps pour permettre au reste de l'armée de venir nous appuyer.

« En cas d'attaque, notre grand convoi de vivres, la colonne de bagages et le parc du génie ne devant être qu'un gros embarras, on leur fit prendre la direction de Terron. Dès lors, toute l'attention du commandant en chef se tourna vers le camp.

« Au dire des paysans, les Prussiens se concentraient à Sainte-Menehould, au nombre de 60,000 environ, et ils auraient poussé des éclaireurs jusqu'à Monthois et Liry. Le 4e hussards, qui rentra de Grandpré vers quatre heures du soir, vint confirmer une partie de ces renseignements. L'approche de l'ennemi, aussi bien que la distance à laquelle le 7e corps se trouvait du reste de l'armée, nous commandait de prendre, avant la nuit, des positions de combat, de façon à recevoir l'assaillant, soit qu'il vînt du côté de Sainte-Menehould, soit du côté de Grandpré, soit des deux côtés à la fois.

« Il était près de sept heures du soir quand un cavalier, envoyé par le général Bordas, accourut annoncer que le général était resté à Grandpré, ne jugeant pas pouvoir revenir en arrière. Il croyait toujours la route de Vouziers coupée par l'ennemi. Elle ne l'était pas, mais le commandant du 7e corps, craignant d'y voir les Prussiens d'un moment à l'autre, envoya le général Dumont avec la brigade qui lui restait sous la main pour rejoindre et ramener la colonne Bordas.

« Pendant que ces ordres s'exécutaient, la nuit était venue. Chacun était à son poste; notre général et son état-major au milieu de ses troupes, attendant impatiemment, dans un champ tout près de la route, autour d'un feu de bivouac, le retour du général Dumont. Les émotions et les travaux de la journée avaient quelque peu brisé le général et sa suite; cependant ils passèrent la nuit l'oreille au guet, courant vers le chemin au moindre bruit, le pas d'un homme ou le sabot d'un cheval.

« Enfin, entre une heure et deux heures du matin, un billet du général Dumont les tira d'inquiétude. Le général avait rejoint la brigade Bordas et rentrait avec toute sa division.

« A trois heures du matin, il arrivait à Vouziers, ramenant quatre uhlans faits prisonniers la veille et rapportant des renseignements conformes en tous points à ceux qui étaient parvenus jusqu'alors au quartier général du 7e corps[1]. »

Ainsi, sur la foi d'un renseignement inexact, le 7e corps avait passé la nuit,

1. Prince G. Bibesco, *loc. cit.*, pages 53 et suivantes.

sous une pluie battante, déployé et en positions de combat[1]. Mais comme si ce n'eût pas été assez de ce fâcheux résultat d'une reconnaissance mal faite, l'armée tout entière avait failli se porter au secours du 7e corps. En effet, le général Douay crut devoir informer le maréchal de ce qui se passait, par le billet suivant, expédié dans la soirée :

« *Le général Bordas me fait savoir de Grandpré qu'il est en présence de forces très supérieures; en conséquence, il va se replier vers Buzancy où il a le second régiment de sa brigade. Je me porte à Longwé pour soutenir ce mouvement.* »

Le maréchal répondit aussitôt (à 3 heures du matin) que l'armée allait suspendre sa marche et se porter vers Vouziers, pour soutenir le 7e corps. Quand cette nouvelle parvint au général Douay, celui-ci n'avait déjà plus, sur le sort du général Bordas, aucune inquiétude. Il s'empressa donc d'éclairer, à cet égard, le commandant en chef et lui envoya le commandant Seigland, son aide de camp. Mais il lui fit rendre compte, en même temps, que les têtes de colonnes de la IIIe armée occupaient déjà Sainte-Menehould, où venait d'arriver le prince royal de Prusse, tandis qu'une autre armée allemande s'avançait par Varennes. Justement inquiet de ces graves nouvelles, le maréchal, qui s'était transporté au Chesne, estima que la situation lui interdisait plus que jamais de poursuivre sa marche vers l'est, et qu'il fallait parer sans délai au danger qui apparaissait, menaçant, sur la droite. En conséquence, le 27, à neuf heures du matin, il renvoya au général Douay le commandant Seigland, avec mission de le prévenir : 1° que la division Bonnemains était mise à sa disposition ; 2° que le 1er corps se portait sur Terron ; 3° que le 5e corps était envoyé à Buzancy. Il l'invitait, en outre, à chercher, par tous les moyens possibles, à se procurer de nouvelles informations. En somme, ce n'était là qu'une confirmation détaillée des communications faites dans la nuit; mais cet arrêt subit de toute l'armée prouve que déjà l'armée de Châlons n'avait plus sa liberté d'action.

Ainsi que l'a fait ressortir, en effet, d'une façon si magistrale, M. le colonel Maillard, dans ses « *Éléments de la Guerre*[2], » les deux facteurs primordiaux de cette liberté sont *le temps* et *l'espace*. Le *temps*, qui permet de prendre les dispositions commandées par les circonstances ; l'*espace*, qui donne la faculté de manœuvrer. Or l'armée de Châlons, engagée dans un mouvement que devait fatalement compromettre le moindre retard, et insuffisamment couverte par une cavalerie toujours collée aux troupes de marche, ne possédait ni l'un ni l'autre. Elle était donc obligée de subordonner ses actions à celles de l'adversaire, c'est-à-dire qu'elle était condamnée à subir la volonté de celui-ci. Elle n'avait pas eu encore avec l'ennemi de rencontre sérieuse que déjà elle se trouvait dans l'impossibilité d'agir, et les dispositions que prenait son chef lui étaient dictées, non par l'action de son libre arbitre, mais par une situation spéciale imposée par les événements.

1. Le 7e corps était déployé sur les hauteurs de Chestres et de Longwé, qui bordent la rive droite de l'Aisne, à l'est de Vouziers; l'artillerie derrière des épaulements construits pendant la nuit.
2. Pages 183 et suivantes.

Or ces événements n'étaient nullement le résultat du hasard; ils découlaient, au contraire, d'un plan d'opérations poursuivi par l'ennemi dans un but précis, mais aussi dans des conditions de temps et d'espace qui permettaient son développement régulier. Et s'il est vrai, comme l'a écrit le maréchal Bugeaud, que le secret de la victoire réside le plus souvent dans la possibilité de se battre *où l'on veut et quand on veut*, on peut déjà, à cette date du 27, prédire la défaite à cette malheureuse armée de Châlons, qui, privée de toute liberté de manœuvre, s'en va de position en position jusqu'à l'abîme où l'entraîne sa destinée fatale.

Les responsabilités auxquelles il faut faire remonter un pareil état de choses sont, assurément, d'ordres divers; mais une bonne part en incombe à ceux qui, obéissant à des considérations politiques, ont cru pouvoir engager l'opération dans des conditions matérielles et morales presque exclusives, son exécution tactique mise à part, de toute chance de succès.

Ajoutons, toutefois, que dans le cas particulier que nous venons de relater, on ne pouvait s'en prendre de l'émoi soulevé par l'aventure de la brigade Bordas qu'à l'emploi vicieux de la cavalerie française. L'envoi de cette brigade en flanc-garde vers Grandpré n'était, en effet, nullement contraire aux principes, mais constituait plutôt une sage précaution, dont même c'était là le premier exemple depuis le début des hostilités. Seulement il eût fallu laisser cette brigade groupée, et surtout la faire précéder, au loin, par une force de cavalerie autrement sérieuse qu'un régiment de hussards. Toute la cavalerie de l'armée aurait dû, à l'exception d'une division explorant vers la Meuse, être lancée sur le flanc droit qu'on savait seul menacé pour le moment. Peut-être alors qu'une exploration bien dirigée eût deviné ce qui se passait derrière le rideau assez faible de cavalerie qui couvrait les masses allemandes, et, en signalant le danger à temps, permis au commandant de l'armée de Châlons de se dérober à l'étreinte qui le menaçait à son insu. C'était là le seul moyen de recouvrer une liberté d'action d'autant plus indispensable que le péril était plus grand. Il ne fut pas employé parce que, ainsi que nous avons eu trop de fois l'occasion de le constater, on avait oublié, en France, que le rôle principal de la cavalerie est, non pas de renverser des lignes qui ne la craignent plus, mais de *voir* et surtout de *renseigner*.

Examinons donc les mouvements qui, du côté allemand, s'étaient opérés dans cette journée du 26, amenant presque sur nos positions les escadrons de découverte, et les avant-gardes des colonnes de l'ennemi. Nous avons vu plus haut (chapitre I[er]) quelles dispositions avait dictées à M. de Moltke la connaissance, acquise d'une manière si regrettable, de notre mouvement vers l'est. C'est en exécution des ordres qui en étaient la conséquence, que le 26, dès le matin, les deux armées allemandes commencèrent leur conversion. Les points atteints par les différents corps furent les suivants :

ARMÉE DE LA MEUSE	Le XII[e] corps se porta de Dombasle sur Varennes.
	La Garde, de Triaucourt sur Dombasle.
	Le IV[e] corps, de Leheycourt à Fleury.

IIIe Armée
- Le IIe corps bavarois remplaça la Garde à Triaucourt.
- Le Ier corps bavarois se porta de Bar-le-Duc à Erize-la-Petite.
- Le Ve corps bavarois se porta à Charmont.
- Le XIe corps bavarois se porta à Vavray.
- La division wurtembergeoise se porta à Révigny.
- Le VIe corps se porta à Thiéblemont.

C'est-à-dire que les deux corps bavarois étaient rapprochés de l'armée de la Meuse, pour l'appuyer au besoin. Les autres corps suivaient d'assez près. Quant au VIe corps, il était laissé un peu en arrière, probablement pour protéger les derrières des deux armées.

Les divisions de cavalerie furent chargées de couvrir le mouvement, au nord (3 divisions) et à l'ouest (2 divisions). Dans l'armée de la Meuse, la division saxonne devait reconnaître la route de Varennes à Dun; la division de la Garde poussait vers Dombasle; la 5e division marchait sur Grandpré; enfin la 6e était dirigée vers la Suippes. Dans la IIIe armée, la 4e division était lancée dans la direction de Reims et de Vouziers.

Etant donné que la ligne de marche primitive de la IIIe armée sur Paris était constituée par la direction Bar-le-Duc-Vitry-le-François, on voit que, dès le 26 août au soir, quatre corps sur cinq que comptait cette armée avaient déjà abandonné cette ligne et se trouvaient sensiblement plus au nord. La cavalerie patrouillait sur un front de 80 kilomètres, de la Vesle à la Meuse, et l'on pouvait prévoir que les incertitudes de M. de Moltke sur le plus ou moins bien fondé des nouvelles si importantes venues de Paris ne seraient pas de longue durée. On sait, en effet, que ces premiers mouvements, exécutés le 26, n'étaient qu'une amorce et que le chef d'état-major entendait n'achever sa grande conversion des forces allemandes qu'autant que la cavalerie lui en confirmerait la nécessité.

Or c'est ce jour-là même qu'eut lieu la rencontre d'une patrouille appartenant à la cavalerie saxonne (18e uhlans) avec la brigade Bordas, et l'arrivée à Senne d'un régiment de dragons de la 5e division, lequel avait immédiatement informé sa division, bivouaquée au nord d'Autry, de ce qui se passait, et prévenu de la présence d'un camp français à l'est de Vouziers. On possédait donc de ce double fait un premier élément d'appréciation.

Mais on reçut bientôt, d'autre part, une série de renseignements plus importants encore. La 6e division avait en effet envoyé des reconnaissances d'officiers sur Vouziers, Châlons et Reims (certaines avaient poussé jusqu'à 45 kilomètres). L'une d'elles parvint, à cinq heures et demie du soir, sur les hauteurs qui bordent l'Aire au sud de Vouziers et permit au commandant de la division d'envoyer à Clermont, où venait d'arriver le grand quartier général, le rapport circonstancié que voici :

« *Des troupes ennemies de toutes armes campent sur les hauteurs à l'est de Vouziers, entre Chestres et Falaise. Un ou deux régiments d'infanterie sont sur la route de Longwé, couverts par une batterie et un bataillon de chasseurs. A*

Chestres, des colonnes débouchent précisément du bois et se disposent à camper. Un escadron de lanciers se tient en avant de Vouziers. Il ne paraît pas se trouver d'infanterie dans la ville même. Les habitants disent qu'il y aurait environ 140,000 *hommes dans les environs, que Mac-Mahon serait à Attigny et qu'on l'attendrait dans deux jours.* »

Enfin, les patrouilles envoyées vers Châlons et Reims n'avaient rencontré personne; mais elles avaient entendu dire que les forces françaises signalées précédemment en ces points s'étaient dirigées vers le nord[1].

Les derniers doutes de M. de Moltke étaient donc définitivement levés. Il savait maintenant, d'une façon absolument sûre, que l'armée de Châlons, si hasardeux que cela fût, marchait vers Metz, et qu'elle n'avait pas encore atteint la Meuse. Ce dernier point était d'une importance capitale, puisque les forces allemandes pouvaient, désormais, espérer nous devancer aux points de passage de la rivière. Le 26, donc, à onze heures du soir, il donna l'ordre d'achever le mouvement de conversion. L'armée de la Meuse devait, le lendemain, continuer son mouvement sur Damvillers, occuper les ponts de Dun et de Stenay, et pousser sa cavalerie sur le flanc droit de notre armée. Les deux corps bavarois recevaient l'ordre de suivre l'armée de la Meuse sur Nixéville et Dombasle, tandis que les autres corps de la IIIe armée marcheraient vers Sainte-Menehould. Quant au prince Frédéric-Charles, il était invité à envoyer, pour le 28 août, deux corps de l'armée d'investissement de Metz, sur Damvillers, quitte à débloquer momentanément la place sur la rive droite de la Moselle, mais en s'arrangeant pour que tout mouvement de l'armée de Bazaine, sur la rive gauche, soit arrêté à tout prix.

Ainsi fut décidée la vaste opération qui devait consommer la ruine de l'armée de Châlons. En l'étudiant avec détails, on est frappé tout ensemble et de la remarquable souplesse d'articulation de ces masses énormes qui peuvent ainsi, sans s'entre-croiser ni s'entre-choquer, exécuter une manœuvre aussi délicate et aussi compliquée, et de la sûreté de vues qu'apportent, dans leur rôle tactique, les généraux allemands. Assurément, M. de Moltke a montré dans cette conception une ampleur de jugement, une justesse de coup d'œil et une rapidité de décision qui n'appartiennent qu'aux véritables hommes de guerre. Mais il lui fallait, pour réussir, le concours absolu d'un état-major rompu à la pratique de son métier et de commandants de corps d'armée habitués à vouloir et à obtenir. A ce point de vue, la manœuvre dont il est question est un grand exemple, parce qu'elle démontre que les difficultés les plus ardues peuvent toujours, à la guerre, être surmontées avec de la volonté et du savoir, et que, lorsqu'on a su conserver les avantages du temps et de l'espace, il est peu de combinaisons qu'on ne puisse aborder.

Mais il faut aussi rendre hommage à la façon dont la cavalerie allemande a compris et exécuté son rôle. Elle s'est montrée, dans toute cette affaire, hardie,

1. Toutefois, la 6e division annonçait que Reims était occupé par 4 ou 5,000 hommes. C'étaient des troupes du 13e corps (général Vinoy) récemment formé et qui, ainsi qu'on le verra plus tard, allait rejoindre le maréchal.

intelligente, vigoureuse, admirablement instruite, et c'est elle qui certainement a le plus aidé le généralissime à exploiter, en toute connaissance de cause, la situation. Nous sommes loin de la mollesse des débuts, et plus loin encore, hélas! de l'oubli dans lequel, chaque jour davantage, nos escadrons, pourtant si braves, semblaient tenir leur véritable mission.

Journée du 27 aout. — Affaire de Buzancy. — En exécution des ordres du maréchal, l'armée se mit en mouvement, le 27, dès la pointe du jour, pour obliquer tout entière vers le sud. Le 1er corps se dirigea sur Vouziers, et le 6e sur Buzancy, suivi par le 12e. Mais, sur ces entrefaites, l'alarme causée par l'affaire de la brigade Bordas s'était calmée, et le commandant en chef croyait aussitôt pouvoir reprendre le mouvement vers la Meuse. Il envoya donc de nouveaux ordres destinés à remettre les différents corps sur leurs lignes de marche, et, par suite, ceux-ci revinrent immédiatement sur leurs pas. Dans la soirée, le 1er corps revenait à Voncq, le 12e au Chesne et le 5e à Brieulles, après une marche pénible qui ne se termina que fort tard.

Cependant le général Douay avait appris, par les prisonniers et les paysans, que deux masses ennemies s'avançaient l'une par l'Aisne, l'autre par l'Aire. Il expédia sur-le-champ au maréchal le commandant Loizillon, qui arriva au Chesne à trois heures et demie et exposa la situation dans tous ses détails. Le maréchal écoutait, attentif et soucieux, quand on vint l'avertir que l'Empereur le demandait. Le souverain venait d'être prévenu que le prince royal de Prusse, suspendant sa marche vers Paris, dirigeait son armée vers le nord, et il en paraissait fort inquiet. L'entretien dura longtemps; quand le commandant en chef revint, il congédia les officiers présents, à l'exception des généraux Faure et Lebrun, et arrêta des dispositions nouvelles en vertu desquelles la marche au secours de l'armée de Metz était définitivement abandonnée. « On ne peut plus rien pour Bazaine, dit-il, qu'on a déjà trop attendu dans l'Argonne [1]. » Le commandant Loizillon fut chargé de transmettre au général Douay l'ordre de retraite, en vertu duquel l'armée devait, le lendemain 28, remonter vers le nord, derrière le canal des Ardennes, et se porter : les 1er et 12e corps, sur Vendéresse; le 5e corps, sur Poix; le 7e sur Chagny, par le Chesne. La division Margueritte restait à Stonne pour couvrir le mouvement. L'intention du maréchal était de reprendre ensuite la route de Paris.

Dans l'intervalle s'était produit un incident qui avait contribué en partie à cette détermination nouvelle : c'était la rencontre de cavalerie survenue vers onze heures du matin, à Buzancy. Le 5e corps, dirigé sur cette ville par suite des ordres donnés le 26, dans la nuit, avait marché jusqu'à Bar, où il s'était arrêté. De là, le général de Failly avait envoyé le 12e chasseurs et le 5e lanciers (division Brahaut) [2] recon-

1. Prince Bibesco, *loc. cit.*, page 60.

2. La brigade Lapasset ayant emmené avec elle, à Metz, le 3e lanciers, il ne restait à la division Brahaut que 3 régiments (5e hussards, 12e chasseurs et 5e lanciers). Comme, d'autre part, ce dernier régiment avait été affecté au service des divisions d'infanterie, le général Brahaut ne disposait, à Buzancy, que de 2 régiments.

naître en avant. Ces deux régiments se formèrent en masse, tout contre Buzancy, et le 4e escadron du 12e chasseurs, dépassant la ville, se porta sur une hauteur, au sud-est de Buzancy, avec des patrouilles dans les deux directions de Sivry et de Bayonville.

Mais, vers dix heures du matin, le général de Bernis, trouvant cet escadron trop en l'air, lui envoya l'ordre de se rapprocher, et dirigea de son côté un autre escadron (le 3e) comme soutien. Tout à coup, comme le 4e escadron recevait l'estafette du général de Bernis, un peloton ennemi apparut au sud, suivi par un escadron tout entier. C'était le 18e uhlans, avant-garde de la 24e brigade (saxonne), laquelle exécutait une reconnaissance vers Buzancy. Les Saxons fondirent sur nos pelotons d'avant-postes, les bousculèrent et les rejetèrent sur Buzancy. Mais à ce moment apparaissait, au nord de la ville, le 3e escadron; sous la protection de deux pelotons du 4e qui faisaient feu, au bord de la route, celui-ci se lança à la charge, aborda l'ennemi et le rejeta jusqu'en haut de la côte de Sivry. Là, nos cavaliers se heurtèrent aux trois autres escadrons du 18e uhlans, qui les refoulèrent à leur tour. Ils revinrent donc, assez en désordre, jusqu'à Buzancy où ils trouvèrent le 5e escadron de leur régiment; grâce à ce renfort, ils repartirent à la charge, ramenant vigoureusement les uhlans saxons. Il était assez difficile de prévoir qui des deux adversaires aurait définitivement le dessus, quand la 24e brigade de cavalerie saxonne, arrivée à Sivry, se déploya brusquement, et démasqua une batterie à cheval, dont les obus forcèrent nos escadrons à la retraite. Nous avions perdu une dizaine d'hommes, et laissé aux mains de l'ennemi 12 hommes avec le lieutenant-colonel de Laporte, couvert de blessures. Quant aux Saxons, ils comptaient 32 hommes hors de combat (dont deux capitaines blessés et un enseigne porte-épée tué), 27 chevaux tués et 10 prisonniers.

Le général Brahaut, ayant reçu avis, sur ces entrefaites, du contre-ordre concernant le 5e corps, replia les deux régiments, par échelons, jusqu'à Authe, pendant que le corps d'armée se retirait, sans être inquiété autrement, sur Châtillon et Brieulles.

Cet engagement, sans importance par lui-même, prouvait, avec les escarmouches de la veille, que l'ennemi n'était plus loin. Il confirmait donc les nouvelles parvenues au quartier général, et indiquait l'urgence de se dérober. Nous avons vu que, quelques heures plus tard, le maréchal prenait ce dernier parti; dans l'après-midi il informait de sa détermination le ministre de la guerre et le maréchal Bazaine par les deux dépêches que voici :

1. Au maréchal Bazaine.

Le Chesne, 27 août 1870, 3 heures 25 soir.

« *Marechal Mac-Mahon prévient maréchal Bazaine que l'arrivée du Prince royal à Châlons le force à opérer le 28 sa retraite sur Mézières, et de là à l'ouest, s'il n'apprend pas que le mouvement de retraite du maréchal Bazaine soit commencé.* »



L'armée de Châlons se dirigeant vers l'Est.

II. Maréchal Mac-Mahon a Guerre, Paris.

Le Chesne, 27 août 1870, 8 heures 30 soir.

« *Les Ire et IIe armées, plus de 200,000 hommes, bloquent Metz, principalement sur la rive gauche; une force évaluée à 50,000 hommes serait établie sur la rive droite de la Meuse, pour gêner ma marche sur Metz. Des renseignements annoncent que l'armée du prince royal de Prusse se dirige aujourd'hui sur les Ardennes avec 50,000 hommes; elle serait déjà à Ardeuil. Je suis au Chesne avec un peu plus de 100,000 hommes. Depuis le 19, je n'ai aucune nouvelle de Bazaine*[1]*; si je me porte à sa rencontre, je serai attaqué de front par une partie des Ire et IIe armées qui, à la faveur des bois, peuvent dérober une force supérieure à la mienne: en même temps, attaqué par l'armée du prince royal de Prusse me coupant toute ligne de retraite. Je me rapproche demain de Mézières, d'où je continuerai ma retraite, selon les événements, vers l'ouest.* »

A l'heure où partait cette dernière dépêche, l'armée française avait ses différents corps sur les points suivants :

1er corps, à Voncq; — 5e, à Brieulles; — 7e, à Vouziers; — 12e, au Chesne; — division Bonnemains, à Stonne; — division Margueritte, à Beaumont.

Cependant les troupes allemandes avaient continué leur marche vers le nord. Déjà l'armée du prince de Saxe atteignait la Meuse et nous devançait sur les passages du fleuve placés sur notre ligne de marche directe pour aller à Montmédy. Quant à sa cavalerie, elle touchait presque notre flanc droit.

La division saxonne était à Nouart, tenant la route de Vouziers à Stenay.

La 5e division occupait Grandpré et Buzancy.

La 6e division était tout près de Vouziers, à Monthois.

La division de la Garde, tout près de Bayonville[2].

L'armée de la Meuse avait le XIIe corps à Dun et Stenay; cette dernière ville était mise en état de défense et on détruisait le pont de Sassey, situé en aval. La Garde, arrivée à Montfaucon, jetait un pont au-dessus de Dun, à Dannevoux[3]. Le IVe corps, à l'ouest de Verdun, tenait les points de passage de Charny.

Dans la IIIe armée, trois corps (le Ier bavarois, le IIe bavarois, le Ve) formaient une première ligne à Nixéville, Dombasle, Sainte-Menehould. En arrière, le XIe corps, la division wurtembergeoise et le VIe corps étaient échelonnés en

1. Cette phrase prouve que le maréchal n'avait pas reçu la fameuse dépêche du 20 août, envoyée de Longwy par les agents Rabasse et Miès.

2. Le 27, dans la matinée, une patrouille saxonne qui battait l'estrade dans la direction de Beaumont se heurta à des cavaliers de la division Margueritte et fut poursuivie par eux jusqu'au sud de Buzancy. Ce fait indiquait que nous avions du monde à 12 kilomètres à peine de Stenay, sur lequel se dirigeait à ce moment le XIIe corps. Aussitôt la division de cavalerie saxonne fut lancée sur Nouart et la 13e brigade de cavalerie se porta à Buzancy pour surveiller les troupes du 5e corps français, qui évacuaient ce point. Enfin, la division de cavalerie de la Garde fut envoyée à Rémonville et Bayonville pour remplacer la cavalerie saxonne ainsi lancée en avant. C'est ainsi que la cavalerie allemande occupa, le 27 au soir, les positions que nous donnons ci-dessus.

3. Pour donner la main aux deux corps de l'armée de blocus de Metz, appelés à Damvillers.

profondeur de Vieil-Dampierre à Charmont. Cette armée n'était donc pas encore en état de soutenir l'armée de la Meuse, si celle-ci avait eu affaire à trop forte partie, et c'est pour parer à une pareille éventualité que M. de Moltke avait fait, depuis la veille, diriger deux corps de l'armée de blocus de Metz sur Damvillers. Ces corps (IIe[1] et IIIe) couchèrent le 27 à Étain et Briey. La IIIe armée était couverte à l'ouest, vers la Suippes et la Vesle, par la brigade de uhlans bavarois, la 4e division de cavalerie et la cavalerie wurtembergeoise.

Nos positions, à nous, n'étaient couvertes par rien; il en résultait pour les escadrons allemands une facilité vraiment surprenante pour surveiller tous nos mouvements, éventer nos desseins, et fournir à M. de Moltke des renseignements scrupuleusement exacts, sur lesquels il pouvait, en toute connaissance de cause, baser ses combinaisons.

C'est ainsi que dans la soirée du 27, le grand quartier général savait, à n'en pas douter, que l'armée de Châlons s'avançait, partie par Buzancy, partie par Beaumont; qu'elle n'avait pas atteint la Meuse, et que, le 27, son mouvement avait, pour une cause inconnue, subi un temps d'arrêt. Cette situation permettait donc d'espérer qu'on pourrait l'atteindre avec des forces supérieures (armée de la Meuse et au moins les deux corps bavarois) sur la rive gauche du fleuve, dont les ponts de Dun et Stenay étaient déjà tenus par le XIIe corps. C'est-à-dire qu'on pouvait se passer du concours de l'armée de blocus de Metz[2].

Le chef d'état-major général n'hésita pas à contremander les ordres concernant celle-ci, et s'occupa, séance tenante, de grouper les cinq corps de première ligne, pour le 29, entre Grandpré et Nouart. L'itinéraire suivant leur était assigné :

	28 août.	29 août.
Ier bavarois	Varennes.	Grandpré.
IIe —	Vienne-le-Château	Id.
Garde.	Banthéville.	Buzancy.
IVe corps	Montfaucon.	Banthéville.
XIIe corps.	Dun	Nouart.

Les autres corps de la IIIe armée devaient arriver, le 29, entre Sommepy et Séchault; les 5e et 6e divisions de cavalerie étaient, jusqu'à nouvel ordre, mises à la disposition du prince royal de Prusse.

Malgré l'excellence de ces dispositions, peu s'en fallut qu'elles n'aboutissent à aucun résultat. A l'heure même où M. de Moltke les expédiait à ses commandants d'armée, le maréchal de Mac-Mahon venait en effet de prendre une décision qui rendait vaines toutes les précautions du savant chef d'état-major allemand, et pouvait seule sauver l'armée de Châlons de l'étreinte menaçante des masses ennemies. L'abandon de la marche vers Metz, la retraite de l'armée française sur Mézières, et de là sur Paris, devait sauver celle-ci d'un désastre prévu, et épargner à la patrie

1. Le IIe corps remplaçait le IXe, primitivement désigné.
2. *La Guerre franco-allemande*, page 953.

la honte d'une catastrophe sans précédent dans son histoire. A l'heure présente, cette retraite pouvait encore s'exécuter sans trop de difficultés; car, en constituant de fortes arrière-gardes, les corps avaient la possibilité de se dérober, par une marche de nuit, au besoin. Ajoutons qu'elle s'imposait; car déjà la route de Vouziers à Montmédy était interceptée, et la ligne de communication directe avec Paris fortement menacée.

La détermination prise sous la pression des événements par le maréchal, dans la soirée du 27, et communiquée au gouvernement, était donc la seule logique. Elle seule répondait à la situation actuelle de l'armée de Châlons. Depuis cinq jours, cette armée n'avait gagné que 60 kilomètres vers l'est; les indécisions du début, les nécessités du ravitaillement, l'encombrement et le mauvais état des routes, l'absence de toute tactique de marche, enfin la démoralisation produite dans certains corps par des souffrances de toute sorte, un piétinement perpétuel et des à-coups constants, avaient produit ce maigre résultat. Or il était plus qu'improbable que cette rapidité, indispensable à la réussite de l'opération, et qu'on n'avait pas pu atteindre au début, s'obtînt maintenant que l'ennemi venait harceler nos colonnes. Il ne restait donc plus qu'une chose à faire : renoncer à la marche vers l'est, et se replier sur Paris, par le nord. C'était là le sentiment de toute l'armée, j'entends de ceux qui par leur situation personnelle pouvaient se rendre compte de l'état des choses. C'était celui du maréchal. C'était aussi celui de l'Empereur. Comment donc n'a-t-on pas obéi à cette voix unanime? Comment a-t-on repris, le 28, cette marche fatale, sûrement condamnée maintenant à finir par un désastre? C'est ici qu'on voit à quel point peut être funeste l'immixtion du gouvernement dans la conduite des armées et avec quelle énergie un commandant en chef doit toujours, sous sa propre responsabilité, poursuivre la ligne de conduite que lui inspire la situation tactique. C'est lui seul qui la connaît complètement, lui seul par conséquent qui peut être juge des décisions qu'elle commande. En tous cas, assurer le salut de son armée constitue un devoir exclusif et supérieur à toutes les considérations dynastiques ou politiques qui pourraient lui être suggérées. C'est pour avoir perdu de vue ce principe absolu et sans limites que le ministère du général de Palikao a assumé dans la responsabilité de la catastrophe de Sedan une part si grande de responsabilité, et rendu inévitable un dénouement tragique dont les conséquences pèsent encore sur nous d'un poids si lourd.

Journée du 28 août. — Le matin du 28 août, sous une pluie battante et par des chemins détestables, l'armée de Châlons commença la retraite vers le nord que le maréchal de Mac-Mahon, d'accord avec l'Empereur, venait de prescrire. Officiers et troupes avaient accueilli avec une sorte de soulagement la nouvelle que le mouvement vers l'est était abandonné, et que l'on allait en finir avec les marches et contremarches qui n'aboutissaient à rien.

« Une seule et même pensée nous animait tous, a écrit M. le prince Bibesco, attaché à l'état-major du général Douay : sortir à tout prix de ce *statu quo* plein de périls; prendre sans plus tarder un parti. Les soldats, réunis par groupes, inter-

rogeaient du regard leurs officiers; les généraux entouraient leur commandant en chef; tous attendaient...

« Aussi avec quelle promptitude les ordres furent-ils exécutés! Dès neuf heures du soir (le 27), les bagages et le lourd convoi d'administration s'ébranlaient pour gagner Chagny, sous la direction du lieutenant-colonel Davenet, sous-chef de l'état-major général. Il nous importait d'avoir évacué la vaste position à l'est de Vouziers, dès la première heure du jour, et d'avoir atteint la tête du défilé qui s'étend de Vouziers au Chesne-Populeux, avant d'être attaqués. Débarrassés de nos *impedimenta*, nous pouvions librement manœuvrer ou combattre.

« La cavalerie partit à deux heures et demie du matin, avec la mission de s'arrêter à Ballay et à Quatre-Champs pour observer les débouchés de Boult-aux-Bois et de la Croix-aux-Bois. L'infanterie et l'artillerie suivirent : leur mouvement s'opéra, le 28 au point du jour, dans le plus grand silence... Chacun marchait d'un pas plus ferme; on semblait avoir oublié le froid, la pluie, l'anxiété des jours précédents. On sentait dans l'air comme des bouffées d'espoir, car la pensée de reprendre bientôt une revanche sous Paris venait tout à coup d'éclairer notre horizon.

« Sans doute l'ennemi se lancerait à notre poursuite, mais, outre que son attention était actuellement concentrée vers la Meuse, dont il voulait nous barrer le passage, les efforts qu'il tentait pour nous atteindre depuis le moment où il avait retrouvé notre trace, devaient l'avoir fatigué; la retraite sur Paris, bien que tardive, semblait donc encore possible[1]. »

Ces sensations, si exactement dépeintes par un témoin oculaire, toute l'armée les ressentait. On juge donc quels furent sa stupeur et son désappointement quand, vers six heures du matin, on vit des officiers de l'état-major général courir au-devant des têtes de colonnes pour les arrêter, et annoncer qu'on allait reprendre la direction de Montmédy. Que s'était-il donc passé? « Avait-on appris quelque victoire de l'armée de Metz? Pouvait-on compter sur une très prochaine jonction avec elle[2]? » Hélas ! non. Mais le ministre de la guerre venait d'expédier à l'Empereur une dépêche, dont les termes pressants avaient amené le retrait de la seule combinaison qui pût encore sauver l'armée.

Voici cette dépêche. On verra sur quels faux renseignements s'appuyait le général de Palikao, et quel jugement erroné il portait sur une situation dont son éloignement lui faisait ignorer la gravité redoutable.

GUERRE A EMPEREUR. — QUARTIER IMPÉRIAL.

Paris, 27 août, 11 heures soir.

« *Si vous abandonnez Bazaine, la révolution est dans Paris et vous serez attaqué vous-même par toutes les forces de l'ennemi. Contre le dehors, Paris se gardera. Les fortifications sont terminées. Il me paraît urgent que vous*

1. Prince BIBESCO, *loc. cit.*, page 70.
2. *Ibid.*, page 71.

puissiez parvenir rapidement jusqu'à Bazaine. Ce n'est pas le prince royal de Prusse qui est à Châlons, mais un des princes, frère du roi de Prusse[1], *avec une avant-garde et des forces considérables de cavalerie. Je vous ai télégraphié ce matin deux renseignements qui indiquent que le prince de Prusse, sentant le danger auquel votre marche tournante expose et son armée et l'armée qui bloque Bazaine, aurait changé de direction et marcherait vers le nord.* Vous avez au moins trente-six heures d'avance sur lui, peut-être quarante-huit heures. Vous n'avez devant vous qu'une partie des forces qui bloquent Metz et qui, vous voyant vous retirer de Châlons à Reims, s'étaient étendues vers l'Argonne. *Votre mouvement sur Reims les avait trompées, comme le prince royal de Prusse. Ici tout le monde a senti la nécessité de dégager Bazaine, et l'anxiété avec laquelle on vous suit est extrême.* »

Certes, par le seul fait qu'elle ne semblait pas considérer une collision comme imminente, cette dépêche, malgré son ton affirmatif, montrait que les renseignements du ministre étaient fort incomplets, et cela suffisait à maintenir la conviction du maréchal sur l'impossibilité de toute jonction avec l'armée de Metz [2]. Mais il faut convenir que la situation de celui-ci était singulièrement embarrassante, et qu'un refus de sa part à se rendre aux désirs si instamment exprimés du gouvernement devait lui coûter d'autant plus qu'il aurait semblé alors agir dans un but égoïste. Bien que son caractère si élevé et si loyal eût dû le mettre fort au-dessus d'une imputation semblable, le duc de Magenta ne crut pas pouvoir l'encourir; il résista aux observations respectueuses mais instantes de son chef d'état-major, le général Faure, qui le suppliait de maintenir les ordres de retraite, et accomplit, la mort dans l'âme, ce qu'il croyait être son devoir de soldat. « On veut que nous allions nous faire tuer, dit-il avec une résignation généreuse; il faut obéir. »

Le sort en était jeté. L'armée de Châlons perdait sa dernière chance de salut. « Ici, comme à Châlons, la crainte d'une révolution à Paris faisait sacrifier une armée de 100,000 hommes [3]. » Immédiatement, de nouveaux ordres furent envoyés dans toutes les directions et le mouvement sur Mézières interrompu. Quelques heures après, le maréchal recevait du ministre une nouvelle dépêche, encore plus pressante dans son laconisme que celle qui avait été adressée à l'Empereur. Elle était inutile, puisque déjà le sacrifice était consommé [4].

1. Le prince Albrecht père, commandant la 4e division de cavalerie.

2. « Quand le ministre écrivait, à la date du 27 au soir : — *Vous avez au moins 36 heures d'avance sur l'ennemi*, — il ignorait très certainement qu'à cette date les têtes de colonnes de la IVe armée nous avaient précédés à Dun et à Buzancy. Quant aux troupes du prince royal de Prusse, le gros de ses forces n'était pas à plus de 12 heures de marche de nous, et son avant-garde allait nous remplacer à Vouziers dès le 28 au matin. » (Prince Bibesco, *loc. cit.*, page 74.)

3. *Ibid.*, page 73.

4. D'après le colonel Stoffel, l'Empereur envoya au maréchal successivement deux de ses officiers, pour lui dire que les télégrammes du ministre ne constituaient pas des ordres et ne devaient pas l'empêcher d'agir suivant son libre arbitre. (*La Dépêche du 20 août*, page 86.) — Le maréchal crut devoir persister dans sa résolution. (*Déposition du maréchal devant la Commission d'enquête sur les actes du gouvernement de la Défense nationale.*)

Guerre au maréchal Mac-Mahon, au quartier général.

(*Urgent, faire suivre.*) Paris, 28 août 1870, 1 heure 30 soir.

« *Au nom du conseil des ministres et du conseil privé, je vous demande de porter secours à Bazaine, en profitant des 30 heures d'avance que vous avez sur le prince royal de Prusse. Je fais porter le corps Vinoy sur Reims.* »

Le 28 donc, avant le jour, le maréchal fit prévenir ses corps qu'ils se porteraient, sans aucun délai :

Le 1er corps, sur le Chesne, au lieu de Venderesse ;

Le 5e corps, sur Beauclair, au lieu de Poix ;

Le 7e corps, sur Nouart, au lieu de Chagny ;

Le 12e, sur le Besace, au lieu de Venderesse.

La division Bonnemains devait atteindre les Grandes-Armoises ; la division Margueritte était envoyée à Mouzon.

Mais ce changement d'objectif, exécuté brusquement, sans préparation d'aucune sorte, et en pleine marche, ne se fit pas sans de nouvelles fatigues, de nouveaux à-coups et de nouvelles atteintes portées au moral de cette armée qu'on ballottait en tous sens depuis cinq jours. La confusion était à son comble dans les colonnes et les convois ; les hommes, découragés, se répandaient en plaintes et en récriminations que les officiers, désarmés, étaient obligés de ne pas entendre. Tant d'irrésolution détruisait le prestige du commandement et portait le plus rude coup à la discipline. « De là aux propos injurieux contre les chefs, il n'y a qu'un pas ; et le jour est proche où quelques malheureux qui n'ont pas brûlé une cartouche ou qui ont jeté leurs fusils crieront à la trahison [1] ! »

Le 1er corps, qui n'avait que 6 kilomètres à faire pour se porter de Voncq au Chesne, opéra sa marche sans trop d'encombre. Mais il n'en fut pas de même pour les autres. Ainsi le 7e, parti de Vouziers pendant la nuit, reçut à quatre heures et demie du matin, à Quatre-Champs, le contre-ordre qui l'envoyait à Nouart. Il dut s'arrêter pour attendre son convoi qui, parti d'avance, était déjà à Chagny, et *rester sur place pendant 12 heures!* Reparti à quatre heures du soir, il ne put pas atteindre Nouart, et bivouaqua à Boult-aux-Bois. Le 12e avait quitté le Chesne à deux heures du matin, dans la direction de Venderesse. Ce fut avec de grandes difficultés qu'il changea de route, et réussit à gagner le Besace. De là, le général Lebrun envoya la division de cavalerie Lichtlin à Beaumont pour se couvrir.

Quant au 5e corps, il passa par des péripéties qui devaient avoir sur son moral une influence fâcheuse. Arrivé le 27, comme on l'a vu, à Châtillon et à Brieulles, il avait reçu, dans la nuit, par suite de la reprise de la marche vers Montmédy, l'ordre de se reporter immédiatement sur Buzancy, et de là sur Nouart. Il se remit donc en route aux premières lueurs du jour, par un temps affreux et dans un désordre assez grand ; mais, comme ses têtes de colonnes allaient dépasser Boult-aux-Bois, il

1. Prince Bibesco, *loc. cit.*, page 75.

apprit que des forces ennemies se montraient autour de Buzancy. Le général de Failly crut prudent de faire occuper par la division l'Abadie d'Aydren les hauteurs qui, au sud de Boult-aux-Bois, dominent la route, et poursuivit son chemin. Presque aussitôt lui arriva une dépêche du maréchal enjoignant de pousser jusqu'à Stenay; cette dépêche était conçue en ces termes :

Le Chesne, 28 août.

« *Il est de la plus haute importance que nous traversions la Meuse le plus tôt possible; poussez donc ce soir, dans la direction de Stenay, aussi loin que vous le pourrez. Le général Douay, qui vous suit, a été invité à suivre votre dernière colonne; il campera au delà de Bar. Si l'ennemi vous force à quitter momentanément la grand'route, faites-le connaître au général Douay pour que sa tête de colonne prenne la même direction. Nous marchons sur Montmédy pour délivrer le maréchal Bazaine. Attendez-vous à rencontrer une vigoureuse résistance pour enlever Stenay. Faites interroger tous les gens qui viennent de ce côté pour savoir si l'ennemi n'a pas fait sauter les ponts. Dans le cas où il les aurait fait sauter, faites-le-moi connaître.* »

Une autre dépêche, arrivée quelques instants plus tard, informait le général de Failly que le 7e corps était placé, au besoin, à sa disposition, et l'engageait à se mettre en relation avec le général Douay [1]. A ce moment, des cavaliers ennemis étant signalés en vue des colonnes, la division Goze se déploie à son tour, et il ne reste sur la route que la seule division Guyot de Lespart! Affolement déplorable, qui provient de ce que la cavalerie ne veillait pas plus au service de sûreté qu'au service d'exploration. L'apparition de quelques cavaliers ennemis suffisait à jeter l'émoi dans ce corps d'armée fort de deux divisions et demie, tout simplement parce que ce corps d'armée n'avait devant lui aucun rideau protecteur, et perdait ainsi sa liberté d'action.

Cependant, le général de Failly avait expédié au commandant du 7e corps un officier chargé de s'entendre avec lui. Celui-ci trouva les troupes du général Douay dans la situation que nous connaissons, et revint annoncer qu'elles ne pouvaient pas dépasser ce jour-là Boult-aux-Bois; c'est-à-dire qu'il ne fallait pas compter sur elles. Dans ces conditions, le général de Failly ne se crut pas en mesure, avec ses forces, de tenir tête aux Allemands, dont il ignorait le nombre, et, au lieu de marcher sur Stenay par Nouart, il préféra remonter au nord et passer par Bois-des-Dames et Beaufort. Il espérait trouver là « une bonne position militaire, *tourner les corps allemands qui se dirigeaient de Buzancy sur Nouart*, et arriver avant eux à Stenay, ou les arrêter dans leur marche [2] ». Étrange combinaison, qui n'avait d'ailleurs pas plus de chance de succès que l'autre, si l'on songe que déjà depuis la veille Stenay était occupé par le XIIe corps.

La marche du corps d'armée sur Bois-des-Dames fut lente et difficile. Il fallut

1. Général de Failly, *loc. cit.*, page 39.
2. *Ibid.*



Combat de Nouart.

donner au général de l'Abadie le temps de rejoindre, et par suite on ne se remit en route qu'à trois heures. « Ce mouvement tardif se trouva encore ralenti et par le mauvais état des routes, qu'une pluie incessante rendait presque impraticables, et par une côte rapide que les troupes eurent à gravir avant d'atteindre Bois-des-Dames. La division Guyot de Lespart ne parvint à son campement sur le plateau qu'à huit heures du soir, le reste du corps d'armée campa dans la plaine de Belval [1]. »

La brigade Nicolas (de la division Goze) avait été laissée en arrière, avec le 4e bataillon de chasseurs et 2 batteries, pour couvrir le mouvement. Elle rejoignit Belval à minuit. Quant à la division Guyot de Lespart, elle rencontra en entrant dans Bois-des-Dames un détachement ennemi envoyé en réquisition, le refoula, et lui reprit une partie de son butin [2]. Preuve que nos soldats, malgré leur fatigue et leur découragement, savaient encore se retrouver quand il s'agissait de combattre.

Ajoutons que le maréchal, prévenu de la décision prise par le général de Failly, envoya à Bois-des-Dames un officier chargé de faire connaître qu'il l'approuvait.

Les positions occupées par l'armée de Châlons, le 28 au soir, étaient donc les suivantes :

Quartier général, à Stonne.

1er corps, au Chesne; — 12e corps, à la Besace; — 7e corps, à Boult-aux-Bois; — 5e corps, à Bois-des-Dames et Belval.

Division Bonnemains, à Stonne; — division Margueritte, à Mouzon.

Pendant ce temps, les corps allemands avaient marché conformément aux instructions données la veille par M. de Moltke, et les plus avancés d'entre eux tenaient déjà la ligne Stenay-Grandpré [3]. La cavalerie d'exploration, redoublant d'activité, harcelait sans relâche nos colonnes que pas un escadron ne protégeait, de sorte qu'après une série d'escarmouches, on finissait, du côté de l'ennemi, par lire ouvertement dans nos projets. Près de Vouziers, les patrouilles du 15e uhlans (6e division de cavalerie) se heurtaient contre l'arrière-garde du 7e corps, qui d'ailleurs se bornait à les contenir. Le régiment pénétra dans la ville, à la suite de nos troupes, et poussa des reconnaissances jusqu'à Attigny, c'est-à-dire sur notre ligne même de communications, qu'aucun poste ne gardait.

De même, près de Buzancy, les patrouilles du 4e uhlans de la Garde avaient produit dans le 5e corps l'émoi que nous avons relaté. Partout, à une distance insignifiante des colonnes françaises, la cavalerie allemande apparaissait, et telle était la facilité qui lui était laissée de pénétrer le secret de nos mouvements et de nos forces, qu'elle pouvait envoyer à M. de Moltke des rapports qu'on aurait dit copiés dans nos ordres de mouvement. Ces rapports ont été donnés intégralement par la *Relation allemande* (supplément XXXV) et nous y renvoyons le lecteur. Il

1. Général DE FAILLY, *loc. cit.*, page 41.

2. Colonel BORBSTADT, *Opérations des armées allemandes*, page 595.

3. La garde et le IVe corps, avant de se porter aux points qui leur étaient assignés pour le 28 (voir plus haut), avaient replié les ponts jetés sur la Meuse, et devenus inutiles puisque le mouvement des IIe et IIIe corps sur Damvillers était contremandé.

y verra quel secours précieux apporte au commandement une exploration ainsi faite, et combien il est regrettable qu'on n'ait pas employé nos escadrons, sinon à en faire autant, du moins à rendre impossible une surveillance aussi exacte.

Au fur et à mesure qu'ils arrivaient au grand quartier général de Clermont, M. de Moltke se rendait compte de nos hésitations, de nos changements d'objectif, et de la direction définitivement reprise par le maréchal. Tout d'abord, voyant que l'armée se repliait sur le nord, le chef d'état-major général avait envoyé, à sept heures du soir, l'ordre de nous poursuivre le lendemain dans cette direction. Mais deux heures plus tard, quand lui parvinrent les résultats des reconnaissances opérées dans la matinée, il comprit que la marche vers la Meuse était reprise; il se hâta en conséquence de prescrire des dispositions nouvelles, et lança, à onze heures du soir, le télégramme suivant :

« *L'apparition de l'ennemi à Buzancy dénote le projet de secourir Metz. Il est à supposer qu'à cet effet un ou deux corps suivent la route de Buzancy à Stenay, tandis que le reste de l'armée défile plus au nord par Beaumont. Afin de ne pas provoquer l'offensive des Français avant une concentration suffisante de nos propres forces, le Prince royal de Saxe appréciera s'il convient de réunir tout d'abord ses trois corps dans une position défensive, à peu près entre Aincreville et Landres. La 47e brigade, détachée à Stenay, continuera à être chargée de surveiller la Meuse, entre cette ville et Dun. — Les corps bavarois rompront à 5 heures du matin, le Ier par Fléville sur Sommerance, où il devra arriver à 10 heures du matin, le IIe par Binarville et Cornay sur Saint-Juvin; le Ve corps viendra par Montchentin sur Grandpré. Quant aux autres corps de la IIIe armée, le commandant en chef réglera leur marche* de telle sorte que, pour le 30, ils soient en mesure de concourir, s'il le faut, au dénouement. *On s'abstiendra jusqu'à nouvel ordre de continuer le mouvement offensif vers la route Vouziers-Buzancy-Stenay ;* mais il demeure entendu que l'armée de la Meuse l'occuperait promptement, si elle n'avait devant elle que des forces insignifiantes. — *S. M. le Roi se rendra, vers 9 heures du matin, à Varennes.* »

Ainsi, M. de Moltke s'attendait à une affaire décisive pour le 30, et il prenait ses dispositions pour y faire participer toutes ses forces. Quant à nous, nous allions poursuivre malgré tout une opération condamnée d'avance à l'insuccès, et compliquée par ce fait extrêmement grave que déjà nos communications directes avec Paris étaient à peu près interceptées.

Journée du 29. Combat de Nouart. — Le 28 août fut une mauvaise journée pour l'armée de Châlons. « L'armée n'a point livré de combat, pas éprouvé de pertes, et cependant un grand malaise plane sur elle; chacun a le cœur serré, l'âme remplie d'appréhensions. On a comme le pressentiment que l'ennemi aura

mis à profit nos incertitudes et tout le temps perdu[1]. » Hélas! la malheureuse armée n'était encore qu'au début de son martyre.

En apprenant que les têtes de colonnes allemandes se montraient déjà sur la route de Buzancy à Stenay, et que, d'autre part, ce dernier point était occupé par l'ennemi, le maréchal se vit forcé de changer encore une fois de direction. Mais persistant cependant dans son projet d'atteindre Montmédy, il résolut de franchir la Meuse plus au nord, à Mouzon et Rémilly, pour se porter ensuite sur Carignan, et de là vers le sud. Les ordres qu'il expédia le 28 au soir portaient donc que : le 1er corps atteindrait le lendemain Raucourt, le 5e Beaumont, le 7e la Besace où il prendrait position, enfin le 12e Mouzon, où se trouvait la division Margueritte. Quant à la division Bonnemains, elle était envoyée sur Raucourt, toujours à l'aile gauche.

Le maréchal espérait ainsi pouvoir effectuer, le 30, le passage de la Meuse.

Le mouvement commença de grand matin. Les 1er et 12e corps et la division Bonnemains, couverts par le reste de l'armée, accomplirent leur étape sans trop de peine. Il y eut bien quelque désordre à la sortie du Chesne (1er corps), dû aux encombrements des voitures et des convois; mais, malgré l'énervement des troupes et les symptômes d'indiscipline qui en étaient la conséquence, les deux corps de gauche arrivèrent dans l'après-midi aux positions qui leur étaient fixées. Pendant toute la marche, la division de Lartigue, arrière-garde du 1er corps, avait été harcelée par les coureurs ennemis[2].

Quant aux 5e et 7e corps, les plus menacés, ils ne purent, sans de nombreux incidents, effectuer le mouvement qui avait pour but, dans la pensée du commandant en chef, de les soustraire à la pression de l'ennemi. La cavalerie, qui aurait dû leur procurer l'espace dont ils avaient besoin, n'ayant pas été employée, il leur était désormais impossible de se dérober à l'étreinte d'un adversaire qu'on avait laissé s'avancer jusqu'au milieu de leur zone de marche. Cet oubli des principes fondamentaux de la guerre devait avoir les conséquences les plus désastreuses pour nous.

Le général Douay n'avait quitté Boult-aux-Bois qu'à dix heures du matin, le rassemblement de son corps d'armée, un peu disséminé par suite des aventures de la veille, ayant été fort long. Il marcha très lentement, sur l'avis que les Allemands tenaient déjà Buzancy et la forêt de Dieulet; d'ailleurs des reconnaissances envoyées à l'aube dans la direction du sud s'étaient sabrées avec des patrouilles prussiennes, à une petite distance de Boult-aux-Bois, et l'on voyait distinctement les vedettes ennemies, postées sur les hauteurs, suivre avec attention la marche de nos colonnes[3]. Bientôt une masse de cavalerie apparut sur nos derrières et obligea, en l'absence de tout service de protection, la division Liébert, qui formait l'arrière-garde, à prendre position. Ce n'était qu'une alerte, car les Allemands ne voulaient

1. Prince Bibesco, *loc. cit.*, page 80.

2. Le 12e corps franchit dans la soirée la Meuse à Mouzon, et s'établit sur la rive droite, à cheval sur la route de Carignan.

3. Prince Bibesco, *loc. cit.*, page 82.

nullement attaquer, mais seulement voir, et Dieu sait si nos escadrons, qui marchaient au milieu des troupes au lieu de les couvrir, leur en laissaient le loisir! Un peu plus loin, ce fut un escadron prussien qui déboucha sur l'avant-garde et qu'il fallut chasser à coups de fusil. Bref, le mauvais état de la route aidant, c'est à sept heures du soir seulement que le 7e corps atteignit Oches, où le rejoignirent convoi et sa 1re division, détachée depuis la veille.

Il fallait, pour gagner la Besace, où l'on devait coucher, traverser un long défilé; les hommes étaient harassés et démoralisés, les attelages hors d'haleine. Le général Douay ne crut pas pouvoir poursuivre sa route sans danger, à cette heure avancée, et fit bivouaquer ses troupes sur place, mais en prenant les dispositions défensives que la situation semblait imposer.

Pendant ce temps, le 5e corps était soumis à des épreuves encore plus cruelles, qui achevaient l'œuvre déprimante des jours précédents et semblaient devoir briser le dernier ressort des âmes. Le maréchal avait expédié les ordres concernant les 5e et 7e corps par le même officier, le capitaine d'état-major de Grouchy. Celui-ci, sa mission remplie auprès du général Douay, se trouva fort embarrassé pour joindre le général de Failly, dont il ignorait la position exacte, et, sur l'indication qu'on avait vu, le soir, des feux de bivouacs à Bar, reprit la route de Boult-aux-Bois à Buzancy. Il était trois heures du matin. Arrivé à Germont, à 2,500 mètres à peine, l'escorte qui l'accompagnait fut aperçue d'une patrouille de uhlans (3e de la Garde); aussitôt celle-ci, demandant l'appui de l'escadron d'avant-postes, se jeta sur nos cavaliers, les bouscula et s'empara de la personne et des papiers du capitaine de Grouchy. C'était la fatalité qui s'en mêlait cette fois pour achever la ruine de nos malheureuses troupes!

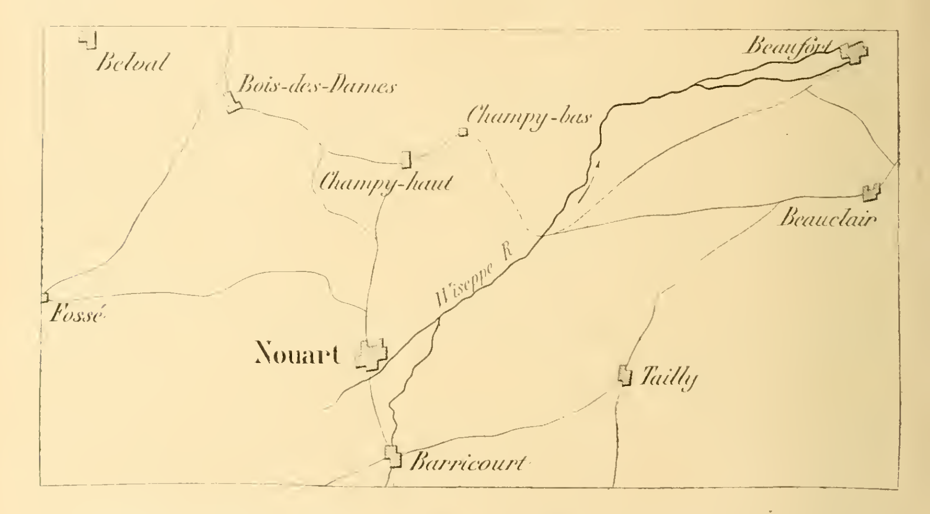
Le général de Failly, n'ayant donc pas d'instructions pour la journée du 29, s'en référa à celles qu'il avait reçues la veille, et se mit en marche sur Stenay, par Beaufort et Beauclair, au lieu de remonter sur Beaumont.

Comme ses troupes, elles aussi, étaient harassées, il ne leva son camp de Bois-des-Dames qu'à dix heures du matin, et se forma sur deux colonnes: celle de droite (division Guyot de Lespart), précédée de la cavalerie et d'une batterie à cheval, se dirigeait sur Beauclair; celle de gauche (divisions Goze et l'Abadie, réserve d'artillerie) marchait sur Beaufort.

Mais à peine le général de Lespart avait-il quitté Bois-des-Dames, que sur les hauteurs de Nouart éclatait une forte canonnade qui l'obligeait à prendre position. C'était la 24e division (saxonne) qui entamait le combat. Le prince royal de Saxe avait en effet, à la réception des ordres cités plus haut, prescrit à tout le XIIe corps de se concentrer, le 29, à Nouart. Or, dès le matin, la cavalerie, poussée en avant, signalait la présence de nos troupes à Bois-des-Dames. Aussitôt que l'avant-garde du XIIe corps (48e brigade, 1 régiment de cavalerie, 2 batteries) eut atteint Barricourt, elle lança donc sur Nouart un bataillon, avec deux batteries, qui firent feu sur la brigade de Bernis (5e hussards et 12e chasseurs), déjà sur la rive droite de la Wiseppe, au sud de Champy.

La division de Lespart déploya alors son infanterie entre Champy et Bois-des

Dames, tandis que l'artillerie se mettait en batterie au nord du premier de ces villages. Ces troupes recueillirent la brigade de Bernis, obligée de rétrograder, puis le combat se continua, assez indécis de part et d'autre, et sans grande vigueur. Les Saxons, en effet, pour se conformer aux prescriptions du généralissime, évitaient de s'engager à fond ; un moment, ils semblèrent vouloir dessiner une offensive sur Champy, mais une simple démonstration de la brigade Abbatucci les arrêta. On arriva ainsi jusqu'à trois heures, en entretenant tout simplement le feu ; à ce moment, la 48e brigade cessa de tirer et se retira sur les hauteurs de Nouart et de Tailly, où se trouvait le reste du corps d'armée. Une heure après, le combat prenait fin complètement, sur l'ordre du prince Georges de Saxe[1].



Le général de Failly établit son corps d'armée sur le plateau de Bois-des-Dames. Il espérait pouvoir lui donner un peu de repos, quand arriva au galop le lieutenant-colonel Broye, aide de camp du maréchal, porteur d'une copie de l'ordre primitivement confié au capitaine de Grouchy. Les instructions du maréchal étaient pressantes, et il n'y avait pas une minute à perdre pour s'y conformer. Le commandant du 5e corps se vit donc forcé de demander à ses soldats un effort nouveau et immédiat. Laissant en arrière, pour protéger sa retraite, la brigade de Maussion, le 5e corps prit la route de Beaumont, et n'y arriva qu'à une heure du matin, dans un état de fatigue physique et de dépression morale qui dépasse toute imagination. Il faut, pour s'en faire une faible idée, rappeler que les hommes n'avaient reçu aucune distribution depuis ces trois jours, passés tout entiers en marches, contremarches, escarmouches et combats.

1. Les pertes au combat de Nouart ont été : pour les Saxons, 363 hommes, dont 74 tués; pour le 5e corps, 290 hommes environ.

Quant à la brigade de Maussion, après avoir repoussé plusieurs tentatives opérées par l'ennemi pour nous tourner par Fossé et la Côte Jean, elle se mit en retraite à son tour, vers dix heures du soir, et ne put rallier son corps d'armée que le lendemain, 30 août, à cinq heures du matin.

Cependant les corps allemands avaient employé cette journée du 29 à se rapprocher encore davantage, suivant les ordres envoyés la veille par le chef d'état-major général. Voici quelles étaient leurs positions respectives, au moment où le 5e corps français arrivait à Beaumont :

Armée de la Meuse	XIIe corps, à Nouart et Tailly.
	Garde, à Buzancy et Bar.
	IVe corps, à Rémonville (près de Bayonville).
	12e division de cavalerie, aux Tuileries (au sud-est de Tailly).
	Cavalerie de la Garde, au nord-ouest de Buzancy.

Cette armée était donc concentrée avec 2 corps en première ligne, sur un front de 9 kilomètres, et un en deuxième ligne, à 4 kilomètres en arrière.

IIIe Armée	Ier corps bavarois, à Saint-Juvin.			
	IIe corps bavarois, à Sommerance.			
	Ve corps et division wurtembergeoise, à Grandpré.			
	XIe	—	—	à Monthois.
	VIe	—	—	à Vienne-le-Château.
	5e division de cavalerie, à Attigny, éclairant au nord.			
	6e	—	à Vouziers, suivant de près les 1er et 7e corps français.	
	4e	—	à Vouziers.	
	2e	—	près de Séchault, couvrant la gauche.	

Le Prince royal n'avait plus qu'une journée de retard sur l'armée de la Meuse, et au train dont nous marchions, il ne devait pas tarder à la rattraper.

Les renseignements fournis, dans la journée du 29, par la cavalerie au grand quartier général, présentèrent le même caractère de précision que ceux de la veille[1]. Tous nos mouvements furent éventés, suivis, surveillés, avec tant de minutie, que rien de ce qui se passait dans l'armée française n'échappa à l'œil inquisiteur des patrouilles allemandes. En outre, par suite du fatal accident survenu au capitaine de Grouchy, M. de Moltke se trouva en possession de dépêches importantes qui contenaient l'avis « *des dispositions du commandant en chef des forces françaises pour la journée du 29 août*, et divers renseignements sur les mouvements effectués les jours précédents par l'armée de Châlons[2] ». Le chef d'état-major général n'eut donc pas beaucoup de peine à conclure que l'armée française marchait vers la Meuse, suivant une direction nord-est, et que son gros se trouvait, pour l'instant,

1. Voir *La Guerre franco-allemande*, supplément XXXVI.
2. *Ibid.*, page 968.

entre le Chesne et Beaumont, avec de fortes arrière-gardes plus au sud. Il se détermina, par suite, à pousser le lendemain, vers cette ligne, les deux armées allemandes, afin d'attaquer l'armée de Châlons avant qu'elle eût franchi la Meuse. Cette décision fut communiquée aux généraux en chef, à onze heures du soir. L'ordre contenait en substance :

1° Que l'armée de la Meuse marcherait, le 30, sur Beaumont, et franchirait, à 10 heures du matin, la ligne Fossé-Beauclair, la Garde formant réserve ;

2° Que la IIIe armée appuierait, avec deux corps, le mouvement du prince de Saxe. L'aile droite de cette armée se dirigerait donc, de bonne heure, sur Buzancy et Beaumont, l'aile gauche sur le Chesne[1].

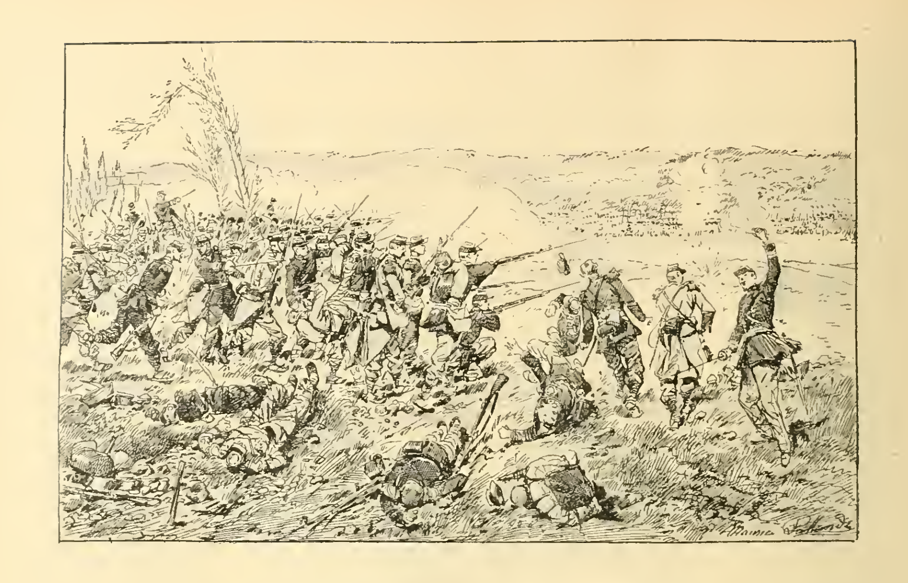
Ces dispositions amenèrent la triste bataille de Beaumont, préface d'une journée plus désastreuse encore, celle de Sedan.

1. Le grand quartier général devait se transporter, le 30, à dix heures du matin, de Grandpré à Buzancy.





Armée française : Chasseurs à cheval.



CHAPITRE III

BATAILLE DE BEAUMONT

Dans l'état de crise aiguë où se trouvait réduite l'armée française, un seul but était à poursuivre désormais, se dérober. Mais déjà, ce qui eût été assez facile le 27 devenait fort délicat le 29, car les masses allemandes nous serraient de trop près pour qu'il nous restât une suffisante liberté de mouvement. Le maréchal pensa pouvoir parer au danger le plus immédiat en mettant la Meuse entre lui et ses adversaires, et fit tous ses efforts pour activer le passage du fleuve. L'expédient était dangereux, puisqu'il jetait ainsi l'armée contre la frontière belge, qui lui était obstinément fermée; mais peut-être le duc de Magenta avait-il cette dernière lueur d'espoir que Bazaine ne resterait pas immobile et que, grâce à une diversion de sa part, les forces allemandes seraient forcées de se disjoindre. C'était mal connaître l'apathie raisonnée du commandant en chef de l'armée du Rhin.

Passage de la Meuse par les 1er, 7e, 12e corps et les deux divisions de cavalerie. — Quoi qu'il en soit, ainsi qu'il a été dit plus haut, le 12e corps et la division Margueritte franchirent, dès le 29 au soir, la rivière à Mouzon, où se trouve un pont de pierre, et prirent position sur la rive droite.

Le 1[er] corps, qui était à Raucourt, leva son camp à sept heures du matin, et se dirigea sur Rémilly, désigné comme point de passage. Vers dix heures, celui-ci commença; il n'était pas terminé qu'un bruit de canonnade, venant de la direction de Mouzon, produisait dans les rangs une émotion qui se devine. Il se continua néanmoins; au fur et à mesure de leur arrivée sur la rive droite, les divisions Wolff et L'Hériller se dirigèrent sur Douzy; les divisions Pellé (ancienne division Douay) et de Lartigue prirent la direction de Tétaigne; *elles devaient être suivies* par la division de Bonnemains. L'écho de la canonnade se faisait de plus en plus violent. « Le général Ducrot, qui marche avec la colonne de droite, fait alors masser ses troupes à Tétaigne, avant de traverser la Chiers, et envoie un de ses aides de camp auprès du maréchal de Mac-Mahon à l'effet de prendre ses ordres et de lui rapporter les renseignements nécessaires. Au bout d'une demi-heure, le général reçoit de son aide de camp un billet lui annonçant qu'il vient de rencontrer l'Empereur *et que tout va bien*[1]. » Le 1[er] corps ne bougea pas.

Les 5[e] et 7[e] corps, encore sur la rive gauche, se trouvaient donc ainsi séparés par une large rivière du reste de l'armée, et exposés à subir, sans espoir de secours, le choc des forces allemandes. C'est, en effet, ce qui arriva; encore l'un des deux fut-il impuissant, par suite des circonstances, à prêter son concours à l'autre, si terriblement compromis.

Le 7[e] corps avait pris les armes dès trois heures et demie du matin. A quatre heures, son convoi s'engageait sur la route de Stonne, sous l'escorte de la 2[e] brigade de la division Conseil-Dumesnil, la 1[re] brigade formant avant-garde. Mais bientôt il fallut, pour monter une côte glissante, doubler les attelages des voitures de réquisition; on perdit ainsi pas mal de temps, en sorte que la 2[e] division (Liébert) ne put quitter Oches qu'à huit heures, la 3[e] n'ayant pas encore bougé. A ce moment, arriva le maréchal, très préoccupé de ce retard. « *Il faut passer la Meuse aujourd'hui, coûte que coûte*, dit-il au général Douay, et vous débarrasser en y arrivant du convoi qui vous alourdit. » Et il indiqua trois points de passage : 1° le pont de Mouzon, également destiné au 5[e] corps; 2° un pont de bateaux que le génie était en train de jeter un peu en aval de Mouzon, à Villers; 3° le pont de Rémilly où étaient déjà passés le 1[er] corps et la division de Bonnemains.

Après discussion, le général Douay se décida à utiliser les deux ponts de Mouzon et de Villers. La tête du convoi devait en effet, à ce moment, être déjà engagée sur le chemin de la Besace, et, par suite, la 1[re] division qui l'accompagnait, pouvait continuer droit sur Mouzon. Les deux autres, avec l'artillerie de corps, marcheraient sur Villers, par Raucourt. On évitait ainsi un nouveau retard, et l'on pouvait admettre que le convoi et la 1[re] division seraient suffisamment protégés par le 5[e] corps, encore à Beaumont.

Laissons maintenant la parole au prince Bibesco, qui a tracé de cette marche mouvementée un tableau à la fois si vivant et si dramatique :

« Ces dispositions arrêtées, dit-il, le maréchal nous quitta, insistant, de nou-

1. Général Ducrot, *La Journée de Sedan*, page 95.

veau, sur la nécessité qu'il y avait de se hâter de passer la Meuse *coûte que coûte*, le soir même.

« Il fallait avertir, en toute hâte, le général Conseil et activer sa marche sur Mouzon. On lui dépêcha, à cet effet, le lieutenant-colonel Davenet et le capitaine Danès. Ces officiers devaient guider le convoi par le chemin convenu et surveiller son passage à Mouzon.

« *Vous aurez 60,000 hommes sur les bras, ce soir, si vous n'êtes pas au delà de la Meuse* », nous avait dit le maréchal. Il nous avait quittés depuis peu de temps, que le canon retentissait derrière nous. C'était l'ennemi qui avait établi plusieurs pièces sur la crête séparant Oches de Saint-Pierremont, et qui, malgré la grande distance, tirait sur notre arrière-garde[1].

« Déjà le général Dumont avait mis en batterie et ripostait, quand le général Douay survint, fit cesser le feu et reprendre la marche. En effet, répondre, c'était perdre un temps précieux, c'était se prêter aux manœuvres de l'ennemi dont le but était de retarder notre marche à tout prix, tandis que notre intérêt était d'avancer quand même.

« L'arrière-garde se remit donc en marche, tout en surveillant l'ennemi. Jusqu'à l'entrée du défilé de Stonne, où notre cavalerie nous avait précédés dès le matin, aucun incident nouveau ne survint ; mais là, nous entendîmes le grondement sourd du canon qui s'accentua à mesure que nous approchâmes de Stonne; la canonnade avait lieu du côté de Beaumont...

« Ce bruit nous avait remués jusqu'au fond du cœur. Il faut être soldat, s'être trouvé au milieu des angoisses d'une pareille situation, pour comprendre tout ce qu'il y a de poignant à entendre l'écho d'une lutte dans laquelle le drapeau est engagé, sans qu'on puisse lui porter secours !

« Au premier moment, il n'y eut, au 7e corps, qu'une même pensée : marcher au canon ! Mais dès que nous fûmes montés sur un mamelon, situé près de la route de Stonne, nous pûmes constater, au moyen d'une longue-vue, que cela était impossible. Au loin, à droite, se dessinait une ligne de feux demi-circulaire avançant dans la direction de Beaumont : là était l'ennemi ; à gauche, on voyait la fumée des coups de canon tirés à intervalles par des troupes en retraite sur Mouzon ; ces troupes étaient celles du 5e corps.

« Pour nous porter au secours du 5e corps, il aurait fallu faire halte, réunir en toute hâte les troupes, forcément très espacées dans ce défilé, se frayer, avec une peine extrême, un chemin à travers la colonne Conseil-Dumesnil qui encombrait encore la route de Beaumont, franchir en bon ordre les dix kilomètres qui nous séparaient de cette ville, et arriver compactes sur le lieu de la lutte ! Cette manœuvre, très périlleuse en face de l'ennemi qui nous suivait dans le défilé en nous canonnant, et cherchait à nous prendre en défaut, n'eût pas exigé moins de trois à quatre heures. Or, comme il était midi, et que déjà les troupes

1. C'étaient deux escadrons de uhlans de la Garde, qui suivaient le 7e corps depuis la veille, et qui venaient de se joindre à la brigade de cuirassiers bavarois, lancée en avant du 1er corps bavarois.

du général de Failly étaient en retraite [1], il était évident que nous étions menacés de n'arriver sur le champ de bataile que pour constater un désastre, et offrir aux Prussiens l'occasion d'écraser en détail nos deux divisions. Voilà quant aux chances de réussite.

« Restait le devoir de ne pas compromettre le but stratégique du maréchal : *le passage de la Meuse, le soir même*, par un mouvement qui était en dehors de ses ordres formels. D'ailleurs le maréchal venait de nous quitter, et il n'était pas si loin qu'il ne pût envoyer ses instructions au 7ᵉ corps, dans le cas où il combinerait une attaque avec les 12ᵉ et 1ᵉʳ corps qu'il avait sous la main. Il n'ignorait pas que le corps de Failly était exténué par les marches, les contremarches, les combats et les privations des trois jours précédents ; il avait donc certainement pris les mesures nécessaires pour assurer le passage de ces troupes à Mouzon et tenir tête à une attaque, sinon certaine, du moins vraisemblable. S'il ne faisait rien dire, c'est que la Meuse était toujours l'objectif important. Nous n'avions qu'à nous conformer à ses ordres ; — marcher, nous hâter vers la Meuse [2]. »

Telles sont les explications données par M. le prince Bibesco pour justifier la décision prise de ne pas se porter au secours du 5ᵉ corps. Certaines d'entre elles ont une valeur incontestable, et l'absence d'ordres contradictoires, par exemple, peut très bien expliquer que le général Douay n'ait pas cru pouvoir passer outre à ceux qu'il avait reçus. Il n'en est pas moins fort regrettable que le général Douay n'ait pas suivi sa première impression ; car, en poursuivant sa marche vers Rémilly, non seulement il laissait le 5ᵉ corps livré à lui-même, mais encore il abandonnait aux hasards des événements sa 1ʳᵉ division, engagée avec les convois sur la route de Villers. Nous verrons bientôt quelles furent, pour cette division, les conséquences de son isolement.

Le 7ᵉ corps, après quelques instants d'hésitation, reprit donc sa marche vers Raucourt, harcelé par la brigade de uhlans de la Garde et l'avant-garde du Vᵉ corps prussien, que la brigade Bittard des Portes avait toutes les peines du monde à contenir. Nous allons le quitter un instant, pour revenir aux événements si graves qui se passaient sur sa droite, et dont il subit, malgré lui, la fatale influence, au point de ne pouvoir franchir la Meuse que dans la plus complète désorganisation.

Arrivée du 5ᵉ corps à Beaumont. — A son arrivée à Beaumont, dans la nuit du 29 au 30 août, le 5ᵉ corps s'était établi en hâte sur des positions déterminées sans étude préalable du terrain par le chef d'état-major, général Besson. Il était dans un état d'abattement physique et moral dont le tableau suivant, tracé dans l'*Historique* par le général Clémeur, ne donne qu'une idée affaiblie. — « Les troupes, harassées de fatigue et difficilement dirigées par leurs officiers dans

1. Ici, M. le prince Bibesco commet très certainement une erreur. La bataille de Beaumont n'a commencé qu'à midi et demi, et la retraite qu'à une heure et demie, ainsi qu'on le verra plus loin. L'arrivée d'une partie du 7ᵉ corps aurait donc été d'un grand secours, même si elle ne s'était produite que pour soutenir celle-ci.

2. Prince Bibesco, *loc. cit.*, pages 96 et suivantes.

l'obscurité, s'entassent les unes sur les autres, la 3e division à droite et la 1re à gauche de la route avec l'artillerie de réserve à l'entrée de la ville. Elles dressent leurs tentes, et se préoccupent beaucoup plus de prendre le repos qui leur est si nécessaire que d'assurer d'une manière efficace le service de surveillance qui doit les protéger.

« La brigade (Maussion) de la division l'Abadie formant l'arrière-garde n'arrive qu'à cinq heures du matin ; elle traverse Beaumont et va camper au delà sur un petit plateau au nord-ouest, à gauche de la route de Mouzon[1]. Les ambulances restent à Beaumont.

« La plupart des officiers et des hommes étaient à jeun et n'avaient pu se procurer de quoi manger ce jour-là. Les forces de tout le monde étaient à bout ; après avoir combattu la plus grande partie de la journée et marché toute la nuit, le soldat, épuisé, s'endormait là où il s'arrêtait, et l'officier, dès lors, parvenait à grand'peine à se faire obéir. Un état d'engourdissement général s'est emparé du corps d'armée. L'homme a donné tout ce qu'il avait de forces ; inutile de lui en demander davantage.

« Malgré toutes ces difficultés, les généraux et chefs de corps parviennent néanmoins à faire établir des grand'gardes. Mais l'obscurité ne permet pas de les placer convenablement ; elles sont trop rapprochées du camp, et leur surveillance ne peut pas s'exercer sur les débouchés qu'il était important de garder.

« Les chevaux de la cavalerie, qui ont combattu en éclairant le corps pendant toute la journée du 29, et qui n'ont pas mangé non plus, ont perdu toute leur vigueur. Les reconnaissances du matin se ressentent de cet état de choses[2]...

« Après l'arrivée de l'arrière-garde, vers cinq heures, le silence le plus profond règne dans tous les camps. Hommes et chevaux, épuisés de fatigue, se livrent au repos pendant quelques heures. »

Ajoutons qu'en dehors de ses pertes de la veille, le 5e corps avait laissé en arrière un nombre considérable de traînards, vaincus par la fatigue, et tombés ou près de tomber aux mains de l'ennemi.

Telle était sa situation lamentable. Plus d'énergie, plus de forces, et pas de pain. Le général de Failly, arrivé à une heure du matin, se fit conduire chez le maire ; il était agité, nerveux, mais ne semblait pas se douter de la mauvaise situation où se trouvaient ses troupes au point de vue de leur sécurité. Vers sept heures, le maréchal traverse Beaumont, et est frappé de voir le commandant du 5e corps exempt de préoccupation[3] ; il lui donne l'ordre de marcher le plus tôt possible sur Mouzon pour y franchir la Meuse sous la protection du 12e corps, mais le général de Failly fait observer que ses troupes sont épuisées, et qu'il n'y a pas deux heures que les derniers détachements ont rejoint. Depuis trois jours,

1. Devant la ferme de la Harnoterie.

2. Ce n'etait malheureusement pas là un fait inhérent à la situation présente. Celle-ci contribuait cependant à rendre plus illusoire encore un service de sûreté qui, pas une fois, depuis le début de la guerre, n'avait éte convenablement assuré.

3. *Déposition du maréchal de Mac-Mahon devant la Commission d'enquête, le 1 septembre*, page 36.

le 5e corps n'a pas eu de distribution régulière et il est impossible de le remettre en route sans lui avoir donné un peu de repos et des vivres. Or le convoi, laissé au Chesne le 27, va arriver. On fera des distributions, et on partira après pour Mouzon.

Le maréchal s'incline devant ces raisons, et se porte à la rencontre du général Douay, dont le retard l'inquiète; mais son dernier mot est la recommandation itérative de franchir la Meuse aussitôt qu'on le pourra.

A neuf heures, le général de Failly convoquait autour de lui les généraux de division et les différents chefs de service. Il examinait avec eux les rapports des grand'gardes et de la cavalerie, lesquels, naturellement, ne signalaient aucun indice de la présence de l'ennemi, car à la distance où se trouvaient du camp les unités chargées de veiller à sa sécurité, il leur eût été difficile de voir quelque chose ou de gêner l'adversaire en quoi que ce soit. Par suite, le conseil de guerre n'éprouvait, pour le moment, aucune appréhension; la seule préoccupation immédiate des généraux présents était de resserrer les liens tactiques un peu relâchés dans leurs troupes, de ravitailler celles-ci, de faire nettoyer les armes, passablement détériorées par le rude régime auquel elles venaient d'être soumises, et surtout de prendre des moyens pour rétablir la discipline, à laquelle la maraude, les fatigues, la démoralisation et l'absence de distributions régulières menaçaient de porter bientôt une atteinte irrémédiable. Quant aux positions si hâtivement prises par les troupes, on ne jugeait pas à propos de les rectifier, le départ étant imminent.

Description du champ de bataille. — Or ces positions étaient les plus périlleuses que jamais troupe constituée ait occupées, et, pour en juger, il suffira de jeter sur elles un coup d'œil rapide.

Le bourg de Beaumont, auquel la journée du 30 août a donné une célébrité si douloureuse, est situé au fond d'une sorte de cuvette, bordée vers le sud par les épaisses forêts qui courent de la Wiseppe aux sources du ruisseau de la Bièvre, entre Stenay et Stonne. Une zone très légèrement mamelonnée, mais entièrement découverte s'étend, sur une longueur de 2,500 mètres environ, des dernières maisons de la ville à la lisière nord des fourrés, et renferme quelques fermes, placées beaucoup plus près des seconds que de la première. A l'est et tout près de Beaumont, se dresse un plateau dominant, les *Gloriettes*, qui commande le bourg et tout l'espace en avant, et surplombe la Meuse, qu'il force à s'infléchir en se prolongeant plus au nord par la hauteur un peu moindre de Sainte-Hélène.

Par suite de ces dispositions topographiques, le 5e corps, campé à Beaumont, ne pouvait avoir de sécurité que s'il tenait par des arrière-gardes les débouchés des bois. Il se savait serré de près par l'ennemi, puisqu'il avait eu un engagement la veille. Il avait donc un intérêt majeur à être prévenu de l'approche de celui-ci, afin d'éviter une surprise qui ne pouvait être que désastreuse, et, pour cela, il lui fallait laisser sa cavalerie de l'autre côté des bois, vers Belval, Bois-des-Dames, Beaufort. Les avant-postes d'infanterie auraient alors occupé les fermes situées en deçà, et, ainsi protégé et averti, le 5e corps aurait disposé du temps et de l'espace nécessaires pour se dérober au danger.

Mais là, avec des troupes confusément massées à bonne portée de positions dominantes auxquelles l'ennemi pouvait accéder par les couverts à l'abri de nos vues et de nos coups; avec ses grand'gardes à peine éloignées de quelques centaines de mètres et un service de renseignements nul; avec ses positions quelconques qui n'étaient même pas susceptibles de défense, puisque ni les Gloriettes, ni Sainte-Hélène n'étaient occupées, il est bien évident qu'une attaque brusque devait avoir pour premier résultat de paralyser dans nos rangs toute liberté d'action et de manœuvre. La faculté de refuser le combat ne devait même pas nous être laissée; et nous étions forcés de subir la volonté de l'ennemi.

Telles furent, en effet, les conséquences fatales de cet oubli complet des règles de la guerre et des précautions auxquelles elle oblige impérieusement. Un corps d'armée presque entièrement désorganisé, un énorme matériel perdu, enfin une tache au drapeau que la bravoure des soldats a été impuissante à effacer complètement, voilà les tristes résultats d'une surprise, qu'il eût été non seulement possible, mais facile d'éviter.

Ordres donnés pour le départ. — En conséquence des dispositions arrêtées dans le conseil de guerre, le général de Failly rédigea donc des instructions de départ qu'il fit précéder des considérations suivantes :

« Le maréchal de Mac-Mahon, commandant en chef de l'armée, a donné la certitude que les vivres étaient assurés pour quatre jours sur la rive droite de la Meuse, sur le chemin de Mouzon à Vaux[1], pays non dévasté encore.

« Sur la rive gauche, impossible de trouver des vivres; le pays a été épuisé soit par les Français, soit par les Prussiens. Il y a donc urgence d'aller aux vivres, outre la nécessité militaire de rejoindre promptement le maréchal Bazaine et d'éviter, sur ses[2] derrières, des combats qui arrêteraient la marche sans grands résultats militaires.

« Les officiers et les soldats comprendront la nécessité de partir aujourd'hui même. »

L'ordre de marche devait être le suivant :

5e lanciers.
Division l'Abadie (avec le parc, les bagages et les voitures d'ambulance).
Division Guyot de Lespart.
Brigade Nicolas (de la division Goze).
Artillerie de réserve.
Brigade Saurin.

L'heure fixée pour le départ de l'avant-garde était *vers une heure*. Quant aux autres groupes, ils devaient *faire connaître par un planton l'heure du départ*, qui n'aurait lieu qu'après la soupe mangée. On voit combien, à cette époque, on

1. Vaux est à 2 kilomètres à l'est de Mouzon.
2. Pour *nos* derrières, probablement.

Carte des environs de Beaumont.

était loin, dans l'armée française, de la précision absolue que tout ordre de marche doit nécessairement comporter.

Sur ces entrefaites, le convoi étant arrivé du Chesne, une distribution fut immédiatement faite. Les hommes mangèrent la soupe, nettoyèrent leurs armes, puis, comme le beau temps était revenu, ils firent sécher leur linge et leurs effets et partirent même à la recherche de provisions. L'artillerie conduisit *tous* ses chevaux à l'abreuvoir. On eût dit la garnison du camp d'instruction un jour de repos, tant l'insouciance était partout complète[1].

Cependant de graves nouvelles commençaient à circuler. Les paysans, fuyant devant les forces allemandes, accouraient de Stenay, de Belval, de Bois-des-Dames, et annonçaient, tout émus, que des colonnes ennemies s'avançaient à travers les fourrés. Une femme héroïque, Mme Bellavoine, directrice d'un orphelinat qu'elle a fondé en 1863 à Beauséjour et qu'elle n'entretient que grâce au concours de la charité privée, n'hésita pas à courir, au risque d'être fusillée, auprès du général de Failly pour le prévenir des dangers qui menaçaient le camp de Beaumont. Elle ne put le joindre qu'avec toute sorte de difficultés et fut à peine écoutée. Pleinement rassuré par les renseignements sans valeur qu'il tenait de reconnaissances insuffisantes et d'avant-postes mal placés, le commandant du 5e corps demeurait convaincu que les Allemands avaient renoncé à le poursuivre et continué leur mouvement sur Stenay.

Tout à coup, à midi et demi, une détonation, immédiatement suivie de plusieurs autres, retentit du côté de la forêt de Dieulet; les projectiles tombèrent à travers les tentes et vinrent atteindre des soldats désœuvrés, au milieu de leurs camarades confondus de stupeur. La surprise était complète, et le canon ennemi se chargeait de tirer brusquement de leur étonnante quiétude le général de Failly et son état-major.

Mouvements des armées allemandes. — Examinons donc la série des mouvements qui venaient d'amener ainsi les troupes allemandes aussi près de nos positions.

Le prince de Saxe avait reçu, vers une heure du matin, l'ordre expédié de Grandpré deux heures avant par M. de Moltke. Aussitôt il prescrivit au IVe corps de se porter sur Fossé et Nouart, pendant que le XIIe se concentrerait, par division, à Beauclair et à l'ouest du bois de Nouart. Ces troupes devaient se trouver aux points indiqués à dix heures du matin, et y faire halte.

Cependant, vers six heures, arrivèrent des renseignements fournis par la cavalerie, d'après lesquels on sut que Beaumont était encore occupé, mais qu'une partie des corps français avait franchi la Meuse. Le prince de Saxe en conclut

1. Un épisode qui montre combien il faut peu de chose pour relever le moral du soldat français, même au milieu des plus cruelles épreuves, est celui-ci. En arrivant ce jour-là à Rémilly, le 1er corps, qui depuis moins d'un mois avait subi Wissembourg, Frœschwiller, la retraite et la marche déprimante de Châlons à la Meuse, improvisa, dans les prairies situées en face de Bazeilles, un bal qui fut offert aux femmes et aux filles des villages voisins. (*L'Armée de Mac-Mahon*, par l'abbé Defourny, curé de Beaumont, page 131.)

qu'il fallait se hâter, et décida de porter immédiatement ses deux corps sur Beaumont. Il leur donna en conséquence l'ordre de se mettre en marche sur quatre colonnes, dans les conditions que voici :

La division de droite du XIIe corps, ainsi que la division de cavalerie saxonne, iraient rejoindre, par Laneuville, la grande route de Stenay à Beaumont.

La division de gauche (23e) se dirigerait sur la ferme Belle-Tour, par la forêt de Dieulet.

La 7e division (IVe corps) se porterait également sur cette ferme, par Champy et le bois de Belval.

Enfin la 1re division gagnerait Beaumont par Belval et le bois du Petit-Dieulet.

Quant à la Garde, elle avait ordre de dégager la route de Buzancy à Beaumont, afin de la laisser à la disposition de la IIIe armée, et de venir prendre, à dix heures du matin, une position de *garde-à-vous*[1] à l'ouest de Nouart.

L'intention formelle du prince de Saxe, communiquée verbalement à huit heures du matin aux commandants de corps d'armée, était que « chaque division d'infanterie, après avoir atteint la lisière opposée de la forêt, attendît que les colonnes latérales eussent débouché à leur tour, et n'engageât provisoirement l'action que par son artillerie[2] ». Il voulait ainsi éviter les actions partielles, d'autant plus que l'état des chemins faisait craindre que l'une ou l'autre des colonnes fût retardée assez longtemps.

De son côté, le commandant en chef de la IIIe armée avait désigné les deux corps bavarois pour soutenir l'attaque projetée sur Beaumont.

Le Ier devait se diriger, dès six heures du matin, sur Buzancy et Bar, pour gagner de là, par Sommauthe, la grande route de Beaumont.

Le IIe, rompant une heure plus tard, viendrait se masser, en réserve, à deux kilomètres au sud de Sommauthe.

Le Ve corps avait ordre de venir à Oches (par Briquenay et Authe), pour s'engager ensuite, soit sur la droite, soit sur la gauche, suivant le cas.

La division wurtembergeoise et le XIe corps étaient dirigés sur le Chesne : la première par Longwé, Boult-aux-Bois et Châtillon ; le second par Vouziers et Quatre-Champs, avec une colonne latérale passant par Terron.

Enfin, le VIe corps était envoyé à Vouziers pour y cantonner, dans le moins d'espace possible, sur la rive gauche de l'Aisne.

Pendant ce temps, la cavalerie recevait une série de missions spéciales ; les 5e et 6e divisions étaient chargées d'inquiéter les communications de l'armée française sur ses derrières, vers Touteron et au nord de Voncq. La 2e était envoyée par Senuc jusqu'au nord de Buzancy. Seule la 4e, laissée derrière le XIe corps, constituait une réserve prête à tout événement.

Pour compléter cette série de dispositions nettement offensives, l'état-major

1. *La Guerre franco-allemande*, page 986. C'est ce que nous appelons maintenant une position de rassemblement.
2. *Ibid.*

allemand avait décidé que les troupes ne se feraient suivre que de leur train de combat. Le reste demeurait loin, en arrière.

Ainsi cinq corps d'armée se portaient à l'attaque de celles de nos troupes qui n'avaient point encore franchi la Meuse. Les Allemands avaient donc d'ores et déjà une supériorité numérique assurée ; cependant, comme si ne n'était pas encore assez, ils avaient soin de rapprocher le plus possible *toutes leurs forces disponibles*, et de faire en même temps menacer notre ligne de communication avec Paris. C'était une terrible épreuve qui se préparait là pour le malheureux 5e corps, déjà si ébranlé moralement, et si épuisé par les secousses des jours précédents.

I. — Attaque de Beaumont.

Les ordres donnés par le prince de Saxe avaient été exécutés ponctuellement. Vers midi, l'avant-garde de la 8e division prussienne débouchait de la lisière nord du bois du Pont-Gérache et faisait occuper la ferme de la Petite-Forêt par une compagnie de chasseurs. « De la hauteur voisine, on distinguait à six cents pas un camp français au sud de Beaumont, puis un second au nord-ouest [1]. » En même temps, une reconnaissance d'officier saxon rendait compte qu'on *n'apercevait pas de poste avancé sur le front des campements*, et qu'au dire d'un paysan, les troupes françaises se reposaient en toute confiance. Dans ces conditions, et malgré les ordres du prince de Saxe, le commandant de la 8e division, lieutenant-général de Schœler [2], se décida à ne pas laisser échapper l'occasion qui s'offrait à lui de tomber sur un adversaire aussi peu sur ses gardes, et donna l'ordre d'attaquer. Le bataillon de chasseurs rejoignit silencieusement sa compagnie déjà postée à la Petite-Forêt, point derrière lequel devait venir se déployer la 16e brigade aussitôt qu'elle déboucherait des bois. Les batteries d'avant-garde prirent position à l'est de Beauséjour, avec l'ordre d'ouvrir le feu dès que la 16e brigade serait déployée. Enfin le régiment de hussards qui marchait avec l'avant-garde fut masqué sous le couvert.

Tout cela s'exécuta sans que le 5e corps en ait perçu le moindre soupçon. Mais voilà qu'au milieu de ses mouvements l'ennemi crut voir dans nos camps une vive agitation et comme les premiers indices d'une prise d'armes [3]. Supposant que sa présence était découverte, le général d'Alvensleben Ier, commandant du IVe corps, accouru là aussi, à son avant-garde, pensa qu'il ne devait même pas attendre que la 16e brigade ait terminé son déploiement. A midi et demi sonnant, il ordonnait à l'artillerie d'entamer l'action, et consommait ainsi cette surprise funeste qui devait avoir de si graves conséquences pour nous.

1. *La Guerre franco-allemande*, page 993. Le second camp était celui de la brigade Maussion, à la Harnoterie.

2. C'était une pratique constante, dans les armées allemandes, qu'à proximité de l'ennemi, le commandant de la colonne marchait avec son avant-garde. Elle donnait d'excellents résultats, en ce sens que le commandant pouvait juger par lui-même de la situation, et agir en conséquence.

3. En exécution des ordres du général de Failly, la brigade Maussion, chargée de former l'avant-garde, levait son camp à ce moment, et se préparait à partir.

Au premier coup de canon, les soldats du 5e corps avaient couru aux armes. Le désordre était à son comble, dans cette masse d'hommes se précipitant aux faisceaux, de chevaux conduits en main jusqu'aux pièces, de conducteurs courant en tous sens avec leurs attelages. La population de Beaumont, effarée et saisie, s'enfuyait pêle-mêle, en poussant des cris d'épouvante, et personne n'était là pour remettre un peu de calme dans cette foule égarée, qui se sauvait à travers les tentes et les parcs. Cependant, les régiments campés au sud de la ville parviennent assez vite à se ressaisir. Les 11e et 46e de ligne (brigade Saurin) se forment en bataille à côté de la brigade Fontanges (30e et 68e); le 4e bataillon de chasseurs se jette en avant, et malgré l'émoi provoqué par une attaque aussi brusque, la défense s'organise « prompte et vigoureuse[1] », avec une énergie qui montre quelle était la valeur de nos soldats, même dans d'aussi tristes moments. Les avant-gardes prussiennes se creusent de trouées sanglantes. « Quelques instants suffisent pour faire éprouver aux chasseurs prussiens et aux batteries d'avant-garde des pertes si considérables que ces dernières *ne disposent plus que de deux ou trois hommes par pièce*; les obus portent également jusque sur les troupes encore en marche sous bois[2]. » Notre artillerie avait réussi, en effet, malgré des difficultés sans nom, à atteler ses pièces. Les batteries de la division Goze, celles de la réserve avaient pris position sur les collines au nord-ouest de Beaumont, et ouvert un feu violent sur la lisière du bois. Les lignes d'infanterie, complètement formées maintenant, essayent alors de se porter de l'avant. Sous la vigoureuse direction du colonel de Béhagle, du 11e, elles se lancent sur la ferme où sont les chasseurs prussiens, qui sont obligés d'appeler à leur aide tous les renforts disponibles, et de s'organiser défensivement dans la Petite-Forêt.

A ce moment commençaient à arriver en ligne les batteries de l'artillerie de corps et aussi les têtes de colonnes de la 7e division prussienne. Cette dernière avait débouché sur la ferme Belle-Tour, et aperçu sur la hauteur de la Harnoterie la brigade Maussion qui commençait son mouvement de retraite. Son chef, le général de Schwartzhoff, se conformant aux ordres du prince de Saxe, et ignorant, par suite de la configuration du sol et des bois, ce qui se passait sur le front de la 8e division ainsi que la présence du camp français au sud de Beaumont, déploya ses troupes, comptant attendre l'arrivée des colonnes latérales. Mais, entendant tout à coup le canon retentir à sa gauche, il s'engagea aussitôt à son tour. Un régiment se porta en avant, à la droite de la Petite-Forêt, avec une batterie; puis, un instant après, un autre régiment accompagné des trois dernières batteries divisionnaires accourut renforcer cette première ligne, et apporter son concours à la 8e division.

L'arrivée de ces troupes fraîches donna au feu des Allemands une intensité nouvelle. Les pertes que nous subissions étaient nombreuses et cruelles. Le colonel de Béhagle, frappé d'une balle qui lui avait traversé le foie et les reins,

1. *La Guerre franco-allemande*, page 1002.
2. *Ibid.*, page 991.

gisait à terre, mortellement atteint. Le colonel Berthe, du 86ᵉ, son lieutenant-colonel, le commandant de Lacvivier, du 46ᵉ, étaient grièvement blessés. Le 68ᵉ avait déjà perdu son chef, le lieutenant-colonel Pallier, ses trois chefs de bataillon, 26 officiers et 750 hommes[1]. Nous avions en face de nous, à cette heure de la journée, six bataillons et demi, c'est-à-dire 6,000 hommes appuyés par 48 pièces, et si les deux brigades Saurin et Fontanges représentaient une force à peu près égale, elles avaient contre elles le désavantage de la position et l'émotion de la surprise. Les Allemands eurent donc assez facilement raison de leur mouvement offensif et purent, après l'avoir repoussé, couronner la hauteur de la Petite-Forêt, où venait bientôt s'établir toute l'artillerie de corps. Tandis que tout le reste du IVᵉ corps s'approchait du théâtre de la lutte, le général d'Alvensleben faisait demander aux Saxons et au Iᵉʳ corps bavarois de prendre leurs dispositions pour entrer en ligne.

Cependant, le général de Failly s'était porté sur le plateau de la Harnoterie, où la brigade Maussion était postée avec 5 batteries de la réserve qui ripostaient énergiquement à l'ennemi. Apercevant de là des colonnes profondes qui s'avançaient sur les deux ailes du IVᵉ corps déjà en position, il craignit d'être bientôt débordé, ou jeté à la Meuse, et jugea prudent de replier sa première ligne. Malheureusement ce mouvement décida l'ennemi à une offensive générale. Les 7ᵉ et 8ᵉ divisions prussiennes, les premières troupes saxonnes qui débouchaient par la route de Stenay, tout ce qui se trouvait disponible fondit sur notre camp, pendant que l'artillerie en position redoublait la violence de son tir. Sous cette avalanche de projectiles, la confusion se mit dans nos troupes, dont l'état moral et physique était si déprimé ; le désordre gagna les brigades Abbatucci et Nicolas, placées en seconde ligne devant Beaumont, et la retraite sembla un instant devoir tourner à la déroute, à travers les rues encombrées du bourg où les soldats se ruaient pêle-mêle avec une population affolée de terreur. Tout ce qui restait dans le camp devient la proie de l'ennemi ; tentes, bagages, vivres, munitions, pièces et mitrailleuses, avec les blessés qu'on ne peut secourir. Le tableau est épouvantable, et la leçon terrible. Puisse celle-ci nous garder à jamais de la honte des surprises, et nous montrer que de toutes les négligences, la plus coupable est celle qui livre ainsi à la merci de l'adversaire les forces vives d'un pays.

Quelques groupes de braves gens cependant avaient su résister à la panique, et continué à diriger sur l'assaillant un feu destructeur. Ils ne purent empêcher la 8ᵉ division de pénétrer dans la ville, mais, au moins, ils firent payer cher son succès au vainqueur. « Cette attaque, dit la *Relation allemande*, avait coûté de lourds sacrifices, qui, pour certains bataillons, *s'élevaient à plus du quart de l'effectif*..... Un grand nombre d'officiers étaient hors de combat[2]. »

A deux heures, l'ennemi était maître de la ville et du camp. Nos troupes, harcelées sans répit, cherchèrent alors une nouvelle position défensive sur les

1. Ce brave régiment s'était lancé sur la gauche de la Petite-Forêt, avait poussé jusqu'à 50 pas des pièces prussiennes, refoulé le 66ᵉ prussien, et ne s'était replié que devant des forces supérieures amenées de tous les points de la lisière des bois.

2. *La Guerre franco-allemande*, page 299.

hauteurs situées au nord de Beaumont, hauteurs qui auraient dû être occupées dès le début. La brigade Maussion s'y trouvait déjà, appuyant sa gauche à Sainte-Hélène ; à côté d'elle vinrent s'établir les débris des divisions Goze et Guyot de Lespart. Ce qui restait de la brigade de Fontanges, occupa la Harnoterie avec le 27e de ligne. L'artillerie se posta sur le « dos de terrain qui monte en pente douce de Beaumont vers Mouzon [1] ». Mais les batteries prussiennes étaient maintenant de beaucoup les plus fortes [2]. Au nombre de 14, elles avaient suivi le mouvement offensif de leur infanterie, et, postées depuis un instant sur les collines au sud de la ville, elles canonnaient à la fois et nos pièces et le camp de la brigade Maussion, et les troupes débandées qui fuyaient vers le nord.

Pendant ce temps, le combat d'infanterie subissait une accalmie forcée, sauf cependant du côté de Létanne, d'où le 66e prussien, poussant droit devant lui, réussissait à chasser les groupes français qui s'y étaient embusqués. Mais cet arrêt n'était que momentané ; l'entrée en ligne des Saxons et du Ier corps bavarois allait en effet, presque aussitôt, ranimer la lutte et donner à l'action une tournure décisive.

Entrée en ligne du XIIe corps et du Ier corps bavarois. — Malgré les ordres précis du prince de Saxe, les têtes de colonnes du XIIe corps n'avaient pu s'ébranler que fort tard. La route de Nouart à Beauclair, encombrée par les troupes du IVe corps, n'ayant été dégagée qu'à onze heures, c'est à ce moment seulement que la 24e division put se mettre en mouvement [3]. Elle s'engagea dans le chemin de Belle-Tour complètement impraticable, et dut changer de route ; après des difficultés de toute sorte, qui nécessitèrent la construction d'un pont improvisé, et le passage de la Wamme à gué, avec de l'eau jusqu'à mi-corps, elle put arriver, vers une heure et demie, derrière la droite du IVe corps. Presque en même temps, la 23e division arrivait par la route de Stenay et se portait sur la ferme de Beaulieu.

Nous avions encore, à ce moment, quelques tirailleurs du 68e embusqués dans le bouquet de bois situé au nord-est de la route ; ils furent aisément refoulés et six batteries purent alors prendre position, à cheval sur cette même route. Puis, quelques instants après, tout ce qui restait de l'artillerie saxonne, répondant à l'appel que venait de faire le général d'Alvensleben aux troupes voisines, se déployait sur la crête des Gloriettes, entraînant avec elle les pièces déjà en batterie. Aussitôt deux régiments saxons (100e et 108e) marchèrent sur Létanne, tandis que le reste de l'infanterie se déployait à l'ouest du ruisseau de la Wamme. C'était le moment où l'accalmie que nous avons signalée se produisait sur le front du IVe corps.

1. A. Duquet, *Frœschwiller*, *Châlons*, *Sedan*, page 311.

2. Néanmoins, les pertes des batteries qui se trouvaient en action depuis le début étaient considérables. Une seule d'entre elles avait perdu 3 officiers, 26 hommes et 31 chevaux.

3. La *Relation allemande* (page 1003) parle, sans détails d'ailleurs, *d'ordres ultérieurs*, qui, en faisant prendre à l'artillerie son rang dans les colonnes, retardèrent encore le départ. Il semble donc, d'après le peu de renseignements donnés par l'ouvrage officiel, que ce mouvement ne fut pas réglé avec la précision coutumière à l'état-major allemand.

Quant au Ier corps bavarois, il avait quitté ses cantonnements dès l'aube. Vers midi, l'avant-garde de la 2e division, venue par Imécourt, atteignait Sommauthe; la 1re division, retardée, elle aussi, par des convois cheminant sur sa route, n'atteignit cette ville qu'à deux heures et demie [1], amenant avec elle, en tête de colonne, toute l'artillerie du corps. La cavalerie avait signalé la présence du camp de Beaumont, ainsi que l'arrivée, vers la lisière du bois de Pont-Gérache, des têtes de colonnes du IVe corps. Vers midi et demi, le général van der Thann, entendant le canon, donna l'ordre à sa 2e division de marcher sur Beaumont, à la gauche des Prussiens, et lança en avant les deux batteries d'avant-garde qui, postées, une heure après, à l'ouest de la route de Sommanthe à Beaumont, criblèrent aussitôt de projectiles nos troupes en retraite. Au même moment, arrivait à leur hauteur le général Schumacker, commandant la 2e division, lequel, sur l'invitation du chef d'état-major du IVe corps, décida de porter son infanterie sur la Thibaudine, combinant ainsi une attaque de flanc avec celle que le IVe corps exécutait sur notre front.

Engagement de la division Conseil-Dumesnil près de Warniforêt. — Mais comme cette infanterie allait déboucher de la lisière nord du bois des Murets et aborder la ferme, elle aperçut tout à coup sur sa gauche une masse de troupes qui s'avançaient par la grande route de Stonne à Beaumont. C'était la division Conseil-Dumesnil, du 7e corps, qui, par une suite de circonstances déplorables, se trouvait, seule de son corps d'armée, englobée dans la lutte où se débattait, depuis près de deux heures, le 5e corps.

« Nous avons dit que le convoi et les bagages du 7e corps, sous la garde de cette division, avaient été dirigés dès le matin sur la Besace; qu'après le départ du maréchal de Mac-Mahon, le lieutenant-colonel Davenet avait été envoyé au général Conseil-Dumesnil, pour lui transmettre l'ordre d'accélérer le mouvement de sa colonne, de la diriger sur Yoncq, et de là sur Mouzon. Or, le général Conseil, rencontré par le maréchal qui allait à Beaumont, avait déjà reçu de lui cet ordre. N'ayant pas encore pris, à ce moment, le chemin de la Besace, il avait préféré laisser ce village sur sa gauche, et poursuivre sa marche sur la route de Beaumont jusqu'à Warniforêt. Là, il avait tourné à gauche et s'était engagé avec sa 2e brigade et une partie de son convoi sur la route de Yoncq à Villers.

« Par fatalité, le jalonneur, laissé par la 2e brigade au changement de direction, ayant disparu, la tête de colonne de la Ire brigade continua sur Beaumont.

« Elle avait dépassé Warniforêt de quelques centaines de mètres, lorsque le colonel Davenet arriva. S'apercevant de l'erreur, il courut à la tête de colonne pour l'arrêter. Il venait de l'atteindre, quand éclata sur sa droite une terrible fusillade. C'était la 1re division du Ier bavarois [2] qui débouchait des bois sur la route de Warniforêt à Beaumont.

« Surpris pendant cette marche de flanc, le 3e et le 21e de ligne avaient fait

1. Elle avait pris par Thénorgues et Bar.
2. Non pas la 1re division, mais la 2e, comme on l'a vu plus haut.



Le 88me Régiment de ligne défendant le bois de Givodeau.

tête à l'attaque pour donner à la queue du convoi le temps d'échapper ; mais nos régiments, trop faibles en face d'un ennemi supérieur, à découvert contre un ennemi abrité par les bois, furent refoulés et finirent par se débander, malgré la mâle énergie des généraux de Bretteville et Morand [1], tous deux blessés, ce dernier mortellement.

« Sur la demande instante du lieutenant-colonel Davenet, une batterie d'artillerie (batterie Léon) avait été envoyée pour soutenir notre 1re brigade ; elle s'était battue avec une grande bravoure, mais, arrivée trop tard, elle avait été accablée et avait perdu deux pièces ; un grand nombre de nos soldats furent faits prisonniers ; ceux qui avaient échappé accouraient en ce moment sur la route de Yoncq à Raucourt.

« Parmi ceux-ci comme parmi ceux-là, quelques-uns s'étaient mal battus ou ne s'étaient pas battus : c'étaient les soldats des bataillons de marche, versés dans nos régiments avant notre départ de Reims.

« Quant au général Conseil-Dumesnil, il avait continué son mouvement sur Villers et avait pu y franchir la Meuse, vers deux heures et demie, sans être inquiété [2]. »

Toutefois, à hauteur de Yoncq, une ligne de bataille parvint à se reformer, et à arrêter par ses feux les progrès des Bavarois. Les débris de la malheureuse brigade Morand purent alors se dérober, et gagner Raucourt. Mais la route de Stonne à Beaumont était occupée par l'ennemi, et la Thibaudine tombait ainsi entre leurs mains.

II. — Continuation de la bataille au nord de Beaumont.

Cependant l'artillerie allemande, qui s'était avancée par échelons, couronnait maintenant *les Gloriettes* et la série de hauteurs qui s'étend au sud de Beaumont. Il y avait là 25 batteries, dont le feu ininterrompu avait presque éteint celui de nos pièces [3]. Sous leur puissante protection, et grâce au point d'appui de la Thibaudine, la 2e division bavaroise se porta sur la Harnoterie, occupée, nous l'avons vu, par les débris de la brigade de Fontanges, tandis que la Ire division, enfin arrivée, marchait par la forêt de Sommauthe sur la Besace qu'elle atteignait vers quatre heures. Le prince royal de Saxe, investi de la direction de la bataille, s'était transporté, à trois heures trois quarts, avec son état-major, à Beaumont.

A ce moment, le IVe corps, ayant dépassé la ville, gravissait les hauteurs du nord pour s'y déployer ; le XIIe débouchait de Létanne, dans un terrain où il se trouvait assez gêné par la Meuse ; les Bavarois débordaient presque l'aile droite du 5e corps français. Le prince de Saxe se demanda alors s'il ne serait pas possible

1. Fils de l'illustre général Morand, un des trois glorieux divisionnaires du maréchal Davout, et l'auteur célèbre de *l'Armée selon la Charte*.

2. Prince Bibesco, *loc. cit.*, pages 106 et suivantes.

3. Nous n'avions que 18 pièces et 12 mitrailleuses, qui réussirent par une grande mobilité à empêcher longtemps le tir de l'ennemi de se régler d'une façon trop précise.

de couper celui-ci de la Meuse ; mais comme on apercevait de fortes masses entre Mouzon et Carignan (c'était le 12e corps), il envoya au préalable l'ordre à la 12e division de cavalerie de battre l'estrade de ce côté, tandis qu'un officier de son état-major partait en reconnaissance pour voir ce qu'il était possible de tenter.

La position de nos troupes commençait à devenir intenable. Les batteries de mitrailleuses se retirèrent les premières, en très piteux état ; puis l'infanterie alla se poster entre Yoncq et la Sartelle, avec les batteries encore en état de tirer, et l'artillerie de réserve [1]. Là, nos troupes tinrent bon pendant une grande heure, et ripostèrent avec beaucoup d'énergie au feu violent des pièces allemandes. Une batterie de mitrailleuses de la division de Lespart, placée au-dessus d'Yoncq, réussit même à jeter du flottement dans les têtes de colonnes du IVe corps qui débouchaient de Beaumont. Mais nous n'avions plus assez de monde pour interdire à l'ennemi de reprendre une offensive à laquelle il était décidé.

Bientôt on vit la 7e division prussienne se déployer sur deux lignes, au nord de Beaumont ; en tête marchaient deux bataillons, déployés en lignes de colonnes de compagnie et suivis d'un troisième ; en queue suivaient deux bataillons et demi. Cette troupe d'attaque, formée par la 13e brigade, appuyait sa gauche à la route de Mouzon. Elle était elle-même suivie par la 14e brigade, également sur deux lignes. La 8e division était massée au sud de la Harnoterie, qu'un de ses régiments venait d'occuper.

Le général de Failly ne crut pas pouvoir subir cet assaut, combiné d'ailleurs avec le mouvement des troupes saxonnes et bavaroises qui cheminaient à droite et à gauche, et il fit reprendre la marche en retraite sur Mouzon. Laissant au 88e, commandé par le lieutenant-colonel Demange, le soin de couvrir son mouvement en défendant énergiquement le bois Givodeau, il partagea son corps d'armée en deux colonnes qui cheminèrent à droite et à gauche de ce bois, et se replièrent vers le nord, sous la protection des batteries de la réserve.

Alors se produisit un fait assez bizarre. Quand celles-ci, le mouvement terminé, se mirent en devoir de disparaître à leur tour, les Prussiens, gênés par la configuration du terrain ainsi que par les taillis du bois Givodeau, perdirent complètement de vue nos colonnes. Sur la gauche, le canon du Ier corps bavarois, qui venait de se lancer dans la direction de Raucourt pour talonner les arrière-gardes du 7e corps, semblait indiquer que l'action reprenait de ce côté. Devant soi, on n'avait plus rien, et on ne savait si les troupes du général de Failly s'étaient dérobées vers le nord ou vers l'ouest. Le commandant du IVe corps prussien comprit qu'il était de toute nécessité de reprendre le contact, si inopinément perdu, et donna l'ordre aux régiments de cavalerie massés à l'ouest de Beaumont de se porter vers les coteaux d'Yoncq ; en même temps, la 7e division était dirigée en hâte sur la ferme de la Sartelle, tandis que la 8e, passant entre la route de Mouzon et la Harnoterie, marchait vers le nord-ouest.

1. Une pièce, dont l'avant-train avait sauté, dut être abandonnée au sud du bois du Fays, et fut capturée par l'ennemi.

Mais à peine avaient-ils entamé leur mouvement, que les régiments de cavalerie allemande (12e hussards, 7e dragons et un escadron saxon) se trouvaient exposés au feu de trois batteries de la réserve (capitaine Macé, Deshautchamps et de Teyssières) qui étaient encore sur les hauteurs à l'est d'Yoncq (cote 295) avec quelques détachements d'infanterie. Ils durent s'arrêter, ainsi que l'infanterie qui les suivait, et sur laquelle pleuvaient à la fois les obus et les balles partant de la lisière sud du bois Givaudeau. Cette ferme attitude de l'arrière-garde permit au général de Failly de remettre un peu d'ordre dans les troupes débandées, et de leur faire prendre une troisième position entre le mont de Brune et les collines au nord de Villemontry.

A ce moment d'ailleurs, un secours inattendu lui arrivait. Le général Lebrun, dont le corps d'armée avait, on s'en souvient, franchi la Meuse dès la veille et occupait les abords *est* de Mouzon, avait entendu le fracas de la canonnade et jugé immédiatement de la gravité des choses. En conséquence, il prit sur lui de diriger la division Grandchamp, accompagnée de toute la cavalerie du général de Salignac-Fénelon, sur la rive gauche, et donna l'ordre à l'infanterie de prendre position sur les hauteurs situées au sud de Mouzon, entre le ruisseau d'Yoncq et la route de Beaumont [1]. En même temps, la division Lacretelle venait, avec deux batteries, se poster sur la lisière ouest des bois des Flaviers et de l'Alma, d'où elle dirigeait sur la 13e brigade, en marche entre la Meuse et la route de Mouzon, « un tir de flanc très efficace [2] ». La situation du 5e corps était donc un peu moins mauvaise, et l'on pouvait espérer encore contenir l'ennemi jusqu'à la nuit.

Cinq heures venaient de sonner. Après une résistance opiniâtre, le 11e avait dû abandonner le bois Givodeau et se replier sur la ferme du même nom, formant ainsi la droite du 5e corps, établi maintenant sur les hauteurs au nord de Villemontry. La brigade Courson de la Villeneuve (du 12e corps) occupait le mont de Brune, et la brigade de cuirassiers de Béville était massée en arrière, contre le faubourg de Mouzon. Mais notre infanterie, poursuivie de position en position depuis près de cinq heures, n'avait presque plus de cohésion ; notre artillerie, aux trois quarts démontée, commençait à manquer de pièces et de munitions. Cette situation précaire n'échappa pas à l'ennemi, qui avait pu reprendre le contact, et le décida à mettre en action des forces trop supérieures pour que nous pussions leur résister longtemps.

La 13e brigade prussienne, s'élançant contre le bois Givodeau, refoule les quelques défenseurs que nous y avons encore, s'empare de la Sartelle et pénètre dans les taillis ; mais elle est obligée de s'égrener dans les fourrés très épais, et, quand elle veut déboucher, ses efforts décousus échouent devant le feu nourri qui part des hauteurs dominantes, ainsi que de la rive droite de la Meuse. Elle est

1. Malheureusement le maréchal, préoccupé surtout de hâter le passage de la Meuse et se méprenant sur l'importance de l'affaire de Beaumont, arriva au pont au moment où la brigade Cambriels allait le franchir, et lui donna l'ordre de rétrograder. En sorte que, seules, la brigade de la Villeneuve et la brigade Béville marchèrent, avec 3 batteries, pour recueillir le 5e corps. Ce n'était pas assez.

2. *La Guerre franco-allemande*, page 1019.

repoussée avec de grosses pertes [1], et doit se borner pour le moment à conserver les bois. En même temps, la 14e brigade se dirigeait sur le mamelon 295, et la 8e division, ayant dépassé la Harnoterie, s'avançait en arrière, en soutien. Nous verrons tout à l'heure le résultat de ces mouvements; occupons-nous maintenant du corps saxon, qui joignait depuis quelque temps déjà ses efforts à ceux du IVe corps.

La 45e brigade (saxonne) avait été chargée de prolonger, le long de la Meuse, le mouvement de la 13e, et la 46e la suivait, ayant encore derrière elle la 24e division. L'espace dont disposait le prince Georges de Saxe était tellement restreint qu'il ne pouvait parvenir à déployer son monde; ses troupes massées ne prenaient donc pour ainsi dire point part à l'action qui se prolongeait au nord de Beaumont. Cependant, vers quatre heures et demie, le général d'Alvensleben fit demander aux Saxons un concours plus actif, tandis que le commandant en chef de l'armée de la Meuse leur ordonnait de couper de Mouzon, si c'était possible, les débris du 5e corps français. La 45e brigade essaya donc de se glisser dans la vallée, et de longer le fleuve pour déborder notre gauche; mais sa longue colonne, prise en tête par les feux des hauteurs de Villemontry, en flanc par ceux de la division Lacretelle, n'avançait qu'au prix de grosses difficultés et très lentement. Il fallut amener sept batteries, qui couronnèrent le mamelon de Sainte-Hélène, et, grâce à leur protection, les régiments saxons purent arriver à hauteur des troupes prussiennes blotties sur la lisière nord du bois Givodeau. Manquant toujours autant d'espace pour se déployer, ils se mélangèrent en une indescriptible cohue, et demeurèrent impuissants à provoquer la reprise qu'on espérait du mouvement offensif. « Le commandant de la 23e division, général-major de Montbé, et le chef de la 13e brigade, qui étaient tous deux à la Sartelle, ne se dissimulaient pas qu'en présence des fortes positions occupées par l'adversaire et des obstacles apportés au déploiement par la configuration du terrain, une plus grande accumulation de troupes dans la forêt, loin d'amener une solution favorable, ne pourrait au contraire qu'accroître encore le désordre; ils décidaient donc, d'un commun accord, de se borner à l'occupation du bois, et de rallier aux abords de la Sartelle tous les groupes disséminés sous le couvert [2]. » Le mouvement des Saxons était, en conséquence, suspendu.

Là ne se borna pas cependant la part prise par eux à cette douloureuse journée. Le prince Georges de Saxe avait eu, en effet, quelques instants auparavant, l'intention de jeter sur la rive droite de la Meuse toute la 24e division, qu'il ne savait comment utiliser, pour l'employer contre les troupes françaises dont la présence lui était signalée aux environs d'Autréville. L'heure avancée et l'éloignement du pont de Pouilly lui firent renoncer à ce projet; mais il donna l'ordre, vers trois heures, à la 12e division de cavalerie, massée au nord-est de la forêt de Dieulet, d'envoyer le 18e uhlans en reconnaissance sur la rive droite. Puis, dès que

1. Le colonel du 66e prussien, blessé déjà à l'attaque de Beaumont, venait d'être tué.
2. *La Guerre franco-allemande*, page 1026.

celui-ci eut signalé les positions du 12e corps, il le fit renforcer par le 2e régiment de cavalerie, et bientôt, sur l'ordre du prince royal de Saxe que nous avons relaté plus haut (voir page 499), par le reste de la 12e division de cavalerie, avec sa batterie à cheval. Celle-ci essaya de canonner nos positions d'Autreville, sans grand succès, et vers sept heures et demie du soir, la cavalerie saxonne, qui avait esquissé un mouvement offensif, vint se masser tout entière à Pouilly, d'où elle lança quelques patrouilles sur la route de Carignan.

Cet incident n'exerça d'ailleurs aucune influence sur les péripéties de la lutte engagée sur la rive gauche de la Meuse. A l'heure où il avait lieu, les efforts des troupes allemandes contre notre gauche étaient complètement paralysés, et le prince royal de Saxe était obligé de renoncer à son projet de nous couper de Mouzon. Malheureusement la situation n'était pas la même du côté du mont de Brune, et là, l'ennemi remportait des avantages qui devaient décider du sort de la journée.

Nous avons vu plus haut que la 14e brigade prussienne s'était dirigée sur le mamelon 295. Bientôt rejointe par la 8e division, elle avait formé avec celle-ci une ligne épaisse, scindée en deux colonnes, l'une, celle de gauche, forte de sept bataillons, l'autre, celle de droite, en comptant quatre ; entre ces deux colonnes marchait l'artillerie ; derrière suivaient un détachement de la 2e division bavaroise, fort de 4 bataillons, 2 escadrons et 2 batteries [1]. Les corps de tête se portèrent à l'assaut du mamelon 295, où se trouvaient encore quelques pièces avec un soutien d'infanterie, et l'enlevèrent sans grande peine ; « deux pièces, qui avaient continué à tirer jusqu'au dernier moment, furent capturées, malgré les efforts de l'infanterie de soutien [2]. » Une fois maîtres de cette position, les Prussiens lancèrent à la poursuite des nôtres le 93e régiment (d'Anhalt-Dessau); 10 bouches à feu françaises (6 canons et 4 mitrailleuses) tombèrent encore aux mains de l'ennemi, les unes renversées et abandonnées, les autres défendues jusqu'à la mort par leurs servants, et des feux de salves meurtriers accompagnèrent jusqu'au mont de Brune les survivants de cette lutte désespérée. En même temps, un autre régiment prussien se précipitait sur la fonderie de Grésil, en chassait les rares défenseurs, et s'emparait encore d'un canon. Nous n'avions plus là en effet, le gros du 5e corps s'étant retiré plus au nord, que de faibles soutiens d'artillerie, trop peu nombreux pour résister aux mouvements enveloppants que dessinaient successivement les énormes masses allemandes accumulées de ce côté.

Débarrassés de notre artillerie, les Prussiens se hâtèrent de faire avancer la leur. Le mamelon 295 fut bientôt garni de 5 batteries qui prirent pour objectif nos malheureux fantassins reculant en désordre, et nos pièces établies sur le mont de Brune. Puis ils se mirent en devoir d'attaquer celui-ci. Dirigeant le 27e régi-

1. Sur l'instante demande du commandant du IVe corps, le général van der Thann, qui dirigeait tout son corps d'armée vers la Besace et Roncourt, avait cependant envoyé vers Yoncq un détachement composé comme il est dit ci-dessus, avec ordre de se mettre à la disposition du général d'Alvensleben.

2. *La Guerre franco-allemande*, page 1029.

ment par la route de Mouzon et le 93ᵉ droit sur la face sud-est de notre position, le général de Zychlinski lance ses troupes à l'assaut, sous la protection d'une batterie qui s'est avancée à l'est de Grésil. Le mont de Brune était, on le sait, occupé par la brigade de Villeneuve, gênée dans son déploiement par l'exiguïté du terrain, par le tir des pièces allemandes postées sur le mamelon 295, et par les tentatives faites par la 13ᵉ brigade prussienne pour déboucher du bois Givodeau. Une de nos batteries, postée sur la crête sud du plateau, essaya de mitrailler les assaillants ; elle est enlevée brusquement tout entière, avant que ses soutiens aient pu la secourir et malgré le dévouement d'un escadron de la division Brahaut, que le feu de l'infanterie ennemie fait reculer presque aussitôt. Quatre autres pièces (dont 2 mitrailleuses) qui enfilaient la voie romaine sont capturées, tout attelées, un moment après, et les défenseurs du mont de Brune, assaillis de toutes parts, refluent en désordre sur la voie romaine, en proie à une sorte de panique qui montre bien à quel point était déprimé le moral de cette malheureuse armée.

Cependant, le général Lebrun, voyant la position absolument désespérée du 5ᵉ corps, avait fait repasser sur la rive gauche de la Meuse la brigade Cambriels, déjà renvoyée une première fois par le maréchal. Cette brigade s'avançait a la rencontre des masses prussiennes, qui s'étaient postées à cheval sur la voie romaine, à l'est du mont de Brune, et venaient d'ouvrir sur elle un feu nourri, quand tout à coup celles-ci virent apparaître sur leur gauche des escadrons de cuirassiers, qui semblaient se préparer à charger.

Charge du 5ᵉ cuirassiers. — On se rappelle, en effet, que la brigade de Béville était restée massée devant le faubourg de Mouzon, attendant l'occasion d'intervenir. Voyant notre aile droite presque enfoncée, le général de Failly demanda à cette brigade de charger, pour sauver l'infanterie, et adressa d'abord sa requête au colonel du 6ᵉ cuirassiers, qui était le plus rapproché de la route. Mais cet officier supérieur répondit qu'il ne s'engagerait que sur un ordre de son chef direct, lequel n'était pas là en ce moment. Immédiatement, et sans nouvelle injonction, le colonel de Contenson, du 5ᵉ cuirassiers, se mit à la tête de ses escadrons, et les jeta à toute bride, avec une audace magnifique, sur le flanc gauche de l'ennemi, formé par le 27ᵉ prussien.

« Les escadrons français arrivent jusque sur l'infanterie ; mais un feu à volonté, éclatant alors à bout portant, cause dans leurs rangs d'effroyables ravages. Le colonel de Contenson et son cheval tombent mortellement frappés à quinze pas de la ligne de tirailleurs ; plusieurs autres officiers sont également tués ou blessés. Ceux de ces braves cavaliers qui sont encore debout poursuivent cependant la charge, mais les fusiliers qui les attendent de pied ferme en ont facilement raison. Un sous-officier français s'était jeté sur le capitaine Helmuth et luttait avec lui en combat singulier jusqu'à ce qu'il tombât enfin sous les balles et les baïonnettes [1]. »

1. *La Guerre franco-allemande*, page 1035.

Ce brave sous-officier se nommait Cornuéjouls.

La charge héroïque du 5e cuirassiers coûtait 4 officiers tués : le colonel, le lieutenant-colonel, un chef d'escadrons [1] et un lieutenant; 7 officiers blessés; 11 sous-officiers et 90 hommes hors de combat. Les débris des escadrons refoulés vers la Meuse essayèrent de gagner les ponts et les gués; ceux-ci étaient déjà encombrés par le 5e corps. Les cavaliers se jetèrent à la nage, mais le courant, qui était très fort, les entraîna, en sorte que beaucoup d'hommes et de chevaux furent noyés, sans qu'il ait été possible de leur porter secours. Quant aux Prussiens, ils ne comptaient que quelques hommes légèrement contusionnés, par ceux des chevaux qui étaient arrivés jusque sur les rangs.

III. — Attaque de Mouzon et fin de la bataille.

Les débris du 5e corps se précipitaient maintenant en désordre vers le pont de Mouzon, sous la protection de la brigade Courson de la Villeneuve, qui continuait à lutter. Mais déjà le reste de la 8e division prussienne, renforcé de deux bataillons du régiment d'Anhalt et du détachement bavarois, était arrivé à hauteur du mont de Brune. Débordant cette hauteur par l'ouest, toutes ces forces descendirent la vallée de l'Yoncq, firent ouvrir le feu par les deux batteries bavaroises sur des fractions de nos troupes qui essayaient de gagner par Autrecourt le pont jeté au sud de Villers, rendirent celui-ci inabordable, et coupèrent en deux tronçons cette bande désorganisée. Une partie poursuivit sur Villers sa route affolée, l'autre rétrograda sur Mouzon et se blottit derrière des voitures parquées sur la route de Rouffy, entre le moulin et le faubourg.

Un peu après six heures, toute l'infanterie allemande de l'aile gauche reprit l'offensive, que quinze batteries, arrivées successivement en ligne, appuyaient de leur feu. Gagnant du terrain vers le nord, grâce au nombre de bataillons qu'elle pouvait mettre en ligne, cette infanterie atteignit presque aussitôt par sa gauche Rouffy, captura un convoi abandonné dont une partie avait été précipitée dans la Meuse, et une caisse de l'armée contenant 18,000 francs. Cependant nos bataillons décimés, acculés à la Meuse sans possibilité de la franchir, trouvaient dans leur situation désespérée un regain d'énergie. Des abords du moulin Ponçay, du parc de voitures, partait une fusillade meurtrière, qui creusait dans les rangs allemands d'énormes vides, encore élargis par les obus lancés de la rive droite. Il fallut près d'une heure de lutte acharnée pour que l'ennemi se rendît maître de ces deux points, et réussît à atteindre la Meuse. Sur la rive, encombrée d'hommes qui cherchaient le salut dans le fleuve et y trouvèrent presque tous la mort, il capturait encore trois canons abandonnés...

Pendant ce temps, les troupes prussiennes marchant sur la voie romaine avaient abordé le faubourg de Mouzon. Là se trouvaient, dans les maisons qui bordent la

1. Colonel de Contenson, lieutenant-colonel Assant, commandant Brincourt.



1. Grand-Duc de Mecklembourg. — 2. Général de Goben. — 3. Général de Fabrice.
4. Général de Kirchbach.

route, deux bataillons du 30e de ligne[1] (commandants Lamy et de Lamarcodie), ainsi que quelques groupes du 22e[2]. Derrière, dans la grande rue qui aboutit à la Meuse, ce n'était que désordre, pêle-mêle et déroute. La brigade Courson de la Villeneuve, les cuirassiers de la brigade de Béville, l'artillerie de réserve du 12e corps, les débris du 5e se heurtaient, se bousculaient, s'écrasaient, et dans la masse confuse s'abattaient en sifflant les projectiles allemands... Des chevaux éventrés encombraient la route, et il fallait abandonner les pièces privées d'attelages. Les cadavres s'entassaient dans la boue sanglante, et la nuit qui tombait ajoutait son horreur à l'horreur du tableau...

Les braves gens qui tenaient le faubourg comprirent la portée de leur dévouement et de leur sacrifice. Encouragés par l'exemple des généraux de Failly, l'Abadie d'Aydren, Abbatucci, qui payaient de leur personne en simples soldats, ils tinrent tête jusqu'à complet épuisement au flot sans cesse grossissant de l'ennemi. Le général de Failly venait d'avoir son cheval tué sous lui; le maréchal des logis Largentier, du 5e hussards, lui donna le sien. On réunit les quelques pièces encore en état de tirer, tandis que, sur la rive droite, le maréchal en personne faisait mettre en batterie ce qui restait de l'artillerie de réserve, et on tint bon, pour permettre l'écoulement, par le pont, de la masse humaine qui s'agitait confusément dans la grande rue. Les batteries, qui n'avaient plus de munitions, essayèrent les premières de franchir la rivière au moyen du gué; elles y heurtèrent les débris du 5e cuirassiers, perdirent six pièces et presque un tiers de leurs chevaux. Le capitaine d'artillerie de Tessières, resté avec une seule pièce, sans hommes ni chevaux, servit sa pièce tout seul, et tira à mitraille tant qu'il eut une gargousse. A sept heures du soir, malgré tant d'héroïsme, les assaillants, débouchant de deux directions, s'emparèrent de l'église et du cimetière. Presque au même instant, un détachement jeté vers le sud, à travers les jardins du faubourg, s'emparait, après avoir enlevé maison par maison, du pont lui-même, sur lequel passaient en ce moment les derniers retardataires, protégés par une batterie de mitrailleuses qui en défendait l'entrée. Les Allemands étaient maîtres de toute la rive gauche, mais quand ils voulurent lancer à leur tour quelques troupes dans la ville même, une violente fusillade les obligea à rétrograder.

Tandis que ces événements désastreux se produisaient à l'ouest de Mouzon, les fractions isolées qui tenaient encore au nord de Villemontry avaient été obligées de se replier aussi vers le faubourg de Mouzon. On se souvient que, de ce côté, la 13e brigade prussienne et les Saxons avaient longtemps été tenus en échec à la lisière nord du bois Givaudeau. Mais, une fois le mont de Brune tombé au pouvoir de l'aile gauche du IVe corps, les derniers défenseurs des hauteurs de Villemontry, assaillis à la fois de front et de flanc, durent abandonner leurs positions. La ferme Givaudeau, dernier point d'appui de la résistance, fut abandonnée, et tandis que les bataillons éparpillés se précipitaient en désordre vers le pont de Mouzon, l'ennemi

1. De la brigade de Fontanges.
2. De la brigade Cambriels.

victorieux s'arrêtait aux abords de la ferme, sûr de n'avoir plus maintenant de nouvelle lutte à soutenir.

Il était sept heures passées. La bataille, engagée si malheureusement pour nous, finissait par un désastre. Le 5e corps était entièrement désorganisé ; le 7e, fortement ébranlé, errait encore dans l'angoisse et le désordre. L'armée de Châlons, entamée et déjà en proie aux affres de la défaite, s'éparpillait sur les deux rives du fleuve qu'elle n'avait pas pu mettre assez tôt entre elle et son redoutable ennemi. Cependant un dernier épiscde allait servir d'épilogue à cette journée fatale, et montrer que, dans nos rangs, restaient encore assez de gens de cœur pour laver la souillure que tant de négligence venait d'infliger au drapeau.

Passage de vive force du pont de Mouzon par des débris du 88e de ligne. — Le 88e de ligne, de la brigade Maussion, avait été engagé depuis la prise de Beaumont. Après avoir vu son chef, le colonel Courty, tomber mortellement blessé, il s'était porté à la ferme Givaudeau, sous les ordres du lieutenant-colonel Demange, dans un ordre parfait et un silence qui témoignaient de la valeur de ses soldats. Longtemps il défendit cette ferme avec le plus grand courage ; mais, le soir, il fut, lui aussi, obligé de reculer sous la poussée de forces supérieures, et se dirigea, à la nuit close, sur le pont de Mouzon. Une partie seulement de ses survivants put franchir la rivière ; le reste, 223 officiers, sous-officiers et soldats, auxquels s'étaient ralliés quelques hommes égarés des 27e, 97e et 4e bataillon de chasseurs, avec le lieutenant-colonel Demange, arriva trop tard, et se trouva coupé du reste de l'armée. Demange ramena alors tout son monde à la ferme, que les Prussiens n'occupaient pas, et décida que plutôt que de se rendre, on tenterait de s'ouvrir un passage les armes à la main.

A minuit, il quittait la ferme et s'approchait du pont pour la seconde fois ; puis, s'étant assuré que Mouzon était toujours occupé par nous, il donnait ses instructions et fractionnait sa petite troupe, de façon à agir sur plusieurs points à la fois. Une heure avant le jour, il se mettait à la tête du détachement, ayant à côté de lui le commandant Escarfail, le capitaine-adjudant-major Lordon et le lieutenant Kelberger, et se dirigeait vers le faubourg.

« La compagnie prussienne de grand'garde est surprise, refoulée, et le bataillon[1] auquel elle appartient doit entrer tout entier en ligne. Déjà l'héroïque Demange est tombé grièvement blessé. Il se fait placer sur le bord de la route. — « En avant ! « s'écrie-t-il, ne vous occupez pas de moi ! » (*Historique du 88e de ligne.*) L'impétueuse colonne continue sa course sous la fusillade, et, suivie de près, arrive au pont qui est barricadé[2]. »

« On escalade comme on peut cet obstacle, et l'on se trouve enfin au milieu des Français !!!... On se compte alors, et l'on vérifie que 90 seulement ont pu passer ; le reste est tué, blessé, noyé ou prisonnier[3]. »

1. Du 27e (2e régiment d'infanterie de Magdebourg).
2. Colonel Canonge, *loc. cit.*, page 201.
3. *Historique du 88e de ligne.*

Le lieutenant-colonel Demange, amputé de la cuisse, mourut le 12 septembre à l'hôpital de Mouzon. Son corps fut transporté à Bar-le-Duc et inhumé avec tout le respect que méritait sa valeur. Le lieutenant Kelberger avait été tué à l'entrée du faubourg. Quant aux deux autres officiers, ils avaient pu réussir à passer.

IV. — La soirée du 30 août.

Retraite de l'armée française sur Sedan. — Telle fut cette funeste bataille, véritable prologue du drame plus sanglant encore qui se préparait. Il nous reste, pour en terminer le récit douloureux, à suivre nos corps dans leur retraite, dont la confusion et les péripéties lamentables ne pouvaient déjà laisser subsister aucun doute sur le sort réservé à la tentative que, dans la trop grande loyauté d'une âme chevaleresque, le maréchal de Mac-Mahon avait cru pouvoir poursuivre jusqu'au bout.

1er corps et division Margueritte. — Après avoir installé ses divisions comme il a été dit plus haut, le général Ducrot avait gagné Carignan, où il devait coucher. A peine arrivait-il que le capitaine Bossan, de l'état-major général, venait de la part du maréchal lui apporter l'ordre de couvrir la retraite, qui s'opérerait soit par Douzy, soit par Carignan. « Je ne peux savoir encore ce que je ferai, disait le commandant en chef. *Dans tous les cas, que l'Empereur parte au plus vite pour Sedan.* »

Mais lorsque le général communiqua au souverain ce vœu si impérativement formulé, il se heurta à une résistance marquée. L'Empereur, qui ne connaissait des positions de l'armée que celles du 1er corps, et les trouvait superbes, ne voulait pas ajouter foi au désastre dont on lui communiquait la nouvelle[1]; sa douleur était telle qu'il ne pouvait prendre aucune détermination, et que son unique pensée pour le moment était de ne pas abandonner l'armée. Dans la soirée cependant, il comprit que sa présence pouvait être une gêne et entraver le libre arbitre du général Ducrot. Il monta en chemin de fer, et arriva à Sedan à onze heures. De la gare, il gagna immédiatement la sous-préfecture où rien n'était préparé pour le recevoir, et assista, l'œil morne et les traits ravagés par la souffrance, fantôme vivant d'une splendeur évanouie, aux préparatifs hâtifs de son installation. « On proposa alors à Sa Majesté de continuer sa route jusqu'à Mézières, où sa personne eût été hors des atteintes de l'ennemi, et d'où, à la tête du 13e corps aux ordres du général Vinoy, il pouvait rétrograder sur Paris. Mais il s'y refusa ; il n'avait pas voulu gêner les plans des généraux en chef; il ne voulut pas non plus porter le découragement dans l'armée par son départ à l'heure suprême de la lutte; il entendait partager les dangers et le sort de l'armée[2]. »

1. A cinq heures trente, au moment même où le 5e corps refluait en désordre sur Mouzon, il télégraphiait à l'Impératrice : « *Il y a encore eu un petit engagement aujourd'hui, sans grande importance, et je suis resté à cheval assez longtemps.* »

2. Général Pajol, aide de camp de l'Empereur, *Relation de la bataille de Sedan.*

Après son entrevue avec l'Empereur, le général Ducrot attendit de nouveaux ordres; mais estimant, non sans raison, que la seule chance de salut était la retraite sur Mézières, et pensant recevoir bientôt des instructions dans ce sens, il fit au préalable filer ses convois vers Givonne et Illy.

Sur ces entrefaites, le maréchal était parti de Mouzon, dans la soirée, avec le 12e corps et ce qui restait du 5e. Rencontrant près du pont de Douzy les deux divisions Wolff et L'Hériller, laissées là par le général Ducrot, il leur donna directement l'ordre de se porter sur Sedan; en sorte que, de toute l'armée, les deux divisions Pellé et de Lartigue restèrent seules, pendant la nuit du 30 au 31, campées près de la Chiers, à Carignan.

La division Margueritte avait été, on se le rappelle, dirigée dans la journée sur Autreville, pour observer les mouvements de la cavalerie saxonne, jetée sur la rive droite par le commandant de l'armée de la Meuse. Le soir venu, elle se replia sur Blagny[1], pour y bivouaquer. Mais là, le général Margueritte reçut un pli du maréchal qui lui recommandait de couvrir la retraite de l'armée, en « laissant à son expérience l'exécution de cette opération délicate ». Le général allait donc prendre ses dispositions en conséquence, quand le commandant du 1er corps, le trouvant *trop en l'air*, « lui écrivit en lui conseillant de repasser sur la rive droite de la Chiers, et de venir de l'autre côté de Carignan, pour marcher le lendemain sur Sedan, parallèlement à lui. Ainsi fit le général Margueritte[2]. »

Cette division de cavalerie, ainsi que les troupes des généraux Pellé et de Lartigue, ne rejoignirent Sedan que dans la journée du 31.

5e et 12e corps. — Les débris du 5e corps, sauf quelques égarés restés sur la rive gauche et qui gagnèrent Sedan par Villers et Rémilly, avaient franchi la Meuse pêle-mêle avec les fractions du 12e corps envoyées à leur secours. Le désordre était indescriptible; cette cohue d'hommes brisés de fatigues, d'émotions et de faim, se ruait au hasard, sans direction comme sans discipline, sur la route qui conduit de Mouzon à Douzy. Le général de Wimpfen, arrivé de Paris le jour même pour prendre le commandement du 5e corps, venait d'atteindre Amblimont, quand il vit arriver cette foule affolée, roulant au milieu des voitures, des équipages et des convois. Il s'efforça de l'arrêter, et avec l'aide du général Conseil-Dumesnil, qui venait avec sa division de franchir la Meuse à Villers, il put grouper autour de lui une force assez sérieuse, à laquelle il fit d'abord distribuer quelques caisses de biscuit prises dans les voitures qui passaient[3]. Puis, sur l'ordre du maréchal, il prit la direction de Sedan, au milieu d'un encombrement dont il est difficile de se faire une idée[4]. A une heure du matin, il pénétrait dans la ville, où le suivaient, par groupes épars, les restes des deux corps d'armée privés de toute cohésion et

1. A 2 kilomètres au sud de Carignan, sur la Chiers.

2. Prince Bibesco, *loc. cit.*, page 121.

3. Un officier d'administration, nommé Luciani, avait réussi à grouper quelques centaines d'hommes, et les amena à peu près en ordre au général de Wimpfen.

4. Le 17e de ligne, de la brigade Abbatucci, avait réussi, au moment où les troupes se retiraient de Villemontry sur Mouzon, à trouver un gué et à gagner Mouzon par la rive droite.

de tout vestige d'organisation. Le 5ᵉ corps fut dirigé sur le *Vieux-Camp;* le 12ᵉ n'atteignit Bazeilles qu'aux premières lueurs de l'aube, le 31.

7ᵉ corps et division de Bonnemains. — Ici nous allons nous borner à transcrire textuellement l'émouvant récit d'un témoin oculaire, le prince Bibesco. Nous nous ferions scrupule d'altérer en quoi que ce soit ce tableau si vivant et si douloureux, tracé par la plume d'un ami de la France qui est resté fidèle à ses affections jusque dans le malheur.

Le général Douay, poursuivant vers Villers la marche dont il a été question ci-dessus, venait d'arriver à Raucourt, quand il vit apparaître, sur le chemin de Yoncq, des bandes de blessés et de fuyards appartenant à la division Conseil-Dumesnil. C'était après que cette division se fût heurtée, près de Warniforêt, avec les têtes de colonnes du 1ᵉʳ corps bavarois.

« Navrant spectacle que celui de ce pèle-mêle d'hommes, de chevaux, de voitures, courant à travers champs, comme affolés! A la vue de la débandade de ces régiments, le général Douay a un moment d'hésitation; ira-t-il, comme il en a reçu l'ordre, passer la Meuse au pont de Villers-devant-Mouzon? Le pont ne sera-t-il pas envahi et le passage obstrué, avant l'arrivée du 7ᵉ corps, par les troupes du 5ᵉ qui n'auront pas pu passer à Mouzon? Il y a encore huit kilomètres jusqu'à Villers, et il est déjà quatre heures et demie! L'ennemi victorieux n'y aura-t-il pas précédé, en forces, ses deux divisions harassées? Ne fera-t-il pas nuit quand elles y arriveront? Et alors, dans l'une comme dans l'autre de ces hypothèses, n'est-ce pas courir au-devant d'un désastre que de continuer sur Villers?...

« Notre cavalerie est déjà engagée sur la route de Villers, quand elle reçoit l'ordre de revenir sur ses pas et de marcher vers Rémilly. C'est à ce dernier parti que le général vient de s'arrêter; et son inspiration est heureuse, car, à quatre heures du soir, le pont de Villers était détruit. Encore deux heures, et la rive gauche de la Meuse va être au pouvoir de l'ennemi.

« Le 7ᵉ corps continue donc sa marche à travers l'étroit défilé d'Haraucourt. Mais quelle animation subite parmi nos troupes! Nos fantassins paraissent ne plus sentir le poids de leur sac, tant ils ont le jarret tendu, et les chevaux eux-mêmes, gagnés par l'impatience de leurs cavaliers, relèvent la tête, dressent l'oreille et allongent l'allure.

« A voir cette colonne dont l'aspect est tout autre qu'il y a une heure, nul ne pourrait croire qu'elle est éprouvée par plusieurs jours de fatigue et de privations, et qu'elle marche depuis douze heures sans s'être arrêtée.

« C'est qu'à ce moment, un sentiment domine tous les autres; il engourdit la fatigue, il réveille les forces épuisées, il donne, comme on dit, *des jambes* à ceux qui n'en ont plus; c'est le sentiment du danger auquel nous sommes exposés au cas d'une attaque pendant le passage de ce long et étroit défilé, sur un terrain où tout déploiement de troupes est impossible, dans un moment où la moindre perte de temps peut être fatale. C'est à ce sentiment que nos soldats obéissent!

« Mais l'ennemi a le même intérêt à nous atteindre que nous avons à lui

échapper; il connaît notre marche, il en a pesé toutes les difficultés, et la preuve, la voici : on entend de nouveau son canon, et les obus viennent tomber au milieu de notre arrière-garde.

« Il se produisait en même temps, en tête de colonne, un arrêt qui, en se propageant jusqu'à l'arrière-garde, pouvait, dans la situation d'esprit et de corps où se trouvaient nos troupes, avoir les plus terribles conséquences.

« Dix minutes, qui parurent des heures, s'écoulèrent à marquer le pas et à subir la canonnade ennemie. Une impatience fébrile courait déjà les rangs et gagnait jusqu'à certains officiers.

« Un officier supérieur d'artillerie de l'arrière-garde, après avoir envoyé, deux fois, un de ses officiers, pour expliquer la situation et demander pourquoi on ne marchait pas, arriva au galop de son cheval, pressant chacun de se porter en avant. Nous n'avons jamais mieux compris qu'en ce moment combien il devait falloir peu de chose pour déterminer une panique. Une attitude moins ferme chez nos officiers, un cri de défaillance échappant tout à coup à un homme égaré par une terreur subite, et nous avions un désastre!

« Enfin, le temps d'arrêt cessa, et la colonne se hâta vers Rémilly. Bientôt l'arrière-garde arriva à un coude où le défilé longe les bois, et elle se trouva à l'abri des projectiles ennemis. Ceux-ci continuèrent, pendant quelque temps encore, à sillonner l'espace et à fouiller les bois dans la direction nouvelle, puis tout rentra dans le silence [1].

« Notre tête de colonne était arrivée à un kilomètre environ du village de Rémilly, lorsqu'elle fut contrainte de s'arrêter; elle avait trouvé la route encombrée par la division de cuirassiers de Bonnemains. C'est là ce qui avait occasionné l'à-coup qui s'était propagé jusqu'à la queue de la colonne, et auquel un prompt remède avait été apporté par l'ordre de faire dégager sur l'heure la sortie du défilé, et de masser les troupes, à mesure qu'elles arrivaient, dans les champs qui bordent la route de chaque côté.

« Ces dispositions prises, on s'était porté au pont de Rémilly. Là, nouvelle déception; outre que le village était rempli de troupes, le pont et ses abords étaient encombrés; la division L'Hériller, du 1er corps, n'avait pas entièrement effectué son passage, et derrière elle se pressaient toute une colonne de bagages et la division de cuirassiers! Que faire? se résigner et attendre, quoiqu'il en coûtât de voir échouer au port les efforts de cette pénible journée.

« Il est sept heures un quart, voici la nuit; il faut compter au moins sur deux heures d'immobilité forcée. Les troupes du 7e corps reçoivent l'ordre de former les faisceaux sur l'emplacement même qu'elles occupent, et d'attendre. Des grand'-gardes sont établies sur les faces ouest, sud et sud-est, et l'artillerie de réserve, réunie sur un vaste emplacement situé à la droite de la route, fait face en arrière en bataille, pour voir et battre au besoin le débouché du défilé.

1. Ces obus étaient tirés par l'artillerie du Ier corps bavarois, lancée à la poursuite du 7e corps, et qui s'etait avancée, comme il a été dit, plus haut, jusqu'à Roncourt.

« Cependant, en dépit de la fatigue, nos soldats ne sont pas aussi pressés que de coutume de se livrer au repos; ils s'arrêtent à regret, l'air inquiet et le regard tourné vers Haraucourt, comme s'ils redoutaient une nouvelle attaque. — C'est en hésitant que les cavaliers et les conducteurs descendent de cheval, et les fantassins, débouclant lentement leur sac, ne se séparent de leur fusil qu'après s'être assurés que la cartouche est bien à sa place.

« Les plus prévoyants trouvent encore, au fond de leur sac, un morceau de biscuit, mais la grande majorité a épuisé ses provisions. Point de vivres ce soir-là, point de tapage; l'aspect général du camp est grave; il est le reflet de la situation.

« Au bout d'une heure, la fatigue l'ayant emporté sur les préoccupations, le camp se trouva plongé dans le silence du sommeil. Nos grand'gardes veillent. Un homme veille aussi, au milieu de ces ombres endormies; c'est le général Douay.

« Il songe, avec anxiété, au temps qui s'écoule; il compte le nombre d'heures qui le séparent de l'aube; car il ne se dissimule pas qu'avec le jour les Prussiens arriveront à la Meuse, et il sent qu'il faut, à trois heures du matin, n'avoir plus un homme en deçà du fleuve.

« Ses inquiétudes ne sont que trop fondées. Dès le matin, le génie avait établi, à l'aide de quelques bateaux, sur la Meuse, près de Rémilly, une passerelle en bois, étroit passage réservé à l'infanterie, et où deux hommes seulement pouvaient s'engager de front; à côté de la passerelle, il avait également construit un pont destiné à l'artillerie et à la cavalerie. Ce dernier n'avait guère plus de deux mètres de large. Or, sous le poids des voitures, les terres avaient fini par céder, les bacs qui supportaient le tablier du pont avaient été en partie submergés, le pont s'était affaissé, et il se trouvait à quatre ou cinq centimètres au-dessous du niveau des eaux. Ce qui avait encore contribué à cet état de choses, c'est la fermeture du barrage destiné à inonder les abords de Sedan, laquelle avait amené une crue subite de la Meuse.

« Le passage d'un fleuve, sur un pont jeté, est toujours une opération délicate; quand il faut l'exécuter dans de pareilles conditions, et au milieu d'une obscurité qui fait du moindre émoi une cause de désordre, toute difficulté devient danger.

« De quart d'heure en quart d'heure, les officiers laissés au pont de Rémilly viennent rendre compte de la situation. Elle s'est peu modifiée; l'encombrement est considérable; le passage est toujours lent. Il est neuf heures et demie. Impatient de juger de la situation par lui-même, et de voir sur place s'il est impossible de donner à ces masses d'hommes, de chevaux et d'artillerie, un écoulement plus rapide, le commandant du 7e corps monte à cheval avec son état-major pour se rendre au pont de Rémilly. Le pont n'est qu'à un kilomètre du village; mais quel travail que de se frayer un passage au milieu de cet enchevêtrement d'hommes, de canons, de voitures et de chevaux! Au bout d'une demi-heure, pendant laquelle vingt fois nous sommes sur le point de renoncer à avancer, nous atteignons enfin le pont.

« Il est dix heures. La division de cavalerie de Bonnemains est engagée sur le pont. Les chevaux, effrayés de ne pouvoir distinguer ce plancher mouvant



Batteries françaises. La Meuse. Incendie du Bois de Mouzon. Bois de Failly. Batteries prussiennes.

caché sous les eaux et qui se dérobe sous leurs pieds à chacun de leurs pas, n'avancent qu'avec répugnance, le cou tendu, les oreilles dressées. Droits sur leurs étriers, enveloppés dans leurs grands manteaux blancs, les cuirassiers passent silencieux; ils semblent portés par les eaux. Deux feux allumés sur chacune des rives, aux deux extrémités du pont, éclairent seuls, de leur lumière blafarde, hommes et chevaux; leurs flammes se reflètent, d'une façon étrange, dans les casques brillants des cavaliers, et donnent à ce spectacle quelque chose de fantastique.

« A dix heures un quart, le 7e corps commence son mouvement; notre artillerie divisionnaire s'avance sur le pont. Les chevaux hésitent; ils se cabrent sous l'éperon des conducteurs. Ici, c'est un caisson qui se renverse et qu'il faut précipiter dans la Meuse; là, c'est un cheval qui se prend la jambe entre deux madriers, tombe, cherche en vain à se relever, et qu'on laisse aller au courant, pour déblayer la voie. Cependant, on s'engage, on se presse, on passe; on finit, après mille efforts et mille déboires, sous l'étreinte d'une angoisse indicible, par atteindre la rive opposée.

« A une heure et demie de la nuit, le général Douay retourne à Rémilly; il s'assure que chacun est à son poste et que les officiers ont leurs hommes sous la main; puis il revient au pont pour hâter encore le passage, car le temps presse; il est déjà deux heures du matin, et nous n'avons encore pu jeter que deux régiments et trois batteries sur la rive droite de la Meuse!

« C'est à ce moment que le commandant de Bastard, attaché à l'état-major du maréchal de Mac-Mahon, nous apprend que l'armée entière se porte sur Sedan.

« A cette nouvelle, le commandant du 7e corps, qui a sous la main les adjudants-majors, fait transmettre par ceux-ci, aux chefs de corps, l'ordre de se porter immédiatement sur Sedan, chacun pour leur compte et par la manœuvre la plus rapide. S'adressant ensuite au général du génie Doutrelaine, il lui confie le soin de veiller à ce que toutes les troupes, en train d'effectuer leur mouvement, l'aient terminé avant le jour, et il lui recommande de ne se remettre en marche qu'après avoir fait détruire le pont. Puis, avec son état-major, sa 2e division d'infanterie (Liébert) et son artillerie de réserve, il se dirige sur Sedan, en suivant la rive gauche de la Meuse.

« A cinq heures, nous arrivons à Sedan, suivis de près par les troupes qui avaient marché le long de la rive droite, et par la division Conseil-Dumesnil qui, la veille, avait effectué son passage à Villers. Le commandant de la place de Sedan, sommé d'ouvrir ses portes, laissa pénétrer dans la ville les troupes du 7e corps.

« Hommes et chevaux étaient brisés par la fatigue, la faim, le froid, et les émotions qu'ils subissaient sans relâche depuis vingt-quatre heures. Les chevaux faisaient pitié; ils se traînaient plutôt qu'ils ne marchaient. Quant aux hommes, la lassitude était arrivée à ce point, qu'à peine assis, les plus énergiques succombaient au sommeil[1]... »

1. Prince Bibesco, *loc. cit.*, pages 108 et suivantes.

Voilà dans quel état de délabrement, de désorganisation et d'abattement la malheureuse armée de Châlons atteignit Sedan, où devait, deux jours après, s'achever son martyre. Voilà jusqu'à quel degré d'affaissement l'avait conduite cette série de marches à l'aventure, de retraites désordonnées, de mouvements incohérents auxquels présidait bien plus l'influence d'une politique aux abois qu'une pensée militaire quelconque. Voilà enfin quelles étaient les conséquences immédiates de la surprise, toujours si dangereuse, et toujours inexcusable, parce qu'elle inflige à l'honneur des armes une tache que nulle bravoure ne saurait effacer.

La bataille de Beaumont nous coûtait 1,800 hommes tués ou blessés, 3,000 disparus dont plus de 2,000 prisonniers sans blessures, 42 pièces de canon et mitrailleuses et un immense matériel abandonné dans les camps. Parmi les morts, nous comptions : le général *Morand*, les colonels *de Béhagle*, du 11e de ligne, *Courty*, du 88e, *de Conteuson*, du 5e cuirassiers, *Jamin du Fresnay*, du 8e chasseurs. Certains régiments, qui, au milieu de l'effarement du début, avaient su se ressaisir et soutenir l'honneur du drapeau, étaient particulièrement éprouvés; le 11e de ligne comptait 35 officiers et 600 hommes, le 68e, 26 officiers et 779 hommes hors de combat !

Quant aux Allemands, leurs pertes se montaient à 3,529 hommes, dont 847 tués. Le IVe corps, le plus complètement engagé, avait, à lui tout seul, 126 officiers et 2,878 hommes hors de combat.

Si maintenant nous jetons un coup d'œil sur le chiffre des forces mises en présence, nous voyons combien l'ennemi nous était supérieur. Le 5e corps, en effet, dont les effectifs depuis le départ de Reims s'étaient réduits d'environ 10 hommes par compagnie, comptait à peine 17,000 hommes en tout. En y ajoutant 4,000 hommes de la brigade Courson de la Villeneuve et du 5e cuirassiers, nous arrivons à l'effectif, très largement compté, de 21,000 hommes. Or le IVe, le XIIe et le Ier corps bavarois s'élevaient ensemble à 77,000 hommes, ce qui, avec la cavalerie, faisait plus de 80,000 hommes engagés. Dans ces conditions, et tout en déplorant amèrement l'oubli où l'on a tenu, dans le 5e corps, les précautions les plus élémentaires, il est juste de rendre hommage à ces soldats harassés, épuisés, et mourant de faim, qui, pendant les huit mortelles heures de cette journée funeste, ont combattu un contre quatre, et infligé des pertes cruelles à l'ennemi.

Position des forces allemandes le 30 au soir. — Pendant que l'armée de Châlons, dispersée et inquiète, effectuait, dans la direction de Sedan, la retraite décousue que nous venons de voir, les troupes allemandes de l'armée de la Meuse victorieuse s'établissaient au bivouac sur les positions conquises, le IVe corps de la ferme de la Sartelle à Pourron, le XIIe au nord de Létanne, la Garde au sud de Beaumont.

Les avant-postes, fournis par la 14e brigade, s'étendaient, pour le IVe corps, du pont de Villers au cimetière de Mouzon, en passant par le moulin de Ponçay ;

le XII[e] corps gardait la rivière et occupait Pouilly, avec lequel il communiquait au moyen d'un pont de bateaux jeté la nuit à Létanne par la Garde. Enfin la cavalerie patrouillait sur la rive droite jusqu'à la Chiers.

III[e] armée. — Seul des troupes du prince royal de Prusse, le I[er] corps bavarois avait pris part à l'affaire de Beaumont; les autres corps convergeaient pendant ce temps dans la direction de Stonne, précédés par deux divisions de cavalerie.

Le V[e] corps, parti de Grandpré le matin, avait fait attaquer par son avant-garde, vers midi et demi, les colonnes en retraite du corps Douay, et nous savons quelles inquiétudes il y avait provoquées. A trois heures, il arrivait à Oches, et s'y installait, laissant à quelques pièces le soin de canonner les arrière-gardes du 7[e] corps.

Le XI[e] corps atteignait Brieulles à deux heures et demie, suivi par la division wurtembergeoise.

Quant au II[e] corps bavarois, arrêté par des croisements de colonnes, il était resté assez loin en arrière.

Dans la cavalerie, les 5[e] et 6[e] divisions s'étaient, suivant l'ordre reçu, portées sur nos lignes de communications, et occupaient Tourteron, Attigny (5[e]), Semuy et le Chesne (6[e]). — La 4[e] tenait Verrières[1]. — La 2[e] avait accompagné, vers trois heures de l'après-midi, le prince royal de Prusse, arrivé de sa personne à Saint-Pierremont[2].

Lorsqu'on avait appris, dans la III[e] armée, que la surprise exécutée par l'armée de la Meuse venait de complètement réussir et de déterminer la retraite de nos troupes, le Prince royal avait poussé en avant tous ses corps, en sorte que dans la soirée ceux-ci bivouaquèrent sur les positions que voici :

I[er] corps bavarois, à Raucourt et Pourron.
II[e] corps bavarois, à Sommauthe.
V[e] corps et 4[e] division de cavalerie, à la Besace
XI[e] corps, à Stonne et la Berlière.
Division wurtembergeoise, à Verrières.
VI[e] corps, à Vouziers.
2[e] division de cavalerie, à Oches.

C'est-à-dire que les routes du nord, conduisant à Mézières, restaient libres. Si donc on eût constitué une forte arrière-garde avec les troupes les moins éprouvées, celles du 1[er] et du 12[e] corps, fait sauter tous les ponts en arrière et filé, dès le lendemain, de Sedan sur Mézières, l'armée de Châlons eût peut-être échappé aux étreintes de l'ennemi et, en tout cas, certainement évité le désastre qui l'attendait. Le maréchal en eut l'idée, dit-on; mais comme il ne croyait pas les forces allemandes si proches, il pensa pouvoir disposer d'un jour ou deux. Ce fut là une fatale erreur.

1. A 3 kilomètres N.-E. de Brieulles.
2. A 3 kilomètres S.-O. de Sommauthe.

Remarquons au surplus, en ce qui concerne la bataille même de Beaumont, que le V[e] corps, arrivé à Oches vers trois heures, était seul en état de prendre part à la lutte. Les autres corps, encore trop éloignés du champ de bataille, se trouvaient dans l'impossibilité d'y paraître avant la nuit, et la Garde, qui de tous se trouvait la plus rapprochée, ne l'atteignit qu'à sept heures du soir. De notre côté, au contraire, les 12[e] et 7[e] corps pouvaient se déployer, à deux heures au plus tard, aux côtés du 5[e]. Qui sait si la vigoureuse résistance qui aurait pu être faite alors avec leur appui n'eût pas donné de meilleurs résultats que ce passage de la Meuse effectué dans les circonstances défavorables que nous avons relatées plus haut? N'eût-il pas mieux valu tenir tête à l'offensive ennemie et peut-être la briser, plutôt que de chercher à tout prix à mettre la Meuse entre nous et l'adversaire, sans pour cela améliorer sensiblement la situation vraiment critique dans laquelle on se débattait? Continuer la marche sur Metz, ou même sur Montmédy, devenait impossible[1], et personne, à l'heure présente, n'en doutait plus. Franchir la Meuse, c'était donc risquer de se faire acculer à la frontière belge, c'est-à-dire se retirer toute faculté de manœuvrer. L'état-major allemand le comprit bien vite, et, dès l'après-midi du 30, M. de Bismarck adressait un télégramme au ministre de la Confédération de l'Allemagne du Nord près la cour de Bruxelles, pour lui exprimer l'espoir que les troupes françaises qui, selon toute vraisemblance, allaient bientôt tenter de pénétrer sur le territoire belge, y seraient désarmées sur-le-champ.

Pendant le cours de la lutte, le roi de Prusse s'était tenu de sa personne sur la colline de Vaux-en-Dieulet, au sud de Sommauthe. Suivant de là, tout à son aise, les progrès de la bataille, il avait pu constater *de visu* combien notre situation était précaire, et engagé le Prince royal à imprimer à son armée cette attitude plus pressante que nous avons constatée ci-dessus. Le soir, il revint à Buzancy, ignorant, ainsi que M. de Moltke, les points exacts où s'étaient arrêtés les différents corps allemands. L'un et l'autre cependant en savaient assez pour n'éprouver aucune hésitation « sur l'opportunité de la continuation immédiate d'une offensive concentrique contre un adversaire qui pliait sur toute la ligne[2] ». Ils décidèrent donc que celle-ci serait reprise immédiatement, et adressèrent, à onze heures du soir, les instructions suivantes aux deux princes royaux :

« *Demain, dès l'aube, l'armée reprendra sa marche en avant; on abordera vigoureusement l'adversaire, partout où il pourrait tenir encore sur la rive gauche de la Meuse, afin de le resserrer le plus étroitement possible entre cette rivière et la frontière belge. — L'armée de la Meuse aura pour mission d'empêcher l'aile gauche française de se dérober dans la direction de l'est. A cet effet, elle fera en sorte de jeter deux corps sur la rive droite de la Meuse, de manière à prendre en flanc et à dos les positions que l'ennemi pourrait occuper auprès*

1. Dans la nuit du 30 au 31, un escadron de la Garde saxonne allait couper la voie ferrée entre Carignan et Montmédy, à Lamouilly.

2. *La Guerre franco-allemande*, page 1056.

de Mouzon. — La IIIᵉ armée opérera contre le front et la droite de l'adversaire; elle aura à déterminer en outre, sur les hauteurs de la rive gauche, de bons emplacements desquels son artillerie puisse inquiéter les colonnes ennemies en marche ou campées dans cette partie de la vallée. — Dans le cas où l'adversaire passerait sur le territoire belge sans y être désarmé aussitôt, on l'y suivrait sans attendre de nouveaux ordres. — *Le Roi a l'intention de se rendre, à huit heures du matin, de Buzancy à Sommauthe; Sa Majesté compte avoir reçu, pour ce moment, les rapports des deux commandants d'armée relativement aux dispositions qu'ils auront cru devoir prendre.* »

Considérations générales sur la marche de l'armée de Châlons. — Ces ordres, comme on le voit, tendaient uniquement à acculer les forces françaises à la frontière belge. Des circonstances que l'ennemi ne prévoyait pas encore, jointes à la situation extrêmement dangereuse où vint se placer l'armée de Châlons, transformèrent le but poursuivi, et amenèrent l'enveloppement complet de celle-ci. Ainsi allait se terminer, par une catastrophe sans précédent, la périlleuse tentative imaginée par le comte de Palikao, et condamnée presque d'avance, on peut le dire, tant étaient aléatoires les conditions où on l'avait entreprise.

Pour que la marche vers Metz réussît, il fallait, en effet, deux choses : le secret et la célérité. Or le secret était impossible à garder, dans l'état de surexcitation des esprits, dont une presse agitée se faisait la trop fidèle interprète. Quant à la célérité, pouvait-on vraiment espérer l'obtenir avec cette armée composée d'éléments disparates, où les soldats les plus médiocres et les moins faits aux exigences de la vie de campagne coudoyaient les héroïques débris de Wissembourg et de Frœschwiller, où trois corps sur quatre étaient démoralisés, où enfin ni le chef, ni les officiers, ni les hommes n'avaient foi dans le succès d'une entreprise qu'on leur imposait? Une marche de flanc comme celle-là, exécutée à deux journées à peine de masses ennemies considérables, et longeant sur une partie de sa durée la frontière d'un pays neutre, ne pouvait être tentée qu'avec des troupes absolument sûres, compactes, homogènes, complètement en main, et rompus à la guerre. L'armée de Châlons, on peut le dire sans faire injure à sa bravoure ni insulter à ses malheurs, ne réunissait pas à un degré suffisant ces qualités indispensables.

Or les difficultés et les incertitudes du départ, dues à cet état particulier aussi bien qu'aux influences politiques, ont pesé jusqu'à la fin d'un poids très lourd sur la bonne exécution du mouvement. Des fautes graves ont été commises dans l'emploi de la cavalerie, tenue partout excepté sur le flanc menacé, dans le placement des convois, laissés au milieu des colonnes, dans l'utilisation des renseignements parvenus au quartier général, enfin dans l'exécution des reconnaissances. Témoin la panique causée par l'affaire de Grandpré, le 26, où la brigade Bordas, ayant rencontré quelques patrouilles de cavalerie, qu'elle prit pour les têtes de colonnes elles-mêmes de l'adversaire, faillit entraîner hors de leur ligne de marche tous les corps de l'armée de Châlons. Si l'on n'avait pas complètement ignoré alors, dans nos rangs, que la cavalerie d'exploration précède toujours au loin les forces qu'elle

est chargée d'éclairer, on aurait compris que ces coureurs ne pouvaient avoir aucune consistance, et un incroyable émoi, que rien ne justifiait d'ailleurs, n'eût pas gagné jusqu'aux chefs les plus élevés de notre armée. Quant à l'exécution du service d'état-major, elle fut, là, plus défectueuse que jamais; les croisements de colonnes, les encombrements de routes, le manque de liaison des corps, toutes ces conséquences si regrettables d'ordres mal donnés ou mal transmis étaient courantes. Heureux encore quand ces ordres arrivaient à temps, ou n'étaient pas interceptés par l'ennemi, parce que, comme cela se produisit le 29 août, on avait confié à *un seul officier*, dans les circonstances les plus difficiles, des instructions de la dernière importance. Si l'on ajoute à tout cela un état moral de plus en plus déprimé par les souffrances, les angoisses, les perpétuelles inquiétudes et le manque de distributions régulières, on s'explique comment a pu se produire un fait aussi anormal dans les annales de la guerre que cette fatale surprise de Beaumont, que la moindre précaution pouvait éviter! Et l'on maudit cette déplorable intervention de la raison d'Etat, qui a par deux fois empêché le maréchal de Mac-Mahon de suivre son impression personnelle, la seule logique, et causé toutes ces hésitations, tous ces flottements, toutes ces indécisions, dont la dernière devait être si funeste à notre pays. On a cru pouvoir réparer tout cela en mettant la Meuse entre les deux armées; ce n'était là qu'une illusion, car des troupes en retraite, harcelées de près par un ennemi résolu, ne peuvent espérer se dérober sans combat, même en traversant un fleuve. D'ailleurs un pareil expédient avait, dans le cas particulier de l'armée de Châlons, le grave inconvénient de laisser subsister pour celle-ci la menace toujours entière d'être acculée à la frontière belge. En se plaçant donc au seul point de vue de la logique de la guerre, et sans aucune intention de récriminer contre des événements accomplis dans les circonstances les plus douloureuses qui soient, il semble que la seule manière de sortir, le 30 août, de l'impasse où l'on se trouvait, eût été de chercher à contenir jusqu'à la nuit l'offensive prussienne avec les 5ᵉ, 7ᵉ et 12ᵉ corps, puis de se dérober ensuite dans la direction de Mézières, en protégeant cette retraite par de fortes et solides arrière-gardes. On le pouvait encore, et peut-être l'eût-on fait, si la surprise infligée aux troupes du corps de Failly, par suite d'une impardonnable négligence, n'avait pas agi tout de suite d'une façon déprimante sur le moral de tous.

Nous avons déjà vu, par contre, avec quelle netteté et quelle précision s'était accompli le grand mouvement stratégique entamé par les Allemands, après que des indiscrétions à jamais regrettables leur eurent appris et la situation de l'armée de Châlons et le but poursuivi par son chef. C'est que, ici, nulle autre considération n'avait cours que celle de faire la guerre, et de vaincre. « Cherchez l'ennemi, et attaquez-le partout où vous le rencontrerez », avait dit, au début de la guerre, le chef d'état-major général des armées allemandes, et c'était là le seul principe qui guidât princes, généraux et officiers, la véritable pensée dirigeante, l'inflexible but de tous les efforts. Ici, nous constatons que chacun est mû par la préoccupation constante de manœuvrer conformément aux grands principes dont Napoléon a été le vulgarisateur et l'armée prussienne l'héritière. La cavalerie explore, renseigne

et protège; les masses convergent vers l'objectif dans un ordre qui leur permet de s'appuyer mutuellement; enfin le front de marche se rétrécit progressivement jusqu'à ce que le contact existe et il se réduit, à ce moment, à un front de bataille. C'est ainsi que l'armée de la Meuse, qui, le 26 août, s'étend sur un front de 24 kilomètres, n'en occupe plus que 8 le 30; de même pour la IIIe armée. Certes, là aussi, il se produit des à-coups, des accidents de marche, des croisements de colonnes et de convois, pour ainsi dire inévitables dans des mouvements d'aussi grande envergure, et nous avons vu que particulièrement le 30, dans la matinée, ces embarras ont été plus fréquents que de raison. Cependant, si complète était dans cette armée la connaissance de la guerre, si puissant l'esprit de solidarité qui animait chacun, telle était surtout la confiance acquise par des succès inespérés, que ces légers accidents furent réparés bien vite, et n'influèrent en aucune façon sur le succès définitif de la vaste opération qui devait prendre fin ce jour-là.

De tout cela se dégage ce double enseignement que, d'abord, l'action du commandement ne peut, sans danger, être entravée par des considérations étrangères à l'exécution de la guerre; qu'ensuite il n'est pas de bravoure qui puisse racheter l'oubli des leçons imprescriptibles de l'expérience et le mépris des principes basés sur l'histoire, la logique et le bon sens. Nous avons payé assez cher notre imprévoyance pour ne plus oublier jamais que ces grandes leçons, nous les avons, les premiers, données à l'Europe, et que c'est dans nos anciennes victoires même que nos redoutables adversaires de 1870-71 ont puisé le secret des leurs.





Armée allemande : Cuirassiers de la Garde.



CHAPITRE IV

LE 31 AOUT

A. — Mouvements des armées allemandes.

Armée de la Meuse. — Le prince royal de Saxe, commandant en chef de l'armée de la Meuse, était déjà informé de la retraite générale exécutée par l'armée française vers le nord-ouest, quand il reçut, à six heures du matin, le 31, les instructions du grand quartier général. Il les traduisit, pour son armée, de la façon suivante :

La division de cavalerie de la Garde et celle du XIIe corps recevaient l'ordre de franchir la Meuse à Pouilly et à Létanne, à huit heures du matin, et de marcher ensuite, tout en se maintenant reliées, la première sur Carignan, la seconde le long des hauteurs de la rive droite. A partir de neuf heures, l'infanterie de la Garde devait suivre ce mouvement par Pouilly; l'infanterie saxonne en ferait autant par Létanne, à partir de dix heures; puis l'une et l'autre marcheraient sur les traces de leurs divisions de cavalerie respectives. — Il était recommandé à la Garde de se former autant que possible en deux colonnes qui se dirigeraient l'une par Autréville, sur Vaux, l'autre, prenant plus à droite, par Malandry sur

Sailly[1]. — *Le IVe corps devait se trouver établi*, en position de garde-à-vous, *à partir de onze heures, à l'ouest de Mouzon, et y attendre de nouveaux ordres du prince royal de Saxe, qui avait l'intention de marcher de sa personne avec le XIIe corps.*

Mais déjà, et sans attendre d'ordres, la cavalerie saxonne avait poussé, au point du jour, une reconnaissance sur la rive droite. Un escadron, conduit par le général commandant la 24e brigade lui-même, s'était approché de Mouzon, par Moulins, et avait pu, grâce au brouillard, se glisser sans être vu jusqu'aux premières maisons, puis jusqu'au faubourg, et capturer une centaine de traînards avec 60 voitures chargées. Naturellement, son rapport signalait notre retraite sur Carignan et Sedan.

Aussitôt que leur parvint l'ordre du commandant en chef, les deux divisions de cavalerie se mirent en marche, et purent constater bientôt que toute la région comprise entre Meuse et Chiers était évacuée par le gros de nos forces. Toutefois, des arrière-gardes se montraient encore, et les incursions de la cavalerie allemande donnaient lieu à quelques escarmouches, assez intéressantes par les déductions qu'elles permettaient de faire. C'est ainsi qu'en arrivant à Vaux, la division saxonne put canonner les divisions Pellé et de Lartigue, en retraite sur Carignan, et incendier un train de chemin de fer, arrêté près de cette ville. Au même moment, la brigade de uhlans de la Garde recevait, à Sailly, des coups de fusil partis de la rive droite de la Chiers, et ne réussissait à pénétrer dans Carignan qu'avec quelque peine. Un peu plus tard, la 23e brigade de cavalerie saxonne ayant poussé sur Douzy, fut accueillie par des coups de feu ; grâce à sa batterie à cheval, elle traversa le village et voulut s'emparer d'un convoi qui s'apprêtait à partir, sous l'escorte de 300 hommes d'infanterie. Mais elle fut refoulée et ne réussit qu'à dételer quelques voitures, au prix d'une perte de 3 officiers, 6 hommes et 18 chevaux. Un de ses escadrons, envoyé devant Lamécourt, était également repoussé par la fusillade ; un autre se heurtait, entre Pourru-aux-Bois et Pourru-Saint-Rémy, à la division Margueritte et se trouvait forcé de rétrograder. Enfin, devant Pourru-Saint-Rémy, le régiment de reîtres de la Garde saxonne recevait des coups de feu qui l'obligeaient à s'arrêter pour attendre l'infanterie.

Mais, dans toutes ces petites rencontres, l'ennemi faisait un certain nombre de prisonniers dont il tirait des renseignements précieux sur la direction suivie par les corps. En tous cas, il savait maintenant que, sur la rive gauche de la Chiers, toute résistance avait pris fin. Le prince royal de Saxe résolut donc de pousser une partie de ses forces sur la rive droite de cette rivière, et donna l'ordre à la Garde de la franchir à Tétaigne et à Carignan, pour venir s'établir aux environs de Sachy et d'Escombres, avec des avant-gardes à Pourru-aux-Bois et Pourru-Saint-Rémy. Pendant ce temps, le XIIe corps occuperait, entre Chiers et Meuse, la ligne Tétaigne-Douzy, avec des avant-postes poussés vers le nord jusque vers Fran-

1. Vaux et Sailly se trouvent à quelques kilomètres au sud de la route de Mouzon à Carignan.

cheval. Enfin, le IVe corps restait à Mouzon, où il cantonnait[1], ainsi que le quartier général du prince de Saxe.

Ces divers mouvements s'effectuaient dans la journée même, et amenaient encore la capture de nombreux traînards. Quand ils furent terminés, l'armée de la Meuse tenait par deux corps et deux divisions de cavalerie, avec un troisième corps en réserve, l'étroit espace de 13 kilomètres compris entre la Chiers et la frontière belge; elle interdisait donc à l'armée de Châlons tout débouché du côté de l'est, c'est-à-dire vers Montmédy, et celle-ci ne pouvait pas ignorer cette situation, dont les nombreuses affaires d'arrière-garde de la journée n'indiquaient que trop la gravité.

IIIe armée. — Aussitôt arrivé à Saint-Pierremont, le 30 au soir, le prince royal de Prusse avait eu pour premier soin de lancer à la poursuite de nos corps en retraite la 4e division de cavalerie. Puis, à trois heures du matin, quand il fut en possession des instructions du grand quartier général, il rédigea ses ordres pour le 31, avec le préambule explicatif que voici :

« *Aujourd'hui, dès l'aube, l'armée se remettra en marche pour poursuivre jusqu'à la Meuse les troupes ennemies battues hier, les attaquer vigoureusement partout où elle les trouvera, et les resserrer le plus étroitement possible entre cette rivière et la frontière belge.* »

En conséquence, « le Ier corps bavarois, le XIe corps et la division wurtembergeoise, marchant en première ligne, avaient ordre de rompre à six heures du matin pour se porter respectivement, par Raucourt, Chémery et Vendresse, sur Rémilly, Donchery et Boutancourt. Ces troupes devaient prendre position sur la Meuse, aux endroits indiqués ci-dessus, établir leur artillerie de manière à battre la vallée ainsi que les communications de l'adversaire sur la rive opposée, et préparer l'établissement de ponts en des points convenablement choisis. En arrière de cette première ligne, le IIe corps bavarois et le Ve corps, suivis de la 2e division de cavalerie, se mettraient en marche à huit heures du matin, pour gagner, l'un Raucourt, l'autre Chémery, où le dernier attendrait de nouvelles instructions pour continuer son mouvement. Le VIe corps était invité à venir, dans la journée, de Vouziers jusqu'au canal des Ardennes et à se cantonner aux environs de Semuy et d'Attigny. Des deux divisions de cavalerie de l'extrême gauche, la 6e devait s'avancer par Bouvellemont, dans la direction de Mézières, la 5e conserver en général ses positions et envoyer un détachement sur Reims. Ces instructions se terminaient en faisant connaître qu'à partir de neuf heures du matin, le Prince royal se trouverait, soit à Chémery, soit sur le chemin de ce village à Donchery[2]. »

Ici, comme pour l'armée de la Meuse, des incidents devaient se produire pendant l'exécution de ces divers mouvements. L'extrême rapprochement des deux adversaires en plein contact les rendait d'ailleurs inévitables; mais certains d'entre eux

1. En déblayant le champ de bataille de la veille, le 27e prussien trouva, aux abords du gué de la Meuse, 3 canons, 6 mitrailleuses, 33 caissons, 43 voitures et une caisse contenant 150,000 francs.

2. *La Guerre franco-allemande*, page 1067.

eurent une importance beaucoup plus considérable que ceux qui ont été relatés plus haut, et amenèrent des résultats d'une gravité exceptionnelle.

Tout d'abord, la 4e division de cavalerie, après avoir ramassé de nombreux prisonniers, atteignit la Meuse de grand matin, par un épais brouillard. Une fois celui-ci dissipé, elle se porta sur Frénois, qu'elle occupa, malgré les coups de canon tirés des remparts de la place, et lança quelques obus sur les trains qu'elle voyait circuler sur la ligne de Mézières. De là, elle se porta sur Villers-sur-Bar, où elle s'arrêta. Nous verrons bientôt ce qui résulta de cette agression.

Engagement, à Bazeilles, du Ier corps bavarois et du 12e corps. — Le Ier corps bavarois, au reçu de l'ordre cité plus haut, s'était mis en marche, vers huit heures du matin, sur Rémilly. Comme sa pointe d'avant-garde atteignait ce village, elle recevait des coups de feu, partis de la rive droite, et bientôt même des coups de canon. Le 2e bataillon de chasseurs bavarois se jeta aussitôt dans Rémilly, tandis que deux pièces, suivies bientôt de huit batteries devançant la colonne, venaient se poster sur les hauteurs qui dominent la Meuse, de chaque côté de la route de Raucourt à Rémilly, et ouvraient leur feu contre les troupes du 12e corps français, postées sur le viaduc de la voie ferrée, au sud de Bazeilles.

Bientôt entra en ligne à son tour le gros du corps d'armée; les quelques tirailleurs français qui avaient franchi la rivière furent alors rejetés sur la rive droite, et se replièrent dans la direction de Bazeilles. Mais, sur ces entrefaites, l'ennemi avait cru s'apercevoir que, de notre côté, on apportait des barils de poudre pour faire sauter le viaduc. Le 4e bataillon de chasseurs bavarois se porta vivement en avant, dispersa les travailleurs et vida les barils de poudre dans la Meuse. Cette opération ne s'était pas exécutée sans que le tir de notre infanterie ait infligé des pertes sensibles aux chasseurs bavarois; aussi envoya-t-on, pour appuyer ceux-ci, deux pièces de canon qui descendirent dans la vallée et accoururent les protéger, tandis qu'ils se blottissaient derrière le talus de la voie ferrée.

Cependant, le général von der Thann, voyant qu'il avait devant lui tout un corps d'armée, jugea prudent de ne pas trop s'aventurer. Il fit défendre à ses troupes de pousser plus avant. Mais il était trop tard; les chasseurs, déjà postés sur la rive droite, occupaient une position trop précaire pour demeurer sur place et étaient forcés, ou de battre en retraite ou de reprendre l'offensive. Leur chef se décida à ce dernier parti et, aidé du 2e bataillon, accouru de Rémilly par le bac, marcha sur Bazeilles qu'il occupa sans résistance. Ce que voyant, l'artillerie ennemie redoubla la violence de son feu.

Le général Lebrun, devant les progrès de l'adversaire, lança à ce moment contre lui la brigade Martin des Pallières, appuyée par l'artillerie du 12e corps et trois batteries du 1er. Ces troupes refoulèrent les Bavarois jusqu'à la Meuse, que certaines fractions ennemies traversèrent en bac, et reprirent possession de la voie ferrée. C'est alors que les batteries en position au-dessus de Rémilly, voulant venger l'échec de leur infanterie, eurent la barbarie de prendre le village de Bazeilles pour objectif et d'y incendier 37 maisons. En vain notre artillerie essaya-t-elle d'éteindre leur

feu; inférieure en nombre, en position et en matériel, elle fut bientôt réduite au silence et condamnée à laisser commettre une atrocité que réprouve l'humanité autant que le droit des gens, mais qui devait d'ailleurs se reproduire le lendemain dans des circonstances plus atroces encore.

Tandis que ces événements se passaient, l'équipage de pont, protégé par six batteries postées sur les hauteurs d'Aillecourt, avait commencé, vers deux heures et demie, à jeter des ponts sur la Meuse, en face de ce village. Le viaduc était barricadé et confié à la garde d'un bataillon, auquel se joignaient les deux pièces précédemment amenées dans la vallée, et montées maintenant sur le remblai. Quand, le soir, les Bavarois s'installèrent au bivouac, ils disposaient donc de tous les moyens nécessaires pour franchir la rivière aisément. Les points de passage étaient protégés par 84 pièces, formées en batterie sur les hauteurs d'Aillecourt, et tout le corps d'armée bivouaquait autour de Rémilly, ou d'Angecourt, où était le général von der Thann. Il avait perdu dans cette journée 9 officiers et 133 hommes, appartenant presque tous aux 4e et 9e bataillons de chasseurs[1].

Cependant, les autres corps de la IIIe armée gagnaient, avec des incidents divers, les points qui leur étaient assignés.

Le général de Gersdorff, commandant du XIe corps, avait envoyé d'avance des officiers d'état-major déterminer les points de passage de la Meuse, ainsi que les positions de batteries à choisir sur la rive gauche. Tandis que ces officiers exécutaient leur reconnaissance, les cavaliers de leur escorte coupaient la voie ferrée et le télégraphe aux abords de la station de Donchery. Le pont de ce bourg avait été trouvé intact; aussitôt que l'avant-garde y fut arrivée, le général de Gersdorff en faisait jeter un autre, près de l'auberge de Condé, par une compagnie de pionniers, tandis qu'une autre compagnie achevait la destruction de la voie et faisait sauter le viaduc, à l'est du village. L'avant-garde de la 2e division, forte de trois bataillons et demi, un escadron et une batterie, s'établissait à Donchery, envoyant du monde à Vrigne-Meuse, et à l'est, vers la rivière; quant au corps d'armée, il bivouaquait à Chevenges, et plaçait un poste à Frénois, pour surveiller Sedan. Grâce à ces précautions, les points de passage étaient assurés pour le lendemain.

Pendant ce temps, le Ve corps était venu s'établir derrière le XIe, à Omicourt, Connage et Bulson, avec son avant-garde à Chéhéry. La 2e division de cavalerie bivouaquait un peu en arrière, aux environs de Chémery. Ces mouvements n'avaient donné lieu à aucun incident; mais il n'en était pas de même de ceux exécutés par la division wurtembergeoise et la 6e division de cavalerie. La première avait en effet rencontré, en arrivant à Flize, un bataillon du 35e de ligne, du 13e corps[2], occupé à détruire le pont, et forcé nos soldats à rétrograder, sous la protection de quelques troupes qui sortirent de Mézières avec de l'artillerie. Elle bivouaqua, dans la soirée, à Flize, Boutancourt et Etrépigny, avec des avant-postes poussés jusqu'en

1. Un fait qui montre à quel degré de démoralisation était tombée la malheureuse armée de Châlons est celui-ci : une compagnie bavaroise envoyée dans la journée en reconnaissance vers le faubourg de Torcy rentra, le soir, *ayant fait* 130 *prisonniers*.

2. Voir plus loin les mouvements du 13e corps (général Vinoy) jusqu'à la journée de Sedan.

face de Mézières. De son côté, la 6e division de cavalerie se heurta à un bataillon du 42e (même corps), envoyé en reconnaissance sur Poix avec un demi-escadron de hussards, et fut obligée de s'arrêter à Yvernaumont, tandis que, dans la soirée, les Français rentraient à Mézières à travers bois.

Quant aux autres corps de la IIIe armée, ils gagnèrent sans aucune difficulté les points qui leur avaient été assignés. Par suite, le 31 au soir, la IIIe armée allemande disposait de quatre corps et d'une division de cavalerie prêts à franchir le fleuve, sur quatre ponts, et à intercepter la retraite sur Mézières, si les forces françaises tentaient, le lendemain, de l'effectuer.

Dispositions des Allemands pour le 1er septembre. — Le roi de Prusse, accompagné du grand quartier général, quitta Buzancy de bon matin, et se transporta à Vendresse, où il devait passer la nuit. Chemin faisant, il rencontra à Chémery le général de Blumenthal, chef d'état-major du Prince royal. Là se tint, entre cet officier général, M. de Moltke et le général de Podbielski, une courte conférence, où furent discutées les mesures à prendre pour consommer la ruine de la malheureuse armée française, dont la situation désespérée n'était plus un mystère, et qui semblait n'avoir déjà plus d'autre ressource qu'une retraite désastreuse, si elle ne voulait pas être bientôt acculée à la frontière belge.

« En face de la position où les Français s'entassaient, dit la Relation allemande, le dos à la frontière, une puissante armée allemande, constamment victorieuse et numériquement supérieure, se déployait jusqu'au loin. A l'est et au sud-est, le prince royal de Saxe fermait l'étroit espace compris entre la Meuse et la frontière belge... Au sud, le prince royal de Prusse... se tenait prêt, soit à repousser tout effort des Français, soit à franchir la Meuse sur les quatre ponts dont il disposait, et à tomber avec sa gauche dans le flanc de l'adversaire, si celui-ci tentait de s'échapper vers l'ouest... En dehors de la ligne de bataille principale des forces allemandes, à une certaine distance en arrière de l'extrême gauche de la IIIe armée, se trouvait encore la 5e division de cavalerie à Tourteron et le VIe corps à Attigny. De ces points, ces deux groupes tactiques étaient à la fois en mesure de s'opposer en temps voulu à toute entreprise de l'adversaire sur les derrières de la IIIe armée, ou de couper aux troupes françaises de Mézières la retraite sur Reims et Paris[1]. »

En présence d'une situation semblable, quel parti pouvaient prendre les Français? Allaient-ils livrer bataille, malgré le désavantage évident de la situation? Ou bien chercheraient-ils à se soustraire à l'enveloppement dont la menace n'était que trop claire, soit en sacrifiant une partie de leurs forces pour regagner Mézières avec le reste, soit en essayant de faire une trouée vers Carignan, soit enfin en gagnant la frontière belge, où le désarmement les attendait? Autant de questions qu'en présence d'indices contradictoires, les généraux prussiens avaient quelque peine à résoudre immédiatement. Ils supposaient cependant que nous prendrions, selon toute vraisemblance, le parti de la retraite sur Mézières, et s'arrêtèrent, par suite,

1. *La Guerre franco-allemande*, page 1079.

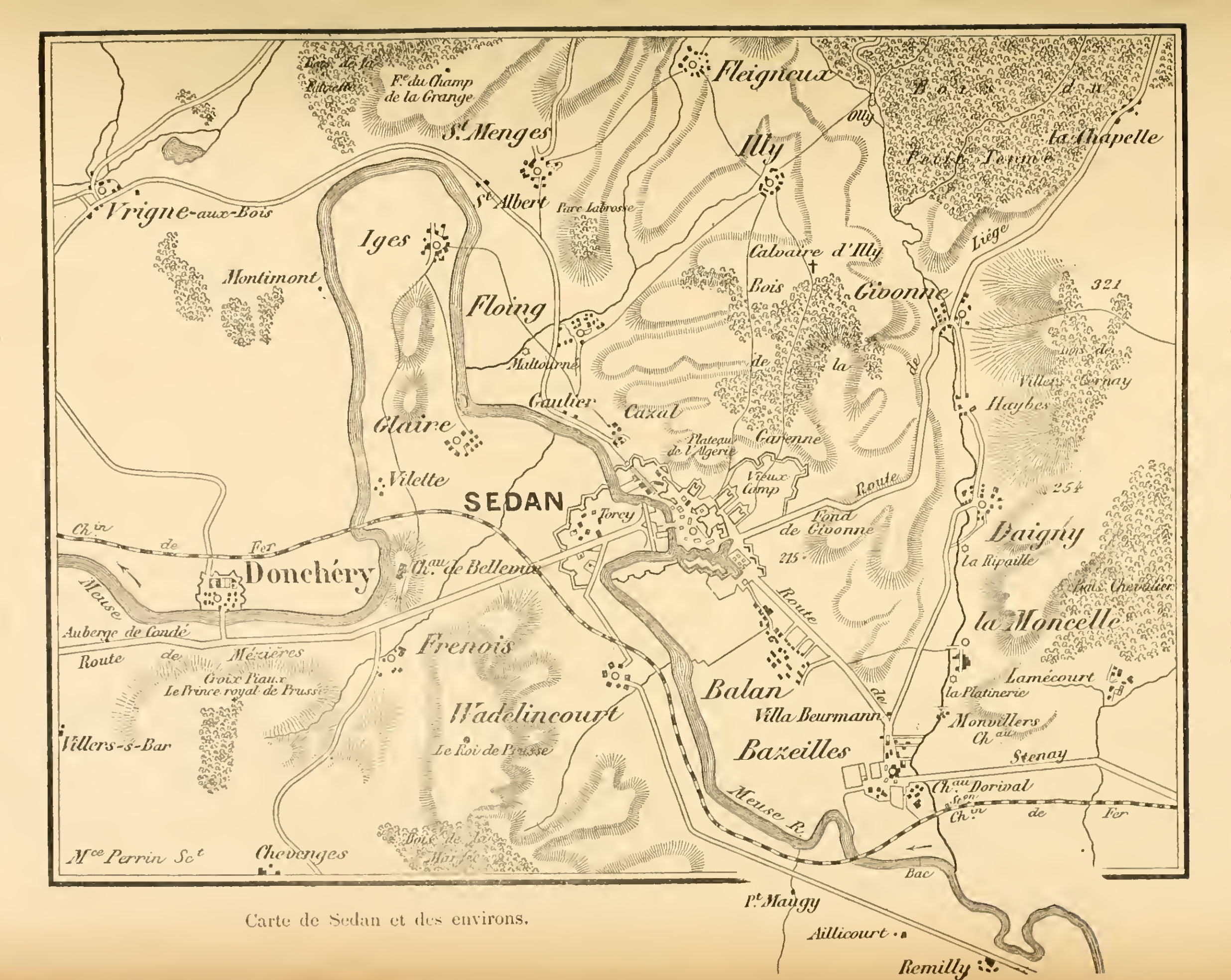
aux dispositions qui paraissaient pouvoir l'empêcher. Dans la soirée même, le prince royal de Prusse expédia à ses différents corps un ordre de mouvement en vertu duquel son aile gauche devait le lendemain franchir la Meuse en avant de Sedan, pour venir se porter sur les communications de cette place avec Mézières.

Il était prescrit aux XI[e] et V[e] corps de prendre les armes dès l'aube, et de se porter sur Vrigne-aux-Bois; à la division wurtembergeoise, de jeter un pont à Dom-le-Mesnil, et de prendre ensuite position de façon à servir de réserve aux deux corps ci-dessous, ou au besoin à agir dans la direction de Mézières. Pendant ce temps, le II[e] corps bavarois établirait une division avec la réserve d'artillerie[1] sur les hauteurs de la rive gauche, face à Donchery, l'autre division entre Frénois et Wadelincourt, pour s'opposer à toute tentative vers le sud. Le I[er] bavarois était chargé, devant Rémilly, d'appuyer l'action de l'armée de la Meuse. Les 2[e], 4[e] et 6[e] divisions de cavalerie devaient rester disponibles, l'une à Boutancourt, l'autre au sud de Frénois, la troisième à Flize. Enfin le VI[e] corps et la 5[e] division formaient réserve dans leurs positions actuelles, derrière l'extrême gauche de la III[e] armée.

De son côté, le commandant en chef de l'armée de la Meuse, jugeant que les instructions données le 30, à Buzancy, par M. de Moltke, se trouvaient remplies en ce qui le concernait, attendait, pour donner de nouveaux ordres, que la III[e] armée eût pris l'initiative des mouvements. Mais, sur ces entrefaites, un officier du grand état-major avait cru s'apercevoir, des environs de Rémilly, que l'armée française, sacrifiant ses bagages, commençait à se replier précipitamment vers le nord. Il n'en était rien malheureusement, et les mouvements du corps Ducrot, dont il est question plus loin, avaient seuls donné lieu à une supposition complètement en désaccord avec l'immobilité persistante des autres troupes. Cependant M. de Moltke pensa que la possibilité de semblables intentions de la part du maréchal de Mac-Mahon n'avait rien d'invraisemblable, et qu'il fallait les prévenir au plus vite en faisant franchir la Meuse, *pendant la nuit même*, au XI[e] corps et à la division wurtembergeoise, de manière à se trouver, dès le point du jour, à cheval sur la route de Mézières à Sedan. Il envoya aussitôt une communication dans ce sens au général de Blumenthal, et comme au moment où celle-ci arrivait au quartier général de Chémery, les ordres exposés ci-dessus n'étaient pas encore partis, le prince royal de Prusse se hâta de les compléter; il prit soin surtout de charger le I[er] corps bavarois, à Rémilly, « d'immobiliser les fractions de l'armée ennemie qui lui faisaient face, *avec toute latitude de s'engager sans attendre que l'armée de la Meuse soit entrée en ligne.* »

A une heure du matin, le prince royal de Saxe, toujours à Mouzon, était informé de ces dispositions nouvelles. Il en saisit bien vite toute l'importance et pensa même qu'il lui était possible, par une combinaison d'efforts, non seulement de nous interdire la retraite vers Mézières, mais même de nous empêcher de gagner la frontière belge. Il suffisait, pour cela, de prendre pied immédiatement dans la Mon-

1. La dénomination de *réserve d'artillerie* persistait en Bavière et en Wurtemberg, tandis qu'elle avait été remplacée dans l'armée fédérale par celle plus logique d'*artillerie de corps*.



Carte de Sedan et des environs.

celle et Villers-Cernay avant qu'une résistance sérieuse ait pu y être organisée, et de s'interposer ainsi, à l'est, entre Sedan et cette frontière, comme la III[e] armée allait s'interposer, à l'ouest, entre Sedan et Mézières. La supériorité si considérable de leurs forces, désormais intimement liées, permettait aux Allemands de tout tenter, et nous ne disposions plus d'assez de temps ni d'assez d'espace pour avoir la faculté de nous opposer, avec quelque chance de succès, à leurs combinaisons même les plus audacieuses. Le commandant en chef de l'armée de la Meuse donna donc, sans tarder d'une minute, à ses troupes de première ligne, l'ordre de prendre instantanément les armes par alerte, et de se mettre en mouvement comme suit :

1° *Garde.* — Une division marchant sur Villers-Cernay; l'autre division, avec l'artillerie de corps, sur Francheval.

2° *XII[e] corps.* — Rassemblement au sud de Douzy, pour agir par Lamécourt contre La Moncelle.

Les avant-gardes devaient se mettre en marche à cinq heures du matin, suivies de très près, et aussi vite que possible, par le gros des colonnes.

3° *IV[e] corps.* — Une division, avec l'artillerie de corps, marchant sur Rémilly pour soutenir le I[er] bavarois; l'autre division formant réserve générale à Mairy, dans l'angle formé par la Meuse et la Chiers.

Telles furent les dispositions prises par l'état-major allemand pour l'attaque des positions de Sedan. Elles se résumaient en ceci : une ligne de 30 kilomètres environ, sur laquelle : 1° trois corps marchaient de l'est et du sud-est contre les hauteurs de Givonne, afin d'y immobiliser celles de nos forces qui s'y trouvaient; 2° un corps, au sud, faisait face à Sedan ; 3° trois corps gagnaient, à l'ouest, la route de Sedan à Mézières, « afin de prendre en flanc les forces françaises que l'on croyait en retraite dans cette direction[1]. » Trois divisions d'infanterie et six de cavalerie, placées en arrière, restaient disponibles pour parer à toute éventualité.

B. — Mouvements de l'armée de Chalons.

Description du champ de bataille de Sedan. — Tandis que l'ennemi se livrait à ces préparatifs redoutables, les forces françaises, en partie démoralisées, épuisées de fatigue et de souffrances, désorganisées même dans certains corps, venaient s'engouffrer aux abords de la petite place de Sedan, autrefois illustrée par le souvenir d'un de nos plus glorieux capitaines, et vouée maintenant à la plus douloureuse des célébrités.

Le terrain sur lequel furent établis les bivouacs et qui devait, le lendemain, s'arroser de tant de sang, est formé par une série de plateaux bordant la vallée de

1. *La Guerre franco-allemande*, page 1084.

la Meuse ou celle de la Givonne, et se terminant, au sud, par des prairies basses et marécageuses, qui s'étendent de Sedan à Bazeilles, entre la Meuse et la grande route de Carignan. Au pied de ces plateaux, et dominée de toutes parts par des coteaux boisés, la place étendait ses vieilles murailles, appuyées à une petite citadelle, d'un modèle absolument suranné. Les fortifications, arrêtées au nord juste au pied des pentes, se prolongeaient du côté de Givonne par un ancien camp retranché, sans valeur aucune, le *Vieux-Camp;* sur la rive gauche de la Meuse, par la tête de pont de Torcy, qui englobait le faubourg de ce nom. Somme toute, au point de vue défensif, la place ne présentait pas la moindre force de résistance; en outre, elle n'était approvisionnée ni en vivres ni en munitions et ses pièces ne possédaient même pas les armements nécessaires pour être utilisées[1]. Au sud, dans la vallée même et sur la grande route, se trouve le faubourg de Balan, dont les dernières maisons se joignent aux premières constructions du village de Bazeilles, bâti entre la route et la Meuse. Ces points sont entièrement dominés par les hauteurs de Rémilly et de Wadelincourt. A l'est de la route, le terrain, fortement accidenté, se relève pour former un plateau, allongé du nord au sud, et terminé par des pentes très raides sur la vallée de la Givonne. Ce plateau se ramifie, au nord de la route de Sedan à Bouillon, aux hauteurs boisées de la Garenne, de Fleigneux, d'Illy et de Saint-Menges, hauteurs profondément tourmentées, ravinées, creusées de dépressions profondes, qui se perdent au nord dans les bois, et descendent à l'ouest, en des pentes semées de ressauts brusques, jusqu'à la boucle de la Meuse, entre Saint-Menges et Cazal. La vallée de la Meuse est extrêmement étroite; seule, la partie qui s'étend sur la rive droite entre la voie ferrée et Sedan, a une largeur moyenne de 1,500 mètres; encore avait-elle été inondée le 30 août et demeurait-elle impraticable à nos soldats. Le triangle formé par la Meuse, la Givonne et le ruisseau de Floing, où se trouvait massée l'armée de Châlons tout entière, était donc à peu près exclusif de toute facilité de manœuvre et condamnait nos troupes à défendre sur place leurs positions. C'est là, en effet, la caractéristique de la bataille du 1er septembre, et une des causes qui ont facilité l'exécution de l'enveloppement tactique que les Allemands n'espéraient certes pas si complètement réussir.

Comment une position aussi défectueuse avait-elle donc été choisie, et par quelle suite de circonstances cet entonnoir véritable allait-il servir de théâtre à la lutte décisive où devait se dénouer la sombre destinée de la dernière armée française? En la désignant, le 30, comme objectif à ses troupes épuisées, le maréchal de Mac-Mahon n'envisageait assurément pas comme imminente la perspective d'une bataille, et son intention n'était nullement de prendre autour de Sedan une position tactique. Il pensait vraisemblablement n'y demeurer que le temps nécessaire pour refaire les forces de ses soldats et procéder aux distributions dont le besoin s'imposait. Comprenant que la route de Montmédy était barrée, il n'évaluait cependant qu'à 60 ou 70,000 hommes le chiffre des troupes ennemies massées sur la rive gauche de la Meuse, et par suite était sans inquiétude pour ses derrières,

1. General Ducrot, *La Journée de Sedan*, page 45.

c'est-à-dire pour ses communications par la rive droite. Cet état d'esprit ressort clairement de ses conversations avec le général Lebrun, le 28, avec le général Douay, le 31; enfin avec le capitaine de Sesmaisons, aide de camp du général Vinoy[1]. L'erreur était grave, et d'autant plus regrettable que, par suite de circonstances fatales, le ravitaillement de l'armée, cause première de la concentration à Sedan, ne put même pas s'effectuer. On avait en effet dirigé sur la place un million de rations, dont 800,000 se trouvaient encore chargées sur roues, dans la gare; les obus bavarois étant venus, le 31, tomber sur la voie, le chef de gare crut devoir faire immédiatement rétrograder le convoi sur Mézières, en sorte qu'au lieu d'un million, il ne resta à Sedan que 200,000 rations[2].

Quoi qu'il en soit, la détermination de se concentrer autour de Sedan fut prise aussitôt après la bataille de Beaumont, et le maréchal en informa, le 31, à une heure 15 du matin, le ministre de la guerre, par cette courte dépêche :

« *Mac-Mahon fait savoir au ministre de la guerre qu'il est forcé de se porter sur Sedan.* »

Nous avons vu comment elle fut communiquée aux corps d'armée; examinons maintenant dans quelles conditions ceux-ci l'exécutèrent.

1er Corps. — Seul des commandants de corps d'armée, le général Ducrot n'avait pas reçu d'ordre concernant la retraite. Il ne doutait pas cependant que Mézières fût l'objectif de celle-ci, et, pour dégager sa marche, il avait déjà dirigé, le 30 au soir, ses convois sur Givonne et Illy, où l'intendance avait mission de préparer des vivres. Le 31, dès le matin, il écrivit au maréchal :

« *Il est huit heures du matin; je ne vois rien paraître sur la route de Mouzon à Carignan. J'en conclus que Votre Excellence a effectué sa retraite par Douzy. Je vais donc commencer mon mouvement, et, comme la grande route de la vallée me paraît peu sûre, je vais prendre le chemin de la montagne par Osnes, Mézincourt, Pourru-aux-Bois, Francheval, Villers-Cernay, Givonne et Illy. C'est là que je compte établir mon bivouac.* »

Puis il fit prévenir les deux divisions Wolff et l'Hérillier, restées à Douzy, de se porter sur Francheval, pour le rejoindre. Nous avons vu que le maréchal avait lui-même, à son passage à Douzy, dirigé ces deux divisions sur Sedan. Malheureusement, elles avaient négligé de détruire le pont de la Chiers, en sorte que les coureurs ennemis, franchissant la rivière, vinrent inquiéter les deux autres divisions, que conduisait le général Ducrot, et les obligèrent à ralentir leur marche pour prendre des dispositions défensives. On arriva cependant à Villers-Cernay vers cinq heures. Là, le lieutenant-colonel Broye apporta la lettre suivante du commandant en chef :

« *Mon cher général, je vous avais fait donner l'ordre de vous rendre de Carignan à Sedan, et nullement à Mézières où je n'avais pas l'intention d'aller.*

1. Voir la *Journée de Sedan*, par le général LEBRUN; *Sedan*, par le général DE WIMPFFEN, page 112; enfin le *Siège de Paris*, par le général VINOY, page 36.

2. Déposition du maréchal de Mac-Mahon devant la commission d'enquête du 1 septembre.

Ayant vu ce matin le général Wolff, je vous croyais à Sedan. A la réception de la présente, je vous prie de prendre vos dispositions pour vous rabattre dans la soirée sur Sedan, dans la partie est. Vous viendrez vous placer à la gauche du 12e corps, près de Bazeilles, entre Balan et Bazeilles. Envoyez-moi d'avance votre chef d'état-major pour reconnaître cette position. »

Le général Ducrot fit partir aussitôt son chef d'état-major, le général Robert, qui arriva auprès du maréchal pendant que celui-ci tenait une conférence avec les généraux de Wimpffen, Lebrun, et le commandant Seigland, aide de camp du général Douay. Il reçut l'ordre de faire établir le 1er corps, non pas entre Balan et Bazeilles, comme l'indiquait la lettre ci-dessus, mais sur les hauteurs de Givonne et de Daigny, où se trouvaient déjà les divisions Wolff et l'Hérillier. Dès le retour de son chef d'état-major, le général Ducrot prit cette direction; mais il ne put atteindre ses bivouacs qu'à la nuit close. Des batteries de sa réserve avaient dû, entre temps, déboîter, pour soutenir le 12e corps, aux prises à Bazeilles avec les Bavarois. Il était plus de onze heures du soir quand les derniers bataillons dressèrent leurs tentes, et le troupeau s'étant égaré dans l'obscurité, les troupes se couchèrent sans qu'il ait été possible de leur faire une distribution.

5e Corps. — Pendant ce temps, les régiments débandés du corps d'armée si malheureusement surpris à Beaumont avaient gagné le *Vieux-Camp*, sorte de camp retranché situé à l'est de la place. Le général de Failly, relevé de son commandement par ordre du ministre[1], était remplacé depuis le matin par le général de Wimpffen, qui s'efforça pendant toute la journée de réorganiser les unités si durement éprouvées la veille. Le 5e corps, encore trop impressionné par son récent désastre pour être employé en première ligne, était destiné à former la réserve de l'armée de Châlons.

7e Corps. — Le corps du général Douay avait été dirigé par le maréchal sur le plateau de l'*Algérie*, qui s'étend au nord de Sedan, du bois de la Garenne au village de Floing. Dans la matinée, le général rencontrait dans les rues de la ville le commandant en chef, en proie à une fatigue visible, et celui-ci lui parlait de la situation, mais sans paraître croire à l'imminence d'une attaque[2]. Le général se rendit ensuite auprès de ses troupes et parcourut leurs positions. Dans le cours de son inspection rapide, il fut frappé par cette remarque, que deux points particulièrement menaçants les dominaient; c'étaient, à l'ouest, le mamelon boisé du parc de la Toie ou parc Labosse; au nord, le calvaire d'Illy; l'occupation de ces deux points s'imposait. Mais son effectif lui interdisant de s'étendre jusque-là, il rentra à Sedan pour faire part au maréchal de ses appréhensions. Le commandant en

1. La disgrâce du général de Failly était uniquement causée par son attitude plus ou moins justement critiquée, le jour de Frœschwiller. La bataille de Beaumont y était complètement étrangère, puisque la désignation de son successeur était antérieure à cette triste journée. D'ailleurs, le ministre ignorait encore le 31 le désastre du 30, puisqu'il télégraphiait au maréchal, en réponse au télégramme annonçant la retraite sur Sedan, cette phrase significative : « Vous avez donc éprouvé un revers? »

2. Prince Bibesco, *loc. cit.*, page 123.

chef ne parut pas les partager complètement. — « Je ne veux pas m'enfermer dans des lignes, répondit-il ; je veux être libre de manœuvrer. » — « Monsieur le maréchal, riposta le général Douay, demain l'ennemi ne vous en laissera pas le temps[1]. »

Hélas ! il ne disait que trop vrai. Malheureusement le maréchal, obsédé d'espérances chimériques, semblait non seulement croire qu'il avait encore une journée à lui, mais encore qu'il pouvait attendre l'ennemi à Sedan et même y accepter la bataille au besoin[2]. Et cependant de graves rumeurs commençaient à circuler.

A cinq heures et demie, dans le cours de la conférence dont il a été question plus haut, le commandant Seigland prit la parole. « Il donna quelques détails signalés par le général Douay au maréchal, dans un billet apporté, peu auparavant, par le capitaine de Fayet. Vers quatre heures, un ancien militaire, habitant du pays, était venu informer le général Douay que l'ennemi se préparait à passer la Meuse à Donchery, et *qu'il y avait là toute une armée*. Nous avions, en effet, distingué au loin, sur la rive gauche de la Meuse, les colonnes prussiennes se dirigeant sur ce point. Alors le général s'était décidé à faire lever son camp établi sur le plateau de l'*Algérie*, pour le transporter en face de Floing et d'Illy, sur des positions qu'il pressentait devoir être attaquées le lendemain, et il se hâtait de prévenir le maréchal de ses nouvelles dispositions. Toutefois, il faisait observer au commandant en chef de l'armée que sa 1re division était fort réduite (par suite de la participation qu'elle avait eue à la journée du 30, et de la fausse direction suivie, depuis, par deux de ses bataillons) ; le 7e corps allait avoir à occuper une bien grande étendue de terrain pour se relier au reste de l'armée.

« Le maréchal répondit qu'il ne pouvait pas envoyer de troupes au 7e corps et que le général Douay devait prendre des mesures pour occuper tout le plateau, y compris les bois situés au nord-est. Au surplus, il laissait au général toute liberté de se retrancher dans ses positions. — « Telle est l'intention du général, dit l'aide de camp, et s'il n'a pas fait commencer plus tôt les travaux nécessaires, c'est que ses troupes sont arrivées le matin, exténuées par les marches incessantes des jours précédents et de cette nuit. »

« Le maréchal réfléchit alors pendant un instant ; puis, s'adressant au général de Wimpffen dont le corps devait être tenu en réserve sous les murs de Sedan, il lui demanda s'il ne pouvait pas disposer de quelques troupes. Sur la réponse affirmative du général, il fut décidé que la 1re brigade de la division l'Abadie serait envoyée le lendemain matin, pour relier solidement la droite du 7e corps à la gauche du 1er.

« On levait la séance quand arriva un colonel d'infanterie de marine ; son régiment occupait Bazeilles, et il venait demander s'il fallait faire sauter le pont. — « Certainement ! et tout de suite ! » s'écria le maréchal. Alors fut soulevée la question de savoir si les fourneaux de mine avaient ou non été chargés. Le colonel crut pouvoir affirmer qu'ils ne l'étaient pas. Le maréchal dit qu'il en avait donné

1. Prince Bibesco, *loc. cit.*, page 124.
2. Général Vinoy, *Le Siège de Paris*, page 37.

l'ordre formel et qu'on lui avait rendu compte que tout était prêt. Le général Lebrun affirma qu'on lui avait rapporté le contraire.

« Bref, le maréchal congédia le colonel en lui répétant qu'il fallait absolument faire sauter le pont[1]... »

Nous avons vu par suite de quelles circonstances ce pont, dont l'ennemi devait tirer un si grand profit, ne fut pas détruit.

12e Corps. — Il était neuf heures et demie du matin environ, quand les divisions Grandchamp et de Vassoigne, du 12e corps, atteignirent Bazeilles. C'était le moment précis où les deux pièces d'avant-garde du Ier corps bavarois ouvraient leur feu, des hauteurs de Wadelincourt, sur les troupes de la division Lacretelle (2e division du 12e corps) qui débouchaient de Douzy. Immédiatement, le général Lebrun fit dire à cette dernière de quitter la route et de se porter par Lamécourt sur Daigny, pour y passer la Givonne. Puis il ordonna au général de Vassoigne d'occuper Bazeilles, et au général Grandchamp de l'appuyer en se portant à sa gauche[2]. Tandis que ces dispositions étaient prises, les chasseurs bavarois se portaient sur le village ; la brigade Cambriels, puis bientôt la brigade Martin des Pallières refoulèrent l'ennemi, ainsi que nous l'avons vu précédemment, mais sans lui reprendre le pont[3]. Le combat s'éteignit bientôt de lui-même, et les troupes du 12e corps s'installèrent au bivouac ; le village de Bazeilles, dont une partie brûlait, fut organisé défensivement.

13e Corps. — Il nous reste maintenant à parler du 13e corps, destiné, lui aussi, à prendre part à la lutte suprême, mais que des circonstances spéciales ont soustrait à l'anéantissement et à la honte de la capitulation de Sedan. Ce corps d'armée, confié au général Vinoy, l'un des plus glorieux vétérans de Crimée et d'Italie[4], avait été hâtivement formé à Paris avec deux régiments réguliers, 35e et 42e, provenant du corps d'occupation de Rome, et de quatrièmes bataillons pris un peu partout. Il était loin d'être complet, le 31 août, et cependant le ministre de la guerre venait de l'expédier sur Mézières, avec mission d'inquiéter le flanc gauche de l'armée du prince royal de Prusse. Déjà, le 25, sa 1re division, commandée par le général d'Exéa, avait été dirigée sur Reims, d'où elle expédiait sur Rethel un bataillon chargé de protéger les communications de l'armée de Châlons. Quant à sa 3e division (Blanchard), elle avait atteint Mézières, avec le général Vinoy, dans la nuit du 30 au 31. La 2e division, encore trop incomplète, était restée à Paris[5].

1. Prince Bibesco, *loc. cit.*, pages 126 et suivantes.

2. La division Grandchamp était réduite à la brigade Cambriels. L'autre brigade (Courson de la Villeneuve) avait été dirigée, par ordre du maréchal, directement sur Sedan, aussitôt après l'affaire de Beaumont. Elle prit position près du 5e corps, au *Vieux-Camp*.

3. Le général Martin des Pallières avait été blessé dans cette affaire.

4. Le général Vinoy, atteint par la limite d'âge, était au cadre de réserve quand éclata la guerre de 1870. Les services qu'il a rendus pendant toute la campagne et la Commune ont montré que la vieillesse n'avait éteint chez lui ni la valeur, ni l'énergie.

5. Voir pièce n° 13.

Dans le principe, le 13e corps avait reçu Reims comme objectif. Si l'ennemi se dirigeait de ce côté, il devait faire sauter le pont de Suippes, puis se retirer sur Laon ou Soissons, suivant les circonstances. Mais, le 28 août, cette destination était changée, et le ministre l'envoyait à Mézières, par voies ferrées. Là, le général Vinoy, ayant eu vent de l'affaire de Beaumont, mais n'en connaissant ni les détails ni la portée, voulut se mettre en rapport avec le maréchal de Mac-Mahon, et lui adressa, le 31, son aide de camp, le capitaine de Sesmaisons. Le train qui emportait cet officier, conduisait également à Sedan un détachement de 359 hommes, destinés au 3e zouaves; c'est lui qui fut canonné, entre Donchery et Sedan, par la batterie à cheval de la 4e division de cavalerie allemande (voir page 525). L'émotion produite sur les réservistes par cette agression inopinée fut telle qu'ils se précipitèrent sur les marchepieds, se mirent à tirailler dans tous les sens jusqu'à l'entrée en gare de Sedan!

Le capitaine de Sesmaisons, en arrivant à Sedan, fut reçu par l'Empereur, qu'il renseigna sur les causes de la canonnade entendue à Donchery et sur certains mouvements d'une colonne allemande composée de toutes armes, distinctement aperçue, vers neuf heures et demie, tandis qu'elle marchait dans la direction de Donchery. Le capitaine rendit compte au souverain de l'arrivée du général Vinoy à Mézières, de l'envoi de détachements sur Poix, Rimogne, Flize[1]; mais il insista sur les dangers qui semblaient menacer ces troupes trop en l'air.

Napoléon III, partageant ses craintes, télégraphia immédiatement au général Vinoy : — « Dix heures du matin. — *Les Prussiens s'avancent en forces; concentrez toutes vos troupes dans Mézières*[2]. » Puis, comme la voie ferrée paraissait impraticable désormais, l'Empereur fit donner au capitaine un des chevaux de l'état-major général, et indiqua lui-même, en la traçant sur la carte, la route qu'il allait pouvoir suivre pour repartir.

C'était un chemin de *grande communication*, tout récemment livré à la circulation, qui passait par Saint-Menges, Saint-Albert et Vrigne-aux-Bois. Comme il ne figurait pas encore sur la carte, l'Empereur était convaincu que l'ennemi en ignorait l'existence, et que, par suite, la retraite sur Mézières pourrait le lendemain, s'effectuer, grâce à lui, d'autant plus facilement que les Allemands ne seraient pas en mesure, étant donné leur effectif qu'on supposait de 70,000 hommes à peine, de jeter sur la rive droite de la Meuse des forces suffisantes pour l'empêcher. Or, telle était la minutie avec laquelle les Allemands, depuis quelques années, exerçaient leur surveillance rigoureuse sur tout ce qui, en France, pouvait intéresser une guerre considérée comme imminente, que ce chemin, qui ne figurait pas sur nos cartes, était au contraire déjà porté sur les leurs!

« Cependant le capitaine de Sesmaisons parvint à rencontrer le maréchal de

1. On se rappelle que le pont de cette localité fut détruit par un détachement du 12e.

2. En envoyant ce télégramme, l'Empereur fit observer que les dispositions qu'il prescrivait devaient être ratifiées par le maréchal, seul commandant en chef. Lui, n'intervenait là qu'en raison de l'urgence et de la difficulté qu'éprouverait peut-être le capitaine de Sesmaisons à rencontrer le maréchal.



Environs de Sedan.

Mac-Mahon au moment où il visitait la citadelle. Le maréchal approuva les dispositions prescrites par l'Empereur; il voulut bien ensuite faire connaître à l'aide de camp du général Vinoy ses vues et ses impressions personnelles... La résolution du maréchal semblait définitivement arrêtée pour une marche de l'armée sur Mézières; il ne redoutait pas un mouvement des Prussiens sur ses derrières, persuadé qu'il était que, dans le cas où ce mouvement serait tenté, ses troupes pourraient écraser à temps le corps ennemi forcément peu nombreux qui chercherait à s'opposer à sa marche. Il pensait donc que les communications resteraient libres par la rive droite de la Meuse.

« Vers onze heures, le général Douay vint trouver le maréchal... C'est à ce moment que le maréchal *parut songer à une détermination différente; renonçant provisoirement à l'opinion qui avait d'abord prévalu dans son esprit et dans ses conseils, d'une retraite, alors encore possible sur Mézières, il sembla préférer attendre l'ennemi et accepter la bataille.*

« Le maréchal, après avoir demandé au capitaine à quel moment le 13e corps serait prêt à agir et lui avoir promis d'envoyer, au moment voulu, des ordres nouveaux, partit pour aller passer l'inspection de ses divers corps de troupes. Il était alors près de midi[1]. »

Le capitaine de Sesmaisons, sorti de Sedan vers une heure, rejoignit Mézières à deux heures et demie, et rendit compte de sa mission. Nous verrons, par la suite de ce récit, quelles furent les destinées du 13e corps.

Si maintenant nous résumons les positions occupées, le 31 au soir, par l'armée française, nous voyons qu'elles formaient une double équerre, faisant face à la fois au sud, à l'est et au nord. Rien ne ressemblait moins à une ligne de bataille, et, en réalité, aucun plan de défense n'avait été arrêté. « Les instructions se bornaient à ce texte: défendre le mieux possible les positions sur lesquelles on se trouvait. La ligne de retraite, en prévision d'un insuccès, n'était pas indiquée. Il paraît évident que le maréchal voulait, avant de prendre un parti, voir se dessiner les mouvements de l'ennemi[2]. » Il fallait que l'énorme supériorité numérique de celui-ci fût bien mal connue, pour qu'on laissât ainsi une armée, déjà si profondément ébranlée, exposée à ses attaques dans une position pareille. Car les combats d'arrière-garde soutenus par le 1er corps, la canonnade de Bazeilles, l'apparition des colonnes allemandes à Donchery, tout cela démontrait clairement que nos deux ailes étaient menacées à la fois; il était donc facile de prévoir que si par malheur la route de Mézières nous était enlevée, il ne resterait d'autre ressource à l'armée de Châlons que de mettre bas les armes, ici ou en Belgique. De fait, l'armée de la Meuse nous fermait les débouchés sur Carignan; la IIIe armée menaçait déjà fortement les communications avec Mézières. Dans ces conditions, il fallait, sous peine de périr, se dérober au plus vite, et abandonner dans la nuit

1. Général Vinoy, *loc. cit.*, pages 36 et suivantes.
2. Prince Bibesco, *loc. cit.*, page 132.

même, sous la protection du 13ᵉ corps, le point si dangereux de Sedan. L'ordre n'en ayant pas été donné, nos différents corps attendirent l'attaque dans les positions qu'ils occupaient le 31, et dont voici le détail :

12ᵉ CORPS. — 3ᵉ *division* (de Vassoigne), avec une brigade (des Pallières), à Bazeilles, l'autre (Reboul) au sud-est de Balan.
2ᵉ *division* (Lacretelle), sur les hauteurs de la rive droite de la Givonne, du château de Monvillers à Daigny.
1ʳᵉ *division* (Grandchamp), réduite à la brigade Cambriels, au *fond de Givonne*.
Iᵉʳ CORPS. — 4ᵉ *division* (de Lartigue), de Daigny à Haybes.
1ʳᵉ *division* (Wolff), de Haybes à Givonne.
3ᵉ *division* (L'Hérillier), derrière la 4ᵉ, en seconde ligne.
2ᵉ *division* (Pellé), derrière la 1ʳᵉ, également en seconde ligne.
7ᵉ CORPS. — 3ᵉ *division* (Dumont), sur le plateau situé entre le bois de la Garenne et Floing, sa droite appuyée au bois.
2ᵉ *division* (Liébert), à gauche de la 3ᵉ[1], avec la brigade Guiomar en crochet défensif, face à l'ouest, pour surveiller la vallée de la Meuse et les débouchés de Floing.
Iʳᵉ *division* (Conseil-Dumesnil), en seconde ligne, derrière les deux premières.
5ᵉ CORPS, au Vieux-Camp, sauf les deux brigades Maussion et de Fontanges, dont l'une était près de Cazal, derrière la gauche du 7ᵉ corps, l'autre au sud du bois de la Garenne, reliant le Iᵉʳ corps au 7ᵉ.

Les divisions de cavalerie des corps d'armée bivouaquaient derrière le centre de leurs corps respectifs. *Les divisions Margueritte et de Bonnemains* étaient massées au sud du village de Floing.

Pour qui connaît le caractère chevaleresque du maréchal de Mac-Mahon, il semble évident qu'il s'est fait scrupule de renoncer à une mission acceptée par lui, sans livrer une bataille avec toutes ses forces. Mais, dans ce cas, il eût été préférable, comme l'a jugé le général Ducrot, de prendre position sur les hauteurs d'Illy et de Saint-Menges et d'y attendre l'attaque, parce que là on ne pouvait être pris à revers ; tandis que rester à Sedan, « c'était s'enfermer au centre de la circonférence que l'ennemi devait décrire, sans espoir possible d'en sortir, si on la laissait se fermer entièrement. » Nous le répétons : le maréchal n'évaluait qu'à 70,000 hommes les forces de ses adversaires, et il ne comptait pas être attaqué le lendemain.

La fatalité, qui nous poursuivait sans répit depuis le début de cette malheureuse guerre, vint aussi rendre vaines une partie de ses précautions. Nous avons déjà vu par suite de quel fâcheux incident le pont de Bazeilles ne fut pas détruit. Celui de Donchery, grâce à une inconcevable maladresse, ne le fut pas davantage, malgré

1. La 2ᵉ division du 7ᵉ corps avait jeté deux bataillons dans Saint-Menges.

les ordres formels du commandant en chef. Une compagnie du génie avait été envoyée en effet, par chemin de fer, de Sedan à Donchery, pour opérer cette destruction ; à peine les hommes étaient-ils descendus du train, que celui-ci repartait à toute vitesse, emportant dans la direction de Mézières la poudre et les outils ! Or ce fut à dix heures du soir seulement que le maréchal fut informé de cet incident; il renvoya sur-le-champ d'autres troupes, avec le nécessaire. Mais quand elles arrivèrent à Donchery, le pont était déjà occupé par l'avant-garde du XI[e] corps ; elles furent refoulées, et ce point de passage si important resta au pouvoir de l'ennemi.

Cependant, les généraux français, témoins du fâcheux état des troupes, que serraient de près les avant-postes allemands, et jugeant d'autre part sur place les inconvénients de la situation tactique, éprouvaient de vives inquiétudes sur le sort réservé à l'armée. « Nous sommes perdus ! » disait le général Doutrelaine. Et le général Douay, à qui il s'adressait, lui répondait par ces mots résignés : « C'est mon opinion, et il ne nous reste plus, mon cher Doutrelaine, qu'à faire de notre mieux avant de succomber... ! » De son côté, le général Ducrot demandait instamment qu'on ne restât pas à Sedan et n'envisageait la situation qu'avec « un véritable désespoir ». Seul, le maréchal ne croyait pas au danger.

Et c'est ainsi que cette armée, la dernière de la France, allait périr, parce qu'un gouvernement aux abois avait violé le principe sacré de l'indépendance du commandement. Sans les fatales dépêches expédiées par le général de Palikao dans la nuit du 27 au 28, la marche sur Montmédy était abandonnée à cette dernière date ; l'armée de Châlons se retirait derrière le canal des Ardennes, vers les places du Nord ; elle restait disponible pour entreprendre, après un peu de répit, des opérations nouvelles ; enfin elle échappait aux désastreuses journées de Beaumont et de Sedan, les plus poignantes, les plus douloureuses qu'enregistre l'histoire de notre noble pays ! On a pu dire que les pressantes invitations du ministre de la guerre ne constituaient pas des ordres, et que toute liberté restait au maréchal d'y déférer ou non[1]. C'est vrai. Napoléon lui-même l'a écrit : « Un général en chef n'est pas couvert de ses fautes, à la guerre, par un ordre de son souverain ou du ministre, *quand celui qui le donne est éloigné du champ d'opérations.* » Mais ici, devant ce trône chancelant dont on semblait par avance imputer la chute à l'abandon de la marche sur Metz, la situation était-elle normale ? Et la responsabilité du commandant en chef ne devenait-elle pas infiniment plus lourde que celle dont est chargé un général d'armée dans les conditions ordinaires ? En mettant la loyauté du maréchal à cette terrible épreuve, le cabinet du 9 août fut le principal auteur du désastre ; il obéissait à des préoccupations dynastiques, et il a entraîné ainsi dans la ruine de leur dernière armée, et la dynastie qu'il entendait protéger, et le pays auquel seul il aurait dû songer.

Tandis que se déroulaient ces événements visiblement précurseurs de la

1. Le maréchal, raconte le colonel Stoffel, « tout en se rendant aux instances venues de la capitale », eut la précaution de faire prendre quatre copies de la dépêche adressée à l'Empereur, afin que la trace ne se perdît jamais. (*La Dépêche du 20 août*, page 86.)

catastrophe, l'empereur Napoléon III, torturé par la souffrance et miné de chagrins, errait dans la ville, attendant le dénouement du drame qu'il était impuissant à conjurer, mais qu'il devinait sans doute. La vue de ce souverain, naguère encore le premier de l'Europe, et traînant maintenant au hasard des événements les restes d'une grandeur déchue, évoquait, par la saisissante brutalité des contrastes, la pensée d'un héros de tragédie antique, achevant sa destinée au milieu d'un sombre cortège d'angoisses et de douleurs. Quand passait, l'œil morne et les traits pâlis, le César jadis tant acclamé, qui semblait aujourd'hui conduire vivant ses propres funérailles, nul cri ne signalait plus sa présence, et les soldats qui allaient mourir ne le saluaient même pas! Lui, du moins, voulut leur parler une dernière fois; mais sa voix défaillante ne connaissait plus d'autres accents que ceux de la tristesse et de l'amertume, et sa proclamation retentit dans les camps comme le glas funèbre d'un grand règne et d'un grand nom.

« Soldats!

« Le début de la campagne n'ayant pas été heureux, j'ai voulu, mettant de côté toute considération personnelle, confier le commandement des armées à ceux des maréchaux que l'opinion publique désignait particulièrement. Jusqu'alors le succès n'a pas couronné leurs efforts; j'apprends cependant que l'armée du maréchal Bazaine s'est reformée sous les murs de Metz et que celle du maréchal de Mac-Mahon n'a que peu souffert dans la journée d'hier. Vous n'avez donc aucun motif de découragement.

« Nous avons empêché l'ennemi de pousser jusqu'à la capitale, et la France entière se lève pour chasser l'envahisseur.

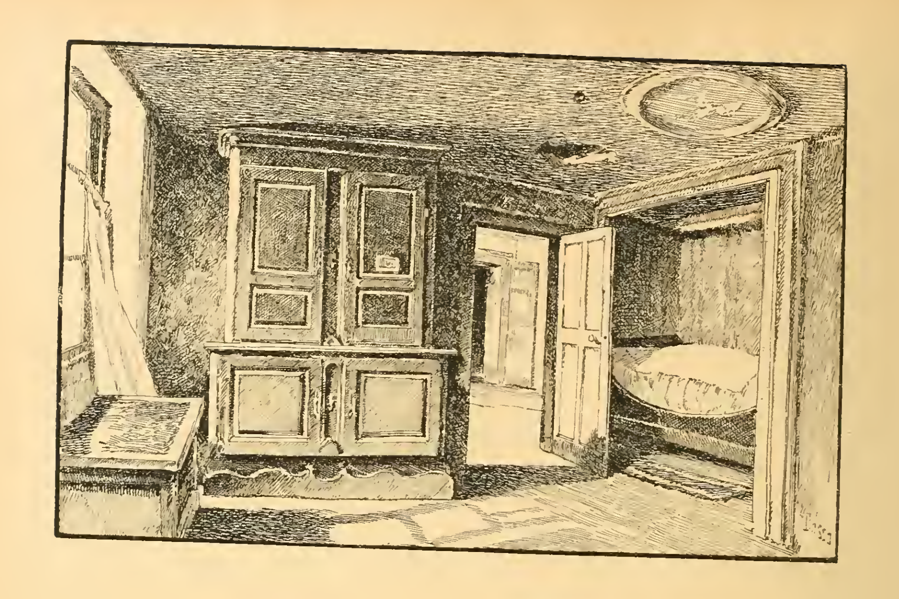
« Dans ces difficiles circonstances, confiant dans l'Impératrice qui me remplace dignement à Paris, j'ai préféré le rôle de soldat à celui de souverain. Aucun sacrifice ne me semblera trop lourd pour sauver notre patrie. La France, Dieu merci, compte encore des hommes de courage, *et s'il devait s'y trouver des lâches, les lois militaires et l'opinion publique sauraient en faire justice.*

« Soldats! Soyez dignes de votre antique réputation! Que chacun fasse son devoir et Dieu n'abandonnera pas notre pays!

« NAPOLÉON. »

Sedan, le 31 août 1870.

Les soldats français n'étaient pas habitués à entendre un pareil langage, véritable cri de détresse qu'il eût mieux valu leur cacher. Tandis qu'ils le commentaient avec tristesse et étonnement, la nuit tombait sur leurs bivouacs, cette nuit qui devait être la dernière de l'armée de Châlons.



CHAPITRE V

BATAILLE DE SEDAN

I. — Déploiement de l'armée de la Meuse.

Attaque de Bazeilles par le Ier corps bavarois. — Le 1er septembre 1870, date dont le souvenir est à jamais couvert d'un voile de deuil, la fusillade éclata à Bazeilles avant le jour. Il faisait un brouillard épais, qui montait des prairies de la Meuse, et jetait sur la campagne comme un tapis de gaze blanche, dont les plis cachaient les mouvements de l'ennemi. La fraîcheur de l'aube était pénétrante, et les soldats du 12e corps, engourdis par une nuit passée au bivouac sans feu ni pain, battaient la semelle devant leurs misérables petites tentes pour ranimer un peu leurs membres endoloris[1], quand, vers quatre heures et demie, trois bataillons ennemis surgirent tout à coup dans la grande rue de Bazeilles.

Le général von der Thann, suivant à la lettre les instructions du Prince

1. Inquiet de ne pas entendre le bruit de l'explosion du viaduc, que le maréchal avait ordonné devant lui de faire sauter, et ignorant ce qui s'était passé la veille de ce côté, le général Lebrun avait eu la précaution de faire sonner le réveil à quatre heures, une heure avant le moment fixé.

royal qui lui prescrivaient de contenir l'adversaire, avait voulu en effet profiter de l'obscurité pour jeter sur la rive droite le plus de monde possible, et donné l'ordre à sa première division de se porter en silence sur Bazeilles jusqu'à la lisière nord du bourg. Les troupes devaient s'avancer, autant qu'elles le pourraient, sans tirer, et s'emparer par surprise du village, qu'on croyait faiblement gardé.

A quatre heures du matin, les troupes les plus avancées de la première division bavaroise franchirent donc la rivière, celles appartenant à la 2e brigade au viaduc du Pont-Maugy, celles de la 1re sur les ponts de bateaux jetés la veille à Aillicourt. Fort peu de temps après, la colonne de gauche [1] atteignait Bazeilles sans rencontrer d'avant-postes; mais elle se heurtait bientôt, dans la grande rue du village, aux barricades établies par l'infanterie de marine, et était rejetée dans les rues latérales, barricadées également. Au même moment, le général Reboul accourait de Balan pour remplacer le général Martin des Pallières, blessé, et, suivi bientôt de sa brigade, organisait vivement la résistance.

Le village de Bazeilles avait été assez fortement aménagé et offrait à la défense des points d'appui sérieux. La villa Beurmann en particulier, située à l'intersection de la grande route et du chemin de Daigny, était crénelée et enfilait toute la longueur de la rue; de même, des constructions massives, existant sur la face nord, étaient garnies de défenseurs. Les Bavarois furent obligés, pour avancer, d'enlever maison par maison; ils parvinrent bien à gagner la villa Beurmann, mais là tous leurs efforts échouèrent, et après de lourdes pertes, ils durent s'arrêter. « L'obscurité, le retentissement de la fusillade dans les rues, rendaient fort difficile de diriger l'action; les liens tactiques se relâchaient de plus en plus au milieu de ces engagements confus dont chaque maison était le théâtre; chasseurs et fantassins combattaient pêle-mêle [2]. »

A ce moment arrivait à Bazeilles la colonne de droite, venue des ponts d'Aillicourt. Le général von der Thann, avisé que le prince royal de Saxe allait jeter ses forces du côté de La Moncelle et qu'une division du IVe corps s'approchait de Rémilly, pour servir de réserve, jugea qu'il pouvait maintenant s'engager à fond. Il lança aussitôt sur Bazeilles le reste de la 2e brigade, suivie bientôt de la 3e, et ne conserva de disponible que la 4e, pour garder les ponts. Il était alors cinq heures et demie. Une offensive générale de tout ce que le Ier corps bavarois pouvait mettre en ce moment en ligne se produisit, de Bazeilles à Monvillers; elle échoua, et aussitôt la gauche de la ligne d'attaque, vivement pressée par nos soldats, dut battre en retraite précipitamment. Un groupe de chasseurs bavarois cerné dans une maison, avec un chef de bataillon, fut forcé de mettre bas les armes, et il ne resta alors au pouvoir de l'ennemi que deux constructions en pierre, situées à l'angle de la grande rue, au point où elle rejoint la route de Douzy, tandis que nous occupions les deux rangées

1. Cette colonne avait, en tête, un bataillon de chasseurs, déployé en tirailleurs, et, derrière, deux bataillons, formés en lignes de colonnes de compagnie.

2. *La Guerre franco-allemande*, page 1091.

de maisons jusqu'au delà de la route en question[1]. Voyant le danger qui les menaçait, les Bavarois firent avancer des renforts, avec deux pièces qui, à une distance de 60 mètres, canonnèrent les bâtiments que nous occupions ; nous ne pouvions donc plus avancer, mais nous tenions bon dans la villa Beurmann. En vain les deux pièces sont-elles amenées à bras face à cette petite forteresse ; privées bientôt de presque tous leurs servants, elles ne peuvent se retirer que grâce au concours de fantassins qui les traînent à l'abri.

La lutte continua alors, acharnée et brutale, sans amener de résultats appréciables. De notre côté, la brigade Carteret-Trécourt, envoyée par le général Ducrot sur la demande du commandant du 12e corps, s'approchait de Balan, avec quelques régiments du 5e corps, mais n'était pas encore entrée en ligne. Du côté de l'ennemi, un bataillon avait gagné la place de l'église, mais n'avait pu pousser au delà ; à peu près toute la partie nord du village était occupée par nous, et les efforts exaspérés des Bavarois se heurtaient à une résistance à laquelle un certain nombre d'habitants de Bazeilles participaient en gens de cœur. Cette circonstance poussa à son paroxysme la rage impuissante de l'ennemi, et alors on vit commencer une série d'horreurs qui se prolongèren malheureusement trop pour que l'excitation de la lutte puisse leur servir d'excuse L'incendie fut allumé, non plus par le canon, mais avec des torches flambantes, et soigneusement entretenu même après que la bataille eut pris fin. Des soldats, ivres de sang et de fureur, se ruaient à travers les ruines fumantes du village, fusillaient des blessés, s'emparaient des habitants et massacraient impitoyablement tout ce qui leur tombait sous la main, sans pitié ni pour les femmes, ni pour les enfants, ni pour les vieillards. Il s'est commis là des actes de barbarie sauvage, qui ont déshonoré à jamais le nom bavarois, et dont la Relation allemande donne une idée suffisante par son récit volontairement réservé : « La population de Bazeilles, dit-elle, prenait une part très active à la lutte, soit en opposant une résistance ouverte, soit en faisant feu des caves de maisons déjà enlevées. Des brancardiers, des blessés même n'avaient pas été épargnés, *et les Bavarois se voyaient enfin dans la nécessité d'user de rigueur à l'égard des habitants trouvés les armes à la main.* Ces circonstances portaient à son comble l'exaspération des deux partis qui, depuis si longtemps, se disputaient avec acharnement la possession du village *déjà en flammes sur plusieurs points.* »

La vérité tout entière est que ces flammes avaient été allumées de parti pris, et que, parmi les habitants fusillés, une minime partie seule fut prise les armes à la main. Voici d'ailleurs des chiffres, dont la douloureuse éloquence n'a nul besoin d'être commentée. Sur 423 maisons que comptait le bourg, 37 seulement furent brûlées par les obus, tandis que *363 furent incendiées volontairement.* 43 habitants *des deux sexes* ont été massacrés sur place[2] ; enfin les pertes

1. *La Guerre franco-allemande*, page 1093.
2. D'après le relevé fait par le maire de Bazeilles.



1. Général Margueritte. — 2. Général de Wimpffen. — 3. Général Lebrun.
4. Général Galiffet.

matérielles se montèrent à la somme énorme de *cinq millions de francs!*

Les auteurs de ces cruautés sans nom, soldats vraiment indignes de porter l'uniforme, étaient les fils de ceux qui, après avoir reçu de Napoléon Ier des bienfaits de toute sorte et couvert le maître d'adulations serviles pendant ses succès, abandonnèrent lâchement l'armée française au moment des revers, et tournant contre elle leurs armes mercenaires, l'obligèrent à leur passer sur le ventre à Hanau! Ils étaient ceux-là même que les Prussiens avaient si facilement battus en 1866, et qui allaient pousser la bassesse jusqu'à offrir les premiers à leur vainqueur d'hier une couronne impériale qui leur enlevait et leur indépendance et presque leur autonomie!

Le souvenir des horreurs de Bazeilles couvre leur nom d'une honte ineffaçable et suffit à déshonorer leur succès[1].

Tandis que l'incendie accomplissait son œuvre destructive, le brouillard s'éclaircissait peu à peu. L'artillerie bavaroise, qui jusqu'alors n'avait pu prendre part à la lutte, ouvrit son feu vers six heures, et couvrit d'obus « les masses d'infanterie et les batteries ennemies *en position au nord de Bazeilles*[2]. » Elle était postée sur les hauteurs entre Pont-Maugy et Aillicourt. Une seule batterie était venue se mettre au sud-est de La Moncelle, et là, de concert avec une batterie saxonne qui avait précédé l'avant-garde du XIIe corps en marche sur ce point, elle tirait sur les troupes du général Lacretelle.

Avec l'appui de cette artillerie, le général von der Thann jugea alors opportun de prendre pied dans le parc de Monvillers que nous occupions toujours. Justement sa 2e division débouchant à ce moment, il la lança contre le château; un bataillon de chasseurs, puis un régiment pénétrèrent dans le

1. Le récit de ces faits souleva dans l'Europe entière une violente explosion d'indignation. Les journaux étrangers dénoncèrent au monde civilisé des procédés qui reportaient la guerre à quatorze siècles en arrière, et l'horreur en fut telle que le général von der Thann dut plaider les circonstances atténuantes. Par une lettre adressée le 20 juin 1871 à l'*Allgemeine Zeitung*, il prétendit que le feu avait été mis à Bazeilles autant par nos obus que par les canons bavarois; que les citoyens morts pendant la lutte avaient tous été *tués accidentellement* et que leur nombre ne dépassait pas 39; enfin que tout cela était un malheur regrettable, mais un de ces événements fréquents à la guerre et impossibles à empêcher.

Malheureusement pour le général bavarois, le démenti ne se fit pas attendre. Il avait eu, dans sa lettre, l'audace d'en appeler au témoignage de M. Bellomet, maire de Bazeilles. Cet honorable magistrat protesta avec la dernière énergie contre ces insinuations (numéro de l'*Écho de Givet* du 5 août 1871), et ses affirmations irrécusables furent encore corroborées par la parole du vénérable abbé Baudelot, alors desservant à Bazeilles, et depuis curé de Carignan. Au surplus, il existe une pièce authentique, conservée aux archives de la ville de Sedan, et dont les termes suffisent à fixer ce point d'histoire. C'est une communication officielle adressée par le commandant allemand de la place de Sedan, le 29 septembre 1871, au commissaire civil, et interdisant les souscriptions ouvertes, en faveur des pauvres de Bazeilles, par les Anglais venus pour visiter le champ de bataille. « Je vois dans ce fait, y est-il dit, un blâme et une fausse interprétation de la *sentence exécutée contre ce village.* »

Voilà qui prouve suffisamment que si nos obus, voire la fatalité, sont pour quelque chose dans la destruction de Bazeilles, ils ont été puissamment aidés dans leur œuvre destructive par des instructions venues de haut...

2. *La Guerre franco-allemande*, page 1095. On voit que l'objectif des batteries bavaroises n'était même pas le village, et que par suite l'incendie qui dévorait celui-ci avait une autre cause que le tir de l'artillerie.

parc et nous refoulèrent. Bientôt la lutte entre Bazeilles et La Moncelle devint d'une extrême violence, et les Bavarois voulurent profiter de leur supériorité numérique pour aborder à la fois de front et de flanc l'imprenable villa Beurmann. Mais, bien qu'appuyés par une artillerie contre laquelle, en raison de la distance, les batteries de réserve du 12e corps français ne pouvaient rien, ils ne réussirent pas encore à triompher de l'énergique résistance que leur opposait l'infanterie de marine. La villa Beurmann nous resta.

Quant aux Bavarois, ils avaient perdu un monde énorme, et leurs trois premières brigades se trouvaient presque tout entières dispersées en tirailleurs, sans autre soutien que quelques compagnies restées groupées jusque-là. La 4e brigade arrivait de la Meuse.

Il était environ huit heures et demie. Tout le Ier corps bavarois était engagé devant Bazeilles, sans réussir à s'en emparer. Son artillerie de réserve, voyant qu'elle produisait en somme assez peu d'effet, franchit la rivière à son tour, et s'approcha du théâtre de l'action. Quant au général von der Thann, posté à l'angle sud du village, il fit alors demander à la division du IVe corps, envoyée à Rémilly, de s'avancer aussi pour le soutenir.

Attaque de La Moncelle et de Daigny par le XIIe corps. — Sur ces entrefaites, le XIIe corps s'était engagé depuis quelque temps déjà contre nos troupes en position sur les hauteurs de la Givonne. Nous avons vu que déjà depuis six heures du matin, une batterie saxonne était venue se poster entre Daigny et La Moncelle, d'où, appuyée successivement par une, puis par deux batteries bavaroises, elle avait canonné les troupes de la division Lacretelle. Vers six heures et demie, l'avant-garde saxonne, formée par la 24e division, débouchait à son tour [1], s'emparait de La Moncelle, très faiblement défendu, ainsi que de la Platinerie, prenait pied sur la pente ouest du ravin, dans deux maisons en bordure de la route de Bazeilles à Daigny, et donnait la main aux Bavarois établis dans le château de Monvillers.

Le prince Georges de Saxe, commandant le XIIe corps, croyait encore qu'il ne s'agissait pour lui que d'immobiliser un ennemi déjà en retraite. Quand il s'aperçut, à son arrivée à La Moncelle, que nous opposions à Bazeilles une résistance opiniâtre et que, devant lui, les hauteurs de la Givonne se garnissaient de troupes, il comprit que c'était une vraie bataille qui commençait, et qu'il fallait hâter l'entrée en ligne de ses forces. Il envoya donc l'ordre à l'artillerie du corps d'accourir, et à la 23e division, qui marchait en arrière, de la suivre le plus rapidement possible. Dès sept heures, les batteries de la 24e division entraient en action ; elles furent presque immédiatement suivies par les batteries de corps, de sorte que bientôt 72 pièces [2] se déployèrent derrière La

1. « A trois heures et demie du matin, conformément à l'ordre du commandant en chef de l'armée de la Meuse, le prince Georges de Saxe avait prescrit au XIIe corps de se rassembler sur-le-champ à Douzy, et de porter, à cinq heures, une brigade de la 24e division sur La Moncelle. » (*La Guerre franco-allemande*, page 1099.)

2. 12 batteries dont 10 saxonnes et 2 bavaroises.

Moncelle, à cheval sur la route de Lamécourt, et écrasèrent de projectiles notre artillerie, trop faible pour les contre-battre efficacement.

Le maréchal de Mac-Mahon est blessé. — Double changement de commandement. — A ce moment se produisit un événement d'une exceptionnelle gravité. Dès les premières heures du jour, le maréchal de Mac-Mahon, tourmenté par les graves nouvelles que lui avait données, la veille au soir, le général Douay, envoyait en reconnaissance, du côté de Donchery, deux officiers de son état-major. Il craignait que les Allemands ne se fussent portés en force de ce côté pendant la nuit[1], et qu'il en résultât une sérieuse menace pour la route de Mézières. Comme il attendait le retour de ces officiers, il reçut, vers cinq heures et demie du matin, une dépêche du général Lebrun lui annonçant l'attaque des Bavarois, et lui rendant compte de la chaude affaire de Bazeilles. Montant à cheval aussitôt, il se porta au galop vers la division de Vassoigne, dont la vigoureuse attitude lui parut rassurante, et chercha alors à joindre le commandant du 12e corps. Celui-ci était en ce moment à la gauche de ses troupes, devant La Moncelle où débouchaient les têtes d'avant-gardes saxonnes. Le maréchal tourna à gauche vivement, prit le chemin qui conduit de Balan à La Moncelle, et, arrivé sur la crête, s'arrêta un moment pour observer les mouvements de l'ennemi. Tout à coup un obus, parti des batteries saxonnes, vint éclater devant lui, brisa une jambe de son cheval et l'atteignit lui-même à la hanche d'un de ses éclats. Le maréchal pâlit.

— « Monsieur le maréchal, vous êtes blessé ; voulez-vous mettre pied à terre? lui cria son aide de camp, le colonel d'Abzac.

— « Non, ce n'est rien ! » répondit le maréchal.

Quelques instants après cependant, il perdait connaissance et on devait l'emporter. Il était alors six heures un quart environ[2].

Il fallait pourvoir sans tarder au commandement que le duc de Magenta se trouvait dans la nécessité d'abandonner. Or, de tous les commandants de corps d'armée, le général Ducrot était celui qui paraissait le mieux au courant de la situation ; aussi, bien qu'il ne fût pas le plus ancien, le maréchal n'hésita pas à lui confier la direction suprême de la bataille, et lui envoya, pour le prévenir du redoutable honneur qui lui incombait, un de ses officiers d'état-major, le commandant de Bastard.

Tandis que celui-ci galopait à la recherche du général Ducrot, à travers le champ de bataille, un éclat d'obus, reçu en pleine figure, le jeta presque inanimé sur le sol. Il fallut donc déférer sa mission à un autre officier, et ce fut le commandant Riff qui, après des difficultés nombreuses, parvint enfin à la remplir. Il était à ce moment huit heures environ.

1. *Déposition du maréchal devant la Commission d'enquête sur le 4 septembre.*

2. L'emplacement exact où le maréchal est tombé, près de l'intersection du chemin de Balan à La Moncelle avec celui de La Moncelle à Bazeilles, est marqué par une petite croix en pierre, sur laquelle n'existe aucune inscription.

Contrairement à ce que croyait le maréchal, le commandant du 1er corps était, comme tous ses collègues, dans la plus complète ignorance de la situation. Lui-même a écrit que, privé d'instructions quelconques, il ne connaissait rien des intentions du général en chef, et ne savait même pas si la bataille engagée était offensive ou défensive. Il connaissait seulement l'apparition de forces ennemies sur les deux ailes de l'armée, mais tout en appréciant la gravité de cette menace, il ne croyait pas la route de Mézières compromise. Et, de fait, ainsi qu'on en jugera par la suite des faits, elle ne l'était pas encore complètement. Cependant il n'y avait pas un instant à perdre, car déjà la IIIe armée venait d'entamer la manœuvre qui devait nous l'interdire absolument. Le général Ducrot prit aussitôt son parti. Revenant à son projet de la veille, il se décida à rompre le combat et à reporter l'armée tout entière sur le plateau d'Illy, face au sud. Une fois là, il aurait avisé aux moyens de se retirer sur Mézières, en sacrifiant au besoin une arrière-garde, investie de la mission glorieuse de se dévouer au salut commun.

Les ordres sont envoyés sans plus tarder. La retraite va s'opérer par échelons, en commençant par les troupes postées sur la rive droite de la Givonne (divisions Grandchamp, Pellé et L'Hérillier). La division Wolff, du 1er corps, partira la dernière, en défendant le terrain pied à pied. Le général de Vassoigne retirera ses troupes par échelons de brigade, à la faveur d'un retour offensif exécuté comme diversion par la division Lacretelle contre La Moncelle. Enfin, la division de Lartigue, déjà engagée, ainsi qu'on le verra tout à l'heure, sur la rive gauche de la Givonne, y restera jusqu'à nouvel ordre, pour garder le pont de Daigny, à la conservation duquel le général Ducrot attache une importance extrême.

Ces différents mouvements étaient à peine commencés que le général Ducrot recevait le billet suivant :

« *L'ennemi est en retraite sur notre droite. J'envoie à Lebrun la division Grandchamp. Je pense qu'il ne doit pas être question en ce moment de mouvement de retraite.* J'ai une lettre de commandement de l'armée du ministre de la guerre, mais nous en parlerons après la bataille. *Vous êtes plus près de l'ennemi que moi. Usez de toute votre énergie et de tout votre savoir pour remporter la victoire sur un ennemi dans des conditions désavantageuses. En conséquence, soutenez vigoureusement Lebrun, tout en surveillant la ligne que vous étiez chargé de garder.* — De Wimpffen. »

Le nouveau commandant du 5e corps venait en effet de produire une lettre de commandement à lui donnée, avant son départ de Paris, par le général de Palikao, et de revendiquer sur-le-champ l'exercice des droits qu'elle lui conférait. Depuis près de deux heures déjà, il connaissait la blessure du maréchal, et s'il n'avait pas encore réclamé le commandement suprême, c'est, a-t-il écrit, qu'il considérait d'abord le général Ducrot comme le continuateur de la pensée du maréchal. Quand il vit que le 12e corps tenait bon à Bazeilles, il espéra pouvoir

bientôt passer à l'offensive. Arrivé de la veille à l'armée, il n'était au courant ni de son état déplorable, ni de la série de graves indices qui faisaient entrevoir à d'autres généraux, mieux renseignés que lui sur la réalité des choses, la menace d'un prochain enveloppement. Pénétré, d'autre part, des idées qu'avant son départ de Paris, le général de Palikao lui avait exposées avec chaleur, il ne voulait pas encore renoncer à opérer une jonction, désormais chimérique, avec l'armée de Metz, et n'admettait pas d'autre solution possible qu'une percée dans la direction de Carignan. Les ordres donnés par le général Ducrot dans un sens diamétralement contraire le décidèrent à assumer la lourde responsabilité qu'il ne tenait qu'à lui de ne pas encourir, et il n'hésita pas à se faire reconnaître formellement en qualité de commandant en chef.

Ainsi, il n'était pas neuf heures, que déjà l'armée française avait passé par trois directions différentes. Au début, il semblait qu'on dût se défendre sur place; le général Ducrot avait ordonné la retraite. Le général de Wimpffen commandait, lui, de reprendre l'offensive. En vain son prédécesseur lui fit-il remarquer combien était dangereuse et aléatoire son inspiration. En vain essaya-t-il de lui signaler « la question de vie ou de mort qui s'agitait[1] ». Le général de Wimpffen demeura inébranlable dans son obstination. — « Ce n'est pas une retraite qu'il nous faut, dit-il; c'est une victoire! »

De victoire, hélas! il ne pouvait déjà plus être question pour nous, et à l'heure où le nouveau général en chef croyait pouvoir y compter encore, les progrès de l'ennemi sur nos deux ailes détruisaient les dernières chances qui nous restassent, non pas de l'obtenir, mais même de nous sauver. Au surplus, quelque opinion qu'on puisse avoir sur la valeur de l'une ou l'autre des combinaisons indiquées, dont l'antagonisme a donné lieu à des polémiques sans fin et à un procès retentissant[2], il est incontestable qu'un double changement aussi radical dans la tactique adoptée, à si peu d'intervalle et dans un pareil moment, ne pouvait qu'être funeste. Les événements, en se précipitant, se chargèrent d'eux-mêmes, et avec une précision terrible, de le prouver.

En exécution des ordres du général de Wimpffen, les 1er et 12e corps furent donc ramenés sur leurs anciennes positions, avec mission de prendre une offensive vigoureuse. Le commandant en chef espérait, a-t-il écrit depuis, « pouvoir écraser la gauche de l'ennemi formée des deux corps bavarois, puis les ayant battus et jetés à la Meuse, revenir avec le 12e et le 1er corps pour combattre, avec toute l'armée réunie, l'aile droite des Allemands. » Il ne faisait entrer en ligne de compte ni les Saxons, déployés déjà sur la rive gauche de la Givonne, ni la Garde, dont les têtes de colonne venaient prolonger au nord de Daigny l'aile droite du XIIe corps, ni surtout la IIIe armée, qui s'avançait au nord de Donchery et allait bientôt écraser le 7e corps. Dans tous les cas, il s'agissait là d'une tentative que la masse des troupes ennemies rendait singulièrement hasar-

1. Colonel Canonge, *loc. cit.*, page 212.
2. *Procès de Wimpffen-Cassagnac* devant la Cour d'assises de la Seine, 1875.

deuse. « En thèse générale, dit à ce sujet très justement M. le colonel Canonge, un pareil jeu est à la rigueur possible lorsque, de part et d'autre, les forces sont à peu près égales ; on n'a pas le droit même de songer à le tenter, lorsque l'on a devant soi une armée jusqu'alors victorieuse, bien conduite, et dont la supériorité numérique s'affirme par plus de 100,000 hommes. D'ailleurs, dans le cas particulier qui nous occupe, le danger véritable venait du nord (aile gauche ennemie) et le 7e corps, malgré la vigueur de sa résistance, ne pouvait qu'être impuissant à le conjurer, d'autant mieux que les débris du 5e corps comptaient à peine comme appui.

« Le résultat le plus net de la décision prise par le général de Wimpffen, à un moment où les minutes valaient des heures, fut une perte de temps qui assura la ruine de l'armée en lui enlevant toute chance de salut[1]. »

Admettons même un instant que la manœuvre ait réussi. Nous percions dans la direction de Carignan. Et après? Croit-on que cette armée, épuisée de privations et de fatigues, réduite dans des proportions considérables par les pertes des deux batailles de Beaumont et de Sedan, n'ayant à compter sur aucun approvisionnement ni aucun renfort, aurait pu aller bien loin? Croit-on qu'avec les forces énormes dont ils disposaient, les Allemands l'auraient laissée continuer sa marche et qu'il se serait écoulé longtemps avant qu'ils ne l'aient acculée contre la frontière belge, ou étouffée entre leurs troupes mobiles et les corps prélevés sur le blocus de Metz? Non! l'idée de la percée sur Carignan pouvait se terminer peut-être en héroïque folie; elle n'eût abouti à aucun résultat. Certes, la retraite sur Mézières n'était guère autre chose qu'un expédient, mais un expédient qui pouvait conserver pour des luttes futures une bonne partie des forces françaises, et qui leur eût certainement épargné la honte de mettre bas les armes devant un ennemi sans générosité.

Prise de Daigny et entrée en ligne de toute l'armée de la Meuse. — Tandis que la blessure du maréchal imprimait de notre côté à la bataille ce fatal caractère d'incertitude, la lutte avait continué sur les deux rives de la Givonne. Dès sept heures du matin, les Saxons s'étaient étendus à droite, vers Daigny, et les généraux Ducrot et Lebrun avaient vainement cherché à arrêter leur mouvement. La brigade de cavalerie Michel, puis la brigade Fraboulet de Kerléadec, et un bataillon du 3e tirailleurs algériens, de la division Lartigue, franchirent le ruisseau, vers sept heures, et tentèrent de prendre le XIIe corps en flanc. Marchant en ligne déployée, le 56e à droite, et le 3e zouaves à gauche, sous la protection des batteries divisionnaires, la brigade de Kerléadec se porta résolument contre le 105e saxon, qui était déployé un peu en avant de la lisière ouest du bois Chevalier, et l'obligea à reculer. L'artillerie ennemie, postée au nord-est de La Moncelle, est elle-même menacée par nos tirailleurs qui s'en approchent à moins de 500 mètres, et bientôt la situation des con-

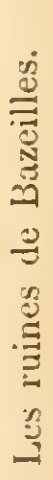
1. Colonel Canonge, *loc. cit.*, page 212.

tingents saxons devient tout à fait critique. Mais alors se présentent des renforts importants. La ligne allemande s'épaissit et s'allonge; le gros de la 24e division apporte son concours aux défenseurs du bois Chevalier, si gravement compromis; des fractions des régiments bavarois, se glissant le long de la rivière, arrivent jusqu'à la Ripaille, et en un instant notre vaillante troupe, débordée sur ses deux ailes, est refoulée sur Daigny, laissant sur le terrain, avec un grand nombre de morts et de blessés, deux canons et deux mitrailleuses. Immédiatement les Saxons, profitant de leur énorme supériorité numérique[1], passent à l'offensive; Daigny est enlevé; la Ripaille et le pont de la Givonne sont occupés, et malgré une résistance acharnée opposée jusqu'à la fin par les tirailleurs algériens principalement, la brigade de Kerléadec est repoussée jusque sur les hauteurs de la rive droite. Il était alors près de dix heures, et c'était précisément l'instant où se produisaient dans la ligne de bataille les fluctuations produites par le double changement de commandement. Malgré la mauvaise impression qui en résulta, la division de Lartigue, revenue sur ses premières positions, maintint par son feu les Saxons sur la rive gauche, et les empêcha de pousser plus loin leurs succès. Mais, à ce moment, l'arrivée de la Garde prussienne menaçait déjà la gauche du 1er corps; tandis que sur sa droite, le 12e corps, accablé de tous côtés à la fois, était sur le point de succomber.

Prise de Bazeilles. — Forts de l'appoint des troupes fraîches qui, au fur et à mesure de l'arrivée sur le terrain des différents éléments des colonnes bavaroises et saxonnes, venaient grossir leurs effectifs, les Allemands jugèrent, vers dix heures, qu'il était temps pour eux de passer à l'offensive à La Moncelle et à Bazeilles. De ce côté, en effet, leurs progrès ne s'étaient guère accentués depuis le matin. Le retour offensif de la division Lacretelle, exécuté, comme on l'a vu, sur l'ordre du général de Wimpffen, avait même eu pour effet de forcer les batteries établies au nord du château de Monvillers à se replier en arrière, et il en résultait, pour les contingents qui tenaient la ligne de la basse Givonne, une situation assez précaire qui ne pouvait se prolonger sans danger. Fort heureusement pour eux, la 23e division (saxonne) venait de déboucher, à neuf heures, amenant avec elle quatre nouvelles batteries. Un peu plus tard, la tête de la 4e brigade bavaroise atteignait Monvillers. Ces renforts avaient permis aux Allemands de tenir bon sur le terrain qu'ils occupaient et de garder le point d'appui de Monvillers. Mais jusqu'à présent, quelques-uns de leurs tirailleurs seulement avaient réussi à franchir la Givonne sur des passerelles improvisées.

D'autre part, dans Bazeilles même, la situation n'était pas beaucoup meilleure pour eux. Le général de Vassoigne venait de refouler les Bavarois jusqu'à la place de l'église; ceux-ci avaient peine à se maintenir dans la partie est du village, dont la possession leur était indispensable pour donner la main aux

1. La 24e division était à ce moment tout entière en ligne. La 23e n'avait pas encore atteint le champ de bataille. Quand elle y arriva, toute la ligne de la Givonne était au pouvoir de l'ennemi, et elle fut, comme on le verra plus tard, dirigée vers Illy.



Les ruines de Bazeilles.

défenseurs de Monvillers, et il n'avait fallu rien moins que l'arrivée de la 8e division (du IVe corps) à la gare de Bazeilles, pour que leur conquête de la matinée ne leur échappât point complètement.

Cependant, deux compagnies saxonnes, entrées depuis sept heures du matin dans les deux maisons situées au croisement du chemin de Balan à La Moncelle avec la route de Bazeilles à Daigny, n'en avaient pas encore été chassées. Elles commençaient à manquer de cartouches et le besoin urgent qu'elles avaient d'être secourues amena successivement de leur côté des contingents bavarois et saxons qui, bientôt soutenus eux-mêmes, entraînèrent dans un mouvement d'offensive générale une partie des forces ennemies. Bientôt, en dépit d'une vive résistance et de très lourdes pertes, la masse des bataillons allemands, poussée par de nombreux soutiens, gravit les hauteurs de la rive droite, à l'ouest de La Moncelle, et parvint à faire rétrograder sur Balan la division de Lacretelle, fatiguée de cette longue lutte, et privée des renforts que ses adversaires recevaient si abondamment. Le plateau compris entre les deux routes de Bazeilles à Balan et à Daigny était tout entier au pouvoir des Saxons.

Pendant ce temps, les Bavarois avaient enfin conquis Bazeilles en ruines. Les vaillants défenseurs de la villa Beurmann, attaqués de front par la grande rue, pris à revers par des compagnies bavaroises qui avaient réussi, en s'ouvrant avec des serpes un passage à travers les haies, à déboucher du parc de Monvillers, venaient d'évacuer la petite citadelle si bravement et si longuement défendue. Les Bavarois envahirent alors le village de toutes parts, livrant des combats isolés avec des soldats et des habitants qui ne voulaient pas se rendre, incendiant ce qui restait de constructions intactes, et poursuivant le cours de leurs abominables violences. La division de Vassoigne se replia sur Balan, où arrivait en même temps la division Lacretelle; toutes deux s'y postèrent pour tenir tête encore au flot des assaillants. *Une heure après*, « Bazeilles presque tout entier était en flammes[1]. »

La dernière cartouche. — C'est ici que se place l'épisode immortalisé par le pinceau de notre grand peintre Alphonse de Neuville, et connu de tous sous le nom de *la Dernière cartouche.*

Au nord de Bazeilles, dans une maison isolée qui touche au faubourg de Balan et qui s'appelle la maison Bourgerie, une poignée d'hommes s'était barricadée et, prolongeant la résistance avec une incroyable audace, tenait en échec pour ainsi dire un corps d'armée tout entier. Le 15e régiment bavarois cernait la maison, fusillait les fenêtres, mais n'osait cependant tenter un assaut. Les défenseurs, dirigés par trois officiers d'infanterie de marine, le commandant Lambert, les capitaines Ortus et Aubert[2], avaient transformé les ouvertures

1. *La Guerre Franco-allemande*, page 1731.

2. Le commandant Lambert est aujourd'hui général de brigade, après avoir rempli les fonctions de commandant militaire du Sénat. Le capitaine Ortus est devenu colonel. Quant au capitaine Aubert, le tireur de la « dernière cartouche », il a pris sa retraite en qualité de chef de bataillon.

de la maison en meurtrières par lesquelles ils décimaient les assaillants. Vainement ceux-ci amènent-ils renfort sur renfort ; vainement leurs projectiles réduisent-ils en miettes les matelas dont sont barricadées les fenêtres, labourent-ils les boiseries et les portes ! Des deux chambres du premier étage, où se tiennent ces intrépides soldats, part un feu de mousqueterie continu, dont les résultats sont sanglants pour l'ennemi. Bientôt, cependant, la petite troupe diminue; les blessés gisent pêle-mêle avec les morts, sur le lit, sur le sol taché de larges plaques rouges... les chambres sont remplies d'une fumée âcre et épaisse qui asphyxie, les plafonds se trouent et les murs s'éventrent, jetant partout des débris qui sont autant de projectiles... Le général bavarois, impatienté de cette résistance prolongée, la fait maintenant réduire par le canon. Mais voici, pour comble d'infortune, que les munitions s'épuisent; on vide les cartouchières des blessés et des morts... Encore trois coups à tirer... encore deux... encore un ! Celui-là, c'est le capitaine Aubert qui le tire lui-même, tandis que le commandant Lambert, sa cuisse blessée enveloppée d'un mouchoir, regarde, appuyé sur l'entablement du bahut placé près de la fenêtre, et que les soldats, les poings crispés et la figure contractée, attendent, la rage au cœur de leur impuissance, que la mort vienne les chercher !

Enfin, le terme de cette lutte héroïque est arrivé. Le commandant Lambert descend, fait ouvrir la porte, et s'offrant en holocauste à l'exaspération des Bavarois, présente sa poitrine. Une vingtaine d'hommes l'entourent, en poussant des cris de haine et de fureur. Les baïonnettes le menacent de toutes parts... Il va être massacré, quand un capitaine bavarois se précipite entre lui et ses soldats, le couvre de son corps et lui sauve la vie... Le nom de cet ennemi généreux ne doit pas être passé sous silence. Il s'appelait Lessignold.

Quant aux survivants de la défaite, ils étaient quarante à peine, presque tous blessés. On les fit prisonniers. Le soir, on conduisit les trois officiers au prince royal de Prusse.

— « Messieurs, leur dit-il, je n'admets pas qu'on désarme d'aussi braves soldats que vous. Gardez votre épée[1] ! »

Les débris du 12e corps, auxquels le général Lebrun communiquait son ardeur infatigable[2], se maintinrent, après ce glorieux épisode, aux alentours du faubourg

1. La maison Bourgerie a été depuis convertie en musée historique où sont conservées pieusement les reliques de cette admirable défense. Le plafond crevé, l'armoire mouchetée de balles, l'alcôve maculée et hachée sont restés tels quels. Dans un coin, une vieille horloge, frappée par un projectile et arrêtée au milieu de la lutte, marque éternellement l'heure du glorieux fait d'armes, onze heures trente-cinq minutes. Et le voyageur qui, visitant le douloureux champ de bataille, arrive à cette maison délabrée, et gravit l'escalier de cette chambre, se découvre respectueusement devant ces lieux témoins de tant d'héroïsme, et envoie un souvenir ému aux braves, morts ou vivants, qui y ont soutenu si dignement l'honneur immortel du nom français.

D'ailleurs, toute cette défense de Bazeilles est absolument glorieuse. La division de Vassoigne a perdu là 32 officiers tués, 70 blessés, et 2,555 hommes hors de combat; les Bavarois, avec la 8e division (du IVe corps), y ont laissé 2,500 hommes environ. *Trois officiers français, pris dans une maison qu'ils défendirent à outrance, ont été passés par les armes*, au mépris du droit des gens et du droit militaire.

2. Voir la pièce n° 11.

de Balan, et purent contenir les progrès des Saxons et des Bavarois. L'artillerie, qui avait fait des prodiges pour couvrir la retraite de nos troupes, dut se replier, à son tour, fortement éprouvée, sur les hauteurs situées entre Balan et le *fond de Givonne*. Deux batteries saxonnes venaient en effet de franchir la Givonne à La Moncelle, et de prendre pied sur les hauteurs de la rive droite, d'où elles tiraient à petite distance sur nos pièces, tandis que les autres batteries, en position sur la rive gauche, continuaient leur feu à longue portée.

Une certaine accalmie ne tarda pas cependant à se produire de ce côté. Les Allemands avaient grand besoin de remettre un peu d'ordre dans leurs unités absolument confondues, et, de notre côté, il était nécessaire de laisser aux soldats harassés un instant de répit.

L'ennemi s'établit donc sur les positions conquises, et la lutte ne fut plus entretenue que par quelques coups de canon et une vague fusillade, jusqu'à l'effort suprême dont il sera question plus loin.

Engagement entre la Garde prussienne et le 1er corps. — Le général Ducrot, après avoir, conformément aux ordres du général de Wimpffen, ramené sur leurs positions premières les deux divisions Pellé et L'Hérillier, en retraite vers Illy, s'était porté de sa personne au bois de la Garenne, qu'il savait déjà menacé. Depuis les premières lueurs du jour, en effet, il avait distingué des masses épaisses se dirigeant du sud au nord, en avant du front de ses troupes, et il savait, d'autre part, par le dire d'un paysan, que des troupes de toutes armes avaient atteint déjà Francheval et Villers-Cernay. C'étaient là, assurément, de graves indices, qui le confirmaient dans sa pensee primitive, et lui montraient l'urgence de plus en plus instante d'une occupation solide du plateau d'Illy.

Les troupes dont l'approche lui était ainsi signalée, menaçant de la façon la plus grave notre aile gauche, et indiquant chez l'ennemi le projet arrêté de nous tourner par le nord, appartenaient au corps de la Garde, que le prince de Wurtemberg avait mis en route, dès quatre heures et demie du matin. A huit heures seulement, la 1re division, retardée par de mauvais chemins, était arrivée à Villers-Cernay; l'autre suivait encore en arrière. Apprenant alors la situation des affaires à La Moncelle et à Bazeilles, le prince de Wurtemberg prescrivit à la 1re division de marcher sur Givonne, avec l'artillerie de corps et la division de cavalerie, chargée de couvrir sa droite; à la 2e division de se déployer provisoirement devant Villers-Cernay.

Mais déjà l'avant-garde, sur l'ordre spontané du général de Pape, avait gagné les hauteurs à l'ouest de Villers-Cernay, afin d'y devancer les Français, qu'on croyait vouloir se dérober par la route de Bouillon. Son mouvement offensif, coïncidant exactement avec la retraite de la brigade de Kerléadec, refoulée, ainsi qu'on l'a vu, par les Saxons sur la rive droite, s'effectua très aisément, et il suffit aux têtes de colonne de la 1re division de la Garde de repousser, dans des escarmouches de détail, les tirailleurs avancés du 1er corps, pour gagner la ligne de

la Givonne, et occuper même le village de ce nom qui n'était point gardé par des forces suffisantes[1].

Protégée ainsi par l'avant-garde solidement postée dans des points d'appui situés de front sur la rivière, et de flanc à la lisière nord du bois de Villers-Cernay, l'artillerie de la Garde put se mettre en batterie, en avant du bois, et entamer la lutte avec les batteries françaises déployées de l'autre côté de la vallée, entre Haybes et Givonne. Dès neuf heures, six batteries avaient déjà ouvert le feu; d'autres arrivaient successivement et prenaient pour objectif les pièces de la division de Lartigue. Enfin, de l'infanterie française s'étant montrée dans les bois, au nord de la route de Liège, on envoyait aussi de ce côté quelques obus.

Le résultat de cette violente canonnade, que notre artillerie était trop faible pour éteindre, fut immédiat. La division Wolff, écrasée de projectiles, la division de cavalerie Michel (ancienne division Duhesme), fortement éprouvée aussi, durent se replier, la première sur la lisière du bois de la Garenne, la seconde vers le nord. Une partie de nos pièces se retirèrent; un grand nombre furent mises hors d'usage. Cependant, de ce côté, l'infanterie allemande ne se montrait pas encore.

Il était tout près de neuf heures; le prince Georges de Saxe, aux prises devant La Moncelle avec la division Lacretelle, avait déjà demandé à plusieurs reprises au prince de Wurtemberg de venir l'appuyer, quand celui-ci reçut, du prince royal de Saxe, l'ordre de diriger la Garde sur Fleigneux, aussitôt qu'elle serait maîtresse des positions de la Givonne. Le commandant en chef de l'armée de la Meuse pensait, en effet, que le but à atteindre pour lui était « d'arriver le plus promptement possible à se relier par la droite à la IIIe armée, de manière à lui venir en aide, le cas échéant, et à empêcher l'ennemi de se dérober derrière la frontière[2] ». D'autre part, le prince de Wurtemberg, posté à côté de l'artillerie de corps de la Garde, sur la croupe du bois de Villers-Cernay, apercevait distinctement déjà les premiers efforts de la IIIe armée, dont les têtes de colonnes entamaient l'action du côté de Saint-Menges. Il ne crut donc pas devoir entièrement déférer aux instances du prince Georges de Saxe; mais il lui envoya cependant, pour le soutenir, une partie de ses forces, tandis que l'autre était dirigée, par Givonne, vers le plateau d'Illy. Ce dernier mouvement, en opérant la jonction des deux armées allemandes et la soudure du cercle d'investissement, allait montrer combien le général Ducrot voyait juste, quand il considérait la possession de ce plateau et des hauteurs de Saint-Menges comme une question de vie ou de mort.

En vertu des ordres donnés par le prince de Wurtemberg, la 2e division de la

1. Sauf Bazeilles, aucun des villages situés devant le front de l'armée n'avait été sérieusement occupé. Il en résulta que, malgré les efforts des défenseurs postés sur les hauteurs, les Allemands s'en emparèrent successivement, sans grande peine, et s'assurèrent ainsi la possession des débouchés de la Givonne, qui leur furent si utiles plus tard.

2. *La Guerre franco-allemande*, page 1127.

Garde, arrivée déjà de Villers-Cernay près du bois Chevalier, se rapprocha donc de Daigny pour y appuyer le XII[e] corps. Toute l'artillerie du corps de la Garde fut déployée sur les hauteurs de Haybes, afin de préparer l'attaque de la 1[re] division contre Givonne et le bois de la Garenne. Enfin, la division de cavalerie remonta vers Illy, pour donner la main à la III[e] armée.

De La Moncelle à Givonne, sur les crêtes qui dominent la rive droite du ruisseau, il y avait maintenant une formidable ligne de batteries, bavaroises, saxonnes et prussiennes, qui criblaient de projectiles les troupes du 1[er] corps, et auxquelles les nôtres ne pouvaient riposter que faiblement.

Sous leur protection, l'infanterie occupait fortement les villages du fond de la vallée, et, à droite, la 1[re] division de la Garde débordait même Givonne et prenait pied sur la berge occidentale. En vain, dans plusieurs retours offensifs, les soldats du 1[er] corps essayent-ils de refouler les assaillants; en vain des nuées de tirailleurs, appartenant aux divisions Wolff et L'Hérillier, se lancent-ils sur Givonne. La puissance d'un feu meurtrier d'artillerie brise leurs efforts. Dix pièces françaises, dans un élan fougueux et irréfléchi, se précipitent alors vers la portion sud du village, que l'ennemi n'occupe pas encore, traversent le pont, et essayent de se mettre en batterie pour prendre d'écharpe la ligne allemande; leur tentative trop téméraire n'aboutit qu'à un désastre, car presque instantanément enveloppées de fantassins qui se jettent sur les servants et les chevaux, elles sont capturées, sans même avoir pu décrocher les avant-trains. 7 canons, 3 mitrailleuses, 10 officiers, 263 hommes, 142 chevaux et 6 mulets tombent ainsi, par suite de cette héroïque folie, entre les mains des fusiliers de la Garde prussienne!

En même temps, la cavalerie de la Garde chassait de la Chapelle le bataillon des *Francs-tireurs de Paris* (de la division L'Hérillier)[1], exposé d'autre part au feu dirigé sur lui par l'extrême droite de la ligne d'artillerie allemande. Un escadron traversait la forêt, et venait le premier, près du moulin d'Olly, donner la main aux troupes de la III[e] armée.

Ainsi, vers midi, tout le cours de la Givonne, y compris Bazeilles, était au pouvoir de l'armée de la Meuse, prête à en déboucher. Le 12[e] corps avait été refoulé sur Balan, et le 1[er], écrasé par le feu de 14 batteries de la Garde, voyait sa force de résistance soumise à une trop rude épreuve pour qu'elle pût encore se prolonger longtemps. Mais déjà au nord de Sedan se produisaient des événements qui devaient précipiter la crise, et dont la marche inquiétante ne laissait plus guère d'illusion sur la tragique issue de cette journée lamentable.

II. — Déploiement de la III[e] armée.

La manœuvre qui allait enserrer l'armée française dans un cercle de fer ne fut pas un résultat immédiat des conceptions allemandes. Nous avons vu en

1. Voir la pièce n° 11.

effet, au précédent chapitre, que les dispositions étaient prises par l'état-major ennemi pour nous intercepter à la fois les routes de l'est et du nord-ouest, mais qu'il ignorait absolument, le 31 au soir, de quel côté il faudrait porter le principal effort. En tout cas, il ne songeait pas encore à nous cerner aussi complètement.

Dès les premières lueurs du jour, le grand état-major et le roi lui-même vinrent se poster sur la hauteur au sud de Frénois et au nord du bois de la Marfée, tandis que le prince royal de Prusse s'installait de son côté à la Croix-Piaux. Tous deux devaient passer en ces postes d'observation la durée entière de la bataille, et il faut convenir qu'ils n'auraient pu en choisir de meilleur pour embrasser d'un seul coup d'œil, et sans courir aucun risque, le saisissant spectacle de la lutte qui se déroulait sous leurs pieds. Toutefois, quand ils y arrivèrent, l'épais brouillard qui couvrait la vallée jetait sur les premiers mouvements des troupes un voile impénétrable, et le bruit seul de la fusillade intense de Bazeilles pouvait leur servir d'indication. Vers sept heures cependant, le soleil commença à percer la buée, surtout vers le nord, et le Prince royal put alors distinguer nos camps de la Givonne et de l'Algérie ; là, rien ne se produisait encore; mais, comme du côté de Bazeilles, la canonnade redoublait d'intensité, le Prince jugea utile de faire soutenir les Bavarois du général von der Thann, d'autant plus qu'il ignorait si la lutte engagée là n'indiquait pas une vigoureuse poussée tentée par nous pour rouvrir la route de Carignan.

Derrière lui, arrivait le IIe corps bavarois, destiné, on s'en souvient, à s'opposer, entre Donchery et Wadelincourt, à toute tentative des Français vers le sud. Ordre fut envoyé aussitôt à ce corps de remplir sa mission avec une seule de ses divisions, et de diriger l'autre sur Bazeilles.

A ce moment, la Meuse avait déjà été franchie par l'aile gauche de la IIIe armée, et dans la plaine qui s'étend au nord de Donchery, des colonnes profondes et épaisses, appartenant aux Ve et XIe corps, se dirigeaient vers la route de Sedan à Mézières. Ces corps avaient en effet reçu, à minuit, l'ordre du Prince royal leur prescrivant de passer la rivière en aval de Sedan ; ils avaient à leur disposition pour cela : 1° le V° corps, un pont jeté à l'ouest de Donchery; 2° le XIe, le pont de la ville et un autre construit la veille par les pionniers[1].

Dès deux heures et demie, le Ve corps quitta ses bivouacs de Connage et de Bulson; à quatre heures, son avant-garde débouchait sur la Meuse, et après le passage de celle-ci, il prenait la direction de Vivier-au-Court. Le XIe corps, parti à trois heures de Chevenges, se trouvait, à cinq heures un quart, formé en entier au nord de Donchery, et se dirigeait, en trois colonnes[2], vers Vrigne-aux-Bois,

1. Toutefois, dit la Relation allemande, comme il était possible que des à-coups se produisissent au cours de cette marche de nuit à travers une région assez boisée, et que les fractions du XIe corps les plus éloignées n'atteignissent peut-être la Meuse que postérieurement au Ve, il était convenu entre les deux généraux de Kirchbach et de Gersdorff que le Ve corps pourrait faire usage du pont de Donchery.

2. Colonne de droite : 41e brigade, environ 2,720 hommes.
Colonne du centre : 42e brigade, artillerie de corps, 44e brigade, au total 9,900 hommes environ.
Colonne de gauche : 43e brigade, plus une petite fraction qui s'était trouvée arrêtée par le V° corps, au pont de Donchery, 8,660 hommes environ.

tenant la droite du Ve. Enfin, la division wurtembergeoise, qui avait jeté, à cinq heures et demie, un pont à Dom-le-Mesnil, passait la rivière à six heures et allait s'établir à Vivier-au-Court, face à Mézières, avec la 2e division de cavalerie.

La marche de ces troupes ne fut inquiétée par aucun parti français, et elles ne rencontrèrent même pas une patrouille. D'autre part, la cavalerie qui s'était portée sur la route de Mézières, avait fait connaître au Prince royal que nous ne tenions pas celle-ci. C'était donc, ou que nous restions à Sedan, ou que nous voulions marcher vers l'est, et dans les deux cas il s'agissait pour les Allemands de la IIIe armée, non plus seulement de chercher à nous intercepter une route dont nous paraissions ne pas nous soucier, mais de se joindre au plus tôt à l'armée de la Meuse, afin de nous cerner. Le Prince royal n'hésita pas; à sept heures et demie, au moment où les têtes de colonnes des Ve et XIe corps atteignaient la route de Mézières, il leur envoya l'ordre de se rabattre vers l'est, en contournant la boucle de la Meuse, pour prendre l'armée française à dos. Tel fut le principe du mouvement enveloppant que la fausse manœuvre du général de Wimpffen devait faire si complètement réussir.

Entrée en ligne du IIe corps bavarois. — Pendant que ces mouvements s'exécutaient, le IIe corps bavarois était entré en action sur les hauteurs du sud. Tout d'abord son artillerie de réserve, postée sur le mamelon à l'est de Frénois, se mit à canonner à grande distance tout ce qu'elle voyait de nos troupes, et à tirer contre les remparts, où quelques pièces avaient ouvert le feu. Deux batteries gagnèrent même la longue croupe qui descend de Frénois vers Vilette, et, se plaçant au nord du parc de Bellevue, envoyèrent, malgré la distance, des obus dans le dos des troupes françaises, déployées entre Floing et Illy.

En même temps, obéissant aux ordres du Prince royal, la 4e division occupait Wadelincourt (7e brigade) et Frénois (8e); les deux villages étaient mis en état de défense, et des tirailleurs se répandaient aux alentours, entretenant avec les nôtres, isolés ou égarés, une fusillade sans importance. Des patrouilles s'avancèrent même par la grande route jusqu'au faubourg de Torcy, et envoyèrent des coups de feu aux servants des pièces du rempart. Quant à la 3e division, elle avait atteint Bazeilles vers onze heures. La 5e brigade, contournant le village à l'ouest, marcha sur Balan, sous un feu violent qui lui infligea de lourdes pertes, traversa le village, déjà évacué par le 12e corps, mais vint se heurter à une vive résistance devant les murs du château, qui font saillie au nord-est. Elle dut, pour enlever ce point d'appui, se déployer tout entière et le prendre à revers. Alors nos soldats se replièrent sur la hauteur 215[1], d'où les Bavarois, malgré les renforts apportés par l'arrivée de leur 6e brigade et de toute la 8e division prussienne (du IVe corps), furent impuissants à les déloger.

Essayant de moyens habituellement décisifs, les Allemands firent avancer les quatre batteries de cette dernière division jusqu'aux pentes qui dominent

1. De la carte d'état-major.





